



HAL
open science

La politique étrangère des États-Unis en Afrique Australe de 1975 à 1995 : ses aspects-militaires, de l'indifférence indulgente, aux covert actions puis auCapacity Building.

Jean-François Auran

► **To cite this version:**

Jean-François Auran. La politique étrangère des États-Unis en Afrique Australe de 1975 à 1995 : ses aspects-militaires, de l'indifférence indulgente, aux covert actions puis auCapacity Building.. Histoire. Université Paul Valéry - Montpellier III, 2017. Français. NNT : 2017MON30070 . tel-01814010

HAL Id: tel-01814010

<https://theses.hal.science/tel-01814010>

Submitted on 12 Jun 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



THÈSE

Pour obtenir le grade de
Docteur

Délivré par l'Université Paul-Valéry Montpellier

Préparée au sein de l'école doctorale 58
et de l'unité de recherche **CRISES**

Spécialité : **HISTOIRE CONTEMPORAINE**

**La politique étrangère des États-Unis en
Afrique Australe de 1975 à 1995
Ses aspects-militaires, de l'indifférence
indulgente, aux covert actions puis au
Capacity Building**

Présentée par **Jean François Marius Auran**

Soutenue le 4 décembre 2017 devant le jury composé de :

Mr Antoine COPPOLANI, professeur des universités Université Paul Valéry Montpellier 3	Directeur de thèse
Mr Walter BRUYERE-OSTELLS, Professeur des universités, IEP d'Aix-en-Provence	Président du jury
Mr Raphaël RICAUD, Maître de conférences, Université Paul-Valéry, Montpellier 3	Membre du jury
Mme Françoise COSTE, Professeur des universités, Université Toulouse Jean-Jaurès	Rapporteur



Remerciements

Je remercie chaleureusement toutes les personnes qui m'ont aidé pendant l'élaboration de ma thèse et notamment monsieur le professeur Antoine Coppolani, pour son intérêt et son soutien, sa grande disponibilité et ses conseils avisés durant la rédaction de ma thèse.

Je souhaiterais exprimer ma reconnaissance à l'école doctorale 58 pour m'avoir permis de réaliser ce travail de recherche sur une période de six années. Je remercie aussi les enseignants de l'université Montpellier 3 de pour la qualité des formations sur la recherche documentaire et la rédaction de documents.

Mes remerciements vont également aux membres du jury qui ont su se rendre disponible pour participer à ce jury de thèse.

Ce travail n'aurait pas été possible sans la compréhension de mes supérieurs au sein du ministère de la défense qui m'ont permis, de pouvoir participer aux activités obligatoires organisées à Montpellier et de me consacrer à l'élaboration de ma thèse.

Je remercie enfin celles et ceux qui me sont chers et qui ont pâti de mes absences. Leurs attentions et encouragements m'ont accompagnée tout au long de ces années.

Carte de l'Afrique australe



Carte complétée par l'auteur

Résumé de la thèse

Les États-Unis ont traditionnellement été accusés de ne pas avoir de réelle politique africaine. Une période semble échapper à cette affirmation car elle a été particulièrement riche dans ce domaine. Il s'agit des années 1975 à 1995 et particulièrement de la zone de l'Afrique australe. Cette politique étrangère a néanmoins été fluctuante au gré des présidences et influencée tant par la guerre froide et par des impératifs de politique nationale.

Après l'effondrement de l'empire portugais, les États-Unis sont pris au dépourvu dans cette région stratégique à divers titres. Avec la fin de la guerre du Viêt Nam, Cuba et l'URSS lancent une politique expansionniste en Afrique. Ces deux paramètres vont créer les conditions d'un regain d'intérêt pour cette région et donner à l'Afrique du Sud un rôle central au moment où les opinions publiques s'invitent dans la lutte contre l'apartheid.

Les caractéristiques et composantes de cette politique, le processus de décision, ses acteurs multiples et variés constituent un sujet d'étude particulièrement riche. Quelle est la réelle part d'approche régionale de celle plus globaliste ? Quelles spécificités entre Administrations démocrates et républicaines ?

Au niveau militaire, il y a eu une certaine indulgence vis-à-vis du programme nucléaire et biologique sud-africain ainsi que le maintien de liens très forts entre les militaires des deux pays. L'utilisation des covert-actions de la CIA, l'appui du Zaïre, l'implication de l'OTAN et la résistance des états de la ligne de front constituent autant d'aspects de cette histoire très riche.

Mots clés : Politique étrangère des États-Unis, États-Unis, Afrique australe, Angola, Guerre froide, URSS et Cuba.

The United States has been traditionally accused of having no real African policy. A period seems to avoid this statement because it was particularly rich in this domain. It is the period covering the years 1975 to 1995 and particularly the Southern Africa area. This foreign policy has however been fluctuating according to presidencies and influenced so much by the cold war and by the imperatives of national politics.

After the collapse of the Portuguese empire, the United States have been taken by surprise in this strategic region in various areas. With the end of the Vietnam war, Cuba and the USSR launched an expansionist policy in Africa. These two parameters will create the conditions for a resurgence of interest of this region and give South Africa a key role when public opinions started to be more engaged against apartheid.

The features and components of this policy, the decision-making process with multiple and varied actors are a particularly rich subject of study. What is the real part of the regional approach to a more holistic one? What are the specificities of Democratic and Republican Administrations?

At the military level, there has been some leniency towards the South African nuclear and biological program and the maintenance of the strong linkage between the military of both countries. The use of the CIA's covert operations, Mobutu's Zaire support, NATO's involvement and the resistance of the frontline states are all aspects of this rich history.

Key words: Foreign policy of the United States, United States of America, Southern Africa, Angola, Cold War, USSR and Cuba.

Table des matières

Remerciements.....	2
Carte de l’Afrique australe.....	3
Résumé de la thèse	4
Table des matières	6
Liste des abréviations et termes utilisés.....	11
Abréviations utilisées pour les notes.....	16
Introduction.....	17
1. Les États-Unis - de la toute puissante au doute.....	17
a) Les États-Unis et l’Afrique.....	17
b) L’Afrique australe lieu de confrontation	20
2. La délimitation du sujet et sa définition	22
a) Le fond documentaire	23
b) La Problématique	25
c) La méthodologie.....	26
3. Comment peut-on caractériser l’action des États-Unis en Afrique australe.....	26
a) Une claire responsabilité américaine dans la guerre civile.....	27
Partie 1 La politique étrangère des États-Unis en Afrique australe de 1975 à 1993. 30	
Titre 1. Le contexte international et national des années 70.....	30
Chapitre 1 Le contexte politique international.....	30
Section.1 L’évolution de la situation au Portugal	30
Section.2 Le rôle du bloc communiste	36
Section.3 Le contexte Africain	40
Conclusion.....	53
Chapitre 2 Le contexte national américain (1973-1975)	54
Section.1 La situation internationale des États-Unis	54
Conclusion.....	66
Titre 2. Les évolutions de la politique américaine (1975-1981)	68
Chapitre 1 La présidence Gérald Ford (1974-1977)	68
Section.1 Conception de la politique étrangère par Gerald Ford	69

Section.2	La situation au Portugal.....	74
Section.3	L'évolution de la situation en Afrique australe lusophone	76
Section.4	La situation dans les autres pays d'Afrique australe.....	89
Conclusion.....		91
Chapitre 2	La présidence Jimmy Carter (1977-1981).....	93
Section.1	Expression de la nouvelle politique de l'Administration Carter	95
Section.2	L'évolution de la situation en Afrique australe.....	103
Section.3	Situation en Angola	107
Conclusion.....		114
Titre 3.	Les évolutions de la politique américaine (1981-1995)	116
Chapitre 1	La politique africaine du président Reagan	116
Section.1	Le premier mandat	119
Section.2	Un changement de contexte radical-le second mandat.....	120
Section.3	Les autres pays d'Afrique australe.....	122
Conclusion.....		134
Chapitre 2	La présidence Bush et le début de la présidence Clinton.....	135
Section.1	La politique africaine du président Georges Bush.....	135
Section.2	L'évolution de la situation en Angola.....	143
Section.3	L'Administration Bush et l'UNITA.....	152
Conclusion.....		160
Chapitre 3	La politique de l'Administration Clinton en Afrique australe (1993-1995)	162
Section.1	Angola.....	163
Section.2	L'Afrique du Sud	170
Conclusion.....		171
Conclusion de la première partie.....		172
Partie 2	La construction de la politique étrangère africaine des États-Unis	173
Titre 1.	Les acteurs civils.....	173
Chapitre 1	Le président des États-Unis	173
Section.1	Le président et la définition de la politique étrangère	173
Section.2	Le processus d'élaboration de la politique étrangère.	183
Conclusion.....		185

Section.3	La pratique en politique étrangère et les rapports de force.....	187
Chapitre 2	Le NSC et la communauté du renseignement	195
Section.1	Le Conseil de sécurité nationale	195
Section.2	Le conseiller à la sécurité nationale	197
Section.3	Le NSC sous les autres présidences	201
Section.4	Le NSC et l’Afrique australe.....	202
Section.5	La communauté du renseignement.....	205
Conclusion.....		207
Chapitre 3	Le département d’État, le Bureau des affaires africaines et la mission à l’ONU	209
Section.1	The United States Department of State (DOS).....	211
Section.2	The United States Mission to the United Nations (USUN).....	216
Section.3	Le département d’État et la gestion de la situation en Afrique australe	217
Section.4	La diplomatie publique	218
Conclusion.....		219
Chapitre 4	Le Congrès des États-Unis	221
Section.1	Six types d’actions peuvent être initiées par le pouvoir législatif. .	223
Section.2	Les rapports entre les pouvoirs exécutifs et législatifs	224
Section.3	Le Congrès et les différents présidents américains.....	228
Section.4	Les principales actions du Congrès au sujet de l’Afrique.....	230
Conclusion.....		231
Titre 2.	Les acteurs militaires	233
Chapitre 1	Les acteurs militaires de la politique étrangère américaine.....	233
Section.1	L’organisation du haut commandement	235
Section.2	La participation des forces armées aux opérations clandestines	240
Section.3	Les tentatives de réorganisation du haut commandement américain	242
Conclusion.....		244
Titre 3.	L’opinion publique.....	246
Chapitre 1	La communauté afro-américaine et son influence	246
Section.1	Pourquoi les États-Unis devraient ‘il s’intéresser à l’Afrique ?.....	246

Section.2	Les différents groupes et individuels qui ont tenté d'exercer une influence sur la politique étrangère américaine en Afrique.....	248
Section.3	Les mouvements américains contre l'apartheid.....	255
Conclusion.....		259
Chapitre 2	Les Centres de recherche universitaires, les think-thank.....	260
Section.1	les think thank	260
Section.2	Les universités	262
Conclusion.....		263
Conclusion de la deuxième partie.....		265
Partie 3	Les aspects militaires de la politique menée par les États-Unis et son impact en Afrique australe.....	266
Titre 1.	Les interventions militaires directes	266
Chapitre 1	L'action militaire américaine en Afrique australe.....	266
Section.1	Les opérations en Angola	266
Section.2	Les opérations américaines au Congo/Zaire.....	274
Section.3	Les opérations en Rhodésie	281
Conclusion.....		282
Chapitre 2	L'utilisation des mercenaires dans le conflit angolais	283
Conclusion.....		290
Titre 2.	Les covert-actions de la CIA en Afrique australe	292
Chapitre 1	Les covert-actions.....	292
Conclusion.....		300
Chapitre 2	L'action de Cuba et l'Union soviétique en Afrique australe	302
Section.1	Le cas de l'Angola	303
Section.2	Les difficultés de la projection de puissance.....	304
Section.3	L'impact politique de l'URSS en Afrique australe	309
Conclusion.....		313
Titre 3.	L'impact de l'action des États-Unis en Afrique australe	315
Chapitre 1	Les États-Unis et l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud	315
Section.1	L'Afrique du Sud et les États-Unis	315
Section.2	Le cas spécifique de l'OTAN.....	319
Conclusion :		320

Chapitre 2	. Les relations États-Unis-Afrique du Sud et la question nucléaire	322
Section.1	L’Afrique du Sud et l’arme nucléaire.....	322
Section.2	Le développement d’armes biologiques et chimiques	329
Conclusion.....		331
Titre 4.	Les États-Unis et le maintien de la paix	332
Chapitre 1	Le rôle des États-Unis dans la mise en place des opérations de maintien de la paix en Afrique australe.....	332
Section.1	Les missions des Nations Unies en Angola (UNAVEM), au Mozambique (ONUMOZ) et en Namibie (UNTAG).	333
Section.2	L’impact de la Presidential Decision Directive 25.....	336
Conclusion.....		338
Chapitre 2	La montée en puissance des forces africaines de maintien de la paix	339
Section.1	La mise en place de nouveaux outils pour garantir la paix sur le territoire africain.....	339
Section.2	West African Training Cruise.....	342
Conclusion de la troisième partie		343
Conclusion générale.....		344
Bibliographie.....		347
Personnalités ayant joué un rôle dans la relations États-Unis-Afrique australe....		379
Annexes.....		387
Annexe 1 : Organisation du NSC		387
Annexe 2 : documents du Conseil de sécurité nationale ayant pour objet l’Afrique australe.....		388
Annexe 3 : Les membres clés du NSC		391
Annexe 4 : les déplacements des secrétaires d’état en Afrique		392
Annexe 5 : Audition des responsables du département d’État devant le Sénat et la Chambre des représentants		395
Annexe 6 : navires soviétiques ayant opéré dans le golfe de Guinée et en Angola		401

Liste des abréviations et termes utilisés

AF: Bureau of African Affairs, Department of State

AID: Agency for International Development

ACDA: Arms Control and Disarmament Agency

ACOA : American Committee on Africa

AGNU : Assemblée générale des Nations Unies

ANC: Africa National Congress

ARMSCOR: Armaments Corporation of South Africa

BOSS : Bureau for State Security : service de renseignement sud-africains (1969-1980)

Buffel (Afr): Buffalo. Véhicule transport de troupes protégé des mines

CENTO: Central Eastern Treaty Organization

CFR: Council on Foreign Relations

CIA : Central Intelligence Agency (Agence Centrale du Renseignement)

CINCEUR : Commander-in-Chief, European Command (Commandement des Forces des États-Unis en Europe)

CINCLANT : Commander-in-Chief, Atlantic Fleet (Commandement Atlantique des États-Unis)

CIR Centro de Instrução Revolucionário (Centre d'instruction révolutionnaire) Cuba

CJCS: Chairman of the Joint Chiefs of Staff, États-Unis

COM: Chief of Mission

COMECON: Council for Mutual Economic Assistance (Conseil d'assistance économique mutuelle)

DCI : Director of Central Intelligence

DCM : Deputy Chief of mission

DGS : Direção Geral de Segurança (*Direction générale de sécurité*), dénomination de la PIDE après 1969

DIA: Defence Intelligence Agency

DOD: Department of Defense

DOS: Department of State

DTA: Democratic Turnhalle Alliance (Alliance démocratique de la Turnhalle)

ELNA: Exército de Libertação Nacional de Angola

EOP : Executive Office of the President ou bureau exécutif du président des États-Unis

EXIM: Export-Import Bank

FAA : Forças Armadas Angolanas (Forces Armées Angolaises) depuis 1992

FANA : Força Aérea Nacional de Angola (Force aérienne Nationale d'Angola)
FALA : Forças Armadas de Libertação de Angola (UNITA)
FAPLA : Forças Armadas Populares de Libertação de Angola (MPLA)
FAZ : Forces Armées Zaïroises
FAZA : Force Aérienne Zaïroise
FLEC : Frente para a Libertação do Enclave de Cabinda (Front de libération pour l'enclave de Cabinda)
FMS : Foreign Military Sales
FNLA : Frente Nacional de Libertação de Angola (Front National de Libération de l'Angola)
FRELIMO, Frente de Libertação de Moçambique (Front de Libération du Mozambique)

G3 : Fusil d'assaut de 7,62 mm utilisés par l'armée portugaise, la Force aérienne sud-africaine (SAAF), la Force du territoire Sud-Ouest africain (SWATF)
GRAE : Governo Revolucionário de Angola no Exílio (Gouvernement Révolutionnaire de l'Angola en exil)
GRPA : Governo da Republica Popular de Angola (Gouvernement de la république populaire d'Angola)
GRU Glavnoe Razvedyvatelnoe Upravlenie, le service de renseignement militaire de l'Union soviétique

IAEA : International Atomic Energy Agency (Agence internationale de l'énergie atomique)
IMF: International Monetary Fund (Fonds monétaire international)
INR: Bureau of Intelligence and Research, Department of State
IRS : Internal Revenue Service, agence du département du Trésor des États-Unis

JCS : Joint Chiefs of Staff (Comité des chefs d'état-major interarmées), États-Unis

LEU: Low enriched uranium

MAAG: Military Assistance Advisory Group
MAC : Military Airlift Command (commandement du transport aérien militaire)
MAP: Military Assistance Program (programme d'assistance militaire)
MFA: Movimento das Forças Armadas (Mouvement des Forces Armées)
MiG: avion de construction soviétique
MONuA : Mission d'observation des Nations Unies en Angola
MPLA: Movimento Popular de Libertação de Angola (mouvement populaire de libération de l'Angola)
MINFAR: Ministerio de las Fuerzas Armadas Revolucionarias de Cuba

MINREX : Ministerio de Relaciones Exteriores de Cuba (ministère des affaires étrangères de Cuba)

NAACP : National Association for the Advancement of Colored People (association nationale pour la promotion des gens de couleur)

NAC: North Atlantic Council, (Conseil de l'Atlantique Nord) North Atlantic Treaty Organization

NASA: National Aeronautics and Space Administration

NATO: North Atlantic Treaty Organization (organisation du traité de l'atlantique Nord)

NIE: National Intelligence Estimate

NSA: National Security Advisor; National Security Agency

NSC: National Security Council

NSDM: National Security Decision Memorandum Nixon /Ford Administration

NSDD: National Security Decision Directives Reagan Administration

NSPD: National Security Presidential Directives Bush Administration

NSSM: National Security Study Memorandum Nixon /Ford Administration

OpvDcA: Organização Provincial de Voluntários e Defesa Civil de Angola (Organisation provinciale des volontaires de la défense civile d'Angola)

OSD: Office of the Secretary of Defense

OAU: Organization of African Unity (Organisation de l'unité Africaine)

PAIGC: Partido Africano da Independência da Guine e Cabo Verde (Le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert)

PCP: Partido Comunista Português (Parti communiste portugais)

PCUS: Parti communiste de l'Union soviétique

PDD: Presidential Decision Directive

PF: Permanent Force

PIDE : Polícia internacional e de defesa do estado (Police internationale de défense de l'État)

PIR: Police d'intervention rapide angolaise, (baptisé ninjas)

PRC, Presidential Review Committee

PRM, Presidential Review Memorandum

RENAMO: Resistência Nacional Moçambicana (Résistance nationale du Mozambique)

SAAF: South African Air Force

SACP: South African Communist Party

SA-7: low altitude, surface to air missile (missile sol-air courte portée)

SADF: South African Defense Force

SCC: Special Coordination Committee
SR-71: "Blackbird," long range strategic reconnaissance aircraft
SWA: South West Africa (Sud-Ouest africain) actuelle Namibie
SWAP: South West Africa Police
SWAPO : South West Africa People's Organization (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain)
SWATF: South West Africa Territorial Force
TAAG : Transportes Aéreos de Angola (lignes aériennes d'Angola)
TOW: Tube-Launched Optically-Tracked Wire-Guided missile (missile antichar TOW)

UDI: Unilateral Declaration of Independence (déclaration unilatérale d'indépendance) Rhodésie
UPA : Union Des Peuples De l'Angola.
UNAVEM : United Nations Angola Verification Mission (Mission de vérification des Nations Unies en Angola).
UNSC : United Nations Security Council (conseil de sécurité des Nations Unies)
UNHCR: United Nations High Commissioner for Refugees
UNICEF: United Nations Children's Fund (United Nations International Children's Emergency Fund)
UNITA: União Nacional para a Independência Total de Angola (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola)
UNGA: United Nations General Assembly
URSS : Union des Républiques Soviétiques Socialistes
USAF: United States Air Force
USIP: United States Institute of Peace
USAID: US Agency for International Development
USIA, United States Information Agency
USIS, United States Information Service
USINT: United States interests Section
USN, United States Navy
USUN, United States Mission to the United Nations

VOA : Voice of America (la Voix de l'Amérique)
WHMO: White House Military Office

ZAMISH : U.S Military assistance Mission in Zaire
ZANU: Zimbabwe African Nationalist Union (*Union nationale africaine du Zimbabwe*)
ZAPU: Zimbabwe African People's Union (Union du peuple africain du Zimbabwe)
ZIPA, Zimbabwe People's Revolutionary Army (*Armée révolutionnaire du peuple du Zimbabwe*)

ZDF: Zimbabwe Defence Forces

Abréviations utilisées pour les notes

AP	Associated Press
Carter Library	Jimmy Carter Library and Museum, Atlanta, Ga
CIA FOIA	U.S. Central Intelligence Agency, Freedom of Information Act Electronic Reading Room
Ford Library	Gerald. R. Ford Presidential Library and Museum, Ann Arbor, Mich
FRUS	U.S. Department of State, Office of the historian, <i>Foreign Relations of the United States</i>
NARA	National Archive and Record Information
Nixon Library	Nixon Presidential Library and Museum, Yorba Linda, Calif
NYT	<i>New York Times</i>
PPP	Public Papers of the United States, American Presidency Project, University of California Santa Barbara
WP	<i>Washington Post</i>
WWC	Woodrow Wilson Center Digital Archive, International History declassified, Woodrow International Center for scholars, Washington, DC.

Introduction

Déployé en qualité d'observateur militaire des Nations Unies en Angola entre septembre 1995 et mars 1996 ; j'ai été témoin de la souffrance du peuple angolais. Ces souffrances, les pays de la région comme la Namibie, la Rhodésie et le Mozambique l'ont connu aussi pour accéder à l'indépendance puis pour se développer. Pourquoi ces régions n'ont pas connu une accession à l'indépendance pacifique comme ce fut le cas dans la majorité des pays africains ? Pourquoi des conflits interminables s'y sont développés. Rien qu'en Angola on estime le nombre total de victimes à 1 million.

Il s'agit donc d'une recherche personnelle visant à comprendre comment ce pays et plus généralement les pays d'Afrique australe ont connu un destin si chaotique à compter de la fin de l'empire portugais. Cela participe aussi d'un effort de connaissance de cette zone en produisant une étude en langue française à partir des dernières sources rendues publiques. Très rapidement, on comprend que l'Afrique en général et l'Afrique australe en particulier a été le théâtre d'un des épisodes les plus virulents de la guerre froide.

Je travaille en Angola depuis plus de deux ans au contact des militaires angolais et je me suis rendu en plusieurs occasions en Namibie dans ce même cadre. Tous les jours nous sommes au contact de l'héritage de la guerre. Il n'y a pas un mois de l'année sans que les médias officiels ne relatent un des épisodes du conflit. Etudier l'histoire de cette région à cette période m'est donc apparue comme une nécessité. Ma rencontre avec le professeur Coppolani m'a orienté sur la recherche du rôle des États-Unis dans ce conflit.

1. Les États-Unis - de la toute puissante au doute

a) Les États-Unis et l'Afrique.

Au sortir de la seconde guerre mondiale, les États-Unis sont devenus une puissance mondiale qui a pris conscience de ses responsabilités planétaires. Face à cet état se dresse l'Union soviétique qui auréolée d'immenses sacrifices durant la guerre entend jouer un rôle important dans un monde à reconstruire.

De son côté, l'Afrique en 1945 n'existe pas encore formellement. Il s'agit d'un continent divisé entre différents colonisateurs dont la majorité sortent affaiblis du conflit. En Afrique australe, seule l'Afrique du Sud est un état indépendant au potentiel économique certain qui a bénéficié du conflit pour développer son industrie.

Les États-Unis ont longtemps ignoré ou négligé le continent africain qui était sous domination européenne. Entre les deux guerres mondiales, le gouvernement américain n'a pas de politique africaine, sauf à qualifier de politique globale, les maigres relations qui s'établissent à l'occasion, avec les états africains comme le Liberia, l'Éthiopie et l'Afrique du Sud¹. En 1943, Franklin Delano Roosevelt de retour de Casablanca est le premier président à visiter un pays africain. Il fait escale au Libéria où les États-Unis avaient investi et signé un accord de défense².

Après une certaine bienveillance pour les mouvements d'émancipation de l'Afrique, les États-Unis deviennent plus pragmatiques. Durant les premières années du mouvement général de décolonisation, le secrétaire à la Défense Foster Dulles décide de subordonner la promotion de la liberté africaine à la nécessité de soutenir les alliés de l'OTAN et leurs politiques coloniales³.

Entre la mort du président Kennedy au début des années 1960, on peut raisonnablement affirmer que la politique américaine en Afrique n'est mue que par la volonté de s'opposer au communisme. Ce dogme s'appliquera avec une grande force pour l'Afrique australe. Une des constantes de la politique américaine sera le soutien indéfectible apporté à l'Afrique du Sud malgré les condamnations publiques et des sanctions économiques officiellement toujours plus contraignantes mais sans réelle efficacité.

Dans son livre sur la politique africaine des États-Unis, Michael Clough peut résumer ainsi ce qui a motivé l'action des États-Unis en Afrique :

Dès la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à la fin de 1984, l'intérêt de Washington sur le continent a fluctué en fonction de l'évolution des estimations de la menace que représentaient les gains soviétiques réels ou imaginaires ... Les responsables américains ont négligé et souvent excusé la répression, injustice, la corruption et la mauvaise gestion économique dans les pays africains comme le Kenya, la Somalie, le Soudan et le Zaïre qui étaient prêts à opposer à Moscou⁴.

La puissance américaine commence à s'éroder au début des années soixante-dix pour de multiples raisons dont certaines sont économiques. La déshonorante défaite en Asie du Sud-Est, particulièrement la chute du régime sud vietnamien le 30 avril 1975, finira d'entamer le prestige américain.

1 TOINET M.F, La grand-mère patrie, La communauté noire et la politique africaine des États-Unis, *Politique Africaine*, N°12 décembre 1983, p.15.

2 WALTON JR Hanes, STEVENSON Robert Louis, ROSSER James Bernard, *The African Foreign Policy of Secretary of State Henry Kissinger*, Lexington Books; 1 édition (June 23, 2010), p.4.

3 SEARS Mason, *Years of high purpose: from trusteeship to nationhood*, University Press of America, Washington, 1980, p.13.

4. CLOUGH Michael, *Free at last? : US policy toward Africa and the end of the Cold war*, Council on Foreign Relation Press New York, 1992, p.1.

Un des personnages le plus marquant de cette époque le secrétaire d'État Kissinger avait pris conscience de cette perte d'influence.

Il annonçait en 1969 la fin de l'ère des superpuissances et l'avènement d'un « nouvel ordre international » multipolaire où les États-Unis continueraient à jouer un rôle central, à condition qu'ils adaptent leur politique étrangère, en réduisant leurs engagements militaires, en améliorant leurs relations avec la Chine et l'Union soviétique, et en incitant l'Europe à jouer un rôle plus important dans les affaires internationales⁵.

La question fondamentale de la crédibilité américaine à défendre l'ouest est posée en Afrique australe et particulièrement en Angola. Ne pas réagir face aux soviétiques aurait été donner un signe de faiblesse.

Les rapports des États-Unis avec l'Afrique ont été complexes voire dans certains cas caricaturaux. Les présidents se sont rarement montrés très intéressés par les questions africaines. Cette mission a été confiée au département d'État, au Conseil de sécurité nationale pour les affaires sensibles et aux vice-présidents. Ces derniers ont régulièrement effectué de longues tournées en Afrique qui se voulaient symboliques et qui eurent pour certaines une influence significative. On peut citer les voyages de Richard Nixon en 1957, d'Hubert Humphrey en 1968 et de Victor Mondale en 1980. Durant la présidence Carter, le vice-président Mondale a initié les difficiles négociations avec les leaders sud-africains de l'apartheid qui mèneront plus tard à un régime démocratique.

Le rapport du vice-président Nixon aura un impact important sur la perception américaine des changements qui se préparaient en Afrique. L'année suivante l'Administration Eisenhower en tirera les leçons et créera le Bureau des affaires africaines au sein du département d'État.

Les États-Unis n'ont été jamais été aussi actifs en Afrique que durant la période 1975-1985. C'est la période où l'URSS a augmenté son empreinte sur le sol africain. La crainte de voir l'Union soviétique s'installer en Afrique australe et dans la corne de l'Afrique a guidé la politique américaine sur l'ensemble de cette période⁶.

Le secrétaire Cyrus Vance dans ses mémoires pouvait écrire que la question cruciale était d'établir des stratégies réalisables tant au niveau politique que militaires qui

5 DE HOOP SCHEFFER Alexandra, *les États-Unis, une puissance en crise d'adaptation*, CERISCOPE Puissance, 2013, en ligne URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/puissance/content/part3/les-etats-unis-une-puissance-en-crise-d-adaptation-?page=show>, consulté le 21/12/2014.

6 CLOUGH Michael, *Free at last? : US policy toward Africa and the end of the Cold war*, Council on Foreign Relation Press New York, p.10.

serait la plus efficace pour contrer les actions soviétiques tout en faisant progresser les intérêts globaux américains⁷.

A ce panorama des relations africano-américaines, il faut convenir d'ajouter la problématique de l'obtention de l'arme nucléaire par l'Afrique du Sud. Cette quête aura une forte influence sur la politique américaine vis-à-vis de l'ensemble de l'Afrique australe.

b) L'Afrique australe lieu de confrontation

Les événements que nous allons étudier se sont déroulés dans la partie des territoires africains situés au sud du bassin du Congo et de la forêt équatoriale. Cette zone que nous allons ultérieurement décrire a connu de 1960 à 2002, une période ininterrompue de conflits. Il s'agit de la Rhodésie qui connut une guerre civile de 1965 à 1978 ; la Namibie qui vécut une guerre de libération de 1966 à 1990. Dans la même région, l'Angola fut le théâtre d'une longue guerre de libération de 1961 à 1975 puis d'une guerre civile jusqu'en 2002. Encore plus au sud, le Mozambique fut une zone de conflit de 1964 à 1991 alors qu'en Afrique du Sud, l'ANC menait son combat pour l'émancipation des droits de la communauté noire.

« L'emballement des événements fut consécutif au coup d'état qui eut lieu au Portugal le 25 avril 1974 et dont le but premier était de changer de politique outre-mer⁸ ».

Les conséquences de la décolonisation portugaise en Afrique australe n'ont pas été comprises à Washington, sauf peut-être par un petit nombre d'africanistes au sein de l'administration en charge de la politique étrangère. Il s'agissait en particulier du secrétaire d'État adjoint, Donald Easum⁹.

Il faut se rappeler que les États-Unis avaient officiellement reconnu la Guinée-Bissau et le Mozambique, après une forte pression de Donald Easum. Les relations américaines avec ces deux pays étaient restées lointaines et froides mais sans confrontation directe.

Fidel Castro déclarait en avril 1977 :

L'Afrique est aujourd'hui le maillon le plus faible de l'impérialisme... La domination impérialiste n'y est pas aussi forte qu'en Amérique latine.

7 VANCE Cyrus, *Hard choices: critical years in America foreign policies*, Simon and Shuster, New York, 1983, p.84.

8 LUGAN Bernard, *Les guerres d'Afrique ; des origines à nos jours*, éditions du Rocher, 2013, p.350.

9 RAE BUTLER Shannon, *Into the Storm: American Covert Involvement in the Angolan Civil War, 1974-1975*, A Dissertation Submitted to the Faculty of the department of history In Partial Fulfillment of The Requirements for The Degree of Doctor of Philosophy In The Graduate College of the University of Arizona, p.158.

Donc, les possibilités d'une révolution fondamentale dans le continent africain sont réelles¹⁰.

Cette région était stratégique pour plusieurs acteurs dont les grandes puissances et les pays européens qui avaient d'importants intérêts économiques. La période étudiée a été marquée par une accélération de la guerre froide mais aussi par ses derniers soubresauts. Cette période se caractérisera par l'expansion du communisme en Afrique puis son reflux.

Dans le cas de l'Angola, l'action des États-Unis et de ses « alliés » objectifs ou de fait est évalué de la manière suivante par l'universitaire Georges Wright.

Le coût humain et matériel de la campagne de déstabilisation, conduite par les États-Unis, l'Afrique du Sud et l'UNITA jusqu'en 1991 a été que plus d'un million de personnes ont été tuées, directement en raison de la guerre ou de ses conséquences directes.¹¹.

Le général Colin Powell pouvait écrire en 1988 que trente-cinq pays africains étaient en train d'abandonner le marxisme ou l'économie dirigée et se tournaient vers l'économie de marché¹².

« L'Afrique suscite un intérêt nouveau aux États-Unis, et a aujourd'hui pris la place qu'occupait naguère le Vietnam dans les préoccupations des américains vis-à-vis du Tiers Monde ¹³».

Nous distinguerons deux sous-ensembles géographiques qui sont par ailleurs liés. On considèrera en premier lieu le cas Angola-Namibie avec le Zaïre et enfin l'Afrique du Sud le Mozambique et la Rhodésie. Les autres états de l'Afrique australe sont intervenus à des degrés divers dans l'histoire de la région mais sans y jouer un rôle déterminant.

Les observateurs ont longtemps considéré que la politique africaine américaine était principalement antisoviétique :

La continuité de la politique américaine en Afrique, que les gouvernements soient démocrates et républicains, conservateurs ou progressistes : il n'y a pas une politique africaine, avec des objectifs déterminés et des méthodes

10 Entretiens avec Simon MALLEY, Afrique-Asie, 16 au 29 mai 1977, n° 135, pp. 8-21.

11 WRIGHT George, The Clinton Administration's Policy toward Angola: An Assessment, *Review of African Political Economy*, Dec., 2001, Vol. 28, No. 90, Patrimonialism & PetroDiamond Capitalism: Peace, Geopolitics & the Economics of War in Angola, p.565.

12 United States. Department of State, The Department of State bulletin October 1988, Colin L. Powell, *American Foreign Policy: Opportunities and challenges*, p.53.

13 FOLTZ William J, La politique des États-Unis face aux problèmes de l'Afrique Australe, *Politique étrangère*, 1979, N°1, p.109.

adaptées ; il y a un adversaire principal-l 'URSS- dont les actions supposées ... impliquent une réaction américaine¹⁴.

La France a été un des principaux alliés de la politique américaine en Afrique. Le président Giscard d'Estaing a été un élément clé de la politique en Angola. En décembre 1975, Kissinger a noté :

"J'ai passé en revue la situation en Angola pendant le diner avec ... Giscard d'Estaing. La France avait un intérêt particulier pour l'Afrique francophone, dont les gouvernements ont maintenu des relations plus étroites et dont la sécurité interne a protégé plus assidûment que toute autre ancienne puissance coloniale¹⁵

En Afrique, deux types de réactions ont été enregistrées. L'intervention sud-africaine a été encouragée par les présidents de plusieurs pays comme le Gabon, la Côte d'Ivoire, la Zambie. Dans plusieurs autres cas, régimes prosoviétiques ou gouvernements militaires, les pays se sont rangés du côté du MPLA qui combattait contre l'Afrique du Sud. Le dirigeant nigérien Seyni Koutché déclare : l'Angola est un Etat souverain et qu'à ce titre il a, au besoin, la possibilité de faire appel à des martiens¹⁶.

2. La délimitation du sujet et sa définition

La zone géographique de l'étude comprend l'Afrique australe et les États-Unis d'Amérique.

Dans l'introduction de la NSSM 39, Henry Kissinger définit la région comme les pays africains se trouvant au sud du Congo et de la Tanzanie. La meilleure définition consiste à prendre en compte l'ensemble des pays membres de l'actuelle SADC à l'exception des îles de l'Océan Indien (Madagascar, Ile Maurice, Seychelles)¹⁷. On pourrait aussi considérer ce que l'on a appelé les états de la ligne de front (Angola, Botswana, Lesotho, Mozambique, Swaziland, Tanzanie, Zambie et à partir de 1980, le Zimbabwe) auquel il faut rajouter la République Démocratique du Congo qui a longtemps été dans le camp opposé.

14 TOINET M.F, La grand-mère patrie, La communauté noire et la politique africaine des États-Unis, la politique africaine des États-Unis, *Politique Africaine*, décembre 1983, N°12, p.16.

15 KISSINGER Henry, *Years of Renewal*, Simon & Schuster, 1999, p.822.

16 DAGRA Mamadou, *La Politique Extérieure Du Niger (1974-1987)*, Contribution à l'étude des structures diplomatiques et de la politique africaine d'un Etat Sahélien, Thèse pour le doctorat d'état Université Cheikh Anta Diop Dakar 1987, p. 417, en ligne URL : <http://www.sist.sn/gsd/collect/butravau/index/assoc/HASH0153/3003a839.dir/THD-109.pdf>, accédé le 10 août 2017.

17 Pays membres de la SADC : Angola, Botswana, RD Congo, Lesotho, Madagascar, Malawi, Ile Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Cette région se caractérisait par un fort peuplement d'origine européenne. Entre la communauté portugaise en Angola et les dominions britanniques et la République Sud-Africaine, il y avait en 1974, plusieurs millions de blancs dans ces pays. En 1975 l'Angola comptait 335000 blancs soit 5% de la population¹⁸, alors qu'elle représentait 15% de la population du Sud-Ouest africain.

La seconde délimitation est temporelle. Elle consiste à fixer une période cohérente avec un sens historique. Dans notre cas l'étude commence avec la signature des accords d'Alvor, le 15 janvier 1975 et continue jusqu'aux premières années de la présidence Clinton (1995). Cette date correspond en Angola à la mise en place de la mission des Nations Unies UNAVEM 3 et la fin annoncée de la guerre civile.

a) Le fond documentaire

Le fond documentaire peut-être qualifié de consistant et d'accessible sur la période de 1975 à 1980. Après cette date, les sources primaires sont plus rares à quelques exceptions près. Il y a quelques documents primaires au-delà des années 1980 dans les différentes bibliothèques présidentielles ou par l'intermédiaire de Wikileaks.

Aux États-Unis, le processus de déclassification des documents ne couvre pas l'ensemble de la période considérée. La collection Foreign Relations of the United States (FRUS) du département d'État constitue une source de documentation de première main. Actuellement elle compte 65 volumes couvrant la période des Administrations Nixon et Ford (1969-1976), 32 sont consacrés à l'Administration Carter (1977-1980), et 49 sont programmés pour la période de l'Administration Reagan (1981-1988). Une petite partie de ces volumes traite de l'Afrique ou de la politique étrangère des États-Unis avec les pays soviétiques ou des pays satellites. En 2016, le volume XVI « Southern Africa » 1977-1980 a été publié¹⁹. La relative lenteur de l'ouverture de certains fonds ou les limitations à l'accès à la totalité des documents constituent un frein à la recherche. Le caractère confidentiel de certaines opérations des services secrets interdit une déclassification totale de certaines archives même plus anciennes.

Les auditions devant les différentes commissions du Sénat et de la Chambre des représentants constituent aussi une source d'informations intéressantes. Les rapports consécutifs aux travaux de plusieurs commissions comme celle de Rockefeller, Pike apportent des informations pertinentes sur le fonctionnement des institutions américaines. Le Foreign broadcast information service, l'US department

18 EASTERLY William et HERSAN Patrick, *le fardeau de l'homme blanc, l'échec des politiques occidentales d'aide aux pays pauvres*, éditions Markus Haller, 2009, p.401.

19 Office of the historian, Status of the foreign relations of the United States series, en ligne URL : <https://history.state.gov/historicaldocuments/status-of-the-series>, accédé le 04 août 2017.

of State Dispatch et les différentes éditions du Bulletin of state constituent un fil d'Ariane pour le chercheur.

Les collections DNSA de l'Université Georges Washington constituent une source d'information avec les mêmes limitations sur les périodes les plus récentes. Plusieurs universités américaines mettent en ligne une documentation intéressante. On peut citer en particulier, Hathi Trust Research Center (HTRC), qui est une initiative regroupant une cinquantaine d'universités américaines et qui vise à mettre en commun le contenu de plusieurs bibliothèques numériques. Le centre de recherche Miller de l'Université de Virginie a constitué une source d'informations intéressantes concernant les présidents américains.

Les bibliothèques présidentielles mettent aussi à la disposition du public et des chercheurs un fonds documentaire très intéressant. Je me suis aussi appuyé sur les archives du journal le Monde diplomatique qui constituent depuis 1954 une source d'information éclairante sur le processus de décolonisation. Les mouvements de lutte contre l'apartheid américain ou les activistes afro-américains ont aussi mis en ligne les archives. Les journaux américains tels que le Washington Post ou le New York Times permettent d'avoir accès aux informations de l'époque et peuvent s'assimiler à des sources primaires.

Il y a eu aussi quelques entretiens réalisés par des diplomates américains dans le cadre de l'Association for Diplomatic Studies and Training Foreign Affairs Oral History Project. On peut citer celles de l'ambassadeur Nickel en Afrique du Sud

Certains sujets ont été traités dans le feu de l'actualité, on peut en particulier citer le livre de John Stockwell sur le rôle de la CIA et qui a été publié en 1977. Le constructive engagement a été traité très rapidement et de manière assez intensive. Ces documents étaient d'ailleurs d'emblée assez pertinents. Malgré ces quelques ouvrages, l'intérêt des historiens américains est modeste pour cette période même si récemment, plusieurs ouvrages concernant la politique africaine des États-Unis ont été publiés.

Les différents organismes de formation des armées américaines publient les travaux de recherche de leurs officiers ou de ceux des pays alliés. L'U.S. Army Command and General Staff College édite aussi une revue trimestrielle baptisée Parameters avec des contributions pertinentes. Ceux-ci témoignent de l'état de la pensée militaire de l'époque.

Dans la plupart des pays africains, on ne peut qu'observer le nombre limité d'archives accessibles même si certaines universités sud-africaines mettent en ligne des documents datant de la période de l'apartheid. Concernant l'Angola, Christine Messiant écrit

L'Angola n'a pas été pour la recherche en science sociales ni le Mozambique, ni même la petite Guinée Bissau. Ce n'est pas seulement qu'il n'y a pas eu de lieu national permettant une recherche plus ou moins indépendante ; il n'y a même pas eu un lieu de recherche dépendante²⁰.

Dans les ex-pays soviétiques, l'accès aux archives est aussi complexe. Le livre de Victor Shubin, *The Hot Cold War : The USSR in Southern Africa*, constitue le témoignage le plus intéressant sur l'action de l'URSS. Des archives des services tchèques ont été déclassifiées. Certains chercheurs comme Natalia Telepneva ont étudié le rôle de l'Union soviétique auprès des mouvements de libération jusqu'en 1975 à partir de celles-ci.

En France, les fonds de la bibliothèque de Montpellier m'ont permis d'initier mes travaux de recherches. J'ai utilisé ensuite les fonds de la BNF et surtout de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) de Nanterre qui dispose pour cette période de nombreux ouvrages en langue anglaise.

L'utilisation du logiciel de gestion de références Zotero a permis d'organiser la collecte, le stockage et l'exploitation de la documentation trouvée. Au final ce sont près de 3700 documents qui ont été récoltés, stockés et référencés. Ce logiciel a été développé par le Center for History and New media de l'université George Mason. L'ensemble des traductions ont été effectuées par l'auteur sauf mention particulière.

b) La Problématique

Cette thèse a pour objectif d'expliquer la teneur de la politique américaine à l'égard d'une région africaine pendant une période historique particulièrement riche. Elle vise aussi à en détailler les mécanismes de construction de cette politique et mettre en exergue les rapports de force existants à l'époque. Le sujet de cette thèse couvre un champ d'étude extrêmement étendu mais ces problématiques sont intimement liées dans le contexte de la guerre froide. Elle a pour objectif de fournir une étude en langue française dans un domaine où les documents existants sont majoritairement en anglais et portugais. Elle vise à montrer que le caractère unique de la politique américaine concernant l'Angola. Les États-Unis ont en effet eu un comportement très différent vis-à-vis de ce pays en raison de la présence d'un fort contingent cubain.

L'étude tend à démontrer que les Etats Unis ont cherché à régler les problèmes de manière séquentielle allant du plus simple au plus complexe mais souvent en réaction face à des retournements incontrôlés de la situation. Il est donc logique que

20 MESSIANT Christine, L'Angola dans la guerre, avant-propos, *Politique africaine*, mars 1995, n°57, p.4.

la situation en Rhodésie ait été réglée en premier, puis celle de Namibie, d'Angola et enfin d'Afrique du Sud.

La construction de la politique étrangère de chaque état est complexe. Celle des États-Unis l'est de manière démesurée et ceci constitue une problématique à elle seule. Le rôle respectif de chaque pouvoir, des lobbies, l'impact de la guerre froide dans la définition de la politique constitue la principale question. L'impact de l'alternance entre présidents républicains et démocrates constitue une problématique secondaire. L'opposition entre globalistes et régionalistes constitue aussi un des aspects importants de cette étude.

c) La méthodologie

Tout travail historique commence par le recueil des documents historiques. Cette démarche a été effectuée par l'intermédiaire d'internet et des bases de données déjà évoquées précédemment. Aborder la politique étrangère américaine et ses aspects militaires est passé par l'étude des comptes rendus, rapports et du Conseil de sécurité nationale, les télégrammes diplomatiques. J'ai fait le choix d'utiliser des travaux universitaires produits par les institutions de l'enseignement militaire supérieur américain.

Ces institutions forment les jeunes officiers supérieurs au commandement, à la stratégie, mais aussi aux disciplines comme l'histoire ou la philosophie. On peut citer comme institution, le National Defense University National War College, Naval postgraduate School de Monterey, l'U.S. Army Command and General Staff College et plus rarement l'Air University's Air War College. Ces documents constituent un regard singulier ; celui des hommes et des femmes qui ont pour la plupart participé à des engagements opérationnels.

3. Comment peut-on caractériser l'action des États-Unis en Afrique australe

La politique américaine à l'égard de l'Afrique australe n'a pas été constante dans le temps ni cohérente selon les pays. La période du président Ford est celle de la surprise stratégique, de l'incapacité à réagir face au « hold-up » soviéto-cubain. Le début de l'Administration carter peut être qualifiée d'accommodationniste. Dès cette période, des libéraux et ceux favorables aux mouvements de libération américains, ne voyaient aucun intérêt au refus américain de reconnaître le gouvernement du MPLA et aux tentatives de déstabilisation.

La seconde perspective, très présente au Congrès et pendant les présidences Reagan, était représentée par l'extrême droite, les partisans de la croisade contre le marxisme

pour qui Savimbi représentait un héros. Ce groupe comprenait en plus des républicains, des démocrates qui devaient prouver leur anticommunisme. Ceci était particulièrement vrai pour les représentants de Floride en raison de l'importance de la communauté cubaine.

Il existait une troisième voie, conservatrice elle aussi mais qui n'était foncièrement pro-UNITA. Elle existait au sein du département d'État ; ce que l'on peut qualifier de *global managerial perspective*. L'objectif était d'obtenir un règlement des problèmes de manière négociée. De part cette position, le département d'État a souvent été accusé de trahir Jonas Savimbi.

La signature des accords de New York a été la victoire de cette dernière tendance. L'acceptation de cet accord a été rendu possible que par le revers militaire des Sudafricains et par les sanctions internationales²¹. Cet accord a donc permis la victoire de la SWAPO au détriment de l'UNITA.

a) Une claire responsabilité américaine dans la guerre civile

Les décideurs politiques américains n'ont pas eu peur d'une mainmise communiste de l'Angola dans les années soixante. L'intransigeance du colonialisme portugais semblait écarter la mise en place d'un gouvernement radical.

Antoine Rozès ne pouvait que constater que pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, en 1975 les États-Unis sont incapables d'intervenir en tant qu'acteurs de premier plan dans une crise internationale²².

Concernant l'Angola, Inge Tvedten faisait le constat que durant cette période les États-Unis ont joué un rôle particulièrement important, quoique que perturbant. Ils portent une responsabilité significative dans plusieurs dossiers en Afrique australe durant cette période. On peut citer en particulier l'échec de l'indépendance pacifique de l'Angola et celui des élections angolaises de 1992.

Les États-Unis ont agi comme négociateur entre les parties au conflit, principalement au travers du secrétaire d'État adjoint pour les affaires africaines, tout en soutenant les rebelles de l'UNITA. Ils étaient parallèlement à cela économiquement engagé en Angola au travers d'intérêts acquis dans l'industrie pétrolière tout en bloquant

21 MINTER William, The US and the war in Angola, *Review of African political economy*, March 1991, n°50, p.138.

22 ROZÈS Antoine, les cubains en Angola : de la victoire à l'impasse politique (1975–1988), *Guerres mondiales et conflits contemporains*, Décembre 1998, No. 192, p.189.

indirectement l'adhésion du pays au sein de la banque mondiale et du FMI et plus tard les accords nécessaires au programme d'ajustement structurel²³.

Concernant la Namibie, on peut estimer que l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan retardera de plusieurs années l'indépendance du pays.

L'irrationalité de la démarche américaine peut être largement imputée au prolongement de la guerre froide de Kissinger. Elle visait surtout à préserver les intérêts de la minorité blanche. La politique de Kissinger a été particulièrement inamicale vis-à-vis du peuple angolais et un échec qui a poussé le MPLA dans les bras de l'URSS alors même qu'elle avait arrêté son soutien au mouvement rebelle quelques mois auparavant.

Le résultat a été au-delà des espérances les plus folles des dirigeants du bloc communiste. D'un autre point de vue, l'Angola a fourni un sanctuaire à l'ANC et à la SWAPO ce qui faisait du pays un adversaire en raison des intérêts économiques américains dans les pays considérés.

Les cubains ont joué un rôle crucial dans le développement de la politique américaine en Afrique australe. L'ambassadeur américain aux Nations Unies Daniel Moynihan, les a qualifiés de Gurkhas soviétiques. Piero Gleijeses apporte un éclairage très précis sur l'engagement des cubains en Afrique australe. Leur arrivée, leur présence pendant près de 15 ans constituera une épine dans le pied de l'Amérique. A la fin du mandat de Ronald Reagan, les effectifs cubains auront atteint leur maximum.

Mon travail s'articule donc de la manière suivante :

Dans une première partie, il s'agira de dresser un état du monde au début de l'année 1975, de faire un état des lieux à Washington en Europe et dans les pays d'Afrique australe. L'effondrement soudain de l'empire portugais crée une onde de choc qui est ressenti avec effroi parmi les populations blanches.

La description et l'analyse de la politique des différentes présidences dans la région constituent un des apports de cette première partie. L'alternance de présidents démocrates puis républicains, les volontés initiales de chacun des dirigeants de rompre avec le prédécesseur apparaît clairement en politique étrangère.

La deuxième partie décrira la création de la politique étrangère américaine par les différents pouvoirs et les influences respectives des contre-pouvoirs existants à l'époque. L'objectif est de mettre en évidence le rôle central du président malgré les

23 TVEDTEN Inge, U.S. Policy towards Angola since 1975, *the Journal of Modern African Studies*, March 1992, Volume 30, Issue 1, p.31.

pouvoirs donnés au pouvoir législatif par la constitution. Cette période est d'ailleurs charnière dans la relation entre le président et le Congrès. Les acteurs tant civils que militaires ont exercé une influence dans la définition et la conduite de la politique étrangère.

Nous aborderons ensuite la montée en puissance de la communauté afro américaine en tant que force politique et son influence sur l'évolution de la situation particulièrement en Afrique du Sud. L'adoption malgré l'opposition du président Reagan du Comprehensive Anti-apartheid Act de 1986 sera un tournant dans l'histoire de l'Afrique australe au même titre que la « victoire » de Cuito-Cuanavale qui créera les conditions du départ des cubains et affaiblira notablement le régime blanc sud-africain.

La dernière partie est consacrée aux aspects militaires de la politique américaine. Il convient de dire ici que l'on est étonné par le nombre limité d'opérations militaires américaines dans cette région durant la période considérée. La plupart des actions ont été conduites en soutien des opérations de pays européens dont les armées étaient habituées à intervenir dans ces zones. Il convient aussi d'évoquer les mercenaires qui ont joué un rôle important entre 1975 et 1976 et dans les années 90 en Angola.

Ce qui est plus étonnant c'est le maintien de liens étroits entre les militaires américains et sud-africains pendant de longues années. Cette connivence a permis la réalisation d'un programme nucléaire autonome avec l'aide voire la bénédiction des États-Unis. Cette partie abordera enfin le réel défi posé par les russo-cubains avec des menaces sur le flanc sud de l'OTAN

Cette partie évoquera enfin la prise de conscience qu'avec la fin de la guerre froide, les problèmes africains méritent des solutions africaines. Les armées africaines commenceront à bénéficier d'un appui occidental pour se mettre à niveau et pouvoir participer aux opérations de maintien de la paix sur le continent.

Partie 1 La politique étrangère des États-Unis en Afrique australe de 1975 à 1993

Titre 1. Le contexte international et national des années 70

Chapitre 1 **Le contexte politique international**

Au moment où la guerre d'indépendance angolaise trouve son dénouement dans les accords d'Alvor, le 15 janvier 1975, les États-Unis mènent une diplomatie peu active dans cette zone du monde.

Tout au long des années soixante, les États-Unis avaient observé les changements survenus en Afrique sans s'impliquer de manière significative à l'exception de la crise congolaise de 1964. Ce furent des années importantes pour l'Afrique marquées par l'accession à l'indépendance de nombreux états. Si la majorité de ces changements se sont réalisés de manière pacifique ; certains états, notamment ceux de « l'empire portugais ont dut déclencher la lutte armée pour se libérer.

Les années 70 ont été pour les États-Unis une période difficile sur la scène internationale principalement en raison du conflit en Asie du sud-est. Cet engagement militaire et les revers qui y sont associés constituent une très lourde défaite psychologique pour les États-Unis. La chute du régime sud-vietnamien intervient moment où la préparation de l'indépendance angolaise et l'application des accords d'Alvor nécessitaient une ligne politique claire.

Dans le reste du monde, de nombreux événements de très grande ampleur monopoliseront l'attention de l'opinion publique mondiale. On peut citer en particulier, la guerre israélo-arabe d'octobre 1973, lorsqu'une coalition de pays arabes menée par l'Égypte et la Syrie attaquent Israël, L'engagement américain aux côtés de l'état hébreu est total. Le premier choc pétrolier qui en résulte, marquera le début d'une période de récession économique dont l'ensemble des pays africains vont souffrir.

En raison de ces évènements, l'Afrique australe est devenue en ce début 1974 une zone stratégique. Ceci est dû en grande partie aux guerres arabes, à la fermeture du canal de Suez au trafic maritime et l'accroissement de l'activité navale soviétique en océan indien.

Section.1 **L'évolution de la situation au Portugal**

Le coup d'état du 29 mai 1926, a porté au pouvoir les militaires portugais qui ont mis fin à la Première République. A compter de 1932, le pouvoir sera donné à

António de Oliveira Salazar qui développera un corpus idéologique baptisé *Estado Novo*¹ et imposera un régime de discipline et d'ordre. Le modèle de société qui s'imposera marquera un retour à des valeurs traditionnelles. Avec la signature du Concordat de 1940, l'influence de l'Église sera renforcée dans le pays.

Pendant la seconde guerre mondiale, le Portugal aura la bonne idée de rester neutre. Après un rapprochement avec l'Allemagne et de l'Espagne dans le cadre du Pacte Ibérique de 1939, le pays trouve une certaine prospérité en vendant des matières premières aux belligérants. Le Portugal intègre dès sa création en 1949, l'OTAN en raison de la très vieille complicité qui existe avec la Grande-Bretagne. Le Portugal a enfin, l'autorité sur les îles des Açores qui sont à cette époque un relais indispensable sur l'itinéraire sud joignant les deux rives de l'Atlantique.

Le pays prend conscience dès la fin de la seconde guerre mondiale des menaces qui pèsent sur son empire colonial. Les forces armées portugaises entreprennent dès les années 50, l'élaboration d'une doctrine de lutte contre insurrectionnelle. Elles s'inspirent des expériences britanniques et françaises. En 1959, une mission portugaise s'est rendue en Algérie pour bénéficier de la formation dispensée à Arzew². « L'armée portugaise doit absolument prendre dans les plus brefs délais les mesures nécessaires à la préparation des forces à la contre-insurrection »³.

En 1963, l'armée portugaise édite un manuel baptisé, les forces armées face à une guerre subversive⁴, qui établit une doctrine de contre-insurrection adaptée aux conflits coloniaux apparus au début des années 60. L'application de cette doctrine et le déploiement d'un contingent militaire très important permet finalement de contrer d'entraver l'action des différents groupes armés. Malgré d'incessants combats entre 1961 et 1975 dans l'ensemble des colonies, la situation militaire semble figée en fin d'année 1974.

En cette année 1974, la situation politique se détériore au Portugal où un profond malaise traverse la société. Treize ans de guerres coloniales ont entraîné le pays au bord de l'effondrement économique. L'armée portugaise a fortement évolué à la suite de l'adhésion du pays à l'Alliance atlantique dès sa création en 1949. Les cadres

1 Le Nouvel État.

2 Arzew est une commune d'Algérie de la wilaya d'Oran où se trouvait le Centre d'Instruction à la Pacification et à la Contre-Guérilla (CIPCG).

3 Cahier de la recherche doctrinale, ministère de la défense, *Leçons d'un échec pour une armée moderne : La contre-insurrection portugaise au Mozambique (1964-1975)*, juillet 2010, p.25, en ligne URL : <http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/layout/set/print/publications/anciennes-publications/cahier-de-la-recherche/contre-insurrection-portugaise-au-mozambique>, accédé le 23 mai 2015.

4 Estado-Major do Exército, *O Exército na Guerra Subversiva, subversive*, Lisbonne, 1963.

évoluant au contact des nations démocratiques de l'alliance se désolidarisent du régime ultraconservateur de Salazar. En mars 1961, la tentative de coup d'État du général Botelho Moniz met déjà en lumière le divorce entre armée et pouvoir politique.

Le 14 mars 1974, les généraux Spínola et da Costa Gomes⁵ quittent leurs fonctions en raison de leur différent avec le gouvernement. Ces démissions provoquent l'indignation de certains officiers et le 16 mars de cette même année, 200 militaires du 5ème régiment d'infanterie de Caldas da Rainha avancent vers Lisbonne. La tentative se solde par un échec et les mutins sont arrêtés.

L'armée coloniale portugaise prise dans son ensemble pâtit également de la méfiance que cette dernière inspire au régime salazariste. Le régime est contesté par une génération d'officiers, qui ont des contacts avec les militaires de l'OTAN et qui supportent de moins en moins l'immobilisme de la politique coloniale de Salazar⁶.

Le 25 avril 1974, après plusieurs mois de préparatifs, des jeunes officiers du Mouvement des Forces Armées conduits le capitaine Otelo Saraiva de Carvalho déclenchent un coup d'état militaire qui sera baptisé de « révolution des œillets ». Ils s'emparent sans effusion de sang de l'ensemble des lieux de pouvoir du Portugal et mettent fin à 48 années de régime dictatorial. La population de Lisbonne fraternise avec les militaires et une période d'instabilité politique s'ouvre au Portugal.

La Junte de Salut National⁷ composée d'officiers est installée pour gouverner le pays et le 15 mai, le général António Spínola est désigné président de la République Portugaise. La situation dans le pays se dégrade en plusieurs occasions, car les forces politiques issues de la révolution se confrontent dans des querelles idéologiques pour imposer un modèle de société. Un coup d'état échoue le 28 septembre 1974 et le 30 septembre le président Spínola démissionne. Il est remplacé par Francisco da Costa Gomes.

a) La situation dans les possessions portugaises

Dans les provinces d'outre-mer créées en 1951, la situation évolue au détriment de Lisbonne car de nombreux pays appuient et encouragent les mouvements de libération qui naissent.

5 Les deux généraux sont respectivement chefs d'État-Major Adjoint et chef d'État-Major des Forces Armées Portugaises.

6 BEGUE Sandrine, Invasion ou libération ? *La prise militaire de Goa du 18 décembre 1961, Guerres mondiales et conflits contemporains* 2009/1, n°233, en ligne URL :<http://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2009-1-page-109.htm>, consulté le 10 juillet 2012.

7 Junta de Salvação Nacional.

En Asie, le Portugal apparaît vite sur la défensive face à la puissance de l'Union Indienne. Ses moyens militaires ne lui permettent pas de s'opposer aux prétentions indiennes⁸. L'Inde a tenté en vain de négocier avec le Portugal qui s'était montré particulièrement inflexible. Quatorze années d'un bras de fer psychologique et diplomatique entre l'Union indienne et le Portugal sur ses enclaves goanaises auront eu raison de la patience de Nehru qui décide à contrecœur de lancer son armée, le 18 décembre 1961, contre l'antique *Estado da Índia*, colonie établie sur la côte occidentale indienne depuis 1510⁹.

Les forces portugaises de Goa diminuées par les transferts d'effectifs vers l'Afrique (Angola) et impactées par le retrait de l'aide militaire américaine dans le cadre de l'OTAN, à la suite de la résolution votée à l'ONU le 7 mars 1961, font face à l'attaque de l'armée indienne dans la nuit du 17 au 18 décembre 1961. Plusieurs dizaines de milliers de soldats indiens affrontent 4 390 soldats portugais qui disposent d'un matériel obsolète¹⁰.

Le Portugal perd la possession de Goa au terme d'un combat inégal contre l'armée indienne et en raison du manque de soutien américain. M. Stevenson, ambassadeur des États-Unis aux Nations Unies déclarera néanmoins :

Même si les États-Unis appuyaient entièrement la position indienne à l'égard de cette question, nous nous opposerions néanmoins à l'usage de la force pour régler la question. La Charte dans son interdiction catégorique du recours à la force, ne fait ni exception, ni réserve¹¹.

Cette agression sera unanimement condamnée par les puissances occidentales mais le veto soviétique au Conseil de sécurité bloquera une résolution. Cet épisode préfigure les drames de la décolonisation des provinces d'outre-mer.

Au Timor Oriental, après la révolution des œillets, les mouvements nationalistes de la colonie portugaise commencent à espérer l'indépendance. L'*União Democrática Timorense* (UDT) qui a le soutien des élites timorais et des administrateurs coloniaux portugais et le *Frente Revolucionária de Timor Leste Independente* (FRETILIN) de gauche qui représente les petits fonctionnaires coloniaux et les classes populaires s'opposent quant au destin de l'île. Face au quasi abandon de l'île par le Portugal, le FRETILIN

8 1 979 soldats, pour la plupart mozambicains, ont été ainsi rappelés en Afrique entre 1960 et 1961. Source Ministério dos Negócios Estrangeiros (MNE) - Política África e Ásia (PAA) 637, Proc. 946,2 (60 à 63) : rapport du ministère de la Défense (n.d.), 1962. Top secret.

9 BEGUE, Sandrine, Invasion ou libération ? *La prise militaire de Goa du 18 décembre 1961, Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2009/1, n° 233.

10 Sandrine Bègue estime le contingent indien à 45 000 soldats, et 26 000 réservistes.

11 FLORY Maurice, Les implications juridiques de l'affaire de Goa, *Annuaire français de droit international*, 1962, volume 8, p.478.

déclare unilatéralement l'indépendance le 28 novembre 1974. En août 1975, une tentative de coup d'état de l'UDT contre l'administration portugaise, échoue et se solde par trois mois de guerre civile et 2000 morts. De très nombreux membres et sympathisants de l'UDT se réfugient au Timor occidental indonésien. L'invasion indonésienne mettra un terme pour plus de 25 ans aux prétentions indépendantistes du peuple timorais. Cette intervention militaire débute au lendemain de la visite du président Gerald Ford et du secrétaire d'État Henry Kissinger à Jakarta sur le chemin de la Chine.

b) La politique des nouvelles autorités portugaises

Si l'année 1974 sonne la fin de la dictature salazariste ; il faudra attendre plusieurs mois pour que le processus menant à l'indépendance des territoires colonisés se concrétise. Les membres du MFA proposaient initialement un programme d'auto-détermination pour les colonies de Lisbonne au sein d'une fédération lusitanienne, à égalité avec le Portugal. Dans certains territoires, les choses se précipitent et le 6 septembre, un accord sur l'indépendance du Mozambique est trouvé. Le 10 septembre, le Portugal accorde l'indépendance à la Guinée-Bissau.

Le cas de l'Angola est plus complexe mais le 22 octobre, un cessez-le-feu entre le FNLA et l'armée portugaise en Angola est conclu. Après l'approbation du *Estatuto Orgânico do Estado de Angola*, le 28 novembre 1974, Mário Soares, ministre des négociations d'outre-mer, donne mission au haut-commissaire en Angola, l'amiral Rosa Coutinho¹², d'amener les différents mouvements à la table des négociations.

Pour le conflit angolais le début de l'année est primordial pour les mouvements de libération qui combattent depuis de nombreuses années l'armée portugaise. Le 3 janvier 1975 à Mombassa, les trois mouvements signent une plate-forme commune pour les négociations avec le gouvernement portugais. Le 10 janvier, les négociations sur la décolonisation de l'Angola débutent dans la station balnéaire d'Alvor¹³. L'accord est signé par les quatre parties au conflit le 15 janvier et l'indépendance est fixée au 11 novembre de cette même année. Le processus de décolonisation de l'Angola est le plus complexe en raison de l'importance stratégique, économique et par les intérêts internationaux en jeu. Les espoirs nés de l'accord d'Alvor vont vite être déçus et la rivalité entre mouvements s'exprimer. Le 04 février, jour anniversaire

12 Officier de la marine portugaise. Il a été capturé par les rebelles du FNLA au Zaïre au cours d'une mission de reconnaissance. Lors de la révolution des œillets, il intègre la junte de salut national (JSN); et est promu au grade de vice-amiral. Il est nommé Haut-commissaire en Angola à partir du mois d'octobre, et il reste sur le territoire jusqu'à la signature des accords d'Alvor. En raison de sa proximité avec le parti communiste portugais, il sera baptisé l'amiral Rouge.

13 Alvor est une petite cité balnéaire et un village de pêcheurs de l'Algarve au sud du Portugal.

du début de la lutte armée en Angola, Agostinho Neto arrive à Luanda à un moment de grande tension avec le FNLA.

c) L'attitude des autres pays européens

En France, après la mort du général de Gaulle en 1970 la continuité de la politique étrangère semble assurée.

Georges Pompidou était décidé à la fois à maintenir l'héritage de la politique gaulliste et à le faire évoluer de façon à le débarrasser de ce qu'il considérait comme des éléments tenant trop à la personnalité très forte et parfois impulsive du Général, et à tenir compte des moyens réels de la France, afin de pouvoir ainsi ancrer le gaullisme dans la durée ¹⁴.

Quelques années plus tard, l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la Présidence de la République ouvre une ère interventionniste dont un des champs d'application sera l'Afrique centrale. « La paralysie apparente de la politique américaine en Afrique laisse la place à des responsabilités d'actions pour la France¹⁵ ».

Au cours des années 60, la France devient un des principaux soutiens du Portugal dans le domaine militaire avec la République Fédérale d'Allemagne. A partir de 1965, les exportations françaises à destination de l'Afrique du Sud s'accroissent, doublant presque tous les quatre ans. Après l'embargo contre Israël en 1968, l'Afrique du Sud est devenue le leader incontesté de la longue liste des clients de la France¹⁶. En 1971, l'armée de l'air sud-africaine avait commandé 48 avions de combat Mirage F1 qui seront assemblés localement par la société Atlas corporation¹⁷. En 1974, le vote conjoint des États-Unis, de la Grande Bretagne et de la France évitera l'expulsion de l'Afrique du Sud de l'organisation des Nations Unies.

S'il est bon de se rappeler que le Portugal défend encore les débris d'un des empires coloniaux les plus anciens et les plus répressifs, on ne saurait oublier que la France est l'un des fournisseurs des armes (automitrailleuses légères, hélicoptères SA-330, avions Nord-Atlas) utilisés contre les nationalistes angolais¹⁸.

14 SOUTOU Georges-Henri, la problématique de la détente et le testament stratégique de Georges Pompidou, *Cahiers du centre d'études d'histoire de la défense*, 2004, cahier n° 22, p. 84.

15 DUROSELLE Jean baptiste, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, 11ème édition, Dalloz, 1993, p. 867.

16 Conférence internationale des Organisations non gouvernementales contre l'apartheid et le colonialisme en Afrique. Genève, 2-5 septembre 1974, *Tiers-Monde*. 1979, tome 20 n°77, p.205.

17 Atlas Aircraft Corporation est une société sud-africaine créée en 1965 pour fournir des avions à l'armée de l'air sud-africaine. Elle a été rachetée en 1992 en devenant Denel Aviation.

18 LABROUSSE, Alain, *l'Afrique noire se révèle à l'occident*, le Monde diplomatique, avril 1973.

Les liens entre la République fédérale d'Allemagne et le Portugal furent très étroits durant cette période. Dans le domaine militaire, la République fédérale et le Portugal signent en janvier 1960, une convention administrative définissant la coopération militaire entre les deux états. Pour l'Allemagne, le Portugal apparaissait comme un point de repli idéal car très éloigné des pays du pacte de Varsovie¹⁹. Le 16 décembre 1960 le ministre Franz Josef Strauß et son homologue portugais Júlio Botelho Moniz, signaient l'accord de location de la base N°.11 de Beja à l'armée de l'air allemande²⁰.

Dès ces années, l'Allemagne a aidé le Portugal à moderniser son industrie de défense²¹. Bonn est ainsi devenu au cours de la décennie le plus gros fournisseur de matériel militaire²². Jusqu'en 1969, l'Allemagne a livré plus de 200 avions y compris 40 Fiat G-91²³, 70 T-6²⁴ Texan/Harvard, près de 100 Dornier DO-27 et de 11 à 15 Noratlas²⁵, plus 10 hélicoptères. Dans le domaine naval, devant l'urgence du besoin la Marine Portugaise fit construire dans les chantiers navals espagnols et allemands²⁶ plusieurs corvettes de la classe João Coutinho qui servirent dans les provinces d'outremer à partir de 1970. A compter de 1971, les livraisons de matériel se ralentissent en raison d'une opposition grandissante en Allemagne à l'encontre du régime portugais.

Section.2 Le rôle du bloc communiste

a) L'URSS

Après la mort de Staline, l'URSS commence à soutenir les mouvements de libérations africains en lutte pour l'indépendance. Lors de la XVème Session de l'Assemblée générale de l'ONU en 1960, Khrouchtchev a proposé au nom de l'Union soviétique

19 TELO, António José, *A Europa e a Questão Alemã: Uma Visão de Longo Prazo*, Política Internacional, 1996, Nr.13,p.136.

20 Ce lieu a été choisi car il était le plus économique et en raison du souhait de la force aérienne portugaise de disposer d'une base aérienne au sud du Tage.

21 Contrat reçu par l'OGMA, à cette époque Oficinas Gerais de Material Aeronáutico. Il s'agit des ateliers de réparation aéronautiques militaires qui se trouvent dans la banlieue de Lisbonne. A compter de 1955, ces ateliers travaillèrent au profit de la marine américaine et en 1959 au profit de l'US Air Force.

22 TAVARES João Moreira, *Indústria Militar Portuguesa no Tempo de Guerra 1961 – 1974, Casal de Cambra: Caleidoscópio*, 2005, p.63-64.

23 Chasseur léger de l'OTAN construit en coopération entre la RFA, l'Italie. Il a été utilisé par les portugais au combat dans les provinces d'outremer. 3 G91-R-4 sont restés en Angola après l'indépendance.

24 Avion d'entraînement américain, datant de la seconde guerre mondiale utilisé pour des opérations d'appui feu.

25 Le Nord 2501 Noratlas, est un avion de transport militaire français réalisé par Nord-Aviation à la fin des années 1940. Il s'agissait d'un bimoteur bipoutre à ailes hautes, construit à plus de 400 exemplaires, dont certains destinés au transport civil de passagers. Il a été utilisé par une dizaine de pays jusqu'à la fin des années 1980 dont le Portugal, l'Angola et le Mozambique.

26 Il s'agit des chantiers navals Blohm & Voss à Hamburg.

une « Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples colonisés », dont l'adoption a mené à une activité intense dans la protection des droits à l'autodétermination et au développement indépendant des peuples²⁷. Ce soutien était dicté par cohérence idéologique, le discours anti-impérialiste avait pour cible le libéralisme et le colonialisme. En 1959, le vice-président Nixon considérait déjà cette menace comme prépondérante :

La menace communiste souligne la sagesse et la nécessité de notre aide aux pays d'Afrique pour maintenir leur indépendance ... l'importance de l'Afrique pour le monde libre est trop grand pour nous de devenir complaisants avec ce danger²⁸.

Durant les années 70, la politique africaine de Moscou devient plus dynamique et renoue avec son souhait d'étendre le système socialiste mondial. Elle bénéficie d'une conjoncture plutôt favorable pour son offensive des années 1974 et 1975. L'Occident subit en effet une crise économique consécutive au choc pétrolier et les États-Unis sont paralysés après le scandale du Watergate et la chute de Saïgon. L'URSS possède des moyens militaires accrus notamment une marine océanique et une aviation de transport stratégique. En octobre 1961, le sous-secrétaire d'État Chester Bowles, qui avait compris l'intérêt pour les États-Unis de s'intéresser à l'Afrique, décrivait l'Afrique comme : l'une des cibles parmi les plus prioritaires pour les ambitions soviétiques et celles en lequel ils ont mis de grands espoirs.

Cette peur du communisme eut pour conséquence d'amener les États-Unis à chercher à obtenir la plus grande influence possible auprès des nouveaux États indépendants. Le cas congolais est symptomatique de la peur du communisme et des réactions occidentales face à l'appel du premier ministre Patrice Lumumba pour demander l'aide de l'Union soviétique face à la sécession du Katanga. Comme l'écrit le sociologue belge Ludo de Witte :

Il en découle clairement que les dirigeants des Nations Unies ont soutenu la guerre des pays occidentaux contre le gouvernement Lumumba et que, à certains moments, les Nations Unies se sont sciemment converties en instrument d'ingérence occidentale²⁹.

Les liens établis entre l'Afrique australe et l'Union soviétique sont anciens. Ceux noués avec l'ANC³⁰ datent de l'année 1927, au moment où son président Josiah

27 PONOMARENKO L.V et ZUEVA E.G, *L'URAP et L'Afrique. Moscou*, Université de Russie de l'amitié des peuples, 2010, pp.3. en ligne URL : <http://www.rudn.ru/fr/file.php?id=91>, accédé le 23 mai 2015.

28 FRUS 1969–1976, Volume E–6, Documents on Africa, 1973–1976, Document 21, Response to National Security Study Memorandum 201, Washington, October 8, 1974, p.7.

29 N'DIMINA-MOUGALA Antoine-Denis, les opérations de maintien de la paix des Nations Unies en Afrique centrale 1960–2000, *Guerres mondiales et conflits contemporains*, octobre 2009, No. 236, p.123.

30 ANC: African National Congress.

Gumede se rend en URSS pour célébrer le 10^{ème} anniversaire de la révolution d'octobre. Il faut néanmoins attendre juillet 1960 pour que des relations étroites se nouent à la suite des massacres de Sharpeville³¹ et de l'interdiction de l'ANC qui passe progressivement à la lutte armée.

En Angola, les contacts entre les dirigeants du MPLA³² et l'URSS datent du début des années soixante. Mario de Andrade pris part au premier atelier des écrivains d'Asie et des pays africains à Tachkent en 1958. Le révolutionnaire angolais Viriato da Cruz a été reçu en URSS au cours de l'année 1961. Les relations entre le MPLA et Moscou ont connu des hauts et des bas, en particulier en raison de la signature d'un accord avec le FNLA³³ en 1972.

b) La République Fédérative Socialiste de Yougoslavie

La Yougoslavie se révélera un des plus précieux alliés des pays en lutte en Afrique australe. L'ouverture récente des archives à Belgrade montre que le pays a livré un matériel important au MPLA. Cette aide est estimée à plus d'un million de dollars pour les six premiers mois de 1975. Des livraisons d'armement ont été effectuées par le cargo Postojna ainsi que par voie aérienne. Le soutien fut aussi diplomatique, même lorsque les cubains arrivèrent en Angola, Neto se reposera toujours sur la Yougoslavie pour la politique extérieure³⁴.

c) La République de Cuba

Cuba après la prise de pouvoir de Fidel Castro, va s'intéresser à l'Afrique et essayer de promouvoir sa révolution sur le continent. En 1965, Che Guevara débarque au Congo avec une centaine de combattants et va essayer d'appuyer la rébellion marxiste pro-Patrice Lumumba. Beaucoup de Congolais, voient l'intervention cubaine comme une ingérence de plus. Il ne parviendra pas à imposer la discipline aux combattants congolais, qui sont mal entraînés et mal commandés. Bien renseignée, l'armée gouvernementale parviendra à neutraliser les groupes de rebelles³⁵.

31 SHUBIN Vladimir et TOKAREV Andrei, War in Angola: a soviet dimension, *Review of African Political Economy*, 2001, Vol.28 n°90, p.608.

32 MPLA : Movimento Popular de Libertação de Angola- Mouvement populaire de libération nationale de l'Angola.

33 FNLA: Frente Nacional de de Libertação de Angola - Front national de libération de l'Angola.

34 CAVOSKI Jovan, *Yugoslavia's Help was Extraordinary: Yugoslavia's Political and Material Assistance and the MPLA's Rise to Power, 1961-1975*, paper presented at the IDEAS/IPRI Working Expert Seminar Southern Africa in the cold war era, Lisbon 8-9 May 2009.

35 L'armée congolaise a bénéficié du soutien de mercenaires sud-africains et d'exilés cubains opposés au régime castriste. Ils réussissent à intercepter les communications envoyées par les cubains.

Aux alentours de 1964-1965, le centre d'intérêt de la Havane se déplace ostensiblement vers l'Afrique sub-saharienne...à cette époque, à Moscou comme à la Havane, on estime que l'Afrique est mûre pour la révolution³⁶.

En dépit de ce fiasco, les quelques mois africains du révolutionnaire internationaliste ont inspiré de nombreux combattants africains et posé les bases d'une amitié durable entre l'Afrique révolutionnaire et La Havane³⁷. La même année, le pays déploie au Congo-Brazzaville 250 militaires qui constitue la garde présidentielle et entraîne la milice populaire. Au mois de juin 1965, les Cubains déjouent un coup d'état militaire ; leur nombre atteint 1000 hommes en octobre³⁸. Cette mission s'achèvera en juillet 1967.

a) La République Populaire de Chine

La République Populaire de Chine rencontre pour la première fois, les représentants de pays africains lors de la conférence de Bandung en 1955. Elle doit lutter pour se faire reconnaître sur la scène internationale et ses avancées sur le continent sont lentes. Elle établit ses premières relations diplomatiques avec le Ghana et la Guinée Conakry en 1957-58.

Le conflit idéologique qui l'oppose à l'URSS à partir de 1956, aura des conséquences importantes sur sa politique africaine. Face aux pays du Tiers Monde, dont l'Afrique, la Chine s'érige en leader de la révolution internationale contre l'Union soviétique, dénoncée comme impérialiste, et contre les États-Unis, deux puissances qui, selon un concept maoïste de 1947 qui resurgit alors, sont séparées par une vaste zone intermédiaire constituée par de nombreux pays capitalistes, coloniaux et semi-coloniaux en Europe, en Asie et en Afrique.

En 1961, la Chine établit des relations diplomatiques avec le Zaïre. En 1964, La décision du général Gaulle, de reconnaître la Chine populaire au détriment de la Chine nationaliste fait progresser ses positions sur le continent africain. Néanmoins entre 1965 et 1966 plusieurs états africains (Burundi, Centrafrique, Dahomey) suspendront leurs relations avec Pékin ou les rétabliront avec Taïwan. A partir de 1970, la Chine effectue un retour mesuré en Afrique en raison de l'apaisement des tensions sino-soviétiques. En 1974, elle établit des relations diplomatiques avec la Guinée Bissau, premier état africain lusophone indépendant.

36 ROZES Antoine : Les cubains en Angola : de la victoire à l'impasse politique, Guerre mondiale et conflits contemporains, 1998, n°192/4, p.183-204.

37 TOWE Renaud, *L'échec de Che Guevara en RDC*, en ligne URL : <http://www.afrik.com/article26479.html>, accédé le 23 mai 2015.

38 DURCH East William J, *Revolution from a F.A.R. the Cuban Armed Forces in Africa and the Middle East*, , Center for Naval Analyses, September 1977, accédé le 25/08/2012.

En Angola, la RPC appuie le FNLA et l'UNITA³⁹ pour contrer l'influence que la Russie exerce sur le MPLA, dont la tendance prosoviétique s'accroît au cours des années. Elle agit donc de concert avec les États-Unis qui soutiennent les deux groupes hostiles au MPLA. A l'été 1974 la RPC est la première à réagir à la révolution des œillets et envoie 200 instructeurs militaires au Zaïre pour former les unités du FNLA. C'est aussi pour contrer l'influence soviétique que, en 1977-1978, lors de la crise du Shaba, au Zaïre, la Chine prend officiellement fait et cause pour le soutien qu'apportent la France et le Maroc au régime du général Mobutu.

Section.3 Le contexte Africain

Le continent africain a connu au cours des années 50 et 60, les mutations les plus profondes de son histoire. L'accession à l'indépendance de nombreux états, ainsi que différentes tentatives de regroupement ont marqué cette période. En 1957, le Ghana devient le premier pays d'Afrique sub-saharienne à accéder à l'indépendance. Il deviendra un des porte-paroles du nationalisme africain⁴⁰. Une date importante reste le 25 mai 1963, qui marque la création de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) par trente-deux pays africains. Les buts de cette organisation repris dans les lignes de sa charte étaient de développer la solidarité entre pays africains, améliorer les conditions de vie des populations.

Les états membres s'engageaient au :

- respect du tracé des frontières héritées de la période coloniale ;
- respect de la souveraineté ;
- à la non-ingérence dans les affaires intérieures.

Au sein de l'empire portugais, le développement de sentiments nationalistes devient de plus en plus important à la fin des années 1940 et au début des années 1950, dans un contexte de pression grandissante⁴¹. Face à la répression portugaise, les élites africaines comprennent rapidement qu'aucune tentative d'évolution par la négociation n'aboutira. « La victoire des Alliés en 1945 suscite une vague d'enthousiasme parmi les mouvements nationalistes de Luanda. Après la défaite des fascismes européens, Salazar apparaît comme le représentant d'une période révolue »⁴². Le Portugal tente de modestes réformes et en 1951, les colonies

39 UNITA : União Nacional para a Independência Total de Angola-Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola. Il s'agit du dernier mouvement de libération créé en Angola par Jonas Savimbi, le 13 mars 1966.

40 GLEIJESES Piero : *Conflicting Missions Havana, Washington, Pretoria*, éditions Galago 2003, prologue.

41 JOUCLAS Antoine, leçons d'un échec pour une armée moderne : la contre-insurrection portugaise au Mozambique (1964-1975), *Cahier de la recherche doctrinale*, division recherche et retour d'expérience (DREX), Ministère de la Défense .

42 TISSERON Antonin, *Par le fer et par le sang » 1961-2002 : 42 ans de combats en Angola*, Cahier de la recherche doctrinale, ministère de la défense, 19 juillet 2010, p.26. La version électronique est

portugaises reçurent le nom de provinces d'outre-mer. Tous les habitants devenaient des citoyens et prenaient part à l'élection du président de la république⁴³.

Confronté aux transformations engagées par les colonisateurs français et britanniques, le Portugal doit faire évoluer ses rapports avec ses colonies. Le statut de l'indigénat mis en place en 1930 est allégé en 1954 puis supprimé en 1961, mais les inégalités entre colons, assimilés⁴⁴ et anciens indigènes persistent. Une discrimination raciale feutrée ou ouverte continue à s'inspirer des modèles rhodésiens et sud-africains⁴⁵.

D'une manière aussi discrète qu'efficace s'installait dans une colonie une sorte d'apartheid, à la manière de Salazar, laquelle classait hiérarchiquement les habitants⁴⁶.

Parallèlement à ce mouvement « d'assimilation », le Portugal renforce son appareil policier et déploie des forces militaires toujours plus nombreuses. Début 1960, les luttes armées de libération commencent en Angola, au Mozambique, en Namibie, en Rhodésie mais aussi en Afrique du Sud même où des troubles intérieurs sérieux éclatent⁴⁷. L'indépendance de la Tanzanie en 1961 et du Malawi en 1964 suscite une vive inquiétude pour Lisbonne. Car les régions frontalières du Mozambique offrent aux insurgés des conditions idéales d'infiltration comme d'exfiltration⁴⁸.

Au 31 mars 1974, elles atteindront, 157710 hommes sur l'ensemble des théâtres d'opération (Angola, Guinée, Mozambique, São Tomé) dont 60535 soldats africains⁴⁹. Compte tenu de la population du Portugal, ce chiffre correspondrait à un contingent de 2.300.000 hommes pour les États-Unis, dans le cadre de leur engagement au Vietnam⁵⁰.

disponible <http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/publications/anciennes-publications/cahier-de-la-recherche/42-ans-de-combats-en-angola>, consulté le 10/07/2012.

43 DUROSELLE Jean Baptiste, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, 11ème édition Paris, Dalloz, 1993, p.675.

44 "Assimilado" ou Assimilé est le terme donné à certains sujets africains de l'Empire portugais, des années 1910 aux années 1960, qui avait atteint un niveau de « civilisation », selon les normes juridiques portugaises. Ceci leur donnait théoriquement les mêmes droits que les autres citoyens portugais.

45 JOUCLAS Antoine, Leçons d'un échec pour une armée moderne : la contre-insurrection portugaise au Mozambique (1964-1975), *Cahier de la recherche doctrinale*, ministère de la défense, p 19.

46 BARBEITOS Arlindo, *Lusotropicalisme idéologues coloniales et identité nationales dans les mondes Lusophones*, édition karthala 1997 p.314.

47 Ministère de la Défense, Secrétariat Général pour l'Administration, *Les forces spéciales : concept et histoire*, actes du colloque des 11 et 12 juin 2000, , cahier E1 (32), 2007 , la version électronique est en ligne : <http://fr.calameo.com/read/000009779eccd5e43d9e3>, accédé le 20 septembre 2017.

48 JOUCLAS Antoine, op. cit., p. 30.

49 MATOS GOMES Carlos et AFONSO Aniceto , *Os anos da guerra colonial*, vol 15, Quidnovi Lisboa 2009 p.57.

50 MATOS GOMES Carlos et AFONSO Aniceto, Op.cit., p.56.

L'OUA s'est saisie de la question coloniale portugaise et a reconnu en 1964 le gouvernement révolutionnaire Angolais en Exil⁵¹, formé par Holden Roberto et le FNLA. Ce soutien, s'est porté en 1967 vers le MPLA qui à cette époque avait acquis sur la scène internationale un plus grand rayonnement. Les deux mouvements seront de nouveau reconnus en novembre 1972 en raison de leur union temporaire. La légitimation de l'UNITA par l'OUA en tant qu'organisation anticoloniale se réalisera en 1974 à la veille de l'Accord d'Alvor. En 1964, l'Organisation panafricaine a reconnu le PAIGC comme le représentant légitime de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert, ainsi que le FRELIMO⁵² au Mozambique en 1965.

Enfin, entre 1960 et l'année d'accession de l'Angola aux Nations Unies, 48 nouveaux états membres principalement africains ont rejoint l'organisation. Côté français, la décolonisation des quatorze colonies d'Afrique noire et de Madagascar se passe sans heurts. Au début des années 70, seuls le territoire des Afars et des Issas et les Comores demeuraient encore dans le giron de la métropole.

Cette période se caractérise par de nombreux conflits dont la majorité est liée à des problèmes territoriaux. Ils ont opposé durant les années soixante et le début des années 70, la Somalie, l'Éthiopie et le Kenya ; le Maroc à la Mauritanie et à l'Algérie. De nombreuses tentatives de coups d'état ont émaillé la vie politique des nouveaux états.

d) L'Afrique australe

L'Afrique australe est une vaste zone qui s'étend du sud du bassin du Congo au Cap de Bonne-Espérance. Elle ne constitue pas un bloc linguistique homogène et les populations sont ethniquement très diverses. Les États-Unis définissent cette zone comme les pays qui se trouvent au sud de la République Démocratique du Congo (Zaire) et de la Tanzanie.

Longtemps tenue éloignée des querelles entre puissances coloniales, cette région n'acquiert une importance certaine qu'à la fin du XIX^{ème} siècle. Elle sera source d'une rivalité importante entre le Portugal et la Grande Bretagne qui sont les puissances dominantes dans cette région. Celle-ci culminera en 1887 lorsque le gouvernement portugais présente le projet de réunir les colonies de l'Angola et du Mozambique par un axe est-ouest. Ce projet s'oppose aux plans anglais qui eux cherchent à réunir Le Cap au Caire.

51 GRAE : Govêrno revolucionário de Angola no Exílio.

52 FRELIMO : Frente de Libertação de Moçambique.

A la conférence de Berlin, tous les pays réunis, à l'exception du Royaume-Uni, sont prêts à entériner ce projet. Le 11 janvier 1890, le gouvernement britannique demande aux Portugais de se retirer des territoires du Mashonaland et Matabeleland (actuel Zimbabwe) et de la zone comprise entre la rivière Shire et le Lac Nyasa. Il faudra attendre le traité signé à Lisbonne, le 11 juin 1891 pour avoir une définition claire des frontières. Jusqu'à l'arbitrage italien de 1905, les appétits de Léopold II et de Cecil Rhodes faillirent amputer l'Angola d'un quart de son territoire⁵³.

Le continent africain possède d'importantes ressources minières qui représentent un tiers des réserves mondiales. Sur le continent, l'Afrique australe est la zone la plus riche en ressources de tous types. Au début des années soixante-dix, la région représente pour les pays de l'ouest la source principale d'approvisionnement en matières premières stratégiques (chrome, vanadium, manganèse, platine, etc.). L'Afrique du Sud était incontournable pour l'uranium, l'or et des diamants. La fermeture du canal de Suez du canal de Suez entre 1967 et 1975, redonnera au cap de Bonne-Espérance une importance stratégique.

La région dispose d'une organisation de coopération, la SADC⁵⁴ qui est née de la transformation en 1992 de la SADCC⁵⁵. Elle-même avait été formée en 1980 par les états de la Ligne de front (ELF), qui avait rassemblé en 1972 des pays africains indépendants et des mouvements luttant pour la libération de l'Afrique "blanche" ou encore colonisée.

Ces états de la ligne de front regroupent en 1975 neuf membres, des pays anciennement (Tanzanie, Zambie, Botswana) ou tout nouvellement - (les deux ex-colonies portugaises de l'Angola et du Mozambique) indépendants associés aux organisations nationalistes armées d'Afrique du Sud, du Sud-Ouest africain et de Rhodésie⁵⁶.

e) **La situation dans les provinces portugaises d'outremer**

53 PELISSIER René, La colonisation portugaise en Afrique. Aperçus sur quelques mythes et certaines réalités, *Matériaux pour l'histoire de notre temps*. juillet-décembre 1993, N°32-33, bibliothèque de documentation internationale, p.2-9.

54 SADC Southern African Development Community/Communauté de développement d'Afrique australe.

55 SADCC : Southern Africa Développement Coordination Conférence/Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe.

56 MESSIANT Christine, *Les organisations sous régionales et la prévention des conflits en Afrique Genèse et structures de la SADC, potentialités et obstacles à son intervention dans la prévention et la résolution des conflits*, Rapport du Centre d'Etude sur les Relations Internationales (CERI) Center for Defense Studies (CDS), 2001,p.107.

Le 14 novembre 1972 lors de sa 27^{ème} session, l'Assemblée générale des Nations Unies adopte une résolution affirmant que les mouvements de libération de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée et des îles du Cap-Vert sont les représentants authentiques des véritables aspirations des peuples de ces territoires. La France s'abstient⁵⁷.

L'Angola

L'Angola connaît une évolution importante à la fin des années soixante en raison des importants investissements souvent étrangers qui améliorent le niveau de vie des populations urbaines. Dans le domaine militaire, le MPLA et le FNLA portent des coups sévères aux armées portugaises sans jamais parvenir à modifier fondamentalement l'équilibre. Les opérations se concentrent dans le nord et l'est du pays. Les mouvements restent coupés des masses urbaines et mènent leur combat dans un relatif isolement.

Le conflit en Angola est une guerre de partisans. Gardes statiques, ouvertures de routes, embuscades et opérations de quadrillage rythment le séjour des conscrits portugais. Dans cette guerre de très basse intensité, les combats sont rares et d'intensité modeste. Les principaux ennemis du soldat portugais sont l'ennui dans un poste isolé, la mine posée sur le bord de la route, l'accident de circulation et l'erreur dans la manipulation d'armement. Près de 70 % des pertes portugaises sont dues à des mines, d'autant que les routes en terre les rendent très faciles à poser et cacher⁵⁸.

En juillet 1964, à la conférence des chefs d'état de l'OUA, le ministre des affaires étrangères du GRAE-FNLA, Jonas Savimbi démissionne en dénonçant publiquement la corruption de Roberto Holden et qu'il est un agent de la CIA⁵⁹. Il créera un troisième mouvement l'UNITA, qui prendra une part modeste dans la lutte de libération mais sera présent à la table des négociations pour les accords d'Alvor. Mais C'est au cours des années 1970-71 que la guerre connaît un développement énorme avec des pertes portugaises accrues liée à une meilleure efficacité de la guérilla. Confrontés à une guerre révolutionnaire, les Portugais mettent en œuvre des programmes pour améliorer l'éducation, la santé et les conditions de vie économiques des populations africaines rurales délaissées. Les actions psychologiques portugaises se déploient suivant trois axes : actions de

57 *Angola : la lutte continue*, Groupe d'Afrique centrale du Cedetim (Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale), La Découverte, Paris, 1977, p.99.

58 TISSERON Antonin, *Par le fer et par le sang » 1961-2002 : 42 ans de combats en Angola*, Cahier de la recherche doctrinale, ministère de la défense, 19 juillet 2010, pp. 35.

59 *Angola : la lutte continue*, Groupe d'Afrique centrale du Cedetim (Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale), La Découverte, Paris, 1977, p.96.

communication, organisation de l'auto-défense des localités et villages, et actions sociales comme la construction d'école et de routes.

Le Mozambique

Comme dans de nombreux pays africains, l'accession à l'indépendance d'états voisins, a constitué un accélérateur pour le développement des idées nationalistes au Mozambique. Avec l'appui de la Tanzanie, Eduardo Mondlane⁶⁰ crée le 25 juin 1962 à Dar Es Salam, le FRELIMO. Au début de son existence, ce mouvement est pacifique mais après deux ans de structuration et une tentative de libération pacifique avortée, l'organisation bascule dans la lutte armée en raison de l'inflexibilité du régime portugais.

Alors que le FRELIMO lance ses premières opérations de guérilla en septembre 1964, l'armée portugaise a déjà renforcé son dispositif qui atteint 35 000 hommes sur le théâtre d'opérations mozambicain⁶¹. La police secrète baptisée PIDE⁶², devient une composante centrale de la contre-révolution portugaise. Les résultats ne sont néanmoins pas probants sur le terrain. Le FRELIMO parvient au cours de sa guerre contre l'occupant à déséquilibrer l'armée portugaise par trois opérations de portée stratégiques.

- La première est la pénétration des insurgés dans la province de Niassa au début de l'année 1965.
- La deuxième est la concentration de ses attaques du Cabo Delgado et du Niassa vers la province du Tête, en 1968.
- Enfin, le FRELIMO atteint le barrage de Cabora bassa dans le Tête et réalise une percée vers la moitié centrale du pays, en 1972.

L'incapacité des portugais à percevoir l'importance de la mobilisation des populations rurales par le FRELIMO devient rapidement une faiblesse récurrente et toujours plus dommageable à leurs efforts de contre-insurrection.

f) La situation dans les autres pays de l'Afrique australe

60 Eduardo Mondlane est un sociologue formé aux États-Unis et homme politique mozambicain. Il fut le premier président du Front de Libération du Mozambique (FRELIMO) avant d'être assassiné en 1969.

61 JOUCLAS Antoine, leçons d'un échec pour une armée moderne : la contre-insurrection portugaise au Mozambique (1964-1975), *Cahier de la recherche doctrinale*, division recherche et retour d'expérience (DREX), Ministère de la Défense, p.30.

62 PIDE : Policia Internacional e de Defesa do Estado puis DGS-Direção-Geral de Segurança. Il s'agissait officiellement de la police qui assurait la sécurité de l'Etat, la surveillance des étrangers, le contrôle des frontières et la lutte contre les migrations illégales. La DGS était essentiellement une police politique chargée de la répression sans contrôle judiciaire, de toutes les formes d'opposition politique à l'Estado Novo.

i. La Namibie

La Namibie, appelée Sud-Ouest africain ou Afrique du Sud-Ouest avant l'indépendance, est une ancienne colonie allemande. Conquise par les britanniques lors de la première guerre mondiale, elle sera administrée par l'Afrique du Sud en application d'un mandat de la société des nations. A compter de 1926, L'ancienne colonie allemande est considérée par les Sud-africains comme leur cinquième province. Tous les habitants du Sud-Ouest africain devenaient des ressortissants de l'Union sud-africaine.

Durant le second conflit mondial, l'Afrique du Sud malgré la présence d'un courant pro-nazi se range du côté des alliés. Dès la fin de la seconde guerre mondiale, des chefs traditionnels africains comme Hosea Kutako adressèrent une pétition demandant la fin de l'administration sud-africaine. Les peuples namibiens s'organisent et fondèrent en 1958 l'organisation des peuples Ovambo⁶³. Le 27 septembre 1959, c'est avec le soutien du conseil des Hereros que le *South West African National Union* (SWANU) est fondé à Windhoek. La *South West African People organisation* (SWAPO)⁶⁴ est créé en 1960 et incorpore l'OPO. Son armée rendra le nom de *People's Liberation Army of Namibia* (PLAN).

Le premier grave incident qui oppose populations noires et blanches intervint le 10 décembre 1959, dans une banlieue noire de Windhoek baptisée Old Location. Le 26 août 1966, le premier incident armé oppose les forces de sécurité, la *South African Police* (SAP), aux nationalistes de la SWAPO à Omgulumbashe. La lutte armée vient concrètement de s'engager en Namibie⁶⁵. L'Afrique du Sud prend des mesures énergiques pour mettre un terme à la contestation et promulgue le *Terrorism Act* qui permettra l'emprisonnement de 37 activistes namibiens en 1968 ⁶⁶.

Le droit du peuple namibien à l'indépendance est reconnu par la résolution n° 1514 de l'Assemblée Générale du 14 décembre 1960. Le 27 octobre 1966, l'organisation des Nations Unies décide de la fin du mandat sud-africain⁶⁷ et prévoit d'assurer la responsabilité directe de l'administration du pays jusqu'à l'indépendance.

63 OPO : Ovamboland People's Organization.

64 La South West African People organisation est un parti politique créé le 19 avril 1960 dont l'objectif était la libération de la Namibie.

65 ROZÈS Antoine, les forces spéciales sud-africaines (1969-1990) l'Afrique australe en guerre, *cahiers du CEHD n°E1* (32).

66 MOUKAMBI Victor, relations between South Africa and France with special reference to military matters (1960-1990), sous la direction du Professor A M Grundlingh et du lieutenant Colonel (Professor) J van der Waag, Dissertation presented for the degree of Doctor of Philosophy in History at Stellenbosch University, December 2008, p.32.

67 L'Organisation des Nations Unies a décidé (GA RES 2145 (XXI), le 27 octobre 1966) que (1) en raison de la violation par l'Afrique du Sud de ses obligations et du refus du Mandat, le mandat qui lui a été

Le 21 juin 1971, la cour internationale de justice rendra un avis demandant le retrait de l'Afrique du Sud. A la suite de cette décision les États-Unis ont voté sans hésitation toutes les résolutions demandant le retrait des Sud-africains mais avec autant de constance mis leur veto aux résolutions qui auraient imposé des sanctions à Pretoria pour son refus d'appliquer ces résolutions ⁶⁸.

Le 20 octobre 1971, le Conseil de sécurité condamne le système des Bantoustans⁶⁹ qui cherche à détruire l'unité territoriale du pays et à continuer à occuper de manière illégale la Namibie. En 1971, les forces spéciales sud-africaines se déploient en Namibie, en soutien de la police. L'année suivante l'armée sud-africaine est envoyée dans le pays pour soutenir la police. En 1973, la SADF ⁷⁰ prend le contrôle des opérations militaires dans le nord de la Namibie.

ii. La Rhodésie

La Grande-Bretagne a laissé subsister dans ses dépendances africaines une grande variété de statuts, adaptés à la conjoncture politique et démographique de chaque territoire⁷¹. La Rhodésie du Sud est un territoire auto-administré depuis 1923 qui compte au début des années 60 une population blanche de plus de deux-cent-mille personnes. Elle n'est pas devenue la province sud-africaine souhaitée mais s'unit en 1953 avec la Rhodésie du Nord et le Nyassaland⁷² pour former la Fédération d'Afrique Centrale. Cette entité perdurera pendant une dizaine d'années dans un contexte régional déjà tourmenté. Des mouvements nationalistes africains militants se développèrent au sein des trois territoires de la fédération. En Rhodésie du Nord et au Nyassaland, les mouvements nationalistes devinrent assez puissants pour réclamer avec succès leur indépendance⁷³. Des dissensions apparaissent entre les différents états et la conférence de Victoria-Falls de décembre 1963 officialise le démantèlement de cette fédération.

conféré a été résilié, (2) que l'Afrique du Sud n'avait aucun autre droit d'administrer le territoire qui (3) était dès lors directement responsable de l'Organisation des Nations Unies.

68 GLEIJESES Piero, A Test of Wills: Jimmy Carter, South Africa, and the Independence of Namibia, *Diplomatic History*, November 2010, Vol. 34, No. 5, p 862.

69 Bantoustan : réserve où les populations africaines étaient regroupées durant la période de l'apartheid.

70 The South African Defence Force (SADF) ont été de 1957 à 1994 les forces armées de l'Afrique du Sud.

71 CHAFFARD Georges, *Avant la conférence d'Accra : les pays d'Afrique noire entrent sur la scène mondiale*, le Monde diplomatique avril 1958.

72 Il s'agit de l'actuel Malawi.

73 DECRAENE Philippe, *L'indépendance de la Rhodésie du Nord aura des répercussions sur l'évolution du sud du continent africain*, Le Monde diplomatique, novembre 1964.

L'attention de la Grande Bretagne se focalisera au cours des années 60 et 70 sur la question de la Rhodésie du Sud.

La Rhodésie est la première crise coloniale qui ait à la fois sérieusement divisé le peuple britannique, mis le gouvernement en péril, compromis l'avenir du Commonwealth et gravement embarrassé les relations internationales⁷⁴.

La minorité blanche sud-rhodésienne conduite par Jan Smith, va avoir une attitude intransigeante vis-à-vis des aspirations de la communauté noire. De son côté, le gouvernement britannique travailliste issu des élections semble favorable à un transfert du pouvoir au profit de la communauté noire. Le 11 novembre 1965, jour du souvenir, la communauté blanche proclame unilatéralement l'indépendance pour se débarrasser de la tutelle britannique. Il s'agit de l'Unilateral Declaration of Independence (UDI).

En réponse à cet acte, le Conseil de sécurité des Nations Unies approuve la Résolution 217, qui appelle à mettre en place des sanctions contre la Rhodésie. Cette résolution servira de base juridique au blocus que le Royaume-Uni décrètera envers le pays. Ce nouvel état ne sera jamais reconnu au niveau international même par l'Afrique du Sud qui ne souhaitait pas recevoir plus d'opprobre de la part de nombreux états. Les États-Unis rappelleront leur consul général et le personnel de l'agence USAID. Durant tout le conflit, le soutien sud-africain au régime blanc fut mesuré à l'exception de l'envoi en 1967 de 2000 policiers pour contrôler la frontière avec la Zambie. Cette intervention servit d'abord à Pretoria d'école de contre-insurrection⁷⁵. En raison de la faiblesse de l'appui, les rhodésiens développèrent un outil militaire très bien adapté à la menace des rebelles.

Le 17 mars 1970⁷⁶, à l'occasion de la proclamation de la république de Rhodésie, les États-Unis fermeront définitivement leur consulat. La Rhodésie résistera un temps mais, souffrira d'un isolement extrême pesant sur le long terme. Washington ainsi que Londres chercheront sans cesse à amener le gouvernement rhodésien à un partage du pouvoir. La Suisse et l'Allemagne de l'ouest qui n'étaient pas membres de l'ONU continuèrent néanmoins à commercer avec le pays. Il fallut attendre 1973 et l'admission de l'Allemagne pour que les échanges s'arrêtent. Le Japon a longtemps continué à acheter des produits rhodésiens, l'Iran lui a fourni du pétrole et le Portugal a exporté des productions en falsifiant leur origine.

74 LEGUM Colin, M. Smith a mis à profit la division de l'opinion britannique et la faiblesse des noirs, Le monde diplomatique, décembre 1965.

75 LUGAN Bernard, *Les guerres d'Afrique ; des origines à nos jours*, éditions du Rocher, 2013, p.352.

76 Foreign relations of the United States, 1969-1976 Vol XXVIII, Southern Africa, United States Policy Toward Southern Africa, December 12, 1969, Document 23.

Mais le monde a commercé de manière dérobée avec la Rhodésie de toute façon, en dépit des sanctions ou d'autres efforts légaux pour imposer un embargo avec ce pays. Les Rhodésiens ont utilisé l'Afrique du Sud comme leur porte d'entrée et de sortie. Mais cette question n'a pas été très élevée sur l'ordre du jour mondial. Il s'agissait d'un problème de l'ONU, mais cette institution n'avait pas le pouvoir de faire respecter un embargo, en partie grâce à notre attitude de « laisser faire »⁷⁷.

Au niveau américain, le NSDM 75⁷⁸ préconise la poursuite de l'exception sur l'embargo concernant les métaux stratégiques⁷⁹. En 1971, malgré la forte opposition le Congrès adoptera l'amendement Byrd une législation permettant l'importation de minerais stratégiques tels que le chrome. Cette législation, qui prendra effet le 1^{er} Janvier 1972, donnera un léger répit à l'économie rhodésienne. Le lobbying des entreprises américaines telles que Union Carbide et Foote Mineral l'a emporté dans un domaine où les États-Unis sont particulièrement inquiets du quasi-monopole de l'URSS qui possède à cette époque, la quasi-totalité des ressources de chrome indispensables à l'industrie militaire⁸⁰.

iii. Les mouvements de libérations

Les nationalistes africains de Rhodésie du Sud auront du mal à s'organiser en raison de l'habileté du gouvernement à diviser leurs chefs. A partir de 1965, les nationalistes africains radicaux vont développer une guérilla qui trouvera des appuis dans l'ensemble des pays limitrophes.

Trois forces militaires vont s'affronter. Il s'agit des Rhodesian Security Forces (RSF) regroupant les forces armées et la police, du ZIPRA⁸¹ de Joshua Nkomo et de la ZANLA⁸² de Robert Mugabe. Le chef de la rébellion, Joshua Nkomo, arrêté en 1964, sera libéré le 11 décembre 1974 avec le révérend Ndabaningi Sitholé, Edgar Tekere, Maurice Nyagumbo et Robert Mugabe en raison des pressions du premier ministre

77 The Association for Diplomatic Studies and Training, Foreign Affairs Oral History Project, *Ambassador Fernando E. Rondon* Interviewed by: Charles Stuart Kennedy Initial interview date: June 4, 1997.

78 National Security Decision Memorandum 75 du 07 août 1970 traitant des sanctions à l'encontre de la Rhodésie. En ligne <https://fas.org/irp/offdocs/nsdm-nixon/nsdm-75.pdf> consulté le 03 octobre 2017.

79 Foreign Relations of the United States, 1969–1976, Volume XXVIII, *Southern Africa*, National Security Decision Memorandum 75, Document 39.

80 Foreign Relations of the United States, 1969–1976, *Southern Africa, Memorandum from the President's Assistant for National Security Affairs (Kissinger) to President Nixon*, July 23, 1970, Document 37.

81 ZIPRA: Zimbabwe People's Revolutionary Army. Il s'agit de l'aile militaire de la Zimbabwe African National Union (ZANU), formée en 1965 en Tanzanie. Cette organisation entretenait de bonnes relations avec le FRELIMO du Mozambique, ce qui l'aidera beaucoup après l'indépendance de ce pays.

82 ZANLA: Zimbabwe African National Liberation Army.

sud-Africain. Ce dernier cherchait à trouver des interlocuteurs modérés pour initier des négociations.

L'Afrique du Sud retirera son soutien à la Rhodésie à la mi 1975 en réponse aux nombreuses incursions armées contre les guérillas installées dans les pays limitrophes. L'indépendance du Mozambique le 22 juin 1975 accroîtra l'isolement de du régime de Ian Smith.

Comme l'a écrit Paul Moorcraft, l'Afrique du Sud n'enverra pas d'unités constituées en Rhodésie car cela aurait pu être interprété comme une intervention militaire sur le territoire d'une colonie britannique. Il écrivit aussi que les dirigeants rhodésiens craignaient que comme en Angola les cubains et les russes n'interviennent en cas d'escalade du conflit.

iv. L'Afrique du Sud

L'Afrique du Sud est un allié traditionnel des pays occidentaux. Le pays a déclaré la guerre à l'Allemagne en 1939, participé au pont aérien de Berlin, envoyé un escadron de chasseurs participer à la guerre de Corée⁸³. Ses pertes se sont élevées à 9000 morts durant la seconde guerre mondiale.

Au sortir de la guerre, l'Afrique du Sud se lance dans une politique de développement racial différenciée. Dans le contexte de la guerre froide, en raison de leur dépendance à l'uranium sud-africain, les États Unis s'interdisent de condamner le pays dont la politique ne choque pas encore les opinions publiques.

Durant les années cinquante, l'armée sud-africaine continue à être acceptée par le clan occidental et prépare une division blindée en mesure d'être engagée au Moyen Orient en soutien des nations du pacte de Bagdad. L'exercice Orange, conduit en 1956, permis à l'armée de terre de tester ses chars Centurions dans un environnement de guerre nucléaire. Dès 1950, la coopération entre les deux pays s'intensifie avec des escales de bâtiments américains dans les ports sud-africains et des échanges entre services de renseignement.

Le massacre de Sharpeville du 21 mars 1960 qui fit officiellement 69 morts et 180 blessés allait créer une émotion internationale et des critiques officielles américaines. Le département d'État se joindra aux critiques internationales et publiera un communiqué pressant le gouvernement sud-africain de répondre aux doléances de la population noire⁸⁴. L'Administration Eisenhower fera retirer ce communiqué et le président s'excusera auprès de l'ambassadeur sud-africain aux États-Unis. En 1961

83 HUSAIN Azim, The west South Africa and Israel; a strategy triangle, *Third World Quarterly*, Vol 4, N°1, Jan. 82, p.47.

84 HENDRIX Michael Patrick, *The Hammer and the Anvil: The Convergence of United States and South African Foreign Policies during the Reagan and Botha Administrations*, Stellenbosch University, December 2012, p.28.

devant la pression internationale, l'Afrique du Sud se retire du Commonwealth. L'année suivante, l'Assemblée générale des Nations Unies vote de nouveaux textes la condamnant. Le 6 novembre 1962, la résolution 1761 établit le *Special Committee against apartheid*⁸⁵ qui sera constitué initialement de 11 membres, élargi ultérieurement à 17.

A compter de 1970, des nations alliées des États-Unis se rapprochent aussi de l'Afrique du Sud. On assiste à un accroissement de la relation israélo-sud-africaine et les pays ouvrent des ambassades en 1974 à Pretoria et à Tel Aviv en 1975. De la même manière, l'Iran de Muhammad Reza Pahlavi établira un consulat à Pretoria en 1970⁸⁶. À compter de 1972, du personnel occidental put être déployé au sein du centre de communication de la marine sud-africain de Silvermine au Cap pour surveiller le trafic des sous-marins dans la région. L'Afrique du Sud a gagné à cette période une importance stratégique en raison de la fermeture du canal de Suez. Le trafic le long de cette route a été multiplié par 20 depuis 1965 et 90 % du pétrole de l'OTAN y transitait⁸⁷.

*Du point de vue militaire, l'Afrique du Sud est, sans conteste, la puissance dominante sur le continent africain et dispose d'une force de frappe considérable. Cependant, si elle devait étendre son théâtre d'opérations au-delà de ses frontières, en Angola ou pour soutenir le régime rhodésien, cette puissance pourrait se trouver sérieusement affaiblie du fait d'une trop grande dispersion*⁸⁸.

L'impact de la révolution des œillets

Le 25 avril 1974, le coup d'état au Portugal surprend les Sud-africains blancs dans l'attente du résultat des élections générales.

Cet incident dramatique, totalement inattendu par l'Afrique du Sud, a amené des développements qui devaient changer la face de l'Afrique australe et conduire à l'effondrement de la suprématie coloniale et des blancs dans

85 Le 2 avril 1963 se réunit pour la première fois le Comité spécial sur la politique d'apartheid du gouvernement de la République- Special Committee on the Policies of apartheid of the Government of the Republic of South Africa- qui sera rebaptisé et mieux connu sous le nom de « Comité spécial contre l'apartheid ».

86 CHUBIN Shahram et ZAHIB Sepehr, *The Foreign Relations of Iran: A Developing State in a Zone of Great-Power Conflict*, University of California Press, 1974, p.304.

87 HUSAIN Azim, *The west South Africa and Israel; a strategy triangle*, Third World Quarterly, Jan 82, Vol 4, N°1, p.49.

88 MINTY Abdul S, *La puissance militaire de l'Afrique du Sud, Un rôle de dissuasion élargi à l'ensemble de l'Afrique australe*, Le Monde diplomatique, Janvier 1976.

*cette partie du continent, à l'exception de l'Afrique du Sud elle-même et la Namibie*⁸⁹.

L'emprise portugaise sur l'Angola et le Mozambique constituait pour l'Afrique du Sud une protection vis-à-vis des nouveaux états indépendants de la région. Les deux colonies étaient considérées comme des zones tampons importantes pour la survie de la domination blanche en Afrique australe⁹⁰.

Comme l'indique Piero Gleijeses⁹¹, l'Afrique du Sud a riposté à la révolution des œillets en lançant une politique dite de détente à destination de des pays africains. Celle-ci associait une aide économique et des concessions commerciales aux autres pays africains.

v. L'axe Afrique du Sud- Portugal-Rhodésie

Ces trois états ont collaboré dans de nombreux domaines dont celui de la défense au travers d'accords publics et secrets. Cette coopération sera formalisée au travers de l'alliance militaire secrète baptisée Alcora⁹² entre des trois pays entre 1970 et 1974. Alcora est une série d'accords informels sur la coopération militaire entre les Portugais opérant en Angola, et les commandements militaires sud-africains et rhodésiens qui avaient été mis en place depuis le milieu des années 1960.

Il a été établi qu'un millier de soldats sud-africains avaient été envoyés au Mozambique en 1968 et qu'un centre de commandement portugo-sud-africain avait été établi en Angola pour lancer les frappes aériennes contre la guérilla⁹³. La révolution des œillets allait mettre un terme à cet accord, et isoler de manière sévère la Rhodésie notamment sur le plan économique. La fin de cette coopération sera formalisée à Lisbonne lors d'une rencontre de militaires de ces trois pays les 14 et 15 octobre 1974⁹⁴.

89 MOUKAMBI Victor, relations between South Africa and France with special reference to military matters (1960-1990), sous la direction du Professor A M Grundlingh et du lieutenant Colonel (Professor) I J van der Waag Dissertation presented for the degree of Doctor of Philosophy in History at Stellenbosch University, December 2008, p.36.

90 VAN DER WAALS W.S, *Portugal's war in Angola 1961-1974*, p. 134.cité par MOUKAMBI Victor, *Relations between South Africa and France with special reference to military matters, 1960-1990*, thèse de doctorat, Stellenbosch University, December 2008, p.30.

91 GLEIJESES Piero, A Test of Wills: Jimmy Carter, South Africa, and the Independence of Namibia, *Diplomatic History*, Vol. 34, No. 5, November 2010, p.854.

92"Alcora" est l'acronyme pour "Austral concept for Africa"- Exercício Alcora en portugais - Alcora Oefening en afrikaner.

93 JASTER R S, *South Africa's Narrowing Security Options*, International Institute for Strategic Studies, 1980, p.19.

94 La délégation portugaise, qui a présidé la réunion, était composée du général J. A. Pinheiro, représentant le général Costa Gomes (non pas dans ses fonctions de président, mais de chef de l'état-major général des forces armées), du général de brigade Brito et Melo et du colonel Santos Costa. Les

Dans le domaine économique l'Afrique du Sud a commencé à explorer la question d'un soutien financier pour le Portugal à compter de la mi-1968 en raison des débuts de l'exploration pétrolière à Cabinda alors sous contrôle portugais.

Conclusion

Au moment où la guerre civile s'achève dans les colonies portugaises, une ère nouvelle s'ouvre pour l'Afrique australe. Avec la défaillance du Portugal, l'équilibre stratégique soigneusement entretenu par les pays occidentaux se trouve brusquement rompu, la première ligne de défense du « bastion blanc » s'effondre.

Les mouvements de libération africains qui n'avaient pas réussi, en dix ans à s'installer solidement à l'intérieur des différents pays prennent le contrôle de régions autrefois contrôlées par l'armée portugaise. Celles-ci vont devenir des bases arrières pour les mouvements de libération de Rhodésie, d'Afrique du Sud. Les combattants namibiens, rhodésiens et sud-africains installeront leurs bases en Angola et au Mozambique générant une nouvelle menace pour les sud-africains et les rhodésiens qui seront les derniers défenseurs de cette Afrique « blanche ».

Les États-Unis auront très peu d'alliés dans la région pour mettre en œuvre une politique cohérente. Le Portugal est resté pendant près d'une dizaine d'années étranger aux crises dans ses anciennes colonies en raison des difficultés internes et du traumatisme causé par l'évacuation précipitée de ses provinces d'outremer.

Chapitre 2 Le contexte national américain (1973-1975)

Section.1 La situation internationale des États-Unis

Membre de l'OTAN¹¹⁸, de l'OTASE¹¹⁹, de l'OEA¹²⁰, du pacte de Bagdad, les États-Unis sont au début des années soixante-dix fortement engagés dans l'ensemble des régions du monde. Il s'agit néanmoins d'une superpuissance qui en train de s'essouffler sur le plan économique et militaire.

En Amérique latine, un accroissement important de la population (2.8% par an) conjugué à une croissance économique modeste ne permettent pas une amélioration significative des conditions de vie. Seuls quelques pays comme le Brésil, le Mexique et le Venezuela connaissent un décollage économique. Les États-Unis sont engagés dans une lutte contre l'établissement de régimes socialistes ou d'inspiration castristes. L'idéologie communiste se propage dans de nombreux pays et l'armée joue toujours un rôle prépondérant dans la majorité des états sud-américains pour contrer cette menace. La seule exception est le Chili qui sera gouverné de 1970 à 1973 par le régime socialiste du président Allende. Les États-Unis jouèrent un rôle important et en général efficace contre le développement du communisme en fournissant une aide militaire substantielle¹²¹ et des conseillers militaires ¹²².

En Asie, les États-Unis sont « englués » dans le conflit vietnamien. A l'occasion du désengagement français de l'Indochine, les États-Unis s'implantent dans la péninsule. Face au développement rapide des actions terroristes conduites par les maquisards Viêt-Cong, ils intensifient leur soutien militaire au régime par le biais de leur mission de liaison, entrant ainsi dans un engrenage qui n'allait pas tarder à les faire intervenir directement dans le conflit en déployant au Sud Vietnam un véritable corps expéditionnaire¹²³.

En juin 1969, le président Nixon qui rencontrait le président sud-vietnamien Thiêu, exprima à un groupe de journalistes des idées que l'on allait baptiser *doctrine Nixon*.

118 OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

119 OTASE : Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est.

120 OEA : Organisation des États Américains.

121 1.5 milliards de dollars de 1961 à 1977.

122 DUROSELLE Jean-Baptiste, *histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Dalloz 11^{ème} édition, octobre 1997, p.888.

123 FRANC Claude, *l'armée nationale vietnamienne et le recours aux formations supplétives*, Cahier de la recherche doctrinale, Ministère de la Défense, 9 juillet 2009, p.54. En ligne URL : <http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/layout/set/print/publications/anciennes-publications/cahier-de-la-recherche/l-armee-nationale-vietnamienne>, accédé le 12 septembre 2014.

*Sauf attaque extérieure majeure ou impliquant une puissance nucléaire, les États-Unis attendaient désormais de leurs alliés en Asie qu'ils supportassent une part beaucoup plus importante de leur propre défense, en particulier qu'ils fournissent les troupes, les États-Unis se contentant d'un appui en argent et en matériel*¹²⁴.

Malgré cette nouvelle approche, les États-Unis et l'armée vietnamienne lancent, l'année suivante, une série de 13 opérations majeures en territoire cambodgien, pour détruire les refuges Viêt-Cong bordant le Sud Viêt-Nam. Sur le plan intérieur, la tension monte, les manifestations se multiplient et quatre étudiants sont tués par la garde nationale à l'université de Kent¹²⁵ le 4 mai 1970. Le 8 février 1971, les troupes américaines et vietnamiennes entrent au Laos pour couper la piste Ho chi Minh, un axe de ravitaillement majeur.

*Les dirigeants de Washington ont parfaitement conscience de ce que l'escalade dans laquelle ils se sont engagés au Vietnam constitue un facteur nuisible à leur prestige en Afrique*¹²⁶.

Le 15 Janvier 1973, le président Nixon annonce la suspension des actions contre le Nord- Vietnam. Les accords de paris signés le 27 janvier mettent fin à la guerre côté américain. Les forces militaires US se retirent unilatéralement du Viêt Nam.

*En fait, nous transformâmes une victoire en défaite deux ans plus tard, lorsque le Congrès interrompit les financements qui avait permis au Sud – Vietnam de continuer à se battre seul*¹²⁷.

La corruption du gouvernement, le manque de combativité des unités sud-vietnamienne et le peu de ressources effectivement utilisées pour alimenter l'effort de guerre amène une issue rapide au conflit. Le 94^{ème} Congrès¹²⁸ des États-Unis refuse tout soutien financier à des actions militaires dans cette région. L'armée sud-vietnamienne lâche prise face aux forces régulière nord-vietnamienne. Saigon tombe le 30 avril 1975.

Les relations avec l'URSS se situent au début des années soixante-dix dans la période dite de la détente. Les rapports entre les deux grandes puissances se sont pacifiés depuis la fin de la crise des missiles de Cuba. Le soutien massif apporté par l'URSS

124 SOUTOU Georges-Henri, *histoire de la guerre froide*, Fayard, 2011, p.727.

125 Sur le campus de l'université d'État de Kent, dans l'Ohio, la Garde nationale de cet état a tiré à 67 reprises en 13 secondes sur des étudiants qui manifestaient de manière pacifique contre l'intervention au Viêt-Nam ; quatre d'entre eux furent tués, et neuf blessés (dont un paralysé à vie).

126 DECRAENE Philippe, *Dans huit capitales africaines, M. Humphrey s'est efforcé de rassurer ses interlocuteurs sur la politique des États-Unis*, le Monde diplomatique, février 1968.

127 LAIRD Malvin, *Iraq: Learning the lessons of Viet-Nam*, Foreign Affairs, vol 84, n°6, novembre/décembre 2005, p.25. Cité dans Richard Nixon.

128 3 janvier 1975 au 3 janvier 1977.

au Nord Viêt-Nam ne constitue pas un obstacle majeur à leur relation. L'URSS a fourni un effort militaire et financier sans précédent pour obtenir la parité nucléaire avec les États-Unis en nombre de missiles intercontinentaux. Elle souhaite au début des années 70 marquer une pause dans le domaine des armements stratégiques. Les projets de désarmement se concrétisent et les deux pays signent le 26 mai 1972 à Moscou, les premiers accords SALT.

En Europe, l'Allemagne du chancelier Willy Brandt lance l'Ostpolitik à destination des états d'Europe de l'Est et de la RDA. Le traité de Moscou signé le 12 août 1970 à l'occasion d'une visite à Moscou du chancelier semble concrétiser cette nouvelle voie. Dans ce climat « d'euphorie », les négociations conduites dans le cadre de la conférence d'Helsinki laissent imaginer une convergence vers un nouvel ordre mondial.

a) Les États-Unis et la décolonisation

Les États-Unis ont été le premier pays du continent américain à obtenir leur indépendance en ayant recours à la guerre. La déclaration d'indépendance de 1776, sera reconnue par le traité de Paris en 1783 après une lutte armée où la France engagera des moyens militaires et financiers conséquents. A partir de 1945, tant Washington que Moscou soutiennent la décolonisation, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes¹²⁹. Les États-Unis, puissance coloniale, donnent l'exemple en accordant l'indépendance aux Philippines en 1946. « La ruée vers l'indépendance a pris Washington par surprise et amené de profondes préoccupations¹³⁰ ».

Historiquement, les États-Unis ont montré un intérêt limité pour l'Afrique, à l'exception du cas du Libéria fondé en 1822 par une société américaine de colonisation¹³¹. Observateur de la conférence de Berlin en 1885, ils restèrent en retrait du continent. A la fin de la seconde guerre mondiale, la diplomatie américaine connaît peu le continent qui reste encore sous la domination des puissances coloniales.

Après la seconde guerre mondiale, l'Administration Eisenhower a marqué un intérêt plus profond pour les questions africaines. Dès le milieu des années 50, le vice-président Richard Nixon et le secrétaire d'État John Foster Dulles s'étaient intéressés à ce qui se passait en Afrique et au processus de décolonisation. Le secrétaire d'État

129 LERICHE Frédéric, la politique africaine des États-Unis : une mise en perspective, *Journal Afrique contemporaine*, 2003/3 no 207.

130 GLEIJESES Piero: *conflicting missions Havana, Washington, Pretoria*, Galago books, South Africa, 2003, prologue.

131 The National Colonization Society of America est une société philanthropique qui acheta des terres à l'embouchure du fleuve Saint Paul pour y installer des esclaves noirs libérés.

voyait déjà l’Afrique au travers du prisme de la guerre froide. Le nombre de réunions du Conseil de sécurité nationale consacré à l’Afrique entre 1956 et 1960 et dirigé par le président Dwight Eisenhower a été important¹³².

Le vice-président Nixon a eu un rôle important dans la politique américaine à l’égard du continent africain. Au printemps 1957, il effectuait une longue tournée dans plusieurs pays africains. Il est intervenu au moment où la Maison-Blanche créait un nouveau poste d’adjoint au secrétaire d’État pour les affaires africaines¹³³.

Nixon avait identifié que le nationalisme serait la force qui mènerait les nouveaux régimes africains. Il a prédit des conflits ethniques, de la corruption endémique et une violence généralisée.

Très rapidement la perception des « bienfaits » de la décolonisation se heurte donc à la réalité de la guerre froide naissante. En 1953, Henry Byroade, assistant adjoint du secrétaire d’État en charge des affaires africaines remarquait :

Soyons francs en reconnaissant notre participation dans la force et la stabilité de certaines nations européennes qui exercent une influence dans les zones dépendantes, nous ne pouvons pas ignorer aveuglément leur côté de la question coloniale sans dommage pour notre propre sécurité¹³⁴.

Dans la même lignée, Mason Sears¹³⁵ déclarait :

À cause de la guerre froide, le secrétaire d’État Dulles a décidé de subordonner la promotion de la liberté africaine à ce qu’il considérait comme la nécessité impérieuse de soutenir nos alliés de l’OTAN et leurs politiques coloniales¹³⁶.

Durant cette période, les États-Unis ne considèrent pas encore l’Afrique comme un terrain fertile à une subversion ou une insurrection soutenue par les communistes. Ces principes se sont vite heurtés à la situation au Congo Belge et à son indépendance proclamée le 30 juin 1960. Face aux troubles qui se développaient dans le pays, Le président Eisenhower envisage sérieusement le déploiement de troupes

132 COHEN Herman J, a perspective on Fifty years of US. Africa Policy: The Nixon Legacy, American Foreign Policy interest, *the journal of the national Committee on American Foreign Policy* vol 32, Issue 4, 2010.

133 DECRAENE Philippe, *Les États-Unis manifestent un intérêt croissant pour les territoires de l’Afrique noire*, le Monde diplomatique, décembre 1958.

134 BYROADE Henry. A., *the World’s colonies and Ex-colonies: a challenge to America*, Department of state bulletin 29, n° 751, November 1953.

135 Mason Sears est un homme politique américain, qui a représenté les États-Unis de 1953 à 1960 au Conseil de tutelle des Nations Unies.

136 CLOUGH Michael, *free at least, US.Policy Toward Africa and the End of The Cold War*, Council on Foreign Relations, 1992,p.5.

de l'OTAN au Congo avant d'opter pour une mission de maintien de la paix des Nations Unies utilisant des forces non-occidentales¹³⁷.

Lors de la campagne électorale, John Fitzgerald Kennedy prend déjà conscience que les États-Unis ont perdu beaucoup de terrain en Afrique. Il estime aussi que le nationalisme noir africain va devenir une force que l'on ne pourra arrêter¹³⁸.

A partir du moment où il a pris ses fonctions, il était clair que l'Administration Kennedy s'était engagé à démontrer le soutien des États-Unis pour le processus de décolonisation en Afrique, en particulier à un moment où de plus en plus d'états africains ont accédé à l'indépendance et ont formé un bloc de vote significatif aux Nations Unies¹³⁹.

Son Administration lance une politique africaine plus dynamique. Elle consiste en un rapprochement avec les leaders africains dont beaucoup viendront en visite à Washington et une augmentation des crédits d'assistance. Ceux-ci passeront de 110 millions de dollars à 519 millions entre 1958 et 1962. Cet engouement fut de courte durée et en 1965, l'intérêt américain pour l'Afrique était retombé.

b) Kennedy, l'inflexion de la politique à destination de l'Afrique du Sud

A partir de 1963, le gouvernement américain décide de ne plus fournir d'équipements militaires à l'Afrique du Sud. Elle déclare aussi ne pas être opposée à une résolution non contraignante dans ce domaine.

Peut-être plus important encore, l'Administration Kennedy a refusé de vendre des armes à Pretoria après le 1^{er} Janvier 1963 et a laissé entendre que les États-Unis n'étaient pas opposés à une résolution des Nations Unies non contraignante pour les autres états membres puissent refuser les armes à l'Afrique du Sud¹⁴⁰.

Dans la réalité, des pièces détachées pour avion de transport Hercules C130 furent livrées par les États-Unis¹⁴¹. Dans le domaine sécuritaire, la coopération entre les

137 Foreign Relations of The United States 1958–1960, Volume XIV, Africa, Four hundred fifty-sixth meeting of the National Security Council, Statement by C. Douglas Dillon, undersecretary of state for political affairs, August 18, 1960, Document 180.

138 HENDRIX Michael Patrick, *The Hammer and the Anvil: The Convergence of United States and South African Foreign Policies during the Reagan and Botha Administrations*, Stellenbosch University, December 2012, p.29.

139 NYANGONI Wellington Winter, *United States Foreign Policy and the Republic of South Africa*, Associated University Presses, New York, 1981, p.13.

140 HENDRIX Michael Patrick, *The Hammer and the Anvil: The Convergence of United States and South African Foreign Policies during the Reagan and Botha Administrations*, Stellenbosch University, December 2012, p.31.

141 BALL George W, Memorandum to Department of State, *Sale to South Africa of Submarines and Spare Parts for C-130s*, 28 August 1963, in *South Africa: The Making of U.S. Policy, 1962-1989*, ed.

deux états a continué malgré l'arrivée au pouvoir de Hendrick Verwoerd ¹⁴² et le vote d'une législation toujours plus raciste.

La CIA a infiltré l'ANC et l'ayant fait a transmis du renseignement actionnable au gouvernement sud-africain, y compris les activités du groupe et la localisation des dirigeants de l'ANC. Parmi les informations transmises aux services de sécurité sud- africaine figurait l'itinéraire précis de Nelson Mandela¹⁴³.

Au final, on pourrait qualifier la politique de Kennedy d'antisoviétique plutôt que de constituer une véritable politique africaine. Les sanctions contre l'Afrique du Sud se sont finalement révélées symboliques.

A la mort du président Kennedy, Lyndon Johnson ne mènera pas une politique africaine clairement identifiée. Le montant de l'aide accordée aux pays de la zone restera stable et en deçà de ce qu'elle fut pendant la présidence précédente. L'Administration décida d'éviter d'étrangler l'Afrique du Sud par des sanctions et le pays disparu de l'agenda de la politique extérieure.

c) Les propositions inacceptables de la commission Odendaal.

En 1964, une crise sérieuse éclata entre les deux pays en raison de la commission Odendaal. En 1962, Mr Odendaal, gouverneur du Transvaal avait été nommé à la tête de la Commission d'enquête sur les affaires du Sud-Ouest africain. Les conclusions de la commission remises au début de 1964, contenaient une série de propositions qui prévoyait l'établissement de territoires réservés au développement séparé des différents groupes ethniques du pays et l'établissement de bantoustans similaires à ceux déjà en existant Afrique du Sud. Le rapport a été rejeté par le Comité spécial de la décolonisation des Nations Unies puis par l'Assemblée Générale. Un des briefings du Conseil de sécurité nationale décrit le plan comme étant :

La législation de l'apartheid la plus extrême jamais proposée, " qui, si elle est adoptée, supprimera les derniers vestiges de la sécurité de l'emploi " pour la population non - blanche en Afrique du Sud en les réduisant au statu de travailleurs migrants¹⁴⁴.

Kenneth Mokoena, Kenneth, ed, National Security Archive Microfiche Document Collection. (Washington, D.C.: National Security Archive, 1991) microfiche doc. 00079 (hereafter National Security Archive).

142 Hendrick Verwoerd est un homme politique sud-africain. Farouche partisan et promoteur de l'apartheid, il était premier ministre lors de l'établissement de la République d'Afrique du Sud en 1961.

143 HENDRIX Michael Patrick, op.cit p.30-31.

144 National Security Council Briefing Paper, 18 March 1963, in Declassified History, p.15-16.

La crise impactera les relations entre les deux pays car la commission allait au-delà de ce qui était acceptable pour les États-Unis. Le président Johnson décidera de collaborer avec les britanniques pour arrêter ce projet. Cet épisode se produisait au moment où la Cour internationale de Justice (CIJ) devait statuer sur une procédure engagée par l’Ethiopie et le Liberia. Les États-Unis souhaitaient attendre l’issue de cette affaire et exerça une très forte pression sur l’Afrique du Sud qui renonça à son projet¹⁴⁵. Le jugement qui rejettera la demande des deux états sera finalement rendu le 18 juillet 1966¹⁴⁶.

L’intérêt américain pour l’Afrique évolue relativement peu au cours des années soixante. Le vice-président Humphrey qui effectuera un voyage en Afrique du 30 décembre 1967 au 11 janvier 1968 en tirera les conclusions suivantes :

J’ai essayé de démontrer l’intérêt constant que les États-Unis et le peuple américain ont pour le continent américain.... Le continent africain est plein d’idée nationalistes, avec une fierté de la liberté et avec la confiance qu’une Afrique indépendante aura un grand futur...Quelque 320 millions d’africains de 39 nations ne peuvent être laissés aux seuls soins des anciennes puissances coloniales qui manquent de la compréhension et des ressources financières nécessaires pour les aider¹⁴⁷.

Richard Nixon devient président le 37^{ème} président des États-Unis en janvier 1969. Malgré son engagement sur l’Afrique alors qu’il était vice-président, son Administration ne donne pas initialement une impulsion nouvelle à la politique africaine. La diplomatie américaine a néanmoins marqué un regain d’intérêt pour l’Afrique pendant la guerre civile du Nigéria (1967-1971) connue sous le nom de guerre du Biafra. En tant que président, il ne peut que constater que la situation en Afrique a radicalement changé.

Personne ne peut voyager en Afrique, même brièvement comme je l’ai fait, sans réaliser les énormes potentialités de ce grand continent. L’Afrique est la région qui évolue le plus rapidement dans le monde aujourd’hui. La manière de réaliser son développement, à mesure que ses habitants continuent d’émerger d’un statut colonial et d’assumer les responsabilités de l’indépendance et de l’autonomie gouvernementale, pourrait bien

145 Foreign Relations of the United States, 1964–1968, Volume XXIV, Africa, *Telegram From the Embassy in South Africa to the Department of State, February 12, 1964, document 577*, en ligne URL : <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1964-68v24/d577>.

146 Affaires du Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud ; Libéria c. Afrique du Sud). En ligne : <http://www.icj-cij.org/docket/files/47/4955.pdf>, consulté le 30 avril 2016.

147 Foreign Relations of the United States, 1964–1968 Volume XXIV, Africa, *Report: From Vice President Humphrey to President Johnson, January 12, 1968. Document 231.*

*s'avérer être le facteur décisif du conflit entre les forces de la liberté et le communisme international*¹⁴⁸.

Il choisit comme proche conseiller Henry Kissinger qui dès 1967 dans un article dans *Foreign Affairs* annonçait deux orientations nouvelles : sa conviction que les États-Unis ne seraient plus les gendarmes du monde mais devaient démultiplier leurs efforts en matière de sécurité en s'appuyant sur des alliances régionales. Celui-ci décide de restaurer l'influence du National Security Council, créé en 1947 par le président Truman qui avait été délaissé par les Administrations Kennedy et Johnson.

En 1969 à la demande du président Nixon, une étude est lancée sur l'Afrique. Le document qui paraît en réponse au *National Security Study Memorandum 39*, sous la direction d'Henry Kissinger a pour ambition de rénover la politique américaine pour l'Afrique sub-saharienne. Le groupe d'étude précise la perception des États-Unis :

Nos positions politiques sur les questions sud-africaines affectent de nombreux intérêts américains. Aucun de ces intérêts est vital mais ils ont une importance politique et matérielle ¹⁴⁹.

L'étude devait prendre en considération les aspects suivants :

- l'arrière-plan et les perspectives des principaux problèmes de la région ;
- les divers aspects des intérêts américains en Afrique australe ;
- la gamme complète des stratégies et des options politiques possibles pour les États-Unis.

d) L'impact du NSSM 39

Il s'agit d'un document dont la diffusion publique a été relativement rapide. La valeur spéciale du NSSM 39 réside dans le fait qu'il détaille la manière dont les décisions sont prises au plus haut sommet de l'état américain. La question principale tourne autour du positionnement des pays africains face à la question sud-africaine. En 1969, Richard Nixon de retour à la Maison-Blanche en tant que président ne peut que constater que la situation en Afrique a radicalement changé.

Le rapport ne laisse subsister aucun doute quant au caractère restreint des intérêts américains dans les pays gouvernés par les noirs..."Au contraire, les États-Unis ont de précieux intérêts économiques, scientifiques et des

148 Richard Nixon, *The Emergence of Africa: Report to the President by Vice-President Nixon on His Trip to Africa* (Washington, DC: Department of State, 1957), cité par *The Hammer and the Anvil: the convergence of United States and South African foreign policies during the Reagan and Botha Administrations*, Stellenbosch: University, 2012, p.33.

149 *Foreign Relations of the United States, 1969–1976, Volume XXVIII, Southern Africa, Paper Prepared by the National Security Council Interdepartmental Group for Africa, Document 17, December 9, 1969.*

*intérêts de défense parmi les régimes blancs, et en particulier en Afrique du Sud*¹⁵⁰.

Ce document met en valeur les fortes contraintes de l'époque. Il s'agit de l'importance stratégique de l'Afrique australe depuis la fermeture du canal de Suez en 1967 et l'augmentation des activités navales soviétiques dans l'océan indien. Il prenait en compte le besoin des États-Unis, en installations aéroportuaires pour les avions allant au Viêt-Nam. Ce document rappelle aussi l'importance économique des investissements en Afrique du Sud et les efforts tentés par les Portugais et les Sud-africains pour renforcer leurs liens avec l'Amérique. Il est proposé dans ce document de se concilier les bonnes grâces des états noirs par des promesses d'aide économique si ces états sont disposés à collaborer, en vue d'une détente avec l'Afrique du Sud.

Les objectifs fondamentaux des stratégies américains étaient les suivants :

- Réduire les possibilités d'une intervention directe des États-Unis dans le conflit ;
- Empêcher l'Union soviétique et la Chine de gagner une influence politique auprès des gouvernements africains et des mouvements de libération ;
- Encourager la modération dans la politique raciale des régimes blancs ;
- Rehausser l'image américaine en ce qui concerne les questions raciales en Afrique noire et dans le reste du monde ;
- Protéger les intérêts américains et les futures possibilités d'engagement dans cette région.

En résumé, la politique des États-Unis s'efforce de trouver un équilibre entre ses propres intérêts-économiques, scientifiques, stratégiques à l'intérieur des états blancs d'Afrique. Les américains ont conclu qu'ils avaient un intérêt d'ordre politique à se dissocier des régimes blancs et de leur politique de pression raciale.

Le mémorandum proposait six options. L'option 2 prédisait un avenir illimité pour les régimes blancs à qui la puissance économique et militaire assurait une sécurité absolue. L'option 3 représentait l'approche de la politique de Kennedy et Johnson que Kissinger souhaitait changer. Les options 1, 4,5 qui appelaient à un soutien total où un désengagement complet de la région n'étaient pas des alternatives viables pour les intérêts américains¹⁵¹.

Le 19 décembre 1969, Kissinger discuta des différentes options politiques avec le Conseil de sécurité nationale. Après avoir délibéré sur la stratégie la plus appropriée,

150 National Security Study Memorandum 39.

151 KISSINGER, *Letter to Acheson, 7 May 1969*, folder: South Africa 1969-1979, vol. 2, box 744, Country files: Africa, NSCF, NPMP, National Archives cité page 37 thèse de HENDRIX Michael Patrick.

Kissinger conseilla en janvier 1970 d'adopter une politique basée sur l'option n°2¹⁵². Cette option se caractérisait par l'absence de prise en compte d'un futur pour les non-blancs de cette région africaine. Elle cherchera continuellement à afficher une opposition de façade à la politique des régimes blancs tout en conduisant un relâchement partiel des restrictions politico-économiques au bénéfice des États-Unis et indirectement des états concernés. Le premier signe de changement de la politique de Nixon est la nomination du conservateur John Hurd¹⁵³ au poste d'ambassadeur en Afrique du Sud.

Le Président Richard Nixon s'exprimera le 18 février 1970 au travers d'un document baptisé *United States Foreign Policy for the 1970's*. Ce document estime que l'existence d'états dirigés par des blancs en Rhodésie et par les Portugais en Angola donne de la stabilité à la région. Dans le cadre de cette nouvelle politique, les officiels américains durent limiter leurs critiques envers l'Afrique du Sud.

Ne voulant pas s'impliquer dans les nombreux conflits du tiers monde, la doctrine Nixon a souligné la nécessité d'exercer une influence militaire mondiale en s'appuyant sur des puissances régionales. Celles-ci devaient devenir des partenaires des États-Unis et recevoir des armes et de la formation des États-Unis pour lutter contre les insurrections communistes. En Afrique, les États Unis cherchèrent donc à trouver des alliés stratégiques tels que l'Afrique du Sud et d'autres états tels que Éthiopie durant les années 60 et 70 et plus tard la Somalie, le Kenya, l'Égypte et le Nigeria. Alors que le pays était engagé dans le conflit en Asie, l'Afrique a constitué une zone de relatif calme.

Lorsque l'Administration Nixon s'est impliquée au Vietnam et au Cambodge entre 1970 et 1973, quand elle a été finalement en mesure d'obtenir un retrait militaire, la stabilité apparente en Afrique du Sud fut un répit salutaire bienvenu pour ne pas avoir à penser trop tôt à la nature de la réponse de la politique américaine face au retranchement continue de l'apartheid et la ségrégation raciale. L'Administration Nixon voyait aussi l'ensemble de la région d'Afrique australe comme un rempart potentiel contre l'expansion communiste¹⁵⁴.

152 COHEN Barry, SCHISSEL Howard, *L'Afrique australe, de Kissinger à Carter*, Éditions L'Harmattan, Paris 1993, p.16.

153 John Gavin Hurd est un homme d'affaire texan qui fut ambassadeur des États-Unis en Afrique du Sud de 1970 à 1975.

154 CHIRUMAMILLA Srinivas, *U.S. intervention in sub-Saharan Africa since the seventies: case studies of Angola and Ethiopia*, Thesis submitted for the degree of doctor of philosophy Department of political science School of social sciences University of Hyderabad, India, 1999, pp 126. La version électronique est disponible <http://shodhganga.inflibnet.ac.in/handle/10603/1861>, Thèse mise en ligne le 06 avril 2011, accédé le 12/07/2012.

En février 1970, le secrétaire d'État William Rogers a effectué une tournée de 15 jours dans 10 pays africains¹⁵⁵. On ne peut éviter de citer la phrase du président Nixon à Henry Kissinger.

*Henry, laissons les nègres à Bill Rogers et nous allons prendre soin du reste du monde*¹⁵⁶.

Il est confronté aux remarques et aux interrogations des responsables africains face au soutien des États-Unis pour les états « blancs ». Il aurait déclaré :

*On ne peut manquer d'être frappé par le désir profondément ressenti de dirigeants des pays africains indépendants d'aider d'autres populations africaines qui n'ont pas encore eu l'occasion d'exprimer leur aspiration à la self-détermination*¹⁵⁷.

Le correspondant du Johannesburg Star Ken Owen écrivait en janvier 1974 que le glissement de l'Administration démocrate vers une politique isolationniste à l'égard de l'Afrique du Sud a été stoppé et même renversé dans certains secteurs périphériques lorsque cela était politiquement faisable¹⁵⁸.

Dans son rapport sur sa politique africaine, Richard Nixon pouvait écrire :

*L'Afrique avec ses liens historiques avec tant de nos propres citoyens, doit toujours conserver une place importante dans notre partenariat avec les nouvelles nations. Les Africains vont jouer un rôle majeur dans l'accomplissement de leurs justes aspirations, un terme à racisme, la construction de nouvelles nations, la liberté de toute ingérence extérieure et un développement économique coopératif. Mais nous allons ajouter nos efforts au leur pour aider à réaliser le grand potentiel de l'Afrique*¹⁵⁹.

Il déclare aussi accueillir favorablement les résultats de la conférence des non-alignés qui s'est tenue en 1970 à Lusaka. Lors cette réunion de Lusaka, qui regroupe 52 pays, le néo-colonialisme des anciennes puissances tutélaires est vivement dénoncé. Les États-Unis figurent d'ailleurs au rang des accusés.

155 Pays visités : Maroc, Tunisie, Ethiopie, Kenya, Zambie, Congo-Kinshasa, Cameroun, Nigeria, Ghana et Libéria.

156 HERSH Seymour, *The Price of Power: Kissinger in the Nixon White House*, Summit Books, 1983, p.111.

157 The South African Institute of International Affairs: the United states and Africa Policy. Statement of Secretary of state William Rogers, Jan Smuts house Johannesburg April 1970.

158 COHEN Barry SCHISSEL Howard, *L'Afrique Australe, de Kissinger à Carter*, Éditions L'Harmattan, Paris 1993 p.26.

159 Richard Nixon, document 45, *First Annual Report to the Congress on United States Foreign Policy for the 1970's. February 18, 1970*, en ligne sur le site American Presidency Project URL: <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=2835>. Accédé le 30 avril 2016.

Les fracas de l'agression américaine au Vietnam, des guerres coloniales du Portugal en Angola, au Mozambique et en Guinée Bissau hantent les débats

160.

L'assistance militaire

Un des aspects les plus importants de la politique des États-Unis est constitué par l'assistance militaire. L'Administration du président Nixon a lancé une étude à ce sujet par l'intermédiaire du NSSM 201 qui avait pour objet d'évaluer l'assistance militaire américaine et la politique de fourniture d'armement aux pays d'Afrique noire. Le constat est que les États-Unis reçoivent des demandes d'assistance de la part de nombreux pays africains. Selon le document de réponse à la NSSM 201 les États-Unis ont fourni 235 millions de dollars de subvention et 58 millions au titre des crédits FMS¹⁶¹. L'assistance militaire, reste relativement modeste au profit de l'Afrique

Le total des accords, entre les gouvernements africains et les fournisseurs extérieurs d'armes de 1970 à 1973 s'élève à plus de 1 milliard. Les achats ont augmenté de 187 millions de dollars en 1972 à 400 millions en 1973, dont 300 millions par des nations en Afrique noire. Quarante-vingt-cinq pour cent du total 1973 provenait de la France, l'Italie, le Royaume-Uni et l'URSS¹⁶².

Il ressort que le Congrès a limité les subventions octroyées à l'Afrique à hauteur de 40 millions de dollars. Le président souhaiterait pouvoir fixer la limite de ces crédits. Les États-Unis ont limité la vente des matériels dit « sophistiqués » ou « restreints ». Ce montant est fixé dans la section 33 du FMSA pour l'année fiscale 1974¹⁶³.

e) La fin de l'Administration NIXON

Le 22 septembre 1973, Henry Kissinger est nommé secrétaire d'État par le président Nixon « La nomination de Henry Kissinger à ce poste au mois de septembre 1973, montra également à quel point le président était affaibli ¹⁶⁴».

160 Le mouvement des non-alignés après La Havane : contradictions et dynamique In: Tiers-Monde. 1980, tome 21 n°81. *L'économie mondiale en 1980 : Vers l'éclatement du système centre périphérie* (sous la direction de Moïses Ikonikoff) pp. 185-194.

161 Le programme de ventes militaires à l'étranger (FMS) du Département de la défense facilite les ventes d'armes américaines, d'équipement de défense, de services de défense et d'entraînement militaire à des gouvernements étrangers.

162 FRUS 1969–1976, Volume E–6, Documents on Africa, 1973–1976, *Memorandum for lieutenant-general Brent Scowcroft, Military assistance and Arm policy in black Africa: response to NSSM 201*, p. 16.

163 Foreign Relations of the United States, 1969–1976, Volume E–6, Documents on Africa, 1973–1976 21. *Response to National Security Study Memorandum 201*, October 8, 1974 p.12.

164 COPPOLANI Antoine, *Richard Nixon*, Fayard 2013, p.701.

Le 5 octobre 1973 le département d'État publie un mémorandum qui dresse un état des lieux des relations américano-africaines. Le pays a conscience d'être en perte de vitesse dans cette région du monde. Beaucoup de ses alliées se tournent vers une voie tiers-mondiste. Les dirigeants comme Mobutu et Houphouët-Boigny participent pour la première fois à la conférence des non-alignés d'Alger, le 5 septembre 1973.

Le vote des États-Unis aux Nations Unies, sur les questions de colonialisme et d'apartheid, les éloignent de l'Afrique et de certains de ses alliés. Ces faits se conjuguent avec une baisse des crédits d'aide au développement. « Notre crédibilité sur les questions morales de l'égalité raciale est contestée¹⁶⁵».

En 1974, le coup d'état au Portugal détruit un des postulats sur lesquels s'appuyait jusqu'alors la politique, définie en 1969 dans le mémorandum 39 d'Henry Kissinger sur l'étude de la sécurité nationale, à savoir que le pouvoir blanc en Afrique était inamovible¹⁶⁶.

Conclusion

Les États-Unis sont surpris par le coup d'état à Lisbonne qui finit de déstabiliser leur politique étrangère qui a toujours été fluctuante au gré des alliances et des présidences. Au cours de cette même année, les États-Unis perdent leur principal point d'appui dans la corne de l'Afrique. Le 12 septembre 1974, l'empereur Hailé Sélassié I^{er} d'Éthiopie est renversé par l'armée. Le régime multiséculaire s'effondre en raison de son incapacité à mener les réformes politiques et sociales nécessaires.

Le mandat du président s'achève dans un climat de lutte intense entre l'Administration présidentielle et le reste des pouvoirs. L'affaire du Watergate a rétablie au profit du Congrès un équilibre instable rompu par les tentatives du président Nixon pour instaurer une véritable autocratie présidentielle, dont les scandales récents ont permis de mesurer le danger¹⁶⁷.

Les États-Unis entrent eux-mêmes dans une période de profonde mutation qui affectera leur capacité de réaction au moment où se négociera l'indépendance de l'état le plus important de la région, l'Angola.

165 Foreign Relations, 1969-1976, Volume E-6, Documents on Africa, 1973-1976, Department of State, briefing memorandum October 5, 1973. En ligne URL: <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1969-76ve06/ch1> accédé le 03 octobre 2017.

166 COHEN Barry SCHISSEL Howard, *l'Afrique australe, de Kissinger à Carter* L'Harmattan, 1993, p.111.

167 SEMIDEI Manuela, *Au-delà du scandale du Watergate deux piliers de la démocratie américaine sont ébranlés*, Le Monde diplomatique, juin 1973.

Le peur panique de l'expansion du communisme, de la submersion de l'Afrique du Sud va guider en filigrane la politique étrangère américaine en complément de nombreuses d'actions pour contrer l'action cubaine en Afrique.

Titre 2. Les évolutions de la politique américaine (1975-1981)

Chapitre 1 La présidence Gérald Ford (1974-1977)

Le 9 août 1974, le Vice-président Gerald R. Ford devient le 38^{ème} président des États-Unis après la démission contrainte de Richard Nixon. En s'installant dans le bureau ovale, pour remplacer un dirigeant déconsidéré, il déclarait- en prêtant serment « Notre long cauchemar national est terminé ». Son mandat de 895 jours, couvrira une période relativement courte de 29 mois. Il sera battu par Jimmy Carter aux élections de 1976 qui obtiendra 50,1 % du vote populaire et 297 votes de délégués contre 240.

Un mois après sa nomination, il octroie un pardon sans limite à son prédécesseur Richard Nixon « pour tous les crimes contre les États-Unis... qu'il a commis ou aurait pu commettre ou encore auxquels il aurait participé »¹⁶⁸ durant les cinq années et demie où il a été à la Maison-Blanche. Le 19 décembre 1974, Nelson Aldrich Rockefeller devient vice-président grâce à la procédure dite du 25^{ème} amendement. Il sera le second à en bénéficier après Gerald Ford lui-même. Surveillé par la presse, alors toute puissante et qui ne l'a jamais vraiment considéré comme un « vrai » président, il est resté très prudent. Il a officiellement tourné la page de la guerre du Vietnam, le jour de la chute de Saïgon en 1975 sans prendre durant son mandat de grande décision.

Durant sa première année de mandat, on peut constater une limitation des pouvoirs du président et un accroissement de ceux du Congrès. Dans son premier discours sur l'état de l'Union, il déclare :

*Ces dernières années sous la pression de la guerre du Viêt-Nam, les entraves législatives se sont multipliées réduisant la capacité du président à mettre en œuvre sa politique étrangère et ses décisions militaires. En tant que membre du Congrès, j'en ai approuvé certaines et combattu d'autres. En tant que président, je remercie la chambre et le Sénat de leur conseils et coopération. Mais si nous voulons que notre politique étrangère soit un succès, nous ne pouvons restreindre de manière rigide, la capacité du président à agir*¹⁶⁹.

Dans le domaine de la politique étrangère, le nouveau président continue la politique de détente vis à vis de la Chine. En décembre 1975, il se rend dans ce pays pour y continuer le travail de son prédécesseur. Cette même année, il participera au sommet inaugural du groupe des sept pays les plus industrialisés (G7). Il participera en août

168 American Presidency Project, Proclamation 4311, *Granting Pardon to Richard Nixon September 8, 1974*, en ligne URL : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=4696> , accédé le 10 mai 2012.

169 FORD Gerald, *Address before a Joint Session of the Congress Reporting on the State of the Union. January 15, 1975*. En ligne URL : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=4938>, accédé le 10 mai 2012.

à la signature des accords de la conférence d'Helsinki dont les négociations avaient débuté deux ans auparavant.

Il choisit de maintenir Henry Kissinger à son poste de secrétaire d'État mais celui-ci quitte le poste de conseiller à la sécurité nationale. Le président Ford nomme en novembre 1975, le lieutenant-général Brent Scowcroft au poste de conseiller à la sécurité nationale. Ce général de l'US Air Force a servi comme conseiller militaire à la présidence puis fut l'adjoint de Henry Kissinger au NSC. Dès la nomination de Scowcroft comme conseiller pour la sécurité nationale, Ford consultera davantage les autres membres du NSC et rejettera à l'occasion les avis de Kissinger. » Bien que réduite, l'influence de Kissinger perdure durant la présidence Ford¹⁷⁰. La politique des États-Unis envers l'Afrique australe reste marquée par son empreinte en raison de la NSSM 39.

Section.1 Conception de la politique étrangère par Gerald Ford

Le président réaffirme le rôle du Conseil de sécurité nationale et maintient quelques mois Henry Kissinger à ce poste.

L'organisation du NSC devra m'assister dans l'accomplissement de mes responsabilités pour les affaires de sécurité nationale et le Conseil de sécurité nationale continuera à être le principal forum pour les questions de doctrine qui requiert l'engagement du président ¹⁷¹.

Selon l'ambassadeur Fernando Rondon¹⁷², le NSC ne prêtait pas une attention particulière à la situation en Afrique.

Dans une note de synthèse susceptible de retenir l'attention du président, je mettais en avant ce problème qui allait apparaître, prévoyant que des problèmes allaient se faire jour. Je suggérais qu'il fallait prêter une attention plus grande à la dissolution de l'empire portugais en Afrique. Mon memo me fut retourné avec une remarque insidieuse, au motif qu'il n'avait aucun

170 DAVID Charles-Philippe, *Au sein de la Maison-Blanche : la formulation de la politique étrangère des États-Unis de Truman à Clinton*, Presses Universitaires de Nancy, 1996, p.335.

171 National Security Decision Memorandum 265, 9 août 1974, disponible sur le site <https://fas.org/irp/offdocs/nsdm-ford/nsdm-265.pdf> accédé le 07 octobre 2017.

172 L'ambassadeur Fernando Rondon est un fonctionnaire du département d'état qui a servi de 1970 à 1973 au sein du Conseil de Sécurité nationale. Il a donné en 1997 une interview à Charles Stuart Kennedy dans lequel il retrace son action à ses différents postes dans le cadre du projet The Association for Diplomatic Studies and Training Foreign Affairs Oral History Project. La version électronique est consultable : <http://www.adst.org/OH%20TOCs/Rondon,%20Fernando%20E..toc.pdf>; accédé le 11 août 2014.

intérêt au niveau les plus élevés du NSC ou au niveau présidentiel au sujet des affaires africaines ¹⁷³.

a) **Un intérêt modéré pour l'Afrique**

La politique américaine se focalise en 1974 et 1975 sur le dialogue avec l'URSS et la limitation des armements stratégiques. Malgré la détérioration de la situation en Angola, la recherche d'un accord SALT restera un objectif majeur des États-Unis¹⁷⁴. Durant les Administrations Nixon et Ford, la politique africaine se concentre progressivement vers l'Afrique australe en raison des violents bouleversements affectant l'Angola, le Mozambique et la Rhodésie. Au cours de ces années, les principales critiques viennent de ceux qui trouvent que l'exécutif américains est trop favorable aux régimes blancs. Henri Kissinger qui a conçu la politique américaine de cette période partait du postulat que l'Union soviétique suivait une politique d'un opportunisme impitoyable en Afrique et ailleurs.

Le département d'État propose un document de politique africaine en date du 27 juin 1975 qui vise à identifier :

- les intérêts en Afrique sub-saharienne ;
- réexaminer les relations avec les pays africains et évaluer la façon dont elles peuvent évoluer des trois à cinq prochaines années ;
- de proposer des orientations de politiques pour la protection et la promotion de nos intérêts.

Le secrétaire d'État effectuera un voyage en Afrique en avril 1976, se rendant successivement au Kenya, Tanzanie, Zambie, Zaïre, Liberia et Sénégal. Cette visite amène des commentaires en Afrique car il est de notoriété publique que la grande puissance ne s'intéresse que ponctuellement à ce continent. Voici un extrait de la presse du Burkina Faso relayé par l'ambassade US de Ouagadougou qui résume le sentiment de nombreux pays africains

En se rendant en personne dans sept pays africains, m. Kissinger veut marquer le regain d'intérêt des États-Unis d'Amérique aux pays africains. Depuis l'indépendance encore récente de ces pays, l'influence de la Maison-Blanche et du kremlin a peu à peu supplanté celle du vieux monde. Et la visite du secrétaire d'État américain est destinée à montrer une fois de plus que le centre de décision de situe à Washington depuis "qu'on s'est laisse

173 The Association for Diplomatic Studies and Training Foreign Affairs Oral History Project, Op.cit., p. 20.

174 ZANETTA Barbara, *the transformation of American international power in the 1970s*, Cambridge University Press, 2014, p.168.

avoir” par Moscou à propos de l’Angola. Depuis cette aventure, l’Amérique ne cesse de maugréer tandis que l’URSS jubile ¹⁷⁵.

A partir de 1976, Kissinger a reconnu l’importance de l’Afrique dans le maintien des intérêts nationaux américains¹⁷⁶. Lors d’un entretien avec un représentant du *Congressional Black Caucus Group*¹⁷⁷ et le général Scowcroft, le 21 août 1974, le président réaffirme que la question africaine n’est pas accessoire pour lui.

Face à une situation extrêmement mouvante en Afrique australe et dans la Corne de l’Afrique, le président lance plusieurs études¹⁷⁸ relatives au continent. Celles-ci sont censées répondre aux problématiques sensibles du moment. Elles sont répertoriées pour l’ensemble des présidents dans l’annexe 1. Ces documents de nature et de portée différente s’inscrivent dans la même ligne. Ils rappellent que l’Afrique n’est pas un enjeu majeur de la politique étrangère américaine mais que les États-Unis ont conscience d’un déficit d’image.

Quelles sont les informations que l’on trouve dans ces documents

Dans le cas de la NSSM 224, la période de l’immédiate après-indépendance est identifiée comme la plus critique pour l’Angola. Le constat est qu’aucun groupe ne dispose de la capacité d’être décisif sur le plan militaire. Au sujet des dirigeants, les États-Unis considèrent que Neto a les plus grandes qualités intellectuelles, que Savimbi est l’étoile montante. Jonas Savimbi a une attitude qualifiée de prochinoise :

Le consulat de Luanda a rendu compte en juin 1974 que Savimbi était idéologiquement proche du maoïsme. L’ambassade de Lusaka a également signalé que Savimbi était prochinois et raciste. La CIA a éliminé ces rapports, et a soutenu que Savimbi était un nationaliste explorant divers moyens pour obtenir une assistance pour son propre mouvement de libération ¹⁷⁹.

Le FNLA et l’UNITA sont présentés comme des futurs gouvernants avec lequel le gouvernement américain aurait plus de facilité à travailler. De son côté, Roberto Holden est considéré comme très proche de Mobutu. Le document rend compte de

175 Media reaction Kissinger Africa trip, cable US embassy Ouagadougou, 1976 April 26, WikiLeaks, https://wikileaks.org/plusd/cables/1976OUAGAD01174_b.html, accédé le 08 février 2016. Il s’agit du journal Notre Combat du Burkina Faso.

176 WALTON Hanes Jr, ROSSER James Bernard, STEVENSON Louis, *The African Foreign Policy of Secretary of State Henry Kissinger*, Lexington Books, 2010, p.3.

177 Le « Congressional Black Caucus » représentant les membres noirs du Congrès a été créé en 1971.

178 Review Directive

179 National Security Archive, Interview with Robert W. Hultslander, former CIA Station Chief in Luanda, Angola, en ligne URL : <http://nsarchive.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB67/transcript.html> accédé le 7 mars 2015.

l'appui massif que le MPLA recevrait d'Union soviétique. Trois options sont présentées : neutralité, soutien à un règlement pacifique ou soutien au MPLA et au FNLA.

Concernant les relations économiques avec l'Afrique du Sud, dans le cadre de la NSSM 236, il décide de ne pas changer la politique de prêts de l'Eximbank¹⁸⁰ à destination de l'Afrique du Sud.

Le 5 janvier 1976, le président Ford adressa une lettre personnelle à trente-deux chefs d'états africains¹⁸¹ et au Secrétaire Général de l'OUA dans lequel il expliquera la politique américaine au sujet de l'Angola. Il tente d'amener les pays africains à reconsidérer leur jugement sur la diplomatie américaine. Au même moment, il envoie une délégation au siège de l'organisation pour influencer sur la décision de reconnaissance du gouvernement de Luanda. Cette initiative fut un échec et en février 1976, soixante-quatre pays dont quarante africains avaient reconnu le gouvernement d'Angola dirigé par le MPLA. Les États-Unis s'opposent au Nigéria qui est un des pays les plus actifs pour soutenir le mouvement soutenu par l'URSS.

Un document en prévision d'un petit déjeuner de Joseph J. Sisco¹⁸² avec des membres de la Chambre des Représentants explique de manière assez claire et synthétique l'évolution de la situation en Angola et les intentions américaines¹⁸³. Les États-Unis prônent l'établissement d'un gouvernement d'union nationale pour l'Angola en affaiblissant suffisamment le MPLA et en assurant à ce stade la survie du FNLA et de l'UNITA.

b) Les grandes dates de la politique africaine américaine

L'Administration Ford continue d'organiser des tournées africaines dont l'objectif est de relancer la politique africaine des États-Unis dans cette partie du monde. William W. Scranton, représentant permanent des États-Unis aux Nations Unies en conduit une en 1976. Il visite onze pays africains pendant trois semaines. Il s'agissait de rencontrer un grand nombre de responsables africains en prévision de la 31^{ème}

180 La Banque Export-Import des États-Unis (Ex-Im Bank) est un organisme de crédit qui a été créé en 1934 pour favoriser les exportations du gouvernement fédéral des États-Unis. Elle est devenue un organisme indépendant par l'Export-Import Bank Act du 31 juillet 1945.

181 Digital National Security Archive, United States Department, o. S. (1976). *Presidential message on Angola* Retrieved from <http://ezp.biu-montpellier.fr/docview/1679074517?accountid=12542>, accédé le 06 août 2017.

182 Diplomate américain qui fut *Undersecretary of state for political affairs* du 19 février 1974 au 30 juin 1976.

183 United States Department of State Bureau of African Affairs. (1975). Your breakfast meeting december 18 with members of the house of representatives En ligne <http://ezp.biu-montpellier.fr/docview/1679167456?accountid=12542>. Base DNSA accédé via le compte UPV.

Assemblée Générale des Nations Unies et du sommet annuel de l'OUA¹⁸⁴. La visite de Scranton complémentaire de celle du secrétaire d'État sera favorablement accueillie. Il a trouvé une oreille attentive chez les non alignés modérés.

Le 23 avril 1976, le secrétaire d'État entame une tournée de deux semaines dans six pays africains après une escale à Londres et à Paris. Le 27 avril lors d'un déjeuner officiel avec le président Kaunda, il tracera les lignes de la politique étrangère des États-Unis en Afrique.

Je suis venu en Afrique avec un esprit et un cœur ouvert pour démontrer le désir de mon pays de travailler avec vous sur ces grandes tâches. Mon voyage vise à donner un nouvel élan à notre coopération et à inaugurer une nouvelle ère dans la politique américaine¹⁸⁵.

Le discours est étonnamment positif et conciliant vis-à-vis des problèmes de l'Afrique. Il tranche beaucoup avec les discussions internes à l'Administration. Henry Kissinger fait preuve d'un grand réalisme voire de cynisme pour atteindre ses objectifs. Les États-Unis essaient de tirer les conséquences de leur échec sur la scène internationale du début d'année 1976.

c) **Un personnage clé : le secrétaire d'État Henry Kissinger**

Après la démission du président de Nixon, il continue à assurer la présidence du NSC et tenir le poste de secrétaire d'état. Ses détracteurs lui reprochent de graves erreurs notamment dans le cas de l'invasion de l'île de Chypre par la Turquie, de l'invasion du Timor Oriental par l'armée indonésienne.

Les relations avec le Bureau des affaires africaines

Depuis 1958, le Bureau des affaires africaines est un instrument clé de la politique africaine américaine. Les relations entre Henry Kissinger et ses chefs successifs ont été souvent conflictuelles. On peut citer en particulier le cas de l'ambassadeur Donald Boyd Easum que Kissinger était venu chercher alors qu'il était encore en poste en Haute-Volta. Easum cherchait à opérer un rapprochement avec le Mozambique.

Secrétaire adjoint de Kissinger aux Affaires africaines, Donald Easum-un individu publiquement sympathique aux aspirations africaines pour la règle

184 William Scranton a visité le Sierra Leone, le Sénégal, la Haute-Volta, le Gabon, la République Centrafricaine, la Tanzanie, le Mozambique, le Swaziland, la Zambie, le Cameroun, et la Côte d'Ivoire. Il terminera son voyage en menant la délégation américaine à la Conférence 61ème du Conseil Economique et Social de l'ONU à Abidjan.

185 Foreign Relations of the United States, 1969–1976, Volume E–6, Documents on Africa, 1973–1976, Editorial Note, p 40.

de la majorité et un porte-parole de l'option 2, a été le premier diplomate étranger à rencontrer officiellement le gouvernement de transition du Mozambique et a considérablement amélioré le dialogue entre Washington et Maputo¹⁸⁶.

Le secrétaire d'État comprend que le Bureau des affaires africaines a des sympathies pour les gouvernements socialistes africains et essaie de restaurer la crédibilité du pays dans cette région. Easum déclara à Dar Es Salam : « Nous utilisons notre influence pour favoriser le changement dans l'Afrique du Sud, pas pour maintenir le statu quo¹⁸⁷ ». Il fut démis de ses fonctions par Kissinger à la suite de commentaires qu'il avait fait concernant l'Afrique du Sud. Il avait en effet déclaré que l'expulsion de l'Afrique du Sud des Nations Unies dépendait du degré avec lequel l'Afrique du Sud effectuera des changements. Son successeur sera l'ambassadeur Nathaniel Davis qui était en poste au Chili. Il ne restera en poste qu'une année en raison d'un profond désaccord avec la politique menée en Angola. Le 19 décembre 1975, le Président Gerald Ford nomme William. E. Schaufele à ce poste. Celui-ci restera en fonction jusqu'au 17 juillet 1977.

Section.2 La situation au Portugal

Les États-Unis n'ont pas été en mesure d'anticiper le coup d'état qui a eu lieu au Portugal malgré les comptes rendus du consulat de Luanda qui alertait sur ce risque. Un coup de force des extrémistes de droite était envisagé dans différents rapports. La guerre d'octobre 1973, au Moyen Orient avait contribué à renforcer le soutien américain au Portugal pour garantir le renouvellement du bail des Açores. Lorsque survint le coup d'état d'août 1974, Washington était incontestablement engagé aux côtés du colonisateur ¹⁸⁸.

L'analyse du coup d'état

Les États-Unis sont surpris par la prise du pouvoir par les membres du Mouvement des Forces Armées¹⁸⁹. Ils estiment aussi que le gouvernement de Caetano n'a rien vu venir. « Le gouvernement n'était apparemment pas au courant de l'ampleur de la menace interne, auquel il a fait face¹⁹⁰ ».

186 BENDER Gerald, "Kissinger in Angola: Anatomy of Failure," in American Policy in Southern Africa: The Stakes and the Stance, Rene Lemarchand, ed.(Washington, DC: University Press of America, 1981), 71, cité par Michael Patrick Hendrix, *The Hammer and the Anvil: The Convergence of United States and South African Foreign Policies during the Reagan and Botha Administrations*, Stellenbosch University, 2012, p.41.

187 JOHNSON Thomas A., *Key U.S. Appointment Angers Africans*, NYT, June 15, 1975, cité par Michael Patrick Hendrix p.41.

188 SAINT PAUL Aicardi de, « *La politique africaine des États-Unis* », Paris, Economica, 1984, p.260.

189 Movimento das Forças Armadas en portugais.

190 Foreign Relations of the United States, 1969-1976, Vol XXVIII, Southern Africa, *Memorandum From the President's Assistant for National Security Affairs, April 29, 1974*, Document 98, En ligne URL : <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1969-76v28/d98> consulté le 02 juillet 2015

L'arrivée au pouvoir du général Spínola est perçue favorablement par les États-Unis car il incarne une vision réformatrice et espère encore conserver les provinces d'outremer dans un grand ensemble avec la métropole. Le 19 juin 1974, les présidents Spínola et Nixon se rencontrent brièvement aux Açores. Le dirigeant portugais évoque la menace de la subversion communiste qui menace l'Europe. Dans son communiqué final, le président américain rappelle que le principal sujet de discussion fut le rôle important que les États-Unis accordent à la contribution du Portugal à l'OTAN et à la sécurité de l'Ouest¹⁹¹. Le président portugais s'inquiète de son côté de la percée communiste en Afrique.

Le président américain reste volontairement vague, ne propose pas d'aide économique ni n'évoque le droit des états africains à l'autodétermination. « Le choix de l'administration américaine était d'attendre et de voir ¹⁹²».

Le lien entre la position américaine et la situation aux Açores

La question des Açores est centrale dans la diplomatie avec le Portugal. Dans un câble du 29 avril 1974, le consul américain en Angola rend compte que le nouveau gouvernement provisoire portugais souhaitait recevoir en échange du renouvellement de l'accord des Açores, des équipements militaires nouveaux y compris des aéronefs. A ce moment la junte militaire qui a pris le pouvoir, pense pouvoir encore résoudre la question des territoires d'outremer par la force. Il ne s'agit donc pas d'une rupture brutale avec la politique menée par le gouvernement précédent.

Le nouveau gouvernement va demander de nouveaux équipements militaires (spécialement des aéronefs) de notre part comme prix du renouvellement de l'accord des Açores. Le groupe dit croire qu'une substantielle amélioration de ma situation militaire du Portugal outremer est une nécessité absolue pour le succès du programme politique de la nouvelle junte ¹⁹³.

Au cours de la réunion du 22 janvier 1975, James Schlesinger secrétaire à la Défense annonce que le Pentagone travaille à un plan d'urgence¹⁹⁴ pour se saisir des Açores si le Portugal tombait dans l'escarcelle communiste¹⁹⁵.

191 Richard Nixon, *Statement on Departure From the Azores*, June 19, 1974. Online by Gerhard Peters and John T. Woolley, The American Presidency Project. <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=4266>.

192 GOMES Bernardino et MOREIRA DE SA Tiago, *Carlucci Versus Kissinger: The Us and the Portuguese Revolution*, 2011, Lexington books, p.26.

193 Wikileaks R 291100Z APR 74 FM AMCONSUL LUANDA.

194 Contingency Plan en Anglais

195 FORD Gerald. R library, *National Security Adviser. Memoranda of Conversations, 1973-1977*, « We have a contingency plan to take over the Açores –that would stimulating Açores independance, »

La peur d'un Portugal communiste

Le général Spínola quitte la présidence le 30 septembre 1974 en raison de la montée de la gauche dans le pays. Francisco da Costa Gomes tiendra ce poste jusqu'en juin 1976, au moment où le Portugal élit démocratiquement António Ramalho Eanes. Son mandat sera marqué par la radicalisation du processus révolutionnaire, en raison de l'influence grandissante du PCP et de partis d'extrême gauche.

Les relations avec l'OTAN

Le secrétaire d'État Kissinger consulte durant toute cette période les autres dirigeants de l'OTAN. La peur que le Portugal bascule dans le camp communiste est très présente même si les américains ne veulent pas donner l'impression de s'immiscer dans les affaires portugaises¹⁹⁶. Une rencontre entre les présidents Ford et Costa Gomes a lieu le 15 octobre 1974. Avant la rencontre, l'ambassade conseille au président Ford de faire comprendre à Costa Gomes qu'il peut compter sur le soutien des États-Unis dans la mesure où l'aide américaine peut être efficace dans la poursuite des efforts visant à transformer le Portugal en une société plus démocratique solidement intégrés dans le moule européen occidental. En raison de la fin des combats dans les provinces d'outremer, les États-Unis sont prêts à fournir une assistance militaire qui renforce la participation du Portugal au sein de l'OTAN et annuler l'embargo.

Section.3 L'évolution de la situation en Afrique australe lusophone

a) La situation de l'Angola

Les portugais ne souhaitaient pas quitter leurs colonies avant que le coup d'état du 25 avril ait lieu et rien n'a été préparé pour une transition vers l'indépendance¹⁹⁷. Sur la question de l'empire portugais le gouvernement américain perd de la visibilité. Il y a en premier lieu eu la décision de fermer les bureaux de la CIA de Luanda et de Maputo en 1967¹⁹⁸. Cette décision aura pour conséquence de rendre les analystes des services de renseignements dépendants des sources œuvrant à partir de Kinshasa, Lusaka, et de Lisbonne. Le Bureau ne sera rouvert en Angola qu'en juillet 1975 mais sera fermé lors de l'évacuation de l'ambassade au début novembre 1975.

196 Memorandum of conversation, Gerald R. Ford library, National Security Adviser. Memoranda of Conversations, 1973-1977, Developments in Portugal, September 9, 1975.

197 Ford Library and Museum, *Minutes of a National Security Council Meeting Washington, June 27, 1975*, Subject Angola, p.2, en ligne URL :

<https://www.fordlibrarymuseum.gov/library/document/0312/1552391.pdf> , accédé le 06 août 2017.

198 Lourenço Marques à cette époque

Les États-Unis et leur allié zairois ont conscience du danger communiste naissant qui menace l’Afrique australe. Le 14 octobre 1974, un cessez le feu est conclu entre le Portugal et le FNLA. Des unités de ce mouvement se déploient dans le nord de l’Angola et arrivent au début novembre dans la capitale. Soixante-dix soldats protègent les délégués politiques, 200 d’entre eux stationnent aux abords de la ville¹⁹⁹. La délégation du MPLA conduite par Lucio Lara arrive à Luanda le 08 novembre et l’UNITA les rejoignent quelques jours plus tard.

Le journaliste suédois Per Wastberg, présent à Luanda en novembre, estime que le FNLA était à l’origine des incidents et du chaos qui commençait à s’installer²⁰⁰. Le mouvement de Holden Roberto est rejoint par la dissidence de Daniel Chipenda du MPLA. A la mi-novembre, le FNLA tenta de s’emparer du pouvoir à Luanda. Dirigé contre les autorités portugaises, l’opération devait se monter avec l’appui voire l’intervention directe de troupes zairoises. Le haut-commissaire portugais l’amiral Rosa Coutinho, favorable au MPLA, voyait en Roberto Holden et le FNLA une créature du dictateur zairois.

i. De l’accord d’Alvor au 11 novembre 1975

Il convient de revenir un peu en arrière au moment où se met en place la phase finale de décolonisation des possessions portugaises. Dès le mois d’août 1974, le Zaïre s’inquiète de la montée potentielle du communisme dans la région par l’intermédiaire de l’Angola²⁰¹. Mobutu constate que la propagande socialiste essaie de présenter le MPLA comme le seul mouvement de libération angolais. Il insiste sur la nécessité de soutenir Roberto Holden dont le penchant pro-américain est avéré. Le Zaïre a espéré que les États-Unis interviennent dans le processus de négociation concernant les territoires portugais et particulièrement l’Angola.

Kissinger comprend aussi que le président Mobutu a un intérêt dans le futur de l’Angola. Le Zaïre dément avoir l’ambition de vouloir s’établir en Angola ou d’essayer de dissocier le Cabinda du reste du pays. Il semble que l’option de s’emparer de la province de Cabinda ait été réellement envisagée par les responsables congolais.

199 RAE BUTLER Shannon *Into the storm: American covert involvement in the Angolan civil war, 1974-1975* A Dissertation Submitted to the Faculty of the department of history In Partial Fulfillment of the Requirements For the Degree of doctor of philosophy In the Graduate College the University of Arizona pp.158, p.472.

200 RAE BUTLER Shannon, Op.cit., p.474.

201 99. Memorandum of Conversation Washington, August 12, 1974, Uamba-di-Lutete, Commissioner of State for Foreign Affairs and International Cooperation The Secretary Mr. Edward Mulcahy, Acting Assistant Secretary, AF

Le constat est que les zairois bien qu'ils disposent d'un outil militaire comprenant des avions de combat Mirage ne sont pas en mesure de lutter contre les moyens considérables qui peuvent être mis en œuvre pour soutenir Agostino Neto.

ii. **Les accords d'ALVOR**

L'Accord pour indépendance de l'Angola est signé le 15 janvier dans la cité balnéaire d'Alvor. Au terme de cet accord, le Portugal reconnaît les trois mouvements de libération sans y intégrer la faction Chipenda²⁰². Le Portugal reconnaît bien évidemment le droit à l'indépendance de l'Angola et le territoire angolais dans ses frontières. L'indépendance sera proclamée le 11 novembre 1975 et jusqu'à celle-ci le pouvoir sera exercé par le Haut-Commissaire et par un gouvernement de transition, qui devait prendre ses fonctions le 31 janvier de 1975.

L'État portugais et les trois mouvements de libération formalisent un accord de cesser le feu général, déjà observé de facto par leurs forces armées sur tout le territoire angolais. Chaque mouvement doit en théorie conserver les positions qu'il occupe au moment de la signature de l'accord. L'accord définit le rôle du haut-commissaire, la répartition des postes au sein du gouvernement de transition. Ce gouvernement de transition doit organiser des élections pour une assemblée constituante dans un délai de neuf mois à compter du 31 janvier de 1975. Il définit que chaque groupe doit contribuer à hauteur de 8000 hommes à une force militaire mixte. L'évacuation du contingent portugais intégré dans les forces militaires mixtes commence après le 1^{er} octobre 1975 et sera achevé d'ici le 29 février 1976. Dans la réalité la totalité des troupes portugaises auront quitté l'Angola avant la proclamation de l'indépendance.

En principe, le Portugal ne doit remettre le pouvoir à aucun des trois mouvements en particuliers. Après la signature des accords d'Alvor, les trois mouvements mettent peu de temps à se confronter sur le plan militaire. Le 4 février 1975, Agostinho Neto est accueilli triomphalement à Luanda. Le gouvernement provisoire est mis en place à Luanda. Sa composition figure ci-dessous et est le fruit d'un équilibre entre les mouvements²⁰³.

Quelques jours après la signature de l'accord d'Alvor, l'Administration Ford prend une décision qui sera lourde de conséquence. Le comité des 40 du Conseil de sécurité

202 Daniel Chipenda était un combattant angolais du MPLA qui menait la lutte sur le front de l'est. Il entra en rébellion contre MPLA avec 1500 combattants. Il rejoint le FNLA avant de revenir au sein du MPLA.

203 Le président du gouvernement provisoire est le général de Silva Cardoso, qui est aussi le haut-commissaire. Les portugais occupent trois postes ministériels. Le Collège présidentiel compte des représentants des trois mouvements de libération : Lopo do Nascimento (MPLA), Johnny Eduardo (FNLA) et José Ndele (UNITA). Chaque mouvement détient 3 poste de ministres et 3 postes de secrétaires d'état.

nationale²⁰⁴ qui supervise les opérations clandestines autorise le versement de 300.000 dollars à Roberto Holden. Le chef du FNLA avait déjà reçu dans le passé de l'argent de Washington. Il fera dérailler le processus d'Alvor en lançant une offensive militaire contre le MPLA²⁰⁵. John Stockwell a confirmé dans son livre que cet argent permettra au FNLA de lancer son offensive de printemps alors que le MPLA et l'UNITA avaient donné tous les signes de leur intention d'honorer l'accord Alvor.

De février à mai 1975, le MPLA subit de nombreuses attaques de la part du FNLA, parrainé par Mobutu et ses alliés chinois. Le 15 février, Agostinho Neto se rend à Cabinda pour présider une réunion du MPLA. Il y réaffirme l'intangibilité des frontières de l'Angola face aux convoitises du Zaïre, et du Congo Brazzaville.

La réunion entre les présidents Kaunda et Ford, à Washington le 19 Février 1975 aura une grande importance pour la situation en Angola. Concernant à l'Afrique australe le président Ford a écouté avec beaucoup d'attention l'évaluation personnelle du président Kaunda sur l'état de la décolonisation. Selon les américains, Kaunda a joué un rôle modéré et constructif, surtout depuis les changements politiques historiques survenus au Portugal en avril 1974. Il a surtout remis en scène Jonas Savimbi qui lui semblait être un homme de compromis pour sortir l'Angola du conflit annoncé. Le 19 avril, le président zambien a un nouvel entretien avec la président Ford ; il insiste sur l'afflux massif d'armement en provenance de l'URSS et sur les dangers de la victoire du MPLA²⁰⁶.

Le 14 mai 1975 le ministre des affaires étrangère portugais Melo Antunes essaie de négocier avec les trois mouvements de libération de l'Angola, sans obtenir d'accord. Jonas Savimbi, l'UNITA, par exemple ne souhaitait pas que le Portugal participe à un sommet impliquant le MPLA et le FNLA.

Le 26 mai 1975, le président Ford décide de lancer une étude sur l'Angola²⁰⁷. Le constat est qu'aucun des deux mouvements ne peut remporter une victoire militaire sur l'autre et l'UNITA est militairement trop faible. Les États-Unis envisagent un rôle pour l'OUA ou l'ONU dans la promotion de la stabilité interne en Angola ou en aidant les réfugiés se réinstaller en Angola.

204 Le comité des 40 était un organe du NSC dont la mission était d'examiner les principales actions secrètes proposées.

205 SMITH Wayne S, *A Trap in Angola*, Foreign Policy, No. 62, Spring, 1986, p.67.

206 ZANCHETTA Barbara, *the Transformation of American International Power in the 1970s*, Cambridge University Press, 2014, p.161.

207 Foreign Relations of the United States, 1969–1976, Volume XXVIII, *Southern Africa*, National Security Study Memorandum 224, May 26, 1975, Document 105, lien <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1969-76v28/d105> accédé le 06 août 2017.

En dépit de la couverture médiatique considérable en Angola, le groupe d'étude constate l'intérêt limité de l'opinion publique américaine²⁰⁸ et du Congrès.

Le 05 juin, le comité des 40 du NSC étudie la réponse à donner pour empêcher le MPLA de prendre le pouvoir à Luanda²⁰⁹. L'idée est d'aider un second groupe de libération en plus du FNLA que la CIA alimente en capitaux de manière régulière depuis 1961. William Colby de la CIA avait l'espoir d'amener le FNLA et l'UNITA à travailler ensemble.

Le président Kaunda apportait son soutien à Savimbi alors que Mobutu restait attaché à Roberto Holden. Le 28 mai 1975, le président Mobutu rencontre le leader de l'UNITA Jonas Savimbi²¹⁰. Mobutu apprécie la vision du leader du troisième mouvement rebelle. Mobutu estime que les renseignements fournis par les chefs militaires du FNLA ne sont pas crédibles. Il est à noter que le refus de Roberto Holden de revenir en Angola, de peur d'être assassiné, affaiblit notablement son mouvement en Angola.

La correspondance officielle américaine indiquait que les États-Unis préféreraient traiter avec un régime FNLA ou l'UNITA car Savimbi et Roberto Holden étaient des dirigeants nationalistes. Kissinger se rend compte aussi que Mobutu n'a pas de stratégie et que s'il donne de l'argent, il n'y a pas réellement de plan derrière. Il a peur que l'inaction soit pire que toute tentative même malheureuse.

Je suis préoccupé par l'impact sur Nyerere et Kaunda et Mobutu quand ils verront que nous avons rien fait ²¹¹.

Durant les premières semaines de juin, l'Angola devient un sujet d'actualité entre les présidents Kissinger et Ford. Le 27 juin a lieu une réunion pour préparer l'éventuel soutien que les États-Unis pourraient fournir pour contrer le MPLA. L'indécision est totale au niveau de l'Administration, toutes les options sont envisagées. L'indépendance est prévue dans moins de cinq mois et initialement la recherche d'une solution politique, associant des pays africains avec un rôle important pour le Portugal semblait la voix choisie.

208 Foreign Relations of the United States, 1969–1976, Volume XXVIII, Southern Africa. *Paper Prepared by the National Security Council Interdepartmental Group for Africa*, Document 109, En ligne URL: <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1969-76v28/d109>, accédé le 06 août 2017.

209 Foreign Relations of The United States 1969–1976 volume XXVIII Southern Africa, Memorandum for the Record Washington, June 5, 1975, Document 106.

210 Foreign Relations of The United States 1969–1976 volume XXVIII Southern Africa, Central Intelligence Agency Intelligence Information Cable TDFIR DB–315/06549–75 Washington, June 9, 1975, Document 107.

211 Foreign Relations of The United States 1969–1976, volume XXVIII Southern Africa, Memorandum of Conversation Washington, June 20, 1975, Document 111.

Parallèlement à ces discussions, la CIA est déjà prête et dispose de matériels en attente d'acheminement. Le directeur Colby souhaite donner de l'argent car la livraison d'armement pourrait être problématique vis-à-vis du Congrès. Ce que souhaite Kissinger, c'est un plan global qui pourrait inclure une aide économique au Zaïre. Le secrétaire d'État concède que l'afflux d'armement soviétique bouscule les rapports de force car le MPLA reçoit des véhicules blindés et le Portugal semble lui apporter son soutien.

Les options proposées lors des différentes réunions du NSC ne semblent pas le satisfaire pleinement :

La première option est la neutralité. Celle-ci a l'avantage d'éviter un engagement coûteux, de s'exposer à des critiques au niveau international. Le résultat selon les américains est que Neto sortira vainqueur et que l'Angola rejoindra le camp des pays socialistes.

La seconde option pourrait être de lancer une offensive diplomatique pour que l'Union soviétique et la Yougoslavie réduisent leur envoi d'armement à destination du MPLA. Les documents enjoignent le Portugal d'assumer ses responsabilités et faire coopérer l'ensemble des groupes.

Le secrétaire adjoint à la défense William Clements propose de maintenir les deux groupes en état de combattre pour l'échéance de novembre. Il propose d'aider Mobutu et de le laisser agir car le FNLA a des capacités militaires réduites et une discipline inexistante. Le 7 juillet 1975, le président est d'accord sur le principe d'une aide à destination du FNLA et de l'UNITA. Henry Kissinger va se charger de définir le montant alloué ainsi que de l'armement qui pourrait être acheminé ²¹².

La relation des États-Unis avec le Zaïre est particulièrement complexe à cette période. A l'été 1975, le président Mobutu accuse la CIA d'une tentative de complot visant à renverser son gouvernement. Dans le dossier angolais, il se plaint que malgré les promesses de l'ambassadeur Vance²¹³ aucune aide substantielle n'a été accordée. Il ressort des travaux du NSC, que donner de l'argent serait plus simple. La livraison d'armement nécessiterait un délai compris entre deux ou trois mois et le temps manque. Mobutu est d'accord pour fournir des équipements si on lui redonne de l'armement en échange²¹⁴. Le 14 juillet, le comité des 40 examine la situation et demande à la CIA de préparer une opération clandestine dans un délai de 48 heures. Le 16 juillet lors d'un point de situation renseignement, le président est mis au courant que la situation dégénère. Les combats sont intenses entre le MPLA et le

212 Foreign Relations of The United States 1969–1976 volume XXVIII Southern Africa, *Memorandum of Conversation Washington*, July 7 1975 , Document 114 .

213 Sheldon Baird Vance a été ambassadeur des États Unis au Zaïre de 27 mai 1969 au 26 Mars 1974

214 Foreign Relations of The United States 1969–1976 volume XXVIII Southern Africa, . *Memorandum for the Record Washington*, July 14, 1975, Document 115.

FNLA. Ce dernier est contraint d'évacuer Luanda et son représentant au sein du gouvernement de transition Johnny Eduardo Pinnock annonce sa démission²¹⁵. Les États-Unis espèrent que le Portugal réussira à convaincre le FNLA de revenir au gouvernement. Les zones tenues par le FNLA sont maintenant isolées au nord de l'Angola. Pour atteindre la capitale, ils devraient s'emparer de zones tenues par le MPLA mais leurs stocks en vivres et munitions sont trop faibles pour reprendre pied dans la capitale.

Le Portugal songe à faire appel aux Nations Unies, le ministre des affaires étrangères portugais Antunes ne réussissant pas à obtenir de cesser le feu. Diverses options sont envisagées par la diplomatie américaine. Il est évoqué une possible répartition des rôles au sommet de l'état angolais. Mobutu pense que Jonas Savimbi pourrait jouer un rôle de premier plan au gouvernement, avec Roberto Holden comme figure de proue présidentielle et Neto comme vice-président.

Le Président Mobutu continue à demander une aide concrète de la part des États-Unis pour soutenir son effort pour éviter la prise du pouvoir par le MPLA. Il est inquiet de l'afflux d'armement soviétique et la défaite du FNLA à Luanda. Les jours passent et les inquiétudes augmentent²¹⁶. Kissinger est certain qu'il faut agir sinon l'URSS et la Chine en sortiront vainqueurs. Le 17 juillet, le secrétaire d'État déclare au président ne pas pouvoir compter sur le département d'État qui ne réagit pas comme il le souhaite.

Mais vous devez savoir que nous avons d'énormes problèmes au sein du Département d'Etat. Ils sont passionnément opposés et il y aura des fuites

²¹⁷.

Au plus fort de la crise, Nathaniel Davis, Kissinger informe le président de sa démission. Celle-ci sera effective le 18 décembre 1975 alors qu'il est entré en fonction en avril de la même année.

Le 18 juillet 1975, le président Ford décide de s'engager en Angola. Il va envoyer le secrétaire Vance auprès du président Mobutu mais il a conscience qu'il peut être trop tard et que Luanda est déjà perdue. Le président déclare : « Mais si nous ne faisons rien, nous allons perdre l'Afrique australe. Je pense que nous avons une position

215 Foreign Relations of The United States 1969–1976 volume XXVIII Southern Africa, Intelligence Brief Angola, 16 July 75, Document 116.

216 Foreign Relations of the United States, 1969–1976, Volume XXVIII, Southern Africa, Memorandum of Conversation Washington, July 17, 1975, Document 117.

217 Memorandum of Conversation Washington, July 17, 1975, 9:55–10:40 a.m, cité par ZANCHETTA Barbara, *The Transformation of American International Power in the 1970s*, Cambridge university press, 2014, p.163.

compréhensible²¹⁸ ». Dans l'édition du 19 décembre 1975 du Wall Street Journal on pouvait lire un avertissement à destination des décideurs :

Pourtant, lorsque toutes les considérations économiques, militaires et stratégiques sont mises de côté, le défi soviétique en Angola est principalement dirigé vers les États-Unis et est surtout d'ordre psychologique. Il est clair que les soviétiques sont en Angola et ailleurs, pour tester la détermination américaine à la lumière de la réévaluation post-Vietnam et de la dynamique de l'équilibre mondial militaire en faveur des soviétiques. La réaction américaine aura sans doute une influence sur l'ampleur de futurs tests ²¹⁹.

De manière assez incroyable, l'approbation des actions clandestines en Angola intervient quelques semaines avant le sommet d'Helsinki qui constitue un des moments forts de la détente entre États-Unis et URSS²²⁰.

iii. L'opération IA Feature

Le 23 juillet le département d'État donne des consignes à l'ambassade américaine au Zaïre²²¹. Il lui demande de prioriser les demandes zaïroises et de bien évaluer les coûts de l'armement auquel il faut rajouter les coûts de transport. La fourniture d'une quantité de 5000 fusils d'assaut M16²²² est évoquée. Cet armement est relativement moderne pour l'époque. Le 24 juillet, Vance rend compte de sa rencontre avec Mobutu²²³. Ils ont revu ensemble la liste des équipements demandés par ses généraux dans les limites du montant alloué. Cette donnée n'a pas été déclassifiée mais le montant serait de 14 millions de dollars. Dans le livre de John Stockwell, on apprend que l'aide avoisinerait un total de 30 millions de dollars.

Mobutu déclare qu'il a pris pour base l'équipement de cinq de ses bataillons de parachutiste pour Roberto et un pour Savimbi. Le plus urgent semble de recevoir les 5000 fusils d'assaut M-16 avec deux mois de munitions. Sa seconde priorité est de recevoir de l'armement antichar pour détruire les véhicules blindés soviétiques et qui avaient eu un effet dévastateur sur le FNLA. Certains conseillers évoquent des

218 Foreign Relations of the United States, 1969–1976, Volume XXVIII, Southern Africa *Memorandum of Conversation*1 Washington, July 18, 1975, Document 118.

219 HARSCH Ernest et THOMAS Tony, *Angola: the hidden history of Washington's war*, Pathfinder Press, New York, 1976, p.102.

220 ZANCHETTA Barbara, Op.cit, p.164.

221 Foreign Relations of The United States 1969–1976 volume XXVIII Southern Africa, *Telegram from the Department of State to the Embassy in Zaire*1 Washington, July 23, 1975, Document 119.

222 Fusil d'assaut de calibre 5.56 mm dont une version dérivée est encore en service dans les forces armées américaines.

223 Foreign Relations, 1969–1976, Volume XXVIII, Southern Africa, *Telegram from the Embassy in Zaire to the Department of State Kinshasa, July 24, 1975, Document 120.*

hélicoptères armés ou des missiles antichar TOW qui ne seront finalement pas livrés. Officiellement, Il n'y aura pas de personnel américain impliqué dans les opérations en Angola²²⁴.

Dans une lettre datée du 27 août 1975, le président Costa Gomes rend compte du processus de décolonisation et des soucis créés par la rivalité entre groupes qui peut se propager à l'ensemble du territoire. Il rend compte de la stricte neutralité que le Portugal maintient vis à vis des groupes et qu'il défendra le pays contre toute tentative contre son intégrité. Le président portugais demande le soutien des États-Unis pour l'évacuation des nombreux citoyens portugais d'Angola vers Lisbonne, une tâche qui requiert des moyens que le pays n'a pas à ce moment²²⁵.

L'évolution de la situation

Alors que malgré la présence portugaise le MPLA se renforce militairement, les États-Unis hésitent à intervenir, l'Afrique du Sud commence à organiser sa riposte. Le 14 juillet 1975, le premier ministre sud-africain approuve une aide militaire de 14 millions de dollars à destination du FNLA et de l'UNITA. Le 9 août 1975, une patrouille sud-africaine entre pour la première fois en territoire angolais en occupant le barrage de Ruacaná sur la rivière Cunene.

En Juillet 1975 Pretoria et Washington se sont engagés dans des opérations secrètes parallèles en Angola, en premier lieu, par la fourniture d'armes à la fois FNLA et de l'UNITA²²⁶. Alors que le 22 août la SADF lance une opération contre la SWAPO dans le sud de l'Angola, il faut attendre le 4 septembre pour que le premier ministre autorise la fourniture d'entraînement et d'un soutien logistique à l'UNITA et au FNLA. En échange les deux mouvements s'engagent à combattre la SWAPO.

Le 14 octobre, l'armée sud-africaine renforcée de nombreux angolais franchit la frontière et lance l'opération Savannah. Cette opération consistera en l'engagement au sol de quatre Battle Groups²²⁷, (Foxbat, Zulu, Alfa, Bravo), de moyens aériens et

224 Foreign Relations, 1969–1976, Volume XXVIII, Southern Africa, *Memorandum for the Record Washington, December 11, 1975.*

225 Dans un point de presse du 3 septembre 1975, le porte-parole du département d'état indique que les États-Unis fournissent à la demande du président portugais deux appareils commerciaux civils. Le document indique qu'il s'agira de Boeing 707 ou de DC8. Ils pensent pouvoir évacuer de 180 à 220 personnes par jour. Digitized from Box 121 of the Ron Nessen Papers at the Gerald R. Ford Presidential Library, En ligne URL: <https://www.fordlibrarymuseum.gov/library/document/0204/1513084.pdf> accédé le 08 octobre 2017.

226 GLEIJESES Piero, *Cuba and the Independence of Namibia*, Cold War History Vol. 7, No. 2, May 2007, p.287.

227 Le Battle Group est une unité temporaire incorporant des unités d'infanterie, de blindé, d'artillerie et du génie capable de combattre de manière quasi-autonome.

navals. Le Battle Group Zulu combattant sur l'axe ouest a couvert 3000 km en 33 jours.

Comme l'écrit Antoine Rozès : « L'Afrique du Sud intervient à son tour à la fin octobre 1975 en Angola. L'intervention sud-africaine se fait à la hâte, sous la pression des événements, avec des moyens restreints et sans buts de guerre précis. Elle a lieu à la demande des États-Unis, du FNLA, de l'UNITA mais aussi de plusieurs chefs d'États africains alarmés par les succès cubains²²⁸ ».

A la même période, Le MPLA se tourne vers les Cubains pour une aide accrue qui ne tardera pas à venir. En Septembre, quelque 700 membres des Forces Armées Révolutionnaires cubaines arrivent bord du cargo cubain Vietnam Héroïco. A compter du mois d'octobre, les informations sur la présence croissante soviéto-cubaine atteignent Washington. L'arrivée de troupes de combat cubaines, le soutien logistique massif de l'URSS modifient localement le rapport de force qui compliqua la mise en œuvre de la politique américaine envisagée.

Le 11 novembre 1975 le MPLA proclame à Luanda, la République Populaire d'Angola, sous la présidence d'Agostinho Neto. A Huambo, le deux autres mouvements rebelles, l'UNITA proclame la République Démocratique et Populaire d'Angola. Le FNLA déclare la République Démocratique d'Angola dans la ville d'Ambriz. Le FLEC, soutenu par le gouvernement français déclare l'indépendance de la République du Cabinda depuis Paris.

Le 23 novembre, le FNLA et l'UNITA s'unissent et proclament un gouvernement de coalition basé à Huambo. Le 14 novembre, lors de la réunion du comité des 40, douze pays ont déjà reconnu la République Populaire d'Angola. Il s'agit de l'URSS, de Cuba, de l'Allemagne de l'Est, de la Pologne, du Mozambique, du Mali, de la Guinée-Bissau, du Cap Vert, de Sao Tome et Principe, de la Somalie, de la Roumanie, et du Brésil. Aucun pays n'a reconnu le gouvernement du FNLA/UNITA²²⁹. Le 21 novembre, dix pays Africains avaient déjà reconnu le MPLA.

Comme l'Afrique du Sud avait craint, Agostinho Neto a ouvert son pays à la SWAPO, ainsi qu'au Congrès national africain d'Afrique du Sud (ANC) et à l'Union Populaire Africaine du Zimbabwe (ZAPU). Il a déclaré au ministre de la Défense de Cuba Raúl Castro en Avril 1976, que tout comme Cuba avait accompli « son devoir internationaliste en étendant cette aide

228 ROZES Antoine, *les cubains en Angola : de la victoire à l'impasse politique (1975–1988)*, Guerres mondiales et conflits contemporains, No. 192 (Décembre 1998), PUF, p.187.

229 Foreign relations of the United States 1969–1976 volume XXVIII, *Southern Africa Telegram from the Department of State to All Diplomatic Posts Washington, November 13, 1975*. Document 136.

généreuse au peuple angolais, l'Angola à son tour . . . offrira son soutien à d'autres, en particulier les peuples d'Afrique opprimés par le racisme ²³⁰.

Les américains s'inquiètent beaucoup de la présence d'avions de combat MIG²³¹ au Congo. Au cours des discussions, on évoque la possibilité d'envoyer des missiles Redeyes²³² ou d'acheter des missiles comparables Blowpipe²³³ au Royaume-Uni et de les donner aux forces combattant le MPLA.

Les États-Unis demandent à Israël de livrer des missiles soviétiques comparables appelés SA7 Strela. Ils comptent aussi sur les Mirages français en cours de livraison pour les zairois. Sept sont arrivés dans le pays dont certains sont pilotés par des équipages français. L'ambassadeur Mulcahy dans une des discussions annonce que les français ont donné pour 1.5 million de dollars de munitions pour les appareils. Les jours suivants, de nombreuses propositions sont mises sur la table comme des vols de reconnaissances avec des avions de reconnaissance stratégiques U2 ou SR71. Le U2²³⁴ peut être mis en œuvre à partir de la base britannique de l'ascension et avec leur accord. Le SR71²³⁵ lui peut opérer depuis les États-Unis²³⁶.

Les américains comptent sur les français qui sont en train d'essayer de combattre les cubains en fournissant matériels et équipement aux FAZ²³⁷. A la fin novembre, Washington estime le nombre de cubains présent en Angola y compris Cabinda à 2500–3000. Ce chiffre inclut les conseillers, techniciens et les combattants dont sans doute des pilotes. Dans une décision du 28 novembre²³⁸, partiellement déclassifié, le président décide de mettre en place des missiles Redeyes et TOW au cas où les SA-7 et des missiles antichars français n'étaient pas disponibles.

230 GLEIJESES Piero, *A Test of Wills: Jimmy Carter, South Africa, and the Independence of Namibia*, *Diplomatic History*, Vol. 34, No. 5, November 2010, p.858.

231 Mikoyan-Gourevitch ou MiG/Mig est un constructeur d'avions militaires soviétiques. Les avions MiG forment l'ossature de l'équipement des forces aériennes soviétiques puis russes, et l'Union soviétique a vendu beaucoup de ces avions dans sa sphère d'influence. L'Angola a reçu dès son indépendance des MIG15 et des MIG17.

232 Le FIM-43 Redeye est le premier missile sol-air portable américain conçu pour abattre les hélicoptères et les avions volant à basse altitude. Il a été opérationnel à partir de 1968.

233 Le missile antiaérien très courte portée Blowpipe de construction britannique a équipé les forces armées de ce pays à partir de 1975.

234 Le Lockheed U-2 est un avion de reconnaissance capable de voler à haute altitude (70 000 pieds, soit environ 21 000 mètres) Il dispose d'un important rayon d'action, mais d'une vitesse relativement limitée. Il a été mis en œuvre par la CIA et l'US Air Force.

235 Le SR71 est un avion de reconnaissance stratégique opéré par l'U.S. Air Force de 1964 à 1998. Il se caractérisait par sa très haute vitesse (+mach3) et son long rayon d'action.

236 *Foreign Relations, 1969–1976, Volume XXVIII doc139. Memorandum for the Record Washington, November 21, 1975.*

237 Forces Armées Zaïroises

238 *Foreign Relations of the United States, 1969–1976, Volume XXVIII, Southern Africa, Memorandum for the Record, Washington, November 28, 1975. Document 143.*

Le 23 décembre lors d'une conférence de presse Henry Kissinger déclare : « nous ne sommes pas opposés au MPLA en tant que tel ... nous pouvons vivre avec n'importe quelle faction en Angola ²³⁹ ».

iv. L'amendement Clark.

A Washington, la politique de soutien aux rebelles des FNLA et UNITA est rapidement connue et la peur d'un nouvel engagement militaire inquiète. Les parlementaires décident d'agir et le Sénateur Tunney (D-CA²⁴⁰) introduit un amendement à la partie acquisition du budget du ministère de la défense interdisant toute aide clandestine aux forces anticomunistes. Celui-ci est voté par 54 voix contre ²².

Quelques semaines plus tard, Dick Clark (D-IA) introduit un amendement au Arms Export Control Act américain de 1976, qui interdit l'aide à des groupes privés engagés dans des opérations militaires ou paramilitaires en Angola. Comme l'écrit Robert Johnson²⁴¹ :

Les deux amendements ont représenté le point le plus élevé d'une révolte du Congrès contre l'ethos anti-communiste de la guerre froide et le pouvoir de l'exécutif dans la politique étrangère.

v. L'analyse de la situation angolaise

L'analyse de la situation en Angola par l'Administration a été multiple. Le chef de station de la CIA a témoigné pour le livre *Conflicting Missions* de Piero Gleijeses en 1998. Il insiste sur le fait que le MPLA n'était pas foncièrement antiaméricain et souhaitait dialoguer. Le président Neto bien qu'un intellectuel marxiste, avait vu l'intérêt d'avoir de bonnes relations avec l'Occident. Jusqu'à l'invasion sud-africaine en Octobre 1975, il a fait des ouvertures désespérées à destination des États-Unis, qui sont restées vaines.

L'Administration Ford sera accusée quelques années plus tard d'avoir menti au peuple américain. Dans une lettre datée du 27 janvier 1976, le président Ford écrit au président de la Chambre des représentants Carl Albert : « jusqu'à la fin de l'été de 1975, les États-Unis n'ont fourni aucune assistance militaire d'aucune sorte ». Ceci est évidemment discutable car les 300.000 dollars donnés au FNLA ont beaucoup contribué au déclenchement des hostilités par le FNLA.

La non-reconnaissance par les autorités américaines du gouvernement de l'Angola résulte de plusieurs facteurs. Le président était amer envers le Congrès qui ne lui

239 HARSCH Ernest et THOMAS Tony *Angola: the hidden history of Washington's war*, Pathfinder Press New York, 1976, p.104.

240 Sénateur du parti démocrate-Californie

241 JOHNSON Robert David, *The Unintended Consequences of Congressional Reform: The Clark and Tunney Amendments and U.S. Policy toward Angola*, *Diplomatic History* (2003) 27 (2), p.215.

avait pas permis de soutenir les factions qui s'opposaient au MPLA. Cette position symbolique devait aussi signifier à l'Union soviétique la limite à ne pas franchir. Cela n'a pas permis de dissuader l'URSS et Cuba d'intervenir dans le conflit Somalo-éthiopien en 1978²⁴².

Comment les États-Unis ont choisi de soutenir un groupe plus qu'un autre ; telle est la question que l'on peut se poser. Lors de son audition par le Sénat, le chef de la CIA, William Colby déclara en parlant des mouvements de libération angolais : « ils sont tous indépendants, ils sont tous pour l'Afrique noire ». Ils sont tous pour un système social, sans idée précise mais ils ne veulent pas être exploités par les nations capitalistes ». Il concède que les chinois aident l'UNITA et le FNLA parce que le MPLA est soutenu par les soviétiques, cela est aussi simple que cela ²⁴³.

Le 12 décembre 1975, en marge du sommet de l'OTAN, à la résidence de l'ambassadeur Firestone, Henry Kissinger fait un point de situation sur l'Angola. Il prédit :

Dans deux mois, si leur renforcement continue au même rythme, nos gens pensent que le MPLA peut réussir. Callaghan²⁴⁴ a offert de travailler avec la France et l'Allemagne pour convaincre les Sud-Africains de quitter l'Angola, et de rencontrer les dirigeants africains pour reporter ou empêcher la reconnaissance du MPLA comme le gouvernement légitime de l'Angola²⁴⁵.

vi. **Le combat retardateur contre l'adhésion de l'Angola aux Nations Unies**

L'Angola présente sa demande d'admission au sein de l'organisation internationale en mai 1976. Le Conseil de sécurité devant se prononcer sur la demande d'adhésion de l'Angola, plusieurs votes ont lieu. Le 23 juin 1976, les États-Unis mettent leur veto à la demande de l'Angola et justifient ce geste en raison de la présence continue des forces cubaines dans le pays. Les États-Unis sont les seuls à s'opposer à la demande d'admission de l'Angola et la Chine s'abstient accusant l'Union soviétique d'interférer dans les affaires angolaises. Parmi les membres du conseil qui ont voté

242 BLOOMFIELD Richard J., *US policy: Doctrine versus interests dans Regional conflict and U.S. policy: Angola and Mozambique* / ed. by Richard J. Bloomfield, A World peace foundation study. - Algonac (Mich.), 1989, p.210.

243 Hearings before the House Select Committee on Intelligence (The Pike Committee), in CIA -The Pike Report, Spokesman Books for the Bertrand Russell Peace Foundation, 1977, p.218, cité par Michael Patrick Hendrix p.43.

244 Leonard James Callaghan a été premier ministre britannique d'avril 1976 à mai 1979.

245 RG 59, Records of Henry Kissinger, 1973-1977, Lot 91D414, *Nodis memoranda of conversation of Secretary Kissinger and related documents, September 1973-January 1977*.

positivement, on compte la majorité des états importants comme la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, le Japon et l'Union soviétique.

L'ambassadeur Albert Scherer²⁴⁶ représentant les États-Unis déclarait à cette occasion que l'Angola ne répondait pas aux critères requis pour cette adhésion. Les américains étaient contrariés par cette proposition qui aurait dû intervenir après la tenue des conventions politiques pour l'élection du nouveau président²⁴⁷. C'est sur pression de l'Union soviétique que cette démarche aurait été initiée pour embarrasser Kissinger qui devait rencontrer le premier ministre sud-africain en RFA quelques jours plus tard. Le 1^{er} décembre 1976, les États-Unis s'abstiennent permettant l'accession de l'Angola à l'organisation des Nations Unies. L'Assemblée générale accueille le 146^{ème} état.

Section.4 La situation dans les autres pays d'Afrique australe

A la même période la situation est plus calme dans les autres colonies portugaises. Les États-Unis envisagent très rapidement après l'indépendance du 25 juin 1975²⁴⁸, la reconnaissance du nouvel état du Mozambique et l'établissement de relations diplomatiques avec l'ouverture d'une ambassade. Le choix était limité car le FRELIMO était le seul mouvement en mesure d'assurer le pouvoir après la disparition de la COREMO²⁴⁹.

La Namibie continue à être un des préoccupations des Nations Unies. En janvier 1976, le Conseil de sécurité adopte à l'unanimité la résolution 385. Celle-ci réaffirme l'autorité des Nations Unies sur la Namibie et exprime ses préoccupations concernant l'occupation illégale de l'Afrique du Sud et la militarisation de la Namibie²⁵⁰. Le Conseil demande que l'Afrique du Sud mette un terme à la politique des bantoustans. Elles demandent l'organisation d'élection supervisées par les Nations Unies pour choisir un futur gouvernement. Johannesburg fera la sourde oreille à cette résolution.

En octobre 1976, le conseil se réunira à nouveau au sujet de cette question. Un projet de résolution condamnant plus énergiquement Pretoria sera rejeté à cause du veto de

246 Diplomate américain. Il fut ambassadeur dans plusieurs pays africains avant d'être représentant adjoint au Conseil de sécurité des Nations Unies de 1975 à 1977.

247 Information donnée dans le journal américain Toledo Blade daté du 24 juin 1976.

248 Foreign Relations, 1969–1976, Volume XXVIII, Southern Africa 104. Memorandum from the President's Assistant for National, Security Affairs (Kissinger) to President Ford Washington, May 5, 1975. Recognition of Mozambique and Establishment of Embassy at Lourenco Marques

249 COREMO: Revolutionary Committee of Mozambique ; mouvement créé en 1971.

250 LEMARCHAND René, *American policy in southern Africa: the stakes and the stance*, 2nd Edition, University Press of America, 1981, p.196.

trois membres permanents du Conseil de sécurité. Le représentant de la SWAPO à l'issue de ce vote écrivait :

*Ces trois puissances, c'est à dire les États-Unis, le Royaume-Uni et la France ont toujours agi en paroles et en actes en tant que les collaborateurs et défenseurs du régime colonial et raciste de l'Afrique du Sud en Namibie*²⁵¹.

Le gouvernement angolais offre en mars 1976, des bases de la SWAPO sur son territoire pour lancer des attaques contre l'armée sud-africaine. En 1978, à l'abri dans ses camps en Angola, la SWAPO avait 18000 hommes sous les armes avec la capacité de lancer des raids avec 800 hommes en Namibie.

L'Administration Ford s'est montrée relativement bienveillante vis-à-vis de l'Afrique du Sud en mettant son veto à nombre de résolutions concernant la situation raciale dans le pays et l'expulsion de l'Assemblée générale²⁵².

Le 27 mars 1976, les forces de défense Sud-Africaines se retirent d'Angola et mettent un terme à l'opération Savannah. Umkhonto we Sizwe (ou MK), la branche militaire de l'ANC installera des camps en Angola à partir de 1975.

a) **Le dialogue avec les soviétiques**

En 1975, les relations des États-Unis et de l'URSS se détériorent. La détente avec l'URSS s'était réalisée alors que les américains bombardaient le Viêt-Nam. Ce conflit n'avait pas eu de conséquences significatives sur les relations des deux pays. La réaction très forte des États-Unis dans le dossier angolais sera incomprise de Moscou.

*Nos relations actuelles avec les Soviétiques sont assombries en partie à cause de l'escalade de la rhétorique publique dans les deux pays. Les Soviétiques réagissent avec toujours plus d'amertumes aux attaques contre la " détente " dans ce pays En Angola, les Soviétiques ont fait une ouverture apparente au Zaïre pour « refroidir » la situation, mais leur soutien actif, et celui de Cuba, au MPLA continue*²⁵³.

Au cours du second semestre 1975, américains et soviétiques poursuivent leurs actions de soutien en Angola en espérant pouvoir influencer sur les événements avant l'indépendance ou dans les quelques semaines qui suivent. Le 09 décembre 1975, lors d'une réunion avec l'ambassadeur soviétique, Henry Kissinger demande le retrait

251 LEMARCHAND René, Op.cit., pp. 198.

252 EL-KHAWAS Mohamed A, Cohen Barry, *The Kissinger Study of Southern Africa: National Security Study Memorandum 39* (Westport, CT: Lawrence Hill Books, 1976), page 53-54 cité par HENDRIX Michael Patrick, *The Hammer and the Anvil: The Convergence of United States and South African Foreign Policies during the Reagan and Botha Administrations*, Stellenbosch University, 2012, p.40.

253 Foreign Relations of the United States, 1969-1976 Volume XVI, Soviet Union, August 1974–December 1976, *Memorandum From Secretary of State Kissinger to President Ford, Document 223*.

des troupes cubaines. Le diplomate russe refuse de l'éclairer sur la dynamique russo-cubaine et lui avoue n'avoir presque aucun contact avec les cubains. Il déclare que si les américains arrêtent leur pont aérien, les russes feront de même²⁵⁴. Le 10 décembre 1975, au cours d'une conversation téléphonique avec l'ambassadeur soviétique Dobrynin, Kissinger déclare que les États-Unis ne sont pas associés avec l'Afrique du Sud, mais qu'ils vont mettre une forte pression sur eux ²⁵⁵.

Conclusion

La présidence Ford en Afrique australe sera profondément marquée par la gestion de l'indépendance angolaise. L'importance de l'accord d'Alvor a été largement sous-estimé par les américains laissant Holden Roberto ouvrir les hostilités avec un blanc-seing implicite. Celui-ci s'est prématurément lancé dans la bataille de Luanda avec l'appui significatif des chinois. Cela s'est déroulé ainsi, parce que les américains ne connaissaient pas bien la situation en Angola, manquant de renseignement de première main depuis plusieurs années.

Au bout de quelques semaines, les dirigeants américains comprennent qu'ils ne peuvent plus inverser le cours des événements sans demander l'appui d'autres pays. Ils se tournent vers la France qui a des militaires présents au Zaïre. C'est en raison des tentatives répétées du Zaïre de vouloir écarter le MPLA de la prise du pouvoir à Luanda que l'Union soviétique et ses alliées interviennent Comme l'écrit Kenneth Maxwell.

A partir de là, malheureusement, les États-Unis étaient déjà pris au piège d'un cadre d'alliances, d'hypothèses et d'échecs du passé dont il était difficile d'échapper²⁵⁶.

Entre 1975 et 1976, l'armée sud-africaine s'est engagée en Angola sans y mettre réellement les moyens et en ne connaissant pas l'ennemi qu'elle aura à combattre. Elle y perdra une partie de sa réputation mais en tirera rapidement les enseignements, devenant en quelques années une force de combat redoutable.

254 F Memorandum of conversation President Ford and USSR Ambassador to the United States. Anatoliy F. Dobrynin, Dr. Henry A. Kissinger, Secretary of State and Lt. General Brent Scowcroft, Assistant to the President for National Security Affairs December 9, 1975, Ford Library and Museum, Memorandum of Conversation, Box 17, en ligne URL : <https://www.fordlibrarymuseum.gov/library/document/0314/1553318.pdf> accédé le 18 septembre 2017.

255 Foreign Relations of the United States, 1969-1976 Volume XXVIII, Southern Africa, *Transcript of a Telephone Conversation Between Secretary of State Kissinger and the Soviet Ambassador (Dobrynin)*, document 146.

256 MAXWELL Kenneth, *the legacy of decolonization, Regional conflict and US policy Angola and Mozambique*, A World Peace Foundation study, 1989, p.27.

La présence ces cubains en Angola, inimaginable par les responsables américains va internationaliser le conflit. Après la quasi disparition du FNLA, l'UNITA attirera des soutiens de nombreux pays du monde. La décision des angolais d'abriter sur son sol des camps de la SWAPO va créer toutes les conditions pour que l'Afrique du Sud s'implique de plus en plus. Tout se met en place pour que le conflit dure et prenne de l'ampleur.

Chapitre 2 La présidence Jimmy Carter (1977-1981)

Jimmy Carter devient le trente-neuvième président des États-Unis le 20 janvier 1977. Démocrate, son début de mandat est marqué par la volonté annoncée de changer fondamentalement la politique étrangère des États-Unis. Durant sa campagne électorale, il affiche des objectifs particulièrement ambitieux dans ce domaine malgré une expérience limitée. Le nouveau président place d'emblée son mandat dans une nouvelle perspective :

*Des peuples dont le nombre ne cesse de croître et dont la conscience politique est de plus en plus aiguë réclament avec insistance et exigent désormais d'avoir leur place au soleil, non seulement pour améliorer leur condition matérielle, mais pour garantir l'aspect des droits fondamentaux de l'homme*²⁵⁷.

Lorsque le président Carter est élu à l'automne 1976, les liens de son pays avec les régimes minoritaires d'Afrique australe compromettent les relations avec les États africains indépendants. Le Nigéria, dont les États-Unis dépendent pour leur approvisionnement en pétrole, est hostile à la politique conciliante de M. Kissinger envers le régime sud-africain²⁵⁸.

*Après le long embourbement au Vietnam et la phase de Realpolitik sous Richard Nixon et son secrétaire d'État Henry Kissinger, le président démocrate aurait souhaité se démarquer d'une politique étrangère exclusivement déterminée par la confrontation avec l'URSS et donner de son pays une image plus respectable*²⁵⁹.

Carter doit son élection au vote des afro-américains, en particulier dans les états du Sud et dans certains états clés du nord (New-York, Massachusetts, Pennsylvanie et Ohio). Il nomme comme cela était prévisible des membres de cette communauté à des postes de responsabilité. Mr Andrew Young, ancien collaborateur de Martin Luther King, est promu ambassadeur aux Nations Unies et devient le point focal de la politique africaine américaine. Malgré des signaux positifs dans sa politique et la nomination d'Andrew Young, le Black Caucus continue à critiquer la politique américaine.

257 FRASER Donald M, *Diplomatie et droits de l'homme*, Le Monde diplomatique, mars 1977, p.1. et p.6.

258 CHAMORAND Elisabeth, *Rôle croissant des capitaux américains et persistance du régime d'apartheid : Les atouts de Pretoria face aux pressions internationales*, Le Monde diplomatique Février 1981, p.14-15.

259 PERETZ Pauline, *Un tournant humanitaire de la politique étrangère américaine ? Carter et l'émigration des Juifs d'Union soviétique*, *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 2007/3 (n° 54-3), p.138.

L'arrivée au pouvoir de l'Administration Carter en 1977 s'était inscrite dans un contexte de remise en cause partielle du « globalisme kissingérien » jugé, responsable de la dégradation des positions et de l'image des États-Unis dans le Tiers monde²⁶⁰. Les croyances de Jimmy Carter : c'est plus sur des convictions d'inspiration jeffersoniennes tournant autour de deux thèmes centraux, la défense des droits de l'Homme et le désarmement que Jimmy Carter allait se faire élire²⁶¹.

L'Administration nouvellement élu du président Jimmy Carter qui a pris ses fonctions en Janvier 1977 a maintenu la posture de la précédente Administration Ford vis-à-vis de Luanda. La présence de troupes cubaines continue à être un point litigieux entre Luanda et Washington²⁶².

Selon le chercheur indien, Abdisalam Jawaharlal, le président Carter croit en un ordre mondial basé sur trois piliers totalement différents de ce qui avait cours durant la guerre froide. Il s'agit de :

- La stratégie d'ajustement et de la diplomatie préventive ;
- L'établissement des droits de l'homme ;
- La diplomatie préventive.

L'Administration Carter part du postulat que la guerre froide est terminée et l'hégémonie américaine avec elle. Les problèmes sont désormais essentiellement économiques et les solutions militaires ne suffisent pas. De nouveaux acteurs comme la Communauté européenne et le Japon émergent au début des années 70 concurrençant la puissance économique américaine. Il s'agit d'avoir une approche prenant en compte la complexité globale et l'interdépendance qui prévaut au niveau des relations internationales.

Le président Carter cherche à introduire la notion de moralité dans les relations internationales ce qui est une complète rupture par rapport à la politique de l'équipe Kissinger qualifiée d'amorale par certains historiens. Au cours des deux premières années de son mandat, l'équipe Carter améliorera de manière significative les relations avec les pays africains cherchant à initier un dialogue pour trouver des solutions pacifiques aux questions sud-africaines, rhodésiennes et namibiennes. Le président Senghor exprimait ainsi en février 1977, sa confiance dans les intentions de

260 LAIDI Zaki, *Contraintes et enjeux de la politique américaine en Afrique*, Politique Africaine, décembre 1983, p.26.

261 DELAPORTE Murielle, *La politique étrangère américaine depuis 1945, l'Amérique à la croisée de l'histoire*, éditions Complexes, 1996.

262 ABDISALAM Jawaharlal, *US policy towards radical regimes in Africa in 1970s: case studies of Angola, Ethiopia and Somalia*, sous la direction du Professor B. K. Srivastava, for the award of Doctor of Philosophy Degree of Jawaharlal Nehru University, School of International Studies, lien <http://shodhganga.inflibnet.ac.in/handle/10603/24352>, accédé le 06 août 2017.

l'Administration Carter envers l'Afrique australe à la suite des propos de l'ambassadeur Young²⁶³.

Section.1 Expression de la nouvelle politique de l'Administration Carter

Le contenu global de la politique africaine du gouvernement Carter a été révélé pour la première fois lors du discours que prononça le 1^{er} juillet 1977, M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat américain, devant la National Association for the Advancement of Colored People (N.A.A.C.P.)²⁶⁴, un auditoire choisi à dessein. Il déclare à cette occasion :

Notre politique devrait reconnaître et encourager le nationalisme africain (...) Nous sommes disposés à discuter de tout problème (...) pour élargir notre dialogue avec les nations africaines et pour essayer d'œuvrer avec elles, même quand nous pouvons ne pas être d'accord.

M. Andrew Young va dans l'exercice de ses fonctions faire en plusieurs occasions des déclarations fracassantes dans le but de jeter les fondements idéologiques de la nouvelle approche. On a surtout retenu ces commentaires cinq jours après l'investiture du président Carter sur la chaîne de télévision CBS : « Les Cubains jouent un rôle stabilisateur en Angola²⁶⁵. Il ne faut pas céder à la paranoïa devant quelques milliers de communistes ou encore la plupart des peuples de couleur dans le monde ne craignent pas le communisme. C'est le racisme qui a toujours constitué une menace ²⁶⁶»,.

a) L'inspiration de la trilatérale

M. Young est d'ailleurs l'un des huit membres de la Trilatérale qui détiennent des postes de haute responsabilité dans le gouvernement américain. On pouvait aussi citer deux nouveaux promus, M. Don McHenry, son adjoint aux Nations Unies et Madame Goler Butcher²⁶⁷.

Il est à noter à cette période la nomination d'afro-américains à des postes de responsabilité associés à la mise au point de la politique africaine des États-Unis. D'autre part, c'est Mr Anthony Lake, ancien conseiller de M. Kissinger qui avait donné sa démission après l'invasion du Cambodge en 1970 et auteur de plusieurs

263 Cable R 031600Z FEB 77 FM AMEMBASSY DAKAR TO SECSTATE WASHDC en ligne URL: https://www.wikileaks.org/plusd/cables/1977DAKAR00805_c.html consulté le 1er mai 2016.

264 National Association for the Advancement of the Colored People, (N.A.A.C.P.).

265 Déclaration du 25 janvier 1977 lors d'une interview avec le journaliste Dan Rather.

266 Propos tenus à Tulane University audience April 1977.

267 Chef du département africain de l'Agence pour le développement International (A.I.D.).

ouvrages sur la politique rhodésienne, qui dirigera le bureau de planification politique du département d'État. Il deviendra quelques années plus tard, le conseiller à la sécurité nationale du président Clinton.

b) La définition de la politique des États-Unis

Le président Carter croit donc en l'action de la commission Trilatérale fondée en 1973 par David Rockefeller pour accroître la coopération entre l'Amérique du nord, l'Europe de l'ouest et le Japon. Les États-Unis doivent s'appuyer sur leurs amis, ces états industrialisés qui partagent les mêmes valeurs et se retrouvent dans la même alliance. Comme l'indique Jean Cot dans le Monde diplomatique, sa seconde priorité concerne les relations Nord-Sud et la troisième, la détente. Il ne s'agit de marquer une fracture avec l'Administration précédente mais aussi de continuer le dialogue avec l'Union soviétique. Le président Carter entend surtout défendre les droits de l'homme partout et mettre sa politique étrangère au service du respect de la condition humaine.

L'Administration lance les premiers travaux sur les dossiers les plus importants dans le domaine de la politique étrangère. Il s'agit dans ce cas de la Rhodésie, de la Namibie et de l'Afrique du Sud dans le cadre du Presidential Review Memoranda²⁶⁸ (PRM #4)²⁶⁹.

Jusqu'au départ d'Andrew Young en 1979, la définition de la politique africaine de l'Administration Carter fut conçue dans un cadre bureaucratique élargi associant la mission américaine aux Nations Unies, la direction des Affaires africaines du Département d'État et la direction des Organisations internationales au sein de ce même département²⁷⁰. La mission américaine aux Nations Unies, conçue par Jimmy Carter comme une pièce maîtresse du dispositif de reconquête du terrain diplomatique concédé à l'URSS dans le Tiers monde, sera progressivement dessaisie des dossiers africains à partir de 1981.

c) L'équipe Cyrus Vance et Andrew Young

En tant que secrétaire d'Etat Vance a essayé de conduire une politique étrangère mettant l'accent sur les négociations pour régler les conflits et éviter l'escalade. Il a

268 Ces documents sont encore partiellement déclassifiés. En ligne URL : http://www.jimmycarterlibrary.gov/documents/prmemorandums/pres_memorandums.phtml. Consulté le 11 avril 2014.

269 GLEIJESES Piero, *A Test of Wills: Jimmy Carter, South Africa, and the Independence of Namibia*, Diplomatic History, Vol. 34, No. 5, November 2010, p.862.

270 LAIDI Zaki, *Contraintes et enjeux de la politique américaine en Afrique*, Politique Africaine, août 1983, p.29.

porté un intérêt particulier dans le domaine de la réduction des armements. La période qu'il a connu a été particulièrement riche en crises dans le monde.

Dès le début de l'année 1977, l'équipe Vance-Young proclame sa volonté d'attacher plus d'importance à l'Afrique. Elle décide de resserrer les liens avec les Etats modérés du continent, minimise le danger de pénétration soviétique et condamne l'apartheid plus fermement que par le passé. Il n'est certes pas question d'adopter des sanctions économiques ni de réduire les investissements ²⁷¹.

Lors d'un discours²⁷² du 30 avril 1977, Cyrus Vance affirmait qu'en matière de promotion des droits de l'homme, les États-Unis devaient être plus réalistes et toujours garder à l'esprit les limites de leur puissance, en évitant la tentative rigide et présomptueuse d'imposer leurs valeurs aux autres, et rejetait l'illusion selon laquelle agiter la bannière des droits de l'homme transformerait soudainement les sociétés autoritaires.

Cyrus Vance démissionnera en avril 1980 pour protester contre la mission secrète organisée pour libérer les otages américains en Iran. Il était en conflit permanent avec le conseiller à la sécurité nationale Zbigniew Brzezinski. Il sera remplacé par le sénateur Edmund Muskie, un américain d'origine polonaise.

*M. Vance n'était pas un pacifiste. Il avait servi dans la marine durant la seconde guerre mondiale et avait vu l'action dans le Pacifique. Il n'avait pas de goût pour le gouvernement révolutionnaire qui avait pris le pouvoir en Iran. Mais il croyait que quelques-uns des prisonniers américains pourraient mourir lors d'une attaque que même si la mission, baptisée Eagle Claw réussissait, elle perturberait une région déjà instable*²⁷³.

d) Les discours d'Atlantic city et d'Annapolis

Deux discours prononcés par des membres de l'Administration en 1978 ont une importance symbolique. Ils illustrent aussi les changements de politique après les premiers errements dus à l'inexpérience initiale de l'équipe du président Carter. Lors du discours d'Atlantic city, le secrétaire d'État Vance annonce la volonté des États-

271 CHAMORAND Elisabeth, *Rôle croissant des capitaux américains et persistance du régime d'apartheid : Les atouts de Pretoria face aux pressions internationales*, Le Monde diplomatique Février 1981.

272 DE HOOP SCHEFFER Alexandra, *Les États-Unis, une puissance en crise d'adaptation*, CERISCOPE Puissance, 2013, en ligne URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/puissance/content/part3/les-etats-unis-une-puissance-en-crise-d-adaptation-?page=show>, consulté le 21 décembre 2014.

273 The Economist, *Cyrus Roberts Vance, a principled statesman, died on January 12th, aged 84*, Jan 17th 2002.

Unis d'engager des discussions avec le gouvernement angolais. Il s'agit d'un retournement de situation majeur dans la politique étrangère des États-Unis.

La position d'hostilité vis-à-vis du MPLA a été de mise entre 1975 et 1978 avec initialement un risque d'intervention s'est transformé en une acceptation tacite. Ce revirement de situation illustre aussi la lutte d'influence entre les « globalistes » et les « régionalistes ». Il illustre les hésitations entre la ligne de Cyrus Vance et celle de Zbigniew Brzezinski.

Le 20 juin 1978, le secrétaire d'État Vance décrit la politique américaine en Afrique. Il annonce que la première orientation des États-Unis est le développement économique et celui du commerce. Il rappelle que la recherche de solution pacifique au conflit est le cœur de cette politique, en n'engageant pas de forces militaires américaines. Il insiste sur le fait que l'Afrique ne doit pas être considéré comme une arène de la confrontation Est-Ouest.

e) **Le conseiller à la sécurité nationale Zbigniew Brzezinski**

Zbigniew Brzezinski est un intellectuel américain d'origine polonaise qui a été durant quatre années le conseiller à la sécurité du président Carter. Il a été son tuteur lui faisant faire ses premiers pas à l'international. Au sujet d'une éventuelle comparaison avec Henry Kissinger :

C'est une Amérique consciente du pouvoir des idées qui a fait appel successivement à deux immigrants de la première génération pour leur confier sa destinée internationale. Le parallélisme s'arrête là. Tout oppose, pour le reste, le petit juif allemand d'origine modeste à l'aristocrate catholique polonais²⁷⁴.

Brzezinski a joué un rôle majeur dans la normalisation des relations avec la République Populaire de Chine. Sur le continent européen, on peut signaler la signature du traité de limitation des armements stratégiques SALT II, l'aide apportée aux dissidents d'Europe orientale en utilisant la question des droits humains afin de saper l'influence de l'Union soviétique. Concernant Cuba, il aura une position assez clairement établie : pas de normalisation jusqu'à ce que les cubains fassent des concessions en Afrique²⁷⁵.

f) **L'importance des relations avec le Nigeria.**

274 COT Jean Pierre, *La politique « trilatérale » de M. Zbigniew Brzezinski Un grand dessein conservateur pour l'Amérique*, le monde diplomatique, septembre 1977.

275 LEOGRANDE William. M et KORNBLUH Peter, *Back channel to Cuba, the hidden history of negotiations between Washington and Havana*, the university of North Carolina Press, Chapel Hill, 2015, p.184.

Le président Carter envisage de se rapprocher du Nigeria au détriment du Zaïre qui avait été particulièrement choyé par les Administrations précédentes.

Déclarant avoir besoin du Nigéria²⁷⁶, Jimmy Carter considérait ce pays comme la clé de toute solution aux problèmes de l'Afrique. Il était logique, dans ces conditions, que Washington se préoccupât d'avoir au sein du Conseil de sécurité un pays qui, par son potentiel humain, économique et militaire, est une force réelle sur le continent²⁷⁷.

Les relations États-Unis -Nigeria s'étaient fortement détériorées au début des années 70. En 1973, le président Nixon, sans doute préoccupé par l'affaire du Watergate, avait annulé une visite officielle que le président du Nigéria, le général Gowon, devait faire à Washington. En 1976 le Nigéria refusa de recevoir M. Kissinger et apporta son soutien au MPLA pour contrarier les États-Unis. Au mois de février 1977, M. Andrew Young, se rendit au Nigeria et rencontra le général Obasanjo, chef de l'Etat nigérian. M. Donald Easum, ambassadeur des États-Unis à Lagos, qui avait participé aux discussions, déclara par la suite que c'était « la plus intéressante et peut-être la plus importante des conversations de cette nature qu'il avait eu durant ses vingt-trois années de carrière²⁷⁸ ».

Jimmy Carter effectua une visite du 31 mars au 1^{er} avril 1978 à Lagos. Il s'agit de la première visite d'un chef d'état américain en Afrique sub-saharienne. Le président Olusegun Obasanjo s'était rendu à Washington en octobre 1977. Les deux présidents réaffirment leur appui au plan pour la Rhodésie et demandent l'indépendance de la Namibie conformément à la résolution 385²⁷⁹. A partir de 1977, le gouvernement du général Obasanjo se met à user activement de pressions économiques contre les sociétés occidentales pour aider les mouvements de libération de l'Afrique australe²⁸⁰.

M. Young, se confiant aux journalistes annonça que des plans pour permettre l'accession de la majorité au pouvoir en Rhodésie avaient été discutés. Il souhaitait organiser des consultations entre la Grande-Bretagne, les États-Unis, les Etats de la « ligne de front » et les mouvements nationalistes noirs luttant pour la libération. Il évoqua même l'idée du suffrage universel en Afrique du Sud.

276 DAGRA Mamadou, la politique extérieure du Niger (1974-1987), thèse de doctorat d'état sous la direction de Mr le Doyen Ibrahima FALL, Faculté des sciences juridiques et économiques, Université cheikh Anta Diop, Dakar, année 1987, p.238.

277 Jeune Afrique, N° 879 du 11 Novembre 1977, p.70.

278 CRONJE Suzanne, *Pragmatisme économique et lutte contre l'apartheid, Le Nigeria « clé du problème africain*, Le Monde diplomatique, Décembre 1977.

279 Cable fom US Secretary to AMERBASSY LAGOS, *presidential visit draft communique*, 28 mars 1978. Consulté le 17 octobre 2014 sur site DNSA.

280 CRONJE Suzanne, *relations avec l'occident et solidarités continentales, La situation en Afrique Australe, préoccupation majeure des nouveaux dirigeants*, Le Monde diplomatique, novembre 1980.

g) **Le changement du contexte international**

La situation internationale évolue de manière significative au début du mandat du président Carter. La guerre entre l’Ethiopie et la Somalie pour la province de l’Ogaden en 1977 confirmera l’activisme cubain et soviétique en Afrique. D’autres évènements comme la révolution iranienne et l’invasion de l’Afghanistan en 1979 vont créer un choc au sein de l’Administration et amener à une remise en cause des choix initiaux. La région du Moyen Orient prend durant le mandat de Jimmy Carter une importance capitale. Dès son arrivée, il entame la révision de la stratégie américaine dans cette région du monde. Il s’agit du *Presidential Review Memorandum* (PRM) 10.

La situation en Afghanistan constituera un sujet de préoccupation majeure pour la diplomatie américaine. En 1978, une révolution fomentée par le parti communiste local se heurte rapidement à des révoltes qui amène l’URSS à intervenir militairement à la fin de l’année 1979. Le 23 Janvier 1980, lors du discours sur l’état de l’union, Jimmy Carter déclare que les troupes soviétiques en Afghanistan constituent une grave menace pour la liberté de mouvement du pétrole au Moyen Orient. Il déclare aussi qu’il fera usage de la force nécessaire pour défendre les intérêts nationaux des États-Unis dans le golfe Persique.

h) **Les directives présidentielles**

Expression de la volonté et des préoccupations présidentielles, celles-ci permettent l’émergence les grandes orientations dans le domaine de la sécurité nationale et de la politique étrangère. Voici ci-dessous les plus importantes de l’Administration Carter concernant l’Afrique australe et Cuba.

NSC 2 du 20 janvier 1977 : la réaffirmation du rôle du Conseil de sécurité nationale.

Jimmy Carter souhaite à son arrivée à la Maison-Blanche rénover le Conseil de Sécurité Nationale. Il élargit sa composition à d’autres membres et demande à ce qu’il se réunisse à intervalles réguliers. Initialement il réduit le personnel de NSC de moitié et diminue le nombre de comités permanents de huit à deux. Concernant le nombre de réunion, le bilan sera mitigé car le NSC se réunira officiellement 10 fois alors qu’il s’était réuni 125 fois sous les Administrations Nixon et Ford. Il se réunira néanmoins de très nombreuses fois de manière informelle lors des petits déjeuners du vendredi matin.

Le président souhaite une plus grande diversité dans les options politiques présentées et un meilleur équilibre dans les contributions des principaux départements avec les meilleures options stratégiques disponibles. Il choisit deux

fortes personnalités pour pouvoir équilibrer les pouvoirs mais ce choix se révélera périlleux.

PD/NSC 6 du 15 mars 1977 : relations avec Cuba

Le président envisage une normalisation des relations avec Cuba. Il souhaite entamer des relations directes confidentielles avec les représentants du gouvernement cubain. Celles-ci existent :

Notre objectif est de mettre en mouvement un processus qui conduira au rétablissement des relations diplomatiques entre Cuba et nous et qui permettra de promouvoir l'intérêt des États-Unis avec égards à la lutte contre le terrorisme, les droits de l'homme, les interventions extérieures cubaines, des compensations pour les expropriations subies par les États-Unis, la réduction des relations entre Cuba et l'URSS²⁸¹.

Pour débiter les discussions, le département d'État doit désigner des officiels qui entameront les négociations exploratoires. Le président demande d'informer les gouvernements des pays de l'OTAN et ses alliés traditionnels dans d'autres régions du monde.

Presidential directive /NSC 5 du 09 mars 1977 : relation avec l'Afrique du Sud

Faisant suite à la réunion du NSC du 03 mars 1977, cette directive précise la nouvelle politique américaine vis-à-vis de l'Afrique du Sud. L'objectif des États-Unis est de promouvoir la transformation progressive de la société sud-africaine. Il donne des instructions à Cyrus Vance et à l'ambassadeur Young de préparer un ensemble de mesures pour favoriser une évolution de la situation²⁸². Il ordonne au secrétaire Blumenthal de coordonner le volet économique et aux services de renseignements de préparer de nouvelles sanctions à destination de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud.

i) Les relations avec les pays communistes

i. L'URSS

Jimmy Carter arrive aux affaires au moment où l'URSS se montre particulièrement entreprenante tant en Afrique australe que dans la corne de l'Afrique.

281 Presidential directive/NSC 6, Cuba 15 March 1977, En ligne URL :<http://nsarchive2.gwu.edu//NSAEBB/NSAEBB269/doc08.pdf>, accédé le 18 septembre 2017.

282 W. Michael Blumenthal a été le secrétaire au trésor de l'administration Carter de 1977 à 1979.

*Tout au long de son mandat, Carter mène une politique incohérente vis-à-vis de l'URSS, alternant tentative de conciliation et prises de position fermes. En effet, le président est soumis à deux influences contradictoires.*²⁸³

Il semble espérer compter sur leur bonne volonté pour obtenir l'évacuation des troupes cubaines d'Angola. Il déclare aussi vouloir régler le problème de la Rhodésie avec l'aide de la Grande-Bretagne et la bonne volonté de l'URSS. Andreï Gromyko²⁸⁴ l'assure ailleurs que les soviétiques n'ont aucune base dans la région ni de personnel militaire. Ils sont néanmoins attachés à ce que la majorité noire accède aux responsabilités.

ii. Le rôle de Cuba

Au début de l'année 1977, Fidel Castro fait une tournée triomphale de 40 jours en Libye, en Somalie, en Ethiopie, en Tanzanie, au Mozambique, en Angola et en Algérie²⁸⁵. À cette occasion, il rencontra également les leaders révolutionnaires du Zimbabwe, de la Namibie et de l'Afrique du Sud²⁸⁶ Il a foi en la capacité de Cuba à intervenir dans les pays en développement comme cela avait été le cas en Amérique latine. Il déclarait par ailleurs en avril de cette même année :

*L'Afrique est aujourd'hui le maillon le plus faible de l'impérialisme...La domination impérialiste n'y est pas aussi forte qu'en Amérique latine. Donc, les possibilités d'une révolution fondamentale dans le continent africain sont réelles.*²⁸⁷

L'aide cubaine est donc très variée et touche des domaines comme la pêche, l'industrie sucrière et l'éducation. Il semble en outre que les conseillers et techniciens cubains s'adaptent mieux aux conditions de l'Afrique. Le politologue Jacques Levesque pouvait aussi écrire, « c'est tout le rôle que Cuba a toujours voulu jouer dans le tiers-monde, avec priorité à l'Amérique latine jusqu'à récemment, qui s'est trouvé impulsé par l'affaire d'Angola ».

Le 27 juin 1977, le conseiller à la sécurité nationale, adressait un courrier aux services secrets, au département d'État pour connaître les moyens de développer des actions

283 NGUYEN Eric, La politique étrangère des États-Unis depuis 1945 : de Yalta à Bagdad, Studyrama, Levallois-Perret, 2004, p.110.

284 Ministre des affaires étrangères de 1957 à 1985.

285 Entretiens avec Simon MALLEY, Afrique-Asie, n°135,16 au 29 mai 1977, p.8-21.

286 LEVESQUE Jacques, la guerre d'Angola et rôle de cuba en Afrique, *Études internationales*, vol. 9, n° 3, 1978, p.432.

287 LEVESQUE Jacques, Op.cit., p.431.

de propagande en raison des supposées difficultés que rencontreraient cubains et soviétiques en Angola²⁸⁸.

Section.2 L'évolution de la situation en Afrique australe

Durant la présidence Carter la situation en Afrique évolue notablement. Kolwezi²⁸⁹ au Zaïre et Cassinga en Namibie constituent les deux épisodes les plus marquants de la déstabilisation de cette partie du continent.

a) L'évolution de la situation en Afrique du Sud

Les diplomates américains tenteront d'énoncer une nouvelle politique à destination de l'Afrique du Sud. Ceux-ci préconisèrent de contrer l'influence soviétique par un transfert non violent des responsabilités politiques de la minorité blanche vers des gouvernements élus démocratiquement²⁹⁰. Cette nouvelle politique ne trouvera pas un écho favorable.

Le 28 mai 1977, le vice-président américain Mondale rencontre à Vienne le premier ministre sud-africain Vorster. Il lui présente les propositions du président Carter au sujet de la Rhodésie, de la Namibie et de l'Afrique du Sud elle-même. Les discussions durent un jour et demi. Les progrès sont importants pour la Rhodésie, l'Afrique du Sud soutiendra la proposition Britanico-américaine de règlement. Concernant la Namibie, les États Unis soutiennent le Groupe de Contact composé des États-Unis, l'Allemagne de l'ouest, la Grande Bretagne, la France et le Canada. Le vice-président rend compte des divergences importantes qui subsistent sur la structure administrative intérimaire qui devra être mise en place.

La politique de l'Administration Carter en Afrique australe va essayer par des pressions répétées d'influer sur la politique sud-africaine. Elle menace de réduire les liens entre services de renseignements, et de jouer sur le levier des crédits Export-Import. Des tentatives similaires ont eu lieu envers la Rhodésie et de la Namibie.

b) La mort du militant antiapartheid Steve Biko

288 Foreign Relations of the United States, 1977–1980, Volume XVI Southern Africa, *Memorandum From the President's Assistant for National Security Affairs (Brzezinski) to Secretary of State Vance, Director of Central Intelligence Turner, and the Director of the United States Information Agency (Reinhardt)*, June 27 1977, Document n°4.

289 Kolwezi est la capitale de la province de Lualaba (anciennement Katanga/Shaba) dans le sud de la République démocratique du Congo. Il s'agit d'un important centre minier de cuivre, cobalt, uranium et radium.

290 Statement by Philip C. Habib, undersecretary for political affairs, «Southern African the Global context", Department of state Bulletin, Vol.LXXVI, No.1971, April 4, 1977, p.319-321.

Le 12 septembre 1977, Steve Biko meurt en détention, officiellement des suites d'une grève de la faim. Le décès brutal de cet activiste provoqua une émotion considérable et une polémique internationale de grande ampleur. Après son décès, Steve Biko devint le symbole de la résistance noire face à la cruauté du pouvoir en place. Il était le vingtième détenu à mourir dans les prisons de la police depuis mars 1976²⁹¹. Le régime sud-africain est condamné par les résolutions 417 du 31 octobre 1977 et 418 du 4 novembre 1977. La Grande Bretagne, le France et les États-Unis ont mis leur veto à une résolution africaine qui visait à établir des sanctions sous chapitre VII des Nations Unies. Les cinq pays occidentaux ont donc proposé le texte d'une résolution alternative établissant un embargo sur une base volontariste. Ce triple veto a créé un grand trouble et une grande frustration au sein des délégations africaines.

Cette résolution impose néanmoins pour la première fois un embargo sur les ventes d'armes à destination de l'Afrique du Sud et son impact sera très important pour l'avenir de l'Afrique australe. La France cessera ses livraisons d'armement à partir de cette date.

En Février 1978, le gouvernement américain a publié les réglementations (conforme avec, mais allant au-delà de la résolution du Conseil de sécurité) pour interdire les exportations de tout produit et données techniques destinées à ou pour une utilisation par les militaires sud-africains et la police ²⁹².

En 1978, quatre congressistes déposent trois projets de loi visant à faire pression sur le régime sud-africain en limitant les investissements américains, mais l'Administration fait connaître son opposition catégorique à cette forme de sanction. Au mois de septembre 1978, Pieter Willem Botha devient Premier ministre d'Afrique du Sud. A la même période, le Conseil de sécurité adopte la résolution 435.

c) Le nucléaire sud-africain

A la fin des années soixante-dix, l'Afrique du Sud semble proche de pouvoir produire des armes nucléaires. Le président Carter s'en inquiète et s'en entretient avec les responsables soviétiques²⁹³. Cette quête est relancée par la peur qu'on les

291 KARIS Thomas et GERHART Gail, *From Protest to Challenge*. Vol. 5: Nadir and Resurgence, 1964–1979 (Bloomington, IN, 1997), 315. Cite dans a test of will p.871.

292 U.S. Dept. of State, Bureau of Public Affairs, Office of Public Communication Editorial Division, *Misconceptions about U.S. policy toward South Africa*. Washington, 1986, en ligne URL <http://hdl.handle.net/2027/uiug.30112039605339> accédé le 06 août 2017.

293 Record of main content of Gromyko's conversation with US President J. Carter Washington (23 September 1977), accédé le 23 septembre 2013. Source Russian Foreign Ministry Archive Moscow.

Sud-africains des milliers de soldats cubains qui sont à la frontière de l'actuelle Namibie et qui pourraient submerger l'armée sud-africaine²⁹⁴.

*Nous inquiétons non seulement au sujet de la manifestation du racisme dans cette partie du globe, mais, comme vous, à propos de l'intention de la République sud-africaine de créer sa propre arme nucléaire*²⁹⁵.

Le 06 août 1977, l'URSS fournit des informations satellitaires indiquant les préparatifs d'un test nucléaire dans le désert du Kalahari. L'Administration Carter confirmera ces informations et l'Afrique du Sud fut contrainte d'annuler les essais face à la pression diplomatique des États-Unis de l'URSS et de la France.

d) La marche vers l'indépendance rhodésienne

L'accession à l'indépendance du Mozambique puis de l'Angola allait avoir un impact important pour la Rhodésie. Le Mozambique met immédiatement en œuvre les résolutions des Nations Unies, fermant la frontière et saisissant les propriétés et les stocks sur voie ferrée. Pour les sud-africains, il devient clair que seul un règlement du dossier rhodésien permettra à l'Afrique du Sud de sauvegarder le système de l'apartheid²⁹⁶. Le 25 avril 1976, à Dar Es Salam, Henry Kissinger en faisait déjà l'analyse avec Julius Nyerere²⁹⁷ :

Le régime en Rhodésie ne peut pas survivre si nous nous comportons avec unité et dévouement. Et la Namibie aussi. Certes, le problème de l'Afrique du Sud est plus difficile.

A compter de 1976, les gouvernements sud-africains et américains avaient commencé à exercer des pressions sur le premier ministre Ian Smith pour qu'il accepte le fait majoritaire. Les Rhodésiens font des concessions qui se révèlent être insuffisantes pour mettre fin à la guerre.

Lors de la conférence de presse du 31 janvier 1977, le Secrétaire Vance fait un point sur la situation. Il rappelle que les propositions britanniques sont une base valable de négociation. Il annonce que l'Administration soutiendra fermement l'abrogation de l'amendement Byrd qui permet des importations de métaux stratégiques malgré les sanctions internationales en vigueur. Le Congrès annulera cette législation grâce à l'action du président Carter.

294 De PALO Jr William, *Cuban internationalism: The Angola experience, 1975-1988*, Parameters Autumn 1993, p.64.

295 Record of main content of Gromyko's conversation with US President J. CARTER Washington (23 September 1977). Source Russian Foreign Ministry Archive Moscow.

296 RAFTOPOULOS Brian et MLAMBO Alois, *Becoming Zimbabwe: a history from the precolonial period to 2008*, Jacana media, South Africa, 2009, p.145.

297 Foreign Relations of the United States 1969-1976 volume XXVIII, Southern Africa, *Memorandum of Conversation*, April 25, 1976, Document 194.

Les propositions de plan se multiplient. Les négociations n'ont rien donné et « le gouvernement sud-africain a en effet refusé de se désolidariser de M. Smith quand celui-ci, le 24 janvier, a rejeté les nouvelles propositions britanniques de règlement »²⁹⁸. En début février 1977, Andrew Young se rend à Dar-es-Salaam pour reprendre le dossier dans un contexte difficile.

Le pouvoir de Ian Smith réussit à attirer à lui certains dirigeants africains modérés. Il signe avec Abel Muzorewa, le révérend Sitholé et le Chef Chirau, l'accord de Salisbury, le 3 mars 1978, qui prévoit un gouvernement associant noirs et blancs pour préparer une nouvelle constitution. Le pays organise en avril 1979, des élections qui donneront la victoire à l'évêque Muzorewa et à l'UANC. Elles seront boycottées par la ZANU de Mugabe et la ZAPU de Nkomo.

Dans les objectifs pour la politique étrangère américaine des années 1979-1980, le secrétaire d'État s'inquiète de la crise grandissante en Rhodésie. Il préconise une politique équilibrée qui permette de maintenir le contact avec les pays africains et de gérer aussi la question des rapports est-ouest. Dans cette optique maintenir la liaison avec les états de la ligne de front démontrera la volonté américaine d'aider à obtenir une solution des différentes parties rhodésiennes²⁹⁹.

Sur le plan militaire, la crise s'aggrave avec la destruction d'un appareil civil de la compagnie Air Rhodésie, le 3 Septembre 1978 par un tir de missile SA7 par les rebelles du ZIPRA. L'action de l'aile militaire de la ZAPU, allait tuer 38 des 56 passagers dont certains furent massacrés au sol par des rebelles et poursuivis par ceux-ci. La crise rhodésienne s'étend dans la région et la Zambie envisage de faire appel à l'aide soviétique ou cubaine pour se défendre contre les attaques rhodésiennes³⁰⁰. Les américains laissent les britanniques à la manœuvre Jimmy Carter déclare : « La situation africaine est explosive et nous allons suivre l'exemple britannique en Rhodésie ³⁰¹ ».

Ni l'accord de Salisbury, ni le gouvernement qui en est issu ne sont reconnus internationalement. Le premier ministre Muzorewa effectuera une visite aux États-Unis pour tenter d'obtenir cette reconnaissance mais sans succès. Devant cette

298 Jean Claude Pomonti, le Monde le 04 février 1977.

299 Foreign Relations of the United States, 1977-1980, Volume XXVIII, Organization and Management of Foreign Policy, *Memorandum from Secretary of State Vance to President Carter, Priorities for 1979–80*, Document 17.

300 Barry Cohen, *L'Occident et les difficultés de la « stabilisation » en Afrique australe*, le Monde diplomatique, décembre 1978.

301 Foreign Relations of the United States, 1977–1980, Volume I Foundation of Foreign policy, *Memorandum for the Record, Washington, Foreign Policy and National Security Issues for the 95th Congress*. February 1, 1977, Document 19.

impasse le premier ministre décide d'accepter la médiation britannique. Celle-ci commence par le retour du Zimbabwe-Rhodésie sous administration britannique sous le nom de Colonie de Rhodésie. Les accords de Lancaster House du 21 décembre 1979, permettront de mettre un terme à la crise en Rhodésie, par des élections ouvertes à l'ensemble des partis politiques y compris la ZANU de Mugabe et la ZAPU de Nkomo. La ZANU de Mugabe remporte ces élections et le 17 avril 1980, le pays devient indépendant sous le nom de Zimbabwe.

Section.3 **Situation en Angola**

La situation en Angola s'est apaisée en comparaison de ce qu'a connu le président Ford mais la tentative de se désolidariser franchement de la politique de la précédente Administration échouera. Les reconnaissances de l'Angola au niveau international se multiplient.

Les diplomates américains espéraient que l'Angola allait être plus pragmatique dans ses relations avec l'URSS, voire s'en éloigner. Le 16 février 1977, l'Administration Carter déclare vouloir normaliser les relations avec l'Angola à condition que les cubains se retirent du pays. Le 02 juillet 1978, Agostinho Neto au cours d'une conférence de presse indique que le gouvernement angolais n'a aucune contre-indication à établir des relations diplomatiques avec les États-Unis et que cela dépend maintenant d'eux.

La situation économique s'est détériorée dans l'ancienne province portugaise. Quatre ans seulement après l'indépendance de novembre 1975, la production de café avait chuté de 68 %, celle de la plupart des autres récoltes de 80 % à 90 %, celle de diamants de 85 %. Entre 1973 et 1977, l'indice de la production industrielle était tombé de 100 à 28 ³⁰².

Le 27 mai 1977, une tentative de coup d'état se déroule à Luanda contre le régime du président Neto. Nito Alves qui fut ministre de l'intérieur était opposé à Agostinho Neto sur les questions de politique étrangère de non-alignement. Il souhaitait favoriser des relations plus étroites avec l'Union soviétique à qui il voulait accorder des bases militaires en Angola. Les Forces Armées Révolutionnaires cubaines participent à l'écrasement de cette tentative de putsch, fomentée par une tendance prosoviétique du MPLA. En cette occasion, Cuba s'oppose à Moscou et sauve le régime d'Agostinho Neto³⁰³.

302 Banque mondiale, *Angola : an Introductory Economic Review*, Washington DC, janvier 1991.

303 ROZES Antoine, les cubains en Angola : de la victoire à l'impasse politique (1975–1988), *Guerres mondiales et conflits contemporains*, No. 192, Décembre 1998, PUF, p.191.

Au Zaïre, l'Administration américaine tente de se désolidariser du régime de Mobutu corrompu et dont les violations des droits de l'homme sont connues. Cela poussera sans doute le président Mobutu à entamer une politique de quasi normalisation avec l'Angola. Ces premières années semblaient donc être vouloir se placer sous le signe d'un certain optimisme. Rapidement les événements en Afrique, vont compliquer les choses pour le secrétaire Cyrus Vance.

Au sujet de l'Angola, Jimmy Carter explique assez clairement l'état des relations entre les deux pays lors de la conférence de presse du 26 juin 1978. Il confirme ne pas avoir pour objectif d'établir des relations diplomatiques avec le gouvernement angolais et nie toute tentative de vouloir fournir à nouveau de l'armement aux rebelles. Néanmoins, Washington, sans reconnaître le gouvernement du MPLA, développe avec lui une politique des petits pas.

Donald F. McHenry, représentant adjoint américain aux Nations Unies se rend à Luanda en juin 1978 pour des consultations auprès du gouvernement angolais. Il apparaît aujourd'hui que la normalisation des rapports américano-angolais sous l'Administration Carter n'aurait pas permis au gouvernement de Ronald Reagan de lier aussi clairement le règlement namibien au retrait des forces cubaines stationnées en Angola³⁰⁴. La décision de demander le retrait cubain comme préalable à toute discussion a été finalement abandonné par l'équipe Carter.

Sur le plan intérieur, après les incidents répétés au Zaïre en 1978, l'UNITA renoue avec ceux qui l'ont soutenue durant la phase initiale de la guerre civile et qui l'ont abandonnée en 1976. Des régimes africains essentiellement et moyen-orientaux apportent de nouveaux soutiens à ce qu'il est convenu d'appeler la rébellion angolaise, mais pas les États-Unis sous l'Administration Carter³⁰⁵.

a) **La déstabilisation du Zaïre**

L'éclatement d'une rébellion militaire dans une des plus riches régions du Zaïre va créer entre les années 1977 et 1978, une série de turbulences qui compliqueront les rapports américano-angolais. La guerre du Shaba, aujourd'hui province du Katanga s'est déroulée du 8 Mars au 26 mai 1977. Le conflit a débuté par l'entrée au Congo de 2000 soldats du Front de libération nationale du Congo (FNLC) depuis l'Angola. Les rebelles ne rencontrent que peu de résistance de la part des Forces Armées Zaïroises.

304 LAIDI Zaidi, *Contraintes et enjeux de la politique américaine en Afrique, la politique étrangère des États-Unis*, Politique Africaine n°12, décembre 1983, p.28.

305 ROZES Antoine, *les Cubains en Angola : de la victoire à l'impasse politique (1975–1988)*, Guerres mondiales et conflits contemporains, No. 192 (Décembre 1998), p.193.

Le Président Mobutu accuse l'Angola, Cuba et l'Union soviétique de soutenir ces rebelles. L'état zaïrois se révèle incapable de répondre à la menace et la France interviendra à compter du 9 avril en fournissant des moyens de transport à un fort contingent marocain. Les États-Unis fourniront une aide relativement limitée ; ce que reprochera ultérieurement le président zaïrois³⁰⁶.

Tout en réaffirmant son amitié continue pour nous, Mobutu a réitéré son désappointement face à notre échec à fournir un plein appui au Zaïre lorsqu'il a été attaqué³⁰⁷.

En 1977, l'Administration Carter regarde encore les problèmes africains sous le prisme régional³⁰⁸. Le gouvernement américain délaisse le régime de Mobutu dont l'image se dégrade et se tourne vers le Nigeria qui est la seule puissance africaine capable de rivaliser avec le Zaïre. Dès la deuxième crise du Shaba en 1978, le centre de gravité de la diplomatie africaine des États-Unis s'était déplacé du cadre régional au cadre global en raison de l'évolution des rapports de forces au sein de l'équipe de Jimmy Carter et de l'apparition de nouvelles contraintes internationales³⁰⁹.

La crise du Zaïre de 1978 affectera l'image de l'Administration Carter en raison d'une réaction excessive. Le président accusa les cubains d'avoir équipé et entraîné les gendarmes katangais. Castro rétorqua qu'il avait eu vent de la préparation du projet et qu'il avait essayé de le stopper en faisant pression sur le gouvernement angolais. Au début juin, le président Carter rendit public des documents de la CIA prouvant l'implication cubaine dans l'invasion au Zaïre. Il déclara le 7 juin à l'académie navale américaine :

Beaucoup de pays sont très préoccupés par le fait que le mouvement non aligné soit détourné par Cuba, qui est évidemment étroitement aligné avec l'Union soviétique et qui dépend des Soviétiques pour la subsistance économique et pour les orientations militaires et sa politique³¹⁰.

Cette ligne dure généra de fortes critiques au sein de l'Administration au Congrès et parmi des pays alliés. Ceci menaça la détente et les accords de désarmement. Le

306 Les États-Unis fourniront du matériel médical, de transmission et des rechanges aéronautiques. Des avions DC8 seront affrétés par le gouvernement français.

307 Câble de l'ambassade des États-Unis à Kinshasa du 23 mai 1977, adressé au secrétariat d'état à Washington. En ligne URL : https://wikileaks.org/plusd/cables/1977KINSHA04837_c.html , accédé le 02 mai 2016.

308 Lieutenant Colonel Thomas P. Odom, *Shaba II: The French and Belgian Intervention in Zaire in 1978*, Combat Studies institute, U.S. Army Command and General Staff College Fort Leavenworth, Kansas; 1993 p.20.

309 LAIDI Zaidi, *Contraintes et enjeux de la politique américaine en Afrique, la politique étrangère des États-Unis*, Politique Africaine n°12, décembre 1983, p.28.

310 Jimmy Carter, Address at the Commencement Exercises at the United States Naval Academy June 7, 1978, the American Presidency Project, en ligne URL: <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=30915> accédé le 18 septembre 2017.

sénateur Clark se plaignit de ce que l'on avait fait de Cuba la troisième superpuissance.

En mai 1978, l'Administration opéra un changement radical dans sa manière de traiter les questions africaines. Alors que le 4 mai, à Portland, Jimmy Carter déclarait, « nous avons aucune intention d'intervenir en aucune manière en Angola³¹¹ ». Quelques jours plus tard, l'amiral Standfield Turner directeur de la CIA rencontra le sénateur Clark pour lui révéler un plan secret visant à déstabiliser le régime d'Agostino Neto. Le plan consistait en des actions clandestines en vue de soutenir l'UNITA. Il fallait l'accord du sénateur en tant que président du sous-comité sur les affaires africaines. Clark conclut que cette aide serait illégale même si elle parvenait via un pays tiers.

b) La question namibienne

Au menu des Assemblées générales depuis 1946, la question namibienne fut un sujet important de la présidence Carter. Le 21 juin 1971, la cour internationale de justice condamnait l'occupation illégale du pays par l'Afrique du Sud. En juin 1975, la France, les États-Unis et la Grande Bretagne mettent leur veto à un projet de résolution qui établissait que l'action de l'Afrique du Sud constituait une menace à l'encontre de la paix au sens de l'article 39 (chapitre VII). Sous la présidence Ford, la question namibienne avait été éclipsée par l'indépendance angolaise et les suites de l'intervention sud-africaine en Angola

De 1977 à 1979, l'administrateur du Sud-Ouest africain nommé par Pretoria Mr Martinus Steyn, abroge certaines lois la loi notamment sur les mariages mixtes ou celle sur l'immoralité. Les Nations Unies ne restent pas insensibles au sort des namibiens. L'Assemblée générale adopte la résolution 32/9 D du 4 novembre 1977 qui déclare que Walvis Bay est partie intégrante de la Namibie face aux tentatives sud-africaines d'annexion. En 1977, les trois pays occidentaux, membres permanents du Conseil de sécurité, le Canada et l'Allemagne de l'Ouest, lancent un effort diplomatique commun pour organiser une transition internationalement acceptable de la Namibie vers l'indépendance.

En 1978, le Western Contact Group soumet au Conseil de sécurité une proposition de règlement de la crise namibienne. Il prévoit l'élection d'une assemblée constituante sous la supervision des Nations Unies dirigé par un représentant spécial du nommé par le Secrétaire Général. Ce plan est proposé à la SWAPO à l'Afrique du Sud³¹².

311 WRIGHT George, *The Destruction of a Nation: United States' Policy Towards Angola Since 1945*, Pluto Press, 1997, p.83.

312 Western Massachusetts Association of Concerned African Scholars, *US Military Involvement In Southern Africa*, South End Press Boston, p.52.

Le raid sur Cassinga

L'année 1978 sera marquée par l'un des plus grands événements de la guerre entre la SWAPO et l'Afrique du Sud. A l'aube du 4 mai, des avions sud-africains attaquent un camp de réfugié de la SWAPO à proximité de la ville angolaise de Cassinga. Une opération aéroportée de grande envergure se déroule avec l'appui d'appareils de guerre électronique, de nombreux hélicoptères. Les aéronefs dotés de bombes antipersonnel à fragmentation effectuèrent un bombardement systématique du camp. Les unités d'infanterie entrèrent en action au sol mais la résistance fut rapidement réduite.

Le bilan officiel selon le gouvernement angolais s'élève à 624 morts et 611 blessés mais la réalité serait moindre. Le massacre de Cassinga, avait pour objectif de montrer la détermination de Pretoria à continuer à dominer la Namibie. Piero Gleijeses a indiqué que ce massacre avait menacé de perturber la politique de l'Administration Carter, qui à cette époque était engagé dans un dialogue compliqué avec l'Afrique du Sud, la SWAPO, et plusieurs états d'Afrique noire pour élaborer un règlement négocié donnerait la Namibie à l'indépendance³¹³.

Ce sont les cubains qui envoyèrent une colonne blindée au secours des combattants de la SWAPO. Jorge Risquet, qui dirigeait la mission cubaine en Angola déclara : « les cubains et namibiens ont mêlé leur sang en combattant contre les racistes sud-africains³¹⁴ ».

Au cours de l'année 1978, le groupe de contact obtient un succès diplomatique lorsque l'Afrique du Sud accepta la résolution 435³¹⁵. En réalité Pretoria l'accepta le 25 avril pensant que la SWAPO le rejeterait. L'attaque de Cassinga failli faire échouer les négociations mais éprouva la détermination des cinq pays du groupe de contact.

Par rapport aux attentes », comme le ministre sud-africain des Affaires étrangères sud-africaine l'a écrit, les États-Unis et leurs alliés ont échoué à imposer des sanctions économiques, même après le massacre. La réponse occidentale tiède à Cassinga a renforcé la conviction de Pretoria dans la pusillanimité de l'Ouest. Lorsque SWAPO a accepté le plan du groupe de

313 GLEIJSES Piero, *A Test of Wills: Jimmy Carter, South Africa, and the Independence of Namibia*, Diplomatic History, Vol. 34, No. 5, November 2010, Oxford p.854.

314 Informe de la conversación sostenida entre Jorge Risquet y Sam Nujoma," May 12 1978, 3, ACC Cité par Piero Gleijeses, p.873.

315 Instituto Português de Relações Internacionais, Regimes e Império: As relações Luso-Americanas no século XX, Portugal, os Estados Unidos e a Guerra Angolana Coordenador : Luís Nuno Rodrigues, MONTEIRO António, *Portugal, os Estados Unidos e a Guerra Angolana Uma Parceria para a Paz*, pp. 250. Lien <http://www.flad.pt/wp-content/uploads/2014/05/livro22.pdf>, accédé le 27 août 2014.

*contact en Juillet 1978 du Groupe, l'Afrique du Sud s'est défaussée avec de fausses objections*³¹⁶.

Après cet événement, un ensemble de résolutions vont être votées pour faire avancer le pays vers l'indépendance. On peut notamment citer la résolution 432 du 27 juillet 1978 qui demande le rattachement de Walvis Bay au territoire namibien.

Le 20 septembre, le premier ministre sud-africain John Vorster rejeta finalement les propositions du secrétaire général de l'ONU pour la transition en Namibie et annonça la décision de l'Afrique du Sud d'organiser des élections dans le territoire. Cette décision était en complète contradiction avec la résolution qui reconnaissait en 1972, la SWAPO comme unique représentant du peuple namibien. Ces élections organisées par l'Afrique du Sud, se sont tenues du 4 au 8 décembre donnant la majorité à la Democratic Turnhalle Alliance (DTA).

Les occidentaux avaient la crainte que ces élections créent les conditions propices à une déclaration unilatérale d'indépendance, comme en Rhodésie quelques années auparavant. La Namibie avait pris au cours des années 70, une place capitale dans l'économie sud-africaine, représentant jusqu'à 10% des recettes d'exportation en devise et étant un producteur vital d'uranium³¹⁷.

Sur le terrain militaire, les sud-africains accentuent leur pression sur la SWAPO. Ils construisent au nord de la Namibie des infrastructures militaires importantes et accentuent leurs vols de reconnaissance au sud de l'Angola³¹⁸. La SWAPO estime à 50000 le nombre de militaires sud-africains présents dans le pays. La tentation de monter des raids en territoire angolais contre la SWAPO apparaît comme une solution.

À la suite de la démission de John Vorster du poste de premier ministre des élections internes ont lieu au sein du parti pour désigner son successeur. Pieter Botha, considéré comme un conservateur emporte l'élection contre Connie Mulder. Il est celui qui avait initié la profonde transformation de l'armée sud-africaine. Depuis cette période, M. Botha nourrissait une profonde méfiance à l'encontre des intentions américaines car l'Afrique du Sud n'a pas reçu le soutien escompté.

Sa désignation le 28 septembre, comme nouveau premier ministre sud-africain annonçait la poursuite de la « ligne dure » inaugurée par M. Vorster. Comme

316 GLEIJSES Piero, Op.Cit., pp. 888.

317 Barry Cohen, *L'Occident et les difficultés de la « stabilisation » en Afrique australe*, Le Monde diplomatique, Décembre 1978.

318 International Herald Tribune, 9 novembre 1978, et Guardian, 8 novembre 1978 cité dans Barry Cohen.

ministre de la défense depuis 1966, M. Botha s'était taillé une réputation de faucon. C'est lui qui avait présidé à la transformation de l'armée sud-africaine, jusqu'alors modeste force de défense, en un appareil militaire hautement mécanisé, basé sur une puissante force de frappe. Il fut l'un des plus fervents partisans de l'invasion de l'Angola en 1975³¹⁹.

Le 29 septembre 1978, le Conseil de sécurité adopte la résolution 435, résultats des travaux du groupe de contact sous la direction de l'ambassadeur américain Donald Mac Henry. Au terme de difficiles négociations, la résolution appelle à l'indépendance de la Namibie, établit la mission UNTAG³²⁰ pour aider le pays à accéder à l'indépendance. Elle autorise la création du poste de Représentant spécial du Secrétaire général. Quatre commissaires des Nations Unies pour la Namibie se sont succédés sans que l'Afrique du Sud ne leur reconnaisse cette qualité.

La visite sans équivalent qu'effectuèrent en Afrique du Sud, au mois d'octobre les ministres des affaires étrangères des cinq pays occidentaux du groupe de contact (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne de l'Ouest et Canada) montre l'enjeu que représentait la crise namibienne pour l'Occident, en particulier pour les États-Unis.

Le 17 avril 1980, le gouvernement sud-africain tente de retarder l'échéance dans le Sud-Ouest africain. Il adopte la proclamation AG08 qui prévoit la réintégration théorique de la population africaine dans l'organisation politique du territoire. Le pouvoir sud-africain décide de diviser pour mieux régner en créant 11 groupes de population pour lesquelles des autorités seraient établies. Par rapport à la constitution de 1968, le groupe unique ethnique bantou est divisé en huit³²¹. Chaque groupe devra élire des autorités représentatives avec des pouvoirs assez vastes dans leurs zones d'action respectives³²².

Dans les priorités en matière de politique étrangère de la période 1979-1980, le secrétaire d'État Vance considère la Namibie comme un sujet important. Il constate que depuis deux ans, les États-Unis ont gagné une influence qui pourrait s'éroder si la question namibienne n'est pas réglée³²³. A la fin du mandat de Jimmy Carter, le Sud-Ouest africain n'a pas accédé à l'indépendance.

319 Barry Cohen, *l'Occident et les difficultés de la « stabilisation » en Afrique australe*, le Monde diplomatique décembre 1978.

320 United Nations Transition Assistance Group.

321 Les Basters, Damara>Nama, Herero, Himba, Kavango et Owambo.

322 SUZMAN James, *report minorities in independant Namibia*, minority rights group international, 2002, p.9.

323 Foreign Relations of the United States, 1977-1980, Volume XXVIII, Memorandum from Secretary of State Vance to President Carter1, Document 17.

Les ventes d'armement américain.

En 1976, lors d'une intervention traitant de la politique étrangère, Jimmy Carter se déclare très concerné par le fait que les États-Unis soient les principaux vendeurs d'armement du monde³²⁴. Il déclare aussi que s'il est élu président il travaillera pour la paix et à réduire le commerce des armes.

Le 24 janvier 1977, lors de sa première interview à Washington, il se déclare favorable à une réduction du commerce des armes. La mission est confiée au secrétaire d'État Cyrus Vance. Celui-ci confie à Leslie Gelb du département d'État, le soin de développer des options politiques pour le président. A cette époque, les ventes d'armement avaient atteint 9 milliards de dollars alors qu'elles se situaient à 750 millions au cours des années 50 et 60. Entre 1971 et 1977, les États-Unis ont vendu pour 55 milliards de dollars d'armement soit trois fois le montant des ventes de 20 dernières années ³²⁵.

Ceci explique en partie le fait que les américains ont commencé à vendre un armement plus sophistiqué. Ceci est particulièrement marquant dans le cas de l'Iran qui reçut à compter de la fin des années soixante, des missiles sophistiqués et des chasseurs très modernes comme le chasseur à géométrie variable F14.

Conclusion

Le président Carter a obtenu quelques importants succès en politique étrangère. Il s'agit notamment de la normalisation complète des relations avec la Chine en 1979³²⁶, la signature du traité de limitation des armes nucléaires SALT II.

Malgré quelques innovations initiales, la politique africaine des États-Unis n'a pas changé de substance. Elle a été partiellement recyclée mais l'antisoviétisme est resté. L'une de ses composantes était le maintien de liens économiques forts avec les états mis au ban des Nations Unies. Dans la stratégie de MM. Carter et Young en Afrique australe, la solution pacifique du problème namibien occupe une place centrale.

324 KLARE Michael T., *Carter's arms Sales Policies: Business as usual*, Social Scientist, Vol7, No4, Nov.1978, p.3.

325 US Department of Defense, *Foreign Military Sales and Military Assistance Fact*, Washington, 1976 cité dans KLARE Michael T., *Carter's arms Sales Policies: Business as usual*, Social Scientist, Vol7, No4, Nov.1978.

326 Department of State, Office of the historians, *1977–1981: The Presidency of Jimmy Carter*, lien : <https://history.state.gov/milestones/1977-1980/foreword>, accédé le 06 août 2017.

C'est l'allié français au sein de la Trilatérale qui jouera le premier rôle pour le compte de l'Occident, avec le soutien discret des États-Unis. L'Administration Carter s'appuiera sur les capacités militaires françaises pour les interventions en Afrique particulièrement au Zaïre. Idéologiquement, opposé à la prolifération des armements, elle prendra aussi la décision de fournir des équipements militaires au Soudan, à la Somalie et au Tchad pour tenter d'éroder l'influence soviétique dans l'Afrique du Nord et de l'Est.

Titre 3. Les évolutions de la politique américaine (1981-1995)

Chapitre 1 La politique africaine du président Reagan

A son arrivée en fonction, Ronald Reagan comme l'ensemble des présidents élus initie une réorientation de la politique étrangère américaine. Il estime que les intérêts économiques et stratégiques n'ont pas été correctement défendus par son prédécesseur. La poussée soviétique n'a pas été contenue en Afrique et un des objectifs son Administration sera de réduire l'influence communiste dans les pays du tiers-monde. Ses conseillers se positionnent à nouveau dans le cadre plus général de la lutte contre le communisme.

Ronald Reagan est arrivé au pouvoir aux États-Unis rejetant la doctrine Brejnev de l'irréversibilité des gains soviétiques et affirmant la conviction que le communisme pouvait être vaincu, pas seulement contenu³²⁷.

La doctrine Reagan comme on la qualifiera consistera à appuyer dans tous les lieux possibles les mouvements qui luttent contre l'Union soviétique ou des gouvernements qu'elle supportait. Le lieu d'application de cette politique sera en premier lieu, l'Afghanistan, l'Asie et l'Amérique latine. Les questions africaines devinrent secondaires à l'exception de celles liées à la rivalité Est-Ouest. La problématique des droits de l'homme n'était pas non plus prioritaire. Les bureaux régionaux du département d'État perdirent de leur importance, particulièrement celui des affaires africaines.

L'Administration Reagan voit l'Angola et dans une moindre mesure le Mozambique comme des clients de Moscou. Il réaffirme que le départ des cubains est une condition sine-qua non de l'établissement de relations normales avec l'Angola.³²⁸ Voici comment Alexander Haig définissait la politique de la nouvelle Administration :

*Établir une nouvelle relation avec l'Afrique du Sud, basé sur une évaluation réaliste de nos intérêts mutuels dans la région de l'Afrique australe. . . .
Nous avons mis fin à l'ostracisme improductif de ces dernières années. . . .
Les Sud-Africains ont maintenant un sens très sûr de l'endroit d'où nous*

327 Instituto Português de Relações Internacionais, Regimes e Império: As relações Luso-Americanas no século XX, Portugal, os Estados Unidos e a Guerra Angolana Coordenador : Luís Nuno Rodrigues, MONTEIRO António, *Portugal, os Estados Unidos e a Guerra Angolana Uma Parceria para a Paz*, p.251.

328 Richard J Bloomfield *US Policy: doctrine versus interests, Regional conflict and U.S. policy: Angola and Mozambique*, A World peace foundation study, Algonac (Mich.); 1988, p.212.

*venons en termes stratégiques. Ils savent Que nous sommes déterminés à faire reculer l'influence soviétique dans le monde et dans leur région*³²⁹.

On peut aussi résumer sa politique en citant George V Wright :

*La politique étrangère menée par l'Administration Reagan en Afrique australe était, en particulier de 1981 à 1985 en harmonie avec son rôle supposé d'un État impérial exerçant une hégémonie mondiale dans la défense du capitalisme. La présidence Reagan interprète toute la politique étrangère à l'aune de considérations globales la rivalité américaine avec l'Union soviétique*³³⁰.

Au sein de son Administration ou au Congrès, coexistent deux tendances. Ceux comme le sénateur Steven Symm qui veulent renverser le régime illégitime à Luanda et ceux qui veulent renforcer l'UNITA³³¹. Réticent à utiliser la force comme cela était le cas depuis la fin de la guerre du Viêt-Nam, Ronald Reagan mettra en œuvre un programme vigoureux de soutien aux Freedom Fighters.

Lorsqu'il arrive au pouvoir, le problème rhodésien a enfin été réglé car celui-ci présentait le moins de difficultés. Comme l'écrit Pauline Baker, les gouvernements successifs se sont continuellement opposés à l'apartheid et ont demandé des changements pacifiques. Chaque Administration a rejeté des sanctions massives économiques pour faire pression sur le gouvernement sud-africain.

Concernant l'Afrique du Sud, il considère aussi que le président Carter ne s'est pas opposée de manière assez ferme au gouvernement sud-africain. Au début des années 1980, les liens économiques entre l'Afrique australe et les pays occidentaux se sont renforcés laissant indiquer le faible impact des sanctions économiques. Aucune Administration ne prit de mesure radicale ou reconnut l'indépendance des homelands mis en place par le pouvoir blanc.

Ronald Reagan va baptiser sa nouvelle politique de la dénomination de constructive engagement usant du bilatéralisme plutôt que d'une approche multilatérale. Il tente de lier le retrait des unités sud-africaines à celui des cubains d'Angola. Durant son premier mandat Reagan se concentre donc sur la question namibienne dont l'indépendance est exigée par les Nations Unies et de nombreux pays.

329 HAIG Alexander, Secret Memorandum to the President (summing up of Pik Botha visit), 20 May 1981, White House Staff and Office Files: Cohen, Herman J., files 1987-1988, African Affairs Directorate, NSC, boxes 91875 and 91876, Ronald Reagan Library, Simi Valley, CA.

330 WRIGHT George V., *US Foreign Policy and Destabilisation in Southern Africa*, Review of African Political Economy, No. 45/46, Militarism, Warlords & the Problems of Democracy (1989), p.159.

331 MC FAUL Michael, *Rethinking the "Reagan Doctrine" in Angola*, *International Security*, Vol. 14, No. 3, Winter, 1989-1990, p.104.

Il est à noter le rôle central de think-tank dans la définition de la politique de ce président. Heritage Foundation, dont un des membres Michael Johns, rencontra des mouvements de résistance en Angola, exercera une influence sur l'Administration Reagan qui augmentera son soutien militaire et politique à ces combattants. Un élément important de cette politique fut le lobbyiste Grover Norquist, qui voyagea au Mozambique et en Angola pour soutenir la RENAMO et l'UNITA.

Le constructive engagement a été pensé pour l'Afrique du Sud mais s'est ouvert sur l'Afrique australe. Le problème vu de Pretoria était de combattre la SWAPO en Namibie et l'ANC en Afrique du Sud même. Au début du 1^{er} mandat de Ronald Reagan, la menace des cubains est encore perçue comme faible par les sud-africains. La convergence de ces deux dynamiques, d'une part la politique stabilisatrice de Crocker et l'agressivité croissante des Sud-africains n'allait pas entamer sa volonté d'aboutir mais mener à une débauche d'énergie tant au bureau Afrique qu'au niveau du département d'État.

Le concept de linkage a été présenté la première fois au Cap en juin 1981 lors d'une réunion entre des délégations des deux pays. On trouvait côté américain, Chester Crocker et le secrétaire d'État adjoint William P. Clark³³². Il s'agissait d'une proposition claire du gouvernement américain. Si les États-Unis arrivent à obtenir le retrait des cubains d'Angola, alors les Sud-africains mettront en œuvre le plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie.

Les Sud-africains acceptent formellement ces propositions. Le lien avec la question cubaine multiplie le nombre d'intervenants et atténue la responsabilité de chacun. Cela permet à Pretoria de rejeter la responsabilité de l'occupation de la Namibie sur l'Angola ou sur les États-Unis. Cela donne aussi de la crédibilité à la crainte sud-africaine d'un assaut dirigé par l'URSS. Il fournit aussi aux conservateurs un ancrage dans le conflit est-ouest qui les satisfaisait.

La nouvelle approche semble séduire mais finalement les obstacles apparaissent. Les américains croyaient que lorsque les exigences sud-africaines auraient été satisfaites, il serait facile d'y intégrer l'Angola. Néanmoins cette équation avait encore de nombreuses inconnues. Les Sud-africains et l'UNITA poursuivaient leurs attaques et l'attitude des cubains et soviétiques est plus agressive. Il y avait même une escalade militaire en Afrique du Sud qui fait douter de la volonté de changement.

332 William P. Clark a été secrétaire d'État adjoint des États-Unis (United States Deputy Secretary of State) du 25 février 1981 au 9 février 1982 avant de devenir conseiller à la sécurité du président pendant un an. Cette fonction est la seconde du département d'État des États-Unis, derrière celle de secrétaire d'État.

Section.1 **Le premier mandat**

Le président Reagan désigne Chester Arthur Crocker pour conduire sa politique africaine. Il s'agit d'un spécialiste des affaires africaines qui a travaillé au sein du Conseil de sécurité nationale pour Henry Kissinger. Il s'était fait connaître en 1980 par la publication d'un article *South Africa : Strategy for Change* dans la revue *Foreign Affairs* de l'hiver 1980. Il y critiquait la politique de l'Administration Carter pour son inconsistance et ses changements de direction³³³. Il estimait que la rhétorique son prédécesseur avait amené l'Afrique du Sud loin de la sphère d'influence américaine.

Sa nomination comme celle de plusieurs membres de l'Administration jugés trop libéraux ou associés à Kissinger sera retardé par le sénateur Helms. Durant les six premiers mois de l'année 1981, le comité des relations étrangères (Foreign Relations Committee) conduira de nombreuses auditions pour tenter de s'opposer aux nominations d'Alexander Haig au poste de Secrétaire d'État³³⁴, de Lawrence Eagleburger au poste de sous-secrétaire d'État aux affaires politique et à celle de Crocker. Ces retards à l'occasion du processus de confirmation entravent l'action de la nouvelle Administration. Après sa nomination et grâce aux réseaux qu'il avait créés, Crocker devint un collaborateur précieux des secrétaires d'état successifs. Son mandat à la tête du Bureau Afrique fut le plus long de l'histoire de ce bureau.

Au début des années 80, l'Afrique du Sud est dans une mauvaise situation économique. L'effort de guerre, la modernisation des forces armées coutent extrêmement cher. La dette sud-africaine atteint 9.3 milliards de dollars à la fin de 1981³³⁵. Des banques américaines sauvent l'Afrique du Sud de la banqueroute. Au début de la présidence de Ronald Reagan, les investissements américains augmentent de 13.3 % en 1981. En 1984, les exportations américaines vers l'Afrique du Sud représentent 2.4 milliards de dollars soit 1.1 % des exportations de ce pays³³⁶.

Durant son premier mandat, Ronald Reagan et son Administration s'attacheront à mettre en place la politique de l'engagement constructif avec le gouvernement d'apartheid en Afrique du Sud. En opposition aux condamnations émises par le

333 DAVIES J.E, *Constructive engagement, Chester Crocker & American Policy in South Africa, Namibia & Angola 1981-8*, Ohio University press, Athens, p.23.

335 CHAMORAND Elisabeth, *Rôle croissant des capitaux américains et persistance du régime d'apartheid : Les atouts de Pretoria face aux pressions internationales*, Le Monde diplomatique Février 1981.

336 DAVIES J.E, *Constructive engagement, Chester Crocker & American Policy in South Africa, Namibia & Angola 1981-8*, Ohio University press, Athens, p.41.

Congrès américain et les exigences du public en matière de sanctions diplomatiques ou économiques, Reagan a fait des critiques relativement mineures du régime. Les responsables de l'Administration Reagan ont vu le gouvernement de l'apartheid comme un allié anti-communiste clé.

Durant le mandat du 40^{ème} président des États-Unis se développe des tentatives de vouloir substituer aux sanctions économiques des projets de développement au profit de la communauté noire. Cette ligne sera défendue par Alan Keyes, un diplomate noir américain conservateur qui déclarait :

Mon troisième point est celui qui a été pratiquement négligé dans le débat sur les sanctions jusqu'à présent, mais je crois que c'est la considération la plus importante de toute. Sanctions et désinvestissement sont néfastes surtout parce qu'ils ont tendance à affaiblir et à détruire la base de pouvoir la plus efficace de la population noire d'Afrique du Sud³³⁷.

Section.2 Un changement de contexte radical-le second mandat

Le second mandat du président Reagan fut consacré à l'Afrique du Sud en raison de l'irruption de cette question au sein de la société américaine. Le 21 novembre 1984, trois noirs-américains³³⁸ étaient arrêtés alors qu'ils manifestaient devant l'ambassade sud-africaine de Washington. Cet incident marqua le début de la campagne du Free South Africa Movement³³⁹. Plusieurs raisons expliquent cet intérêt dans la société américaine. Il s'agit en premier lieu de la réaction violente sud-africaine à la résistance des sud-africains noirs mais aussi de l'augmentation de la puissance politique des afro-américains.

L'action conjuguée de la FSAM, du TransAfrica Forum et du Congressionnal Black Caucus et l'engagement de citoyens amèneront le Congrès à faire passer pour la première fois une réglementation contre l'Afrique du Sud, le Comprehensive Anti-Apartheid Act. En 1986, malgré l'opposition du président, cette législation votée par le pouvoir législatif sera finalement promulguée. Cette loi impose des sanctions contre l'Afrique du Sud et instaure cinq conditions à la levée de celles-ci. Cette législation sera étudiée dans un des prochains chapitres.

337 Subcommittees on International Economic Policy and Trade and on Africa Committee on Foreign Affairs, House of Representatives, Oversight of the Administration's Implementation of the Comprehensive Antiapartheid Act of 1986 (Public Law 99-440) and an Assessment of Recent South African Political and Economic Developments pp31/236, en ligne URL : <http://www.aluka.org/stable/10.5555/AL.SFF.DOCUMENT.uscg025> accédé le 18 septembre 2017.

338 Il s'agit de Randall Robinson, Walter Fauntroy et Mary Frances Berry.

339 Free South Africa Movement.

En 1985, Mikhaïl Gorbatchev devient secrétaire général du PCUS. Il arrive au pouvoir avec l'intention de libéraliser l'économie politique du pays et d'intégrer l'économie capitaliste.

A ce point une tendance globaliste dirigée par le secrétaire d'État George Shultz commence à dominer la politique étrangère de Reagan. Les tenants de cette école ont commencé à coopérer avec l'Union soviétique sur le contrôle des armements et la résolution des conflits régionaux du Tiers-Monde, toujours à des conditions avantageuses aux États-Unis³⁴⁰.

a) Les caractéristiques de la politique américaine

A son arrivée au Bureau Afrique, Chester Crocker croit qu'une série de conditions sont réunies pour avancer sur la politique envers l'Afrique du Sud. Il espère en la capacité d'évolution du régime sous la direction du président Pieter Botha. Il avait néanmoins conscience tant de l'influence limitée des États-Unis sur le gouvernement sud-africain que des manipulations opérées par ce pays se vantant de son amitié avec ce grand pays dans ses relations avec les pays voisins.

En janvier 1981, l'Afrique du Sud avait fait échouer le plan de règlement pour la Namibie mis au point par les cinq pays occidentaux membres dans le cadre du groupe de contact avec le concours des Nations Unies. Ce début de mandat est difficile pour la nouvelle Administration mais celle-ci décide de donner des signaux positifs à l'Afrique du Sud. En mars 1981, une délégation militaire sud-africaine de haut niveau se rend à Washington pour des contacts. Des petites mesures sont prises telles que l'échange d'attachés militaires, la délivrance de visa, la livraison d'équipements à vocation duale non létale. Ces mesures sans grande conséquence sont les signes d'une coopération plus étroite entre les deux pays.

Le 29 août 1981 devant les membres de l'American Legion à Hawaii, le président détaille la politique que va suivre l'Administration. Il déclare : « L'Afrique australe est une région caractérisée par l'interdépendance substantielle et une absence de base politique pour la coopération régionale ». Il constate en effet une très grande interdépendance dans le domaine économique comme entre le Mozambique et l'Afrique du Sud ou avec la Namibie et le peu de relations entre les états depuis les indépendances.

Les états voisins malgré leurs liens économiques avec l'Afrique du Sud mettent une pression grandissante sur le régime de l'apartheid. Il estime aussi que l'Angola est victime d'une intervention étrangère qui prolonge un conflit inter-fractionnel. Dans

340 WRIGHT George, *The Clinton Administration's Policy toward Angola: An Assessment*, Review of African Political Economy, Vol. 28, No. 90, Patrimonialism & Petro Diamond Capitalism: Peace, Geopolitics & the Economics of War in Angola (Dec., 2001), p.566.

ces circonstances, il estime qu'il n'y a pas de chemin facile pour la politique étrangère américaine.

Cette Administration est bien consciente qu'en cherchant à maintenir des chances de solutions négociées et de renforcer ceux engagés dans un changement évolutif, c'est comme marcher dans un champ de mines de peurs opposées, d'émotions et d'idéologies - en Afrique et au-delà³⁴¹.

La base conceptuelle de la stratégie de Chester Crocker repose sur 3 points clés : La croyance que les intérêts américains sont primordiaux dans cette région. Il comprend à la fois l'approche globaliste et régionaliste et cherche à développer une politique équilibrée. Il dénie d'ailleurs aux deux écoles la capacité à régler les problèmes. Le troisième facteur est que Chester Crocker est initialement optimiste au sujet de la capacité de la minorité blanche à effectuer des changements dans le pays. Il croit au dialogue avec les sud-africains de toute origine mais veut un pays économiquement stable et toujours un bastion contre le communisme.

Section.3 Les autres pays d'Afrique australe.

a) L'Afrique du Sud

Les années Reagan se caractérisent par un appui important à l'Afrique du Sud, une hostilité aux demande africaines d'autodétermination, une obstruction dans le dossier namibien et une approbation tacite des attaques sud-africaines contre ses voisins³⁴².

Malgré cela un document de l'Administration Reagan, publié en 1986 affirmait publiquement le contraire :

Le 9 Septembre 1985, le Président Reagan a déclaré ce qui suit : Le système de l'apartheid signifie discrimination raciale délibérée, systématique et institutionnalisée niant la majorité noire de leurs droits donnés par Dieu. De l'avis de l'Amérique de l'apartheid est simple et directe : nous croyons qu'il est mauvais. Nous condamnons. Et nous sommes unis dans l'espoir pour le jour où l'apartheid ne sera plus³⁴³.

En 1983, un referendum sur une nouvelle constitution, ouvert aux blancs, indiens et métis est organisé. Malgré l'opposition des Nations Unies, des mouvements antiapartheid, il est validé par le secrétariat d'État américain. Les différentes prises de position de l'Administration Reagan ont été interprétés à Pretoria comme un feu

341 CROCKER Chester, *American policies in Southern Africa*. South African Institute of Foreign Affairs, Background Briefing No, 10, 1981.

342 WRIGHT, George V. *US Foreign Policy and Destabilisation in Southern Africa*, Review of African Political Economy, No. 45/46, Militarism, Warlords & the Problems of Democracy (1989), p.159.

343 U.S. Dept. of State, Bureau of Public Affairs, Office of Public Communication, Editorial Division, *Misconceptions about U.S. policy toward South Africa*, Washington, D.C., 1986, p.2.

vert à la politique dite total strategy ou total national strategy conduite par l'Afrique du Sud. Cette situation prévaudra durant le premier mandat du président Reagan mais au bout de quelques années la tendance s'inversera.

A cette époque la pression de l'opinion publique se fait plus pressante et l'Administration doit justifier sa politique. Après une embellie en début de mandat, les relations économiques entre les États-Unis et l'Afrique du Sud se détériorent sous la pression de cette même opinion publique. Entre 1984 et 1986, dix-neuf états, soixante-dix villes et comtés, plus de cent collèges désinvestissent d'Afrique du Sud, l'équivalent de dix milliards de dollars. Durant les années 1985 et 1986, les multinationales américaines commencent à se retirer d'Afrique du Sud. Ces actions souvent symboliques ont eu un impact significatif sur l'opinion. En 1985, le Congrès tente de faire passer une législation contraignante contre le régime sud-africain. Il s'agit du Comprehensive Anti-Apartheid Act.

Comme pour signifier une inflexion de politique, Ronald Reagan nomme un ambassadeur noir, Edward J Perkins en Afrique du Sud de 1986 à 1989. Celui-ci raconte dans ses mémoires que la mission américaine en Afrique du Sud a essayé d'être un agent du changement, rencontrant toutes les communautés. Il a critiqué les arrestations, se rendant régulièrement townships, demandant régulièrement à rencontrer Nelson Mandela qui était en prison³⁴⁴. Cet engagement local n'a pas dissipé toute l'ambiguïté de la politique présidentielle américaine durant cette période.

Les opérations militaires sud-africaines

Dans le domaine militaire, l'Afrique du Sud a fait face durant la présidence Reagan à un accroissement significatif des capacités militaires des FAPLA et de ses alliés. Ce renforcement est d'ailleurs sans doute lié à la fois à la politique américaine et à la hausse des incursions sud-africaines en Angola.

Durant le premier mandat Reagan, l'Afrique du Sud lance seize opérations d'importance en Angola. Celles-ci sont initialement destinées à détruire des installations de la SWAPO mais aussi à réduire les capacités stratégiques de l'état angolais. Ainsi en 1981, l'Armée sud-africaine lance l'opération Kerslig qui consiste en un raid contre la raffinerie de Luanda. L'action est conduite à partir de bâtiments de la marine par des éléments des forces spéciales sud-africaines du 1^{er} et 4^{ème} régiment de reconnaissance. L'explosion prématurée d'une charge explosive tuera le chef du détachement et fera échouer le raid. Les pompiers réussissent à maîtriser les

344 PERKINS Edward J., CRONLEY Connie, Mr. Ambassador: Warrior for Peace, University of Oklahoma Press, April 10, 2006, p.248.

incendies en trois jours. Si l'opération s'était déroulé comme prévu, l'incendie de la raffinerie aurait pu avoir de graves conséquences pour la ville de Luanda. L'opération Askari lancée le 6 décembre 1983 fut une opération transfrontalière de grande ampleur en Angola ayant pour objectif de perturber le soutien logistique et le commandement de la SWAPO. Après cette opération qui fit de nombreuses pertes, les deux parties se montrent prêtes à reconnaître un cessez-le feu.

Il s'agit du premier accord de Lusaka qui établit le principe d'un retrait des troupes sud-africaines de l'Angola et créé une commission pour superviser la mise en œuvre du traité. L'accord ne vivra pas longtemps en raison des interprétations très différentes des implications du traité. « Un accord qui, à peine scellé, était pratiquement avorté faute sans doute d'environnement favorable à l'époque³⁴⁵.

C'est dans le domaine aérien, que l'introduction de nouveaux chasseurs de type MIG-23ML va modifier profondément l'équilibre des forces en présence. Mis en œuvre par les pilotes cubains, ils surpasseront les mirages F1³⁴⁶ sud-africains. A partir de septembre 1987, on peut dire que la FAPA-DAA³⁴⁷ avait acquis la supériorité aérienne³⁴⁸ dans le ciel angolais.

b) L'Angola

La situation a relativement peu évolué en Angola durant l'Administration Carter. L'amendement du sénateur Clark reste le principal frein à toute aide directe américaine. Dès février 1981, Chester Crocker réclame l'abolition de cette législation qui bloque l'aide militaire aux opposants du MPLA.

Les relations américaines avec l'Angola et le Mozambique présentent un paradoxe ... les États-Unis ont des relations chaleureuses avec le Mozambique, qui comprennent la fourniture d'une aide économique et les efforts diplomatiques pour le compte du Mozambique, tandis que les relations avec la République populaire d'Angola sont pauvres³⁴⁹.

345 CADOUX Charles, *vers la création prochaine d'un état de Namibie ? analyse des « accords de 1988, annuaire français de droit international XXXIV* - éditions du CNRS, Paris, 1988, p.15. Version électronique : http://www.persee.fr/doc/afdi_0066-3085_1988_num_34_1_2826 consulté le 05/06/2016.

346 Le Dassault Mirage F1 est un avion de combat et d'attaque français conçu pour succéder au Mirage III. L'Afrique du sud a acquis 32 Mirage F1-AZ pour des missions d'attaque au sol 16 Mirage F1-CZ pour des missions d'interception et de défense aérienne.

347 Força Aérea Popular de Angola/Defesa Aérea e Antiaérea (FAPA/DAA).

348 COOPER Tom, *African Mig, vol1/ Angola to Ivory Coast*, Harpia publishing, Houston, 2010, p.60.

349 BLOOMFIELD, Richard J. *US policy: Doctrine versus interests dans Regional conflict and U.S. policy: Angola and Mozambique* / ed. by Richard J. Bloomfield, A World peace foundation study. - Algonac (Mich.), 1989, p.207.

Dès sa prise de fonction, le président Reagan soutien publiquement l'UNITA et appelle aussi le Congrès à annuler l'amendement Clark³⁵⁰. L'aide américaine a néanmoins continué à arriver par d'autres canaux dont l'Arabie Saoudite.

Le sous-comité africain de la commission des affaires étrangères de la Chambre étudie "une très forte preuve circonstanciée" comme un membre du personnel a dit, que les États-Unis ont utilisé l'argent saoudien pour contourner une interdiction du Congrès sur l'aide américaine aux rebelles qui combattent le gouvernement marxiste de Angola.

En Angola, dans le domaine économique la politique américaine vise à protéger le secteur pétrolier. Bien qu'il y eût peu de soutien au sein de l'Administration Reagan pour la compagnie Gulf devenue Chevron en 1985, que certains souhaitaient même son départ d'Angola³⁵¹, l'Eximbank approuvera un prêt de 230 millions de dollars pour financer des projets en Angola.

L'amendement Clark sera finalement abrogé par le Congrès en juillet 1985. Les supporters de cet amendement craignaient que l'abolition de cette législation ne mette en colère le gouvernement angolais et que cela retarde le règlement du conflit dans la future Namibie.

Les attaques sud-africaines se multiplient à cette période. Sans doute convaincu du soutien de la nouvelle Administration, les Sud-africains se firent plus agressifs à l'encontre du Mozambique et de l'Angola. Ils lancèrent de très nombreux raids, des assassinats et des pressions économiques. La complexité de certaines actions comme l'opération *Kerslig* qui visait une raffinerie à Luanda, les incursions aériennes toujours plus profondes et audacieuses vont amener une réaction des pays communistes.

En janvier 1984, les soviétiques décident d'accroître la fourniture de matériels militaires modernes et de renforcer le réseau de surveillance aérienne du pays. L'objectif ultérieur est de préparer une attaque contre l'UNITA dans le sud-est de l'Angola. En 1987, les alliés de l'Angola ont effectivement renforcé leur présence dans le pays. Il y a 37000 cubains, 2500 soviétiques et autant d'allemands de l'est dans le pays. On trouve aussi sur le territoire 1400 ex-gendarmes katangais, 1200 combattants de l'ANC et 7000 de la SWAPO^{352 353}.

350 MCFAUL Michael, *Rethinking the Reagan Doctrine*, International Security, Vol. 14, No. 3, Winter, 1989-1990, p.105 lien : <http://www.jstor.org/stable/2538933>, Accédé le 10 mars 2013.

351 WRIGHT George V, *US Foreign Policy and Destabilization in Southern Africa*, Review of African Political Economy, No. 45/46, Militarism, Warlords & the Problems of Democracy, 1989, p.161.

352 Jane's Defense Weekly, 24 October 1978, p.950.

353 VANNEMAN Peter, *Soviet Strategy in Southern Africa: Gorbachev's Pragmatic Approach*, Hoover Inst Pr, July 1990, p.46.

Le tournant de la bataille de Cuito-Cuanavale

La présence sud-africaine s'accroît en Angola et en novembre 1987. Ils envisagent d'établir une nouvelle base pour l'UNITA à Cuito Cuanavale dans le sud de l'Angola. La journaliste Victoria Brittain observe que cette opération était la plus ambitieuse depuis 1975. Dans le même temps, les FAPLA faisaient face à des attaques innombrables d'environ 20000 soldats de l'UNITA, bien équipés par l'Afrique du Sud et entraînés au Maroc avec le soutien des israéliens. Les cubains accroissent leurs moyens militaires pour capturer cette bourgade et le plateau central angolais.

Cette opération se déclenche au moment où les sud-africains souhaitent réduire leur engagement en Angola en raison du coût financier et humain. Les dernières confrontations contre les troupes cubaines avaient été très incertaines et le commandement sud-africain craignait une défaite lors de prochains combats³⁵⁴. Les cubains de leur côté cherchaient une porte de sortie honorable après un long engagement, de nombreuses pertes et quelques doutes. Au final ce qui est ironique ; c'est que la présence des troupes cubaines a favorisé le plan proposé par les États-Unis avec l'appui de l'URSS³⁵⁵.

L'Union soviétique se décida à livrer ses armements les plus modernes pour combattre l'UNITA à l'est du pays. En 1987, l'Union soviétique encouragea même le gouvernement angolais à mener une opération militaire de grande envergure pour détruire l'UNITA dans son réduit³⁵⁶. Les forces angolaises reçurent du matériel neuf comprenant des chars, des hélicoptères et des avions de combat. La première action lancée pour s'emparer de Mavinga fut un échec sanglant pour les FAPLA.

Initialement commandée par des officiers soviétiques, l'offensive des FAPLA est lancée le 5 septembre contre les positions de l'UNITA au niveau de la rivière Longa. Cette action fut un échec mais les sud-africains n'exploitèrent pas le succès. Le 9 novembre 1987, des chars lourds sud-africains Olifant³⁵⁷ attaquèrent des chars soviétiques T55. Ce fut le premier et dernier combat de ce type en Afrique subsaharienne.

354 BLOOMFIELD Richard.J, *Regional conflict and U.S. policy Angola and Mozambique*, Reference Publications, 1988, p.220.

355 BLOOMFIELD Richard.J, Op.Cit., p.220.

356 MONTEIRO António, Portugal, os Estados Unidos e a Guerra angolana. Uma parceria para a Paz, pp.255. En ligne URL : <http://www.flad.pt/wp-content/uploads/2014/05/livro22.pdf> accédé le 07 octobre 2017.

357 Le char Olifant est une version modernisée du char Centurion britannique. Cet équipement régulièrement mis à niveau est encore en service au sein des forces de défense sud-africaines.

Une quantité importante de matériels soviétiques sophistiqués est perdue par les FAPLA. Ceux-ci sont soigneusement étudiés par les services sud-africains, israéliens et américains³⁵⁸. Le 15 novembre 1987, les cubains décident de renforcer leur dispositif en Angola portant leurs troupes de 15000 à 50000 hommes. Au prix d'un pont aérien et maritime important, les premiers combattant de la 50^{ème} division arrivent le 5 décembre dans la zone des combats. Dans le camp opposé, l'armée sud-africaine et l'UNITA se renforcent.

Les Sud-Africains attaquent de nouveau en février et mars les positions de Cuito Cuanavale, sans succès en raison de la supériorité arienne cubaine et de l'importante défense antiaérienne déployée. L'opinion publique sud-africaine accepte mal ce conflit et le soutien faiblit. Le 23 mai 1988, la SADF lance sa dernière attaque majeure contre la ville.

Lors des combats aux abords de la ville de Cuito-Cuanavale, l'armée de l'air sud-africaine constate qu'elle a perdu la supériorité aérienne en Afrique australe. Ceci compromet largement le succès des opérations au sol.

Le bilan de la bataille de Cuito Cuanavale est le suivant :

Le véritable vainqueur de la bataille de Cuito Cuanavale était le peuple angolais qui ont pu dire au revoir à ses patrons soviétiques et cubains afin que l'entreprise sérieuse de la paix et la prospérité pourrait commencer tout en esquivant l'héritage mortel d'une campagne spoliée par les mines³⁵⁹.

Le 26 juin 1988, les pilotes cubains bombardent le barrage de Calueque sur la rivière Kunene menaçant directement les frontières de la Namibie. L'Afrique du Sud commence à craindre une incursion des forces cubaines.

L'heure est alors à l'apaisement et à la négociation dès le mois de mai. Déjà initiée quelques années auparavant dans le cadre du constructive engagement un accord en 14 points est trouvé le 20 juillet 1988. Il s'agit d'une diplomatie des petits pas car il faudra plusieurs mois pour aboutir.

La série d'accords lie l'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba pour l'application de la résolution 435 qui prévoit le retrait cubain en contrepartie de l'accession de la Namibie à l'indépendance et à des élections sous le contrôle des Nations Unies. Si cet accord réglait le problème namibien, la question de l'UNITA et de la guerre civile n'était pas abordée.

358 POLACK Peter, *the last hot battle of the cold war, South Africa vs Cuba in the Angolan Cuban war*, Casemate publisher, Oxford, 2014, p.132.

359 POLACK Peter, *Op. Cit*, p.186.

Les angolo-cubains présentent cette bataille comme une très grande victoire voire même le coup fatal au système de l'apartheid. Côté sud-africain, les pertes sont limitées à hauteur de trente-et-un tués et quelques engins blindés détruits et 3 avions de combat. La défaite est surtout symbolique et effectivement amènera le pays à négocier.

L'étendu du soutien américain à l'UNITA

Le soutien américain a évolué en fonction des périodes et l'Administration Reagan a souhaité même avant son entrée en fonction appuyer l'UNITA. Il faudra plusieurs années pour qu'il obtienne la fin de l'amendement Clark qui interdisait tout soutien au mouvement angolais. Cette condition ayant été remplie, les États-Unis ont commencé à livrer une aide en équipement militaire, estimé à 15 millions de dollars en 1986. Les années suivantes le montant de cette aide atteint 50 millions de dollars et plus. Les livraisons comprenaient des missiles Stinger acheminés par la CIA à Savimbi. Le représentant Harold Wolpe estimait l'appui américain à 40 millions de dollars en 1989³⁶⁰. Si Ronald Reagan accroît l'aide au mouvement rebelle ; cela a pour conséquence d'augmenter significativement le volume du contingent cubain qui passe de 20000 à 35000 ³⁶¹ durant son premier mandat. Ce soutien est aussi le fruit d'un puissant lobbying effectué par ses nombreux soutiens. A la fin des années 80, le budget relations publiques de l'UNITA atteignait 2 millions de dollars³⁶².

La politique de Chester Crocker avait pour objectif d'obtenir à minima le retrait des troupes cubaines sans mettre en danger l'UNITA. Un des objectifs était de ne pas marginaliser les nations occidentales aux yeux du monde.

c) La Namibie

En 1977, le président Carter avait pris l'initiative de créer un groupe de contact composé de cinq nations occidentales. Celui-ci n'avait pu obtenir de résultats concrets mais avait jeté les bases du règlement futur dont la résolution 435 du Conseil de sécurité. Chester Crocker avait sous-estimé la déstabilisation créée par les attaques ciblées sud-africaines contre les responsables de la SWAPO ou de l'ANC. La lenteur de l'évolution de la situation en Namibie amena la diplomatie américaine à se concentrer sur le Mozambique et le Zimbabwe.

360 WOLPE Harold, *Seizing Southern African Opportunities*, Foreign Policy, No. 73 (Winter 1988-89), p. 66.

361 BACKER Pauline, *The United States and South Africa: The Reagan Years*, Ford foundation-foreign policy association, 1989, p.19.

362 MINTER William, *The US and the war in Angola*, Review of African political economy n°50, p.137.

Le 25 août 1981 deux colonnes motorisées sud-africaines pénètrent en Angola, à partir de la Namibie et engagent le combat à une centaine de kilomètres à l'intérieur du territoire angolais³⁶³, leur objectif était de détruire le poste de commandement et d'entraînement de la SWAPO situé à Xangongo, et ses bases logistiques.

Cette nouvelle intervention militaire sud-africaine provoque une série de protestations internationales. Le premier ministre sud-africain Pieter Botha, justifie cette intervention dans le cadre de la lutte contre les terroristes de la SWAPO qui à partir de l'Angola, commettent des meurtres, posent des mines et intimident les populations namibiennes³⁶⁴.

Le bilan humain de l'opération Protea aurait été de 450 à 500 morts, dont huit Sud-Africains et deux soldats namibiens. Le général Magnus Malan, ministre sud-africain de la défense a annoncé que plusieurs officiers soviétiques qui combattaient aux côtés de la SWAPO avaient été tués. Un sous-officier soviétique a également été fait prisonnier et ramené en territoire namibien³⁶⁵.

Lors de cet incident les États-Unis font usage de leur droit de veto au Conseil de sécurité. L'Angola critique vivement ce veto qui évite l'adoption d'un texte exigeant : « le retrait immédiat et inconditionnel des troupes sud-africaines du territoire angolais et que soient imposées des sanctions globales et obligatoires contre le régime raciste de Pretoria³⁶⁶ ». Le représentant américain, M. Lichenstein, a évoqué la " neutralité " dont se réclame l'Administration Reagan en Afrique australe.

L'Afrique du Sud ne reste pas inactive et développe une politique bilatérale par les accords de Lusaka avec l'Angola en février 1984 et de Nkomati avec le Mozambique en mars 1984. Elle obtient des concessions politiques en échange d'engagements dont le respect restera pour le moins discutable et douteux dans les années suivantes³⁶⁷. Dans le cadre de ces accords, en 1985, le gouvernement angolais accepte de retirer son soutien à la SWAPO en échange du retrait des forces militaires sud-africaines du sud de l'Angola.

363 Selon Luanda deux colonnes motorisées sud-africaines auraient pénétré dans le sud angolais », le monde, 26 août 1981.

364 *Le conflit namibien, Pretoria reconnaît qu'il a lancé une " opération de poursuite " dans le Sud angolais*, Le Monde, 28 août 1981.

365 *Angola : Pretoria fournit les noms de militaires soviétiques tués ou prisonniers* , Le Monde, 3 septembre 1981.

366 *Luanda menace de faire appel à ses alliés*, Le Monde, le 4 septembre 1981

367 FRITZ Jean-Claude, *La Namibie indépendante, les coûts d'une décolonisation retardée*, Paris, l'Harmattan, 1991, p.27.

Après la bataille de Cuito-Cuanavale en Angola, l’Afrique du Sud est désireuse de trouver une issue³⁶⁸. Déjà en avril 1987, la diplomatie congolaise avait essayé de favoriser le dialogue entre les États-Unis et l’Angola. De son côté le président Dos Santos se rendait à Cuba pour préparer le retrait des troupes de ce pays. En 1988, tous les principaux acteurs du conflit angolais étaient semble-t-il disposés à négocier³⁶⁹. L’essentiel des différents accords conclus à Genève, Brazzaville et New-York avait pour but de créer les conditions favorables à l’application tant attendue de la Résolution 435/78 du Conseil de sécurité qui organise l’accès à l’indépendance de la Namibie. Voici la succession des accords et protocoles signés :

- Accord de New- York du 20 juillet 1988 : principes de règlement pacifique au Sud-Ouest africain ;
- Accord de Genève du 5 août 1988 sur un cessez le feu quasi immédiat ;
- Protocole de Brazzaville du 13 décembre 1988 apportant des précisions et compléments sur la mise en place effective de la résolution 435/78 ;
- Accord de New York du 22 décembre 1988 portant accord global ;

Le 8 et 9 avril 1989, les parties prenantes au protocole de Brazzaville du 13 décembre 1988, se réunissent au Mont Etjo en Namibie, pour rappeler leur attachement à la résolution pacifique du conflit dans le Sud-Ouest africain.

Les accords de règlement de la situation en Namibie sont des accords interétatiques car aucune organisation internationale, pas même les mouvements de libération qui sont intéressés n’en sont signataires. L’URSS est apparemment absente de ces négociations mais est informé en permanence de l’évolution des travaux.

Comme l’écrit Jean-Claude Fritz, le sort de la Namibie échappe définitivement, qu'on le déplore ou non, à la gestion de l’O.U.A. Malgré l’accumulation des résolutions, Il discerne dans le succès du règlement de l’affaire namibienne, l’effet Gorbatchev et les retombées directes de la nouvelle diplomatie soviétique orientée vers une véritable coexistence pacifique, la réduction des armements et l’apaisement des tensions, y compris et peut-être surtout au niveau régional.

La lassitude des différents belligérants explique aussi l’acceptation de l’accord. L’Afrique du Sud a enfin pris conscience qu’il lui était possible de vivre avec des voisins « d’inclinaison marxiste ». L’Afrique du Sud estime en 1988 avoir beaucoup payé pour la Namibie³⁷⁰.

368 KONE Amadou, *De la guerre d’indépendance à la guerre civile et internationale en Angola (1961-1991)*, Editions connaissances et savoirs, 2013, p.159.

369 KONE Amadou, Op.cit., p.161.

370 Des investissements considérables ont été effectués sur le Territoire, depuis notamment le lancement en 1964 de l’ambitieux projet de développement du S.O.A (plan Odendaal).

La mise en place de l'UNTAG

L'accord signé prévoit la mise en place d'une force des Nations Unies pour faciliter la transition. Les États-Unis appuieront d'ailleurs son déploiement. Dénommée UNTAG³⁷¹ bien qu'officiellement commencée le 29 septembre 1978, elle ne sera déployée en Namibie d'avril 1989 à mars 1990 sous la direction du diplomate finlandais Martti Ahtisaari.

La force militaire sera commandée par le lieutenant-General indien Dewan Prem Chand³⁷² âgé à l'époque de 72 ans. Comptant 8000 hommes et femmes à son maximum, elle se déploiera dans 200 points du territoire namibien. Les États-Unis et la France ne participeront pas à cette force des Nations Unies. Un des volets de sa mission consistait à superviser les camps de la SWAPO en Angola et en Zambie. Alors que la Force est dans sa phase initiale de déploiement, la SWAPO tente un coup d'éclat en engageant une colonne blindée en territoire namibien à partir de ses bases angolaises. Forte de plus de 1000 hommes, elle a pour objectif de s'emparer d'une partie du territoire au nord de la Namibie. Elle se heurte à la police du Sud-Ouest africain. Martti Ahtisaari demandera et obtiendra l'appui de troupes sud-africaines pour rétablir l'ordre. La SWAPO perdra plus de 300 combattants dans ces affrontements.

La mission permettra une transition relativement pacifique du pouvoir vers la SWAPO. Le gouvernement sud-africain dépensera plus de 35 millions de dollars en soutien à sept partis politiques qui s'opposait à la SWAPO³⁷³. Malgré cette tentative, la SAPO obtiendra 57% des sièges à l'assemblée nationale.

d) Le Mozambique

Après l'indépendance, la situation économique se détériore et le pays se tourne vers l'occident pour une assistance économique malgré la signature d'un traité d'amitié et de coopération avec l'URSS. Le Mozambique, fragile et pauvre, souffrira du soutien apporté aux combattants de l'ANC par le FRELIMO.

Les relations avec les États-Unis sont plus apaisées qu'avec l'Angola mais se tendent au début des années 80. En 1981, le Mozambique expulsera quatre diplomates

371 Il s'agit de United Nations Transition Assistance Group. Les commandants successifs de la force ont été le général Autrichien Philipp Hannes (1978-1980), puis le général Dewan Prem Chand (1980-1990).

372 Le Lieutenant General Dewan Prem Chand de l'armée indienne a servi pendant de longues années les Nations Unies ; Il a été commandant du Secteur du Katanga au sein de l'opération des Nations au Congo (ONUC), Force Commander à Chypre, observateur du Secrétaire Général en Rhodésie puis commandant de la composante militaire de l' UNTAG à compter de 1980.

373 WREN Christopher S, *Pretoria Spent \$35 Million to Influence Namibian Vote*, NYT, 26 juillet 1991.

américains pour suspicion d'espionnage. Les américains accuseront Cuba, qui maintient un contingent de 600 militaires sur place, d'être à l'origine de cette expulsion.

Avec l'arrivée au pouvoir de P.W. Botha, le Mozambique deviendra au début des années 80, la cible privilégiée des sud-africains. Le renouveau de la RENAMO avec l'aide des services secrets sud-africains créera des problèmes de sécurité importants au Mozambique. Le soutien fourni par l'Union soviétique a donné à l'Afrique du Sud une raison de poursuivre sa répression interne et sa politique de déstabilisation envers ses voisins.

Cet accord de bon voisinage signé entre les deux présidents devait permettre de mettre fin au soutien sud-africain à la RENAMO et la fin du soutien du Mozambique à l'ANC. Deux commentaires s'imposent :

Cet accord préserva les intérêts du Mozambique sur le long terme et marqua la « vassalisation » du Mozambique à l'Afrique du Sud³⁷⁴.

Ainsi, en Angola et au Mozambique, les États-Unis semblaient légitimer les politiques de l'Afrique du Sud envers ses voisins. Cela a renforcé la main de la ligne dure en Afrique du Sud et a contribué à rendre le régime de Pretoria encore plus imperméable au changement³⁷⁵.

Cet accord ne sera pas respecté par l'Afrique du Sud qui continuera à livrer des armes à la RENAMO. Malgré cela, le Mozambique continuera son rapprochement avec les États-Unis et le président Samora Machel sera reçu à la Maison-Blanche en septembre 1984.

La politique américaine du président Reagan envers la Mozambique a été beaucoup plus équilibrée que celle vis-à-vis de l'Angola. Les objectifs américains en Angola et au Mozambique étaient selon Richard Bloomfield les suivants :

- Les insurrections présentes dans les deux pays ont affaibli suffisamment les régimes pour les rendre vulnérables face à l'Afrique du Sud ;
- La réouverture des lignes ferroviaires et des ports pour permettre l'exportation de certains minéraux pour les pays voisins ;
- L'expansion des relations économiques par l'intermédiaire du secteur privé américain et par l'aide ;
- L'élimination de la présence militaire des pays du bloc soviétique ou la réduction de leur rôle à des missions d'entraînement ou de maintenance.

374 BLOOMFIELD Richard J, *US Policy: doctrine versus interests, Regional conflict and U.S. policy: Angola and Mozambique*, A World peace foundation study. - Algonac (Mich.); 1988, p.212.

375 BLOOMFIELD Richard J, *Op.cit.*, p.212.

Pour son crédit, l'Administration Reagan a résisté à son aile droite en menant une politique différenciée à l'encontre du Mozambique. Elle a fourni une assistance humanitaire, une aide au développement et un appui à l'amélioration du port de Beira. Une tentative d'armement de l'armée mozambicaine a été bloquée par le Congrès et son lobby pro-RENAMO.

e) **La Rhodésie**

Après l'indépendance du Zimbabwe en 1980, la division tribale de la société apparaît au niveau politique. Des tensions entre la ZAPU et la ZANU dégénèrent en guérilla dans la région du Matabeleland. Mugabe refuse de donner à Joshua Nkomo, président de la ZAPU, le poste de ministre de la défense. En 1982 accusé d'avoir fomenté un coup d'état ; celui-ci s'exile en Grande-Bretagne. En 1987, les deux dirigeants se réconcilient et les deux mouvements fusionnent devenant le ZANU-PF.

Le Zimbabwe de Mugabe a mené initialement une politique modérée et de réconciliation raciale. Il apporta son soutien politique à l'ANC mais refusa de soutenir ses combattants ou d'autoriser leurs mouvements dans le pays. L'Administration Carter promit dans le cadre de la Zimcoord ³⁷⁶ une aide de 225 millions de dollars pour une période de trois ans. Néanmoins, les attaques sud-africaines se multiplièrent en réponse à la rhétorique hostile de Mugabe. Chester Crocker est intervenu pour faire cesser ces actions sud-africaines, les relations avec les États-Unis se sont détériorées au milieu des années 80 pour plusieurs raisons.

A l'invitation du vice-président Bush, Mugabe se rend aux États-Unis en septembre 1983. De l'avis général, le voyage se passe mal et le principal point de désaccord est le soutien américain apporté à l'Afrique du Sud et la théorie du linkage. Le premier ministre zimbabwéen demande aux États-Unis de ne pas lier le retrait des troupes cubaines d'Angola à l'octroi de l'indépendance de la Namibie. Le premier ministre exprime aussi sa condamnation de l'Afrique du Sud qui joue un rôle déstabilisateur dans la région. En juillet 1986, le gouvernement américain décida de suspendre son aide au Zimbabwe en raison de prise de attaques répétées contre les États-Unis aux Nations Unies notamment.

Le bilan des deux mandats est plutôt négatif ; car une seule des questions a été durablement réglée. La politique de soutien envers l'UNITA résolument affichée par cette Administration a généré une implication croissante des soviétiques et des cubains. On ne saurait terminer de traiter de la présidence Reagan dans aborder le nucléaire sud-africain.

³⁷⁶ Zimbabwe conference on reconstruction and development held in Salisbury 23-27 march 1981.

La question nucléaire restera un sujet important durant les années 80 dans les relations entre les deux pays. Le constructive engagement n'aborde la question du nucléaire. Ronald Reagan reçoit le président Botha en 1981 et aborde la cette question. Le président sud-africain annonce qu'il ne conduira pas d'essai nucléaire sans en aviser les américains. Ayant reçu cette assurance, la nouvelle Administration laisse du combustible nucléaire français arriver en Afrique du Sud pour poursuivre les travaux. Le programme militaire sud-africain se poursuit et sept bombes sont prêtes en 1987. En 1988, les cubains sont près de 50 000 en Angola. Les Sud-africains considèrent l'arme nucléaire comme une assurance.

Conclusion

La présidence Reagan sera marquée par une exacerbation des tensions en Angola créant au final les conditions du règlement de la situation namibienne. Le choix de la théorie du linkage retardera comme cela a déjà été mentionné la création de l'état namibien d'une dizaine d'années. En 1986, devant l'American Legion, Chester Crocker se demandait comment aurait pu survivre un état fragile comme la Namibie face à un pays au nord en guerre civile avec une présence soviéto-cubaine et des forces sud-africaines intervenant au milieu de tout cela. Il est clair qu'il fallait un règlement global de la question.

Cette question du linkage n'était pas d'actualité sous l'Administration Carter et ne l'était pas non plus dans le cadre des travaux du groupe de contact. Ce lien créé par le gouvernement américain fut mal perçu par l'ensemble de la communauté internationale. Le gouvernement américain a indirectement prolongé l'occupation illégale du Sud-Ouest africain.

Durant le mandat de Ronald Reagan, les militaires sud-africains lancent plusieurs opérations de grande ampleur. Ils agissent ainsi car les politiques sud-africains ont le sentiment d'un soutien politique plus ferme côté américain. On peut citer en premier l'opération Prothea qui verra en 1981, l'engagement de 5000 soldats sud-africains. Les victimes et les destructions furent particulièrement importantes car c'était l'un des objectifs de cette action. Ce type d'opération était la marque de la total strategy qui consistait en une forme de terrorisme militaire et du sabotage économique. Des attaques similaires eurent aussi lieu au Mozambique contre le personnel de l'ANC.

Chapitre 2 La présidence Bush et le début de la présidence Clinton

Section.1 La politique africaine du président Georges Bush

Lors du scrutin du 8 novembre 1988, George Bush fut élu président avec une très nette avance sur Michael Dukakis, son rival démocrate. Le gouvernement angolais espérait la victoire du démocrate qui avait annoncé son souhait de mettre fin au soutien financier au profit de l'UNITA.

George Herbert Walker Bush devient le 41^{ème} président des États-Unis le 20 janvier 1989. Il est d'abord un homme d'affaire, fils de Prescott Bush, sénateur républicain modéré du Connecticut. Après avoir été plusieurs fois élu à la Chambre des représentants, il a tenu le poste d'ambassadeur après de l'ONU, puis chef du bureau de liaison à Pékin. Il a assuré pendant un an la fonction de directeur de la CIA, restaurant le moral de l'agence de renseignement.

Après deux mandats de vice-président aux cotés de Ronald Reagan, Georges Bush arrive en fonction au moment où la guerre froide touche à sa fin. Le 9 novembre 1989, le mur de Berlin tombe symboliquement. L'Europe et la relation avec l'URSS vont redevenir le point focal de la politique étrangère de l'Administration Bush. Certains conflits en Afrique alimentés par la rivalité entre les deux grandes puissances vont néanmoins toucher à leur fin. L'Afrique australe bénéficiera de la baisse de tension entre les deux grandes puissances. Lorsque le président Bush arrive aux affaires en 1989, le budget fédéral est mal en point. Le déficit atteint \$2.8 trilliards de dollars, trois fois plus important qu'en 1980. Cette situation financière difficile réduira ses capacités d'intervention.

a) Le bilan de la politique Reagan/Crocker

Lorsque George Bush succède à Ronald Reagan, en janvier 1989, peu d'observateurs prévoient des changements significatifs dans le domaine de la politique étrangère³⁷⁷.

On peut estimer que l'approche de la précédente Administration pouvait être qualifiée de globaliste soviéto-centrée. Cette attitude qui exagérait la menace soviétique n'a pas permis de comprendre les bases des succès de Moscou dans cette région du monde³⁷⁸.

377 DAVID Charles-Philippe, *La politique étrangère du président Bush : un premier bilan du processus décisionnel*, Politique étrangère, n°3 - 1994, p.833.

378 ROTCHILD Donald, *New thinking' and the options for President Bush on Africa*, Issue: A journal of opinion Vol.18. N°1, Winter.1989, p.10.

Cette approche globaliste rendait la communication américaine difficile avec les élites africaines. La décision de protéger les routes de communication maritime et l'accès aux minéraux dits stratégiques au détriment de la lutte contre le racisme et les droits de l'homme était incompréhensible aux yeux des pays africains et de leurs dirigeants.

L'appui continu de l'Administration Reagan aux rebelles de l'UNITA n'a rien fait pour améliorer les relations avec le gouvernement angolais et rendu les tentatives de médiation en Afrique australe vaines. Les États-Unis ne purent durant toute cette période se prévaloir du rôle de médiateur impartial dans le cadre de la réconciliation nationale angolaise et ont prolongé l'instabilité en Afrique australe. A posteriori, l'appui au mouvement de Jonas Savimbi semblait même contre nature au regard du credo américain de créer les conditions de stabilité pour laisser le commerce mondial prospérer.

Le chercheur canadien Paul McFaul expliquait : « la doctrine Reagan a échoué en Angola et le règlement de la crise entre l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud a été atteint malgré et non pas à cause de la doctrine Reagan³⁷⁹ ». Georges Bush comprend rapidement que l'approche de Reagan très fortement marquée idéologiquement mène à une impasse³⁸⁰. L'évolution de la situation en URSS va permettre aux États-Unis de mettre en œuvre une politique d'inspiration régionale.

Profitant du déclin de l'URSS, les États-Unis obtiennent des concessions au bénéfice de l'UNITA qui est reconnu comme un parti légitime.

Les États-Unis finirent par conférer à l'UNITA une légitimité parallèle à celle du gouvernement, et pour la première fois en 17 années de guerre civile, l'UNITA était à la porte du pouvoir³⁸¹.

Les bouleversements du début des années 90 eurent un fort impact sur le dénouement de la crise angolaise. Chester Crocker pouvait déclarer :

Tant l'URSS que Cuba durent reconnaître que leurs projets militaires devenaient trop coûteux. Leur forteresse angolaise, acquise à bas prix en 1974, devenait un maillon faible politique et stratégique, coûtant d'avantage que ce qu'elle rapportait.

Après la signature des accords de New-York, les États-Unis remplacent l'Afrique du Sud comme principal soutien de l'UNITA³⁸². Charles W Freeman en sa qualité de

379 SAUL John S., *From Thaw to flood: the end of the cold war in southern Africa*, review of African political economy. N°50, Africa in a New World Order, Mar 1991, p.153.

380 DEIBEL Terry, *Bush's foreign policy: Mastery and Inaction*, Foreign Policy, N°84, p.6.

381 KONÉ Amadou, *la guerre civile angolaise de 1991 à 2002*, éditions Connaissances et Savoirs, 2013, p.44.

Principal Deputy Assistant Secretary of State for African Affairs joua un rôle clé dans les négociations. En tant que vice-président durant les deux mandats de Ronald Reagan, Georges Bush peut être associé au bilan laissé par cette Administration.

b) La mise en place de l'Administration Bush

Il existe donc une certaine continuité dans le choix de l'équipe qui conduira la politique étrangère des États-Unis en Afrique australe. James Baker III, le nouveau secrétaire d'État appartenait à l'équipe de campagne de Gerald Ford et était membre de l'Administration Reagan. Le conseiller à la sécurité nationale, Brent Scowcroft avait tenu le même poste sous le président Ford.

Au niveau du bureau Afrique, le président désigne Herman J Cohen "Hank" comme secrétaire d'État assistant des États-Unis. Celui-ci a déjà fait une longue carrière au sein du Département d'État. Il connaît les affaires africaines car il a servi en qualité d'ambassadeur au Sénégal et en Gambie. Il a fait partie de l'équipe Chester Crocker, en tant que représentant au sein du NSC. Il a appartenu à l'équipe de négociateur traitant de la Namibie et de l'Angola de 1987 à avril 1989³⁸³. Cohen est connu pour avoir soutenu l'UNITA alors que Lee Atwater, analyste et stratège politique, chef de la campagne présidentielle de Georges H.W Bush fut un lobbyiste de l'UNITA³⁸⁴.

Il est avéré qu'au début de l'année 1989, les américains pensent encore à imposer au gouvernement du MPLA, une négociation avec l'UNITA et obtenir ainsi une réconciliation permettant d'associer le mouvement rebelles aux affaires de l'état angolais. Le président Bush souhaitant reconnaître le gouvernement du MPLA qu'après l'évacuation complète du pays par les cubains.

L'Administration Bush a géré avec succès la fin de la guerre froide avec l'objectif de gagner une hégémonie sur les états anciens communistes, impliquant des composantes politiques économiques et militaires³⁸⁵. L'équipe du président Bush a proposé un nouveau round de négociations basées sur le partage du pouvoir et une chance pour l'UNITA d'accéder au pouvoir ³⁸⁶.

382 O'NEILL Kathryn et MUNSLOW Barry, *Ending the cold war in southern Africa*, third world quarterly, vol12, N°3/4 (1990-1991), p.81.

383 WRIGHT George, *US Foreign Policy and Destabilisation in Southern Africa*, Review of African Political Economy, No. 45/46, Militarism, Warlords & the Problems of Democracy (1989), pp. 166.

384 WRIGHT George, Op.cit., p.166.

385 WRIGHT George, Op.cit., p.566.

386 WRIGHT George, *The Clinton Administration's Policy toward Angola: An Assessment*, Review of African Political Economy, Vol. 28, No. 90, Patrimonialism & PetroDiamond Capitalism: Peace, Geopolitics & the Economics of War in Angola, Dec., 2001, p.563.

Le président Bush estima dès son arrivée en fonction devoir continuer à soutenir le mouvement rebelle angolais. Le 19 janvier 1989, quelques jours après sa prise de fonction, le président Bush adresse une lettre à Jonas Savimbi dans lequel il l'assure du soutien des États-Unis. Le nouveau président écrivait dans sa lettre : « l'UNITA doit être félicité car elle a courageusement démontré durant plus d'une décennie qu'aucune de solutions aux problèmes de l'Angola ne peut être trouvée par la force militaire répressive ».

Il semble que malgré cette lettre, le président Bush, était en train de préparer une reconnaissance diplomatique du gouvernement de Luanda. Le département d'État annonça en préalable que le MPLA était requalifié de mouvement nationaliste radical au lieu de communiste³⁸⁷. Rien ne semble donc changer après le départ du président Reagan qui permit à l'UNITA de poursuivre son action militaire malgré l'effort colossal des armées cubaines et angolaises appuyées par Moscou.

L'armement livré à l'UNITA depuis l'abolition de l'amendement Clark a contribué à entretenir le conflit angolais. Bien que très inférieur en valeur à l'armement livré par l'URSS au gouvernement angolais ; celui-ci atteint durant les années 80 une sophistication importante.

L'aide américaine secrète à l'UNITA avait été interdit par le Congrès des États-Unis en raison de l'Amendement Clark en 1976, mais a repris après l'abrogation de cet amendement en 1985. L'aide secrète des États-Unis a totalisé environ 250 millions de dollars entre 1986 et 1991, ce qui en a fait le deuxième plus grand programme secret des États-Unis, dépassé seulement par l'aide aux moudjahidin afghans³⁸⁸. Rien qu'en 1990, cette aide atteindra 90 millions de dollars³⁸⁹. Même si les relations entre les États-Unis et l'Angola s'accroissent au travers des églises et des organisations financières internationales, Washington sera la seule capitale à voter contre l'adhésion de l'Angola au FMI. Malgré cela, le pays rejoint l'organisation le 19 septembre 1989 grâce au soutien très actif de la France.

Des 1988, les spécialistes soviétiques de l'Afrique voulaient abandonner le soutien à la lutte armée en Afrique australe pour aller vers un règlement politique. Le premier dossier de l'Administration Bush sera d'accompagner la Namibie vers son indépendance le 21 mars 1990.

387 O'NEILL Kathryn et MUNSLOW Barry, *Ending the cold war in southern Africa*, third world quarterly, vol12, N°3/4 (1990-1991), p.93.

388 HUMAN RIGHT WATCH, *Angola unravels The Rise and Fall of the Lusaka Peace Process*, September 1999, p.13.

389 TVEDTEN Inge, *U.S. Policy toward Angola since 1975*, the Journal of Modern African Studies, Vol 30, N°1, March 1992, p.44.

c) Le règlement de la question namibienne

Le 22 Décembre 1988, au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, l'Afrique du Sud, Cuba et l'Angola se sont réunis pour signer des accords de paix connu sous le nom d'accords tripartites. Cet accord représente l'aboutissement d'une série de douze rounds de discussions conduites sous la houlette de Chester Crocker avec l'appui de l'Union soviétique. Lorsque le président Bush arrive aux affaires, l'accord va rentrer dans sa phase de mise en œuvre. On peut estimer que cet accord est du type de Lancaster House qui avait permis le règlement du cas rhodésien³⁹⁰.

La résolution 435 pour réaliser l'indépendance de la Namibie, prévoyait le déploiement de la mission UNTAG soutenue par une force militaire de l'ONU de 7 500 hommes. Les membres du Conseil de sécurité avaient essayé de réduire le coût de l'opération et par conséquent la taille de la force. Le secrétaire général Pérez de Cuéllar propose le 10 février une force de 4650 hommes³⁹¹ ce qui semblait bien évidemment insuffisant³⁹². Il s'agissait en fait d'une résistance du Sénat américain qui mit en péril l'accord si âprement porté par la diplomatie américaine.

Certains sénateurs semblent résolus à mettre sous séquestre les 128 millions de dollars d'engagement de Washington (financement de la mission UNTAG) de la première année jusqu'à ce qu'ils obtiennent davantage d'assurances que les États-Unis continueront à soutenir le mouvement rebelle angolais de Jonas Savimbi, l'UNITA³⁹³.

La Joint Military Monitoring Commission à laquelle participent des officiers sud-africains, cubains et angolais, est censé contrôler les aspects militaires de cet accord. Pour les sud-africains, il y a de multiples incursions des membres de la SWAPO vers la future Namibie mais ces allégations sont niées par la partie angolo-cubaine.

A ce moment Jonas Savimbi qui veut impressionner l'ensemble des parties à l'accord lance une offensive contre les FAPLA. Le 9 février le ministre de la défense angolais, Pedro Maria Tonha déclare que l'armée sud-africaine a pénétré de 40 kilomètres à l'intérieur de l'Angola. Le porte-parole du département d'État Charles Redman déclare : « nous n'avons aucune preuve d'une quelconque incursion sud-africaine au sud de l'Angola. Nos informations indiquent qu'il y a eu des combats entre le MPLA et l'UNITA dans la zone de Caiundo³⁹⁴. Ces accusations seront plusieurs fois répétées par des responsables angolais.

390 WOOD Brian, *Preventing the Vacuum: Determinants of the Namibia Settlement*, Journal of Southern African Studies, Vol. 17, No. 4 (Dec., 1991), p.747.

391 La force comprendra au maximum 4350 soldats de l'infanterie et des unités de soutien, 300 observateurs militaires, 500 policiers et plus de 1300 personnels civils.

392 STEENKAMP Willem, *South Africa's Border war 1966-1989*, Tafelberg, Cape Town, 2016, p.312.

393 New-York times, *Needless Stalling on Namibia*, April 1, 1989.

394 STEENKAMP Willem, *Op.cit.*, p.313.

Le 31 mars 1989, le finlandais Marti Ahtisaari, représentant spécial de l'ONU et chef de mission arrive à Windhoek pour en assurer la mise en œuvre. A ce moment, la mission n'est pas pleinement opérationnelle et les unités militaires ne sont pas complètement déployés. Malgré ce retard et l'explosion de quelques engins explosifs dans le pays, le cessez le feu avait tenu plusieurs mois.

Cette même nuit, un millier de membres de la People's Liberation Army of Namibia (PLAN) regroupés au sud de l'Angola avec leur armement commencent à traverser la frontière et établissent des positions dans le nord de la Namibie en violation de l'accord de cessez-le-feu. Initialement la SWAPO rejettera ces allégations. Les premiers contacts les opposeront aux unités de la South West African Police (SWAPOL) qui patrouillaient le long de la frontière. Trente soldats de la SWAPO et deux policiers furent tués lors du premier contact. Le département d'Etat a dénoncé cette violation de la résolution 435 du Conseil de sécurité de l'ONU et de l'accord sur l'Angola et la Namibie signé le 22 décembre à New-York³⁹⁵. Après la confirmation de cette incursion par des membres de l'UNTAG, Marti Ahtisaari a accepté à contrecœur que unités sud-africaines initialement territoriales³⁹⁶ viennent en appui des forces de police. A cette date, seulement 1000³⁹⁷ hommes des Nations Unies s'étaient déployés le long de la frontière nord. La mission onusienne indiquera que six bataillons of the South-West Africa Territorial Force ont été réactivés.

Le 3 avril, la porte-parole du département d'État Margaret D. Tutwiler déclare : Toutes les informations dont nous disposons indiquent qu'une infiltration majeure du nord de la Namibie par les forces militaires de l'Organisation du Peuple de l'Afrique du Sud-Ouest est en train de se poursuivre. Elle indique aussi que Washington continuait à s'opposer à une augmentation de la taille de la force de maintien de la paix.

Le 4 avril, elle déclare : « La position des États-Unis est que la SWAPO doit retirer les forces qu'elle a envoyé en Namibie au nord du 16e parallèle en Angola³⁹⁸ ». Le 4 avril, les combats continuent sur un front de 300 kilomètres. Ce même jour, le bilan s'élevait à 172 insurgés et 21 SWA policiers. Le 5 avril, L'Afrique du Sud promet aux guérilleros qui se sont infiltrés en Namibie que s'ils se rendent, ils seront renvoyés dans leurs bases en Angola sous la protection des Nations Unies³⁹⁹. Le 8 avril Sam Nujoma ordonne le repli des forces de la SWAPO.

395 GRESH Alain, *Indignation en Namibie*, le Monde diplomatique mai 1989.

396 La première unité des forces territoriales à être réactivée sera le 101ème Bataillon, composé majoritairement par des noirs.

397 *Namibia Guerrilla Spokesman Denies Infiltration*, NYT, April 3, 1989.

398 WREN Christopher.S, *Pretoria warns U.N. about Namibia*, NYT, April 5, 1989.

399 WREN Christopher.S, *Pretoria softens stance on Namibia*, NYT, April 6, 1989.

Le 6 avril, six pays⁴⁰⁰ d'Afrique australe offrent d'envoyer 3000 soldats le long de la frontière nord de la Namibie pour mettre un terme aux combats. Margaret Thatcher de retour d'un voyage en Afrique effectuera une visite éclair à Windhoek. Elle a écrit dans ses mémoires les lignes suivantes sur la situation en Namibie :

En flagrante contradiction avec ses engagements précédents, qu'aucun personnel armé ne franchisse le 16e parallèle (bien à l'intérieur de Angola), des centaines de militaires de la SWAPO ont traversé la frontière de Namibie avec du matériel militaire. Je n'étais pas du tout convaincu par la réaction du leader de la SWAPO - Sam Nujoma - qui prétendait que son organisation respectait fidèlement le cessez-le-feu et que les soi-disant envahisseurs devaient être des Sud-Africains déguisés ⁴⁰¹.

Des négociations tendues se déroulent dans le lodge du mont Etjo et permettent de désamorcer cette crise qui aurait pu mettre en péril l'ensemble du processus de paix. Le bilan ultime s'établit à 315 tués au sein des rebelles namibiens et 27 membres des forces de sécurité⁴⁰². Malgré la commémoration sensible de l'attaque sur Cassinga, le 04 mai aucun incident majeur ne vint interférer dans le processus et le retrait des militaires sud-africain s'est poursuivi selon le calendrier prévu, avec le confinement des unités dans leurs base le 13 mai et une réduction des effectifs à hauteur de 1500 hommes le 24 juin 1989.

La présence de madame Thatcher et son intervention pour éviter une escalade militaire sera reconnu ultérieurement par Sam Nujoma comme elle le rapporte dans ses mémoires.

La confiance revient malgré les accusations récurrentes de part et d'autre. Le 21 novembre 1989, l'assemblée constituante se réunit pour la première fois. Le 9 février 1990, cette même Assemblée constituante adopte la constitution namibienne. Le 16 février, elle devient assemblée nationale et élit Sam Nujoma à la présidence de la République. Le 21 mars 1990, en présence du Secrétaire général des Nations Unies Javier Pérez de Cuéllar, du Président sud-africain F W de Klerk, de nombreux représentants internationaux, le Sud-Ouest africain devient officiellement indépendant et prend le nom de Namibie.

A l'occasion des cérémonies d'indépendance à Windhoek, les chefs de la diplomatie américaine et soviétique se réunissent pour avancer sur le règlement de la crise

400 Il s'agissait de l'Angola, du Botswana, du Mozambique, de la Tanzanie, Zambie et du Zimbabwe.

401 THATCHER Margaret, *The Downing Street years*, Harper Collins, 1993, 914 pp. cité dans le blog URL: <http://theconversation.com/revealed-margaret-thatchers-marshall-plan-for-southern-africa-70541>, accédé le 06/01/2017.

402 STEENKAMP Willem, *South Africa's Border war 1966-1989*, Tafelberg, Cape Town, 2016, p.321

angolaise. Le président F.W. de Klerk lance aussi une grande offensive diplomatique. Il rencontre plusieurs présidents africains dont ceux d'Angola, du Mozambique et de Zambie. Il a des entretiens avec les représentants des pays européens et le Secrétaire Général des Nations unies Pérez de Cuéllar. Lors de ces mêmes festivités, Nelson Mandela essaie de combattre cette tentative et demande de maintenir la pression sur le gouvernement sud-africain qui n'a rien lâché sur le fond⁴⁰³. De Klerk rencontrera James Baker III qui représentait les États-Unis aux cérémonies d'accession à l'indépendance.

Le secrétaire d'État James Baker déclare :

En Namibie, où je viens juste de participer aux célébrations d'indépendance, des élections libres et équitables ont été un élément clé du processus qui a libéré la dernière colonie africaine, a mis fin à une guerre et lancé un nouveau gouvernement doté d'une constitution démocratique. Nous croyons que des élections libres et équitables peuvent jouer un rôle similaire et promouvoir la réconciliation nationale en Angola et en Afrique du Sud.⁴⁰⁴

Le 1^{er} avril 1990, la Namibie est admise au sein de la Conférence de coordination du développement d'Afrique australe (SADCC) en tant que dixième état membre. Au mois de juin, la Namibie devient membre à part entière de l'Accord tripartite entre le Sud Afrique, Angola et Cuba.

Le 19 juin 1990, le président Nujoma effectue un premier déplacement à Washington⁴⁰⁵. Après avoir remercié le président américain, il insiste sur le fait que le pays a adopté une politique de réconciliation nationale et d'unité. Il souhaite lancer la reconstruction économique tout en indiquant que les sud-africains laissent une dette de 700 millions de rands et un déficit de 500 millions.

Une conférence des donateurs se déroula en juin 1990 à New York. En plus de l'Union Européenne, l'Allemagne promettra 60 millions de dollars, la Suède (16 millions), la Norvège (11 millions), la Finlande (10 millions), le Danemark (6 millions). Le montant escompté de 200 millions de dollars ne sera pas atteint, les États-Unis fournissant seulement 10 millions. Ils se rattraperont en mars 1991 en finançant à hauteur de 35 millions le système d'éducation namibien. A la fin du mois d'août une trentaine de membres du Peace Corps arrivent en provenance du Botswana.

403 WREN Christopher.S, *In Namibia, South African is center of attention*, NYT, March 23,1990.

404 Secretary of State James Baker address in the World Affairs Council in Dallas,1990, en ligne URL: <https://patriotpost.us/documents/266> , accédé le 18 septembre 2017.

405 Memorandum of Conversation, Meeting with President Sam Nujoma of Namibia, June 19,1990, Georges Bush Library, accédé le 3 septembre 2016.

En 1991, Le premier ministre namibien Hage Geingob⁴⁰⁶ visite la France, la Corée du Sud et la République Populaire de Chine pour demander l'aide des donateurs et des investisseurs privés. La Namibie prend résolument la direction de la démocratie malgré de grands défis.

Section.2 L'évolution de la situation en Angola

La fin de l'Administration Reagan coïncide en Angola avec un accroissement des hostilités. La signature des accords de New York est consécutive à cette phase qui culminera avec la bataille cde Cuito-Cuanavale. Cette bataille fut la plus grande confrontation militaire de la guerre civile angolaise. Elle se déroula schématiquement entre le 15 novembre 1987 et le 23 Mars 1988.

a) La reprise des négociations de paix en Angola

Le 22 décembre 1988, les accords de New York qui organisent le retrait des troupes cubaines et le désengagement des troupes sud-africaines sont paraphés. Les élections se tiendront en Namibie le 1^{er} novembre de cette même année. Dès la signature des de ces accords, le gouvernement angolais adressa des propositions à destination de l'UNITA. Il proposait de confier certains ministères et des postes au sein de l'administration aux membres de l'UNITA. On demandait à Jonas Savimbi de se retirer quelque temps de la vie politique angolaise. Le gouvernement souhaitait que les chefs d'états africains appuient cette proposition. Au cours des premiers mois de 1989, un incessant ballet diplomatique se mit en place pour finaliser ce projet. Le 16 mai 1989, le gouvernement angolais invita des représentants de plusieurs pays africains à Luanda⁴⁰⁷ pour leur présenter un plan de paix en 7 points pour résoudre la crise.

En Juin 1989, le Président du Zaïre organise dans sa ville natale de Gbadolite une rencontre des deux belligérants angolais en présence de plusieurs chefs d'états africains pour faire avancer la paix après le retrait des cubains et sud-africains. Il souhaite faire adopter un document en 11 points dite Déclaration de Gbadolite qui annonce le cessez-le-feu et jette les bases de la réconciliation politique en Angola. Le 22 juin 1989, une séance de négociation de six heures est organisée. Elle est conduite sans la rigueur et le sérieux nécessaire et chacun comprend ce qu'il veut entendre. A la fin de cette session la confusion règne : le président Kaunda a compris que Savimbi avait accepté un exil alors que le président Mobutu le nie⁴⁰⁸. Devant ces dirigeants africains, dont plusieurs présidents emblématiques et respectés, en présence de

406 Actuel président de la Namibie depuis le 21 mars 2015.

407 Zambie, Zaïre, Gabon, Zimbabwe, Congo, Mozambique, São Tomé.

408 JAMES III Martin.W, *A Political History of the Civil War in Angola: 1974-1990*, Transaction Publishers, 2011 p.243.

nombreux médias, Eduardo dos Santos et Jonas Savimbi se serrent la main en signe de paix.

Comme l'écrit Manuel Antonio Africano, elle fut en vérité une tentative maladroite de régler l'imbroglio au moins pour deux raisons. L'UNITA n'avait pas été associée à la préparation de cette réunion. Les 11 points de la déclaration de Gbadolite ont repris mot à mot la conception que le MPLA avait de l'organisation de l'espace politique.⁴⁰⁹ Cette réunion a néanmoins démontré que le dialogue entre angolais était possible.

Le cessez le feu décrété le 23 juin durera peu de temps en raison de la mauvaise volonté des deux parties. Le président Dos Santos fut critiqué dans son camp pour avoir baissé la garde face à l'UNITA. La médiation de Mobutu fut critiquée principalement par Jonas Savimbi. Le président zaïrois mécontent lui-aussi ajournera la livraison d'armes américaines à destination de l'UNITA⁴¹⁰. Jonas Savimbi refusera de participer à un nouveau sommet prévu en septembre malgré les pressions du Département d'État. Cet échec de Mobutu permettra au Portugal de devenir le médiateur. Le président zaïrois et le leader de l'UNITA se rendront chacun à Washington au mois d'octobre pour aplanir les difficultés.

La Conférence Gbadolite a néanmoins permis la première réunion entre le président angolais et le chef de l'UNITA après que ce dernier ait rencontré pour une ultime entrevue en 1975, le président Agostinho Neto. Il a contribué à créer une image positive du président José Eduardo dos Santos aux États-Unis⁴¹¹. La guérilla reprendra son combat durant le second semestre 1989 avec les stocks laissés par l'armée sud-africaine et les livraisons américaines. Les conservateurs américains critiquèrent la CIA pour ne pas livrer suffisamment d'équipement pour combler le vide laissé par le départ des sud-africains. Pour le gouvernement angolais, ces opérations de ravitaillement de l'UNITA indiquaient le souhait américain de voir la guerre continuer⁴¹².

En décembre 1989, les FAPLA lancent une grande offensive en direction du sanctuaire de l'UNITA. L'opération vise à reconquérir Mavinga qui constitue un point de transit important pour l'armement de l'UNITA. Il s'agit du début d'opérations de combat purement nationale car les cubains et sud-africains ne

409 AFRICANO Manuel Antonio, *l'UNITA et la 2ème guerre civile angolaise*, l'harmattan, Paris 1995, p.29.

410 MINTER William, *The US and the war in Angola*, Review of African Political Economy, N°50, p.139.

411 SEBASTIÃO André Kizua Monteiro, *o processo de paz em angola: A Dimensão Internacional do Conflito Armado de Gbadolite à Luena*, Universidade de Évora, Mestrado em Relações Internacionais e Estudos Europeus, Évora, 2015, p.82.

412 Op.cit., MINTER William, p.140.

participent plus aux opérations. Malgré le changement de politique en URSS, des conseillers soviétiques participent aux opérations en conseillant les officiers anglais⁴¹³. Il s'agira de la dernière offensive bénéficiant d'un soutien soviétique en Afrique avant sa désintégration.

Au moment où le gouvernement lance une offensive, il propose à l'UNITA une nouvelle initiative de paix. Ni les États-Unis ni l'UNITA ne prêteront attention à cette main tendue. Les FAPLA obtiennent des succès mais l'UNITA soutenue par les États-Unis menace de couper l'électricité et l'approvisionnement en eau de la ville de Luanda. Confronté à des forces blindées appuyées par de l'aviation, l'UNITA reprend le chemin de la guérilla et réussit à bloquer cette offensive. Le groupe rebelle s'attaquera aussi aux expatriés travaillant dans le secteur pétrolier. Face à cette menace, le gouvernement desserre la pression et après 137 jours de combat, d'une très grande intensité, les FAPLA se retirent avec de lourdes pertes et abandonnent Mavinga à l'UNITA.

Avec le soutien américain et l'utilisation du Zaïre comme base arrière, l'UNITA est en mesure de résister à l'armée gouvernementale qui conserve une supériorité militaire conventionnelle en raison des livraisons de matériels soviétiques modernes. Aux Le soutien externe de l'UNITA commence à s'éroder. A Washington, le Black Caucus entame une campagne visant à réduire ou limiter l'aide fournie au mouvement angolais.

Un débat à la Chambre des Représentants eu lieu en octobre et une motion à l'initiative du représentant Ronald Dellums fut rejeté par 246 voix contre 175. Mais un compromis fut trouvé par le représentant Steven Solars. Cet loi prévoyait néanmoins une série de conditions pour que l'aide diminue. Il s'agissait en particulier que le gouvernement angolais accepte un cessez le feu, organise des élections selon un calendrier raisonnable et que l'Union soviétique arrête ses livraisons d'armes. L'Administration Bush combattit violemment les deux projets et mit son veto à ce dernier projet mais cela fut la première attaque sérieuse contre le lobby pro-UNITA. Les angolais acceptèrent en fait une partie des conditions énoncées par les parlementaires américains. L'UNITA se trouvait donc dans la nécessité de faire des concessions. Le départ des troupes cubaines affaiblissait la légitimité du soutien aux rebelles angolais. De la même manière, le régime de Mobutu est de moins en moins soutenu par les États-Unis en raison de la corruption et de massacres perpétrés par la garde présidentielle. Dès l'indépendance la Namibie, les Sud-africains ne veulent plus soutenir les rebelles et le pont aérien entre Pretoria

413 JAMES III W. Martin, *A Political History of the Civil War in Angola: 1974 – 1990*, Transaction Publishers, 2011, p.246.

et l'Angola se poursuit mais de manière plus limitée. L'aura de Jonas Savimbi commence aussi à décliner⁴¹⁴.

Au printemps 1990, les événements qui se déroulaient en Europe de l'est et en URSS amènent le gouvernement angolais à accepter le principe de multipartisme. En juin, le MPLA abolit le système du parti unique et en décembre lors du 3^{ème} Congrès du MPLA, il rejette la thèse du marxisme-léninisme et change officiellement de nom. De MPLA-PT parti du travail, il devient au MPLA.

b) Disponibilité portugaise pour œuvrer au règlement de la question angolaise.

Lors des cérémonies d'indépendance de la Namibie en mars 1990, d'importantes rencontres diplomatiques ont lieu. Durão Barroso alors Secrétaire d'Etat aux Affaires Étrangères et à la Coopération du Portugal affirme la disponibilité de son pays pour participer au règlement de la question angolaise. Les États-Unis reconnaissent la légitimité du Portugal à être un médiateur.

Comme l'écrit Antonio Monteiro : « Washington reconnaît ... aucun pays était mieux placé ou n'avait des incitations plus fortes que le Portugal pour mettre un terme à une agonie de 30 ans en Angola ⁴¹⁵».

Chester Crocker l'écrivait dans son livre *High Noon in Southern Africa: Making Peace in a Rough Neighborhood*⁴¹⁶

Le Portugal ne savait pas comment se racheter et mettre en place une base valable pour des relations post- coloniales productives. Après avoir laissé le vide du pouvoir et aidé le MPLA à le combler, Lisbonne a cherché à coexister avec les résultats malheureux, saisissant des opportunités pour ses entreprises et ressortissants quand elles ont émergé ". En plus « Comme le temps passait et que le Parti communiste portugais passa peu à peu dans l'oubli politique, le gouvernement de Lisbonne a été déchiré entre l'exploitation de ses liens « familiaux » avec le MPLA et son dégoût de la soumission irresponsable de Luanda à Cuba et aux pressions soviétiques. Ce ne fut pas avant 1990, en effet, que le Portugal fut capable de monter une

414 MINTER William, Op.cit., p.142.

415 Instituto Português de Relações Internacionais, *Regimes e Império: As relações Luso-Americanas no século XX, Portugal, os Estados Unidos e a Guerra Angolana*, Coordenador : Luís Nuno Rodrigues, MONTEIRO António, Portugal, os Estados Unidos e a Guerra Angolana Uma Parceria para a Paz, p. 250. En ligne URL : <http://www.flad.pt/wp-content/uploads/2014/05/livro22.pdf>, accédé le 27 août 2014.

416 CROCKER Chester, *High noon in Southern Africa: making peace in a rough neighborhood*, Jonathan Ball, Johannesburg, 1994, 533 p.

stratégie angolaise cohérente visant à mettre fin à la poursuite de la guerre civile.

L'optimisme était de rigueur malgré les précédents accords qui n'avaient pas été respectés surtout par le MPLA. Néanmoins cette médiation était conduite par un médiateur à la neutralité douteuse. Il y avait au sommet le président qui appartenait au PSD ⁴¹⁷, ce dernier soutenant de longue date le MPLA.

Il était un prélude au transfert des négociations de Kinshasa au Portugal sous la médiation du gouvernement portugais. Les portugais initièrent des discussions à Luanda et Lisbonne de manière séparée. Le docteur Savimbi se rendit au Portugal à la fin du mois de janvier et en février 1990.

Le 06 avril 1990, le président dos Santos informe quelques homologues africains de son désir de négocier avec le parti de Jonas Savimbi mais sans Mobutu. Celui-ci est désormais hors-jeu pour les deux parties au conflit. Le 24 et 25 avril 1990, les premiers contacts directs entre le gouvernement angolais et l'UNITA ont lieu sous la médiation portugaise. Les diplomates américains pensent que le retrait cubain, la désintégration de l'URSS pourraient permettre des élections victorieuses pour le mouvement de Jonas Savimbi. En mai de cette même année, l'UNITA reconnaît le président Dos Santos comme le chef de l'état.

Le 26 mars 1991, le parlement angolais proclame la loi sur le multipartisme, permettant l'ouverture du dialogue entre le MPLA et l'UNITA. Le 31 mai 1991, les deux chefs angolais, James Baker, son homologue russe, le Secrétaire Général des Nations Unies et le président Museveni représentant l'Union Africaine sont au Portugal pour la signature des accords dits de Bicesse.

Les deux belligérants seront absents lors du concoctage des accords de Bicesse par la « troïka » URSS-USA-Portugal qui a provoqué et parrainé cette énième rencontre mais n'a pas encore décidé vraiment de stopper la guerre civile angolaise ... ni l'OUA, ni l'ONU ne sont les arbitres entre les guerriers angolais⁴¹⁸.

Après avoir noté la récente volonté de signer les accords de Bicesse, sur rapport du Secrétaire Général, la seconde mission des Nations Unies pour l'Angola, UNAVEM⁴¹⁹ II, est créé par la résolution 696 du 30 mai 1991. La résolution est votée à l'unanimité pour contrôler la trêve entre les parties belligérantes. Elle remplace la mission UNAVEM I (1989-1991) dont le mandat touchait à sa fin. La mission comptera 350

417 PSD : parti social-démocrate portugais

418 KASSEMBE Dia, *ANGOLA 20 ans de guerre civile*, l'Harmattan 1995, p.170.

419 UNAVEM: United Nations Verification Mission.

observateurs militaires non armés, 120 observateurs de police non armés et 100 observateurs électoraux⁴⁰⁰.

Le 31 mai 1991, le président dos Santos et le président de l'UNITA signent les accords de Bicesse. Le quartier général de l'UNITA installé à Jamba est visité en juillet par la commission conjointe politico-militaire. A la mi-1990, le gouvernement angolais et l'URSS proposèrent un arrêt des livraisons d'armes aux deux belligérants et une reprise des discussions sur un règlement politique. La suspension de facto des hostilités est entrée en vigueur le 15 mai 1991. Deux jours plus tard, le Secrétaire Général reçoit une lettre du gouvernement angolais demandant la participation des Nations Unies pour vérifier la mise en œuvre des accords de paix.

i. **Le volet militaire de l'accord de Bicesse**

Le volet militaire du texte prévoyait un cessez le feu le 31 mai à minuit et un cantonnement des FAPLA et des FALA dans cinquante points de regroupement. Le personnel des deux armées doit former une armée commune de 50000 à part égale jusqu'au 31 octobre 1992. Il était créé une commission conjointe politico-militaire pour contrôler l'application de l'accord. Le MPLA, l'UNITA, les américains, les russes et les portugais y participaient. La CCPM se réunit pour la première le 17 juin 1991 à l'hôtel Tropico à Luanda.

Cet accord pose problème pour plusieurs raisons. Durant la période de transition, la direction politique du pays sera bicéphale. Il n'y aura réellement aucune démilitarisation de l'UNITA alors que le MPLA gardera la mainmise sur les ministères stratégiques comme celui du pétrole. Les deux mouvements feront tout pour écarter les autres partis politiques, particulièrement le FNLA. Les radios partisans qui sont en principe interdites continueront d'émettre. Cette période de 18 mois ne servira pas de « transition pluraliste » mais de polarisation⁴²⁰.

Le gouvernement intégrera peu de membres de l'UNITA au sein de la police sous des motifs fallacieux. La mission de l'ONU a compris au fil du temps que les forces gouvernementales n'allaient pas être cantonnées comme prévu. Il manquait à l'appel 72000 hommes à trois mois des élections. Trois mois après la signature des accords, le gouvernement effectuera un transfert massif d'effectif militaires vers la police anti-émeute. Sur l'ensemble du territoire, on dénombrait 27788 éléments de cette police. Ceux-ci constitueront le dernier rempart au moment de la reprise des hostilités.

420 KASSEMBE Dia, *ANGOLA 20 ans de guerre civile*, l'Harmattan 1995, p.171.

Au niveau économique, l'année 1990 est marquée par la fin de l'économie dirigée, les privatisations et la fuite des capitaux vers l'étranger. L'enrichissement à grande échelle de la classe dirigeante peut commencer. Le pays devient totalement dépendant de l'étranger pour sa nourriture, la famine règne dans l'intérieur pour deux millions de déplacés⁴²¹.

ii. Le déroulement des premières élections libres angolaises

La préparation des premières élections en Angola sera un processus long mais inachevé. Celles-ci se dérouleront dans une ambiance de non-respect des accords signés. La communauté internationale n'a pas fourni les moyens nécessaires au bon déroulement de ce processus.

On peut estimer que l'UNITA se fera manipuler par le MPLA et commettra la faute de négliger les nouveaux partis politiques qui ont émergé durant cette période. L'UNITA crut à tort représenter toute l'opposition et ne fit pas d'alliance avec les partis émergents. Les négociateurs de l'UNITA ont manqué de lucidité en laissant au MPLA le soin d'assurer l'organisation des élections et en n'entrant pas au gouvernement de transition.

Ce renforcement du MPLA par la politique de la chaise vide pratiquée par l'UNITA et sa légitimation à travers les accords de Bicesse est du pain béni pour le gouvernement de Luanda qui n'en attendait pas tant. Un ensemble de provocations, arrestations vont être conduites par cette police durant la période qui précède les élections. Des tentatives d'assassinat contre Jonas Savimbi ont été organisées. On peut citer celle de juin 1992 éventée grâce aux pays occidentaux et une en mars 1992.

10 août 1992, le MPLA met fin aux opérations d'enregistrement électoral et selon l'UNITA, 700000 angolais des campagnes n'ont pas été enregistrés⁴²². En août et septembre 1992, les États-Unis mirent en garde l'Angola en raison de la dérive du processus.

Le 14 août 1992, Le porte-parole du Département d'État déclare :

Le gouvernement a l'obligation de coopérer avec l'ONU et l'UNITA afin d'assurer la neutralité de la police. Plutôt que cela, la police anti-émeute, bien équipée et entraînée agit de manière qui paraît violer aussi bien la lettre que l'esprit des accords.

421 KASSEMBE Dia, Op.cit., p.164.

422 JAMES III Martin. W, *Historical Dictionary of Angola*, Scarecrow Press, 2004, p. xxxviii.

Les élections des 29 et 30 septembre 1992 donnèrent aux angolais la première occasion d'exprimer leur volonté politique. 91 % des électeurs soit 4,4 millions d'inscrits, se rendirent aux urnes pour un scrutin qualifié de généralement libre et régulier⁴²³ par l'ONU et d'autres observateurs internationaux. Le président Dos Santos recueillait au scrutin présidentiel 49.57% des votes et Savimbi 40.6%. On constate un vote massif favorable à l'UNITA dans des zones qui ne lui étaient pas naturellement acquises⁴²⁴.

Rapidement L'UNITA estime que des irrégularités ont été commises. Le Conseil National des Elections (CNE), où siègent des représentants de tous les partis, a failli à son devoir, n'enregistrant pas cinq cent mille électeurs qui auraient été favorables à l'UNITA. Les résultats proclamés le 17 octobre sont qualifiées par l'ONU de libres et équitables. Savimbi envoie le vice-président de l'UNITA, Jeremias Chitunda, à Luanda négocier la participation de l'UNITA au second tour. Mais l'espoir d'un second tour de l'élection présidentielle est brisé par la reprise des hostilités.

Le 7 octobre 1992, Jonas Savimbi quitte Luanda pour Huambo. Dès le 8 octobre, les troupes de l'UNITA occupent le district de Caconda (province de Huila). Les 17-18 octobre, elles attaquent des positions gouvernementales à Huambo, l'ONU parvenant à rétablir le cessez-le-feu. Le gouvernement évoquera une tentative de coup d'état dans l'édition du 11 novembre 1992 du *Jornal de Angola*⁴²⁵.

Bousculé en province, le MPLA réagi avec virulence. De très dures batailles de rue eurent lieu les 31 octobre et 1^{er} novembre dans le centre de la ville de Luanda et dans les quartiers périphériques, menées par la PIR (Police d'intervention rapide), surnommée les ninjas, et des milices pro-MPLA qui attaquèrent les positions de l'UNITA à Luanda et dans d'autres villes dans tout le pays⁴²⁶.

Ces exactions, connues sous le nom de massacre de la Toussaint, firent sur l'ensemble du pays dix mille morts. A Luanda, deux mille cadres de l'UNITA et 300 soldats furent pour la plupart massacrés. Cette attaque aurait été la réponse populaire à une tentative de coup d'état du parti de Savimbi. Dans l'ensemble du pays, ces massacres visèrent l'UNITA et la majorité des partis d'opposition. A Malanje, l'UNITA fut nettoyée comme à Luanda. A Huambo, Lobito, Benguela et Lubango, les efforts de médiation de l'ONU parvinrent à faire accepter des cessez-le-feu permettant de contenir une vague de violence⁴²⁷.

423 VINES Alex, *Au-delà du pétro-militarisme, La stratégie extérieure angolaise d'après-guerre, Politique africaine*, 2008/2, N° 110, p.27.

424 KASSEMBE Dia, *Op.cit.*, p.173.

425 Il s'agit du principal titre de la presse écrite en Angola. Ce journal était très proche du MPLA.

426 VINES Alex, *Op.cit.*, p.28.

427 VINES Alex, *Op.cit.*, p.29.

L'UNITA qui disposait d'une force intacte et redoutable et cantonnée à l'extérieur des villes fut surprise par la réaction du gouvernement. L'UNITA progresse rapidement dans le pays et conquiert une grande partie du territoire angolais. La Représentante du Secrétaire Général Margaret Anstee parvient à amener les belligérants à se rencontrer le 31 octobre. Le 26 novembre à Namibe, les deux parties se mettent d'accord pour appliquer les accords de Bicesse. Les efforts de médiation de la communauté internationale n'ont pas cessé durant tous ces mois de crise post-électorale.

Le sous-secrétaire d'État aux affaires africaines Herman Cohen s'est rendu en Angola six fois au cours de la période de douze mois comprise entre le 1^{er} novembre 1991 et le mois d'octobre 1992. Il s'est engagé pour sauver l'accord de paix entre l'UNITA et le MPLA mais aussi préparer l'établissement des relations diplomatiques officielles avec l'Angola.

Au mois de décembre 1992, le Secrétaire Général des Nations Unies Boutros Boutros-Ghali avertit le président Dos Santos que s'il refusait toute négociation au sujet du partage du pouvoir avec M. Jonas Savimbi, les observateurs de l'ONU qui étaient déployés en Angola seraient retirés⁴²⁸.

iii. La fin du soutien américain à l'UNITA

A compter de mi-1988, l'image de Jonas Savimbi commence à être écornée par des révélations de possibles éliminations au sein du mouvement de l'UNITA. Le journaliste Fred Bridgeland commença à instiller le doute au sein de l'opinion publique⁴²⁹. Un article paru dans *National Review* en août 1989, accentuera cette impression. Ces allégations seront reprises en appui d'une campagne des démocrates au sein du Congrès pour arrêter l'aide à l'UNITA. Un article de Leon Dash dans le *Washington Post* du 30 septembre 1990 réaffirmera les allégations d'exécutions sommaires de certains opposants internes. Il cite notamment le témoignage de George Pinto Chikoti⁴³⁰ alors membre de l'UNITA. Celui-ci décrit des tortures, l'incinération de masse d'adultes et d'enfants sur des accusations de sorcellerie et de subversion⁴³¹. Au début des années 90, la campagne de l'UNITA devient ethnique et raciste.

L'UNITA a utilisé un langage agressif contre les étrangers et des violations des droits de l'homme ont été signalées dans sa capitale de Jamba. Ces incidents ont dégradé la

428 AGUIRRE Mariano, *construire la paix civile de l'Angola au Cambodge*, *Le Monde diplomatique*, mai 1993.

429 MINTER William, *The US and the war in Angola*, *Review of African Political Economy*, N°50, p.142

430 Georges Chikoti est actuellement le ministre des affaires étrangères de l'Angola.

431 DASH Leon, *blood and fire Savimbi's war against his UNITA rivals*, *WP* September 30, 1990.

qualité des relations avec les États-Unis. Tito Chingunjai, représentant de l'UNITA à Washington, sa femme et ses enfants ont été exécutés par des dirigeants du mouvement rebelle après avoir été rappelés à Jamba⁴³².

Section.3 L'Administration Bush et l'UNITA

a) Le bilan de l'aide fournie à l'UNITA

Après l'évacuation cubaine de l'Angola et le départ des sud-africains, les États-Unis deviennent le seul soutien de l'UNITA car le soutien sud-africain deviendra insignifiant⁴³³.

L'aide au mouvement rebelle s'accroît significativement sous la présidence Bush. La CIA aurait donc livré entre trente et quarante-cinq millions de dollars d'aide en 1988, et en 1989 une aide d'un montant de cinquante à soixante millions de dollars⁴³⁴. Celle-ci atteignit un montant compris entre soixante-cinq et quatre-vingt millions en 1990. Cette aide ne parvient pas toujours aux destinataires car le 27 novembre 1989 un avion de transport travaillant pour la CIA⁴³⁵ s'écrase en Angola alors qu'il allait livrer des équipements au QG de l'UNITA à Jamba.

En 1990 pour la première fois en quatre ans, le comité du renseignement de la chambre engage un sérieux débat sur l'appui du gouvernement américain à la guérilla en Angola⁴³⁶. Le 17 octobre 1990, la Chambre des représentants conduit un débat public sur l'aide apportée par la CIA. Le représentant démocrate Ronald V. Dellums, propose de mettre fin au programme de la C.I.A. Il déclare : « Le financement de la guérilla de l'UNITA est un anachronisme de la guerre froide". "Nous fournissons des dollars de guerre froide qui ont causé des ravages incroyables sur le peuple angolais ».

432 FIKREYESUS Daniel, *oil and U.S. foreign policy toward sub-Saharan Africa*, Georgia State University ScholarWorks @ Georgia State University, p.115 en ligne URL : http://scholarworks.gsu.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1022&context=political_science_diss accédé le 25 juillet 2016.

433 TVEDTEN Inge, *U.S. Policy toward Angola since 1975*, the Journal of Modern African Studies, Vol30, N°1, March 1992, p.44.

434 MINTER William, *The US and the war in Angola*, Review of African Political Economy, N°50, p. 139.

435 Il s'agissait d'un avion du type Lockheed 100 (version civile de l'avion de transport militaire C130 Hercules) opéré par la compagnie aérienne Tepper aviation. Deux américains, deux allemands de l'ouest et un britannique furent tués. L'avion était parti de la base aérienne de Kamina au Zaïre. Jusqu'en 1987, la CIA utilisait la compagnie St Lucia Airways basée aux Antilles. La compagnie Airlines Consulting a aussi assuré des missions au profit de la CIA avec un Boeing 707 et un autre Hercules. Cité par Flight international 13-19 December 1989

436 MINTER William, *It's Time The United States Stopped Fomenting War In Angola*, Chicago Tribune, September 12, 1990

La Chambre rejette cette proposition par 246 voix contre 175. Il avait aussi cherché à arrêter l'aide américaine au président Mobutu en 1987⁴³⁷. A la fin de 1990, le Congrès a souhaité placer la moitié des fonds destinés à l'assistance non-létale au profit de l'UNITA sur un compte réservé. Ces fonds ne pouvaient être décaissés qu'avec l'accord des comités du renseignement des deux chambres. L'ensemble des fonds destinés à des équipements létaux devaient être suspendus. Cette législation a fait l'objet d'un veto du président Bush⁴³⁸.

Le gouvernement angolais prend conscience que les États-Unis veulent continuer le conflit. Mais quelles sont les raisons réelles du soutien au profit de l'UNITA ? Le régime du MPLA a toujours fait peur à la diplomatie américaine bien que le 3^{ème} Congrès du MPLA de décembre 1989, accepte officiellement le principe du multipartisme. Dès le 2^{ème} Congrès de 1985, le principe de privatisation de l'économie angolaise était enclenché. Malgré cela les États-Unis ont retardé l'entrée du pays au sein des organisations financières dont le fond monétaire international, bloquant l'accès à un prêt de 500 millions de dollars consenti à la SADCC.⁴³⁹

La personnalité de Jonas Savimbi, sa capacité à s'adapter a fasciné les conservateurs américains. Ceux-ci critiqueront d'ailleurs la faiblesse des livraisons de la CIA après le retrait des sud-africains⁴⁴⁰. Au début des années 90, l'appui de l'Administration américaine passe de plus en plus mal au niveau des parlementaires et de l'opinion publique américaine. Après 1992, le gouvernement américain prend réellement ses distances vis-à-vis de l'UNITA.

i. Les voyages de Jonas Savimbi aux États-Unis

Jonas Savimbi se rendra en plusieurs occasions aux États-Unis. En novembre 1979, il conduit sa première visite à New York et à Washington. Les contacts sont de niveau modeste avec le desk-officer du département d'État en raison de l'indifférence de l'Administration Carter à son encontre. En 1981 le président de l'UNITA rencontre pour la première fois des officiels de l'équipe Reagan.

Au mois de janvier 1986, Jonas Savimbi séjournera dix jours aux États-Unis. Il rencontrera le secrétaire d'État George Shultz avant d'avoir une entrevue avec le président Reagan. Il sera reçu par le secrétaire à la Défense Gaspar Weinberger et le chef de l'Etat-Major interarmées, l'amiral Crowe.

437 WINES Michael, *House Openly Debates C.I.A. Aid in Angola*, NYT, October 18, 1990.

438 US. Congress, House, Intelligence Authorization Act for Fiscal Year 1991, Conference Report to Accompany S.2834, Report 101-928 (Washington D.C: US. Government Printing Office, 23 October 1990).

439 TVEDTEN Inge, Op.cit., p.48.

440 MINTER William, *The US and the war in Angola*, Review of African Political Economy, N°50, p.140.

Il demandera avec une grande franchise et obtiendra de la part du président, la mise à disposition d'armes antiaériennes sophistiquées du type Stinger. Cette visite sera la plus importante et la plus réussie. Il apparaîtra dans plusieurs programmes de télévision dont *Sixty Minutes*⁴⁴¹ and *Nightline*⁴⁴². Il donnera une conférence de presse au National Press Club, rencontrera les membres du Cuban American National Foundation. La visite suscitera aussi de nombreuses critiques des organisations telles que le Washington Office on Africa, Congressional Black Caucus et TransAfrica organisation. Une pétition sera signée par 500 "Africanistes" d'universités de 38 états et du district de Columbia.⁴⁴³

Le 30 juin 1988 Jonas Savimbi effectue sa quatrième visite aux États-Unis. Il y rencontre le président Reagan et le vice-président Georges Bush en campagne pour l'élection de novembre⁴⁴⁴. A l'automne 1989, il se rend une nouvelle fois à Washington se rend aux États-Unis et le président Bush⁴⁴⁵. A l'occasion de cette visite il remercie la Fondation Héritage qui est un soutien important pour le groupe rebelle aux États-Unis. Il déclare le 30 juin 1988 dans ses locaux :

C'est comme revenir à la maison. Nous savons que votre succès ici à Washington, a été l'abrogation l'amendement Clark et l'obtention de l'aide américaine pour notre cause est largement associée à vos efforts. Cette fondation a été une source d'un grand soutien. La direction de l'UNITA sait ceci, ceci est également connu en Angola.

Malgré deux blessures en janvier et février 1990, Jonas Savimbi revient aux États-Unis le 2 octobre 1990. Il effectue une visite à Washington au cours de laquelle il rencontre le président Bush durant 30 minutes et demande un accroissement de l'aide. Le 12 décembre 1990, Jonas Savimbi rencontre le ministre des Affaires Etrangères de l'URSS Eduard A. Chevardnadze à l'ambassade soviétique à Washington. Il s'agissait de la première rencontre de ce type après quinze années de guerre civile. Durant 45 minutes, les deux hommes ont assuré vouloir réaliser la paix en Angola et mettre en place un cessez le feu. Dans le même temps, la secrétaire d'Etat James A. Baker avait des entretiens avec le ministre angolais des Affaires étrangères Pedro de Castro Van Dunem.

441 *Sixty Minutes* est un magazine d'information produit par CBS News et diffusé sur le réseau CBS depuis 1968.

442 *Nightline* est une émission d'information de la nuit sur la chaîne American Broadcasting Company et diffusé depuis le 24 mars 1980

443 GWERTZMAN Bernard, *Angolan rebel sees top U.S. officials*, Special to the New York Times, January 30, 1986.

444 SCIOLINO Elaine, *Angolan Rebel Chief Meets Reagan*, New York Times, July 1, 1988.

445 Réunion le 5 octobre 1989 de 10h30 à 11h15.

Le 13 décembre 1990, le président Bush rencontre durant 10 minutes Jonas Savimbi. Le 7 octobre 1991, il rend de nouveau visite au président Bush. Il s'agit de sa cinquième visite à la Maison-Blanche et remercie le président et le Congrès pour l'aide apportée au cours des 6 dernières années. Au cours de la conférence de presse à sa sortie de la Maison-Blanche, il estime : « nous (États-Unis et UNITA) avons atteint les objectifs que nous voulions atteindre, soit la paix, la stabilité et le mouvement vers la démocratie. Il envisage des problèmes mais pas de retour à la guerre⁴⁴⁶ ».

Pour faire valoir ses intérêts aux États-Unis et particulièrement auprès des parlementaires, l'UNITA s'appuie sur un accord signé avec le cabinet de lobbying Black, Manafort, Stone & Kelly, pour un montant de 600.000 dollars.

Lors de la campagne électorale de 1992, Jonas Savimbi déclare qu'il procèdera au réexamen de tous les contrats liant l'Angola à ses partenaires. Ceci vise en particulier l'industrie pétrolière qui représente à cette époque 90% des rentrés de devise⁴⁴⁷. Le président de l'UNITA a commis une erreur en effrayant les investisseurs au moment où on découvre au large de l'Angola des gisements très prometteurs comme le bloc 17. A cette période, le pétrole angolais représente 7% de la consommation américaine.

Vers la reconnaissance du gouvernement angolais

Le président Bush souhaitait reconnaître le gouvernement angolais après la réconciliation totale des deux belligérants et l'évacuation des troupes cubaines⁴⁴⁸. En 1989, dans la dynamique des accords de New York, le gouvernement américain proposa un accord. Il s'agissait de l'ouverture d'une section d'intérêt des États-Unis à Luanda en échange de l'accroissement des effectifs de la mission permanente angolaise auprès des Nations Unies à New-York⁴⁴⁹.

b) L'évolution de la situation en Afrique du Sud

Durant le mandat du président Bush la situation en Afrique du Sud évolua de manière notable dans la continuité de la préparation de l'indépendance namibienne. Le 8 janvier 1989, le Congrès National Africain annonce qu'il va commencer à

446 Document audiovisuel en ligne URL : <https://www.c-span.org/video/?21936-1/angolan-party-leader-white-house>, accédé le 13 janvier 2017.

447 ROZES Antoine, *un pays en déshérence et au bord de la guerre : l'Angola 1994-1998* dans L'AFRIQUE POLITIQUE. Entre transitions et conflits, Centre d'étude d'Afrique noire (Institut d'études politiques de Bordeaux), 1999, p.179-199.

448 WRIGHT George, *The destruction of a nation: United States policy towards Angola since 1945*, London, Pluto press, 1997, p.166.

449 MINTER William, The US and the war in Angola, *Review of African Political Economy*, N°50, p. 139.

démanteler ses camps de guérilla en Angola pour appuyer la mise en place du processus de paix.

Comme l'écrit Victoria Brittain dans le Monde diplomatique, la pression du mouvement de résistance au pouvoir blanc, toujours plus combatif, a contraint à de nombreuses concessions le gouvernement de Pretoria qui espère ainsi desserrer l'étau de la révolte intérieure et des sanctions internationales.

La journaliste indique aussi que les premiers contacts se sont appuyés sur un document rédigé en avril 1989 par M. Nelson Mandela. Il correspond dans les grandes lignes à la déclaration de Harare. Celle-ci a été entérinée par l'Organisation de l'Unité Africaine, le mouvement des non-alignés et la plupart des pays du Commonwealth, avant d'être débattue aux Nations Unies à la mi-décembre. Les États-Unis vont assez intelligemment s'associer à ce mouvement.

Le 30 juin 1989, le président Bush reçoit l'activiste sud-africain anti-apartheid Albertina Sisulu de l'*United Democratic Front* (UDF).

Comme je l'ai dit à Mme Sisulu lors de notre réunion, les États-Unis croient aussi fondamentalement aux droits de l'homme et à la dignité humaine. Pour atteindre notre objectif, nous avons l'intention d'étendre notre aide aux Sud-Africains noirs pour les aider économiquement et politiquement afin qu'ils puissent jouer leur rôle légitime dans la détermination de l'avenir de leur pays. Nous travaillerons également en étroite collaboration avec nos alliés, en particulier les Britanniques, les Japonais, les Allemands de l'Ouest et les Portugais, pour élaborer des politiques et des programmes coopératifs de soutien mutuel pour résoudre l'impasse politique créée par l'apartheid et aider à l'avancement des noirs sud-africains⁴⁵⁰.

Le 5 juillet le président P.W. Botha rencontre pour la première fois Nelson Mandela. Le 15 août 1989, il laisse le pouvoir à Frederik de Klerk en raison de son état de santé et des manœuvres de certains membres de son parti. Il existe ainsi des rapports de force et des luttes internes tant au sein du Parti national⁴⁵¹ que de l'ANC. L'appareil militaire sud-africain pèse encore lourdement au sein des institutions blanches.

Le 25 janvier 1990, Herman Cohen, après une rencontre avec le gouvernement sud-africain constate : « un engagement envers un changement fondamental » qu'il n'avait pas trouvé lorsqu'il s'est rendu en Afrique du Sud en mai 1989.

450 American presidency project, en ligne URL : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=17233> accédé le 04 septembre 2016.

451 Le Parti national était un parti politique en Afrique du Sud fondé en 1914 et dissous en 1997.

Le 2 février 1990, dans son discours à l'ouverture du Parlement, le président F.W de Klerk annonce le début de la transition négociée pour finir l'apartheid. Le discours annonce la fin de l'interdiction du Congrès National Africain, le Pan-Africanist Congrès et le parti communiste, la libération de Nelson Mandela et d'autres prisonniers politiques et la fin de l'état d'urgence.

Christopher.S.Wren journaliste du New York Times écrivait le même jour, M. de Klerk a envoyé des signaux contradictoires d'une part, en permettant à tous les groupes anti-apartheid de reprendre leurs activités légalement. Il a créé une situation dans laquelle les rivalités pourraient saper l'unité forgée contre l'apartheid par des groupes au sein du pays et en exil. Dans le passé, de telles manipulations pour diviser ont formé la base des politiques du parti nationaliste.

Le 10 février, le président Bush téléphone au président de Klerk pour le féliciter de l'annonce de la libération de Nelson Mandela. Il déclare : De toute évidence, il y a d'autres mesures à prendre, et nous espérons qu'elles seront prises. Mais nous saluons ce que vous avez fait. J'espère que vous pouvez venir aux États - Unis. J'ai déjà dit que vous seriez les bienvenus et M. Mandela aussi ⁴⁵².

Le 11 février 1990, Nelson Mandela est libéré après vingt-sept années d'emprisonnement. A partir de ce moment, les États-Unis commencent à ajuster leur politique vis-à-vis de l'Afrique du Sud⁴⁵³. L'Administration Bush sera capable de jouer un rôle constructif dans la transition vers une démocratie multiraciale. Elle a offert un soutien diplomatique informel et des incitations économiques. Au mois de mars 1990, Nelson Mandela devient vice-président de l'ANC mais prend le contrôle du mouvement car son président Oliver N. Tambo, 72 ans, se remet à Stockholm d'un AVC.

Le 4 mars, plusieurs centaines de prisonniers politiques sud-africains entament une grève de la faim pour forcer le président F.W. de Klerk faire passer une loi d'amnistie générale. Le 16 mars, il annonce des pourparlers entre le gouvernement et une délégation du Congrès national africain dirigée par Nelson Mandela s'ouvriraient au Cap le 11 avril. L'objectif des pourparlers est de discuter des obstacles aux négociations que M. de Klerk veut tenir avec les dirigeants des organisations noires de la nation sur une nouvelle constitution sud-africaine. La nouvelle charte offrirait

452 Memorandum of telephone conversation with State President De Klerk of South Africa February 10, 1990, en ligne URL : <https://bush41library.tamu.edu/files/memcons-telcons/1990-02-10--de%20Klerk.pdf>, accédé le 15 janvier 2017.

453 F.Ugboaja Ohaegbulam *US policy in postcolonial Africa, four cases studies in conflict resolution*, Peter Lang, 2004, p.78.

des droits politiques aux noirs, a déclaré F.W. de Klerk. Messieurs Alfred Nzo et Walter F. Sisulu participèrent à ces réunions.

i. La visite du président Mandela

Au mois de juin 1990, Nelson Mandela se rend aux États-Unis. A la veille de sa rencontre avec le président Bush, il condamne le soutien aux rebelles de Jonas Savimbi en Angola. Au moment de ces déclarations, l'Administration Bush a demandé une rallonge additionnelle de 8 à 10 millions de dollars pour l'UNITA pour approbation par les comités du renseignement des deux chambres⁴⁵⁴.

Le président Bush reçoit au cours de cette même période, plusieurs chefs d'états africains avec lequel il aborde toujours les mêmes problématiques, la paix en Angola et l'évolution de la situation en Afrique du Sud. Lors de la visite de Sam Nujoma le 19 juin 1990 aux États-Unis ; le président Bush déclara :

Nous allons encourager de Klerk. Je m'inquiète pour sa droite. Je pense que de Klerk a montré beaucoup de courage, et nous voulons être utiles, avec Buthelezi, Mandela et d'autres. Nous ne voulons pas agir comme si nous pouvions résoudre ce problème. Nous sommes à mi-chemin autour du monde. Mais c'est une grande question politique intérieure ici. (Mémoire de conversation 19 juin 1990).

Le 1^{er} Août 1990, la branche militaire de l'ANC, Umkhonto we Sizwe, suspend ses actions armées après vingt-neuf années de lutte. Le 4 novembre 1990, l'Afrique du Sud annonce la nomination d'Harry Schwarz, un parlementaire anti-apartheid historique comme ambassadeur aux États-Unis.

La situation évolue dangereusement après des révélations sur l'appui accordé par le gouvernement « blanc » au mouvement Inkatha⁴⁵⁵. Ces manœuvres sapent la confiance de la communauté noire dans le processus. Le président recevra en deux occasions le chef zulu Mangosuthu Buthelezi⁴⁵⁶ pour essayer de calmer les affrontements entre communautés.

La visite du président F.W. de Klerk à Washington

454 John Kifner, *The Mandela Visit- Mandela Assails U.S. Aid to Savimbi*, New York Times, June 25, 1990.

455 The Inkatha Freedom Party (IFP) est un parti politique sud-africain dirigé depuis sa création par le chef traditionnel Mangosuthu Buthelezi. Il s'agit d'un parti à dominante zouloue, prônant un séparatisme territorial et adversaire résolu du Congrès national africain depuis les années 80..

456 Il sera reçu en visite officielle le 28/02/1990 et le 20/06/1991.

Le 23 septembre 1990, le président F.W. de Klerk est le premier officiel sud-africain à visiter les États-Unis depuis 1945. Son appareil de la compagnie South African était le premier à se poser depuis les sanctions anti-apartheid de 1986.

« Je suis profondément conscient de l'importance historique de cette visite », a déclaré M. de Klerk au secrétaire d'État adjoint pour l'Afrique, Herman J. Cohen, qui dirigeait le comité d'accueil américain. « L'Afrique du Sud a entrepris un grand voyage. C'est un voyage vers la pleine démocratie à la maison et à l'étranger, la pleine participation dans la famille des nations ». Le 10 juillet 1991, le président Bush lève la majorité des sanctions américaines envers la République d'Afrique du Sud considérant que le mouvement vers la fin de l'apartheid est maintenant irréversible.

A la suite d'une défaite aux élections locales de Potchefstroom, Le président de F.W. de Klerk organise le 17 Mars 1992 un referendum à destination des Sud-africains blancs pour leur montrer que le gouvernement n'abandonnait pas le pouvoir à l'ANC, mais négociait sur la base du partage du pouvoir. Il a mis en garde les électeurs blancs qu'un vote « non » signifierait la poursuite des sanctions internationales, le danger d'une guerre civile et l'aggravation du chaos en Afrique du Sud. 68.73% des électeurs votent en faveur de ce projet. Exalté par le succès dépassant tous ce que les experts politiques attendaient, le président sud-africain a déclaré que son référendum avait « fermé le livre » de l'idéologie de l'apartheid, système de séparation raciale sous contrôle blanc⁴⁵⁷.

La Convention for a Democratic South Africa (CODESA) est une initiative lancée le 25 octobre 1991 par quatre-vingt-douze organisations d'opposition à l'apartheid. Des spécialistes américains dans différents domaines participant aux travaux des commissions. Le 6 mars, l'idée que des leaders africains noirs puissent rejoindre des cabinets dans le gouvernement de transition est proposée par un des groupes de travail de CODESA⁴⁵⁸. Malgré cela, les négociations entre les mouvements anti-apartheid sont longues et chaotiques. Il y a de nombreuses tentatives de déstructuration de l'Afrique du Sud et le mouvement Inkatha propose même la création d'un état du KwaZulu-Natal. D'autres formules plus modérées préconisent tantôt le régionalisme, tantôt le fédéralisme.

Le 19 décembre 1992, le président démet vingt-trois officiers supérieurs dont six généraux pour des suspicions d'activités qui visent à interrompre les négociations avec le Congrès National Africain.

457 WREN Christopher S. *South African whites ratify de Klerk's move to negotiate with blacks on a new order*, New York times, March 19, 1992.

458 WREN Christopher S, *A Proposal to Integrate South Africa Cabinet*, New York times, March 7, 1992.

Le 20 janvier 1993, le président Bush cède la place à William Jefferson Clinton au moment où l’Afrique du Sud fait face à une situation de violence extrême.

c) **Le bilan des réunions au Conseil de sécurité et les directives**

Au cours de ses quatre années de mandat, le Conseil de sécurité nationale a finalement peu traité des questions liées aux pays d’Afrique australe. Le NSC a officiellement tenu 426 réunions du 8 février 1989 au 14 janvier 1993. L’Afrique du Sud a été traitée en deux occasions lors des séances 57 et 58 les 18 et 20 septembre 1989. L’Angola a été le sujet de sept séances et la Namibie d’aucune réunion officielle.

Le 9 avril 1989, le président Bush publie le National Security Review n°15. Il lance une étude sur la politique étrangère des États-Unis à destination de l’Afrique australe. Il s’agit de la quatrième étude demandée après son élection. Elle vise à faire le point de la politique menée par les États-Unis et son impact. Il s’agit aussi de mesurer l’impact du Comprehensive Anti-apartheid Act de 1986 ou d’estimer la capacité nucléaire de l’Afrique du Sud.

En 1992, il lance une étude plus vaste destinée à réévaluer la politique États-Unis en Afrique. Il s’agit de la NSR⁴⁵⁹ 30 dont le résultat était attendu pour le 1^{er} octobre de cette année.

Conclusion

George Bush sera un président actif, au même titre que Franklin Roosevelt, Harry Truman, John. F. Kennedy, Lyndon Johnson, Richard Nixon et Jimmy Carter⁴⁶⁰.

Hésitant en politique intérieure, plus solide et déterminé à l’extérieur, l’équipe Bush préférera le statu quo au changement. L’existence de rivalités bureaucratiques sera contrôlée au sein de l’équipe Bush, de manière à éviter les excès des Administrations précédentes⁴⁶¹. Pour la première fois depuis les années de John Foster Dulles, le département d’État verra son influence augmenter au sein du processus décisionnel, grâce au statut de James Baker et au rôle important qu’il jouera⁴⁶².

George Bush avait travaillé sur la question angolaise avant d’être président. En sa qualité de membre de la CIA, il avait en plusieurs occasions témoigné devant le Congrès de l’absence de soutien des services américains aux rebelles de l’UNITA.

459 National Security Reviews

460 DAVID Charles-Philippe, *la politique étrangère du président Bush : un premier bilan du processus décisionnel*, politique étrangère, n°3-1994, p.833.

461 DAVID Charles-Philippe, Op.cit.,p.844.

462 DAVID Charles-Philippe, Op.cit.,p.842.

L'Administration a accompagné la finalisation des accords de New-York et les premières élections angolaises. C'est lui qui enverra pendant six semaines trois avions C130 de l'armée de l'air américaine pour soutenir durant six semaines, le transport des troupes démobilisées conformément aux accords de paix. Il fournira une aide de cinq millions de dollars au titre de l'assistance humanitaire pour les angolais déplacés par la guerre. Il ne coupera pas les liens avec Jonas Savimbi et le recevra en plusieurs occasions durant son mandat. Il reçoit aussi le président Dos Santos qui effectue une première visite privée aux États-Unis. Son Administration accompagnera la fin de l'apartheid sans avoir joué un rôle prééminent en Afrique du Sud mais ayant participé à la création d'un environnement favorable à la négociation.

Chapitre 3 La politique de l'Administration Clinton en Afrique australe (1993-1995)

Nous traiterons des deux premières années de la présidence ; celles qui mènent de son élection à la mise en application des accords de Lusaka. L'Angola constitue en Afrique australe le problème le plus crucial à régler avec l'Afrique du Sud.

L'élection de Bill Clinton comme celle de Jimmy Carter en son temps a soulevé un grand espoir en Angola. Beaucoup pensaient que celui-ci allait créer une rupture avec trois décennies de politique hostile au gouvernement du MPLA. Le nouveau président prête serment au moment où la situation militaire devient incontrôlable et les pertes tant civiles que militaires inacceptables. Le nouveau président envisage une nouvelle politique économique mais continue une politique fortement militarisée. Il augmente le budget de la défense au-delà de ce souhaitait le Pentagone et fait face au démantèlement de la Yougoslavie. Au niveau africain, il réduit l'aide directe pour promouvoir les investissements économiques.

En Afrique Subsaharienne la priorité de Bill Clinton a été la transition démocratique en Afrique du Sud. Les États-Unis considéraient l'Afrique du Sud comme le moteur de la croissance en Afrique australe, un fournisseur à coût bas, une base logique pour les entreprises américaines en Afrique Subsaharienne.

La politique africaine du président sera néanmoins affectée par de sérieuses crises africaines. On peut citer la fin de l'intervention lancée en Somalie par son prédécesseur Georges Bush et la gestion de la situation au Rwanda ou un génocide eu lieu sans l'intervention des grandes puissances.

Quelques jours après sa prise de fonction, il promulgue sa Presidential Review directive-NSC 9. Il évoque d'emblée dans ce document, son souhait de reconnaître le gouvernement angolais issu du MPLA. Les questions posées tournent autour des intérêts américains dans ce conflit. Nécessitent-ils un investissement plus important du gouvernement américain. Quelles sont les conséquences au niveau de l'Afrique australe et du Zaïre ?

L'engagement des États-Unis en Angola a été soutenu et significatif, spécialement lorsqu'on le compare à l'engagement des États-Unis dans le reste de l'Afrique. L'Angola a été l'une des priorités de l'Administration Clinton pour l'Afrique tout au long du processus de paix de Lusaka. Les États-Unis ont fourni 500 millions de dollars US en aide humanitaire et

pour renforcer les institutions démocratiques et la société civile en Angola tout en fournissant un marché important pour le pétrole angolais ⁴⁶³.

Georges Moose est nommé assistant du secrétaire d'État pour les affaires africaines en février 1993. Il déclare : « Nous devons assurer notre accès aux immenses ressources naturelles de l'Afrique, un continent qui renferme 78 % des réserves mondiales de chrome, 89 % des réserves de platine et 59 % des réserves de cobalt »⁴⁶⁴.

Il choisit comme conseiller Anthony Lake qui avait servi au sein de l'Administration Carter, dans le département de la politique et de planification sous les ordres du secrétaire d'État Cyrus R. Vance. Durant la campagne présidentielle de 1992, il avait été un de ses principaux conseillers en politique étrangère. Il a ensuite été nommé conseiller à la sécurité nationale jusqu'en 1997.

M. Anthony Lake, conseiller du président Clinton pour les questions de sécurité, expliquait que le meilleur moyen de sortir l'Afrique du piège de la dette et du sous-développement était de « favoriser son intégration à l'économie mondiale », en ouvrant ses marchés, en privatisant ses entreprises publiques, en renonçant aux taux de change fixes, en supprimant les subventions (qui dénaturent les prix).

La nouvelle équipe fait aussi appel au renfort des Afro-Américains. Un grand rassemblement est organisée à Libreville, du 25 au 28 mai 1993, regroupant un millier de personnalités américaines noires et quinze chefs d'Etat africains.

Section.1 **Angola**

À l'initiative de plusieurs pays dont les États-Unis, une nouvelle série de discussions s'ouvre sous l'égide de l'ONU entre le gouvernement et l'UNITA à compter du 12 avril 1993 à Abidjan. Elles semblent aboutir mais se retrouvent bloquées quand l'UNITA refuse de retirer ses forces des zones récemment conquises. La troïka finalise la rédaction du protocole d'Abidjan et la soumet à la signature sans qu'un accord complet ait été atteint au préalable. L'UNITA refuse le 21 mai de se retirer des régions qu'elle occupe depuis octobre 1992 sans obtenir davantage de garanties⁴⁶⁵.

Le 23 avril, le gouvernement avait unilatéralement annoncé qu'il considérait comme dépassée la clause (triple zéro) des accords de Bicesse instituant un embargo sur les armes aux deux camps, et

463 Human Right Watch, *Angola unravels The Rise and Fall of the Lusaka Peace Process*, September 1999.

464 LEMAYRIE Philippe, *De "Tempête du désert" à "Rendre l'espoir", Anciennes et nouvelles convoitises américaines*, Le Monde diplomatique, Juillet 1993

465 KONÉ Amadou, *la guerre civile angolaise de 1991 à 2002*, éditions connaissances et savoirs, Saint-Denis, juin 2013, p.172.

*il avait commencé à réarmer et entraîner massivement ses forces militaires*⁴⁶⁶.

Devant l'entêtement de l'UNITA, la diplomatie américaine ne reste pas inactive. Au cours de la journée du 19 mai 1993, les États-Unis informent le MPLA et l'UNITA de leur désir de reconnaître le gouvernement angolais en place⁴⁶⁷. L'objectif était de poursuivre une politique équilibrée pour obtenir que le gouvernement angolais et l'UNITA négocient sous la médiation des Nations Unies⁴⁶⁸. Comme l'écrit Alex Vines, côté gouvernemental, Abidjan marqua la fin de toute tentative sérieuse de dialogue avec l'UNITA. Les négociations s'interrompent le 21 mai 1993.

Les États-Unis n'arrêteront pas de pousser l'UNITA à accepter de participer à un gouvernement d'union nationale. Devant le blocage des négociations, le Conseil de sécurité adopte la résolution 834 condamnant l'UNITA. Il exige que l'UNITA accepte le résultat des élections et proroge le mandat de la mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM II) pour une période de 45 jours. Il est à noter que le texte de cette résolution a été rédigé par l'ambassadeur d'Espagne, pays qui a livré des quantités importantes d'armement au régime du MPLA avant les élections de 1992. Le 8 juin, La troïka par l'intermédiaire du département d'État adresse un communiqué dans lequel il accable véritablement l'UNITA que l'on accuse des maux suivants.

Une profonde déception a été exprimée concernant le refus de l'UNITA de parapher l'ensemble des principes compris dans le protocole d'Abidjan, qui aurait pu conduire à un cessez le feu immédiat sur place, un retrait progressif des forces de l'UNITA et l'insertion simultanée et progressive du personnel de l'ONU pour surveiller le cessez-le du feu.

Certains pays sont inquiets des menaces que représente l'UNITA à l'encontre des intérêts économiques. Cette résolution marquera le début du glissement partiel des Nations Unies en faveur du régime luandais qui culminera avec l'adoption des sanctions contre l'UNITA⁴⁶⁹. Le gouvernement choisit de se retirer des négociations et une succession de résolutions viendront amplifier ce mouvement. Il s'agit de la résolution N° 851 du 15 juillet votée à l'unanimité et rédigée par le Brésil. Elle sera votée avec le soutien des États-Unis. Les résolutions 864 du 15 septembre et 890 du 15 décembre suivront.

466 VINES Alex, la troisième - guerre angolaise, *Politique africaine*, N° 57 Mars 1995, p.31.

467 M. Anstee, *Angola: The Forgotten Tragedy. A Test Case for UN Peacekeeping*, International Relations, XI (6), December 1993, p.502.

468 WRIGHT George, *The Clinton Administration's Policy toward Angola: An Assessment*, Review of African Political Economy, Vol. 28, No. 90, Patrimonialism & PetroDiamond Capitalism: Peace, Geopolitics & the Economics of War in Angola (Dec., 2001), p.570.

469 AFRICANO Manuel Antonio, *l'UNITA et la 2ème guerre civile angolaise*, l'harmattan, Paris 1995, p. 188.

Le 13 septembre à Abidjan, L'UNITA dévoile un plan et décrète un cessez le feu unilatéral à compter du 20 septembre. Le 17 novembre dans une lettre adressée au Secrétaire Général des Nations Unies pour les opérations de maintien de la paix, Jonas Savimbi fait un pas vers la paix. Il déclare en résumé que :

- L'UNITA accepte le résultat des élections des 29 et 30 septembre, reconnues comme frauduleuses et irrégulières dans le but de reprendre le processus de Bicesse ;
- Il demande à :
- l'ONU de s'impliquer davantage à travers de l'envoi de casques bleus. Une plus grande implication dans l'organisation et la vérification du second tour ;
- l'ONU d'assurer de la libération des membres de L'UNITA et des sympathisants détenus à Luanda ;
- de garantir l'intégrité physique des membres et sympathisants de L'UNITA pour les actes de génocide ne se reproduisent pas.

Le redoublement des initiatives diplomatiques permet que les deux parties reprennent des conversations sous l'égide de l'ONU à Lusaka en Zambie. Alors que l'UNITA s'affaiblit militairement, le gouvernement renforce son armée en effectuant des achats massifs d'armements. C'est dans ce contexte que se met en place en France, ce qui donnera par la suite l'affaire politico-judiciaire baptisée Angolagate. La résolution 864 décrètera un embargo sur les ventes d'armes et de carburant à destination de l'UNITA.

Quelques semaines après l'adoption de la résolution 851, les USA, la Grande Bretagne, le Canada, la Russie et le Portugal se sont déclarés ainsi prêts à permettre que les armes soient de nouveau fournies au gouvernement de Luanda⁴⁷⁰.

James Wood, Deputy Assistant Secretary of Defense for African Affairs peut déclarer au cours de l'audition du 16 novembre 1993 :

Le gouvernement achète des armes sur le marché mondial. Il a dépensé un montant considérable d'argent en armes, équipement et formation depuis la mi-1992. Il y a des indications qu'il reçoit une variété d'armes létales, y compris les armes légères, des munitions d'aviation, des munitions, des véhicules blindés et de l'assistance technique pour la maintenance des équipements⁴⁷¹.

470 AFRICANO Manuel Antonio, *l'UNITA et la 2ème guerre civile angolaise*, l'harmattan, Paris 1995, p. 195.

471 Hearing before the subcommittee on Africa of the committee on foreign affairs, November 16, 1993; p.7.

Le montant de ces achats d'armement a été estimé à deux milliards de dollars⁴⁷². L'UNITA contrôle de 65 à 70% du territoire angolais⁴⁷³, au début de l'été, elle en contrôlait 75 à 80 % mais depuis l'annonce d'un cessez le feu unilatéral le 20 septembre beaucoup de terrain a été perdu.

L'effort de guerre du gouvernement angolais est toujours aussi intense. Selon le centre britannique the Study of Conflict, 475 millions de dollars vont aux affaires militaires, 18.5 millions à la santé et 12 millions pour l'éducation dans le budget 1993.

i. La reconnaissance du gouvernement angolais par les États-Unis

Lorsqu'il annonce la reconnaissance du gouvernement du MPLA, Bill Clinton est en rupture complète avec ses prédécesseurs républicains. Devant le quasi abandon de l'UNITA par l'Administration américaine, un certain nombre de parlementaires s'insurgent. Les conditions pour la reconnaissance du gouvernement angolais ont longtemps été le retrait des troupes cubaines et l'organisation d'élections multipartites par le MPLA.

Le 19 mai au cours des négociations, le gouvernement américain annonce sa reconnaissance du gouvernement angolais. Les détails figurent dans un câble adressé à partir d'Abidjan par les négociateurs. Les deux parties au conflit ne font pas de commentaires lors de l'annonce de cette inflexion majeure de la politique de Washington. Il s'agit tant d'une décision de la nouvelle Administration que d'un moyen de faire pression sur l'UNITA.

Nous avons ajouté que la reconnaissance faisait partie d'un processus qui comprenait cinq phases : l'intention de reconnaître, reconnaître le gouvernement, établir des relations diplomatiques, ouvrir une ambassade et échanger des ambassadeurs. Notre décision aujourd'hui est le résultat du réexamen de la politique américaine à l'égard de l'Angola depuis que la nouvelle Administration a pris ses fonctions. Nous avons exhorté l'UNITA à examiner cette décision en ce qui concerne la création d'un contexte pour la paix en complétant le processus de Bicesse et en négociant le partage du pouvoir ...

Nous voulions envoyer un signal à l'UNITA et au Gouvernement de la République d'Angola sur la nécessité de parvenir rapidement à un accord à Abidjan sur la paix et le partage du pouvoir. Nous avons ajouté que nous espérons que l'UNITA négocierait rapidement un accord avec le

472 Hearing before the subcommittee on Africa of the committee on foreign affairs, November 16, 1993, p.17.

473 Hearing November 16, 1993, Op.cit., p.6.

*gouvernement sur le partage du pouvoir de façon à ce qu'il soit dans le GRA lorsque nous avons reconnu*⁴⁷⁴.

Un des objectifs est d'adresser un signal fort à l'UNITA et d'obtenir un accord dans le cadre des négociations qui se déroulent en Côte d'Ivoire. L'envoyée spéciale Margaret Anstee est informée de cette décision ainsi que l'ambassade de France. Au cours de la campagne présidentielle de 1992, le candidat Clinton avait appelé à un soutien fort des États-Unis pour ceux qui sortiraient victorieux des élections présidentielles angolaises de septembre 1992.

La nouvelle Administration Clinton a retardé la reconnaissance du gouvernement du MPLA jusqu'au 19 mai 1994. La raison principale du retard était la poursuite d'une politique pro-Savimbi menée en partie par le Département d'Etat. Les décisions de la nouvelle équipe soulèvent des récriminations aux États-Unis. Dans la continuité de la reconnaissance diplomatique, une mission diplomatique américaine en Angola est ouverte à Luanda.

Edmund Dejarnette est le premier ambassadeur américain en Angola. Il y servira de mai 1994 à juillet 1995 et sera relevé par Donald Steinberg qui était directeur Afrique au Conseil de sécurité nationale. Il s'intéressera particulièrement à la question des droits de l'homme, voyageant dans l'ensemble du pays⁴⁷⁵. Le 24 octobre 1995, avec le représentant spécial Paul Hare, il visite Jonas Savimbi à Bailundo.

La reprise des hostilités

Au sujet du conflit en Angola, Alex Vines dégage les phases :

- L'UNITA a l'avantage (janvier-août 1993) ;
- Le vent tourne (mai-août 1993-mars 1994) ;
- L'offensive du gouvernement au retrait total de l'UNITA (mars-novembre 1994)
- Lusaka et après (novembre 1994-janvier 1995)

La guerre reprend donc en janvier 1993 et tourne rapidement à l'avantage de l'UNITA. Ses forces qui n'avaient été que partiellement cantonnées et désarmées se trouvent rapidement en état de combattre. Elles s'emparent de Caxito, à Ndalatando Soyo ; zones proches et Luanda. Le gouvernement cherche à négocier pour gagner du temps et reconstituer ses forces militaires. Il ne dispose plus que d'éléments de la police et des FAA en cours de reconstitution. Les villes de Huambo et Kuito furent particulièrement affectées par les combats dès janvier 1993. A Huambo, de terribles duels d'artillerie opposèrent les deux camps causant la mort de plusieurs milliers de personnes. L'UNITA captura la ville et récupéra de nombreux équipements A Kuito,

474 Cable de l'ambassade américaine d'Abidjan au secrétariat d'état, du 19 mai 1993.

475 VINES Alex, Angola *Unravels: The Rise and Fall of the Lusaka Peace Process* . Human Rights Watch, 1999, pp.277, en ligne URL : <https://www.hrw.org/reports/1999/angola/> accédé le 07 octobre 2017.

le siège de la ville fut aussi meurtrier et la famine frappa les nombreux réfugiés. Le pont aérien onusien de ravitaillement humanitaire fut suspendu en raison des menaces exercées par l'UNITA. Lors de la reprise des hostilités, l'Administration américaine n'a pas blâmé Jonas Savimbi. Le secrétaire d'État a proposé une reprise des négociations sur la sécurité du leader de l'UNITA⁴⁷⁶.

Les États-Unis ont dissuadé l'UNITA de tenter de s'emparer de la province de Cabinda en janvier 1993. Edward DeJarnette, le chef du bureau américain de liaison en Angola a alerté Savimbi des risques si l'UNITA empêchait ou arrêtaient la production de Cabinda, les États-Unis arrêteraient le soutien à l'UNITA.

Dans une ambiance de fin de règne, les 22 et 23 janvier 1993, les services de sécurité appuyés par des activistes s'en prennent aux zairois présents en Angola et aux angolais originaires du Mbanza Kongo ; on dénombre plusieurs centaines de morts.

Le 7 mars, 1993 Demostenes Chilingutila, commandant de l'UNITA à Huambo, déclarait sur les ondes de la radio des rebelles, Vorgan, que la deuxième ville de l'Angola avait été investie après cinquante-cinq jours de combats intenses⁴⁷⁷.

La situation sur le terrain va peu à peu s'inverser au profit du gouvernement. Si l'UNITA contrôlait 85% du territoire en septembre 1993, elle n'en contrôlera plus que 15% au lendemain des accords de Lusaka⁴⁷⁸. Alors que le protocole de Lusaka est paraphé, les unités des FAA poursuivent leur progression vers Benguela et Huila. Malgré les pressions américaines, la ville de Huambo sera prise après des bombardements intenses. Le MPLA donnera provisoirement satisfaction aux pressions internationales en acceptant une trêve. Un accord sera signé le 15 novembre entre les FAA et les FALA mais la ville de Uige sera prise le 17 et Cuito-Cuanavale le 23 novembre.

La société militaire privée sud-africaine Executive Outcomes a fourni un appui significatif au gouvernement angolais dans sa campagne militaire contre l'UNITA. La société a initialement formé des unités angolaises et ensuite combattu pour le compte du gouvernement contre l'UNITA après son refus d'accepter les résultats des élections en 1992. Cette société recruta un grand nombre d'anciens membres des forces sud-africaines dont des anciens du 32^{ème}Bataillon et des Koevoet particulièrement dans l'attaque contre l'UNITA à Huambo.

476 WRIGHT George, *The Clinton Administration's Policy toward Angola: An Assessment*, Review of African Political Economy, Vol. 28, No. 90, Patrimonialism & PetroDiamond Capitalism: Peace, Geopolitics & the Economics of War in Angola (Dec., 2001), p.565.

477 *Guerre des communiqués sur Huambo*, L'Humanité, 8 Mars 1993

478 AFRICANO Manuel Antonio, *l'UNITA et la 2ème guerre civile angolaise*, l'harmattan, Paris 1995, p.2.

La cessation des hostilités

Les États-Unis ont participé à la négociation du protocole de Lusaka. George Moose Assistant Secretary of State for African Affairs déclarait devant la commission sénatoriale, qu'il considérait que son action et ses déplacements en juin à Luanda et l'envoi de deux missions en août et septembre avaient permis d'atteindre un cessez le feu unilatéral de l'UNITA le 20 septembre. Il se félicitait de la nomination du malien Alioune Blondin Beye comme nouveau représentant du secrétaire général pour l'Angola et de la nomination de l'ambassadeur Paul Hare, comme envoyé spécial américain.

Eugenio Manuvakola, représentant l'UNITA et le ministre angolais des Affaires étrangères Venancio de Moura signent le Protocole de Lusaka le 31 octobre 1994. L'UNITA accepte son désarmement et l'intégration d'une partie de ses membres au sein des Forces Armées Angolaises. Le 20 novembre, les deux parties signent un cessez-le-feu dans le cadre du protocole le 20 novembre. En vertu de cet accord, le gouvernement et l'UNITA cessent le combat. 5 500 membres de l'UNITA, dont 180 militants, rejoindront la police nationale angolaise, 1200 membres de l'UNITA rejoindront la police de réaction rapide et les généraux de l'UNITA deviendront officiers dans les Forces Armées Angolaises.

Les États-Unis appuieront la mise en place de la mission UNAVEM III, comme en témoigne le Memo for Principals Committee Meeting du NSC du 7 novembre 1994. Le 10 janvier 1995, les généraux Joao Baptista de Matos des FAA et Arlindo Chipenda Pena "Ben-ben" signent un accord de cessation des hostilités à chipipa près de Huambo. L'accord en 7 points précise l'arrêt de tout mouvement de troupes, le désengagement des armées dans les zones où elles sont au contact, la libération des prisonniers de guerre, la création de groupes conjoints de déminage.

En décembre 1994 et janvier 1995, des missions conjointes d'USAID et du Département d'État se sont rendues en Angola pour examiner le statut du protocole de Lusaka. Les États-Unis ont également joué un rôle important en fournissant 30% des coûts de fonctionnement de l'ONU en Angola⁴⁷⁹ et quelques 50% des coûts des opérations de secours⁴⁸⁰.

479 Environ 100 millions de dollars entre 1995 et 1997.

480 Human Rights Watch, ANGOLA UNRAVELS, The Rise and Fall of the Lusaka Peace Process, p.275.

Section.2 L'Afrique du Sud

En juin 1993, les principaux partis fixent la date des premières élections démocratiques au 27 avril 1994. Le 18 novembre 1993, a été mis en place un Conseil exécutif transitoire puis la ratification de la Constitution intérimaire. Le 22 décembre, l'Afrique du Sud a inauguré ses grands changements institutionnels. C'est l'ANC qui a pu, grâce à de nouvelles concessions, débloquent le cours des négociations qui, depuis 1990, avaient tendance à piétiner⁴⁸¹.

La recrudescence de la violence inquiète les responsables politiques. En effet l'extrême droite blanche, bien armée et bien entraînée, bénéficie de complicités évidentes au sein de la police et de l'armée et clame haut et fort qu'elle n'acceptera jamais de capituler⁴⁸².

L'ANC comme les autres mouvements anti-apartheid, se retrouvaient en position de faiblesse. L'effondrement de l'Union soviétique, l'aggravation de la crise en Afrique, et notamment dans la région Australe, laissant l'opposition noire sans appui stratégique. Le 19 mai 1993, le président Clinton reçoit l'évêque Desmond Tutu. Dans un communiqué de presse publié le même jour il déclare : « Je tiens à lui assurer ici aujourd'hui que les États-Unis demeurent engagés, à la création d'une démocratie non raciale en Afrique du Sud. Le même jour, les États-Unis annoncent la reconnaissance du gouvernement Angolais⁴⁸³ ».

Le voyage de Nelson Mandela à Washington

Le 1er juillet 1993, le président Clinton se prépare à recevoir, le président sud-Africain F.W. de Klerk et le président de l'ANC Nelson Mandela⁴⁸⁴.

Nelson Mandela a déclaré aujourd'hui qu'en dépit de quelques progrès récents sur les pourparlers sur la transition vers le régime de la majorité en Afrique du Sud, il n'est pas encore en mesure de faire l'appel tant attendu à lever de toutes les sanctions contre son pays⁴⁸⁵.

Le Président Clinton a tenu des réunions distinctes avec les deux personnalités. Le président a également exprimé au président sud-africain la profonde gratitude des

481 BEAUDET Pierre, *A quatre mois des élections législatives Longue et dangereuse attente en Afrique du Sud*, le Monde diplomatique, Janvier 1994

482 BEAUDET Pierre et MARAIS Hein, *hypothétique démocratisation en Afrique du Sud, l'ANC dans l'engrenage des concessions face au pouvoir blanc*, Le Monde diplomatique septembre 1993.

483 Public Papers of the Presidents of the United States, William J Clinton, Book 1, January 20-July 31 1993, United States Government Printing Office, Washington, 1194, p.704.

484 Clinton Presidential Records, National Security Council Press (Philip J. (PJ) Crowley) OA/Box Number: 3106; memorandum for the president, July 1, 1993.

485 OLMSTEAD Larry, *Mandela to Hold Off Calling for an End to Sanctions*, New York times, July 2, 1993

États-Unis pour la décision récente du gouvernement de l'Afrique du Sud de renoncer au développement d'un programme de véhicule d'espace-lancement. Les États-Unis encourageront un engagement au sommet G-7 à Tokyo pour réintégrer l'Afrique du Sud dedans à l'économie mondiale⁴⁸⁶.

Conclusion

Les démocrates ont hérité des républicains plusieurs dossiers particulièrement sensibles ou au règlement inachevé. Alors que la nouvelle Administration souhaitait se concentrer sur les questions économiques domestiques et internationales, elle a dû s'investir dans l'expression d'une nouvelle politique étrangère.

Il faudra attendre le mois de septembre 1993 pour que le président exprime ses objectifs. Au final en l'absence d'une vision du monde cohérente, l'Administration Clinton, s'est aussi illustrée par une incapacité à définir des objectifs de politique étrangère clairs et à employer efficacement les divers instruments de politique étrangère à sa disposition. Malgré ce handicap, plusieurs dossiers d'Afrique australe ont trouvé un dénouement.

Peter J. Schraeder pouvait écrire en 2001 : « L'investiture de Nelson Mandela en tant que président de l'Afrique du Sud, le 10 mai 1994, a été un tournant décisif dans l'histoire de l'Afrique, avec d'importantes implications pour l'avenir de la politique étrangère américaine à l'égard de l'Afrique australe⁴⁸⁷ ». Cette élection met fin à quarante ans de soutien des États-Unis au système de l'apartheid au nom de la lutte anticommuniste dans le cadre de la guerre froide.

La reconnaissance du gouvernement de Luanda, la conduite des premières élections démocratique et la fin du soutien à l'UNITA ont marqué les années Clinton. Les présidents américains ont souvent affirmé qu'ils voulaient donner au peuple angolais la possibilité de décider de son propre destin. Cette possibilité a été pendant plus de vingt ans refusé à plusieurs des peuples d'Afrique australe en raison de la guerre froide.

486 The White House, Office of the Press Secretary, July 2, 1993, Statement by the Press Secretary

487 SCHRAEDER Peter J., *Continuity and Change in U.S. Foreign Policy toward Southern Africa: Assessing the Clinton Administration*, Nordic Journal of African Studies, 10/2001, p.131.

Conclusion de la première partie

Cette première partie s'attache à expliquer le déroulement des événements et l'engrenage dans lequel les États-Unis ont été pris à l'issue de la révolution des œillets. De cette période de vingt années, on doit se rappeler l'improvisation qui a prévalu à l'engagement américain au côté des mouvements rebelles angolais, dont certains étaient soutenus par la république populaire de Chine ou la Corée du Nord. Il faut se souvenir aussi de l'hystérie déclenchée par l'intervention cubaine dans un pays qui n'aspirait pas foncièrement à être communiste et qui a abandonné cette doctrine politique dès la fin de l'URSS.

On doit se souvenir du volontarisme initial de la présidence de Jimmy Carter et des occasions finalement manquées en raison de ses hésitations et d'un contexte régional et mondial très déstabilisé. Face à un Département d'État souvent timoré, d'une CIA aux ordres du Conseil de sécurité nationale, l'obsession de la présence cubaine, fortement influencé plusieurs Administrations qui ont retardé la reconnaissance du gouvernement angolais.

Plus interventionniste que jamais, Cuba s'engage sans limite prenant le risque de subir des représailles américaines, tandis que l'Union soviétique demeure tiraillée entre son désir de détente avec les États-Unis et ses engagements sur le territoire africain.

La présidence Reagan est d'une nature totalement différente. Il ne pouvait être question de traiter avec le MPLA alors que pour des raisons de politique intérieure, le soutien aux combattants de la liberté était un impératif. Ces deux mandats ont favorisé le maintien et à certaines périodes l'accroissement d'un appui militaire en provenance de l'URSS. Le fait que les pays communistes soient vulnérables face à des mouvements de rébellion a constitué une opportunité pour l'Administration Reagan qui a pu lancer son programme d'aide aux Freedom fighters. Il a été rattrapé par une opinion publique peu encline à soutenir ce type d'aventure mais appuyé en plusieurs occasions par un Congrès sous influence de groupes de pressions

Partie 2 La construction de la politique étrangère africaine des États-Unis

Titre 1. Les acteurs civils

Chapitre 1 Le président des États-Unis

Section.1 Le président et la définition de la politique étrangère

L'élaboration de la politique étrangère américaine est un processus complexe. Elle repose principalement sur deux piliers : le pouvoir exécutif et législatif. Si la constitution a donné formellement un rôle plus grand au Congrès, on attendait que le président joue le rôle central¹.

Le président est le premier diplomate du pays car il décide de la direction que doit prendre la politique étrangère du pays et il joue un rôle primordial dans sa conduite. Jusqu'aux années 60, les Congrès étaient relativement dociles² en matière de politique étrangère. Avec la guerre du Viêt-Nam et la fin du consensus né de la guerre froide, les choses ont changé.

Les présidents successifs ont chacun eu une approche différente face aux questions de politique étrangère. Les États-Unis à certains égards, sont le dernier endroit où on pourrait chercher des contraintes internationales à l'élaboration de la politique étrangère³. Les États-Unis étant un grand pays, il y a moins de contraintes qui pèsent sur la définition de sa politique.

Le président dispose d'importants pouvoirs dans le domaine de la politique étrangère et particulièrement dans celui de la défense. On considère souvent que le président a plus d'autonomie en politique étrangère qu'en politique nationale. Comme l'écrit, François Vergniolle de Chantal, aux États-Unis, le processus de décision en politique étrangère est l'un des plus ouverts parmi les démocraties occidentales⁴.

a) Le concept de sécurité nationale

1 MANN Thomas, A question of balance, the President the Congress and foreign policy, the Brookings institution, Washington, 1990, p.5.

2 MANN Thomas, Op.cit., p.6.

3 PETERSON Paul E., The President's Dominance in Foreign Policy Making, *Political Science Quarterly*, Vol. 109, No. 2, Summer 1994, p.217.

4 VERGNIOLLE DE CHANTAL François, Les Etudes du CERI - n° 200, décembre 2013, p.24.

Il convient avant de détailler le processus d'élaboration de la politique étrangère, de revenir sur le concept de sécurité nationale. Celui-ci s'est développé après la seconde guerre mondiale et a imposé aux États-Unis de s'intéresser aux affaires du monde. Ils ont fait face aux menaces posées par les soviétiques en mettant en place une politique d'endiguement.

Les États-Unis ont mis en place durant les années cinquante, une stratégie basée sur trois éléments. Le premier élément de la politique de défense est le déploiement de forces militaires nécessaires pour dissuader et contenir l'expansion militaire soviétique. Le second élément a été l'aide économique internationale, des programmes de relance économique à destination de l'Europe et du Japon. Le dernier volet à destination du tiers monde comprend une assistance économique et de sécurité. Cette période, de l'après-guerre a pris fin au cours des années 1970. La notion de sécurité nationale a souvent été considérée comme une simple connotation de la préservation de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la stabilité interne, en mettant l'accent sur le pouvoir coercitif de l'État.

La principale raison de la création du Conseil de sécurité nationale après la seconde Guerre mondiale était la prise en compte que les intérêts nationaux de la politique étrangère de la nation ne pouvaient pas être poursuivis exclusivement grâce aux efforts des départements agissant séparément. Il a été nécessaire de créer un système de coopération interagences.

Cette loi (national Security Act 1947) créée à partir des leçons de la seconde guerre mondiale, a amené le pays vers un établissement de défense unifié, a créé l'Agence centrale de renseignement (CIA) et créé le Conseil de sécurité nationale comme cadre pour un processus inter agences⁵.

Depuis le Goldwater-Nichols Act de 1986, le gouvernement doit soumettre au Congrès un rapport annuel dans lequel il expose les objectifs de la nation en matière de stratégie de sécurité. Dans la stratégie nationale de 1987, l'Administration Reagan évoque le soutien aux Freedom Fighters qui combattent pour l'indépendance et la liberté dans le tiers-monde alors que des régimes marxistes-léninistes agressifs menacent la paix internationale et la stabilité⁶.

5 DEUTCH, John, KANTER Arnold, SCOWCROFT Brent with HORNBERGER Chris. *Strengthening the National Security Interagency Process*. Chap. 10 in *Keeping the Edge: Managing Defense for the Future*. Cambridge, Mass.: Preventive Defense Project, Belfer Center for Science and International Affairs, Harvard Kennedy School, September 2000.

6 *US National Strategy for 1987*, p.11. Disponible sur le site <http://nssarchive.us/national-security-strategy-1987/> accédé le 25 février 2017.

Dans la stratégie nationale publiée en janvier 1988, on peut lire au sujet de l'Afrique le paragraphe suivant :

Un certain nombre de pressions internes et externes posent des menaces à nos intérêts dans la sécurité africaine. L'Union soviétique et ses satellites ont fait de la Corne de l'Afrique une arène pour la concurrence Est-Ouest. Ils ont alimenté une guerre civile coûteuse en Angola qui a brisé l'économie du pays et gravement dégradé la qualité de vie pour les civils innocents. L'Union soviétique a considéré l'Afrique australe comme une zone opportune pour ses politiques expansionnistes⁷.

Dans l'édition de 1990, produit sous l'Administration Bush, on peut lire :

Dans la dimension stratégique, les États-Unis ont exercé de fortes pressions tout au long des années 1980 pour la liquidation de l'ensemble des interventions militaires soviéto-cubaines en Afrique remontant aux années 1970. Les Accords de New York de décembre 1988 ont été l'aboutissement d'un effort de huit ans pour la paix en Angola et l'indépendance pour la Namibie. En conséquence, les forces cubaines sont en train de quitter l'Angola, et la Namibie deviendra indépendante le 21 mars.

La question du fonctionnement des organes créés par la National Security Act sera décrit dans les parties suivantes.

b) La constitution américaine et la politique étrangère

En séparant le gouvernement en trois branches, la constitution s'assure qu'une grande variété de groupes et d'intérêts participent aux processus décisionnels. En attribuant la plus grande partie de l'autorité gouvernementale à un Congrès divisé entre un Sénat et une Chambre, la constitution facilite l'intrusion de considérations de paroisse dans la politique étrangère.

Les seuls pouvoirs attribués exclusivement au président sont les pouvoirs de recevoir des ambassadeurs étrangers, d'accorder des pardons et d'exécuter les lois du Congrès. Le président peut nommer des ambassadeurs et conclure des traités avec la participation du Sénat.

Il convient de s'intéresser aux traités et accords internationaux qui sont nécessaires pour produire des effets juridiques en droit international. Aux États-Unis, il y a trois types de traités ou accords internationaux.

⁷ National Security Strategy, janvier 1988, p.32.

Il y a deux types d'Accords exécutifs ou executive agreement. Il s'agit des accords conclus par le Congrès ou le pouvoir exécutif. Ce sont, sont des accords contraignants entre les États-Unis et un pays étranger qui sont plus faciles à adopter qu'un traité formel mais qui sont limités dans leur portée. Une majorité des deux chambres doit l'adopter comme toute législation ordinaire après qu'il ait été signé par le président. La constitution ne déclare pas expressément que ces accords sont autorisés. La cour suprême des États-Unis a considéré les accords du Congrès et de l'exécutif et les accords exécutifs simples, sont valides. Dans cette catégorie rentrent aussi les sole executive agreements, ou accords exécutifs simples qui sont conclus par le président seul.

La deuxième catégorie comprend les traités qui sont des accords écrits formels spécifiquement prévus par la constitution. Le président conclu un traité avec des puissances étrangères, mais celui-ci doit être ratifié par les deux tiers des sénateurs. On peut citer dans cette catégorie, les accords de Paris de 1973 qui ont mis fin à la guerre du Vietnam. Jimmy Carter négocia le traité de désarmement SALT II qui malgré sa non ratification par le Sénat entra en vigueur côté américain. Il faut savoir qu'après le traité d'alliance signé avec la France en 1778, le seul traité établissant une alliance permanente sera celui du 04 avril 1949, établissant l'organisation de l'Atlantique Nord.

Les pères fondateurs ne souhaitent pas attribuer au président tous les pouvoirs dans ces domaines. Au cours des siècles, les présidents successifs ont néanmoins outrepassé leurs attributions :

La constitution fait du président le chef suprême des armées, mais elle a réservé au Congrès le soin de déclarer la guerre et le vote des crédits militaires pour un maximum de deux ans, afin de prévenir les abus de pouvoir présidentiel⁸.

En tant que Commandant en chef, il réagit face à une agression dans le cadre de la légitime défense reconnue aux états. Il ne peut pas déclarer la guerre et depuis l'adoption du War Power Resolution, le président doit notifier dans les 48 heures au Congrès l'engagement de troupes américaines. La question du War Power Act sera traitée ultérieurement. La branche législative est la seule qui a autorité pour lever et entretenir des armées et déclarer la guerre.

Historiquement, la Constitution américaine donne au Congrès le pouvoir de "déclarer la guerre", mais la dernière fois qu'une telle déclaration formelle a été votée date de la Seconde Guerre mondiale. En pratique, les présidents

⁸ LESPINASSE Pierre, De la détente à la guerre tiède : les pouvoirs militaires dans la société américaine, *revue française d'étude américaine*, n°21/22, novembre 1984, p.375.

*américains ont évité le terme et lancé unilatéralement des opérations militaires ou des invasions terrestres des dizaines de fois, au nom de leur autorité constitutionnelle de commandant en chef*⁹.

Il peut enfin mettre fin aux hostilités mais seul le Sénat est habilité à ratifier un traité de paix. Le président est aussi le chef de l'état et à ce titre reçoit les émissaires et ambassadeurs. Il peut négocier les traités de paix, les signer et ne les présenter qu'ensuite au Sénat. Dans la réalité, le Sénat est intégré dans le processus de négociation¹⁰.

Une autre section de la constitution donne des pouvoirs au président dans le domaine de la politique étrangère. Il s'agit de l'article II, Section 2, Clause 2 connu sous le nom de Appointments Clause. Cette clause donne la capacité au président de nommer à certains postes publics après l'avis et le consentement du Sénat notamment les ambassadeurs. Certains postes de niveaux inférieurs ne nécessitent pas l'approbation du sénat. Le président nomme des coordonnateurs pour des sujets qu'il estime nécessaire. On peut citer en 1973, Maurice Williams, Special Coordinator for American Assistance to the West Africa Drought Disaster.

Si le Congrès traite des grandes lignes de la politique étrangère, les affaires de sécurité nationale sont du ressort du président et de ses conseillers. La situation dès la fin de la seconde guerre mondiale exige des prises de décisions rapides souvent incompatibles avec le rythme parlementaire. Dès cette période de nombreuses opérations sont conduites de manière clandestine sans l'aval du pouvoir exécutif. C'est le président qui a autorité pour déclencher les *covert-actions* qui ont constitué une des modes d'actions favori.

*La révolution communiste en Chine et l'explosion de la bombe atomique russe exigeaient que l'hôte de la Maison-Blanche n'attendît pas la conclusion des débats du Congrès pour riposter efficacement à une attaque-surprise*¹¹.

Le président dispose donc des services qui lui permettent de mener sa politique. En tant que Commandant en chef, il assure le commandement et le contrôle opérationnel des effectifs militaires. Ce contrôle rarement utilisé s'est traduit par le limogeage de généraux devenus des obstacles aux décisions du président. On peut citer le cas du général Mac Arthur et plus récemment les généraux Mc-Kierman et Mc-Chrystal pour les opérations en Afghanistan. Le processus décisionnel au sein de

9 *Interventions militaires : le Congrès américain rarement sollicité*, Le Monde.fr 31 août 2013.

10 DAVID Charles-Philippe, *la politique étrangère des États-Unis, fondements, acteurs formulation*, 3ème édition, Presse de Science Po, 2015, p.262.

11 LESPINASSE Pierre, *Op.cit.*, p.376.

l'organisation gouvernementale permet de répondre de manière plus cohérente aux impératifs de la politique extérieure.

Le Conseil de sécurité nationale est un élément central de la conduite de la politique et Henry Kissinger a éclipsé l'administration du département d'État, comme en témoigne le journaliste John Reston dans un entretien : « vous n'avez pas mis cette grande machine au travail mais vous l'avez en fait remplacé par vous-même »¹².

c) Le vice-président des États-Unis

Longtemps cantonné à un rôle législatif, le vice-président a pris avec la fin de la seconde guerre mondiale, un rôle plus important. L'évolution a été lente mais les vice-présidents ont pris une place plus éminente dans le processus. C'est le président Truman qui a cherché à associer Alben Barkley¹³ à la direction des affaires stratégiques, en particulier après que Roosevelt, l'ait laissé dans l'ignorance de quelques initiatives majeures de guerre, y compris le projet de Manhattan¹⁴. Une autre étape importante a été franchie en 1949 lorsque le président Truman a signé une législation intégrant le vice-président au Conseil de sécurité nationale, le nouvel organe créé pour gérer les questions de politique étrangère.

Les vice-présidents comme Lyndon Johnson, Hubert Humphrey, Spiro Agnew, Gerald Ford, et Nelson Rockefeller ont pris part à la conduite de la politique étrangère, ont voyagé en qualité d'émissaire et participé à de nombreuses commissions et conseils. Le président Carter sera le premier à donner au vice-président Walter Mondale différents privilèges comme un accès aux briefings de renseignement, des réunions régulières et un bureau dans l'aile ouest.

En 1977, il jouera un rôle dans le dossier sud-africain en rencontrant le premier ministre sud-africain Vorster pour demander la fin de l'apartheid. Comme Mondale, Bush était un conseiller influent pour le président sur les questions de politique étrangère et de sécurité nationale. Au cours de ses deux mandats, Bush a effectué plus de quarante voyages à l'étranger. En outre, comme Mondale, Bush a obtenu l'accès régulier au bureau ovale, y compris à des séances d'information de renseignements quotidiens de Reagan. « Bush a souvent exercé une influence

12 Department of State bulletin du 11 novembre 1974 Secretary Kissinger Interviewed for New-York Times by James Reston, p.635.

13 Alben Barkley est un homme politique américain qui fut le 35ème Vice-Président des États-Unis en poste du 20 janvier 1949 au 20 janvier 1953.

14 MASTERS, Jonathan *the U.S vice President and Foreign Policy*, Council on Foreign Relations, Updated: September 22, 2016, en ligne URL : <http://www.cfr.org/united-states/us-vice-president-foreign-policy/p38104>, accédé le 28 janvier 2017.

décisive sur Reagan », déclarait le conseiller de sécurité nationale Robert McFarlane. Il avait un accès direct au président et préférait le conseiller en privé.

d) **L'Executive Office of the President ou bureau exécutif du président des États-Unis**

En 1939, le président Franklin D. Roosevelt sur la base des recommandations d'un groupe de spécialistes des sciences politiques et de l'administration publique connu sous le nom de Comité Brownlow, obtient l'approbation de la loi sur la réorganisation de 1939. Celle-ci permet la création d'un groupe d'organismes fédéraux aux ordres de la présidence. Au sein de ces entités on trouve la plupart des conseillers et assistants les plus proches du Président en matière de politique, d'administration et de gestion.

Certains organismes ont été créés par les présidents successifs mais d'autre par le Congrès. Les deux bureaux les plus importants sont depuis l'origine, le White House Office, l'Office of Management et le Budget. En rupture avec ses prédécesseurs, le président Roosevelt crée ce que certains ont baptisé the Institutional Presidency.

A la mort du président Roosevelt, il y avait six entités principales plus le conseil de défense nationale¹⁵. Au moment où Gerald Ford, quittera la Maison-Blanche l'EOP¹⁶ comptait 15 organismes alors que Jimmy Carter en réduira le contour avec organismes. Ronald Reagan finit ses deux mandats avec neuf organismes et George Bush avec onze. William Clinton avait au sein de son Administration dix entités. Le bureau du personnel du vice-président, a été parfois considéré comme une composante du Bureau exécutif. Le Congrès, en respectant la séparation des pouvoirs laisse une initiative totale au Président en ce qui concerne le Bureau exécutif. On trouve au sein de cette Administration des Senior staff qui ont le titre « d'assistants du président ». Ce titre de White House Senior Advisors est formellement reconnu depuis 1993. Il y a ensuite Les assistants adjoints du président des États-Unis (Deputy Assistant to the President) et les assistants spéciaux du président (Special Assistant to the President).

Le Conseil de sécurité nationale créé en 1947 est partie intégrante de l'executive office. Le bureau de l'Administration, a été créé en 1977 pour donner à la structure les services administratifs nécessaires. Le Bureau militaire de la Maison-Blanche militaire (WHMO¹⁷) est une entité du Bureau exécutif du président, qui fournit un

15 RELYEA Harold C, *the Executive Office of the President: An Historical Overview*, Congressional Research Service, Updated November 26, 2008.

16 Executive Office of the President of the United States.

17 White House Military Office.

soutien dans le domaine de la restauration, du transport présidentiel, du soutien médical, et des services d'accueil.

Le professeur de droit Samuel J. Rascoff a décrit l'ensemble des entités autour du président intéressées par la maîtrise de la collecte et de l'exploitation du renseignement. Il a baptisé ce système de Presidential intelligence, même si cette notion peut sembler « anticipée » pour la période étudiée. Il estime que le président américain est le consumer-in-chief of intelligence, et la communauté du renseignement a toujours été prête à lui fournir des analyses sur les sujets pertinents du moment¹⁸.

A la suite du scandale du Watergate et des dysfonctionnements mis en lumière par les comités Church¹⁹ et Pike²⁰, la possibilité d'accroître les responsabilités du président dans le domaine du renseignement est écartée.

Les réorganisations successives

Étudions maintenant les institutions créées par les présidents américains pour les aider à obtenir une vision claire sur les crises qui se développent dans le monde. Le 4 décembre 1981, le président américain Ronald Reagan a signé le décret exécutif 12333, qui visait à étendre les pouvoirs et responsabilités des organismes de renseignement américains. L'ordre exécutif 12333 a été considéré par la communauté de l'intelligence américaine comme un document fondamental autorisant l'expansion des activités de collecte de données.

Ce décret attribue un rôle de leader à l'assistant du président pour la sécurité nationale qui dispose au sein du NSC d'une équipe dédiée au renseignement. De plus le président a la possibilité de créer des commissions et des task-forces. Le Président Clinton a publié la Presidential Decision Directive 35 qui établit les priorités dans le domaine du renseignement dans le monde de l'après-guerre froide.

President's Foreign Intelligence Advisory Board

Parmi les structures proches du président, on trouve le President's Intelligence Advisory Board (PIAB) qui appartient à l'Executive Office. Ce comité a pour mission de conseiller le président sur la qualité et la pertinence du renseignement collecté, sur

18 RASCOFF Samuel J., Presidential intelligence, *Harvard Law Review*, Vol 129, Number 3 January 2016, p.646.

19 Il s'agit d'un comité spécial du Sénat créé pour étudier les activités gouvernementales en matière de renseignement et présidé par le sénateur Frank Church (D-ID). Le Comité a enquêté sur les abus commis par la CIA, la NSA, le FBI, et l'IRS.

20 RASCOFF Samuel J., Op.cit., p.635.

l'analyse, les points de situation, le contre renseignement et d'autres activités de renseignement.

Crée en 1956 par le président Eisenhower, le PFIAB a pour vocation d'ouvrir le monde du renseignement à des intervenants du monde civil. Il a été établi à la suite d'une proposition du comité Hoover. Selon les textes, cette institution ne comprendra pas plus de seize membres dont la durée de service ne pourra excéder deux ans. Cette dernière notion est théorique car plusieurs membres de cette institution ont effectué des mandats plus longs. La majorité des membres sont d'anciens militaires, mais surtout des universitaires, hommes d'affaires ou dirigeants d'entreprises de haute technologie. Ce forum a souvent fait de propositions qui ont été reprises dans les structures de la communauté du renseignement. Le président Carter avait aboli ce conseil en 1977 sur proposition du vice-président²¹ qui avait été membre du Church Committee.

Le président Gerald Ford a créé le 1er mars 1976², l'Intelligence Oversight Board (IOB) suite aux investigations du Congrès sur des opérations d'espionnage menées sur le territoire américain, aux assassinats et d'autres abus des agences de renseignements. L'IOB a été créé pour préparer les travaux et soumettre les rapports au président sur la légalité des activités de renseignement. Le Conseil de surveillance du renseignement supervise la conformité de la communauté du renseignement à la Constitution et toutes les lois applicables, décrets et directives présidentielles. Il s'agissait initialement d'un organisme indépendant qui sera par la suite intégré au sein du PFIAB. Le président Ronald Reagan recréé le PFIAB en 1981.

Grâce à des réunions avec les directeurs de renseignement, des exposés de fond, et des visites aux installations de renseignement, le PFIAB cherche à identifier les lacunes dans la collecte, l'analyse et les points de situation. Il s'agissait d'éliminer les doubles emplois et les duplications fonctionnelles, de veiller à ce que les grands programmes répondent à des besoins clairement perçus et que la technologie employée représente le produit des meilleurs esprits et les capacités techniques disponibles dans la nation²².

On peut illustrer le fonctionnement de cette organisation en citant le cas de madame Clare Boothe Luce. En 1973, Richard Nixon nomme cette femme politique, première ambassadrice américaine dans un grand pays au PFIAB. Elle restera à son poste jusqu'à la dissolution de cette entité décidée par Jimmy Carter en 1977. En 1981 Ronald Reagan la nommera à nouveau et elle y siégera jusqu'en 1983.

21 BRECKINRIDGE Scott D., *the CIA and the US intelligence system*, Westview Press, 1986, p.21.

22 President's Foreign Intelligence Advisory Board, voir Executive Order #12863 . En ligne URL : <https://fas.org/irp/offdocs/eo12863.htm> , accédé le 18 septembre 2017.

La mission de cette institution est d'être en mesure d'identifier les dysfonctionnements ou les insuffisances des systèmes de renseignement ou capacitaires. Le PFIAB a été sollicité en octobre 1973, pour estimer l'adéquation des forces navales américaines face aux nouvelles menaces. Le 8 février 1974, l'amiral George W. Anderson, président du PFIAB fournit son évaluation sur la marine²³.

En 1987, les États-Unis faisant face à une vague de révélations concernant des affaires d'espionnage, un membre du NSC propose que le PFIAB conduise un audit des procédures de sécurité des représentations à l'étranger²⁴. Dans le NSDD 268²⁵, signé le 14 avril 1987, le Président a chargé le PFIAB de fournir des recommandations sur la sécurité des missions à l'étranger dans le monde entier, y compris l'aptitude de l'ambassade à Moscou à être dans un environnement sûr pour mener des activités classifiées.

Ses avis ne sont pas toujours bien accueillis et dans un courrier adressé au président Ford le 21 novembre 1975, le directeur de la CIA, William Colby exprime ses doutes sur certaines récriminations effectuées par le PFIAB sur une série de d'analyse baptisée National Intelligence Estimate.

Les documents fournis au président

Le président reçoit différents types de documents de la part des services de renseignements. Le President's Daily Brief (PDB), President's Daily Briefing, ou President's Daily Bulletin, est un document top secret remis chaque jour au président à 7h45. Il est préparé et présenté sous la responsabilité du Director of National Intelligence. Ce document est la fusion des informations les plus pertinentes et actuelles en provenance de la Central Intelligence Agency (CIA), la Defense Intelligence Agency (DIA), la National Security Agency (NSA), du Federal Bureau of Investigation (FBI) et d'autres services de la communauté du renseignement. Le PDB est associé à une autre publication connue sous le nom de National Intelligence Daily, qui comprend plusieurs éléments identiques mais qui est plus largement distribuée.

23 Foreign Relations of the United States, 1969–1976, Volume XXXV, National Security Policy, 1973–1976, Memorandum from the Director of Central Intelligence (Colby) to President Nixon Washington, May 18, 1974. Document 145, En ligne URL : <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1969-76v35/d145>, consulté le 28 février 2017.

24 FRUS, Soviet Union, October 1986–January 1989, 33. Memorandum From Barry Kelly of the National Security Council Staff to the President's Assistant for National Security Affairs (Carlucci) and the President's Deputy Assistant for National Security Affairs (Powell), April 6, 1987, p.123.

25 PFIAB Worldwide Evaluation of the Procedures and Practices by Which Our Foreign Missions Protect Classified Information and Facilities (NSC-NSDD-268), en ligne URL : <https://fas.org/irp/offdocs/nsdd/nsdd-268.htm>, consulté le 27 février 2017.

Section.2 **Le processus d'élaboration de la politique étrangère.**

Le processus d'élaboration de la politique étrangère américaine a évolué dans le temps et selon les présidences. Richard F. Grimmett²⁶, chercheur au Congressional Research Service a publié un rapport dans lequel il détaille les douze méthodes d'élaboration de la politique étrangère. Six peuvent être du ressort du président ou de l'exécutif. Ils sont détaillés ci-dessous :

a) Répondre à des événements dans un pays étranger

Les événements dans un pays étranger ou une action soudaine d'un gouvernement étranger remettent en question les intérêts américains. En tant que porte-parole et chef des affaires étrangères, des Forces Armées, des services de renseignement, le président répond à de tels événements et définit la politique américaine. Le Congrès soutient ordinairement le Président, mais cherche occasionnellement à infléchir la politique. Le Congrès a appuyé le président Reagan dans la crise des Malouines en 1982 ou le déploiement de la Force Multinationale de Stabilisation à Beyrouth en 1983.

b) Proposer une nouvelle législation

En certaines occasion, le pouvoir exécutif souhaite commencer un programme de politique étrangère qui nécessite une législation ou des crédits et propose par conséquent une législation au Congrès. L'approbation du Congrès est essentielle dans ce cas. Le Congrès peut jouer un rôle plus ou moins actif dans l'élaboration de la législation, en modifiant le projet de loi de l'Administration ou en élaborant une législation entièrement nouvelle. L'exemple classique d'une politique proposée par le président mais développée ensuite par les deux branches travaillant ensemble en coopération est le plan Marshall.

c) Négocier des accords internationaux

Le pouvoir de négociation confère au pouvoir exécutif un rôle prépondérant dans la formulation de la politique étrangère par le biais des accords internationaux, mais le président doit tenir compte de l'opinion du Congrès. Celui-ci influe sur les accords en injectant dans les textes des instructions et des opinions qui rendent le texte acceptable et fixe des réserves ou d'autres conditions lors de l'approbation d'un accord. Le Président « fait » des traités par et avec le conseil et le consentement du Sénat.

26 Richard F. Grimmett, Specialist in National Defense Foreign Affairs and National Defense Division

d) **Déclaration de politique**

Le Président participe à l'élaboration de la politique étrangère des États-Unis par le biais de déclarations unilatérales ou de déclarations conjointes émises avec d'autres gouvernements. Parfois, les déclarations unilatérales sont des descriptions générales des buts et des objectifs américains. Dans une allocution prononcée devant les Nations Unies le 21 septembre 1992, le Président Bush a ainsi appelé au renforcement des capacités de maintien de la paix de l'organisation.

On peut citer dans cette catégorie, le télégramme²⁷ que le président Ford adresse le 3 janvier 1976 à l'ensemble d'un certain nombre de postes diplomatiques²⁸ dans lequel il explique sa politique vis-à-vis de l'Angola, de l'Afrique du Sud à l'approche du sommet de l'OUA.

e) **Mise en œuvre des politiques adoptées**

Même lorsque le Congrès définit la politique étrangère par voie législative, l'Administration continue de façonner la politique en interprétant et en appliquant les diverses dispositions de la loi. Cela est illustré dans la politique de vente d'armes. Le Congrès établit les objectifs et les critères pour la vente d'armes dans la loi sur le contrôle des exportations d'armes exigeant une notification préalable des ventes d'armes majeures pour arrêter une vente qu'il pourrait désapprouver.

f) **Conduire des actions indépendantes**

Parfois, le Président entreprend une action politique soudaine avant que le Congrès n'en soit informé. Le Congrès est alors confronté au dilemme de soutenir l'action ou d'être accusé de saper l'action du Président devant le monde. Le Congrès appuie habituellement le Président, mais il existe des occasions où il souhaite effectuer des modifications significatives.

Six types d'actions peuvent être initiées par le pouvoir législatif. Il s'agit des dispositions suivantes. Celles-ci seront détaillées dans la partie sur le Congrès.

- Émettre des résolutions et des déclarations de politique étrangère
- Voter des directives législatives
- Faire pression sur l'exécutif
- Restriction législatives /restrictions financières
- Conseils officieux
- Supervision du Congrès

27 Foreign Relations of the United States, 1969–1976, Volume XXVIII, Southern Africa, *Telegram from the Department of State to certain African Diplomatic Posts, Washington, January 3, 1976, Document 168.*

28 Kinshasa, Lusaka, Libreville, Dakar et Abidjan.

Dans les six cas énoncés précédemment, le Congrès peut soutenir la politique présidentielle ou chercher à l'infléchir. La constitution donne à la fois au président et au pouvoir législatif la capacité de pouvoir influencer sur la politique étrangère du pays.

Les deux branches interagissent et s'influencent. Le rôle et l'influence relative des deux branches dépend de la personnalité du président et de la composition du Congrès. Une étude définit trois périodes de domination des Congrès, 1837-1861, 1869-1897, 1918-1936, avec une quatrième commençant vers la fin de la guerre du Vietnam en 1973²⁹. Avec les Administrations Reagan et Bush, le pouvoir exécutif reprend le dessus.

Conclusion

Le président est l'acteur central de la politique étrangère américaine mais il ne dispose pas de l'ensemble des leviers pour conduire seul le navire. Le président est puissant, mais pas omnipotent. Le Congrès fut rarement coopératif, quelquefois rebelle mais toujours jaloux de ses prérogatives dans ce domaine. Beaucoup de président ont aussi combattu le poids d'une Administration devenue trop puissante.

Je n'accepterai pas l'excuse que le gouvernement fédéral soit devenu si grand et si puissant qu'il soit hors de contrôle d'un président, d'une Administration ou du Congrès³⁰

Président de l'état le plus impliqué dans les affaires du monde, son autorité a été fortement réduite par la déroute au Viêt-Nam et le scandale du Watergate. Cette faiblesse a été particulièrement patente au début des années 74-75.

Le président est le seul qui dispose des ressources militaires et diplomatiques pour atteindre les objectifs. Il peut agir seul sans peur de la contradiction, a un meilleur accès à l'information et peut la contrôler. Confronté à des crises nombreuses et dans des zones très variées, les présidents se sont focalisés sur d'autres régions du monde comme l'Iran, l'Afghanistan, l'Ethiopie et la Somalie, le conflit israélo-arabe. Échec et réussite se sont succédés pour chaque président américain mais très peu ont été jugés sur leur action en Afrique. On peut considérer que le président Clinton a souffert à la marge de conflits au Rwanda et en Somalie.

Il est inévitable que le contrôle de la politique étrangère gravite à la Maison-Blanche. Il est tout simplement impossible de façonner la politique étrangère

29 CHEEVER Daniel S., and HAVILAND Jr. H. Field, *American Foreign Policy and the Separation of Powers*. Cambridge, Harvard University Press, 1952. 244 p. cité par CRS.

30 Ronald Reagan 1980 cité par governmental source of American foreign policy, presidential preeminence in foreign policy making, p.315.

au niveau du Département d'Etat pour la raison pour laquelle la politique étrangère est. . . un amalgame de défense, de renseignement, de persuasion des masses, et toutes ces choses peuvent être coordonnées de près du président. "- Z. Brezinski³¹.

31 American Politics and Foreign Policy, SOGANG University, Korea en ligne URL <https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0ahUKEwi409isrKzWAhUjLMAKHddrAuQQFggoMAA&url=http%3A%2F%2Fhome.sogang.ac.kr%2Fsites%2Fjaechun%2Flecture%2520notes%2Flists%2Fb11%2Fattachments%2F22%2F0511%2520governmental%2520sources%2520of%2520us%2520foreign%2520policy.pptx&usg=AFQjCNFB9VigoTcAiv22jFbE45F2uV-ooA>, accédé le 17 septembre 2017.

Section.3 La pratique en politique étrangère et les rapports de force

Le président et le vice-président sont les seuls représentants élus par la nation américaine dans son ensemble. Le président est le porte-parole national auprès de la communauté internationale et a le pouvoir exclusif de recevoir les ambassadeurs étrangers. La constitution attribue une importance égale aux branches exécutives et législatives mais la pratique constitutionnelle est tout autre. Si en 1948, le président Truman écrivait, je suis l'artisan de la politique étrangère ; les pouvoirs exécutifs et législatifs ont des capacités à initier des changements en termes de politique étrangère.

Les deux branches ont des occasions continues d'initier et de changer la politique étrangère et l'interaction entre elles se poursuit indéfiniment tout au long de la vie d'une politique³².

Charles Philippe David décrit dans son ouvrage la place prépondérante que joue le président³³ dans la définition de la politique étrangère. Il existe une réelle concurrence entre le président et les Congrès négociant tous les deux les décisions et la mise en œuvre de la politique étrangère américaine. Bien que la présidence possède de nombreux avantages, le Congrès n'est pas impuissant.

Les relations entre l'exécutif et le législatif se sont progressivement détériorées. Alors qu'en 1955, le parti présidentiel contrôlait les deux chambres en moyenne 85% du temps, ce chiffre n'est plus que d'environ 33% du temps. Il existe en plus un système de poids et de contrepoids³⁴. Le président peut mettre son veto à une législation du Congrès, mais ce pouvoir peut être outrepassé par un vote des deux tiers des deux Chambres. Les parlementaires peuvent pousser le président à quitter la Maison-Blanche mais l'inverse n'est pas vrai. Au cours d'une période de temps relativement courte, la présidence a subi deux revers particulièrement importants : la défaite de la guerre du Vietnam et l'affaire du Watergate avec la menace de l'impeachment.

Le département d'État s'est en de nombreuses occasions opposé à la politique présidentielle. Il s'agit notamment de l'accès direct garanti octroyé à Kissinger pour l'ambassadeur sud-africain.

Pour la consternation du Département d'État, l'ambassadeur de la République a obtenu un accès direct à Kissinger et les diplomates sud-africains ont bénéficié de chaleureuses réceptions à la Maison-Blanche et au

32 GRIMMET Richard F, *Congressional Research Service Reports* (CRS) and Issue Briefs, June 1, 1999, <http://fpc.state.gov/c18185.htm> , accédé le 25 octobre 2015.

33 DAVID Charles-Philippe, *la politique étrangère des États-Unis, fondements, acteurs, formulation*, les presses Sciences-Po, 2015, p.255.

34 DAVID Charles-Philippe ,Op.cit., p.256.

Département de la Défense. Quand Kissinger est devenu le secrétaire d'État, il a annulé la décision du Bureau Afrique du département de refuser des visas d'entrée aux officiels importants du gouvernement sud-africain³⁵.

a) Le manque de coordination entre le président et le département d'État

Les Administrations américaines se mettent en place avec le nouveau président. Chacune d'elles présente donc un caractère quasi-unique. Dans le cas de l'Administration Reagan, un manque de coordination entre la Maison-Blanche et le département d'État a été régulièrement évoqué.

Alexander Haig n'avait pas de relations personnelles antérieures avec le président et ses conseillers. Il y avait peu de coordination politique et le gouvernement a parlé avec plusieurs voix sur la politique étrangère. Les deux parties se méfiant l'une de l'autre, refusèrent d'envoyer à Reagan un projet de directive définissant les responsabilités du Conseil de sécurité nationale. En conséquence, au cours de sa première année, l'Administration manquait du mécanisme traditionnel pour coordonner la planification à long terme la conduite des affaires étrangères. La prise de décisions en matière de politique étrangère était chaotique³⁶.

b) Les différences entre les partis démocrates et républicains

Chaque parti politique a développé un ensemble d'intérêts propres au sein du pouvoir institutionnel. Les démocrates sont restés longtemps le parti qui avait des présidents "forts". Rentrent dans cette catégorie, Andrew Jackson, Woodrow Wilson, Franklin D. Roosevelt, Lyndon B. Johnson qui défendaient les prérogatives du Congrès³⁷. Ce n'est pas une affaire aussi simple que de croire qu'un président démocrate se heurterait à une majorité républicaine au Congrès.

L'opposition entre démocrates et républicains a pourtant été constante sur les différents dossiers de l'Afrique australe. Le sénateur Dick Clark (D-Iowa) fera passer une législation imposant une limitation des exportations d'armement à destination de l'Angola et des mouvements rebelles. Cette législation sera abolie par un Congrès à majorité républicaine.

Contrairement à la règle énoncée, le Comprehensive Anti-Apartheid Act du 2 octobre 1986 sera adopté par un Congrès républicain. Cette loi de compromis sera néanmoins

35 EL-KHAWAS Mohamed A. and COHEN Barry., *The Kissinger Study of Southern Africa: National Security Study Memorandum 39*, Lawrence Hill Books, 1976, p.31.

36 <https://history.state.gov/departmenthistory/short-history/shultz>

37 PETERSON Paul E., *The President's Dominance in Foreign Policy Making*, Political Science Quarterly, Vol. 109, No. 2 (Summer, 1994), p.215-234.

partiellement mise en œuvre par l'Administration Reagan. Les démocrates par la voix sénateur M. Kennedy critiqueront d'ailleurs sa mise en œuvre incomplète. Le président Bush s'engagera à l'appliquer avec une plus grande rigueur.

Dans des cas précis, les républicains et démocrates arrivent à un compromis permettant l'adoption d'une législation. On peut aussi citer de Goldwater-Nichols Act³⁸ dont le projet de loi a été adopté par la Chambre des représentants, 383-27 et le Sénat, 95-0. Il a été transcrit en loi par le président Reagan le 1^{er} octobre 1986.

c) Les rapports entre les pouvoirs exécutifs et législatifs

Les tentatives de reprise en main du Congrès ne remontent pas à l'Angola. Le problème de la répartition des pouvoirs date du début de la guerre froide à partir du moment où le président Truman décida d'engager des forces américaines dans le conflit coréen. Le président Eisenhower conduira aussi sa politique étrangère avec un Congrès diminué sur ces questions. Avant la seconde guerre mondiale et dans un tout autre environnement, le Congrès avait déjà utilisé son pouvoir pour limiter spécifiquement la liberté d'action du président en politique étrangère en imposant les quatre Neutrality Acts entre 1935 et 1939.

Au début des années 70, les questions relatives aux droits de l'homme sont devenues de plus en plus importantes dans la politique étrangère américaine en raison d'initiatives du Congrès. À la suite de la guerre du Vietnam, le sénateur démocrate Donald M. Fraser, qui dirigeait le sous-comité sur les organisations et mouvements internationaux, a estimé que la politique étrangère des États-Unis s'était écarté des valeurs américaines traditionnelles.

i. Augmentation de l'agressivité du Congrès avec la crise angolaise

La crise angolaise va donner lieu à un combat assez intense entre le président et le Congrès, en raison notamment, des covert opérations conduites et approuvées par l'Administration Ford.

En ce sens, les résultats les plus durables des efforts de Clark et de Tunney ne sont pas inscrits dans le domaine idéologique, mais sur le plan institutionnel : la question angolaise a amélioré la position du Congrès dans

38 Projet de loi baptisé des noms du sénateur Barry Goldwater (R-Arizona) et le représentant William Flynt «Bill» Nichols (D-Alabama).

*sa lutte avec l'exécutif pour le contrôle de la politique étrangère américaine*³⁹.

Jusqu'au début de 1975, les États-Unis étaient un acteur secondaire du conflit angolais apportant une aide symbolique au FNLA. En avril 1975, lors d'une visite d'État à Washington, le président zambien Kenneth Kuanda, a rendu compte que les Soviétiques avaient considérablement augmenté leur soutien au MPLA. Durant la rencontre du 19 avril, le président Kaunda déclare, « Le MPLA et son dirigeant Neto suivent la ligne de Moscou. Le MPLA est financé par Moscou ... Melo Antunes⁴⁰ a dit qu'il était inquiet car Neto a été soutenu par le parti communiste au Portugal ». Cette rencontre a été sans aucun doute le facteur déclenchant de l'engagement américain.

Jamais Henry Kissinger n'a considéré l'Afrique comme significative pour l'équilibre international mais il craignait que la crise du Watergate et le retrait du Vietnam ne nuisent à la crédibilité des États-Unis. Cette seule crainte a profondément modifié la perception de la menace. Le directeur de la CIA William Colby était inquiet des retombées négatives que cela aurait pu amener en raison des investigations du Congrès.

ii. Les amendements les plus importants en politique étrangère

Entre 1971 et 1975, le Sénat seul a voté cent quatre-vingt-treize amendements à des législations concernant la défense. Le processus de vote des amendements, limité durant les deux premières décennies de la guerre froide a été relancé. Les réformateurs du Sénat ont proposé soixante-douze amendements substantiels au budget du Pentagone dans les cinq premières années des années 1970, douze seulement ont été approuvés.

Après des décennies de respect des initiatives de politique étrangère présidentielle, au début des années 1970, le Congrès a adopté une position beaucoup plus ferme sur la conduite de la politique étrangère américaine. Le Vietnam a été le principal catalyseur pour cet activisme retrouvé, mais les révélations des actions clandestines douteuses par la Central Intelligence Agency (CIA) ont également joué un rôle dont le renversement d'Augusto Pinochet. L'invasion de chypre par la Turquie en 1974 fournira une autre opportunité au Congrès d'agir. Thomas Eagleton⁴¹ faisait adopter

39 JOHNSON Robert David, The Unintended Consequences of Congressional Reform: The Clark and Tunney Amendments and U.S. Policy toward Angola, *Diplomatic History*, *Diplomatic History* 27, 2003, p.216.

40 Officier du Mouvement des Forces Armées, ministre des affaires étrangères des IV et VI Gouvernements provisoires portugais en 1975 et 1976.

41 Thomas Eagleton était membre du parti démocrate et sénateur du Missouri de 1968 à 1987

par le Sénat un amendement visant à interdire l'aide étrangère au gouvernement d'Ankara.

La plupart des législations énoncées ci-dessous ont été votées pour limiter l'autonomie d'action du président, voire lui interdire de conduire les opérations qu'il souhaitait engager.

Joint resolution concerning the war powers of Congress and the President ou War Powers Act

L'histoire américaine est pleine d'exemple où les présidents ont déployé des forces militaires sans demander l'autorisation au Congrès⁴². La loi sur les pouvoirs de guerre, en français est une résolution conjointe du Congrès des États-Unis⁴³ destinée à vérifier que le président ne va pas engager le pays dans un conflit armé sans l'accord du Congrès. La résolution impose au président de rendre compte dans un délai de quarante-huit heures de l'engagement des forces armées américaines sur un nouveau théâtre d'opérations. Elle leur interdit de rester pendant plus de soixante jours⁴⁴ sans autorisation légale ou en cas de crise nationale créée par une attaque contre les États-Unis, ses territoires ou possessions ou contre ses Forces Armées.

Comme l'écrit Robert Katzmann, le War Power Act fut une tentative de prévenir les présidents d'engager graduellement le pays dans un état de guerre sans une approbation formelle législative⁴⁵. Le texte ne modifiera qu'à la marge les pratiques et devait résoudre le problème des covert-actions sans faire monter la tension de manière excessive. Le War power Act fut plus une posture que réellement une mesure efficace.

Hughes-Ryan Act of 1974

En 1974, le sénateur Harold E. Hughes (D-Iowa) et le représentant Leo Ryan (D-CA) font adopter une loi modifiant le Foreign Assistance Act de 1961. Cet amendement portait sur la question des opérations clandestines de la CIA et du Département de la Défense. Cette loi oblige le Président des États-Unis à émettre une constatation officielle (finding) dès que l'opération est importante pour la sécurité nationale. L'Administration doit soumettre ces conclusions aux comités parlementaires appropriés dans un délai fixé. Il s'agissait initialement d'un total de six comités et à

42 MANN Thomas, A question of balance, the President the Congress and foreign policy, the Brookings institution, Washington, 1990, p.18.

43 La résolution fut adoptée par les deux tiers du Congrès, annulant un veto présidentiel.

44 Le texte fixe un délai de rétractation supplémentaire de 30 jours.

45 MANN Thomas, Op.cit p.18.

terme huit comités après que la Chambre et le Sénat aient établi un comité sur le renseignement.

La première répercussion de l'amendement Hughes-Ryan est intervenue moins d'un an plus tard, lorsque les membres de la commission des affaires étrangères du Sénat des États-Unis ont exprimé des inquiétudes au sujet d'un programme d'action secrète sur lequel ils avaient reçu un « avis en temps opportun »⁴⁷.

L'introduction de cet amendement a alarmé non seulement Kissinger, mais aussi ceux qui souhaitent que l'on utilise une loi comme le War Powers Act pour aborder la situation d'une manière moins conflictuelle.

Le 20 décembre 1975, le Sénat a adopté un amendement au projet de loi sur les crédits du ministère de la Défense introduit par John Tunney (D-CA) mettant fin à l'assistance secrète aux forces anticomunistes en Angola. Plus tard, un amendement à la loi sur l'aide étrangère, parrainé par Dick Clark (D-IA), a étendu cette interdiction.

The Clark Amendment

Le sénateur Clark n'avait aucune influence au sein du Sénat sur les sujets internationaux avant qu'en 1974, il obtienne une place au sein de la commission des affaires étrangères après la défaite d'un de ses plus anciens membres James William Fulbright. Le sénateur Clark et des démocrates comme Hughes, Tunney, Eagleton et James Abourezk (D-SD) se sont distingués dans leurs appels à une reformulation complète des principes fondamentaux de la politique étrangère américaine. La bataille tourna assez rapidement entre différentes individualités dont les promoteurs de texte comme le sénateur Clark et Henry Kissinger.

A cette même période, l'amendement Clark est progressivement devenu un symbole de l'activisme imprudent du Congrès et la naïveté des réformateurs libéraux des années 1970. Au final, la question angolaise a amélioré la position du Congrès dans sa compétition avec l'exécutif pour le contrôle de la politique étrangère américaine.

Au mois de novembre 1976, Le sénateur Clark effectua un déplacement en Afrique. Durant cette mission, les représentants du département le traitèrent avec une absolue défiance et le chef de la station de la CIA en Angola conseilla les membres du FNLA et de l'UNITA sur la manière de repousser les questions du sénateur. Clark est rentré chez lui convaincu que le respect pour l'autodétermination angolaise permettrait de compenser un manque de soutien à la lutte contre le colonialisme.

La déclaration du président Ford après la suspension de l'aide américaine à l'Angola.

Le problème en Angola n'est pas, n'a jamais été, et ne sera jamais question de l'utilisation des forces américaines. La seule question est la fourniture de modestes montants d'aide pour s'opposer à l'intervention militaire de deux puissances extracontinentales, à savoir l'Union soviétique et Cuba. Je demande donc au Sénat de revenir sur sa position avant l'ajournement. Le fait de ne pas annuler cette décision nuira gravement, à mon avis, à l'intérêt national des États-Unis.

Ces deux amendements de nature comparable ont accru dans des directions différentes les pouvoirs du Congrès dans des directions différentes. L'amendement Clark établissait le principe que le Congrès avait le droit de superviser les opérations de recherche de renseignement clandestines. L'amendement Tunney utilise les leviers des appropriations. Les deux tactiques ont été si controversées qu'avant le débat sur la politique angolaise, elles n'avaient jamais été mise en œuvre par le Congrès durant la guerre froide.

Ces amendements ont produit des conséquences inattendues. Leur passage a contribué à éroder la configuration institutionnelle mise en place durant la guerre froide, dans laquelle le Congrès avait sacrifié de puissants outils de politique étrangère par déférence à l'autorité du pouvoir exécutif. Ils ont permis une victoire des libéraux du Congrès, conduisant à l'adoption d'une politique anti-intervention puis aux conservateurs lors d'une autre législature.

L'amendement Clark a été abrogé par le Congrès en juillet 1985 mais malgré celui-ci de l'aide est parvenu aux rebelles angolais par l'intermédiaire de différents pays africains et d'Israël.

Bilan de la politique africaine des différents présidents.

Conscient que l'Afrique n'a jamais représenté la priorité pour les présidents américains, chacun a conduit une politique au final bien différencié en fonction tant de facteurs internes qu'extérieurs.

Les Administrations Nixon et Ford ont concentré leur attention sur l'Afrique australe où de violents événements ont affecté l'Angola, le Mozambique et la Rhodésie. Les controverses ont concerné surtout l'aspect trop sympathique de cette politique vis-à-vis de la minorité blanche. Henry Kissinger le plus influent des décideurs de l'époque, croyait que l'Union soviétique suivait une politique d'opportunisme

impitoyable et d'aventurisme en Afrique. Cette perception explique bien la politique africaine des États-Unis au cours de cette période⁴⁶.

L'Administration du Président Jimmy Carter (1977-1981) a mis l'accent sur des droits de l'homme dans sa politique étrangère, avec pour résultat un effort sans précédent pour la mise en place d'un gouvernement majoritaire au Zimbabwe, un fort plaidoyer pour l'indépendance pour la Namibie, et une forte critique de l'apartheid en Afrique du Sud.

La diplomatie américaine traite en particulier avec le président Mobutu, le président Kenneth Kaunda, le Gabon d'Omar Bongo ou la Côte d'Ivoire de Houphouët. Elle est caractérisée par une volonté de repousser les cubains hors d'Afrique alors que le président Carter voulait remettre en selle le Nigeria comme grand acteur de la politique africaine.

Mobutu était également encouragé dans la voie des réformes économiques et politiques, mais la politique à l'égard du Zaïre, restera fortement influencé par la guerre froide comme ce fut le cas pour la majorité des pays du continent. Dans le cas de l'Afrique du Sud, les nécessités de la guerre froide ont également joué un rôle dans l'opposition de l'Administration à appliquer des sanctions obligatoires.

Il est néanmoins important de noter qu'au niveau économique, les États-Unis ont maintenu des liens avec l'Angola. Dès 1976, Boeing a livré un appareil de type B737 pour la compagnie nationale angolaise TAAG alors que la compagnie américaine Gulf Oil reprenait ses opérations au Cabinda dès l'indépendance.

L'Administration de Carter a dû faire face à une forte avancée des Soviétiques et des Cubains en Afrique Subsaharienne. Une forte pression s'est exercée sur cette l'exécutif même aux États-Unis. L'implication aux côtés de la Somalie après l'installation d'un régime autoritaire procommuniste en Éthiopie fait craindre un engrenage. L'envoi de troupes par Cuba pour aider l'Éthiopie a laissé penser que les États-Unis pourraient s'impliquer militairement si les troupes cubaines et éthiopiennes franchissaient la frontière de la Somalie.

Les troupes cubaines se trouvaient aussi en Angola où elles assistaient le régime dans son combat contre les résistants de l'UNITA et l'Afrique du Sud. Ce déploiement devint une préoccupation majeure de l'Administration Reagan. Celle-ci obtint du

46 CRS Africa Backgrounder: History, U.S. Policy, Principal Congressional Actions, Updated January 5, 2001, en ligne URL : https://www.everycrsreport.com/files/20010105_RL30029_bfe21c1bd551946efbeb448d21c927fc1c293cab.pdf, accédé le 06 mars 2017.

Congrès a levée de l'interdiction de l'aide au profit de l'UNITA en 1985. En 1986, l'aide put reprendre au profit du mouvement rebelle. Chester Crocker initia une politique liant le retrait des cubains en échange de l'indépendance de la Namibie et en 1988 un accord est enfin obtenu. Concernant l'Afrique du Sud, l'apathie américaine en matière de sanctions contre l'Afrique du Sud amène le Congrès à passer outre le veto du président Reagan et décréter des sanctions.

L'Administration de George Bush concentrera son attention vers la Corne de l'Afrique. Les forces rebelles en Éthiopie étaient prêtes à renverser le régime en 1991, et les diplomates de l'équipe Bush, ont travaillé avec le gouvernement et les rebelles à négocier une transition paisible. La situation en Somalie a amené à une des rares interventions militaires américaines sur le continent. Avec la fin de la guerre froide, l'Administration Bush a poussé Mobutu à initier des réformes. Cela faisait partie d'une plus large politique de favoriser la démocratie et la libéralisation économique en Afrique.

Le président Clinton aura accompagné la fin de la transition démocratique en Afrique du Sud. En octobre 1993, 18 soldats américains furent tués lors de l'opération des Nations Unies en Somalie. Les États-Unis et les Nations Unies ont hésité à envoyer des casques bleus lors du génocide de 1994. Le président Clinton a plus tard admis qu'il n'avait pas réagi assez rapidement avant que la tuerie ne commence. Dans la continuité des expériences somaliennes et rwandaises. L'Administration a pensé à renforcer les capacités africaines de maintien de la paix. Il s'agit initialement du programme Africa Crisis Response Initiative (ACRI), qui a pour objectif de former les soldats aux missions de maintien de la paix.

Chapitre 2 **Le NSC et la communauté du renseignement**

Au cœur de la politique de sécurité américaine, se trouve depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les services de renseignement et le Conseil de sécurité nationale. Le National Security Act de 1947, entré en vigueur le 18 septembre 1947 constitue l'acte fondateur de cet architecture de sécurité. Cette réforme modifiera en profondeur l'organisation de l'appareil militaire et créera la Central Intelligence Agency (CIA), première agence américaine de renseignement du temps de paix.

Section.1 **Le Conseil de sécurité nationale**

L'organisation centrale mais aussi la moins connue de cette réforme est le National Security Council⁴⁷. Cette institution a pour mission de superviser la bonne marche

⁴⁷ Conseil de sécurité nationale en français.

des opérations en politique extérieures et de donner une cohérence à la cacophonie nationale⁴⁸. On désignera le Conseil sous l'abréviation de NSC.

Le NSC a pour mission de conseiller le président en intégrant des informations militaires, diplomatiques concernant la sécurité nationale en intégrant les différents apports des administrations civiles et militaires ainsi que des différentes agences gouvernementales. Le Conseil a également pour mission de permettre aux organisations militaires, départements et agences de coopérer avec plus d'efficacité sur les questions de sécurité nationale. Au moment de sa création, la fonction de forum décisionnel du NSC n'est pas réellement utilisée. Truman se méfie de cette structure fruit du compromis entre la marine et l'armée de terre

Le Congrès pensait contraindre le président Truman et ses successeurs à devoir tenir compte des avis de leurs secrétaires et conseillers dans le processus de prise de décision. Au contraire cette organisation, qui est devenue avec le temps l'agence centrale de l'élaboration de la politique étrangère, s'est révélée dévouée et loyale envers l'ensemble des présidents⁴⁹.

Il convient de dissocier lorsque l'on parle de cet organisme, la partie émergée constituée des membres de droit, décideurs dont la participation est fixée par la loi et l'ensemble de la structure qui prépare les décisions et qui compte de plusieurs dizaines de fonctionnaires à plusieurs centaines selon les présidents. Depuis 1949, le NSC appartient à Executive Office of the President qui dispose d'un budget d'environ 40 millions de dollars.

Le volume des fonctionnaires qui œuvre au sein de Conseil de sécurité évolue avec le temps. Si à l'époque de Kennedy il y avait seulement douze experts affectés au NSC⁵⁰, Henry Kissinger augmentera les moyens humains à hauteur de quatre-vingt spécialistes se concentrant sur l'analyse des informations en provenance des ministères.

Le NSC détrônera lentement le département d'État, dans la définition de la politique étrangère. Cette organisation qui devait initialement jouer le rôle de conseil s'est mue en organisation présidentielle de planification et de mise en œuvre de la politique étrangère.⁵¹ Les membres du NSC effectuent au quotidien la coordination et

48 DAVID Charles-Philippe, *l'influence du Conseil de sécurité nationale dans la politique étrangère des États-Unis*, presse de la fondation des sciences politique, Paris 2015, p.357.

49 DAVID Charles-Philippe, Op. cit., p.356.

50 "National Security Council, History", U.S. Government White House Website, en ligne URL : <https://obamawhitehouse.archives.gov/administration/eop/nsc/history>, accédé le 18 septembre 2017.

51 DAVID Charles-Philippe, Op.cit., p.358.

l'intégration des politiques de l'ensemble des ministères. En raison de la guerre froide, le NSC s'est concentré prioritairement sur la politique internationale et la défense, le désarmement mais jamais sur les questions économiques.

Chaque président influera sur son mode de fonctionnement. Les réunions du NSC sont souvent remplacées par des rencontres informelles selon les besoins du chef de l'exécutif. Le NSC a facilité l'émancipation du président américain en lui donnant une Administration capable de lui fournir des analyses approfondies et un éventail de solutions.

Comme Richard Nixon le rappelait dans ses mémoires, « Dès le début de mon Administration, . . . Je comptais diriger la politique étrangère depuis la Maison-Blanche. Par conséquent, je considérais le choix du conseiller à la sécurité nationale comme crucial ⁵² ». Henry Kissinger a par la suite façonné le NSC pour qu'il corresponde le mieux aux besoins et aux objectifs du président. Il a combiné les pratiques des présidences Johnson et Eisenhower.

a) **L'organisation du NSC**

Le National Security Act de 1947 s'il n'a pas créé le poste de conseiller à la sécurité nationale en soi, établi un secrétaire exécutif chargé de diriger l'état-major. Cette question sera traitée ultérieurement. L'organisation du NSC évoluera en fonction des présidents, du Senior Interdepartment Group (SIG) du président Johnson au NSC Review Group en passant par le NSC Under Secretary's Committee. Kissinger croyait au interdepartmental working groups pour préparer les directives du NSC. Un diagramme illustre parfaitement l'architecture de sécurité nationale et de coordination du renseignement. (Voir annexe 3)

La direction de la politique du renseignement est assurée par le président des États-Unis. Le Conseil de sécurité nationale n'enlève rien à l'autorité constitutionnelle du président mais lui procure les mécanismes pour concevoir avec lui l'ensemble des réponses nécessaires à la conduite de la politique et à sa préparation⁵³. Le président n'est pas obligé de suivre ses recommandations ni de consulter le NSC. Le Conseil est chargé de mettre en œuvre la politique décidée, par le président après contribution ou non du NSC ou des conseillers du président.

Section.2 **Le conseiller à la sécurité nationale**

52 National security council, the white house, president Georges Bush, <https://web.archive.org/web/20080312013956/http://www.whitehouse.gov/nsc/history.html> accédé le 24 septembre 2015.

53 BRECKINRIDGE Scott.D, *the CIA and the US intelligence system*, Westview press, 1986, p.14.

La fonction de conseiller à la sécurité nationale n'est pas expressément prévue par le National Security Act. En mars 1953, le président Eisenhower décide d'instaurer une fonction qui va au-delà du simple rôle de coordonnateur. Sous le président Kennedy, Mc George Bundy va réellement s'affirmer à ce poste comme un élément incontournable de la politique étrangère américaine.

Le conseiller à la sécurité nationale et son organisation connaissent leur véritable heure de gloire sous la présidence Nixon. Durant cette présidence, Henry A. Kissinger cumulera les fonctions de conseiller à la sécurité et de Secrétaire d'État. En 1953, le président Eisenhower nomme à la tête du NSC une personnalité dont l'autorité dépasse celle du secrétaire exécutif d'alors. L'homme le plus important de la diplomatie US est nommé par le président et sa nomination n'a pas à être ratifiée par le sénat.

a) La supervision des opérations clandestines

En 1947, le Conseil de sécurité nationale nouvellement créé autorise dans le document NSC-4, le lancement des premières opérations clandestines en temps de paix. Depuis 1954, la supervision des opérations secrètes des États-Unis est dirigée une série de sous-comités du Conseil de sécurité nationale. L'amendement Hughes-Ryan en 1974, a amené à un changement dans le processus d'autorisation des opérations clandestines. Le président doit approuver de manière formelle la conduite de ces opérations.

Le 13 février 1976, le 40 Committee, se réunit à Washington et commence par traiter de l'Angola. Il est fait mention de l'Afrique du Sud qui continue à assurer l'appui au mouvement de Jonas Savimbi. Celui-ci ne dispose que d'un aérodrome pour recevoir le ravitaillement. Voici un des extraits des discussions de cette réunion.

Savimbi veut des maintenant équipements de démolition. Les Sud-Africains devaient lui en donner, ... Ils veulent qu'il lui rende un certain personnel de la SWAPO - je suppose qu'ils peuvent les mettre en prison - alors ils conditionnent la délivrance de l'aide ? Le gros problème c'est ce que nous allons faire ? Où allons-nous ? Nous pouvons continuer notre réapprovisionnement. On dirait que Roberto est fini, mais Savimbi pourrait en utiliser certains. Nous pourrions continuer ce réapprovisionnement sans aller au Congrès.

Le 18 février, le président Ford signe l'exécutif order 11905, qui remplace le comité des 40 par l'Operation Advisory Group⁵⁴. Le DCI⁵⁵ a la responsabilité de planifier et de conduire la mise en œuvre des opérations clandestines. L'OAG doit tenir une

54 L'OAG était composé du : president's assistant for national security affairs, secretaries of state and defense, chairman of the Joint chiefs of staff, DCI.

55 Director of Central Intelligence

réunion formelle pour préparer des recommandations pour le président et suivre les opérations en cours.

b) L'évolution du NSC sous Jimmy Carter

Le format et la place du Conseil de sécurité nationale a évolué en fonction des présidents et des périodes de l'histoire. Jimmy Carter est un des présidents qui a voulu le plus marquer la rupture. Sous sa présidence, l'administration du NSC maintient sa prédominance, avec moins de succès toutefois que durant la période Nixon⁵⁶.

Jimmy Carter a commencé son mandat en voulant éliminer les abus de Kissinger durant les présidences Nixon et Gerald Ford. Il estimait qu'il avait accumulé trop de pouvoir et empêché le président d'avoir accès à d'autres appréciations de situation et analyses. Il envisageait le Conseil de sécurité nationale comme le coordonnateur des politiques et de la recherche. Il a réorganisé la structure NSC pour veiller à ce que le conseiller ne soit que l'un des nombreux acteurs dans le processus de formation de la politique étrangère. Carter désigne Zbigniew Brzezinski comme conseiller à la sécurité nationale en raison de ses qualités intellectuelles et de leur proximité.

Jimmy Carter admet dans un mémorandum que les rapports au sein de l'Administration n'ont pas toujours été optimum lors qu'il s'agit de questions fondamentales de politique étrangère. Tony Lake est d'accord avec le Dr Brzezinski lorsque celui admet que les différences entre le NSC et le département d'État ont été exagérées⁵⁷. Ces différences ont concerné au cours des récentes années, le rôle de l'Union soviétique et l'Afrique.

Le Dr Brzezinski insistait sur le fait que la majorité du personnel du NSC était en fait des membres du département d'État. Les rivalités s'accroissent entre le NSC et les diplomates américains à l'occasion de la crise iranienne et après l'invasion de l'Afghanistan. Ces conflits mèneront le secrétaire Vance à la démission. Le président Carter ne parviendra pas réellement à dépasser cette cacophonie et à atténuer les différences entre administrations. Il tente aussi de s'appuyer sur des groupes informels pour les prises de décision comme celui dits des Friday Morning breakfasts.

Les informations déclassifiées récemment permettent de donner un éclairage nouveau sur les covert-actions qu'il a envisagé en Angola. Dans un document

56 DAVID Charles-Philippe, *la politique étrangère des États-Unis, fondements, acteurs, formulation*, les presses Sciences-Po, 2015, p 399.

57 Foreign Relations of the United States, 1977-1980, Volume XXVIII, Organization and Management of Foreign Policy, Memorandum of Conversation Camp David, Maryland, May 3, 1980, Document 25.

préparé au niveau de la CIA du 17 février 1978⁵⁸, on y apprend que cette administration envisage des actions clandestines en Angola. Ce document a été annoté par le président Jimmy Carter et par le conseiller à la sécurité Brzezinski. On y apprend ainsi que la CIA a formé deux opérateurs radio pour Savimbi et leur a fourni les équipements. Savimbi a acheté un appareil de transport de type DC4 qui effectue des rotations entre le Zaïre et l'Angola.

La CIA propose de lui fournir un petit jet pour pouvoir quitter plus facilement l'Angola. Elle propose de favoriser l'appui de pays tiers à l'UNITA, notamment des pays comme la France, l'Arabie Saoudite, l'Iran, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Zaïre. Il propose aussi de donner un signal aux portugais pour qu'ils appuient l'UNITA. Le Gouvernement pourrait fermer les yeux sur le recrutement de mercenaires au Portugal.

Ce document sera suivi par un mémorandum du directeur de la CIA Stansfield Turner. Il prévient que les mesures qui pourraient être prises ne seront pas de nature à remporter la victoire sur le MPLA. Il envisage un programme d'assistance dans le domaine des télécommunications pour permettre au commandement Central de l'UNITA d'établir des liaisons avec ses quatre bases provinciales. Un programme étendu dans ce même domaine pourrait être mis en place en fournissant des moyens de communications aux équipes de recherche de renseignement. Il permettrait de relier le QG de l'UNITA à Kinshasa et celui de Mpupu en Angola. Le montant de ces programmes n'a pas été déclassifié.

En 1977, le NSC développe l'idée que les cubains ne sont pas les bienvenus en Angola. On peut lire cette assertion dans une lettre du 27 juin 1977 de Brzezinski à destination de Cyrus Vance. Ceci correspond à la période où Nito Alves et ses partisans avaient lancé une action contre le pouvoir d'Agostinho Neto, réprimée dans le sang avec l'appui des soldats cubains.

Le président Carter lance avec l'expertise de la CIA une campagne pour discréditer aux yeux du monde, l'intervention cubaine en Angola. Il faut se rappeler qu'en 1978, les cubains sont présents dans de nombreux pays africains comme l'Éthiopie, le Congo Brazzaville. La radio de la Voix de l'Amérique a diffusé dans de nombreux pays en français, anglais et espagnol des programmes visant à démontrer le coût exorbitant de l'aventurisme cubain en Afrique. En 1979, il y a eu plus de 500 insertions dans les médias de plus de 45 pays pour discréditer l'activisme cubain.

58 Foreign Relations of the United States, 1977-1980, volume XVI, southern Africa, Doc 19 Paper prepared in the Central Intelligence Agency, Washington, February 17 1978, p.37.

Au début de 1978, le Dr Brzezinski a demandé une étude sur les options possibles, pour conduire des actions clandestines en Angola. En avril de cette même année, le directeur du renseignement informe le Special Coordinating Committee (SCC) de l'obligation de présenter le dossier au Congrès avant de tenter n'importe quelle covert action. Il y a eu une fuite au Congrès qui a ravivé les craintes que la CIA relance son programme en Angola. Dès cette période, la levée de l'amendement Clark semble le préalable à toute action d'envergure.

Section.3 Le NSC sous les autres présidences

a) L'Administration Reagan

Sous la présidence Reagan, le conseiller à la sécurité voit son positionnement évoluer. Il est rétrogradé passant d'un rôle de premier plan à celui d'un subordonné du chef d'état-major du président, qui exerce le rôle de coordinateur de la Maison-Blanche.

Le style « décisionnel-désengagé » de Reagan conduit à un certain laisser-faire dans le processus décisionnel, où les conseillers rivalisent d'influence pour mener la politique étrangère au nom d'un président assez peu au fait des relations internationales⁵⁹.

La collégialité parmi les chefs de département n'est pas maintenue et les conflits deviennent publics, en particulier entre les Départements d'État et de la Défense. En raison de cette situation, six conseillers à la sécurité nationale se succéderont au sein de l'Administration Reagan. Le personnel du NSC apparaîtrait rapidement comme un acteur indépendant dans la formulation de la politique, mais aussi dans la mise en œuvre.

C'est le cas du NSC dans l'affaire Iran-Contra en 1985-1986 où le président donne son accord tacite sans l'assentiment des secrétaires d'État et à la Défense. En 1987, la Commission Tower⁶⁰ et les enquêteurs du Congrès arrivent à la conclusion que le personnel du NSC a dévié de son rôle de coordination des politiques en élaborant des politiques et en les mettant en œuvre.

L'affaire Iran contra constitue le point d'orgue d'un système développé sous Kissinger et Brzezinski- qui utilise l'organisation du NSC pour contourner

59 DAVID Charles-Philippe, *la politique étrangère des États-Unis, fondements, acteurs, formulation*, les presses Sciences-Po, 2015, p.401.

60 Le président américain Ronald Reagan a installé la commission de Tower, le 1^{er} décembre 1986 en réponse au scandale Iran-Contras. Cette commission comptait vingt-trois membres dont l'ancien sénateur républicain John Tower du Texas, l'ancien secrétaire d'État Edmund Muskie et l'ancien conseiller à la sécurité nationale Brent Scowcroft.

les obstacles politiques et bureaucratiques gouvernementaux dans la formulation de la politique étrangère⁶¹.

b) Le NSC sous la présidence Bush

Georges Bush a servi durant les deux mandats comme vice-président et a participé régulièrement aux discussions au sein de l'Administration Reagan. En arrivant aux responsabilités, le président Bush a une idée claire sur la manière dont il entend organiser le processus de décision au sein du NSC.

Il désigne le général à la retraite Brent Scowcroft comme conseiller à la sécurité nationale en raison de ses qualités dont son sens du consensus. Il réinstaura le système qui prévalait auparavant en recréant le système du Principals Committee. Il s'agit de la structure la plus élevée comprenant les adjoints des membres des cabinets. Ce forum a été conservé par Bill Clinton et George W. Bush. Le président créera une structure baptisée, National Security Council Deputies Committee. Ce comité comprend les adjoints des membres du Conseil de sécurité. Il réinstaura aussi huit Policy Coordinating Committees.

Les décisions seront prises au sein de petits comités par des équipes qui auront finalement les mêmes idées. Il n'y aura pas de réelles dissensions mais la politique menée manquera dans certains dossiers d'ambition.

c) Le NSC sous l'Administration Clinton

L'effectif du NSC atteindra l'effectif inégalé de 100 spécialistes. Les staffers sont originaires du département d'État, de la communauté du renseignement, du personnel civil ou militaire et du secteur privé. Quelques mois après son arrivée au pouvoir, le président Bill Clinton demande une revue du système américain de contre-intelligence. Vincent Auger considère que le premier mandat de Bill Clinton aura été assez laborieux, ressemblant à celui de Jimmy Carter.

Section.4 Le NSC et l'Afrique australe

L'Afrique n'était pas réellement la priorité du NSC pendant de longues années. A l'époque de Kissinger, Henry Jackson décrivait la manière dont se déroulaient les séances du Conseil de sécurité nationale consacrées à l'Afrique. Selon son témoignage, Alexander Haig qui était alors l'assistant de Henry Kissinger, jouait du tam-tam dès lors que l'on commençait à parler de l'Afrique.

61 DAVID Charles-Philippe, Op.cit., p.403.

Dès que le régime de Marcelo Caetano s'est effondré au Portugal, le NSC a été au centre de la définition de la politique américaine. L'Afrique australe avec les dossiers rhodésiens, angolais et namibien constituera un des principaux sujets d'étude du NSC. Les divers documents rendus publics montrent par ailleurs, la méconnaissance des dirigeants américains.

Le NSC a été un élément central de la préparation de l'intervention américaine au moment de l'indépendance angolaise. Le comité des 40 ou 40 Committee prendra le relais au moment de passer à l'exécution de l'opération IA Feature⁶². Kissinger maintient tout au long du développement de la crise angolaise une approche centrée sur la relation avec l'URSS qui trouve un écho dans les documents du NSC.

Prenons quelques compte-rendu du NSC dédié à la situation en Afrique australe. Le compte rendu de la séance du 27 juin 1975 du conseil est publiée dans la collection FRUS. Elle démontre par la teneur des questions assez simplistes, la faible connaissance du président au sujet de l'Angola. L'exécutif américain semble relativement incertain de l'évolution possible de la situation. A cette époque la question de la voie ferrée de Benguela constitue un élément important de l'équation régionale. Trois options proposées par Henry Kissinger sont alors discutées. Cette question sera ensuite suivie par le comité des 40 qui assurait le pilotage des actions clandestines.

Le 22 décembre 1975, le NSC se réunit et le président fait l'amer constat de la fin de l'opération de soutien au profit des mouvements s'opposant au MPLA. Bien d'autres séances seront organisées. Le 3 mars 1977, le NSC se réunit une nouvelle fois pour discuter de la situation en Afrique australe. Le 9 mars 1977 le président signe sa directive Presidential Directive/NSC 5 qui tente de mettre en place une nouvelle politique avec l'Afrique du Sud. L'idée est de promouvoir et d'accompagner la transformation de la société sud-africaine. Cette directive prend en compte les nombreux intérêts économiques que les États-Unis possèdent dans ce pays. Il envisage des sanctions contre la Rhodésie.

Le NSC peut se tromper comme le 18 janvier 1980, dans un document adressé à Zbigniew Brzezinski, il est fait mention de la dynamique de victoire de Jonas Savimbi. Le NSC étudie les sanctions envisageables à l'encontre de l'Afrique du Sud de l'apartheid comme dans un courrier adressé le 4 Octobre 1978 à monsieur David Aaron Deputy National Security Advisor.

62 IA Feature est l'opération secrète de la CIA en Angola.

a) La baisse de l'influence du NSC

Dans un premier temps, Carter a réduit le personnel du NSC de moitié avec une diminution du nombre de comités permanents de huit à deux. Toutes les questions adressées au NSC devaient être examinées préalablement par l'un des deux nouveaux comités, soit le Policy Review Committee⁶³ (PRC) ou le Special Coordinating Committee⁶⁴ (SCC).

Le SCC devait s'intéresser aux questions de contrôle des armements, gestion de crise alors que le PRC traitait des questions de politique étrangères. Dans un mémo du 3 mai 1980, il est fait mention de la réunion à soixante occasions du SCC alors que le PRC ne s'était pas réuni qu'une seule fois. Dans ce même document Warren Christopher identifie 20 à 25 sujets qui auraient dû être traités au sein du PRC. La plupart des sujets sont traités en mode gestion de crise, ce qui indique un manque d'anticipation de l'Administration. Ce chiffre vient en partie du nombre élevé de réunions liées à la crise iranienne.

Contrairement au PRC, le SCC a toujours été présidé par le conseiller à la sécurité. Carter a estimé qu'en ne donnant la présidence que d'un seul comité à un membre du NSC, il empêcherait cette institution d'avoir une influence écrasante sur les décisions de politique étrangère. Le SCC a été chargé d'examiner les problèmes qui touchaient plusieurs ministères, y compris la surveillance des activités de renseignement, l'évaluation du contrôle des armements et la gestion des crises.

Pendant les années Carter, une grande partie des réunions été consacrée à des questions d'armes stratégiques.

Le président Carter a changé le nom des documents dans le processus décisionnel, même si la mécanique d'examen des dossiers au sein du NSC diffère assez peu de celle des Administrations précédentes⁶⁵. Le Presidential Review Memorandum (PRM) remplace le National Security Study Memorandum (NSSM). La Directive présidentielle (PD) a supplanté le Mémoire de la Décision de sécurité nationale (NSDM). Les PRM identifient des sujets à investiguer par le NSC, définissent la problématique à traiter et fixent un délai pour mener à terme l'étude. Le dossier est attribué à l'un des deux comités du NSC.

Si le comité désigné était le PRC, un membre était nommé pour prendre la direction du groupe d'étude créée pour cette occasion. Aux termes de l'étude, le comité en

63 Nous traduirons en français par Comité d'examen des politiques.

64 Nous traduirons en français par Comité spécial de coordination.

65 Presidential Review Memorandums (PRM), en ligne URL : <https://fas.org/irp/offdocs/prm/> accédé le 15 janvier 2016.

charge du dossier réalisait une note de synthèse à destination du président avec une série d'options pour une prise de décision. Environ trente PRM auraient été émis au cours de la première moitié de 1977, plus de la moitié au cours de la première semaine du président. Le président Carter a promulgué soixante-trois Presidential directives durant son mandat ⁶⁶. Le président Carter à son arrivée en fonction voulait plus de diversité et plus d'équilibre entre les principaux départements ministériels.

Le président nomme Zbigniew Brzezinski comme conseiller à la sécurité nationale. Celui-ci est profondément antisoviétique et pense que les soviétiques profitent de la détente pour progresser en Angola et au Moyen-Orient. Il est favorable à la création d'une force de déploiement rapide qui permettrait aux États-Unis de pouvoir contrer les avancées soviétiques dans le monde.

Jimmy carter décrira son conseiller de la manière suivante. « Le Dr Brzezinski est un individu novateur, agressif et créatif. Il y a beaucoup plus de respect pour le département d'État à la Maison-Blanche que ne le pensent les agents du Département⁶⁷ ».

Section.5 La communauté du renseignement

Le National Security Act a profondément modelé les services de renseignement américains. Les agences de renseignement seront particulièrement impliquées dans la gestion des événements en Afrique australe.

La communauté du renseignement américaine regroupe dix-sept agences de renseignement appartenant à plusieurs ministères. Le 4 décembre 1981 le président Ronald Reagan, regroupe celles-ci au sein d'une fédération baptisée, United States Intelligence Community. Si La CIA est un service indépendant du gouvernement fédéral, les quinze autres entités appartiennent à un département du gouvernement américain.

Au-delà des agences qui possèdent chacune leurs spécificités et leurs capacités techniques, il existe un ensemble de structure dont l'objectif est la centralisation et le contrôle du renseignement. Certains se trouvent au niveau du président comme le President's Foreign Intelligence Advisory Board (PFIAB). Sous l'autorité du PFIAB se trouve l'Intelligence Oversight Board (IOB). Si l'ensemble des agences ont participé à

66 CRS Presidential Directives: Background and Overview Updated November 26 2008, en ligne URL: <https://fas.org/sgp/crs/misc/98-611.pdf> accédé le 08 octobre 2017.

67 Foreign relations of the United States, 1977-1980, volume XXVIII, Organization and Management of Foreign Policy, p.93.

la collecte et à l'exploitation du renseignement, la CIA sera au centre de toutes les actions conduites.

a) **Central Intelligence Agency**

La CIA a été créée le 18 Septembre 1947. Cette institution est mondialement connue pour avoir mené de multiples activités souvent clandestines dans l'ensemble du monde et particulièrement en Afrique.

L'agence a été présente au consulat d'Angola avec un officier travaillant sous couverture entre 1964 et 1967 pour fournir des informations sur différents mouvements de libération africains. Le bureau a été fermé en 1967 pour satisfaire aux doléances du Portugal. Elle avait dès le début des années soixante fourni quelques subsides au FNLA de Holden Roberto et des armes jusqu'aux années 1963 ou 1964 sans que les montants fournis atteignent des millions de dollars. Dès la moitié des années soixante et jusqu'en 1974, la CIA eut peu de contact avec le FNLA ou les autres mouvements de libération.

Dans une réponse au livre de Stockwell publié en 1978, le professeur Bender rétorque que l'aide aux mouvements angolais ne s'est pas arrêtée au milieu des années soixante et qu'elle a continué à l'époque du président Johnson atteignant plusieurs millions de dollars. Le ministre des affaires étrangères portugais Franco Nogueira, affirme que la CIA aidait encore le FNLA au début de l'année 1968⁶⁸. Après la fermeture de son bureau à Luanda, l'agence dû s'appuyer sur des informations en provenance de Kinshasa, Lusaka et Lisbonne. Les services secrets américains étaient donc très ignorants de la situation dans les maquis angolais en 1974.

Après la signature des accords d'Alvor et dans la période précédant l'indépendance fixée au 11 novembre 1975, la CIA fait preuve d'un certain activisme en Angola envoyant même quelques officiers à Luanda en mars 1975. Son soutien s'accroît au FNLA en juillet, en même temps que les armes et la formation des Chinois et des Zaïrois. Son soutien s'arrêtera officiellement au début de l'année 1976 avec l'amendement Clark. En 1975, des membres de la CIA se sont rendus en Afrique du Sud⁶⁹ pour discuter des possibilités de coopération pour intervenir contre le MPLA.

Quelques années plus tard, alors que le président Reagan souhaitait fournir une aide plus large aux rebelles de angolais, il en sera empêché par le secrétaire à la Défense Schultz. Au même moment, le directeur de la CIA, William Casey cherchait à obtenir

68 interview with Nogueira, Lisbon, 8 March 1968 cité par BENDER Gerald J, *Angola Under the Portuguese: The Myth and the Reality*, University of California Press, 1978, P.xxiv.

69 Stockwell John, *in search of enemies, a CIA story*, Norton & Company, 1978, p.218.

des équipements létaux pour l'UNITA. La CIA a joué un rôle prépondérant pour l'abolition de l'amendement Clark. Elle a donc l'entière responsabilité de la reprise de l'appui militaire à la rébellion de Jonas Savimbi et du retour en grâce du Zaïre de Mobutu qui avait été mis de côté pendant plusieurs années. Le projet de l'agence de renseignement comprenait l'installation de six camps d'entraînement en territoire zaïrois le long de la frontière angolaise et la mise en place de liaison aériennes.

Malgré la vigoureuse opposition du secrétaire d'État Georges Schultz, de son adjoint pour les Affaires africaines, Chester Crocker, du sous-comité sur l'Afrique, et du Black Caucus, des éléments conservateurs réussissent à pousser le Congrès à imaginer que Jonas Savimbi puisse rentrer dans le cadre de la doctrine Reagan. L'action de la CIA continuera tout au long de la guerre avec l'Afrique du Sud sans jamais réellement menacer au niveau militaire le gouvernement en place à Luanda à l'exception des années 1992-1993.

b) Les services de renseignement américains et l'Afrique australe

Les services américains se sont focalisés sur les cubains, les soviétiques et leurs activités en Afrique. Ils ont été incapables de détecter les travaux sud-africains de développement d'une arme nucléaire. En 1977, Washington était préoccupé par la possibilité d'une coopération Israël-Afrique du Sud, mais le premier ministre Menachem Begin a nié qu'une telle coopération ait existé.

Le 6 août 1977 l'URSS annonçait aux États-Unis avoir détecté des installations d'essai nucléaire sur le site de Vastrap dans le désert du Kalahari. Les pays occidentaux corroborèrent ultérieurement ces informations⁷⁰. Le 22 Septembre 1979, près des îles du Prince Édouard au large de l'Antarctique, un double flash de lumière est détecté par le satellite américain Vela. L'Afrique bien que sous pression des occidentaux continua son programme. En 1982, la première arme nucléaire était prête et en 1987, sept armes nucléaires sont assemblées.

Conclusion

Le NSC et la communauté du renseignement ont joué un rôle central dans la définition et la conduite de la politique étrangère américaine. Tant le NSC que la CIA ont connu durant cette période des évolutions chaotiques échappant à certains moments au contrôle du gouvernement.

Le NSC prend le rôle de leader dans la plupart des questions militaires et de politique étrangère. C'est un organisme qui ne connaît pas les problèmes

⁷⁰ Les États-Unis effectuèrent une reconnaissance par avion espion Lockheed SR-71.

bureaucratiques et la lenteur des ministères de la défense et des affaires étrangères. C'est un petit groupe, dont la plupart sont nommés par le président et qui a bénéficié en règle générale de l'appui des ministères.

Le NSC conduira des études de fond sur les dossiers importants du moment. Le NSC a servi de canal de transmission entre les rebelles angolais et l'exécutif américain. Ainsi en 1979, Jonas Savimbi avait eu un entretien avec Jerry Funk de ladite organisation.

La composition de cet organisme sera très évolutive au gré des Administrations avec plus ou moins de membres de la sphère économique par exemple. Colin Powell et Franck Carlucci seront de ceux qui auront le plus transformé cette institution qui reste un outil au service du président.

Chapitre 3 Le département d'État, le Bureau des affaires africaines et la mission à l'ONU

Il s'agit du ministère des relations extérieures, de la coopération des États-Unis. Le cabinet des affaires étrangères a été créé en 1789 par le premier Congrès bientôt renommé Département d'État. Le chef de ce département a pris successivement le titre de secrétaire pour des affaires étrangères puis secrétaire d'état. Thomas Jefferson qui était en France est revenu aux États-Unis pour prendre la direction de cette administration.

Progressivement, de 1942 à 1968, le Département d'État prend de l'importance. Il connaît son heure de gloire et d'expansion, profitant de la réorientation de la diplomatie américaine vers un internationalisme et un interventionnisme accru.

La mission du département est d'assurer la représentation des États-Unis à l'étranger au moyen de représentations diplomatiques et de Foreign Service Officers. Un second volet est de recueillir les positions officielles des gouvernements étrangers et de les présenter aux décideurs américains. La troisième mission est de mener ou d'encadrer les négociations avec les représentants et les délégations des autres pays. La quatrième consiste à observer les évolutions politiques, les événements qui peuvent influencer le cours de la politique étrangère américaine et établir les synthèses au profit du gouvernement. Le Département fournit au président et au Conseil de sécurité nationale des avis ou des recommandations⁷¹. En 2000, le budget du département représentait 1% du budget fédéral.

Il est au service de la politique étrangère américaine que l'on peut définir de la manière suivante.

Pour les États-Unis, la priorité des priorités a toujours été et reste encore que le capitalisme américain puisse assouvir sans entraves son immense appétit de profit sur toute la surface du globe. Ainsi défini, cet objectif fondamental entraîne pour corollaire que la politique américaine est toujours intrinsèquement contre-révolutionnaire⁷².

A compter de 1969, le département d'État voit son influence décliner dans le processus décisionnel en raison de la concurrence d'autres institutions. Une autre

71 DAVID Charles Philippe, *les acteurs du jeu bureaucratique, le rôle classique de la diplomatie et de la défense*, dans la politique étrangère des États-Unis, presse de la fondation nationale des sciences politique, 2015, p.309.

72 KOLKO Joyce, *Une contradiction interne de la diplomatie américaine, Intérêts économiques disparates contre stratégie globale*, Le monde diplomatique, novembre 1976.

tendance de l'ère post-guerre froide est l'importance croissante de la bureaucratie américaine dans la formulation et la mise en œuvre de la politique.

La Maison-Blanche et le Congrès se sont historiquement désintéressés par la gestion quotidienne de la politique étrangère américaine envers l'Afrique par rapport à d'autres régions, plus particulièrement l'Europe, l'ex-URSS et ses États successeurs et le Moyen-Orient. En conséquence, leur participation à l'élaboration des politiques liées à l'Afrique a été intermittente, notamment en période de crise et en crise humanitaire prolongée⁷³

La difficulté dans l'élaboration et le suivi de la politique étrangère américaine réside souvent dans la difficile communication entre les services du président et le Département d'État. Dans un mémorandum consécutif à une réunion de son équipe de politique étrangère au mois de mai 1980, le président Carter considère que l'un de ses principaux problèmes est l'inadéquation de la communication avec le Département d'État. Le président se plaint que les propositions qu'il reçoit sont issues d'un consensus général, manquant ainsi d'originalité. Il se plaint aussi de certaines productions du NSC et déclare ne recevoir de nouvelles idées ou de critiques que du département d'État⁷⁴.

Dans ce même document, le secrétaire d'État constate que le département est organisé de manière anormale. Il y a un secrétaire, un secrétaire adjoint, quatre sous-secrétaires et vingt-deux assistants secrétaires. Le titulaire du poste a aussi autorité sur quatre agences qui sont l'agence de contrôle des armes et du désarmement, l'agence de communication internationale, IDCA⁷⁵ et AID⁷⁶.

Il y a une certaine perméabilité entre les milieux universitaires africanistes et le Département d'État mais aussi des tensions et de la défiance entre ces deux milieux. À certaines périodes, les milieux universitaires ont exercé une grande influence. Donald Easum était particulièrement sensible au discours des africanistes, ce qui énerva en son temps Henry Kissinger⁷⁷.

73 SCHRAEDER Peter J., Continuity and Change in U.S. Foreign Policy toward Southern Africa: Assessing the Clinton Administration, *Nordic Journal of African Studies*, 10/2001, p.139.

74 Foreign Relations of The United States, 1977-1980, Volume XXVIII, Organization and Management of Foreign Policy, p.86.

75 International Development Cooperation Agency.

76 Agency for International Development.

77 CLOUGH Michael, *Free at least-US policy toward Africa and the end of the cold war*, Council on Foreign Relations press, New York, 1992, p.45.

Michael Clough cite aussi le manque de soutien de l'Administration Reagan lorsque des critiques furent adressées à Chester Crocker et à sa politique en Afrique australe tant par des conservateurs que des libéraux.

Section.1 **The United States Department of State (DOS)**

Warren Christopher détaille les rôles les plus importants du secrétaire d'État :

- le secrétaire d'État doit communiquer et expliquer notre politique étrangère ;
- le secrétaire d'État est le principal conseiller du président sur les questions de politique étrangère ;
- les relations avec la colline du capitol sont très importantes mais aussi consommatrices en temps⁷⁸.

Selon Edmund Muskie, la principale impression du département tant en interne qu'au Congrès, c'est qu'il s'agit d'une bureaucratie impressionnante, qui est sans rapport avec les préoccupations du Congrès. Il s'agit aussi d'une bureaucratie dont les constituants et les clients sont à l'extérieur. Le secrétaire Muskie citant Henry Kissinger déplore l'erreur qui a été faite en faisant du département d'État une voix secondaire dans la définition de la politique étrangère⁷⁹.

Michael Clough dénote au sein de l'Administration Bush une vision différente entre la présidence, le secrétaire d'État et le bureau Afrique. L'assistant adjoint Cohen souhaitait lever les sanctions contre l'Afrique du Sud alors que le président Bush a retardé la levée de celle-ci.

a) **Le Département d'État**

La structure du ministère s'articule sur cinq niveaux de responsabilité. Il s'agit du secrétaire d'état, de son adjoint, des sous-secrétaires d'État, et des ambassadeurs. Il faut ajouter à cette structure les directions ainsi que les agences⁸⁰. Les États-Unis disposent de plus de 250 missions diplomatiques à l'étranger. Dans les années soixante-dix, le personnel du Département d'État était plutôt constitué d'hommes blancs qui avaient une expérience africaine limitée et un intérêt modeste pour cette région. Il n'y avait pas de cadre pour le personnel servant en Afrique mais une classe d'africaniste s'est créée au cours des années, selon Michael Clough.

78 Foreign relations of the United States, 1977-1980, Volume XXVIII, Organization and Management of Foreign Policy, Memorandum of Conversation, Camp David, Maryland, May 3 1980 p 87.

79 Foreign relations of the United States, 1977-1980, Op.cit., p.90.

80 Il existe au sein du département d'état, le secrétaire d'État adjoint qui est en charge de la gestion et les affaires administratives. On trouve ensuite le sous-secrétaire d'état pour les affaires politiques au sein duquel se trouvent les assistants secrétaires d'état en charge des 7 bureaux régionaux (Afrique, Europe, Moyen Orient, Amériques, Asie du sud, Asie de l'est, Pacifique).

Le Département d'État a connu son heure de gloire lorsqu'il était chargé de l'élaboration de la politique étrangère. Il a été lentement marginalisé par le Département de la Défense. Le rôle du NSC a donc été de coordonner les actions contraires des deux Départements.

Il y a eu une perte d'influence depuis les années 70 en raison de plusieurs facteurs notamment exogène. Il s'agit de l'interdépendance entre états, de la révolution dans les communications, l'atomisation du processus de décision et de l'existence d'une diplomatie parallèle.

On constate aussi durant cette période un accroissement du recours à la force et la multiplication des interventions militaires. Les membres du FSO⁸¹ ont un comportement qui suscite la méfiance chez les décideurs politiques. Le NSC s'est finalement imposé car il était beaucoup plus souple pour les décideurs politiques.

b) The Secretary of State

Le secrétaire d'État est nommé par le président des États-Unis et, après une audition devant le comité sénatorial des relations extérieures, il doit être confirmé par le Sénat. Il dirige le Département d'État et propose des priorités annuelles pour la politique étrangère américaine. Dans le cas des huit secrétaires d'état qui se sont succédé entre 1975 et 1995, peu se sont réellement intéressés à la situation en Afrique. Deux directeurs sont subordonnés directement au Secrétaire d'État. Il s'agit du représentant auprès des Nations Unies et du chef de l'agence de développement international (USAID).

Le secrétaire d'État se rend régulièrement devant le Sénat et la Chambre des représentants pour rendre compte de la politique étrangère menée par l'Administration. Il participe régulièrement à des conversations téléphoniques avec ses homologues des pays amis ou concurrents. Le secrétaire Kissinger s'entretenait régulièrement par téléphone avec l'ambassadeur soviétique aux États-Unis, Anatoli Dobrynine au sujet de l'Angola. On trouve des transcriptions de leurs conversations du 10 décembre 1975 et du 16 janvier 1976.

Le secrétaire d'État conduit régulièrement des conférences de presse où il rend compte de la politique étrangère conduite. On peut citer celle du secrétaire Schultz devant le National Press Club le 16 avril 1985 dans lequel il détaille la politique à destination de l'Afrique australe. Il arrive en quelques occasions que le secrétaire d'État discute directement avec des journalistes. On peut citer la conversation de

81 Membre du United States Foreign Service.

Kissinger avec James B. Reston du New York Times, le 19 janvier 1976⁸². Le 17 mars 1976, il téléphone à Ted Koppel⁸³ d'ABC news. Il s'adresse aussi directement à ses homologues quand la situation l'exige. On peut citer le télégramme adressé au gouvernement français qui s'apprête à reconnaître le gouvernement du MPLA.

Nous allons dépeindre l'organisation et le rôle des principaux organes du Département d'État qui interviennent dans la préparation et la conduite de la politique étrangère.

Henry Kissinger est le seul à avoir cumulé les fonctions de conseiller à la sécurité nationale et de secrétaire d'état. Il remplira les deux fonctions du 22 septembre 1973 au 3 novembre 1975, date où il abandonnera son poste au NSC au profit de Brent Scowcroft. Cette situation restera exceptionnelle et le cumul des deux fonctions ne permet pas au conseiller à la sécurité nationale d'avoir l'indépendance nécessaire pour statuer entre les propositions des différentes agences de l'exécutif.

Il y a eu régulièrement de fortes rivalités entre les conseillers et certains secrétaires d'état. On peut citer la rivalité qui opposait Kissinger et le secrétaire d'État Rogers durant le mandat de Nixon ou la concurrence entre Brzezinski et le secrétaire d'État Vance durant l'Administration Carter.

Georges Bush sera son propre Secrétaire d'État, tandis que James Baker sera son exécutant politique. James Baker prendra le contrôle direct des rouages politiques du département d'État en nommant au sein de la structure bureaucratique des conseillers influents et loyaux⁸⁴.

c) **The Bureau of African Affairs**

Le Bureau des affaires africaines depuis sa création en 1958 a été au cœur de l'élaboration de la politique américaine pour ce continent. Le 18 juillet 1958, le Congrès a autorisé un onzième secrétaire d'État adjoint, permettant au département d'État de créer un bureau chargé de traiter les relations avec les pays nouvellement indépendants d'Afrique.

82 Foreign Relations of the United States, 1969-1976, Volume XVI, Soviet Union, August 1974–December 1976, Document 247.

83 Le journaliste Ted Koppel a été correspondant de la chaîne ABC pendant la guerre du Viêt-Nam puis au département d'état ou il s'est lié avec Henry Kissinger. Il a accompagné le président Nixon lors de son voyage en Chine en 1972.

84 DAVID Charles Philippe, la politique étrangère du président Bush, un premier bilan du processus décisionnel, politique étrangère, n°3, 1994, p.843.

Le 23 août 1958, l'ambassadeur Joseph C. Satterthwaite devenait le premier chef du Bureau des affaires africaines. Des personnalités de niveau et de renommée différentes se sont succédés à ce poste. Il s'agit dans l'ordre chronologique de Donald. B. Easum, Nathaniel Davis, William Schaufele, Richard Moose, Chester Crocker et Georges Moose. La plupart restèrent en poste durant la totalité du mandat de leur président. Nathaniel Davis ne restera que quelques mois mais Chester Crocker huit ans.

Evoquons ici les différents chefs du Bureau Afrique ou Assistant Secretary of State for African Affairs. Le plus emblématique fut Chester Crocker qui œuvra pendant les deux mandats du président Reagan. Le président Bush choisit pour sa part l'ambassadeur Herman J. Cohen qui avait rejoint le Département d'État en 1965, ayant servi en qualité d'ambassadeur au Sénégal et en Gambie. En 1987, il était le directeur des affaires africaines au National Security Council. Pour cette dernière raison, son point de vue était assez proche de celui de son prédécesseur avec qui il avait travaillé au sein de l'équipe de négociation sur la Namibie et l'Angola de 1987 à Avril 1989⁸⁵.

i. Bureau of Intelligence and Research (INR)

Le bureau du renseignement et de la recherche (INR) est le bureau chargé de fournir l'appui renseignement aux diplomates américains et d'analyser les informations collectées. Créé durant la seconde guerre mondiale ; il a été transféré au département d'État en 1945. Il fait partie de la communauté du renseignement américain et même si son budget et ses effectifs sont classifiés on peut estimer qu'il ne fait pas partie des poids lourds. En 1975, le service employait trois cent cinquante personnes et disposait de 8 millions de dollars pour conduire ses activités⁸⁶.

ii. Bureau of Political-Military Affairs (PM)

Le bureau des affaires Politico-Militaires est une agence au sein du Département d'État qui assure la liaison avec le Département de la Défense. Il établit la politique officielle dans des secteurs tels que de la sécurité internationale, l'assistance de sécurité, les opérations militaires, la stratégie et la politique de la défense et les ventes d'armement. Il est dirigé par le l'assistant secrétaire d'État pour les affaires Politico-Militaires.

iii. Departement of Policy Planning Staff

85 George V. Wright, *US Foreign Policy and Destabilisation in Southern Africa*, Review of African Political Economy, No. 45/46, Militarism, Warlords & the Problems of Democracy (1989), p.166.

86 *Les principaux services de renseignements américains*, le Monde diplomatique février 1975, p.2.

Le département de la planification des politiques est le responsable de la réflexion interne du ministère, de la planification des politiques. Sa mission est de fournir une vision stratégique à plus long terme, de prendre en compte les évolutions du mode et de formuler des recommandations pour que le secrétaire d'État promeuve les intérêts américains. Il s'agit d'une source d'analyse indépendante et de conseils pour le secrétaire d'État. Ce poste a été créé en 1947 par George Kennan⁸⁷ à la demande du secrétaire d'État George C. Marshall,

Comme l'indique Nancy Mitchell, l'amitié entre Richard Moose, alors chef du bureau des affaires africaines et Tony Lake alors chef du département de planification a permis de faire avancer le dossier rhodésien. Moose imprimait sa marque et dirigerait les ambassadeurs sur le terrain alors que Lake exerçait une influence vers les échelons supérieurs⁸⁸.

iv. **The United States Foreign Service**

Le Service extérieur des États-Unis est placé sous l'autorité du Département d'État. Il est composé à l'heure actuelle d'environ 15 000 employés. Créée en 1924 par la loi Rogers, le Service extérieur fusionne les services consulaires et diplomatiques du gouvernement américain en une seule entité administrative.

En 1946, le Congrès à la demande du département d'État adopte une nouvelle loi sur le Service extérieur créant six catégories d'employés : chefs de mission, agents du Service extérieur, réservistes, personnel, "personnel étranger" (par la suite renommé Ressortissants du Service extérieur et plus tard du personnel engagé localement) et agents consulaires. La classe d'ambassadeur de carrière a été établie par une loi du Congrès du 5 août 1955, qui modifiait la loi sur le service extérieur de 1946. La nouvelle gestion du personnel mise en place n'a pas entièrement donné satisfaction et cela a entraîné une nouvelle révision de la loi.

La loi de 1980 est l'aboutissement de la réforme initiée par le secrétaire d'État adjoint Warren M. Christopher et sera mise en œuvre par le sous-secrétaire d'État au management Benjamin Read. Elle crée une catégorie supérieure de personnel du corps diplomatique avec une équivalence d'officier général. Le grade de Career Ambassador est l'équivalent de général d'armée (quatre étoiles aux États-Unis).

87 George Kennan était un diplomate et un historien américain. Il fut notamment ambassadeur en Yougoslavie

88 MITCHELL Nancy, Jimmy Carter in Africa race and the cold war, Sandford University Press 2016, p.531.

Section.2 The United States Mission to the United Nations (USUN)

En 1947, la mission américaine auprès des Nations Unies est créée par un acte du Congrès pour aider le président à mener la politique des États-Unis au sein de l'organisation internationale. Aujourd'hui, la mission compte environ 150 personnes qui représentent les intérêts politiques, économiques, sociaux, juridiques et militaires de leur pays.

La mission auprès des Nations Unies a eu une importance variable dans la définition de la politique étrangère américaine. De la même manière, les Nations Unies ont joué un rôle fluctuant mais souvent marginal dans le règlement de la situation en Afrique australe.

Un des plus emblématiques ambassadeur fut Andrew Young dont l'action a été déterminante dans les tentatives de règlement de la crise rhodésienne. Il fut néanmoins très déçu par le résultat des élections générales de 1979 qui ne réglèrent pas le fond du dossier et donna lieu aux résolutions 445 et 448 du Conseil de sécurité.

En 1977, l'ambassadeur auprès des Nations Unies avait effectué un déplacement de 18 jours en Afrique. Il s'agissait d'un des volets d'une nouvelle initiative américaine à destination des personnels en poste à l'étranger et des chefs d'états africains.

Dans son compte-rendu il indique qu'il pense que l'enceinte des Nations Unies est adaptée au développement d'une politique d'influence et au maintien du contact avec près de 50 pays indépendants d'Afrique⁸⁹.

Les États-Unis s'appuieront en quelques occasions sur l'organisation des Nations Unies. Il s'agit de l'indépendance namibienne, de l'accompagnement du retrait cubain et de l'appui à la mise en œuvre des accords de paix successifs en Angola.

De nombreuses séances du Conseil de sécurité furent consacrées à l'Afrique australe. A titre d'exemple, dans son rapport qui couvre la période du 16 juin 1989 au 15 juin 1990, on apprend que la Namibie a fait l'objet de dix⁹⁰ sessions du Conseil sur les cinquante-huit organisées durant la période. On apprend aussi que deux résolutions (640 et 643) sur les vingt-et-une votées concernent la Namibie. Le comité spécial du

89 Ambassador Young's African trip: *Hearing before the Subcommittee on African Affairs of the Committee on Foreign Relations, U.S. Senate, 95th Congress, 1st session, to receive a report from Ambassador Andrew Young on his recent trip to Africa and United States policy in the area.* June 6, 1977, p.3.

90 9 Sessions (2876 à 2882, 2886,2893) + 1 consacrée à l'admission d'un nouveau membre (Namibie)

Conseil de sécurité établi par la résolution 421, et traitant de l'Afrique du Sud s'est réuni en neuf occasions.

Au-delà de la mission diplomatique, il existe une structure militaire que l'on retrouve pour de nombreux pays dont tous les membres permanents du Conseil de sécurité. Le U.S. Mission's Military Staff Committee (MSC) accomplit deux missions au profit de la délégation américaine aux Nations Unies. La mission militaire représente le président du Comité des chefs d'état-major interarmées au sein du Comité d'état-major des Nations Unies.

Deuxièmement, le MSC conseille le représentant permanent des États-Unis et le personnel de la mission des États-Unis aux Nations Unies sur les aspects militaires et de sécurité des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Le Directeur des plans et des politiques du Joint Chiefs of Staff (J5) et constitue l'interface principale du Pentagone avec l'USUN.

Le Comité d'état-major des Nations Unies s'est réuni pour la première fois à Londres le 4 février 1946. Il se réunit en moyenne tous les quatorze jours et sa présidence est rotative pour une durée d'un mois parmi les P5⁹¹. A titre d'exemple, pour l'année 1979-80, le comité s'est réuni en 26 occasions et pour l'année 1989-1990, vingt-sept fois. Il s'agit donc d'une mécanique bien huilée mais qui a été longtemps paralysée par les blocages de l'organisation liés à la guerre froide.

Section.3 Le département d'État et la gestion de la situation en Afrique australe

Comme cela a déjà été évoqué, l'Afrique au début des années soixante-dix n'était pas une priorité américaine. Henri Kissinger a par exemple déclaré lors d'une réunion consacrée à la Guinée Bissau, « c'est vraiment ce dont le monde a besoin, un pays appelé Guinée-Bissau »⁹². Le même secrétaire d'État décrivait le bureau Afrique comme, « les missionnaires protestants à la retraite qui constituent notre bureau des Affaires Africaines »⁹³.

Voici quelques exemples de l'implication plus ou moins relative du département d'État dans la conduite de la politique africaine. Dans le cas de l'Angola, plusieurs documents indiquent que le département d'État n'était pas au courant des activités

91 Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

92 MITCHELL Nancy, *Jimmy Carter in Africa race and the cold war*, Sandford University Press 2016, p.28.

93 MITCHELL Nancy, Op.cit., p.51.

de la CIA et du soutien accordé à Holden Roberto du FNLA. L'Angola était pour beaucoup des membres du département d'État et de la CIA, une affaire africaine⁹⁴.

a) **La négociation en Rhodésie**

En 1977, avec l'arrivée au pouvoir de Jimmy Carter, les rapports se dégradent tant avec l'Afrique du Sud que la Rhodésie. Au mois de mars de cette même année, la Chambre des représentants annule l'amendement Byrd et rétablit l'embargo sur le chrome et le nickel rhodésien.

En octobre, une proposition conjointe anglo-américaine de règlement négocié est proposée par David Owen, Cyrus Vance et Andrew Young. Henry Richardson, expert du NSC sur l'Afrique a rapporté que Brzezinski a eu des interventions erratiques dans les négociations sur la Rhodésie. Robin Renwick du Foreign Office a indiqué « qu'il était qu'un enquiquineur, il ne s'est pas vraiment impliqué, il n'avait pas de politique africaine⁹⁵ ».

Section.4 **La diplomatie publique**

La voix de l'Amérique/USIA

Les États-Unis ont utilisé comme vecteur de leur politique des ressources variées dont des moyens d'information et de radiodiffusion. Il s'agit en premier lieu de l'Agence américaine d'information (USIA) qui a été créée en 1953 par le président Dwight D. Eisenhower. La mission de l'USIA était, « de comprendre, d'informer et d'influencer le public étranger en faisant la promotion de l'intérêt national et d'élargir le dialogue entre les Américains et les institutions américaines, et leurs homologues à l'étranger ».

Le second objectif était, de « rationaliser les programmes d'information du gouvernement des États-Unis à destination de l'étranger et de les rendre plus efficaces ». Cette agence disposait d'un budget qui dépassait le milliard de dollars par an, relayant les intérêts américains et essayant de réduire l'influence soviétique dans 150 pays. En 1999, cette agence sera dissoute et ses activités de radiodiffusion réorganisées.

94 BANKS Chuck, *covert action: an instrument of foreign policy*, Air War College, Maxwell Air Force Base, 1994, en ligne URL : <http://www.dtic.mil/dtic/tr/fulltext/u2/a280541.pdf> p.13 accédé le 19 mai 2013.

95 MITCHELL Nancy, *Jimmy Carter in Africa race and the cold war*, Sandford University Press 2016, p.250.

L'agence disposait d'un service radiophonique baptisé Voix de l'Amérique (VOA)⁹⁶. La radio a été créée en 1942 pour relayer les programmes de l'agence en anglais et dans certaines langues étrangères à l'extérieur du pays. En 1947, VOA a commencé à diffuser ses programmes à destination des citoyens soviétiques. Elle utilisera un vaste réseau de stations émettrices et augmentera son offre au gré des crises. Les émissions en arabe lors de la crise de Suez, en espagnol à destination de Cuba et en Dari et Pachtoun après l'invasion de l'Afghanistan.

En juillet 1976, le sénateur Charles Percy et le représentant Bella Abzug ont parrainé un projet de loi qui reprenait charte de la Voix de l'Amérique qui avait été écrite en 1960. Le président Gerald Ford a signé ce texte le 12 juillet 1976 dont voici les grands principes :

- la VOA servira de source d'information cohérente et autorisée ;
- les nouvelles de la VOA seront précises, objectives et complètes ;
- la VOA représentera l'Amérique, pas un segment de la société américaine, et présentera mais une projection équilibrée et complète d'idées et de pensées américaines pertinentes ;
- la VOA présentera les politiques des États-Unis de manière claire et efficace et présentera également les discussions et les opinions responsables sur ces politiques⁹⁷.

Le département d'État publie le Department of State Bulletin qui est un recueil de l'ensemble des déclarations officielles diplomatique. Celui-ci est publié par le Bureau of Public Affairs. Son objectif est de fournir au public, au Congrès et aux agences spécialisées des informations sur le développement de la politique étrangère américaine.

Par exemple, dans l'édition d'avril 1978, l'ambassadeur Andrew Young détaille l'action des États-Unis et du Royaume-Uni pour la Rhodésie⁹⁸. Dans la même édition, la tournée du secrétaire Vance en Afrique est relatée.

Conclusion

Administration multiséculaire, le Département d'État a peiné à trouver sa place au cours de la période considérée. Organisé autour du plus grand réseau diplomatique avec 270 ambassades et missions dans plus de 170 pays, cette administration est une

96 Voice of America (VOA).

97 Foreign Relations of the United States, 1977–1980, Volume XXVIII Organization and Management of Foreign Policy, p.544.

98 YOUNG Andrew, United Nations: Southern Rhodesia, Department of State Bulletin April 1978, p.56-58.

grande agence de renseignement. Au moment du déclenchement de la crise angolaise, ce réseau est quasiment aveugle.

D'une certaine lenteur face à l'accélération des crises, tiraillé entre les directions du Département d'État, la mission auprès des Nations Unies, sa capacité à influencer sur la prise de décisions s'est érodée. Le Bureau des affaires africaines est resté un acteur central de la politique américaine même si certains chefs de ce bureau ont été en conflit avec leurs secrétaires d'état, comme Kissinger notamment.

Contre les recommandations du personnel du Département d'Etat, le président Gerald Ford, à la demande du secrétaire d'État Kissinger, a décidé d'intervenir secrètement du côté de la FNLA. Kissinger a vu le conflit angolais uniquement en termes de politique mondiale et a été déterminé que les Soviétiques ne devraient pas être autorisés à s'aventurer dans une partie éloignée du monde sans être combattus militairement par les États-Unis⁹⁹.

Mû par une grande ambition, le département d'État a joué un rôle important dans le contrôle de l'armement et de la sécurité internationale. Il a été impliqué dans les questions relatives au désarmement chimique et nucléaire.

99 AMPONIN Kathleen F., Military intervention in sub-Saharan Africa, Naval Postgraduate School Monterey California, December 1997, p.70

Chapitre 4 Le Congrès des États-Unis

Comme déjà été évoqué la constitution américaine donne de très grandes responsabilités au pouvoir législatif dans la définition de la politique étrangère. Son influence a fluctué au cours des siècles. Depuis la création de la république jusqu'aux années 1930, le Congrès était le leader dans la conception de la politique et le gouvernement fédéral avait peu d'impact sur la nation et le monde¹⁰⁰. Dans les années 1930, Roosevelt, réaliste sur l'humeur isolationniste de son pays et peu enclin à l'interventionnisme, laissa le Congrès gérer la politique étrangère pendant que lui-même se concentrait sur la crise économique¹⁰¹.

À la fin des années 1960 que James W. Fulbright, sénateur démocrate de l'Arkansas, dénonce la passivité du pouvoir législatif qui se transforme en complaisance. Il déclare en jouant sur les termes de la Constitution, que le président se contente dorénavant d'obtenir le consentement du Sénat sans tenir compte de ses conseils, consent *without advice* ¹⁰². A l'occasion de la guerre du Vietnam, le Congrès redevient un acteur majeur de la construction de la politique étrangère américaine¹⁰³.

En 1978, le Sénat, à la majorité des deux tiers, a approuvé le nouveau statut du canal de Panama mais avec une seule voix d'avance au terme de débats. Il a fallu l'intervention personnelle du président pour obtenir ce résultat. Cet exemple illustre l'incroyable difficulté que le pouvoir exécutif a à influencer sur les décisions du pouvoir législatif. Ceci explique en partie la volonté de l'exécutif de conduire sa politique étrangère sans consulter ou rendre compte à minima au pouvoir législatif. Dans le cas du Panama, le Sénat a en effet introduit dans le texte des deux conventions deux amendements, dix réserves et onze déclarations interprétatives qui limitent la portée de l'engagement américain¹⁰⁴.

Autre exemple, le Congrès a autorisé en 1978 un programme d'assistance militaire à Israël, à l'Égypte et à l'Arabie Saoudite après qu'une partie des parlementaires aient tenté de bloquer ce projet par un *legislative veto*. Celui-ci a été repoussé mais en

100 GREENSTEIN Fred I., *The Qualities of Effective Presidents: An Overview from FDR to Bill Clinton*, *Presidential Studies Quarterly*, Vol. 30, No. 1, Mar 2000, p.178.

101 VERGNIOLLE DE CHANTAL François, *Les Etudes du CERI*, n° 200, décembre 2013, p.26.

102 J. W. Fulbright, *Congressional Record*, 31 juillet 1967 cité dans les *Etudes du CERI*, n° 200 - François Vergniolle de Chantal - décembre 2013 pp.26.

103 MANN Thomas, *Making foreign policy: President and Congress*, the brooking institution, Washington, 1990, p.1.

104 BROUILLET Alain, *Le rôle actif du Congrès aux États-Unis*, le monde diplomatique mai 1979.

contrepartie plusieurs amendement introduisant des limitations au pouvoir présidentiel ont été votées.

Le Congrès intervient en politique étrangère aussi par le biais des budgets. Il agit au travers de l'International Security Assistance Act et du Foreign Relations Authorization for Fiscal Year. Certaines années, le processus budgétaire a permis au Congrès de prendre une part importante dans la définition de la politique étrangère des États-Unis dans les domaines les plus divers. En 1978, la suspension des sanctions contre la Rhodésie, les relations avec la Chine et l'Union soviétique, l'aide à l'Ouganda, au Laos, au Cambodge et au Vietnam ont été approuvés par le Congrès.

En 1978, le Congrès a renouvelé l'interdiction générale de toute aide américaine aux états qui ne respectent pas les droits de la personne humaine, sauf si la poursuite de cette assistance va dans le sens de la défense de l'intérêt des États-Unis¹⁰⁵.

Le Congrès a fixé un plafond à la contribution américaine dans un certain nombre d'organisations internationales, réduit le montant global de l'aide américaine aux pays en voie de développement, et même limité le salaire de certains fonctionnaires américains du Fonds monétaire international.

Au cours des années 1977 et 1978, la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants a reçu neuf cent treize communications ou messages de la part de l'exécutif, elle s'est réunie deux cent dix-huit fois en séance plénière et cinq cent soixante fois en sous-comités. Elle a procédé à cent quarante-huit auditions et entendu 1 127 personnes¹⁰⁶

Troisième caractéristique de l'intervention du Congrès, elle lie l'exécutif sans le rendre totalement prisonnier de sa volonté. Les conditions imposées par le Congrès à l'action de la présidence sont toujours assorties de dérogations ou waivers qui laissent à la Maison-Blanche une importante liberté de manœuvre suivant les questions¹⁰⁷.

La procédure du veto législatif oblige l'exécutif à justifier devant le Congrès le bien-fondé de sa politique. Les explications données, les assurances fournies contribuent à rendre plus crédibles les orientations de la diplomatie américaine. Ce faisant, l'action du Congrès facilite l'éclosion d'un consensus national ¹⁰⁸qui soutient les interventions des États-Unis dans la politique mondiale.

105 BROUILLET Alain, Le rôle actif du Congrès aux États-Unis, le Monde diplomatique mai 1979, p.16.

106 Op.cit. BROUILLET Alain.

107 Op.cit. BROUILLET Alain.

108 FRYE Alton, Congress : The virtues of its vices , *Foreign Policy*, No. 3, Summer, 1971, p.108-125.

Le Sénat certes, a seule compétence pour autoriser la ratification des traités et confirmer la nomination des ambassadeurs. Mais la Chambre des représentants, à travers du *power of the purse*, son mot à dire à propos de toute mesure qui engage les finances des États-Unis.

Section.1 **Six types d'actions peuvent être initiées par le pouvoir législatif.**

Dans la continuité de ce qui a été dit dans la partie sur le président, voici les actions qui sont du ressort du pouvoir législatif.

a) **Emettre des résolutions et des déclarations de politique étrangère**

Chaque année, les membres du Congrès introduisent un grand nombre de résolutions simples ou simultanées indiquant la direction qu'il entend donner à la politique étrangère et de nombreuses résolutions de ce genre sont adoptées. Beaucoup d'observateurs sont sceptiques quant à l'efficacité de ces outils puisque ces résolutions ne sont pas juridiquement contraignantes et l'exécutif les ignore souvent dans la conduite de sa politique.

b) **Voter des directives législatives**

Le pouvoir exécutif encourage ce type d'initiative. Ainsi en 1991, le Congrès a pris l'initiative d'utiliser des fonds de la défense pour démanteler les armes nucléaires Soviétique et fournir le transport militaire pour l'aide humanitaire.

c) **Pression législative**

Parfois, le Congrès pousse le pouvoir exécutif à changer de direction en termes de politique étrangère en menaçant d'adopter une loi. Dans les années 1980 le Congrès a proposé une législation imposant des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. Le Congrès a poussé l'Administration Reagan à établir des sanctions économiques.

d) **Restrictions législatives /limitation de budget**

Le Congrès est le plus visible en politique étrangère lorsqu'il vote des législations qui mettent en places des interdictions ou des limitations à la liberté d'action du président dans ce domaine. Ces mesures sont régulièrement des amendements à des législations ou aux lois de finance auquel le président n'a pas pu mettre son veto.

L'utilisation des restrictions budgétaires ou des limitations est l'illustration classique du power of the purse donné par la Constitution.

e) **Informal advice**

Au début de l'année 1976, alors que les États-Unis fournissaient une aide clandestine à des factions qui luttaienent contre le gouvernement angolais soutenu par les troupes cubaines et avec l'assistance militaire soviétique, le Congrès a interdit tout type d'assistance à l'Angola sans son autorisation. L'amendement Clark sera finalement abandonné en 1985 après une tentative en 1981¹⁰⁹.

f) **Supervision par le Congrès**

Le Congrès modèle la politique étrangère au travers de mesures de supervision de la politique étrangère de l'exécutif. Cela consiste principalement en des auditions, des autorisations annuelles et le vote des budgets pour les branches de l'exécutif comme les comités du sénat et de la chambre, les agences du département d'État, le comité des Forces Armées et le comité du renseignement.

En conclusion, les pratiques illustrées dans ce rapport montrent que la politique étrangère américaine est un processus complexe. Les deux branches législatives et exécutives jouent un rôle différent mais elle se concurrencées en de multiples occasions.

Section.2 **Les rapports entre les pouvoirs exécutifs et législatifs**

Les rapports entre les deux pouvoirs ont évolué en fonction des périodes comme cela a déjà été expliqué. Sur le long terme, les présidents ont plus souvent imposé leur point de vue à la représentation nationale.

Le Sénat n'a jamais constitué un obstacle majeur pour le vote des traités : en plus de deux siècles, il a approuvé plus de 90 % de ceux qui lui ont été soumis, le plus souvent sans aucune condition¹¹⁰.

Dans les faits, une minorité de sénateurs, trente-quatre actuellement, est constitutionnellement dotée d'un droit de veto sur tout accord international. Une

109 Avant le passage de l'International Security and Development Cooperation Act (S 1196—P.L. 97–113), signé le 29 décembre 1981, l'Administration Reagan a été contrainte d'abandonner sa demande d'abrogation d'une loi interdisant l'aide secrète aux factions belligérantes en Angola afin que les démocrates au Congrès acceptent de lever les interdictions de vente d'armes contre l'Argentine et le Chili. Cité dans *Foreign Relations of the United States, 1981–1988, Volume XIII, Conflict in the South Atlantic, 1981–1984*, document 263. National Security Decision Directive 34, du 14 mai 1982.

110 VERGNIOLLE DE CHANTAL François Les Etudes du CERI - n° 200, décembre 2013, p.26.

disposition dont les conséquences ont été très souvent critiquées, notamment par les responsables de la diplomatie nationale.

John Hay, secrétaire d'État entre 1898 et 1905, a ainsi pu déclarer : « Un traité présenté devant le Sénat est comme un taureau rentrant dans l'arène : personne ne peut dire ni comment ni quand le coup de grâce sera donné – mais une chose est sûre, il ne sortira pas vivant de l'arène¹¹¹.

Au début des années 70, les réformateurs utilisaient de manière agressive les pouvoirs budgétaires du Congrès dans le domaine international¹¹².

a) **La faible efficacité du Congrès**

Dans le domaine de la politique étrangère, le Congrès a eu une efficacité réduite pendant de longues périodes de l'histoire américaine. Selon Thomas Meagher, quatre raisons expliquent le manque d'efficacité du Congrès à influencer sur la politique de sécurité nationale :

- la lenteur du processus en raison des délibérations et le fait que le Congrès se satisfasse du rôle du président en temps de crise ;
- la division des responsabilités car trente-neuf comités et cinquante-cinq sous-comités sont en charge des questions de sécurité ;
- les élus sont plus intéressés par les sujets affectant leur réélection. Devant la diversité des sujets à traiter, les parlementaires ne peuvent devenir des spécialistes de plusieurs sujets complexes.

Le Congrès s'est intéressé aux questions d'assistance militaire tout au long des années cinquante et soixante. En général les élus ont approuvé les besoins en coopération militaire au profit d'abord de l'Europe puis des pays asiatiques. Le Comité des forces armées a toujours répondu aux souhaits de l'exécutif.

Dans le domaine budgétaire, en 1974, le Congressional Budget Act donne des pouvoirs étendus au pouvoir législatif. Il crée le comité du budget du sénat et le Congressional budget office. Celui-ci donne au Congrès la capacité de disposer de ses propres experts pour estimer les coûts.

b) **Les succès de la branche législative**

111 VERGNIOLLE DE CHANTAL François, les Etudes du CERI, n° 200, décembre 2013, p.24.

112 JOHNSON Robert David, The Unintended Consequences of Congressional Reform: The Clark and Tunney Amendments and U.S. Policy toward Angola, *Diplomatic History* 27, 2003, p.218.

Dans le domaine de la politique de défense, le Congrès a bloqué la tentative de réinterprétation du traité ABM¹¹³ que le président Ronald Reagan souhaitait pour développer d'une nouvelle génération de missile¹¹⁴. Les parlementaires sont réticents à limiter les initiatives du président ou à proposer des initiatives par eux-mêmes.

Le Congrès génère relativement peu de propositions en politique étrangère, l'initiative en politique étrangère continue à résider à la Maison-Blanche¹¹⁵.

Le Congrès influence la politique étrangère par des moyens indirects tels que réactions anticipées, changement et le processus de décision du pouvoir exécutif. Ces moyens modestes ont permis d'influencer considérablement la politique étrangère américaine même si les victoires apparaissent comme des exceptions. Les avantages de la présidence ont été renforcés par l'arrêt de la cour suprême INS¹¹⁶ contre Chadha qui rend plus difficile un veto législatif pour d'annuler les décisions exécutives

Un document du NSC décrit la manière dont cet organisme considère les élus du Sénat et de la Chambre des représentants. Il s'agit en particulier d'un rapport de Madeleine Albright du 12 avril 1978. On y apprend que les comités SFRC¹¹⁷ et HIRC comptait cinquante-trois membres. Elle déclare que le Conseiller à la sécurité nationale ne peut avoir de relations avec l'ensemble de ces parlementaires ainsi que ceux des Comités des forces armées, des appropriations, du renseignement.

Elle estime que les parlementaires se considèrent comme des politiciens importants et qu'ils croient être en phase avec les aspirations du peuple américain. Elle classe les membres de ces institutions en trois groupes : les influents, les arrivants, ceux qui en vertu de leur ancienneté ou leur appartenance à un comité ne doivent pas être ignorés¹¹⁸.

Elle conseille pour entretenir des relations avec les parlementaires de recevoir les jeunes parlementaires en groupe jusqu'à cinq et les plus anciens ou les présidents de comité de manière individuelle. Brzezinski est favorable à les recevoir lors de petits déjeuner le mercredi matin de 8h30 à 9h45.

113 ABM: antiballistic missile

114 LINDSAY James. M, Congress and Foreign Policy: Why the hill Matters, *political Science Quarterly*, Vol 107, N°4, p.608.

115 LINDSAY James. M, Op.cit., p.609.

116 Immigration and Naturalization Service (INS) ; Service d'immigration et de naturalisation v. Chadha, 462 US 919 (1983), était un cas aux États-Unis de la Cour suprême décision en 1983, que celui -house veto législatif violé la séparation constitutionnelle des pouvoirs.

117 SFRC: Senate Foreign Relations Committee et HIRC: House International Relations Committee

118 Foreign Relations of the United-States, 1977-1980, Volume XXVIII, Organization and Management of Foreign Policy, Memorandum from Madeleine Albright of the National security council staff to the president's assistant for National Security Affairs (Brzezinski), p.46.

Elle dresse dans son document la liste des personnes que Brzezinski doit rencontrer. Il s'agit en premier lieu d'Alan Cranston, sénateur influent. Elle cite aussi le sénateur Church, Sam Nunn (D-GA) et John Danforth (R-MO) pour une éventuelle rencontre au sujet de l'engagement soviéto-cubain en Afrique. Il propose un entretien avec un groupe que Brzezinski a longtemps négligé. Il s'agit du groupe de représentants Maguire, Downey, Tsongas et Markey.

Le Sénat s'ancre donc au cœur de l'agencement institutionnel du pays, puisqu'il se situe à l'intersection des trois pouvoirs et empiète sur le terrain régalien par excellence, celui de la politique étrangère¹¹⁹.

c) La pratique en politique étrangère

Dans la pratique de la politique étrangère, plusieurs législations ont permis de dépasser le cadre traditionnel de la division entre démocrate et républicains et en ont changé le visage. Il s'agit en premier lieu de la résolution du sénateur Arthur H. Vandenberg, qui a permis l'intégration du pays dans le système de défense occidental. Cet accord passé entre démocrates et républicains avait pour objectif de permettre au gouvernement américain de conclure des alliances militaires en temps de paix.

Cet accord bipartisan durera pendant deux décennies s'appuyant sur un petit groupe de citoyens éduqués et une masse de citoyens inertes qui tolérait cette politique tant que cela semblait fonctionner. Ce modèle commencera à se fissurer après 1964 avec la guerre du Viêt-Nam et la polarisation idéologique. Cet accord n'a pas empêché les républicains de critiquer abondamment les démocrates sur des dossiers de politique étrangère comme la perte de la Chine.

Essayons maintenant de dégager les grandes tendances dans la relation président-Congrès au sujet de la politique étrangère et particulièrement de l'Afrique.

i. L'Amendement Byrd

En raison de la dépendance des États-Unis vis-à-vis de l'URSS pour l'approvisionnement en métaux stratégiques, l'amendement Byrd a été voté en 1971, pour permettre l'importation de chrome, ferrochrome, et nickel de Rhodésie en contradiction avec les sanctions imposées par les Nations Unies. Le texte baptisé du nom du sénateur Harry F. Byrd, Jr de Virginie crée une exception à l'U.S. Federal Strategic and Critical Materials Stock Piling Act.

119 VERGNIOLLE DE CHANTAL François, Les Etudes du CERI n° 200, décembre 2013, p18.

Le Congrès en passant cette législation a violé les lois internationales. Cet amendement fut déclaré en violation du droit international par Diggs V. Schultz en 1972 par une action judiciaire menée au nom du Black Congressional Caucus. Cette violation des engagements internationaux a malgré tout perduré jusqu'en 1977 date de son abolition par la nouvelle Administration Carter.

En 1974, le Congrès a deux sujets de prédilection, Il s'agit en premier lieu de faire annuler l'amendement Byrd et ensuite d'accroître l'aide aux pays africains qui stagne à des niveaux très modestes.

The Foreign Assistance Act of 1974 a demandé au président d'augmenter la part de l'Afrique pour les prêts et les subventions de l'Agence pour le développement international (AID) et de fournir aux pays en développement d'Afrique une part équitable de l'aide économique des États-Unis (art. 49)

¹²⁰.

En plus, le Foreign Assistance Act contenait une déclaration de politique étrangère du Congrès sur l'Afrique. L'un d'eux était une déclaration à l'égard de l'indépendance des Territoires portugais d'Angola, du Mozambique, de Guinée-Bissau, qui a appelé le président à prendre des mesures pour montrer le soutien américain à la transition pacifique de ces territoires pour l'indépendance (art. 50).

Autrefois, les membres du Congrès s'étaient opposés à la politique coloniale portugaise faisant valoir que les États-Unis avaient aidé le Portugal dans son effort de guerre dans les colonies en échange de l'utilisation de la base des Açores.

Section.3 Le Congrès et les différents présidents américains

a) L'action du Congrès durant la présidence Reagan

Son second mandat a été marqué par l'adoption du Comprehensive Anti Apartheid Act. Le CAAA représente un cas rare où la force populaire a donné lieu à l'établissement d'une position sur une question de politique étrangère qui a dépassé le Congrès, l'Administration et le reste de l'élite traitant de politique étrangère. La mobilisation contre l'apartheid a été massive et concertée par un certain nombre de lobbyistes et universitaires, agissant chacun comme des experts et comme mobilisateurs contre l'élite.

Robert Price écrivait :

120 Congress and Foreign Policy: 1974 Africa, *A Journal of Opinion*, Vol. 5 No. 1, Spring 1975, p.63-64.

Le fait que le Congrès américain était prêt à passer outre un veto présidentiel pour le Comprehensive Anti-Apartheid de 1986, qui nécessitait un nombre important de votes républicains, est un autre indicateur de mesure par lequel les politiciens américains perçoivent qu'une position en opposition avec Pretoria est politiquement essentielle¹²¹.

b) L'action du Congrès pendant la présidence Bush

En 1990, les parlementaires démocrates du Congrès profitant de la détérioration de l'image de Jonas Savimbi demandent la suspension de l'aide accordée à l'UNITA. Cette opposition se manifesta aussi au sein du comité du renseignement. Un vote pour limiter l'aide fut repoussé et une motion présentée par le représentant Robert Dellum fut repoussée. Un compromis fut néanmoins trouvé grâce à une proposition du représentant Steven Solarz. Elle prévoyait de retenir la moitié de l'aide votée au titre de 1991 pour de nouvelles discussions. Un ensemble de mesures complexes furent mises sur pied dont l'acceptation d'un cessez le feu par le gouvernement et la fin de l'aide par l'URSS.

Cette législation ne rentrera pas en vigueur pour différentes raisons dont le veto du président Bush relatif au Intelligence Authorization Act for Fiscal Year 1991. Même si ce texte n'avait pas un caractère extrêmement contraignant, cette bataille démontrait que le lobby pro-UNITA avait perdu du poids au Congrès.

Le président Bush sera le second président à remporter les élections avec à la fois les deux chambres entre les mains de l'opposition. Il recherchera des accords bipartisans avec les démocrates d'abord comme une vertu mais aussi comme une nécessité.

L'action de certains sénateurs a mis en danger les accords de New York¹²² qui concernaient le règlement de la question namibienne. Le sénateur démocrate Dennis De Concini, a par exemple demandé plus de détails sur la stratégie diplomatique utilisé pour promouvoir la réconciliation nationale en Angola et la fin de l'aide soviétique. Le républicain Jesse Helms voulait des garanties sur l'impartialité de l'ONU et sur la vérification du retrait des cubains. Les Nations Unies voulaient une force de 7500 hommes pour un coût annuel de sept cents millions de dollars, les

121 PRICE Robert M., *Africa in U.S. and Soviet Policy; Change and Opportunity, Issue: A Journal of Opinion*, Vol. 17, No. 1, Winter 1988, p.10.

122 Il s'agit de l'Accord signé Angola, Cuba et l'Afrique du Sud signé en décembre 1988, qui a accordé l'indépendance à la Namibie de l'Afrique du Sud et mis fin à la présence des troupes étrangères dans la guerre civile angolaise.

États-Unis insistèrent pour réduire les coûts à hauteur de quatre cent seize millions pour une force de 4650 hommes.

Les parlementaires notèrent aussi que les États-Unis allaient fournir plusieurs moyens de transport pour faciliter la mise en place du personnel et du matériel onusien. Ils obtinrent que la contribution américaine soit réduite de 25 millions de dollars.

Section.4 Les principales actions du Congrès au sujet de l'Afrique

Un constat d'abord :

La liste des questions de politique africaine sur lequel le Congrès a eu un impact est étonnamment grande. Il se sont d'abord opposés (1971), puis ont soutenu ensuite (1977) les sanctions américaines contre la Rhodésie, bloquant le soutien militaire américain et la fourniture de renseignement pour l'UNITA et le FNLA en Angola (1976-1986), restreignant les activités de l'Export-Import Bank des États-Unis (1978) et le financement du FMI à Afrique du Sud (1983) limitant de manière significative l'aide militaire américaine au Zaïre (fin 1985), mais triplant l'aide américaine pour lutter contre la famine en Afrique en 1985. Le plus frappant est la loi du Congrès baptisé Comprehensive Anti-apartheid Act de 1986, qui a imposé limitée des sanctions contre l'Afrique du Sud et a été adoptée malgré un veto présidentiel¹²³.

Voici les principaux actes que le Congrès a adopté pour régler certains des problèmes de l'Afrique.

On peut remonter en 1971, au sénateur Harry F. Byrd, Jr. de Virginie, qui a proposé un amendement au budget des Forces armées (P.L. 92-156) exemptant partiellement les États-Unis de la participation à des sanctions contre le gouvernement blanc gouvernant la Rhodésie. Le texte interdisait au président de mettre en œuvre l'embargo des Nations Unies sur les métaux stratégiques comme le chrome et le Nickel.

En 1976, l'amendement Clark Sec. 404 de l'acte de sécurité internationale de 1976 (P.L. 94-239, ultérieurement Sec. 118 of P.L. 96-533), interdisait l'aide à tous les groupes qui conduisaient des opérations militaires ou paramilitaires en Angola. L'interdiction peut être levée par une résolution commune. L'amendement a été parrainé par le sénateur Dick Clark, de l'Iowa. L'amendement a suivi une interdiction temporaire antérieure connue sous le nom de d'Amendement Tunney.

123 WILEY David.S, The United States Congress and Africanist Scholars, *Issue: A Journal of Opinion*, Vol. 19, No. 2, Summer, 1991, p.4.

En 1977, le Congrès a repoussé l'amendement Byrd mettant fin à son application pour la Rhodésie. En 1980, il crée l'African Development Foundation (P.L. 96-533) pour promouvoir le développement de petites structures ou d'organisations communautaires d'entraide. Le fond a commencé ses opérations en 1984.

En 1986, le pouvoir législatif américain vote le Comprehensive Anti-Apartheid Act (P.L. 99-440) en passant au-delà du veto du président Reagan. La loi établit des objectifs politiques pour les États-Unis en Afrique du Sud, impose un certain nombre de sanctions et prévoit des mesures positives pour améliorer la vie des Sud-africains noirs.

En 1990, les parlementaires américains créent le Development Fund for Africa (DFA), qui devient le chapitre 10 de la première partie du Foreign Assistance Act of 1961. Le DFA visait à protéger les niveaux d'aide en Afrique à la suite de la fin de la guerre froide.

En 1992, le Horn of Africa Recovery and Food Security Act (P.L. 103-274) est voté. La loi établit des objectifs politiques pour l'assistance américaine dans la Corne de l'Afrique et comprend des dispositions visant à promouvoir la démocratie.

En 1993, le Congrès s'intéresse à l'Afrique australe et vote le South African Democratic Transition Support Act of 1993 (P.L. 103-149) et engage les États-Unis à soutenir la consolidation de la démocratie en Afrique du Sud. En 1994, il s'agit de l'African Conflict Resolution Act (P.L. 103-381), qui autorise l'assistance américaine pour promouvoir la résolution pacifique des conflits africains.

Conclusion

Le Congrès a été en plusieurs occasions, un acteur de premier plan de la politique étrangère américaine. Il a tenté au début des années soixante-dix de réduire dans la pratique le rôle du président dans ce domaine. Un des actes les plus importants votés par le pouvoir législatif fut le War Powers Act de 1973. Aucun de ces efforts n'a permis d'écarter le président du poste pivot de coordonnateur de la politique extérieure.

Le professeur de sciences politiques Jerel A. Rosati pouvait écrire le War Powers Act a tenté de redresser le rôle historique du président américain dans le domaine de la guerre en imposant des consultations présidentielles avant l'envoi de troupes, en

imposant des compte rendus réguliers en cas d'engagement de ces troupes et une action du Congrès si les troupes se trouvent en situation hostile¹²⁴.

Le Congrès a empêché l'Administration de fournir un appui aux rebelles angolais au travers de l'amendement Clark et a retardé son retrait au moment de l'arrivée aux affaires de Ronald Reagan. Néanmoins la cour suprême, s'est souvent rangée du côté du président lorsqu'il y avait des conflits avec le Congrès.

Les représentants du peuple américains s'estiment tenus à l'écart des décisions de politique étrangère mais ils ont une position privilégiée en comparaison de plusieurs pays démocratiques. Il convient aussi de mettre en avant le rôle central des commissions du Congrès américain. Celles-ci qui ont pris de l'ampleur au cours des années soixante-dix. Celles-ci ont mené un travail de fond et de qualité qui permet des années après d'avoir accès à une information pertinente. Dans le cas présent, on peut mettre en avant les deux Comités sur les relations internationales et ceux sur le renseignement créés en 1976 et 1977.

Charles Philippe David écrit dans son livre la politique étrangère des États-Unis :

*Aucun pays ne réserve un tel rôle au pouvoir législatif et à la société civile dans la définition de sa politique étrangère. Dès lors le péril est bien celui de l'incohérence, celui d'une diplomatie ballottée entre considérations locales et catégorielles contradictoires, entre intérêts particuliers irréconciliables...*¹²⁵ .

124 ROSATI Jerel A, *Chapter 11, Congress and Interbranch Politics, The Politics of United States Foreign Policy*, Belmont, CA Wadsworth/Thomson Learning, 2004, p.314.

125 DAVID Charles-Philippe, *la politique étrangère des États-Unis, fondements, acteurs, formulation*, les presses Sciences-Po, 2015, p.251.

Titre 2. Les acteurs militaires

Chapitre 1 **Les acteurs militaires de la politique étrangère américaine.**

Les militaires ont exercé une influence sur les choix politiques liés à l'Afrique australe. Ils ont régulièrement fait valoir leur inquiétude concernant la base des Açores et la nécessité de garder le contrôle de la route du Cap de Bonne-Espérance. Dans la logique de la guerre froide, toutes les actions qui affaiblissaient l'ennemi devaient être exploitées.

Le plus important fut entre 1961 et 1974 l'appui au Portugal dans sa lutte contre les mouvements de libération. En Afrique du Sud, le soutien américain ne s'arrêtera officiellement qu'avec la mise en œuvre d'un embargo sur l'armement à partir de 1964. La vente d'équipements civils restera autorisée et permettra indirectement d'appuyer l'effort de guerre du pays. A partir de 1967, l'US Navy évitera les ports sud-africains pour ses escales.

La solution militaire ne sera jamais sérieusement envisagée pour contrebalancer les actions des soviéto-cubains en Angola et dans le reste de l'Afrique. Les actions clandestines, l'utilisation de mercenaires sera le mode d'action le plus couramment utilisé avec l'appui de quelques personnels militaires américains.

Pour préserver leurs intérêts, les militaires américains avec l'appui des différentes Administrations n'hésiteront pas à faire appel à leurs alliés. Il s'agit en premier lieu des pays occidentaux comme la France, le Royaume-Uni et dans une moindre mesure de la République Fédérale d'Allemagne. Israël, l'Arabie Saoudite, le Maroc et le Zaïre qui seront à divers niveaux impliqués dans des actions de soutien au profit de l'appareil militaire américains.

Les tentatives de coordination des armées sont assez anciennes. Une commission mixte de l'armée de terre et de la marine, Joint Board of the Army and Navy, a été créée en 1903 par le président Théodore Roosevelt comme première tentative d'utiliser pour coordonner les actions de l'Armée et de la Marine. Durant les années 1920 et 1930, le Congrès a réalisé plusieurs études motivées par la fiscalité visant à réorganiser la branche administrative du gouvernement.

Un rapport d'un comité conjoint du Congrès en juin 1924 a recommandé qu'un ministère de la Défense soit formé avec un seul cabinet. Aucune mesure n'a été prise sur les bases de ce rapport. Au cours de la seconde guerre mondiale, après l'entrée en guerre des États Unis, le président américain et le premier ministre britannique

créent une structure de commandement unifié baptisée Combined Chiefs of Staff (CCS).

Les représentants américains à cet organe de commandement sont les chefs d'état-major de l'armée de terre, de la marine et des forces aériennes de l'armée de terre¹²⁶. Le 6 juillet 1942, un nouveau membre est ajouté en la personne de l'amiral Leahy, qui est le chef d'état-major particulier du président. Celui-ci prend la tête de l'Unified High Command qui deviendra plus tard, le Joint Chiefs of Staff construit sur le modèle britannique du British Chiefs of Staff Committee. Initialement il ne s'agit qu'un arrangement informel sans pouvoir légaux¹²⁷. Au cours de la seconde guerre mondiale, soixante-quinze organismes interarmées avaient été mis sur pied pour coordonner l'effort de guerre.

Le National Security Act de 1947 a été le premier d'une série d'actions législatives visant à unifier l'action des différents départements militaires. Il crée le National Military Establishment (NME), dirigé par le secrétaire à la Défense. Le Département de l'USAF est mis en place 18 septembre 1947. Cette réforme place la force aérienne au rang des Departments of the Army and Navy. Le président Harry S. Truman a signé la Loi sur la sécurité nationale de 1947 (P.L. 80-235, 61 Stat 496) le 26 juillet 1947.

Cette législation a nécessité plus d'un an de discussion et la plupart de ces dispositions ont suscité de vives discussions au sein du pouvoir exécutif et du Congrès. Plusieurs compromis ont été atteints pour que la loi puisse être adoptée. Ces compromis auront des implications de grande portée pour la communauté du renseignement.

Les trois secrétaires des départements militaires (y compris le secrétaire de l'armée de l'air nouvellement formée) conservaient leurs pouvoirs, sous réserve seulement que le secrétaire à la défense exerce la direction générale, l'autorité et le contrôle. Au cours de cette phase naissante du NSC, les entités militaires sont bien représentées en occupant quatre des sept sièges de cette organisation.

Ce texte a réorganisé et modernisé les forces armées américaines, la politique étrangère, et la communauté du renseignement. Il a créé un grand nombre d'institutions que les présidents successifs trouveront utiles pour la formulation et la mise en œuvre la politique étrangère. Initialement, chacun des trois secrétaires de

126 United States Army Air Force

127 DREA Edward J., COLE Ronald H., POOLE Walter S., SCHNABEL James F., WATSON Robert J., WEBB Willard J., History of the Unified Command Plan 1946–2012, en ligne URL: http://www.jcs.mil/Portals/36/Documents/History/Institutional/Command_Plan.pdf, p.13. accédé le 18 septembre 2017.

service a maintenu le statut de quasi-cabinet, mais la loi a été amendée le 10 août 1949 pour officialiser leur subordination au secrétaire à la Défense. Dans le même temps, le NME a été rebaptisé le Ministère de la Défense.

Dans le domaine du renseignement, la loi de 1947 a entériné la création par le président Truman du poste de directeur du Centre de renseignement (DCI) en 1946 et a transformé le Central Intelligence Group en la première agence nationale de renseignement en temps de paix. La loi a pris en compte les craintes de certains au sujet de menaces qui auraient pu peser sur les libertés civiles. La loi établit une délimitation claire entre renseignement à l'extérieur du pays et renseignement domestique qui échoit au Federal Bureau of Investigation (FBI).

Le 23 janvier 1946 ; l'amiral Sidney William Souers devient le Director of Central Intelligence, et chef du Central Intelligence Group. Le CIG grandit rapidement et gagne une autonomie organisationnelle. L'Administration Truman a investi sur deux missions stratégiques de base, l'alerte stratégique et la coordination des opérations clandestines¹²⁸. Plusieurs marqueurs historiques balisent la voie qui a conduit à l'adaptation des structures. On peut inclure des documents tels que le rapport du Conseil de sécurité nationale dénommé (NSC-68).

Section.1 **L'organisation du haut commandement**

Depuis 1947, le secrétaire à la Défense est le principal conseiller du président pour toutes les questions relatives à la défense nationale. Il est responsable pour l'efficacité, et l'organisation, la conduite des opérations financières tout en ayant une autorité de direction et de supervision des autres départements militaires. Le National Command Authorities (NCA) ⁴ comprend le président des États-Unis, en sa qualité de commandant en chef, le secrétaire à la Défense. La chaîne de commandement va du président au secrétaire à la Défense aux chefs de l'état-major interarmées, aux commandements unifiés et spécialisés.

a) **Le poste de secrétaire à la Défense**

En 1949 l'établissement national militaire est devenu le département de la défense grâce à un amendement à l'acte de sécurité nationale. Cet amendement a accru les pouvoirs du secrétaire à la Défense en diminuant ceux des différents départements et

128 WERNER Michael, *The Creation of the Central Intelligence Group*, disponible sur <https://www.cia.gov/library/center-for-the-study-of-intelligence/kent-csi/vol39no5/pdf/v39i5a13p.pdf> accédé le 25 mars 2017.

en donnant plus de pouvoir au président du Comité des chefs d'état-major interarmées.

L'objectif était de fédérer sous l'autorité commune du secrétaire à la Défense, chaque département militaire. Le secrétaire d'État assure le contrôle civil de l'ensemble des moyens mis à disposition des commandements unifiés combattants. Le but est d'éviter les duplications, de mutualiser les moyens dans la recherche et l'administration.

Le président Eisenhower en raison de son passé militaire était un adepte de la centralisation dans ce domaine. En 1953 et 1958, deux actes législatifs consolidèrent l'autorité du secrétaire à la Défense. Le 6 août 1958, le président Eisenhower signe et promulgue le Defense Reorganization Act, qui accroît le contrôle du département de la défense sur les questions de diplomatie. En vertu de cette loi, les relations au sein du ministère ont été simplifiées tout en conservant les départements de chaque armée. La loi a transféré le pouvoir décisionnel au profit du président du Comité et au secrétaire à la Défense. Au cours des années soixante et soixante-dix, les secrétaires à la défense furent puissants en comparaison du CJCS¹²⁹ qui fonctionnait sous la forme d'un comité. Cette période a été marquée par les années Mc Namara.

b) National Military Command structure

L'établissement militaire a été fondé en 1947 aux termes du National Security Act. La création de cet organisme visant à rationaliser la sécurité nationale en nommant un secrétaire à la Défense. La législation créait un établissement militaire national, un Département de l'Armée, un Département de la Marine et un Département de l'Armée de l'Air. L'Établissement Militaire National assure la coordination avec les autres ministères et organismes du gouvernement concernés par la sécurité nationale.

Les services du ministère de la défense sont installés dans l'immeuble de bureau de de cinq étages, inauguré le 15 janvier 1943, et qui se situe à Arlington en Virginie, près de Washington. Il s'agit du Pentagone qui deviendra le symbole de la puissance militaire américaine.

i. Chairman of the Joint Chiefs of Staff (CJCS)

Le président du Comité des chefs d'état-major interarmées (CJCS) est le militaire le plus gradé de l'armée des États-Unis. Il s'agit d'un général quatre étoiles¹³⁰ d'une des

129 Chairman of the Joint Chiefs of Staff

130 Ce grade correspond en France à l'appellation de général d'armée.

trois armées. Le fait que le JCS ne dispose pas de fonction de commandement a été prévu par le Congrès pour éviter que l'état-major général ne dispose de pouvoirs étendus. Il s'agissait de ne pas reproduire la situation dans laquelle se l'état-major général allemand durant les deux guerres mondiales.

Le comité est le principal conseiller militaire du secrétaire d'État pour la direction opérationnelle des Forces. Les commandants fonctionnels et régionaux consultent le Comité des chefs d'état-major interarmées avant de s'adresser au secrétaire à la Défense. Les commandants ne participent pas aux réunions du Conseil de sécurité sauf s'ils y sont conviés par le président ou le conseiller à la sécurité nationale. Le président du Comité représente les commandements lors des réunions du NSC. Le chairman est le lien entre le NCA et les commandements opérationnels.

Le Comité est étroitement associé à la conduite de la politique étrangère des États-Unis. Le comité et l'état-major interarmées reçoivent les mémorandums du NSC et les distribuent au sein des différents bureaux. Dans un document déclassifié¹³¹ du 27 janvier 1987, qui accompagne la diffusion de la NSSD3¹³², on trouve une liste de distribution. Celle-ci comporte le CJCS, les chefs d'état-major, le Commandant des Marines et l'état-major interarmées¹³³.

Dans le mémorandum du 23 décembre 1987, qui accompagne le NSDD 274, sur l'Angola la liste de distribution comporte les entités suivantes : le chairman, le vice chairman, les chefs d'état-major, le commandant des Marines, l'état-major interarmées et le Commandant en chef pour l'Europe.

ii. Vice Chairman of the Joint Chiefs of Staff

La loi de 1986 a créé la position du vice-président au sein du comité des CEM. Celui-ci remplit les missions que le chairman veut lui confier. Il est le deuxième membre dans la hiérarchie des forces armées et remplace le Président pendant son absence ou en cas d'incapacité. Bien qu'il n'ait pas été à l'origine inclus en tant que membre du JCS, la section 911 de la loi d'autorisation de défense nationale de 1993 a investi le vice-président avec un droit de vote au sein de l'instance.

L'adaptation des structures militaires

131 Déclassifié le 10/08/1996.

132 Document qui traite de l'Afrique Australe.

133 Director Joint Staff (directeur de l'EM), director J4(division logistique), director J5 (division planification), director DIA (Defense Intelligence Agency).

Plusieurs marqueurs historiques balisent la voie qui a conduit à l'adaptation des structures. On peut inclure des documents tels que le rapport du Conseil de sécurité nationale baptisé (NSC-68). Celui-ci a brossé les grandes lignes de la politique américaine de l'époque de la guerre froide.

En septembre 1977, le président Carter a demandé au secrétaire à la Défense une étude sur la réorganisation du MMCS. Le principe de base est que chaque armée organise entraîne et équipe leurs forces sans tenir de rôle opérationnel. Les forces ainsi préparées sont placés sous l'autorité des Commandements Unifiés et Spécifiques.

Les commandements unifiés

Les commandements géographiques alliés apparaissent durant la seconde guerre mondiale. Le plan Unified Command est mis sur pied en 1946 après que le chef des opérations navales (CNO) ait considéré que les structures en place en répondaient pas au besoin d'unité de commandement notamment dans la zone Pacifique. Après de nombreux débat et compromis le Président Truman approuve le Outline Command Plan qui prévoit sept commandements comme solution temporaire pour l'immédiat après-guerre. Les sept commandements étaient le Far-East Command, Pacific Command, Alaskan Command, Northeast Command, Atlantic Fleet, Caribbean Command et European Command.

Les premiers commandements américains sont créés en 1947 en application de la nouvelle législation. La mise en place du système de commandement unifié signifie que les États-Unis ont envisagé dès cette période avoir des responsabilités planétaires.

The National Security Act of 1947 a également confié au comité des chefs d'état-major (JCS) la responsabilité d'établir des commandements unifiés dans des "domaines stratégiques" sous réserve de l'approbation du Président et du secrétaire à la Défense.

A la mise en place de ce dispositif, l'Afrique n'a pas de commandement dédié car elle est en grande partie colonisée par des pays européens. Le continent est donc pris en compte par deux grands commandements. Il s'agit d'EUCOM et LANTCOM. Le commandement européen possède la particularité d'avoir la double casquette de NATO Supreme Allied Commander (SACEUR). Il existe un commandement de l'atlantique dont le commandant est baptisé LANTCOM dont le commandant est SACLANT, Supreme Allied Commander Atlantic. Ce commandement a en charge notamment l'Atlantique sud qui baigne les côtes de l'Afrique australe et qui constitue au milieu des années 75, une zone stratégique. Dans un câble du 9 février 1976, la

représentation américaine à l'OTAN rend compte des travaux de planification envisagés pour garantir la libre circulation maritime dans l'Atlantique Sud.

Durant les années 80, plusieurs commandements sont créés en raison de l'émergence de zones de crise. Il s'agit de l'United States Southern Command (USSOUTHCOM) basé à Doral en Floride et créé le 6 juin 1983. Le commandement le plus important sera l'United States Central Command (USCENTCOM) créée en 1983. L'U.S. Central Command succéda à la Force de déploiement rapide (Rapid Deployment Forces) créée en 1980. Il englobe l'Égypte, la péninsule arabique, l'Afghanistan et les anciennes républiques soviétiques jusqu'au Kazakhstan.

iii. **Les prérogatives du Commandant en chef Unifié**

Au cours de l'évolution de ces structures, l'appellation est devenue Combattant command (COCOM). Chaque commandement est placé sous l'autorité d'un général quatre étoiles, proposé par le secrétaire à la Défense, nommé par le président et devant être confirmé par le Sénat. Ces officiers ont le même grade que le président du Comité des chefs d'état-major interarmées.

Le commandement a un rôle à la fois militaire et diplomatique. Dans leurs zones de responsabilité les officiers généraux ont un rôle pour l'assistance de sécurité au profit des états de la zone. Ils sont les défenseurs des intérêts militaires américains dans leurs zones de responsabilité. Ils disposent au sein de leur état-major de diplomates chevronnés qui servent de POLAD¹³⁴. Le dispositif sera achevé avec la création d'AFRICOM. Certains historiens ont émis l'idée que l'existence de ces commandements avait militarisé la politique étrangère américaine.

La qualité des officiers faisant partie de l'état-major interarmées a parfois été mise en doute. Les armées étaient réticentes à envoyer leurs plus brillants officiers parce qu'ils croyaient que ces officiers prometteurs devaient gagner le maximum d'expérience sur le terrain. Les officiers de l'Armée de terre et de la Marine devaient commander des unités de combat, les officiers de la Marine des navires.

iv. **Représentation au Conseil de sécurité nationale**

Tout le travail préparatoire est effectué par l'Office of the Secretary of Defense et son département à la politique de défense. Ce département placé sous l'autorité du sous-secrétaire à la politique de Défense, conseille le secrétaire en matière de politique de défense. Ce poste a été créé par le président Jimmy Carter et le premier titulaire est

134 POLAD : political advisor

entré en fonction en août 1978. Sa mission est de fournir des conseils politiques perspicaces en appui au secrétaire à la Défense et au département en conjonction avec les objectifs de sécurité nationale.

Le J5 de l'état-major interarmées est l'organisme en charge de préparer les travaux de planification en réponse aux crises auquel a dû faire face le NSC. Selon la formule: The director J5 is responsible for appropriate action by the OJCS¹³⁵.

Les militaires dans le dialogue inter agences.

Les militaires hésitent à parler dans cette enceinte pour ne pas engager la position du JCS et certains militaires peuvent être intimidés par des personnages politiques de haut niveau. Le commandement militaire américain n'apprécie pas que les officiers s'expriment sur des sujets qui ne sont pas purement d'ordre militaire. Ils pensent que les officiers apportent une perspective stratégique qui peut aider à clarifier les hypothèses, identifier les conflits d'intérêts et soulever les questions sur les effets des politiques proposées.

Il existe ainsi des tensions au sein du NSC et en 1990, le CJCS a été rappelé à l'ordre.

Un autre exemple des discours différents s'est produit pendant les discussions initiales en août 1990 après que l'Irak ait envahi le Koweït. Après une réunion avec le président, le secrétaire à la Défense Cheney a critiqué le Général Powell, alors CJCS, pour avoir exprimé une opinion que le secrétaire avait perçue comme un conseil politique. » Colin, » a-t'il dit « vous êtes le Président du comité des chefs d'état-major. Vous n'êtes pas secrétaire d'Etat. Vous n'êtes plus le conseiller à la sécurité nationale. Et vous n'êtes pas Secrétaire à la Défense. Ainsi cantonnez-vous aux sujets militaires.

Il faut néanmoins que les militaires donnent un avis sur les questions militaires car la majorité du personnel du NSC ne dispose pas d'expérience des opérations. Le Département de la Défense joue un rôle actif lors des réunions d'agence intermédiaire qui modèlent la situation stratégique dans beaucoup de régions du monde. Le Département à la tâche de s'assurer que la politique et les ressources du gouvernement américain sont en juste proportion coordonnées façonner l'environnement et pour obtenir des résultats favorables aux intérêts d'États-Unis.

Section.2 La participation des forces armées aux opérations clandestines

135 Lettre de transmission de la NSDD3, JCS

Avant de traiter des opérations clandestines, il convient de revenir succinctement sur la montée des forces spéciales américaines. Elles deviendront un des outils préférés de l'Administration et leur origine remonte aux années soixante. Mais c'est au milieu des années 70, à mesure que la menace du terrorisme augmentait que les dirigeants du Pentagone créèrent une unité inspirée du Special Air Service britannique, baptisée Delta Force.

Après l'échec de l'opération Eagle Claw, tentative de sauvetage des otages à l'ambassade américaine en Iran en 1980, une commission d'enquête présidée par l'amiral James L. Holloway III, met en évidence le manque de coordination interservices comme un des facteurs importants dans l'échec de la mission. Le 16 avril 1987, le commandement des opérations spéciales, United States Special Operations Command (USSOCOM), est créé pour fédérer les unités spécialisées des différentes armées. En Afrique, les forces spéciales s'illustrèrent notamment en Somalie en 1992 et dans de nombreuses opérations d'évacuation de ressortissants.

En 1985, le Pentagone s'intéressa particulièrement à la base de Kamina. Celle-ci avait servi pour le soutien de la force des Nations Unies dans les années soixante. Isolé dans la forêt du Zaïre, la base disposait de deux pistes de 3000 mètres. Le général Richard Lawson, adjoint au commandant en chef en Europe, effectua une inspection du site. Selon des premières reconnaissances, le coût de la réhabilitation de la base s'élevait à un montant compris entre soixante et cent millions de dollars. Le projet de rénovation de cette base ne se fera pas en raison l'opposition du CJCS. Il est à noter que la CIA ne souhaitait pas du tout partager cette installation avec le ministère de la défense.

En 1988, alors que les discussions de paix avançaient entre angolais et sud-africains, les États-Unis conduisirent l'exercice Flintlock 88 avec l'armée zaïroise. Il semble que cette activité ait été utilisée pour mettre en place les camps de l'UNITA. Un AWACS¹³⁶ américain aurait effectué des vols le long de la frontière pour identifier le dispositif militaire angolais. Le Pentagone n'a jamais confirmé ou infirmé ces informations.

Les militaires américains sont intervenus dans les décisions de livraison d'équipements. Dans le cas de la situation angolaise :

136 AWACS : Airborne Warning and Control System ou en français système de détection et de commandement aéroporté. Le système de guet radar est monté sur avion dérivé du Boeing 707.

Le département de la défense a signalé que la vente de Redeye¹³⁷, que les français avaient demandé, créerait des problèmes de transfert, sans parler de l'amendement Clark¹³⁸.

Les aviateurs américains ont en plusieurs occasions appuyé les opérations en Afrique centrale et Australe. On peut se rappeler de l'appui de l'US Air Force pour les interventions belges et françaises au Zaïre. Il s'agit aussi du soutien aux opérations de la force du Commonwealth en Rhodésie.

Le département de la défense pourra utiliser des aéronefs de l'US Air Force pour transporter un à deux bataillons de troupes de maintien de la paix d'autres nations en Rhodésie et fournir ensuite un transport logistique¹³⁹.

En Namibie et plus tard en Angola, des avions et des équipages américains prendront part tant au déploiement des forces onusiennes ainsi qu'à l'appui aux opérations de vote des populations.

Section.3 Les tentatives de réorganisation du haut commandement américain

Plusieurs réformes de l'organisation militaire furent mises en place durant les années soixante-dix et quatre-vingt. Une réorganisation initiée en 1979 eut pour résultat principal de créer le poste de directeur de l'état-major interarmées (Director of the Joint Staff), de renforcer la position du secrétaire à la Défense, d'enlever les secrétaires d'armées de la chaîne opérationnelle. Avant la réorganisation du Goldwater-Nichols DOD Réorganisation Act de 1986, la chaîne de commandement militaire partait du Président via le secrétaire à la Défense jusqu'aux commandements unifiés.

Les différents rapports parlementaires avaient mis en avant au cours des années écoulées de fortes déficiences et des échecs liées à une communication interarmées défaillante durant le conflit du Viêt-Nam et durant la mission de sauvetage des otages en Iran. L'intervention sur l'île de Grenade avait aussi montré des lacunes dans sa planification et la préparation de l'emploi des forces militaires américaines en cas de crise.

137 Missile américain sol-air courte portée à tête infrarouge.

138 Foreign Relations, 1977–1980, Volume XVI Southern Africa, Summary of Conclusions of Special Coordination Committee Meeting; Washington, May 15, 1978, p.51.

139 Foreign Relations, 1977–1980, Volume XVI, Southern Africa, doc 161 Memorandum from Acting Secretary of State Christopher to President Carter; Washington, June 29 1977.

Le constat était le suivant :

- une qualité de conseil militaire insuffisante à destination de l'autorité du commandement national, le rôle relativement inefficace du Comité des chefs d'état-major interarmées (JCS);
- les responsabilités peu claires et le manque d'autorité des commandants de théâtre unifié et spécialisés ;
- des pratiques administratives inefficaces selon le rapport du Comité des forces armées du Sénat.

Élu en 1981 le Président Ronald Reagan décide d'accroître les effectifs des forces armées américaines et de moderniser ses équipements. A cette période de nombreux rapports font état d'aberration dans la politique d'acquisition du Pentagone. Il installe la commission Packard dont l'objectif est d'étudier les politiques d'acquisition et de management.

La Commission a fait plusieurs recommandations et propose que les crédits de la défense soient votés par le Congrès des États- Unis pour une période de deux ans plutôt qu'annuellement. Il milite pour la création d'un poste de sous-secrétaire de la Défense pour l'acquisition et la mise en place d'une hiérarchie claire en charge des acquisitions dans chacun des services. Elle propose que les commandants de théâtre rendent compte directement au Secrétaire de la Défense par l'intermédiaire du CJCS dont les pouvoirs devraient être renforcés.

Bon nombre des recommandations de la Commission ont été utilisées lorsque le Congrès a réformé le Joint Chiefs of Staff system en 1986 avec le Goldwater-Nichols Act.

Le Goldwater-Nichols Act¹⁴⁰ est une loi du Congrès des États-Unis votée en 1986 qui réorganise en profondeur le département de la Défense des États-Unis, en fixant le processus de commandement lors des opérations militaires engagées par le département de la Défense. L'ordre initial émane du président des États-Unis via le Secrétaire de la Défense et s'adresse directement aux commandants interarmées de combat¹⁴¹. Le Comité des chefs d'état-major interarmées a simplement un rôle de conseil.

Le Goldwater-Nichols Act de 1986 a complètement réorganisé la structure de commandement des forces armées avec le changement d'organisation le plus important depuis la création de l'US Air Force en tant qu'entité indépendante en

140 Son libellé complet est : Goldwater-Nichols Department of Defense Reorganization Act de 1986 - PL 99-433. Elle doit son nom au sénateur Barry Goldwater et au député Bill Nichols qui l'ont présentée.

141 Unified Combatant Commanders ou commandements unifiés

1947 et le National Security Act de la même année. Le Goldwater-Nichols Act a été voté par 383 voix contre 27 par la Chambre des représentants et par 95 voix contre aucune au Sénat. La loi a été signée par le président Ronald Reagan le 1^{er} octobre 1986.

Conclusion

Les militaires américains ont contribué à la définition de la politique étrangère des États-Unis dans l'ensemble des régions du monde. En Afrique australe, leur influence a longtemps donné le ton de celle-ci même s'ils ne sont jamais intervenus de manière massive. La préservation de la liberté de circulation par le Cap de Bonne-Espérance et la continuité des approvisionnements pétroliers en raison de la fermeture du canal de Suez ont constitué les lignes maîtresses. Les militaires américains avaient une sympathie plutôt prononcée pour les militaires sud-africains qui ont mené au nom de l'occident un combat retardateur en Angola à la suite de la non-intervention officielle des États-Unis.

En réponse à l'émergence de l'Afrique en tant que continent autonome, le Commandement des États-Unis pour l'Afrique, AFRICOM a été officiellement créé en 2008 pour coordonner toutes les activités militaires et sécuritaires sur le continent.

La création de ce commandement est le résultat des 30 dernières années d'évolution de la politique américaine dans ce domaine. Il est l'un des neuf Unified Combatant Commands américains. Le commandement est installé dans la région de Stuttgart en Allemagne car aucun pays africain n'a souhaité accueillir sur son sol. Ce commandement est novateur car il intègre plus de 30 représentants de 10 agences fédérales dont la plupart sont liées au développement ou aux actions civilo-militaires.

Titre 3. L'opinion publique

Chapitre 1 La communauté afro-américaine et son influence

Section.1 **Pourquoi les États-Unis devraient 'il s'intéresser à l'Afrique ?**

Les États-Unis se sont intéressés à l'Europe car ce continent représentait pour la majorité d'entre eux la maison de leurs ancêtres. Après les destructions de la seconde guerre mondiale, ils se sont de nouveau portés au secours de ce continent. Les américains d'origine africaine qui représentent 13% de la population ont-ils la même compassion pour la terre de leurs ancêtres. Les juifs américains avec une population moindre ont réussi à faire obtenir annuellement trois milliards de dollars d'aide à l'état d'Israël¹.

Depuis toujours, les noirs ont non seulement fait preuve d'un vif intérêt à l'égard de l'Afrique, mais se sont également mobilisés pour influencer sur les politiques qui y étaient menées. Cependant pour de nombreuses raisons, leurs actions n'ont pas été très efficaces².

La participation des groupes d'intérêt aux affaires politiques a augmenté de manière importante dans les années 80 car ces groupes ont supplanté les partis traditionnels pour la définition de la politique. Les chercheurs Hrebennar et Scott ont mis en avant le cas du juge Bork³ lorsque cent quatre-vingt-cinq organisations se sont opposées à sa nomination à la cour suprême.

a) **L'opinion publique comme acteur de la politique étrangère américaine**

L'opinion publique est le premier déterminant du niveau de coopération entre le président et le Congrès. Une Administration qui va à l'encontre de l'opinion publique aura un rôle plus actif à destination du Congrès.

Le consensus bipartisan qui a prévalu durant 20 ans à la fin de la seconde guerre mondiale, se basait sur une masse de citoyens peu informés qui suivaient

¹ KIMARU Chris.M., American Lobby Group and the Shaping of United States Policies toward Africa dans Abdul Karim Bangura, United States-African relations the Reagan Bush Era, Peter Lang Publishing, New York 2001, p.45.

² AHRARI Mohammed E, éd., *Ethnic Groups and US Foreign Policy*, Greenwood Press, New York, 1987 cité dans WALTERS Ronald, La diaspora africaine et la politique américaine en Afrique australe, *Politique étrangère*, n°3, 1988, p.707-718.

³ Robert Bork est un juriste américain. Il a été notamment avocat général des États-Unis et temporairement procureur général des États-Unis. Le président Reagan l'a nommé à la Cour suprême le 1er juillet 1987 mais il y a eu un débat très vif au Sénat des États-Unis sur sa nomination. L'opposition était en partie alimentée par les groupes de défense des droits civiques et des femmes

aveuglement les autorités. Au cours des années 60, le vieil establishment de l'Amérique blanche de la côte est laisse la place à des groupes intéressés par la politique étrangère mais plus hétérogène. Les médias sont devenus l'élément clé de ce nouveau processus avec des groupes de pression de tous types. La télévision a servi de catalyseur à l'opposition de l'opinion publique américaine face à l'engagement militaire au Viêt-Nam.

b) La faible représentation des noirs au sein du service diplomatique

Le premier diplomate noir américain fût Clifton R. Wharton Sr qui rejoignit le Foreign Service en 1924 et devint ambassadeur. Son fils Clifton Jr, deviendra secrétaire d'État adjoint sous l'Administration Clinton. En 1949, seulement quatre autres noirs américains travaillaient au sein de la diplomatie américaine. En 1976, ils représentaient seulement 4% du personnel du Foreign Service⁴. En 1978, les noirs constituaient 1,5% des seniors Foreign Service Officers et 4% des middle rank⁵.

La nomination d'Andrew Young suscita beaucoup d'espoir parmi la communauté mais son influence fut finalement limitée. En 1979, Young a néanmoins joué un rôle de premier plan dans la promotion du règlement de la situation en Rhodésie. A compter des années quatre-vingt, les noirs américains gagnent en influence au sein du pouvoir américain. Si en 1971, lors de sa création, le Black Caucus comptait onze membres ; ils étaient dix-sept en 1980, vingt-trois en 1988 et quarante-trois en 2013. Il est à noter que depuis sa création, il n'y a eu que sept sénateurs noirs.

La communauté noire et la politique africaine des États-Unis

La communauté noire a finalement constitué un groupe de pression capable d'influencer la politique africaine des États-Unis. Selon Andrew Young, « plusieurs facteurs ont émergé qui ont radicalement altéré l'équation Afrique Amérique et qui continueront à influencer les événements et la politique de la décennie à venir⁶.

Rupert Emerson⁷ indique que les Afro-américains avaient le pouvoir d'influencer la politique mais qu'ils n'avaient pas encore exprimé cette capacité. Durant la guerre du Viêtnam des groupes d'étudiants, de citoyens opposés au conflit se sont constitués.

4 Washington Post, Thomas R. Pickering and Edward J. Perkins, The Foreign Service is too white. We'd know — we're top diplomats. 82 percent of Foreign Service Officers are white, May 18, 2015. <https://www.washingtonpost.com/posteverything/wp/2015/05/18/the-foreign-service-is-too-white-wed-know-were-top-diplomats/> accédé le 29/02/2016.

5 TOINET M.F, la grand-mère patrie, La communauté noire et la politique africaine des États-Unis, la politique africaine des Etats-Unis, Politique Africaine, N°12 décembre 1983, p.20.

6 TOINET M.F, Op.Cit., p.11.

7 Rupert Emerson était professeur de science politique et de relations internationales de l'Université Harvard.

Cette conscience politique de masse se mobilisera ultérieurement pour l'Afrique australe.

Robert M. Price estimait en 1988, que pendant des années, de nombreux africanistes, avaient espéré que la politique américaine envers l'Afrique subsaharienne serait influencée d'une manière significative par l'existence aux États-Unis d'une importante population d'origine africaine⁸. Il indique aussi que sans l'insurrection dans les townships durant les années 1984-1986 et la médiatisation de ces événements aux États-Unis, la politique américaine n'aurait pas évolué de manière significative.

Certains facteurs tels que le racisme et l'absence d'un nombre suffisant d'afro-américains au sein des organismes de décisions en matière de politique étrangère, ainsi que la diversité même de l'Afrique peuvent expliquer de manque d'efficacité⁹.

L'histoire des mouvements d'émancipation la communauté noire

Le premier projet des afro-américains fut d'envisager un retour vers les pays d'origine. La communauté noire a néanmoins toujours été très divisée sur les projets de rapatriement. L'expérience du Libéria ne sera qu'un phénomène marginal, les États-Unis mettant près de vingt ans à reconnaître son indépendance.

Au XIX^{ème} siècle, on peut estimer que les États-Unis n'ont pas de politique africaine. « A la conférence de Berlin de 1884-1885, les États-Unis manifestent leur indifférence à l'égard de l'Afrique en se contentant d'obtenir des nations européennes présentes l'assurance que les noirs seront humainement traités et que les colonies resteront accessibles au commerce américain après la partition¹⁰.

Section.2 Les différents groupes et individuels qui ont tenté d'exercer une influence sur la politique étrangère américaine en Afrique

Il ne s'agit pas ici de répertorier de manière exhaustive l'ensemble des organisations ou des personnages publics qui ont voulu peser sur la politique de leur pays mais de mettre en valeur celles qui ont le plus marqué.

8 PRICE Robert M, *Africa in U.S. and Soviet Policy; Change and Opportunity, Issue: A Journal of Opinion*, Vol. 17, No. 1 Winter, 1988, p.10.

9 WALTERS Ronald, *La diaspora africaine et la politique américaine en Afrique Australe, Politique étrangère*, N°3, 1988, p.707.

10 NZUWAH M, KING W, *Afros Américains and US policy toward Africa : an overview*, journal of southern Africa affairs, avril 1977, p.237.

a) **William Edward Burghardt Du Bois**

Alors qu'une ségrégation se met en place dans certains états du sud des États-Unis ; des émeutes éclatent en 1908 à Springfield dans l'Illinois. A la suite de ces événements, William Edward Burghardt Du Bois, crée avec Moorfield Storey, Mary White Ovington l'association de défense des droits des noirs-américains. Celle-ci deviendra la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP)¹¹.

Du Bois avait publié en 1904, un ouvrage intitulé les âmes noires qui avait eu un retentissement considérable chez les libéraux blancs américains. Pendant des années il polémiqua d'abord avec Booker T. Washington, fondateur du célèbre Collège de Tuskegee institutions spécialisée dans l'éducation des noirs qui était partisan d'une approche plus modérée.

Il sera le premier à imaginer une possibilité pour les africains d'influencer la politique américaine en Afrique. Son action permet le développement d'une connaissance approfondie de l'Afrique et crée un sentiment de fierté pour l'Afrique. Il ne s'agit pas du développement d'un mouvement de masse en opposition à l'association de Marcus Garvey, baptisé United Negro Improvement Association qui obtiendra initialement un succès populaire plus grand.

Du bois organise le premier Congrès Panafricain de Paris en 1919. Le député sénégalais Blaise Diagne¹² est intervenu auprès de son ami Clemenceau qui donne son accord à l'organisation de cette réunion malgré les pressions du gouvernement américain¹³. Blaise Diagne est impressionné par la culture et l'érudition du leader afro-américain et plaide sa cause. Le Congrès regroupera cinquante-sept délégations représentant les États-Unis, des colonies d'Afrique et des Antilles. Le Congrès panafricain charge le docteur Du bois de rédiger le rapport et de rédiger la principale résolution comportant plusieurs revendications adressées aux congressistes de Versailles.

Il semble que ce Congrès a probablement influencé la création du système des mandats¹⁴. Il échouera à influencer la politique américaine pour faire adopter un article qui réclamait l'égalité de tous les ressortissants des pays signataires quel que

11 En français : « association nationale pour la promotion des gens de couleur ».

12 Blaise Diagne (1872-1934) fut le premier africain élu député français puis sous-secrétaire d'état aux colonies (1931-1932).

13 NDIAYE Maximilien Macodou, le premier Congrès panafricain, Le Centre d'études stratégiques du bassin du Congo, article, en ligne URL http://www.cesbc.org/societe/congres_panafricains.pdf, consulté le 18 septembre 2017.

14 DAVIES J.A, black American and US policy toward Africa, *journal of international affairs*, N°2,1969, p.240.

soit leur race ou leur nationalité. La délégation américaine soutiendra l'attribution du mandant du Sud-Ouest africain, future Namibie à l'Afrique du Sud.

Parallèlement, la communauté noire s'intéresse de plus en plus à l'Afrique et elle s'organise mieux pour tenter d'influencer la politique africaine. Les noirs américains jusque-là très réservés à l'égard de l'aide à l'étranger y deviennent plus favorables à mesure que les pays accèdent à l'indépendance. L'indépendance nouvelle de l'Afrique provoque une solidarité et un sentiment de fierté chez les afro-américains. La présence de diplomates de pays nouvellement indépendants allait permettre de mieux combattre la discrimination qui existait encore dans le pays.

Dans le domaine électoral les choses n'évoluent que dans les années cinquante. Plusieurs législations sont votées et un département des droits civils est créé au sein du ministère de la justice. Le 6 août 1965, le président Lyndon Johnson signe une loi d'une plus grande portée, le Voting Rights Act qui supprime les restrictions créées par certains états américains et permet à toute la population noire de voter. Le poids électoral de la communauté se fit donc mieux sentir et en 1969 né le Black Congressional Caucus qui regroupe tous les parlementaires noirs.

b) Le Congressional Black Caucus

Une des organisations les plus emblématiques de la communauté afro-américaine est le Black Congressional Caucus. Cette organisation ainsi que les autres associations vont utiliser les mécanismes traditionnels de l'influence américaine. Ses membres conduiront de nombreuses missions, participeront à de nombreux Congrès et se battront sur le plan juridique.

Un des hommes les plus importants du mouvement fut William Herbert "Bill" Gray, démocrate noir qui fut le principal avocat des mesures anti apartheid. Il fut le premier Afro-Américain à présider le Comité budgétaire de la Chambre et exerça une influence certaine. Ronald Dellums fut aussi un des membres influents de ce groupe. Il avait proposé dès 1972, des textes législatifs pour lutter contre la politique d'apartheid. Il a été critiqué par les conservateurs américains pour son soutien à l'appui cubain au profit du MPLA. En Septembre 1987 Il a essayé d'introduire une législation pour interdire l'assistance économique et militaire à destination du Zaïre.

En 1986, Ronald Dellums avait proposé la rupture de tous les liens existants entre les États-Unis et l'Afrique du Sud. Son projet de loi, dénommé HR997¹⁵ ne sera adoptée

15 H.R.997 - A bill to prohibit United States persons from making or holding any investment in South Africa, and for other purposes.

qu'après de sérieuses altérations. Une nouvelle version de ce texte sera proposée en 1988 par Ronald Dellums (HR 1580)¹⁶ et par Alan Cranston. Durant cette période, un puissant mouvement populaire se développe et amène le Congrès américain à prendre des mesures plus sévères.

D'autres membres du Congrès ont aussi activement dénoncé les problèmes liés à l'Afrique australe. Il s'agit de Walter Fauntroy, Charles Rangel, Mickey Leland, Gus Savage, Julian Dixon et Georges Crockett¹⁷.

c) **Council of African Affairs**

L'organisation la plus ancienne créée par les afro-américains pour influencer la politique étrangère est le Council of African Affairs qui a vu le jour à New-York en janvier 1937. Cette organisation est née un an après l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie et le combat désespéré de ce pays¹⁸. Un de ses membres dirigeant fut Max Yergan, un activiste actif mais au parcours controversé. Raymond Leslie Buell, fut un membre influent de cette association bien qu'il ne soit pas d'origine africaine. Il était membre de la Foreign Policy Association. L'association regroupera jusqu'à deux mille membres.

Le conseil avait défini trois objectifs :

- fournir une assistance concrète aux luttes nationalistes africaines ;
- fournir des informations pertinentes sur l'Afrique et les peuples africains ;
- de manière plus significative, d'influencer le gouvernement des États-Unis pour adopter des politiques favorables à l'indépendance africaine.

Ce comité développera à la fin des années quarante une idéologie de tendance marxiste, qui le rendit vulnérable aux attaques du maccartisme. Le conseil prendra une position contre le plan Marshall, la création de l'OTAN, accusant cette organisation de perpétuer un type d'asservissement. Cette association disparut en 1955.

d) **L'AMSAC**

16 H.R.1580 - Anti-Apartheid Act Amendments of 1988, 100th Congress (1987-1988).

17 WALTERS Ronald, Southern Africa legislative review, Congressional Black Caucus Foundation, Washington DC, 1985, cite par WALTERS Ronald, la diaspora africaine et la politique américaine en Afrique, *politique étrangère*, n°3, 1988, p.708.

18 KIMARU Chris.M, *American Lobby Group and the Shaping of United States Policies toward Africa* dans Abdul Karim Bangura , United States-African relations the Reagan Bush Era, Peter Lang Publishing, New York 2001,p.54.

Une autre organisation sera créée pour s'intéresser aux problèmes du continent. Il s'agit de l'AMSAC ou American Society of African Culture. Elle est née à la suite du Congrès de Paris des écrivains et artistes noirs de 1956 et fonctionnera de 1957 à 1969. Elle ouvrira même d'un bureau à Lagos. Elle était composée de quatre cents Américains d'origine africaine, principalement des enseignants, de chercheurs et des artistes. L'AMSAC organisera du 11 au 13 avril 1963, une conférence baptisée The Southern Africa in Transition à Howard University de Washington.

Selon un article de la revue « Ramparts¹⁹ », la CIA a financé l'AMSAC dès sa création. Cette perspective nationaliste culturelle était moins menaçante pour l'establishment que les perspectives politico-économiques des radicaux comme Paul Robeson et W.E.B. du Bois. La CIA était prête à encourager les liens entre les écrivains anticomunistes des deux côtés de l'atlantique. Ils étaient prêts à appuyer la publication des magazines comme Africa Report (African American Institute); Transition, le New African (Congress of Cultural Freedom), African Forum (AMSAC) et Classic (Fairfield Foundation)²⁰.

e) American Negro Leadership Conference on Africa

L'American Negro Leadership Conference on Africa (ANLCA), créée en 1961 aura un impact plus direct sur la politique étrangère américaine. Elle tentera de jouer les médiateurs dans le conflit nigérian. Cette offre de médiation sera favorablement accueillie par les autorités nigérianes²¹. Une mission dans ce pays est préparée mais elle n'aura pas lieu en raison de l'assassinat du Pasteur King Jr.

Dans un télégramme du 25 avril 1967, adressé au président Johnson, le mouvement s'oppose sans réserve au gouvernement sud-africain et à sa domination sur le Sud-Ouest africain. Il demande au gouvernement américain et à sa délégation au Nations Unies d'appuyer la marche vers l'indépendance de la Namibie. Un an plus tard, comme beaucoup de ces organisations, elle devra cesser ses activités en raison de difficultés financières, faute d'avoir pu mobiliser suffisamment la communauté.

La communauté afro-américaine, essaiera de mettre sur pied une plate-forme commune pour influencer sur la politique étrangère. Du 10 au 12 Mars 1972, plusieurs milliers d'entre eux se réunissent à Gary dans l'Indiana dans le cadre de la National

19 Ramparts était un magazine politique et littéraire américain illustré publié de 1962 à 1975. Il était associé au mouvement politique de la Nouvelle Gauche.

20 SCHECHTER Dan, ANSARA Michael and KOBONEY David. *the CIA As Equal Opportunity Employer*, Ramparts 27, cité par Francis Njubi Nesbitt, *Race for sanctions: the movement against apartheid, 1946-1994*, University of Massachusetts, doctoral dissertation, 2002, p.65.

21 Memorandum du 17 mai 1967, signé de Theodore Brown executive director de l'organisation. accédé le 28/02/2016.

Black Political convention. Celle-ci rassemble des représentants de philosophies politiques diverses (républicains, démocrates, nationalistes et indépendants). Le but de ces réunions était d'élaborer une stratégie politique unifiée pour les Afro-Américains pour les années 1972 et au-delà. Cette initiative comme les précédentes ne sera pas probante en raison notamment de la présence d'éléments radicaux qui ont brouillé le message final.

f) **TransAfrica**

Le Black Forum on Foreign Affairs a été formé en 1975 et a servi de précurseur à Transafrica. Transafrica Forum a été officiellement fondé le 1^{er} Juillet 1977 à l'initiative de la black leadership conference de 1976²². TransAfrica a été membre fondateur du Mouvement Free South Africa. Il est l'une des organisations qui a jeté les bases du mouvement anti-apartheid aux États-Unis. L'organisation a travaillé avec le Congressional Black Caucus à la formulation de la stratégie législative pour la loi baptisé Comprehensive Anti-Apartheid Act de 1986, finalement signé par Ronald Reagan.

Transafrica a cherché à influencer la politique américaine dans la zone caraïbe. Le mouvement organisera les premières manifestations devant l'ambassade sud-africaine le 21 novembre 1984 pour obtenir la libération de leaders noirs sud-africains. TransAfrica par son action aurait réussi à influencer la politique américaine en poussant à l'organisation de la conférence de Londres sur le Zimbabwe et en empêchant les États-Unis de mettre un terme aux sanctions envers la Rhodésie²³.

Un groupe de noirs américains importants a exhorté le secrétaire d'État James A. Baker III à fournir jusqu'à 20 millions de dollars au Congrès national africain pour l'aider à devenir un parti politique sud-africain pleinement fonctionnel, mais les participants à la réunion ont déclaré que Baker n'y était pas favorable²⁴.

En 1985, il témoigne devant le sous-comité sur l'Afrique²⁵

22 TOINET M.F. *la grand-mère patrie, La communauté noire et la politique africaine des Etats-Unis, la politique africaine des Etats-Unis*, Politique Africaine, N°12 décembre 1983,p.19.

23 KIMARU,Chris.M. *American Lobby Group and the Shaping of United States Policies toward Africa* dans Abdul Karim Bangura , *United States-African relations the Reagan Bush Era*, Peter Lang Publishing, New York 2001,p.56.

24 GOSHKO John M, WP, March 13, 1990.

25 Angola: intervention or negotiation: hearings before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives, Ninety-ninth Congress, first session, October 31, November 12, 1985.

Premièrement et pardessus tout, l'aide à destination de l'UNITA est une aide à l'Afrique du Sud. L'UNITA et la guerre actuelle en Angola sont les créations du gouvernement de l'apartheid en Afrique du Sud... au lieu d'aider un allié de l'apartheid à terroriser les angolais et les étrangers, y compris des américaines, les États-Unis devraient améliorer leurs intérêts régionaux en accroissant leurs liens économiques avec l'Angola, en intensifiant les négociations concernant les troupes cubaines et l'indépendance de la Namibie, et en établissant finalement des relations diplomatiques entre Washington et Luanda.

TransAfrica a donné naissance au Free South Africa Movement qui a joué un rôle efficace dans l'adoption par le Congrès de la loi antiapartheid de 1986.

D'un point de vue théorique, le développement de transAfrica devait jouer un rôle important en confirmant que ce dont avait besoin les Afro-américains pour influencer sur la politique étrangère, c'était une combinaison de pressions au niveau de l'exécutif, du législatif, et des groupes de défense d'intérêt.

g) Liberation support movement (LSM)

Le Liberation Support Movement (LSM) fut une organisation d'activistes basée au Canada et en Californie qui conduisit ses activités de 1969 à 1982. Son champ d'action était le soutien au mouvement de résistance dans les colonies ou anciennes colonies d'Afrique. L'anthropologue Donald Barnett fonde son mouvement en 1968.

Son action en Afrique australe s'est naturellement portée vers l'Angola, la Namibie et l'Afrique du Sud. En 1976, par exemple le mouvement appuie la mise en place d'imprimerie au profit de la SWAPO. En 1976, deux membres du Mouvement de soutien à la libération (LSM), Ole Gjerstad et Chantal Sarrazin ont passé trois mois en Guinée-Bissau à l'invitation du gouvernement du PAIGC. D'autres s'étaient rendus dans les zones de l'Angola sous contrôle du MPLA.

h) The African Liberation Support Committee (ALSC)

L'organisation est née de la première journée de libération africaine (ALD) du 27 mai 1972 qui avait réuni quelque 60 000 manifestants dans les villes des États-Unis et du Canada.

À l'été 1971, certains membres de ce rassemblement effectuèrent une mission dans les zones libérées du Mozambique. Une seconde conférence du même type se déroula en 1974 grâce à cinquante et un comités locaux de vingt-sept états et de six pays. En 1974, l'organisation fut affaiblie par des conflits idéologiques et périclita rapidement. Beaucoup de ceux qui avaient été impliqués dans les journées de

libérations rejoignirent d'autres organisations soutenant les luttes africaines contre le colonialisme et l'apartheid²⁶.

i) American Committee on Africa

Le Comité américain pour l'Afrique (ACOA) a été fondé en 1953 pour soutenir les luttes de libération africaines et informer le public américain sur les questions africaines. Comme l'une des premières organisations nationales dédiées aux luttes anticoloniales en Afrique, elle a accueilli d'innombrables dirigeants africains aux États-Unis. Martin Luther King a siégé au comité national de 1957 jusqu'à sa mort.

L'APECA est issu du groupe ad hoc américains pour la résistance sud-africaine, qui a été créé par des militants des droits civiques George Houser, Bayard Rustin et Bill Sutherland du Congrès de l'égalité raciale (CORE). En 1954, Houser a voyagé en Afrique pour rencontrer les dirigeants des luttes de libération à travers le continent. Il croisera le chemin du chef Albert Lutuli et Walter Sisulu en Afrique du Sud, de Kwame Nkrumah au Ghana.

j) Association of Concerned Africa Scholars

L'Association of Concerned Africa Scholars (ACAS) est un groupe américain de chercheurs et d'étudiants africanistes gauche-libérale, fondée en 1977. Au début des années 1980, l'ACAS s'est opposé à la politique de Ronald Reagan envers l'Afrique du Sud.

k) Washington Office on Africa (WOA)

Le Bureau de Washington sur l'Afrique (WOA) a été fondée en 1972 pour soutenir le mouvement pour la liberté des non-blancs en Afrique australe. Il a d'abord été parrainé par cinq organisations, dont l'American Committee on Africa. Ses activités incluaient le suivi des activités législatives et des actions politiques du Congrès, ainsi que la publication des alertes d'action et d'autres documents visant à faire progresser la législation et de la politique en Afrique australe.

Section.3 Les mouvements américains contre l'apartheid

L'artiste et activiste Paul Robeson et Max Yergan, seront les fondateurs de la première organisation anti-apartheid des États-Unis. Ce type de mouvement aura un

²⁶ Site African activist archive, en ligne URL : <http://africanactivist.msu.edu/organization.php?name=African+Liberation+Support+Committee>, accédé le 10 mai 2017.

très fort impact au milieu des années 1980 et influencera de manière significative la politique américaine.

a) **Free South Africa Movement**

Le mouvement lancé par TransAfrica se transformera en un vaste mouvement baptisé le Free South Africa mouvement. Celui-ci a été lancé le 21 Novembre 1984 par Randall Robinson, directeur exécutif de TransAfrica, Mary Frances Berry²⁷, le parlementaire Walter Fauntroy et le professeur de droit de l'Université de Georgetown Eleanor Holmes Norton.

Ces trois personnalités avaient organisé un sit-in très médiatisé devant l'ambassade d'Afrique du Sud ; ce qui a valu à deux d'entre eux d'être arrêtés. Par la suite, TransAfrica a organisé des manifestations quotidiennes devant cette même lieu mobilisant l'opinion publique et créant ce vaste mouvement FSAM pour la libération de l'Afrique du Sud.

Le Free South African Mouvement avait trois objectifs principaux.

- développer la conscience du grand public américain au sujet de l'apartheid par une stratégie de désobéissance civile et de manifestations ;
- modifier la politique américaine de l'engagement constructif envers l'Afrique du Sud ;
- le troisième objectif était qu'une fois, la politique américaine modifiée, elle commencerait à influencer celle d'autres pays occidentaux qui pourraient alors suivre le mouvement.

Les buts originaux du mouvement libre étaient²⁸ :

- de libérer les 13 dirigeants syndicaux en grève emprisonnés sans accusation ou procès en Afrique du Sud ;
- de sécuriser la libération de Nelson Mandela, de Walter Sisulu et de tous les autres qui sont les chefs légitimes du peuple sud-africain et ont été emprisonnés dans les prisons sud-africaines pendant des décennies ;
- d'obliger à initier des négociations de bonne foi entre ces chefs libérés et le gouvernement sud-africain ;
- d'obliger à l'abandon de la politique « accommodationniste » de la nation envers la république d'Afrique du Sud.

27 Celle-ci sera ultérieurement Chair of the United States Commission on Civil Rights (commissaire de la Commission des États-Unis sur les droits civils).

28 Site Political Prisoners of South Africa Documentation Project, en ligne URL : <http://www.sabraceuticals.org/transafricafree-south-africa-movement.html>, accédé le 18 septembre 2017.

« Ce mouvement a eu un impact incroyable sur le retrait de capitaux d’Afrique du Sud par les sociétés américaines²⁹ ». Le désinvestissement américain s’éleva à plusieurs centaines de millions de dollars. En quelques années, 170 entreprises américaines s’étaient retirées d’Afrique du Sud et il n’en restait que 120 sociétés dans le pays. Le révérend Leon Sullivan qui avait pourtant été engagé dans une tentative de conserver reniera ses principes et se ralliera au mouvement.

Revenons ci-dessous sur l’apport du pasteur Sullivan à la cause pour l’Afrique du Sud. En 1971, Sullivan a rejoint General Motors et est devenu le premier Afro-Américain au conseil d’administration d’une société importante. En 1977, Sullivan a développé un code de conduite pour des sociétés opérant en Afrique du Sud. Ce code a exercé une pression sur GM et les autres sociétés et amélioré les conditions de travail des ouvriers sud-africains.

b) Le révérend Jesse Jackson

Le révérend Jackson est un homme d’église, activiste des droits civique qui a joué un rôle important dans la lutte contre l’apartheid en Afrique du Sud. Son influence a grandi à l’international de manière significative durant les années 80 et 90. Le 3 Novembre 1983, il a annoncé sa campagne pour devenir président des États-Unis à l’élection de 1984³⁰. Il postulera aussi pour la nomination démocrate en 1988 et terminera en seconde position avec 29,12 % des suffrages derrière Michael Dukakis.

Le facteur Jesse Jackson, surtout si Dukakis est élu, est également susceptible d’être important dans la modification de la politique américaine envers l’Afrique³¹.

Le révérend Jackson effectua plusieurs voyages en Afrique notamment dans certains états de la ligne de front et rencontrera en août 1986, le président Dos Santos. Dans un communiqué commun, ils demandent le rétablissement des relations diplomatiques avec les États-Unis, alors qu’au même moment Jonas Savimbi est accueilli à bras ouverts par Reagan. Dans la déclaration commune³², on peut lire :

Des sanctions plus sévères doivent être appliquées contre l’Afrique du Sud, afin d’amener ce pays à entamer des négociations qui conduiraient à des sociétés justes et libre dans cette région du monde ;

29 Ronald Walters Southern Africa legislative review, Congressional Black Caucus Foundation, Washington DC, 1985, cite par Ronald Walters, la diaspora africaine et la politique américaine en Afrique, politique étrangère n°3-1988, p.709.

30 Le révérend Jackson fut la seconde personnalité noire américaine à se présenter à l’investiture démocrate après la tentative de Shirley Chisholm qui avait postulée en 1972.

31 PRICE Robert M., Africa in U.S. and Soviet Policy; Change and Opportunity, *Issue: A Journal of Opinion*, Vol. 17, No. 1 Winter 1988, p.9.

32 WALTERS Ronald, La diaspora africaine et la politique américaine en Afrique australe, *Politique étrangère*, N°3 - 1988, p.711.

Le peuple d'Afrique australe se reconnaît une « relation privilégiée » avec la population afro-américaine et l'invite à explorer les moyens susceptibles de permettre un développement mutuellement avantageux des relations commerciales, économiques et culturelles entre les deux communautés.

c) Les difficiles relations États-Unis - African National Congress

En Afrique du Sud, les organisations politiques noires ont évolué en raison de la répression. On pouvait désormais les classer en trois catégories, les collaborationnistes, celles insignifiantes ou celles s'identifiant à l'ANC ou l'acceptant comme l'organisation principale d'opposition. Les États-Unis supportaient traditionnellement les groupes collaborationnistes.

Rober Price écrivait :

La renaissance du Congrès National Africain comme centre de l'opposition noire à la domination blanche qui s'est produite pendant la polarisation de la politique sud-africaine en 1985-86 pose un dilemme important pour la politique des États-Unis et présente une occasion fascinante pour une percée significative dans les relations américano-soviétiques³³.

Les américains ont toujours été à la recherche de ce qu'ils appelaient des leaders africains responsables ou modérés.

Maintenant qu'ils avaient prouvé qu'ils pourraient, et devait en effet gagner, il est devenu nécessaire de rechercher des noirs modérés - ou ce que les Américains dans leur propre système semi colonial utilise pour se référer à des « chefs responsables noirs »³⁴.

d) Les incohérences du discours de certains activistes américains.

En 1951, Bayard Rustin créa le Committee to Support South African Resistance, qui devint plus tard l'American Committee on Africa. Il maintint une position antisoviétique et anti-communiste toute sa vie et écrivit un essai qui restera fameux. Celui-ci baptisé *Africa, Soviet Imperialism & the Retreat of American Power*, critiquait l'intervention cubaine et soviétique dans le conflit angolais.

Rustin a accusé l'Union soviétique d'avoir un agenda impérialiste classique en Afrique à la recherche de ressources économiques et des routes maritimes essentielles. Il a qualifié l'Administration de Carter d'hypocrite pour une prétendue aide sociale au profit des noirs tout en faisant trop peu pour contrecarrer l'expansion russe et cubaine dans l'ensemble de l'Afrique.

33 PRICE Robert M, *Africa in U.S. and Soviet Policy; Change and Opportunity, Issue: A Journal of Opinion*, Vol. 17, No. 1, Winter, 1988, p.11.

34 NZONGOLA Ntalaja, *Imperialism and the Liberation Struggle in Southern Africa, Issue: A Journal of Opinion*, Vol. 9, No. ½, Spring – Summer 1979, p.16.

Le conservateur Maurice Dawkins créateur du Black Americans for a free Angola était un supporter de l'UNITA. Il tint une conférence de presse après le voyage de Jackson en Afrique considérant pouvoir avoir un point de vue identique sur les droits civiques et ne pas être d'accord sur la question de l'Angola³⁵.

Conclusion

Les afro-américains ont réussi à mobiliser l'opinion publique américaine contre l'apartheid malgré les divisions de la société sur la question raciale. Moins organisé que les autres communautés, ils ont développé des stratégies innovatrices et n'ont pas hésité pour certains à connaître la prison.

Un immense travail de soutien, d'explication a permis de faire comprendre aux américains, la teneur réelle de l'apartheid. Ceci n'aurait pas été possible sans l'appui de mouvements implantés en Grande Bretagne ou dans des pays d'Europe du Nord.

Si la situation des afro-américains s'améliore lors de la présidence de Lyndon Johnson, l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan va lancer un cycle de réactions sociales et raciales. Les attaques virulentes du Congrès républicain élu en 1994 contre la politique de promotion des minorités témoignent d'un changement de mentalités³⁶.

35 STANFORD, Karin L. *Beyond the Boundaries: Reverend Jesse Jackson in International Affairs*, State University of New York Press, 1997, p.159.

36 WACQUANT Loïc, *(Re)poser le problème noir américain*, Actes de la recherche en sciences sociales Année 1996 Volume 111 Numéro 1 pp. 122-124, Littérature et politique. p.122.

Chapitre 2 Les Centres de recherche universitaires, les think-thank

Les think tanks sont des organisations ou des institutions travaillant dans le domaine de la production et la diffusion de connaissances sur des questions stratégiques, afin d'influencer la politique d'un état dans un ensemble de domaines. Ils peuvent être indépendants ou affiliés à des partis politiques, des gouvernements ou des sociétés privées.

Section.1 les think thank

a) Heritage foundation

La fondation Héritage, créée en 1973 a joué un rôle important dans le mouvement conservateur pendant la présidence de Ronald Reagan. Cette institution qui se déclare non partisan a pour objectif de réduire l'emprise du gouvernement, de promouvoir la libre entreprise et une défense nationale forte. La fondation a publié de nombreuses études, livres et monographies.

Jonas Savimbi et son mouvement ont été fortement soutenus par la fondation Héritage. Il écrit en 1989 un article baptisé « the Coming winds of democracy in Angola » dans la série Heritage lectures. Dans la série the Heritage Foundation Backgrounder, le 25 septembre 1992 paraît l'article « promoting a prosperous and peaceful Angola ». En conclusion de cet article l'analyste Thomas.P. Sheehy admet :

Malgré ses succès durant la guerre froide, la pratique d'aider les rebelles africains comme Savimbi n'est heureusement plus nécessaire. La raison en est simple : l'Union soviétique n'existe plus et ne peut plus déstabiliser l'Afrique d'une manière qui menace les intérêts américains³⁷.

i. Council on Foreign Relations

Fondé en 1921, le Council on Foreign Relations un centre indépendant, non-partisan. Ses chercheurs se consacrent à la production et à la diffusion de travaux qui permettent aux journalistes, étudiants, et aux citoyens de mieux comprendre le monde et les choix de politique étrangère des États-Unis et d'autres gouvernements. Le CFR a publié sur son site internet, les documents les plus importants relatifs à la situation en Angola. On peut citer le 8 décembre 1994, la résolutions 966 du Conseil

37 Heritage Foundation Backgrounder, « *promoting a prosperous and peaceful Angola* », September 25,1992, en ligne URL : <http://www.heritage.org/africa/report/promoting-prosperous-and-peaceful-angola> p.9. accédé le 29 février 2012.

de sécurité³⁸. On peut citer aussi la publication des accords de paix signés le 31 mai 1991³⁹.

ii. American Security Council

L'American Security Council a été créé en 1955, et l'ASC Foundation (ASCF) a été établie en 1958. Pendant cinquante ans les deux organisations se sont concentrés sur des programmes éducatifs visant à répondre aux défis de la politique étrangère américaine, la sécurité nationale et l'économie globale.

ASC et ASCF ont produit sept documentaires télévisés. Le plus intéressant fut le syndrome SALT, qui était une analyse critique du traité SALT II de la fin des années 1970. En 1978 ASCF créé la National Strategy for Peace Through Strength et Peace Through Strength Coalition. Ces initiatives fédéreront de nombreux élus et institutions américaines.

ASC et ASCF ont œuvré avec constance pour que le gouvernement américain publie une stratégie officielle de sécurité nationale. La première a été publiée par le président Reagan en 1985 et tous ses successeurs sont légalement tenus de produire chaque année ce document

The inspiration for President Bush's Forward Strategy for Freedom can be traced back to 1962 and a book co-written by our late vice chairman Bill Kintner entitled A Forward Strategy for America. The book was primarily about the Soviet Union, but it recommended the use of force to stop genocide and promote democracy⁴⁰.

Ronald Reagan a utilisé le travail de cette association et les recommandations de cet institut furent intégrées dans la plate-forme républicaine de 1980. Il était membre de la Coalition for Peace Through Strength (CPTS) comme 277 sénateurs et représentants des deux partis, dont 31 des 36 présidents des 36 Comités des deux chambres, 20 gouverneurs, 2530 amiraux et généraux à la retraite ; 169 organisations nationales ; 182 organisations locales et d'état.

Le bureau ASC Washington Office (WO) a appuyé les déplacements de Jonas Savimbi à Washington. Il a amené le président de l'UNITA, rencontrer des dizaines de Sénateurs et représentants. Durant son voyage d'une dizaine de jours à

38 <http://www.cfr.org/angola/un-security-council-resolution-966-angola/p>, accédé le 21 avril 2013.

39 <http://www.cfr.org/angola/peace-accords-angola/p24233>

40 A Brief History of the American Security Council, en ligne URL :

<https://diplomatdc.wordpress.com/2007/02/14/a-brief-history-of-the-american-security-council/>
accédé le 10 avril 2017.

Washington en 1981, l'ASC a aussi fourni un avion privé et les limousines pour le déplacement de la délégation de Savimbi ainsi que les hébergements⁴¹.

L'action de l'ASC a été aussi reconnue dans l'abandon de l'amendement Clark. Le représentant Sam Stratton (D-NY) pouvait écrire :

L'abrogation de l'amendement Clark qui avait interdit l'assistance des États-Unis aux forces démocratiques en Angola a été principalement réalisée grâce aux efforts unis de la Division du Congrès de la Coalition bipartite pour la paix par la force et des organisations du secteur privé au sein de la Coalition.

Section.2 Les universités

A partir des années soixante, les universités américaines commencent l'enseignement des études de sécurité nationale. Cet enseignement s'est développé à Harvard, Stanford, Princeton, Tufts, Johns Hopkins, Syracuse, George Washington, l'université de Chicago, l'université de Géorgie et l'université de Illinois. Il s'est développé aussi dans les établissements militaires comme the Army War College, l'Industrial College of the Armed Forces⁴², le College of Naval Warfare, le Naval Post Graduate School, the National Security Institute et le George C. Marshall College of International and Security Studies.

Le développement des études africaines est un facteur important dans l'expression d'une politique africaine d'un pays. Longtemps ces études sont restées confidentielles. Voici ci-dessous les principaux établissements qui ont développé des enseignements dans ce domaine. Il s'agit de Boston University, Indiana University, Harvard University, Michigan State University – African Studies Center, Ohio University, University of Florida, University of Illinois at Urbana-Champaign, University of Kansas, University of North Carolina de Chapel Hill, University of Pennsylvania, Bryn Mawr College, Haverford College, Swarthmore College (joint), University of Wisconsin -African Studies Program, Yale University.

L'African Studies Center (ASC) de l'université d'état du Michigan (MSU) a été fondé en 1960. Il s'agit d'un centre universitaire majeur pour l'étude de l'Afrique et l'un des onze centres nationaux de ressources sur l'Afrique homologué par le ministère de l'Éducation américaine. La force du centre réside dans ses cent-soixante professeurs qui enseignent et conduisent la recherche sur le continent Africain. Des projets sont

41 <https://www.ascfusa.org/app/webroot/files/fckfiles/HISTORY%20MILESTONES.pdf>

Accédé le 11 avril 2017

42 Cet établissement a été rebaptisé le 6 Septembre 2012 en l'honneur du président Dwight D. Eisenhower qui avait été diplômé de cette école. L'école appartient à la National Defense University.

en cours dans trente-deux pays africains. Ce centre reçu mission en 1989⁴³, d'étudier les liens entre les universités et les décideurs politiques et de trouver des moyens pour améliorer les relations entre ces deux sphères.

Au rang des grandes universités intéressées par l'Afrique, on peut citer le centre des études africaines de l'université de Floride où l'université de l'état du Michigan⁴⁴ qui existe depuis plus de cinquante ans. En 1960, celle-ci a établi un partenariat avec le premier Président du Nigeria, Nnamdi Azikiwe, pour l'établissement d'une université base sur le modèle du MSU.

b) Les lobbyistes

Reconnu dans le premier amendement de la constitution, le lobbying est une pratique très développée. Dans le domaine de la politique étrangère, au-delà des afro-américains qui sont étudiés dans une des parties, d'autres groupes ont tenté de peser dans la définition de la politique étrangère.

Les lobbyistes travaillant pour l'UNITA sont parmi les plus connus. On peut citer notamment l'American Angolan Public Affairs Council, avec Christianne Lemmon son executive director qui avait préparé la tournée américaine de Jonas Savimbi en 1986. Les plus connus sont la firme de Black, Manafort, Stone et Kelly, qui avaient un contrat de 600.000 dollars avec l'UNITA.

Le conservative Caucus a mené une campagne pour faire pression sur Gulf Oil Corp., devenu par la suite Chevron, d'arrêter sa production de pétrole en Angola, qui est une source de revenus importante pour le gouvernement de Luanda.

Conclusion

Trouvant leurs origines dans les sociétés humanistes des 18 et 19^{ème} siècle, les think-thank, groupes de réflexion ou laboratoires d'idées ont connu un développement exponentiel après la seconde guerre mondiale. Leur objectif est de fournir des recommandations imaginatives, avec toujours le but d'assurer la protection des citoyens américains.

La plupart des think-thank américains ont pour vocation la promotion de la libre entreprise, d'une gouvernance limitée et d'un respect dogmatique de la liberté individuelle. Toutes ces valeurs sont bien éloignées des pays africains du début des

43 WILEY David S, *analysis and US Policy-Making on Africa: Reflections and Conclusions*, A Journal of Opinions, vol 19. N°2 (summer.1991), p.38.

44 Michigan State University (MSU).

années soixante-dix surtout dans le cas des pays portugais comme l'Angola et le Mozambique.

Les décideurs américains ont toujours été influencés et nourris des informations fournies par ces groupes de réflexion. Les groupes les plus conservateurs entretenaient des liens très étroits avec des membres de l'Administration. La plupart de ces groupes de réflexion sont parrainés par des groupes d'intérêt cherchant à promouvoir un programme de politique étrangère spécifique.

Conclusion de la deuxième partie

La construction de la politique américaine en Afrique provient d'une multitude de sources. Si le président et le Congrès se disputent le rôle principal, de nombreux autres apports proviennent de l'opinion publique, des médias comme cela a été étudié.

Jusqu'au début des années 70, il y avait un consensus sur ces dossiers liés à la sécurité nationale. La guerre du Vietnam et les mensonges des différentes Administrations ont rompu cet équilibre. L'arrivée d'une jeune génération plus curieuse et en lutte contre l'ordre établi a modifié l'équation aidé en cela par le développement des médias.

L'influence des militaires constitue aussi un sujet intéressant et évolutif. Si on peut estimer que leur influence a baissé avec la période de la détente ; leur voix a été mieux entendue grâce à l'émergence du niveau interarmées avec la montée en puissance du CJCS.

Les lobbyistes sont aussi des intervenants importants de la politique étrangère américaine. Ils vont inexorablement influencer la politique du gouvernement le plus conservateur que les États-Unis aient connu. Cette action sera couronnée de succès en Angola mais ne fonctionnera pas au Mozambique.

Le poids et la conscience politique de la communauté afro-américaine aura largement évolué entre les années soixante-dix et les années 90. Elle a été aidée en cela par les positions de l'Administration Reagan qui a interrompu le processus menant à l'indépendance namibienne. Ses porte-paroles ne réussiront pas à s'imposer en tant que mouvement uni mais leur travail auprès des opinions sera fructueux.

Ces forces contradictoires donneront à la politique américaine un staccato très particulier. Des dissensions publiques alimentées par des fuites souvent savamment orchestrées produiront souvent un effet dévastateur à l'extérieur du pays. Cette politique sera source de beaucoup d'incompréhension pour beaucoup de pays africains et particulièrement en Afrique australe.

Partie 3 Les aspects militaires de la politique menée par les États-Unis et son impact en Afrique australe

Titre 1. Les interventions militaires directes

Après la seconde guerre mondiale et dans la dynamique de la guerre froide, l'Afrique est devenue une zone importante de repli stratégique en cas d'attaque du pacte de Varsovie en Europe occidentale. La route du Cap de Bonne-Espérance était vitale pour les États-Unis même pour un conflit même limité dans le temps. Il était important à cette époque que les excellentes installations navales et aériennes sud-africaines ne tombent pas entre les mains d'un potentiel adversaire. Il est à noter que 60 % côtes atlantiques sud-africaines se situaient en Namibie ; ce qui explique le peu d'empressement à donner son indépendance à cette quasi « province » sud-africaine. De nombreux pays occidentaux souhaitaient intégrer l'Afrique du Sud au système de défense occidental. La présence des forces de sécurité sud-africaines en Namibie constituait selon Pretoria un gage de stabilité.

Durant les guerres coloniales, des liens avaient unis l'Afrique du Sud et le Portugal. Les deux pays coopérèrent dans le domaine militaire et un millier de soldats sud-africains furent engagés aux côtés des portugais au Mozambique. Selon un accord signé en 1968, un centre de commandement conjoint fut établi en Angola pour commander les vols de reconnaissance et les activités de transport pour lutter contre la guérilla namibienne.

Chapitre 1 **L'action militaire américaine en Afrique australe**

Section.1 **Les opérations en Angola**

Les autorités américaines interviennent comme la plupart des grandes puissances pour la protection de leurs citoyens en différents lieux du monde. Les troupes américaines sont néanmoins rarement intervenues en Afrique même après la période de décolonisation. Leurs principales actions militaires sont répertoriées ci-dessous.

La prévention de l'expansion soviétique a été souvent évoquée pour justifier la politique américaine en Afrique. Si les interventions militaires ont été rarissimes, il y a eu quelques missions humanitaires ou de soutien aux pays européens engagés dans des pays africains, principalement entre 1965 et 1978.

Les États-Unis sont intervenus très rapidement après leur indépendance dans des zones éloignées pour défendre leurs intérêts. De 1845 à 1859, la marine américaine a conduit des opérations le long des côtes africaines, notamment angolaises pour arrêter le trafic négrier. L'USS Adams et l'USS Perry arraisonnèrent en 1850 trois

navires devant la ville angolaise d'Ambriz¹. En 1860, un détachement de Marines de l'USS Marion débarqua à terre pour protéger une propriété américaine à Kissembo au Nord de la même ville. Les navires américains de l'African Squadron eurent même leur base à São Paulo de Loanda² à partir de 1859.

Lors du déclenchement de la guerre civile en Angola, l'intervention américaine ne fut pas frontale mais se concrétisa par le recrutement de mercenaires payés par la CIA, avec pour mission de former et d'encadrer les troupes du FNLA. A quelques mois des accords de paix de Paris qui marquaient la fin de la guerre du Vietnam il était impensable d'engager des militaires américains dans de nouvelles aventures.

Quelques années plus tard, le retrait de Somalie fût une autre réaction au syndrome vietnamien, qui prévalait encore tant l'opinion publique était fortement opposée à ce que des soldats américains soient tués dans des conflits du tiers monde.

a) **Le mythe d'une opération américaine en Angola**

Malgré de nombreuses dénégations, les américains ont participé à l'effort de guerre portugais pour conserver leurs colonies. Au-delà de l'équipement fourni à certaines périodes de la guerre coloniale, un entraînement varié et à haute valeur ajoutée a été fourni au personnel de l'armée portugaise. Les écoles militaires américaines ont formé des centaines de soldats dans le domaine des actions psychologiques, de la collecte du renseignement, de la photographie, de la guerre des mines, de la guerre NBC. Beaucoup des militaires formés furent engagés dans les provinces d'outre-mer.

Malgré l'intérêt américain pour l'Angola, les interventions militaires directes dans ce pays ont été finalement assez limitées. On peut aussi se demander pourquoi les États-Unis n'ont pas proposé l'envoi d'une force des Nations Unies en appui de la décolonisation portugaise, ce qui était envisageable au regard de la situation critique du pays. Cette idée aurait pu être proposée à ses alliés ou à l'OUA qui avait la capacité de fournir des troupes pour une force de maintien de la paix dans le cadre de l'accord d'Alvor. Preuve de la réticence des États-Unis vis-à-vis des Nations Unies ; ceux-ci n'ont pas participé aux missions onusiennes³ qui se sont déployées entre 1988 et 1999 dans l'ancienne colonie portugaise.

Plusieurs documents indiquent que les États-Unis ont envisagé une intervention militaire en Angola en 1975 pour empêcher la prise du pouvoir par le MPLA. Les états-majors surtout américains réalisent de nombreux travaux de planification sur

1 KELLY, Christopher LAYCOCK Stuart, *All the Countries the Americans Have Ever Invaded: Making Friends and Influencing People*, Amberley Gloucestershire, 2015, p.27.

2 Actuellement Luanda

3 Ces missions furent baptisées UNAVEM.

des crises potentielles. La situation en Angola a donné lieu à des travaux de planification de plusieurs organismes comme Piero Gleijeses l'évoque dans son ouvrage *Conflicting Missions*⁴. Le Zaïre, la Zambie et à leur suite un certain nombre de gouvernements africains « modérés » souhaitaient une intervention de ce type.

Un projet d'opération aéronavale sur Luanda est donc planifié pour abattre le centre même du pouvoir du MPLA. Il n'a finalement pas été mis en œuvre en raison de la prise de conscience par l'Administration de sa méconnaissance des réalités du terrain et de l'image négative que les États-Unis avaient à la suite de la guerre du Viêt-Nam.

*Il est malheureux que quelques membres du Congrès et de la presse aient essayé de faire une analogie entre la situation au Viêt-Nam et le rôle américain en Angola. L'Administration n'a pas l'intention de répéter les erreurs du Viêt-Nam. Aucune troupe américaine, n'a été ou ne sera envoyée en Angola. L'objectif de notre aide n'était pas d'aider à défaire le MPLA, mais d'assurer la survie du FNLA et de l'UNITA*⁵.

Les États-Unis ne prendront pas la décision de se lancer dans une aventure militaire hasardeuse. L'historien Piero Gleijeses indique que Washington demandera avec insistance (*urged*) à Pretoria d'intervenir en Angola. Les troupes sud-africaines entrent en Angola le 14 octobre transformant la guerre civile en un conflit international⁶.

Ils feront appel comme cela évoqué par la suite à des mercenaires de diverses nationalités dont l'action n'aura aucun effet sur le terrain. Ils laisseront l'Afrique du Sud s'engager unilatéralement dans une opération aux objectifs mal définis et aux moyens finalement assez limités.

Le sommet d'Addis-Abeba, où, pour la première fois depuis la fondation de l'O.U.A. l'Afrique du Sud n'a pu être condamnée, en apporte la preuve. Et, surtout, des capitales occidentales – Washington, Paris et Bonn – ont garanti à Pretoria un soutien diplomatique et militaire pour qu'il s'engage

4 GLEIJESES Piero, *Conflicting Missions Havana, Washington, and Africa, 1959-1976*, University of North Carolina Press, 2003, p.276.

5 Collection DNSA: South Africa, Breakfast Meeting December 18 with Members of the House of Representatives--Angola, United States. Department of State. Bureau of African Affairs. Non-Classified, Memorandum. December 17, 1975, p.19.

6 GLEIJESES Piero, *Conflicting Versions: Cuba, The United States And Angola, Portugal*, Os Estados Unidos e a África Austral, III conferência internacional FLAD-IPRI 10 e 11 de Novembro de 2005, Auditório da Fundação Luso-Americana p.121. En ligne URL : Lien <http://www.flad.pt/wpcontent/uploads/2014/05/livro22.pdf>, consulté le 27 août 2014.

en Angola : les plans d'invasion de l'armée sud-africaine ont été approuvés par le département d'Etat américain et par M. Kissinger en personne⁷.

Si l'idée d'une intervention directe est abandonnée, de nombreux journalistes ou membres du Congrès s'inquiètent des pions que Moscou place en Angola. En cette année 1975, Cuba est le pays le plus impliqué militairement dans l'ancienne province portugaise.

b) La préparation de représailles militaires américaines contre Cuba

Le Dr Brzezinski a noté que les effectifs des troupes cubaines en Angola sont proportionnellement plus élevés par rapport à la population angolaise que la présence militaire des États-Unis ne le fut au Vietnam⁸.

L'intervention cubaine en Angola a déclenché la fureur d'Henry Kissinger. Il menace publiquement de mettre fin à un processus de « normalisation » en cours. Le 20 décembre, le président Ford met un terme aux discussions qui étaient en cours⁹. L'idée de frapper Castro fait son chemin au sein de l'Administration Ford et Kissinger envisage ce type d'action si les incursions cubaines s'étendent au-delà de leurs limites actuelles. Le 25 février 1976, il déclare « je pense que nous allons devoir fracasser Castro ; nous allons probablement devoir le faire avant les élections »¹⁰.

Le 15 mars, lors d'une réunion au bureau ovale, le président et le secrétaire d'État envisagent de « cloisonner » Cuba : « je pense que maintenant ou plus tard, nous allons devoir briser les cubains ». Kissinger argumentait « *s'ils bougent en Namibie et Rhodésie, je serais en en faveur de les frapper durement...je pense que nous pourrions réaliser un blocus¹¹* ».

Le 22 mars, Henry Kissinger déclara à Dallas devant le *World Affairs Council* que les États-Unis n'accepteraient pas d'autres aventures cubaines à l'extérieur. Le

7 LEFORT René, *Les succès militaires du M.P.L.A. et leurs prolongements politiques, L'enjeu stratégique du conflit angolais*, le Monde diplomatique, Février 1976, p.12.

8 Foreign Relations, of the United States,1977–1980, Volume XVI South Africa 318. Memorandum of Conversation, The President's Meeting with the Congressional Black Caucus, November 9, 1977, p. 959.

9 LEOGRANDE William M., KORNUBLUTH Peter, *Back channel to Cuba, the hidden history of negotiations between Washington and Havana*, the University of North Carolina Press Chapel Hill, p.146.

10 LEOGRANDE William, Op.Cit., p.148.

11 Memorandum of conversation, March,15, 1976, Ford Library and Museum, en ligne URL : <https://www.fordlibrarymuseum.gov/library/document/0314/1553395.pdf> accédé le 08 octobre 2017.

Pentagone annonça quelques jours plus tard qu'il allait revoir ses plans pour d'éventuelles actions militaires contre Cuba¹². Le 24 mars, un petit groupe d'officiels du Conseil de sécurité nationale se réunit pour étudier les options, y compris une invasion ou un blocus. H. Kissinger y déclare « si les cubains détruisent la Rhodésie, puis ce sera le tour de la Namibie et enfin il y a l'Afrique du Sud cela ne pourrait prendre que cinq années¹³ ».

Les américains constatent aussi que la situation militaire à Cuba est favorable car en raison de l'engagement massif des militaires cubains en Angola et en Ethiopie, la défense aérienne de l'île est temporairement affaiblie. L'URSS va envoyer un nombre considérable de pilotes pour assurer la défense aérienne, principalement en 1976 et 1978¹⁴.

La crainte de la contagion cubaine en Afrique est omniprésente.

L'estimation du renseignement actuel est qu'il est probable que dans les six mois, les Cubains seront fortement impliqués dans le soutien des insurgés au Mozambique et un certain nombre de personnel militaire sera au combat avec les insurgés à l'intérieur de la Rhodésie. L'objectif des américains est de prévenir la création d'un modèle international d'intervention dans lequel Cuba et l'URSS s'arrogent le droit d'intervenir avec des forces de combat dans des conflits locaux ou régionaux¹⁵.

Dans un document partiellement déclassifié, on peut prendre connaissance de la totalité des mesures militaires envisagées : miner les ports cubains, mettre en place une « quarantaine » navale, renforcer la base de Guantanamo¹⁶, brouiller les communications et les systèmes d'aide à la navigation. Il est aussi envisagé d'établir un commandement à Porto-Rico et de renforcer les forces américaines à Key West¹⁷.

Le plan prévoit l'évacuation du personnel non-essentiel de la base de Guantanamo. Deux groupes aéronavals (Carrier Group à cette époque¹⁸) du commandement en

12 BINDER David, US is reviewing its Cuban options, New York Times, March, 26,1976

13 LEOGRANDE William M., KORNUBLUTH Peter, *Back channel to Cuba, the hidden history of negotiations between Washington and Havana*, the University of North Carolina Press Chapel Hill, p.149.

14 Foltz William BIENEN Henry S. *Arms and the African military influences on Africa's international relations*, Yale University press,1985,p.35.

15 Cuban Contingency Plan ,Gerald R. Ford Presidential Library, disponible sur le site national security Archive, en ligne URL : <http://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB487/>, accédé le 07 octobre 2017.

16 Guantanamo Bay Naval Base (Base Naval de la Bahía de Guantánamo) est depuis 1903, une base américaine localisée sur la partie est de Cuba. Elle s'étend sur 120 km² autour de la baie de Guantánamo Bay.

17 Key West est une ville de Floride très proche de Cuba.

18 Un groupe aéronaval (Carrier Battle Group) est une force de combat articulée autour d'un porte-avions (désigné CV) et d'un nombre variable de navires d'escorte et d'appui logistique. Il peut

chef de l'Atlantique¹⁹ sont envisagés pour mener ces actions de représailles contre Cuba. Il aurait pu s'agir du Carrier Group Four basé à Norfolk en Virginie. Un document Cuban Contingency Plan Paper 2, (ca. Avril 1976) prévoit dans le cadre de la défense de la base de Guantanamo le déploiement de quatre bataillons de marines pour la défense élargie de la base.

c) La réaction américaine à la présence de navires soviétiques à proximité de l'Angola

Dès l'automne 1975 et pendant les années suivantes de nombreux navires cubains et soviétiques vinrent livrer des équipements en Angola. Au début du mois de janvier 1976, trois navires de guerre soviétiques entament une patrouille vers le sud de l'Atlantique, probablement vers l'Angola. La présence de ce groupe naval en provenance de méditerranée qui comprenait un destroyer lance-missiles, un navire amphibie et un pétrolier ravitailleur a suscité une grande émotion et une certaine fébrilité aux États-Unis et en Europe. La Maison-Blanche a commencé à étudier un ensemble de réponses pour signifier son opposition à ce type de rapprochement militaire et à ces patrouilles jusque-là inhabituelles.

Le secrétaire à la Défense Donald H. Rumsfeld reçut les grandes directives suivantes :

- Effectuer une démonstration navale maritime (*naval show of force*) au large de l'Angola. Cette option aurait pu être contreproductive car seule la présence d'un porte-avion aurait été de nature à impressionner les soviétiques. Cela aurait pu donner un signal trop fort impliquant même la possibilité d'une intervention militaire. Beaucoup de pays africains « modérés » auraient considéré cette action comme une tentative de renverser un gouvernement légitimement constitué.
- Exercer des pressions sur Cuba par des démonstrations navales dans les caraïbes, augmenter les vols de reconnaissances au-dessus de l'île. Cette proposition pouvait recueillir l'assentiment des pays d'Amérique latine car il y avait un ressentiment contre l'action de Fidel Castro en Angola. Cette option ne semblait pas si mauvaise.
- Mener une surveillance aérienne et maritime des navires soviétiques croisant vers l'Angola. Des avions de patrouille maritime américain P-3 en provenance des Azores, d'Espagne ou de l'île de l'Ascension pourrait couvrir la zone rapidement. Entre deux et six destroyers pourraient suivre les trois navires soviétiques à proximité de l'Angola¹⁹. Cette réponse semblait avoir une certaine valeur.

comprendre aussi un ou des sous-marins. Les premiers groupes de ce type sont apparus juste avant et pendant la Seconde Guerre mondiale. Les États-Unis maintiennent encore 10 groupes opérationnels.
19 CINCLANT : Commander in Chief Atlantic Command

Le président est informé tous les matins des déplacements de cette flotte. Le president daily brief du 15 janvier 1976, partiellement déclassifié indique que le destroyer de la classe Kotlin après une incursion dans le golfe a regagné Conakry où la marine soviétique a ses habitudes depuis 1969. Un croiseur de la classe Kresta II se trouverait aussi à Conakry. Le navire amphibie et le ravitailleur sont positionnés à 200 miles d'Abidjan²⁰.

Dans le même document du 23 janvier, la CIA concède qu'il y a à Conakry, cinq navires soviétiques : un croiseur, un destroyer et trois pétroliers. Seul le bâtiment de département se trouve à proximité de Pointe-Noire. Le sujet perd peu à peu de son intérêt car les soviétiques sont hésitants, ne souhaitant pas engager un groupe naval trop important qui justifierait de l'envoi d'un porte avion et de son escorte en provenance de l'Atlantique ou de la Méditerranée.

En 1982, un groupe aéronaval composé du porte-hélicoptères Moskva et de plusieurs navires d'accompagnement dont un destroyer visita Luanda. Plusieurs navires soviétiques²¹ firent escale à Mocamedes²² la même année pour montrer leur soutien face à l'Afrique du Sud. Le même document indique que la marine soviétique disposait d'une station de communication à Luanda, de facilités pour les escales aériennes et navales. La même année, un groupe naval opérant dans l'océan indien fit escale au Mozambique.

En 1983, le croiseur lourd porte-avions Novorossiisk et une escorte effectuent une escale à Luanda du 12 au 20 novembre. Aucun déploiement n'eut lieu au sud du pays à Mocamedes. « Les soviétiques restèrent soigneusement à l'écart durant l'accroissement des hostilités dans la région »²³.

Entre 1975 et le début des années 90, la marine soviétique a été continuellement présente dans l'atlantique avec un navire de surface déployé très régulièrement à Luanda. Cette ville a été jusqu'à octobre 1990, le principal centre logistique et de maintenance pour la marine soviétique dans l'Atlantique Sud. Les Soviétiques ont

20 The president's daily brief 15 January 1976, en ligne URL : https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/DOC_0006015004.pdf, partiellement déclassifié le 14/06/2016, accédé le 20 septembre 2016.

21 Soviet naval activities outside home waters during 1982, disponible sur https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/DOC_0005173426.pdf, accédé le 27 juillet 2017.

22 Namibe, ou Moçâmedes est la capitale de la province de Namibe dans le sud-ouest de l'Angola. Elle se situe très près de la frontière de la Namibie et dispose d'un port de pêche et de commerce assez important.

23 Soviet naval activities outside home waters during 1983, en ligne URL: https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/DOC_0000498180.pdf , accédé le 18 septembre 2017.

également maintenu une présence aérienne navale périodique à Luanda jusqu'en 1988. Un sous-marin diesel était déployé en certaines occasions²⁴.

Les craintes américaines de voir une intense activité soviétique en Afrique ne se sont donc que partiellement réalisées. Il n'y a jamais eu de confrontation directe entre la marine soviétique et la marine sud-africaine.

d) L'unique opération effectuée par les militaires américains en Angola

Du 12 août au 07 octobre 1992, lors des premières élections angolaises, les États-Unis ont appuyé les opérations électorales en fournissant des avions de transport. L'USAF Europe a conduit 326 sorties²⁵ avec ses avions C130 Hercules pour ramener chez eux les soldats démobilisés de l'UNITA et du gouvernement. L'opération fût baptisée Provide Transition. Ce fut une contribution somme toute modeste au regard des besoins de l'Angola au moment de la réalisation des premières élections démocratiques

24 *Understanding Soviet naval deployment*, Prepared at the direction of the Chief of Naval Operations by the Director of Naval Intelligence (OP-092) with the technical assistance of the Chief of Information (OP-09C) July 1991, p.34. en ligne URL : <http://www.dtic.mil/dtic/tr/fulltext/u2/a248966.pdf> , accédé le 14/01/2018.

25 SPIRTAS Michael, DURELL YOUNG Thomas, ZIMMERMAN S.Rebecca, *What it Takes: Air Force Command of Joint Operations*, Rand PROJECT AIR FORCE, 2009,p.12 en ligne URL : http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2009/RAND_MG777.pdf accédé le 29/06/2017.

Section.2 Les opérations américaines au Congo/Zaire

L'US Air Force conduisit plusieurs opérations en Afrique. On peut citer « New Tape » qui s'est déroulée du 8 juillet 1960 au 30 juin 1964. Les États-Unis bien que ne fournissant pas de troupes à l'opération des Nations Unies au Congo (ONUC) au début des années soixante ont assuré la mise en place de certains contingent africains sur le théâtre d'opérations. Le 18 juillet, le MATS²⁶ établit une escadrille de circonstance au sein du 160th Air Transport Wing à Châteauroux pour appuyer l'opération New Tape. Le 8 janvier 1962, la France retire son appui à l'ONUC ; par conséquent, l'USAF ne pourra plus opérer à partir des bases de Châteauroux et d'Evreux vers l'Afrique. Les appareils américains²⁷ ont assuré la mise en place de contingents de nombreux pays transportant 20000 passagers durant les trois premiers mois de l'opération.

En 1964, les avions américains ont appuyé l'opération Dragon rouge menée par des unités belges pour protéger leurs ressortissants. A la demande du gouvernement congolais et pour contrer la rébellion Simba, d'obédience marxiste, l'armée belge envoie 350 parachutistes du 1^{er} régiment de Para-Commando. Le 24 novembre 1964 cinq avions C-130 Hercules larguent 350 parachutistes belges sur l'aéroport de Stanleyville, ville tenue par les rebelles. Douze avions C-130 de la 322^{ème} Division aérienne de l'US Air Force ont participé à cette opération.

a) Les missions du Général James Rockwell

Après l'arrivée au pouvoir de Joseph Mobutu en 1965, la coopération avec les États-Unis se met en place notamment au niveau militaire. Deux missions d'évaluation des Forces Armées Zaïroises sont conduites en 1975 et 1976 sous l'autorité du général James Rockwell de l'armée de terre américaine. Il s'agissait de l'U.S. military technical advisory team for republic of Zaire²⁸ dont l'objectif était de dresser un état objectif des Forces Armées Congolaises ; créées dans les soubresauts de la décolonisation et les différentes aventures sécessionnistes.

L'équipe du général Rockwell a parcouru le Zaïre entre le 29 janvier et le 20 février 1975 pour évaluer la situation. Ils ont constaté, que les forces terrestres, n'avaient

26 MATS : Military Air Transport Service ; Commandement du transport aérien militaire américain activé du 1^{er} juin 1948 au 8 janvier 1966.

27 les appareils utilisés furent du type: C-130 Hercules, C-124 Globemaster, C-118 Liftmaster , C-119 Packet, C-135 Stratolifter, C-133 Cargomaster, C-121 Super Constellation , C-54 Skymaster.

28 Foreign Relations of the United States, 1969–1976, Volume E–6, Documents on Africa, 1973–1976, doc 271. Memorandum from the Chief of the U.S. Military Technical Advisory Team (Rockwell) and the Acting Assistant Secretary of State for African Affairs (Mulcahy), Washington, March 7, 1975.

qu'une capacité minimale de maintien de l'ordre interne et pratiquement aucune pour résister à une agression externe. L'équipe a préparé les plans qui pourraient permettre au Zaïre de disposer d'une force de dissuasion minimale. Cette force devait être constituée des entités suivantes avec un budget de 150 millions de dollars sur une période de huit ans :

Au niveau des forces terrestre, le plan prévoyait la création d'une division d'infanterie comprenant trois groupes de combat mobiles. Pour la défense aérienne, neufs radars et 168 armes automatiques, qui viendraient compléter l'action des chasseurs Mirage V²⁹ de la Force aérienne zaïroise (FAZA). Au niveau naval, le plan prévoyait un escadron côtier avec six patrouilleurs et un escadron fluvial avec vingt-deux embarcations.

Le premier compte-rendu envoyé au secrétaire à la Défense Schlesinger le 18 Avril 1975 amènera plus de questions que de réponses. Ce rapport a été étonnamment reçu par les autorités de Washington qui ne voulait pas donner un signal trop fort et favorable aux demandes du président Mobutu. Aux yeux de Zaïrois, le véritable objectif la visite de la visite était d'aider les décideurs à Washington à déterminer le niveau exact de l'assistance militaire.

Devant l'évolution de la situation en Angola, les capacités militaires zaïroise ont été mises à contribution pour soutenir le FNLA et l'UNITA. Henry Kissinger avertit le NSC le 11 mai 1976 que « si le Zaïre tombe, chaque état africain tirera la conclusion que l'Union soviétique est la « vague » du futur ». A la demande du président Mobutu, le général de division Rockwell effectuera une seconde mission au Zaïre du 19 au 28 mai 1976. Avant son départ, il comprit que le secrétaire Kissinger voulait que les États-Unis soient réactifs aux besoins du Zaïre.

Les services de renseignements américaine et zaïrois estimaient que dans un délai de deux ou trois ans l'Angola serait capable de lancer des attaques à grande échelle contre le Zaïre, en utilisant des chars et des blindés soutenus par de l'artillerie et des avions à réaction³⁰. Le plan actualisé de la mission prévoyait les éléments suivants :

Pour l'année 1977, il envisageait de fournir 36 hélicoptères, 10 chars M60³¹, 12 transports de troupe et 16 canons antiaériens. Pour un coût de 640 millions de dollars dont 410 les années fiscales 1978-1982, il propose une division d'infanterie mécanisée.

29 17 mirages V (14 Mirages 5Ms et 3 Mirages 5DMs) ont été commandés en 1973 par le Zaïre auprès de l'entreprise française Dassault Aviation.

30 POOLE Walter S. *The Joint Chiefs of Staff and National Policy 1973–1976*, Office of Joint History Office of the Chairman of the Joint Chiefs of Staff Washington, 2015, en ligne URL : http://www.jcs.mil/Portals/36/Documents/History/Policy/Policy_V011.pdf, accédé le 04 juillet 2017.

31 Le M60 Patton est un char de combat lourd, armé d'un canon de 105mm qui fut massivement utilisé durant la guerre froide par les États-Unis et ses alliés.

Sur l'eau, il est prévu 14 patrouilleurs côtiers, 110 petites unités de rivières et 20 pour les lacs. Pour la défense antiaérienne, il est prévu six radars de surveillance et d'interception, quatre bataillons de défense anti-aérienne et un escadron d'avion T-37³².

b) L'appui à l'opération française et Belge à Kolwezi

En 1977, une première alerte a lieu avec l'incursion, d'environ 2 000 membres du Front national de libération du Congo (FLNC) qui envahissent la province du Shaba. Cette première guerre du Shaba est sans aucun doute la conséquence directe du soutien du Zaïre aux factions FNLA et UNITA dans la guerre civile angolaise.

Après la défaite de son allié du FNLA et la mise en place de l'Administration Carter, qui ne lui est pas favorable, le Zaïre semble vulnérable.

Après l'indépendance de l'Angola et la consolidation du MPLA au pouvoir, Neto veut renforcer l'encadrement politique du FLNC pour organiser une opération militaire contre Mobutu³³.

Le 7 mars 1977, le Front national pour la libération du Congo (FNLC) lance une attaque à partir de la Zambie au sud de la ville de Mutshatsha. Bien que les États-Unis soutiennent les deux mouvements rebelles angolais, Washington n'apportera pas de soutien militaire direct au Zaïre. La France, le Maroc et l'Égypte fourniront un appui indispensable au régime du président Mobutu pour repousser ces rebelles.

Les troupes du FNLC sont en fait les anciens gendarmes devenus des tigres katangais qui ont été accueillis par le gouvernement angolais. Certains ont participé aux combats pour la défense de Luanda notamment à Kifangondo. Le président Mobutu avait annoncé vouloir les amnistier le 24 novembre 1974 et espérait leur retour au Zaïre.

Quelques mois après l'échec de leur première tentative, Le 13 Mai 1978, le FNLC lance une nouvelle attaque sur la ville minière de Kolwezi. Les unités militaires

32 Le Cessna T-37 Tweet est un petit avion biréacteur d'entraînement et d'attaque au sol produit entre 1955 et 1975. Le Cessna A-37 Dragonfly, ou Super Tweet, est une version optimisée pour les missions d'appui au sol. Il sera utilisé intensivement durant la guerre du Viêt-Nam. Aucun de ces appareils ne figurera à l'inventaire de la Force Aérienne Zaïroise (FAZA).

33 KENNES Erik, *Fin du cycle post-colonial au Katanga, RD Congo. Rébellions, sécession et leurs mémoires dans la dynamique des articulations entre l'Etat central et l'autonomie régionale, 1960-2007*, Thèse de doctorat en cotutelle présentée à la Faculté des études supérieures de l'Université Laval, Québec dans le cadre du programme de doctorat en Ethnologie des francophones en Amérique du Nord pour l'obtention du grade de Philosophiae Doctor (PhD), p.472.

zaïroises présentes dans la province sont incapables de juguler cette attaque. Français et belges planifient une opération de secours.

Le 16 mai 1978, le Président Carter met en alerte la 82^{ème} division aéroportée³⁴ de l'armée américaine et en fait l'annonce à la presse. Sa 2^{ème} Brigade est prête à être engagée dans une opération d'évacuation des ressortissants américains.

Les avions de transport américains ont soutenu l'opération de combat belge et française, fournissant du carburant, des munitions, des véhicules, des équipements et des fournitures essentielles. Entre le 16 et le 27 mai, les avions de transport du MAC³⁵ ont transporté 931 tonnes de marchandises et 124 passagers au Zaïre lors des 42 missions de C-141³⁶ et 1 C-5³⁷.

La Belgique et la France décident d'intervenir sur fond de rivalité. La France engage le 2^{ème} régiment étranger de parachutiste dans un assaut aéroporté sur la ville de Kolwezi pour neutraliser les rebelles alors que les belges veulent évacuer les ressortissants occidentaux. 600 légionnaires français et 1180 parachutistes belges prirent part à cette opération. Les États-Unis fournirent un appui indispensable pour la mise en place, le ravitaillement et le désengagement de ces forces.

c) Opération Zaïre I

Il s'agit de l'appui aérien à la mise en place des forces belges et françaises après que l'intervention américaine ne fut plus nécessaire en raison de l'évacuation réussie de la majorité de leurs ressortissants.

L'USAF mobilisa de nouveau ses avions de transport stratégique C-141. Ceux-ci firent escale au Liberia ou à Dakar selon le carburant disponible sur ces plateformes. Au cours de dix missions C-141, plus de 100 tonnes de marchandises ont été livrés de Bruxelles, jusqu'à la base de Kamina au Zaïre. Les C-141 et le C5 ont transporté au total 437 tonnes de fret et 120 passagers de Solenzara³⁸ à Lubumbashi, en passant par Dakar.

34 La 82^{ème} Division est une division d'infanterie aéroportée de l'armée américaine. Cette unité d'élite est spécialisée dans les opérations d'assaut par air dans les zones difficiles. L'unité est basée à Fort Bragg, en Caroline du Nord. Cette division a formé le noyau de la force de déploiement rapide.

35 MAC : Military Airlift Command.

36 Le C141 Starlifter est un avion de transport stratégique quadrimoteur, entré en service en 1965 au sein de l'US Air Force.

37 WARNOCK Timothy A., *Air Force Historical Research Agency, Short of War Major USAF Contingency Operations 1947-1997*, Air Force History and Museums Program in association with Air University Press, 2000 p.118.

38 La base aérienne 126 de Solenzara « CAPITAINE PREZIOSI » est une base opérationnelle de l'Armée de l'air située dans le département de la Haute-Corse.

Des C-141 ont transporté quarante-deux tonnes de carburant depuis l'Italie jusqu'à Kinshasa alors que quatre appareils du même type configurés avec des réservoirs souples ont acheminé 352 tonnes de carburant depuis la capitale zaïroise jusqu'à Kamina lors de 12 missions. Les légionnaires français qui n'avaient pu faire venir leurs parachutes français de métropole effectuèrent le saut de Kolwezi avec des parachutes américains T10 qui avaient été livrés au Zaïre. Ces parachutes ne permettaient pas d'accrocher l'ensemble des équipements de manière réglementaire ni d'utiliser les gaines³⁹. Le personnel qui n'était pas habitué à cette voile sera dispersé sur une partie de la ville en raison de vents violents sur la zone de Kolwezi. La mission sera néanmoins un succès grâce à l'audace de l'opération aéroportée française et le soutien logistique américain. Elle bloque l'action du FNLC et l'UNITA sera appelé en renfort pour intercepter les assaillants de la ville de Kolwezi. Avec l'appui renseignement de la CIA, l'UNITA de Jonas Savimbi conduira les 27 mai et 6 juin 1978 des embuscades entraînant l'exécution de centaines de Katangais et de leurs conseillers militaires cubains et est-allemands⁴⁰.

d) Opération Zaïre II

La seconde phase du pont aérien baptisé ZAIRE II s'est déroulée entre le 31 mai et le 16 juin 1978. 61 missions de C-141 Starlifter et 11 missions de C-5 Galaxy permirent le désengagement des unités belges et françaises. 1619 tonnes of fret et 1225 passagers furent transportés durant cette phase. 14 missions aériennes ont rapatrié 809 soldats français et 225 tonnes de fret de Lubumbashi jusqu'à la Corse.

e) L'appui à la mise en place de la force interafricaine de paix.

A la suite de l'opération Franco-belge de Kolwezi, il a été décidé la mise en place d'une force africaine pour aider les zaïrois à reprendre le contrôle de la province du Shaba. Les États-Unis ont accru leur rôle en assurant une grande partie du transport des contingents africains. 11 avions de transport stratégiques C-141 ont été mobilisés pour transporter les unités sénégalaises et gabonaises depuis leurs pays respectifs vers le Zaïre.

Le personnel militaire américain de soutien au sol s'est déployé à Dakar au Sénégal ; à Agadir au Maroc ; à Solenzara et Avord en France ; à Libreville au Gabon. Ils se déployaient aussi Kinshasa et Lubumbashi au Zaïre. Le Pentagone donna le chiffre de soixante-douze militaires déployés au Zaïre, et 253 dans les autres sites énoncés précédemment.

39 Les gaines d'armes sont utilisées pour le transport et le largage de matériel que ce soit pour l'armement individuel et collectif ou les transmissions.

40 NOUZILLE Vincent, *Les tueurs de la République*, Fayard, 2015, p.88.

Cet interventionnisme du président Carter, amena les seize membres du Black Caucus, à l'accuser de vouloir réintroduire la confrontation est-ouest au sujet de l'invasion de la province du Shaba au Zaïre⁴¹. Le Représentant. Parren J. Mitchell (D-Md.), le porte-parole du Black Caucus déclara au sujet du pont aérien de troupes africaines que cela rappelait fortement des situations connues au Vietnam. Le département d'État lui répondait que ce personnel n'était pas armé et servait uniquement pour aider aux opérations logistiques en chargeant et déchargeant les avions.

Cinquante missions de C-141 et C-5 ont projeté 1214 tonnes de fret aussi bien que 416 soldats du Maroc, de Côte d'Ivoire, du Gabon du Sénégal et du Togo pour remplacer les belges et les français. Deux missions de C-141 permirent le transport de 51 tonnes de fret de la Croix rouge internationale de Genève jusqu'à Lubumbashi et Kinshasa.

Les équipages et les avions de MAC qui ont participé à l'opération au Zaïre en 1978 appartenaient à sept escadrons des 21 et 22^{ème} Air Force. Un tiers des participants étaient des réservistes et cette opération, fût la première où un pilote réserviste féminin américain fut engagé.

f) **Les autres opérations aériennes**

Operation Quick Lift

Il y a eu en premier lieu l'opération Quick Lift menée au Zaïre au mois de septembre et octobre 1991. Entre le 24 septembre et le 07 octobre 1991, une Task Force du commandement américain en Europe (EUCOM) a permis le déploiement de troupes françaises et belges au Zaïre et a évacué 716 personnes suite à une mutinerie des Forces Armées Zaïroises.

Operation Support Hope

Opération Support Hope est une opération militaire des États-Unis lancée en 1994 pour fournir un secours immédiat aux réfugiés du génocide rwandais. Il s'agissait aussi de précéder la mise en place d'un programme humanitaire des Nations Unies au profit de près de deux millions de réfugiés Hutus, certains ayant participé au génocide et qui avaient fui les représailles tutsies. La décision a été prise le 22 juillet par le président Clinton.

Des militaires américains ont été mis en place à Goma au Zaïre, à Kigali au Rwanda, Entebbe en Ouganda et Mombasa au Kenya. Des officiers de l'US Air Force ont été

41 MARDER Murrey, *U.S. Role in Zaire Grows with Gabon, Senegal Airlift*, The WP, June 7, 1978.

détachés au sein de la cellule aérienne de l'UNHCR à Genève et assignés à la cellule logistique et dans des centres d'opération sur le terrain.

Le poste de commandement de la Joint Task Force a été mis en place à Entebbe, fournissant une capacité additionnelle de transport au profit des Nations Unies. L'armée de terre américaine mis sur pied un système de purification d'eau au profit du camp de réfugié de Goma. Les gros porteurs se posaient à Entebbe et c'est là que les avions cargos (type C130) prenaient en charge le fret pour l'amener à Goma et d'autres zones.

Les effectifs maximums atteints au cours de l'opération Support Hope s'élevaient à 2592 membres des Forces armées majoritairement de l'USAF Europe et 325 sur les bases aériennes du continent. Environ 15 000 tonnes de fournitures humanitaires ont été livrées lors de 1200⁴² sorties aériennes. L'aide humanitaire est venue directement d'Europe vers l'Afrique par avion-cargo C5 et C-141. La dernière mission aérienne sera effectuée le 27 septembre 1994.

En 1996, l'Administration Clinton commencera à engager des militaires américains au Zaïre au moment où la situation se détériore profondément dans la région de Goma. L'opération ne sera finalement pas déclenchée.

Operation Guardian Assistance

Il y a eu aussi l'opération *Guardian Assistance* qui avait pour objectif de déployer une équipe d'évaluation humanitaire en Ouganda et au Rwanda. Elle se déroula du 14 novembre 1996 au 27 décembre de la même année à partir d'unités de Southern European Task Force (SETAF)⁴³.

Un avion de patrouille maritime P-3C de l'US Navy habituellement affecté en Méditerranée, sera détaché à Entebbe en Ouganda. Cet appareil fournira du renseignement sur les mouvements des réfugiées allant du Rwanda au Zaïre. Cette information, diffusée permet d'éviter le déploiement de la force multinationale qui n'était plus nécessaire. 200 militaires américains furent déployés en Afrique centrale au sein d'un Civil-Military Operation Center (CMOC), d'un élément de commandement de l'USAF⁴⁴, d'un détachement de la police militaire et de personnel de la logistique.

42 Les avions de transport stratégique C-5s et C-141s ont effectué 381 sorties appuyés par les ravitailleurs en vol de l'USAF. Les avions tactiques C-130s ont effectué 996 sorties.

43 La Southern European Task Force (SETAF) est une unité d'AFRICOM installée depuis les années 50 en Italie.

44 Tactical Airlift Liaison and Control Element (TALCE).

Les États-Unis conduiront d'autres opérations dont *l'Operation Guardian Retrieval* entre mars et juin 1997 en raison de l'instabilité au Zaïre.

Section.3 Les opérations en Rhodésie

Les accords de Lancaster House sont signés le 21 décembre 1979 et le pays accède à l'indépendance sous le nom de Zimbabwe le 18 avril 1980. Alors que les élections sont prévues au début de l'année 1980, une force militaire du Commonwealth ou *Commonwealth Monitoring Force* se déploie dans le pays pour la période de transition. La Grande-Bretagne y contribue à hauteur de 800 soldats et 300 membres de la Royal Air Force. 150 Australiens, 22 Fidjiens, 50 Kenyans et 75 Néozélandais ont participé à cette opération. La mission qui a commencé le 1^{er} décembre 1979 s'est achevée le 02 mars 1980.

Comme quelques années plus tôt avec les français et les belges, les américains vont fournir des capacités de transport essentielles pour la mise en place et le soutien de la force du Commonwealth. Voici les instructions données pour cette mission considérant qu'aucun militaire américain ne serait déployé au sein de la force du Commonwealth.

Le ministère de la Défense pourrait utiliser l'U.S Air Force pour transporter un ou deux bataillons de troupes de maintien de la paix d'autres pays en Rhodésie et fournir des transports logistiques par la suite. Un tel soutien devra être approuvé par vous en tant que commandant en chef⁴⁵.

Sur le terrain la Royal Air Force assure la mise en place de son personnel et appuie celui des autres nations contributrices de la force de près de 1500 hommes. Les hélicoptères du 656 AAC⁴⁶s ont été transportés par avion C5 Galaxy. Des aéronefs de type C-141, de capacité plus limitée ont effectué des sorties. Du personnel de soutien de l'US Air Force a été mis en place en Rhodésie pour le soutien des opérations.

Concernant les autres pays de la région, on ne peut que constater qu'il n'y a pas eu de participation américaine à l'opération des Nations Unies en Namibie. L'UNTAG a compté 4493 militaires de tous grades et 1500 policiers de 50 pays ; mais pas d'américains.

Pour conclure ce chapitre sur l'engagement militaire américain en Afrique australe ; on peut estimer que les États-Unis ont toujours été très réticents à intervenir directement sur le continent. L'analyse du comité des chefs d'état-major au sujet de la

45 Foreign Relations, 1977–1980, Volume XVI, Southern Africa, doc 161. Memorandum From Acting Secretary of State Christopher to President Carter, Washington, June 29 1977, p.456.

46 The 656 Squadron Army Air Corps est une unité de l'armée britannique

situation en Afrique australe au début des années 75 résume bien la peur de l'engrenage :

Le comité des chefs d'état-major interarmées a recommandé une réponse prudente et soigneusement contrôlée à la situation potentiellement explosive. Dans une certaine mesure, bien sûr, leur attitude reflétait le fait que l'opinion publique américaine, amèrement divisée sur le Vietnam, n'accepterait pas l'intervention en Afrique⁴⁷.

Conclusion

Les États-Unis ont plusieurs fois envisagé mais rarement conduit des opérations militaires en Afrique. Ils se sont engagés au début des années soixante au Congo ou à la fin de la guerre froide et en quelques rares occasions pour des évacuations de ressortissants.

L'URSS a su s'arrêter à temps dans son aventure africaine pour ne pas déclencher un engagement américain. Ils ont été aidés en cela par le Congrès qui a réduit la marge de manœuvre du président en promulguant l'amendement Clark. Même face à l'engagement massif de Cuba, les États-Unis n'ont pas engagé le fer.

La contribution américaine aux opérations africaines a le plus souvent consisté en un appui logistique aérien pour la mise en place et le retrait des troupes. L'aventure somalienne et les pertes liées aux combats de Mogadiscio ont traumatisé les militaires américains. Ces événements ont une nouvelle fois éloigné les militaires américains du continent jusqu'au déploiement de troupes permanentes à Djibouti dans le cadre du CJTF-HOA⁴⁸.

47 POOLE Walter S., *History of the Joint Chiefs of Staff*, The Joint Chiefs of Staff and National Policy 1973–1976, Office of Joint History Office of the Chairman of the Joint Chiefs of Staff Washington, DC 2015, p.149.

48 Combined Joint Task Force Horn of Africa installée au camp Lemonnier à Djibouti depuis 2002.

Chapitre 2 L'utilisation des mercenaires dans le conflit angolais

Sur aucun continent les mercenaires et les sociétés militaires privées n'ont été plus actifs ou plus controversés qu'en Afrique. Depuis les années 1960, plusieurs pays africains ont été infestés par des mercenaires essayant de tirer un bénéfice des conflits postcoloniaux qui faisant rage à travers le continent⁴⁹.

a) La peur du mercenaire

La tentation d'engager des mercenaires⁵⁰ a été constante dans les processus de décolonisation. Plusieurs pays de l'Afrique australe ont été confrontés à ces combattants étrangers. Durant les années 70, les deux pays concernés par l'emploi de mercenaire américain sont l'Angola et la Rhodésie.

En avril 1975, l'ambassade américaine en Italie rend compte de tentatives sérieuses de recruter de mercenaires en Italie pour le Mozambique, la Rhodésie et sans doute aussi l'Angola. Ces activités auraient été centrées sur Gênes par des portugais du Mozambique qui voulaient s'opposer à l'indépendance⁵¹.

Le Congrès a mené une enquête en 1976, pour savoir si le gouvernement américain ou une de ses agences avait laissé faire ou facilité le recrutement de mercenaire américain. La réponse fournie par l'Administration a été négative mais n'a pas dissipé tous les doutes. Le Congrès estimait que la plupart des citoyens qui se

49 VARIN Caroline, *Mercenaries and the State: How the hybridisation of the armed forces is changing the face of national security*, A thesis submitted to the Department of International Relations of the London School of Economics for the degree of Doctor of Philosophy, London, September 2012.

50 A l'époque des événements, la définition du mercenaire figure dans l'article 47 du protocole additionnel des conventions de Genève du 12 août 1949 (Protocole I).

Article 47 — Mercenaires

1. Un mercenaire n'a pas droit au statut de combattant ou de prisonnier de guerre.

2. Le terme « mercenaire » s'entend de toute personne :

a) qui est spécialement recrutée dans le pays ou à l'étranger pour combattre dans un conflit armé ;

b) qui en fait prend une part directe aux hostilités ;

c) qui prend part aux hostilités essentiellement en vue d'obtenir un avantage personnel et à laquelle est effectivement promise, par une Partie au conflit ou en son nom, une rémunération matérielle nettement supérieure à celle qui est promise ou payée à des combattants ayant un rang et une fonction analogues dans les forces armées de cette Partie ;

d) qui n'est ni ressortissant d'une Partie au conflit, ni résident du territoire contrôlé par une Partie au conflit ;

e) qui n'est pas membre des forces armées d'une Partie au conflit et

f) qui n'a pas été envoyée par un état autre qu'une Partie au conflit en mission officielle en tant que membre des forces armées dudit état.

51 AMEMBASSY ROME TO SECSTATE WASHDC, Zairian concern for mercenary recruitment in Italy
“,Wikileaks Cable: https://wikileaks.org/plusd/cables/1975ROME02609_b.html, accédé le 02 juin 2013

battaient en Afrique étaient des anciens du Viêt-Nam⁵². Il faut indiquer qu'au moment où le FNLA et l'UNITA se sont trouvés en grande difficulté, la C.I.A. a organisé le recrutement de mercenaires.

Comme l'indique le journaliste Barry Cohen dans le Monde diplomatique, la CIA a été mise en contact avec le mercenaire Bob Denard⁵³ par le SDECE. « Denard avait déjà fourni des mercenaires français au président Mobutu pour l'aider à réaliser ses projets d'invasion de l'enclave de Cabinda riche en pétrole ». Moyennant 500 000 dollars, il accepta de fournir vingt mercenaires pour conseiller l'UNITA. : Cette opération se révéla vaine pour la CIA⁵⁴.

b) Le recrutement des mercenaires aux États-Unis

Quelques américains sont devenus des mercenaires en Afrique même s'ils n'ont pas constitué les plus gros volumes des soldats agissant en Angola. Ainsi les américains ont volontiers servi aux côtés des Rhodésiens alors que les britanniques se sont enrôlés en masse pour aller en Angola.

En 1976, l'amende pour un engagement dans une armée étrangère pouvait atteindre jusqu'à 2000 dollars et une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans. L'enrôlement dans une armée étrangère pourrait être considéré un renoncement à la citoyenneté américaine. Dans une lettre du Douglas J. Bennet, Jr. Assistant Secretary for Congressional Relations écrit le 28 avril 1977 au sénateur Senator Pell of the Foreign Relations Committee. Celui-ci avait indiqué que 400 américains combattaient au profit du régime de Salisbury. Il semble qu'aucun américain n'ait été poursuivi pour des activités de mercenariat⁵⁵.

i. Le journal Soldier of fortune

Le magazine Soldier of Fortune, « le journal des aventuriers professionnels » a été créé par le lieutenant-colonel à la retraite, Robert K Brown qui avait servi au sein des forces Spéciales au Vietnam. Ce magazine édité aux États-Unis et diffusé dans de nombreux pays a servi au recrutement de volontaire pour différentes destinations.

Dans son premier exemplaire en 1975, on trouve plusieurs annonces pour des postes de combattant en Rhodésie. Par la suite, des articles sur les combats contre les insurrections communistes en Rhodésie et en Angola ont constitué la majorité du

52 Hearing before the special subcommittee on investigation on the committee on international relations, House of representatives, 94 Congress 2nd session, August 9,1976, p.2, en ligne URL: <https://catalog.hathitrust.org/Record/011340560> accédé le 17/09/2017.

53 Robert Denard dit Bob Denard est un militaire français devenu mercenaire à partir des années soixante dans plusieurs pays d'Afrique.

54 COHEN Barry, *Complot contre le M.P.L.A. et escalade de la guerre civile angolaise, Le premier témoignage sur les activités de la C.I.A en Afrique*, le Monde diplomatique, Septembre 1978, p.15.

55 LOBBAN Richard, *American Mercenaries in Rhodesia*, *Journal of Southern Africa Affairs*, N°3, p.320.

contenu du magazine. Certains ont suggéré que le magazine était paru avec la pleine bénédiction de la CIA. De 1976 à 1980 la quasi-totalité des éditions du magazine *Soldier of Fortune* contenait un ou plusieurs articles sur le conflit rhodésien. A partir de 1980, l'attention se tournera vers l'Angola.

D'une autre manière, une campagne de recrutement des mercenaires a été programmée sur le Channel 7 du réseau américain American Broadcasting Company (ABC) par David Bufkin, un ancien combattant du Vietnam. Elle n'a pas permis de rassembler un nombre suffisant de professionnels.

c) **Les mercenaires américains en Rhodésie**

Dans un autre conflit la participation de combattants étrangers a été un phénomène majeur. L'armée rhodésienne et la police⁵⁶ ont fait appel au service de mercenaires pour renforcer leurs capacités et obtenir un haut niveau d'efficacité en raison des effectifs réduits de ces institutions. La population blanche n'a jamais représenté plus de 5% de la population totale de Rhodésie. Les Rhodésiens ont donc lancé des appels pour recevoir un soutien de l'étranger. Selon des témoignages repris dans certains ouvrages, les citoyens américains servaient en tant que soldats ordinaires de l'armée rhodésienne. Ils étaient rémunérés au même titre que les autres militaires du pays avec des salaires allant de 800 à 3000 dollars.

Les données sur le nombre de mercenaires ayant servi en Rhodésie sont contradictoires. Selon le site des Selous Scouts⁵⁷, 1500 ressortissants étrangers se sont joints à leur cause. Les volontaires sont venus du monde entier : Grande-Bretagne, Irlande, Afrique du Sud, Portugal, Hong Kong, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande. Les Américains étaient particulièrement appréciés en raison de leur expérience récente acquise lors de guerre du Vietnam. On estime que quelque trois cents américains ont servi dans l'infanterie légère rhodésienne⁵⁸ au cours du conflit. Les américains servant au sein des forces de sécurité rhodésiennes s'étaient regroupés au sein d'un groupe informel qu'ils avaient baptisés *Crippled Eagles*. Sept américains sont morts au combat ou à l'entraînement ; beaucoup d'autres ont été blessés au combat. A l'été 1975, le premier mercenaire américain était tué dans une action en Rhodésie. Il était membre du Rhodesia Light Infantry.

Le magazine *Jeune Afrique* a lui publié une étude en 1979, selon laquelle il y aurait 15000 mercenaires dans les forces de sécurité rhodésiennes, 50% de plus qu'en 1978.

56 British South Africa Police (BSAP)

57 Régiment de l'armée rhodésienne fondée en 1973 et dissout en 1980, ayant compté une forte composante africaine. Site des anciens du régiment, en ligne URL : http://selousscouts.tripod.com/home_page.htm accédé le 22 septembre 2017.

58 The Rhodesian Light Infantry est un régiment de troupes aéroportées qui a existé de 1961 à 1980.

Ce chiffre incluerait 1600 sud-africains, 2300 américaines, 1800 français, 1050 allemands de l'ouest, 800 israéliens et 2800 citoyens portugais⁵⁹. Cette estimation reprise par un mouvement anti-apartheid semble surévaluée.

On peut citer le cas de deux américains dénommés, Joe Belisario and Craig Acheson, qui furent arrêtés par la police du Botswana alors qu'ils se rendaient en Rhodésie. Ils furent officiellement jugés pour possession d'armes et condamnés à six mois de prison⁶⁰.

Un mercenaire témoigne dans le Los Angeles Times, de l'organisation du recrutement des mercenaires américains par l'intermédiaire du bureau d'information rhodésien à Washington. Il déclare. "Les États-Unis disposent d'un bon outil de renseignement à l'échelle mondiale. S'ils le veulent, ils peuvent trouver les noms des américains dans l'armée rhodésienne sans mon aide". Il déclare aussi que le bureau d'information rhodésien à Washington ⁶¹ sert de centre de réception pour les hommes intéressés d'aller en Rhodésie⁶².

d) Les mercenaires américains en Angola

Au moment des préparatifs de l'indépendance angolaise, une coalition informelle conduite par les États-Unis se met en place. Elle comprend le Zaïre, l'Afrique du Sud, la Grande-Bretagne et la France⁶³. La France était particulièrement intéressée par l'enclave de Cabinda. L'aide américaine commença à arriver à Savimbi et à Roberto au début du mois d'août 1975.

La CIA a fait appel à des mercenaires pour appuyer les forces du FNLA. Des bureaux sont ouverts à New York et à Londres pour recevoir, sélectionner des mercenaires pour aller combattre en Angola. A la fin 1975 et au début 1976, le britannique John Banks a procédé au recrutement de mercenaires pour le mouvement rebelle de Holden Roberto. Selon les angolais, le FBI avait une totale connaissance des opérations de recrutement en cours sur le territoire américain.

59 An Anti-apartheid publication on Rhodesia, fire force exposed ; the Rhodesian security forces and their role in defending white supremacy, p.31, disponible à l'adresse https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0ahUKEwis8onDz_rVAhWBDMAKHVkxBT0QFggmMAA&url=http%3A%2F%2Fwww.aamarchives.org%2Fbrowse-the-archive%2Fpamphlets.html%3Fdownload%3D4223%3Azim25-fire-force-exposed&usg=AFQjCNGekJYYyFrczIBfWPAHaNjsGRLWEw

60 Telex FM AMEMBASSY GABORONE TO SECSTATE WASHDC, en ligne URL : https://141.105.65.114/plusd/cables/1975GABORO01253_b.html , accédé le 22 juin 2017.

61 Les États-Unis n'entretenaient pas de relations diplomatiques avec la Rhodésie à cette époque.

62 Mercenaries return to action, The Los Angeles Times from Los Angeles, California, March 27, 1976

63 GLEIJESES Piero, *Conflicting Missions Havana, Washington, and Africa, 1959-1976*, university of North Carolina Press, 2003, p.293.

Cette aventure sera tragique pour beaucoup des hommes recrutés. Lors d'un fameux procès des mercenaires qui s'est tenu à Luanda :

Gary Martin Acker, un ex-marine de 21 ans originaire de Sacramento, a déclaré hier à la cour qu'il n'avait participé à aucune action de combat et n'avait jamais tiré un coup de feu contre quiconque pendant les quatre jours qu'il a passé en Angola avant qu'il ne soit capturé⁶⁴.

Ces combattants vont arriver plusieurs semaines après qu'une grande opération des forces angolaises et cubaines ait permis la reprise des grandes villes du nord de l'Angola. Le FNLA avait perdu Caxito le 27 décembre 1975 et la principale base aérienne du mouvement à Camabatela a été capturée le 1^{er} janvier. Negage a été repris le 3 janvier par le MPLA et Carmona, Uige le 4 janvier. Ces opérations ont très fortement réduit la capacité militaire du FNLA.

Une organisation anglaise appelée Security Advisory Services offrait aux recrues une avance de 300 \$ et un salaire de 300 dollars par semaine pour combattre au profit de l'UNITA et du FNLA⁶⁵. Le premier groupe de 25 mercenaires rejoignit le théâtre d'opérations le 18 janvier 1976 et un mois plus tard, 128 autres recrues les rejoignirent. Holden Roberto avait déjà combattu avec des portugais que l'on peut qualifier de mercenaires mais c'est la première fois que l'on faisait appel à des soldats de fortune depuis les années soixante au Congo.

Cette campagne placée sous le commandement de Costas Georgiou, connu sous le surnom de Colonel Callan sera un échec. Selon le mercenaire David Tomkins, le groupe a passé la plupart du temps à chercher de la nourriture, des armes utilisables et des munitions. On peut estimer que les combattants du FNLA et les combattants étrangers étaient des amateurs non formés, de plus en plus démoralisés⁶⁶. La lecture des minutes du tribunal populaire de Luanda permet de voir que les mercenaires se sont comportés de manière particulièrement violente contre les populations qu'ils rencontraient dans les provinces du nord de l'Angola.

Trois citoyens américains ont été impliqués en 1976 dans des activités de mercenariat en Angola. Il s'agit de Daniel Gearhart, de Gary Acker, de Georges Bacon et d'un résident permanent, Gustavo Marcelo Grillo. Ils seraient arrivés au Zaïre au début février et entrés en Angola quelques jours après. Lors d'un accrochage avec les FAPLA, Georges Bacon aurait été tué et plusieurs combattants faits prisonniers. Gus

64 *Court in Angola hears mercenary*, New York times, June 13, 1976

65 HOOVER Mike J., *The Laws of War and the Angolan Trial of Mercenaries: Death to the Dogs of War*, 9Case W. Res. J. Int'l L.323 (1977), p.326, en ligne URL: <https://scholarlycommons.law.case.edu/jil/>

66 GEORGE Edward, *the Cuban intervention in Angola, 1965–1991 From Che Guevara to Cuito Cuanavale*, Routledge, 2012, p.108.

Grillo avait commandé une unité de combat composée d'américains et de britanniques avec 360 angolais du FNLA qu'il avait entraîné au combat.

Le 31 janvier, dans le nord de l'Angola à Maquela do Zombo, une colonne des FAPLA attaque violemment un groupe de mercenaires tuant dix-sept d'entre eux et en blessant dix-neuf. Les mercenaires ne veulent plus aller au combat notamment les vingt-deux derniers arrivés. Ceux qui ne veulent pas aller au combat sont arrêtés. Le colonel Callan sera accusé d'avoir exécuté quatorze de ces mercenaires qui voulaient quitter le pays.

Le 6 février, un groupe de six américains quitte Kinshasa pour rejoindre le FNLA. A la mi-février 1976, treize étrangers combattant pour le mouvement de Roberto Holden sont capturés par les forces du MPLA à l'occasion d'une patrouille. Le 15 février les forces du FNLA ne tiennent plus aucune portion du territoire du nord de l'Angola.

Le gouvernement veut utiliser la capture de ces mercenaires pour montrer au monde que l'Angola est attaqué par les américains et les britanniques. Le président Neto fait appel à une commission internationale d'enquête sur les mercenaires pour observer le procès et faire des recommandations pour une action internationale contre ce phénomène.

Le procès de treize mercenaires dont dix britanniques⁶⁷ s'ouvre à Luanda le 10 juin 1976. Plus de cent journalistes étrangers suivent les débats qui sont enregistrés sur cassettes vidéo. Deux des cinq juges sont des officiers des FAPLA. L'avocat américain Robert Cesner, Jr. assurera la défense des américains. Il était un ami George Bacon, qui avait disparu dans le nord de l'Angola et que nous avons déjà évoqué⁶⁸.

Durant le procès, cent mille personnes manifestèrent dans les rues de Luanda pour dénoncer l'action des mercenaires. Les angolais organisèrent une exposition des matériels et des documents saisis. Le jugement rendu le 28 juin en condamne à mort quatre, alors que les autres écotent de lourdes peines de prison. Les peines de mort furent confirmées par le président Neto le 9 juillet et les condamnés exécutés le 10 juillet. Le président Gerald Ford envoya des messages personnels au président Neto pour obtenir la grâce des prisonniers.

67 Les mercenaires du procès de Luanda sont: Costas Georgiou, connu sous le surnom de Colonel Callan, Andrew Gordon Mckenzie, Malcolm Mc Intyre, Kevin John Marchant, John Lawlor, Colin Clifford Evans, Michael Douglas Wiseman, Cecil Martin Fortuin, Derek John Barker, John James Nammock, Gustavo Marcelo Grillo, Daniel Francis Gearhart, Gary Martin Acker.

68 HOWEJUNE Marvine, lawyer arrives for Angola trial, New-York times, June 7, 1976.

Les autorités angolaises accusèrent évidemment le gouvernement américain et la CIA d'avoir recruté ces mercenaires. Le gouvernement américain affirma par la voix du secrétaire d'État Kissinger :

Je ne suis pas au courant que des mercenaires soient recrutés aux États-Unis en ce moment. Et ceci n'est certainement pas fait avec la connivence ou l'accord du gouvernement ⁶⁹.

Le niveau militaire du personnel était extrêmement bas et les mercenaires n'avaient aucun des moyens militaires nécessaires pour contrer les forces angolo-cubaines qui disposaient d'un équipement lourd. Il s'agissait au final d'une mission suicide encadrée par des mercenaires sans réelle expérience tant de commandement que de combat. Il s'agit en l'espèce de la plus pitoyable intervention de ce type en Afrique.

L'absence d'entraînement de base et de leadership au sein des deux mouvements angolais entraîna le déploiement d'un nombre toujours plus important de paramilitaire de la CIA. Roy Innis, leader du mouvement pour les droits civiques Congress of Racial Equality, (CORE) avait annoncé que son organisation planifiait l'envoi d'un groupe de 300 infirmiers noirs pour aider les forces pro-occidentales en Angola⁷⁰.

i. Des mercenaires au service de la CIA

Au début de la guerre civile angolaise, la CIA a fait appel à des mercenaires. Comme cela a été traité récemment, des contacts avaient été établis avec Bob Denard qui recrutait des mercenaires pour soutenir l'invasion de Cabinda par les forces de Mobutu⁷¹.

Un programme de recrutement portugais qui visait à attirer trois cents mercenaires pour une durée de cinq mois a été lancé et financé par la CIA à hauteur de 1.5 million de dollars⁷², sous la direction d'un colonel Castro. Le recrutement commença très doucement et en réalité le recrutement ne fut pas effectif avant que le FNLA ne soit défait sur le territoire angolais. Seul un sergent arriva le 1^{er} avril à Kinshasa suivi de douze autres mercenaires le 28 juillet. Ils retournèrent en Europe sans avoir vu l'Angola.

Simultanément, Roberto Holden menait lui aussi une opération de recrutement de 150 mercenaires britanniques. Bien que très peu de documents de la CIA évoquent cette initiative, le FNLA utilisait des fonds de l'agence pour cette opération. En

69 Secretary Kissinger remarks during a panel session at the World Affair Council in Portland Oregon July 22, 1976.

70 Mercenaries return to action, The Los Angeles Times from Los Angeles, California, March 27, 1976

71 STOCKWELL John, *In search of enemies, a CIA story*, Norton & Company, 1978, p.220.

72 STOCKWELL John, Op.cit.,p.222.

octobre 1975, deux britanniques Nick Hall et le docteur Bedford avaient été recrutés. Au mois de janvier, plus d'une centaine de britanniques combattaient dans le nord de l'Angola.

Les États-Unis ont dépensé dans l'aventure angolaise 31.7 millions de dollars dans des opérations clandestines. Il y a eu de nombreux ratés, les missiles sol-air SA 7 n'ont pas fonctionné, les hélicoptères fournis par la France, l'ont été sans pilote. Le principal problème de la CIA était l'absence d'information sur ce qui se passait à l'intérieur de l'Angola et sur la qualité des alliés.

ii. Les mercenaires sous l'Administration Carter

La parution du dernier volume des FRUS qui couvre la période 1977-80 pour l'Afrique australe, permet d'apprendre que le président n'est pas resté impassible malgré l'amendement Clark. Dans un document de la CIA, plusieurs options sont présentées au président américain. Plusieurs pays pourraient être mis à contribution pour pallier l'interdiction de livrer une aide directe. Le Portugal est cité pour donner un appui à l'UNITA en fermant les yeux sur le recrutement de mercenaires au Portugal⁷³.

Donner un signal au portugais que nous aimerions qu'ils soutiennent Savimbi. Nous avons des raisons de croire qu'ils répondront si cela n'affecte pas leurs citoyens et leurs intérêts économiques sous le contrôle du MPLA. Par exemple, le gouvernement portugais pourrait fermer les yeux sur le recrutement de mercenaires au Portugal.

Les États-Unis envisagent d'inciter d'autres pays comme la France, l'Arabie Saoudite, l'Iran, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Zaïre à fournir un appui. En 1975-1976, une vingtaine de mercenaires français ont été engagés en Angola et deux d'entre eux ont été tués au combat.

Conclusion

En 1977, l'organisation de l'Unité Africaine adopta la convention pour l'élimination du mercenariat en Afrique. Malgré cela, les activités de mercenariat ont continué sur le continent africain pendant de nombreuses années. La question des mercenaires a été très médiatisée en Angola. Ces combattants qui ont commis durant leur présence sur le territoire d'importantes exactions ont propagé une image très négative des

73 Foreign Relations, 1977-1980, Volume XVI, Southern Africa, doc 19. *Paper Prepared in the Central Intelligence Agency*, Washington, February 17 1978, p.39.

pays occidentaux. Le pays avait d'ailleurs adopté une législation très sévère qui a fait l'objet de débats au sein de l'Organisation de l'unité africaine et des Nations Unies ⁷⁴.

Les mercenaires américains, portugais ou français en Rhodésie n'ont jamais fait preuve d'une valeur combative importante. Ils ont eu des difficultés d'intégration importantes et ont finalement été cantonnés à la défense de points sensibles.

Quelques années plus tard l'Angola a complètement changé son point de vue et fera appel aux services d'une société militaire privée. En 1989, avec la fin de la guerre des frontières, des unités des forces spéciales sud-africaines et sud-ouest africaines telles que le 32^{ème} Bataillon et les Koevoet sont démantelées. De nombreux soldats sont recrutés par la société Executive Outcomes (EO) fondée la même année par le lieutenant-colonel Eben Barlow⁷⁵.

Le gouvernement angolais fera appel à cette société pour traquer l'UNITA. Cette société a d'abord formé puis a ensuite combattu pour le compte du gouvernement angolais contre l'UNITA après que le mouvement ait refusé d'accepter les résultats des élections en 1992. Le premier contrat a été conclu pour que la compagnie pétrolière Ranger Oil ⁷⁶ récupère ses équipements pétroliers dans le port de Soyo qui avaient été capturés par les troupes de Jonas Savimbi. La fine connaissance des modes opératoires de l'UNITA sera crucial pour le succès des nouvelles Forces Armées Angolaises.

74 LEYMARIE Philippe, *contre l'état et son armée, La nouvelle vogue des mercenaires*, le Monde diplomatique, Janvier 1982.

75 Eben Barlow, un lieutenant-colonel à la retraite dans les forces spéciales sud-africaines

76 Compagnie pétrolière canadienne, qui opérait le Bloc 4 pour le compte de Sonangol.

Titre 2. Les covert-actions de la CIA en Afrique australe

Le Comité Church a reconnu à contrecœur qu'il y avait nécessité à pouvoir conduire des activités spéciales et a choisi de laisser le président américain comme principal ordonnateur de celles-ci. Le Comité avait envisagé une interdiction totale de toutes les formes d'action secrète mais a toutefois conclu que les États-Unis devraient conserver l'option de réagir dans le futur à une grave menace imprévisible contre la sécurité nationale des États-Unis par des moyens secrets.

Le 18 juillet 1975, le Président Ford approuve une opération clandestine de soutien à Holden Roberto et Jonas Savimbi. Le 29 juillet un avion de transport C141 arrive à Kinshasa avec le premier chargement d'armement et deux autres avions du même type suivront rapidement⁷⁷. Les équipements livrés sont ensuite acheminés dans la ville de Negage, au nord du pays dans la province de Uíge.

Cette opération est née du constat que les États-Unis ne pourraient pas s'engager directement en Angola.

Il n'y avait aucune chance, immédiatement après la débâcle vietnamienne, que le Congrès autorise une intervention à grande échelle en Angola ; aussi l'opération devait-elle être tenue secrète. Mais quand l'U.R.S.S. et Cuba décidèrent de prêter un soutien encore plus massif à leurs alliés, Kissinger et la C.I.A. se virent pris au piège. Comme de mauvais joueurs, ils avaient misé gros sans détenir suffisamment d'atouts pour gagner⁷⁸.

Chapitre 1 Les covert-actions

Les Covert actions deviennent un des instruments de la politique étrangère américaine à la fin des années 40. Le National Security Act de 1947 donne le pouvoir à la CIA de conduire des actions/opérations secrètes. Tous les présidents depuis Harry Truman ont conduit des opérations de ce type. Jimmy Carter a même introduit le plus grand programme de ce type en soutien aux moudjahidines afghans.

Le dictionnaire des termes militaires américain⁷⁹ donne une définition des différents types d'opérations qui peuvent être conduites.

77 GLEIJESES Piero, *Conflicting Missions Havana, Washington, and Africa, 1959-1976*, university of North Carolina Press, 2003, p.258.

78 COHEN Barry, *Complot contre le M.P.L.A. et escalade de la guerre civile angolaise, Le premier témoignage sur les activités de la C.I.A en Afrique*, le Monde diplomatique, Septembre 1978.

79 Joint Publication 1-02, Department of Defense Dictionary of Military and Associated Terms, en ligne URL : https://fas.org/irp/doddir/dod/jp1_02.pdf accédé le 13 août 2017.

- opération clandestine (clandestine operation) - une opération parrainée ou menée par des départements ou des agences gouvernementales, conduites en secret ou de manière la dissimulé ;
- opération secrète (covert operation) - une opération planifiée et exécutée de manière à dissimuler l'identité de l'auteur ou d'en permettre un refus plausible par le promoteur ;
- opération ouverte (overt operation) - une opération menée ouvertement, sans dissimulation.

Différents textes sont venus encadrer ces opérations ou activités spéciales, tant politiques que militaires, que le gouvernement des États-Unis pourrait légalement nier. En 1974, la représentante Elizabeth Holtzman a proposé une loi, rejetée par la suite, interdisant l'affectation de fonds dans le but de déstabiliser ou de compromettre le gouvernement de n'importe quel pays étranger.

En décembre 1974, l'amendement Hughes-Ryan au Foreign Assistance Act de 1974⁸⁰ amène un changement majeur dans la conduite des covert actions. Le texte précise ce qui suit :

Aucun fond affecté sous l'autorité de la présente loi ou de toute autre loi ne peut être dépensé par la CIA pour des opérations dans des pays étrangers, sauf pour des activités destinées uniquement à l'obtention de renseignements nécessaires, à moins que le Président n'ait conclu que l'opération est importante pour la sécurité nationale des États-Unis et qu'il apporte, en temps opportun, une description au sujet de cette opération aux comités compétents du Congrès.

Comme cela a déjà été évoqué le président Ford a promulgué l'ordonnance 11905 et il a remplacé le Comité des 40 par l'Operations Advisory Group (OAG)⁸¹, composé de l'assistant du président pour les affaires de sécurité nationale, le secrétaire d'Etat et de la Défense, le président du JCS et le DCI. Cet organe est chargé de l'approbation des opérations clandestines.

Signé le 18 février 1976, l'ordonnance 11905 est une tentative de réforme de la communauté de renseignements visant à améliorer le contrôle des activités de renseignement à l'étranger et d'interdire les assassinats politique. Une grande partie de cette ordonnance sera modifiée ou renforcée par celle de Jimmy Carter en 1978⁸².

⁸⁰Il s'agit de l'article 32 de la Foreign Assistance Act de 1974 qui oblige l'Administration présidentielle à signaler toutes les opérations secrètes de la Central Intelligence Agency à un ou plusieurs comités du Congrès

⁸¹ Groupe consultatif des opérations.

⁸² Ordonnance ou *executive order* 12036

A l'aune des documents actuellement déclassifiés, il semble que cette législation fut une véritable contrainte pour les opérations de la CIA. Elle a néanmoins été reconnue et largement acceptée par les responsables du renseignement.

Le 19 mai 1976, le Congrès avait adopté la résolution 400 créant l'United States Senate Select Committee on Intelligence (SSCI)⁸³ conformément aux résolutions du comité Church.

a) Les évolutions concernant les covert actions

Dès les premiers jours de son mandat, le président Carter, remplace l'OAG par le Special Coordination Committee (SCC). Dans la pratique, le SCC pour les actions clandestines et les activités de surveillance sensibles est connu comme le SCC (Intelligence) ou le SCC-I, pour le distinguer des autres versions du SCC. Un groupe de travail de niveau subordonné est créé pour étudier et examiner les propositions d'actions clandestines et pour traiter des questions de renseignement sensibles. Ce groupe de travail baptisé Special Activities Working Group⁸⁴ (SAWG) rendait compte au SCC-I. Le SAWG a été actif de 1978 mais tombera en désuétude dès 1979. Cette mission de développer et conduire les actions clandestines sera reprise par un groupe de travail interagences présidé par David L. Aaron⁸⁵ au sein du NSC.

L'Administration Carter a entamé la révision de l'ordonnance 11905 avec certains apports du Congrès dès son entrée en fonction. Il signera l'ordonnance 12036 du 24 janvier 1978 ; qui bridera un peu plus les activités des services de renseignement. Jimmy Carter souhaitait que cet ordre soit temporaire jusqu'à ce qu'une nouvelle législation sur le renseignement puisse être mise en vigueur. Elle interdisait toute surveillance électronique de la CIA aux États-Unis et laissait le FBI seul membre de la communauté du renseignement autorisé à effectuer des recherches physiques aux États-Unis.

Au niveau des procédures internes ; il existe un document connu sous le nom de Perspectives—qui donne des instructions plus spécifiques pour des activités de portée mondiale. Ces documents étaient rédigés par la CIA et devaient être approuvés par le département d'État. La CIA estimait la faisabilité opérationnelle et les risques du programme alors que le département d'État évaluait les risques diplomatiques et vérifiait que les programmes étaient conformes aux objectifs généraux de la politique étrangère américaine. Les Perspectives ne nécessitaient pas

83 Comité permanent du Sénat des États-Unis dédiée à la surveillance de la communauté du renseignement établie en 1976 par le 94^{ème} Congrès. Le comité comprend 15 membres sur une base rotative dont huit des sièges sont réservés à la majorité.

84 Groupe de travail sur les activités spéciales.

85 Deputy National Security Advisor (1977 – 1981).

d'autres mécanismes de coordination. Les ordres étaient ensuite transmis aux postes dans le monde qui doivent opérer des comptes rendus périodiques sur le niveau d'atteinte des objectifs.

L'Administration Carter utilisera en procédure interne un document intitulé Memorandum of Notification pour introduire des opérations à risque élevé, plus coûteuse ou dans le cadre d'un objectif mondial. Le changement d'Administration, en 1981 met un frein aux tentatives de limitation des activités de renseignement opérées par le président Carter. Le 4 décembre 1981, le président américain Ronald Reagan a signé l'ordonnance 12333, United States Intelligence Activities visant à étendre les pouvoirs et les responsabilités des organismes de renseignement américains. Ce document invitait les dirigeants des agences fédérales américaines à coopérer pleinement avec les demandes d'information de la CIA. Le document réitère l'interdiction pour les agences de renseignement américaines d'organiser ou de commettre des assassinats.

L'Administration Ford avait déjà banni les assassinats politiques par l'ordonnance 11905 et Jimmy Carter par l'ordonnance 12036 avait interdit l'implication même indirecte d'américain dans des assassinats. Cette dernière notion a été réinterprétée ultérieurement dans le cas du terrorisme. L'ordonnance 12333 a été considérée par la communauté du renseignement américain comme un document fondamental autorisant l'expansion d'activités de collecte de données.

Le Title VI de l'Intelligence Authorization Act of 1991 définit les opérations secrètes comme suit :

Une activité ou des activités du gouvernement des États-Unis pour influencer les conditions politiques, économiques ou militaires à l'étranger, où il est prévu que le rôle du gouvernement des États-Unis ne sera pas visible ou reconnu publiquement.

La CIA a été désignée comme l'autorité exclusive pour conduire les opérations de ce type. Les législations imposent au président ou à son Administration de rendre compte au Congrès des actions qu'ils veulent mener.

b) Implication de la CIA dans la tentative de coup d'état de novembre 1974

Si la CIA n'a pas été directement impliquée dans la tentative de coup d'état du FNLA, son soutien accru à ce mouvement en juillet, avec les armes et la formation des Chinois et des Zaïrois, a sans doute été des facteurs majeurs dans les calculs de Roberto sur la meilleure façon de se placer pour prendre la place du chef de l'état en Angola.

En décembre 1975, lors d'une audition du comité permanent du renseignement, le directeur de la CIA, William Colby a répondu à une question en indiquant que les mouvements de libération angolais étaient les trois de même nature. Ils sont tous indépendantistes, noir africains, ils sont tous pour un type flou de système social... sans vraiment beaucoup d'articulation, et ne souhaitent pas être exploités par les nations capitalistes. Des membres de la commission ont été étonnés de voir que les États-Unis soutenaient comme les chinois, le FNLA. Le directeur de la CIA répondit que c'était parce que les soviétiques soutenaient le MPLA⁸⁶.

La nature du groupe soutenu n'était donc pas important ; il s'agissait avant tout de contrarier les dessins de l'URSS. Ceci a été particulièrement vrai en Afrique australe.

c) La conduite des covert actions en Angola

En 1975 les États-Unis ont fourni près de 32 millions de dollars pour les covert actions en Angola. IA Feature⁸⁷ est l'opération secrète de la CIA, en soutien à au FNLA et l'UNITA. Elle a été approuvée par le président Gerald Ford le 18 juillet 1975 malgré une forte opposition de la part du Département d'Etat et de la CIA. Cette opération était étroitement liée à l'opération Savannah de l'Afrique du Sud et aux efforts du Zaïre. Le secrétaire d'État adjoint Nathaniel Davis et son adjoint Edward Mulcahy pensaient que l'opération américaine allait conduire à une augmentation de la violence et de l'engagement soviétique sans pouvoir être couronnée de succès en raison de sa modicité. Pour diverses raisons, dès son lancement, la confidentialité de l'opération semblait compromise.

L'objectif de ces opérations était de fournir de l'armement non attribuable aux États-Unis ; c'est-à-dire datant plus ou moins de la seconde guerre mondiale. À cette époque, avant la chute de l'Union soviétique ; il y avait peu d'armement de fabrication soviétique disponible. Seuls des missiles anti aériens SA7 seront fournis par Israël en échange d'équipements américains modernes. La CIA utilisera des transports aériens discrets pour l'acheminement des armements⁸⁸.

Le soutien aérien à l'opération IA Feature a été réalisé en partie par la force aérienne sud-africaine, la force aérienne zairoise et quelques avions contractualisés par la CIA⁸⁹. La coopération Afrique du Sud-États-Unis a donc réellement existé dans

86 SCHREADER Peter.J, *United States Foreign Policy toward Africa: Incrementalism Crisis and Change*, Cambridge University press, 1994, p.31.

87 IA Feature est l'opération secrète de la CIA en Angola

88 BANKS chuck, *Covert Action: An Instrument of Foreign Policy*, Air War College, Maxwell Air Force Base, 1994, p.13 accédé le 19/05/2013.

89 GLEIJESES Piero, *Conflicting Missions Havana, Washington, and Africa, 1959-1976*, University of North Carolina Press 2003, p.297.

l'aventure angolaise même si celle-ci est restée clandestine. Le 5 octobre, un premier contact entre les forces sud-africaines et les FAPLA eu lieu à proximité de Nova Lisboa (Huambo).

Le secrétaire d'État Kissinger a contacté les israéliens pour savoirs s'ils étaient prêts à envoyer des troupes en Angola pour soutenir l'armée sud-africaine⁹⁰. Les liens entre l'armée sud-africaine et la CIA étaient intensifs et les relations avec les services secrets (BOSS) étaient particulièrement étroits. Le chef du *bureau of State Security* (BOSS) effectua deux visites aux États-Unis pour rencontrer le chef de la division Afrique de la CIA. Des avions C130 sud-africains ont d'ailleurs participé au convoyage des armements destinée au FNLA à partir de l'aéroport de Ndjili à Kinshasa vers l'Angola.

La CIA acheta pour 220 000 dollars de rations de combat auprès de la Rhodésie. Celles-ci devaient être transportés de Salisbury à Gago Coutinho⁹¹ en Angola⁹². Un appareil de transport type F27 effectuant des opérations de transport au profit de la CIA fut abattu le 13 mars 1976, par quatre avions MiG-21MF de l'armée de l'air cubaine.

En 1976, comme cela a déjà été évoqué le Congrès a promulgué l'amendement Tunney-Javits Clark pour interdire toute activité paramilitaire dans ce pays, même de façon dissimulée.

d) La présidence Carter

L'arrivée aux affaires de Jimmy Carter semblait pouvoir ouvrir de nouvelles perspectives. Alors que son Administration envoie des diplomates à Luanda ; il poursuit parallèlement des covert actions pour appuyer l'UNITA. Ce double jeu a toujours été mal compris par les autorités angolaises. Lors d'une conférence de presse, la question suivante est posée au président Carter

Nous venons d'envoyer un diplomate en Angola pour.. leur parler. Mais quelques semaines plus tôt, le directeur de la CIA avait participé à Capitol Hill en essayant d'obtenir l'approbation du Sénat pour un plan visant à renvoyer des armes aux rebelles en Angola. Quelle est la cohérence de ces deux positions, et auriez-vous approuvé ce plan⁹³?

90 LULAT Y.GM, *United States Relations with South Africa: A Critical Overview from the Colonial Period to the Present*, Peter Lang, New York, 2008, p.191.

91 Le village de Gago Coutinho qui s'appelle désormais Lumbala Nguimbo, se trouve à l'est de l'Angola dans la province de Moxico.

92 LULAT Y.GM ,Op.cit.,p.242.

93 Public Papers of the Presidents: Jimmy Carter, 1978, bk. 1. Washington, D.C.: Government Printing Office, 1979, p. 1184-1185, en ligne URL : <https://quod.lib.umich.edu/p/ppotpus/4732130.1977.001?view=toc>

En raison de l'amendement Clark, l'Administration Carter a cherché à déterminer si d'autres actions en Angola étaient réalisables, souhaitables ou licites. La seule opération conduite fut une action de propagande indirecte pour critiquer la présence cubaine en Angola. Le président Carter n'enverra pas d'armes aux rebelles angolais laissant le soin de le faire à des pays alliés.

Le 30 juin 1977, dans un mémorandum⁹⁴, le directeur de la CIA écrivait :

Le problème ici est que la formulation de cet amendement, dont l'objectif était de supprimer l'utilisation de fonds affecté pour nos opérations paramilitaires en Angola, est suffisamment ambiguë pour poser des questions sur la question de savoir si l'agence peut mener une action clandestine à l'égard de Angola. Compte tenu de ce problème, nous lançons des contacts avec le sénateur Javits et d'autres personnes pour demander des éclaircissements sur l'intention du Congrès à cet égard. Nous vous tiendrons informé du résultat de cet effort.

e) L'application de la doctrine Reagan

Dès son entrée en fonction, le président Reagan a souhaité abolir l'amendement Clark. De nombreux argumentaires ont été développés, de nombreux courriers échangés entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. L'argument principal était de redonner au président et à la diplomatie américaine une vaste gamme d'options pour influencer sur la situation en Angola⁹⁵. L'action législative prendra néanmoins plusieurs années car la commission des affaires étrangères du Sénat n'était pas immédiatement encline à abolir cette législation qui pouvait avoir des conséquences sur l'avenir de la Namibie⁹⁶. Le sénateur Charles H. Percy, président de la commission des affaires étrangères souhaitait un compromis sur ce texte alors que le département d'État souhaite une abolition complète du texte.

La CIA a joué un rôle prépondérant dans l'abolition de l'amendement Clark. Malgré la vigoureuse opposition du secrétaire d'État Georges Schultz et de son adjoint pour les Affaires africaines, Chester Crocker, du sous-comité sur l'Afrique, et du Black Caucus, des éléments conservateurs réussissent à pousser le Congrès à imaginer que

94 Foreign Relations of the United States, 1977–1980, Volume XVI, Southern Africa, document 7. Memorandum From Director of Central Intelligence Turner to the President's Assistant for National Security Affairs (Brzezinski), June 30 1977.

95 Collection DNSA: South Africa United States Department, o. S. (1985). Repeal of the Clark amendment Retrieved from <http://ezp.biu-montpellier.fr/docview/1679054096?accountid=12542>

96 Collection DNSA : South Africa, Clark Amendment [Update on Legislative Status for the Clark Amendment], United States. Department of State., Memorandum. September 3, 1981: 2 pp.

Jonas Savimbi puisse être le receveur de l'aide militaire au titre de la doctrine Reagan⁹⁷. William Casey, le directeur de la CIA qui se rendra notamment à Jamba pour y rencontrer Jonas Savimbi, sera un des partisans de cette nouvelle politique⁹⁸.

La CIA a donc l'entière responsabilité de la reprise de l'appui militaire à la rébellion de Jonas Savimbi et du retour en grâce du Zaïre de Mobutu qui avait été mis de côté pendant plusieurs années. Le projet de l'agence de renseignement comprenait l'installation de six camps d'entraînement en territoire zaïrois le long de la frontière angolaise et la mise en place de liaisons aériennes. Comme évoqué dans un précédent chapitre, le Pentagone s'intéressa un moment à la base de Kamina⁹⁹ mais aucune activité militaire d'importance n'y sera organisée en raison sans doute aussi de l'opposition de la CIA.

Le 13 mars 1986, la Chambre des représentants auditionne plusieurs personnalités au sujet de l'aide que les États-Unis pourraient fournir à l'UNITA¹⁰⁰. Le président du comité permanent sur le renseignement pose deux questions. Si les États-Unis décident de fournir une assistance à l'UNITA, doivent-ils le faire de manière publique ou clandestine et quel devrait être la politique américaine concernant le mouvement de Savimbi. L'aide au mouvement rebelles a toujours été un sujet sensible et clivant parmi les élus américains.

Au sein du Congrès une fraction « anti aide » relance un projet visant à restreindre ou tout du moins à rendre publique toute opération militaire ou paramilitaire. La résolution (H.R.4276) est baptisée son of Clark ou baby Clark propose que tout appui du gouvernement des États-Unis pour les opérations militaires ou paramilitaires en Angola soit ouvertement admis et débattu publiquement.

En juin 1987, les États-Unis donnent à l'UNITA, un second lot d'aide militaire pour un montant de 15 millions de dollars. Des missiles antiaérien Stinger et antichars TOW sont fournis aux rebelles de Savimbi. Ces montants semblent dérisoires face aux milliards de dollars d'équipements militaires livrés par l'URSS¹⁰¹.

97 SCHRAEDER Peter. J, *United States foreign policy towards Africa, Incrementalism, crisis and change*, Cambridge University Press, 1994, p.101

98 Baker Pauline. H, *the united states and the south Africa: the Reagan years*, south Africa UPDATE series, Ford foundation, foreign Policy association, 1989, p.53.

99 Base aérienne construite par la Belgique, sur un vaste plateau dans la région du Katanga à 1100 mètres d'altitude. Les pistes définitives sont opérationnelles en 1951 et 1956.

100 Angola: *should the United States support UNITA?*: hearing before the Permanent Select Committee on Intelligence, House of Representatives, Ninety-ninth Congress, second session, March 13, 1986. United States. Washington: U.S. G.P.O. 1986.

101 Baker Pauline. H, Op.cit p.53.

Dans un article du New York Times de mai 1988, il est indiqué que les services de renseignement angolais ont identifié six camps de l'UNITA au Zaïre. Il s'agit de Kitona, Kincuso, Kimpese, Kahemba, Dilolo et Kamina¹⁰².

Les États-Unis conduisirent des exercices conjoints avec l'armée zaïroise. En 1987, 150 militaires de l'U.S. European Command participant à l'exercice Flintlock-87¹⁰³.

On peut citer en particulier l'exercice Flintlock 88. Il semble que cette activité ait été utilisée pour mettre en place les « camps » de l'UNITA. Il semble qu'un AWACS ait effectué des vols le long de la frontière pour identifier le dispositif militaire angolais¹⁰⁴. Le Pentagone n'a jamais confirmé ou infirmé ces informations.

La base aérienne de Kamina a été un de centre de formation de la CIA pour l'utilisation des armées antiaériennes et antichars. Ces installations ont été la principale base logistique pour le soutien de l'UNITA. La base avait été rénovée pour les manœuvres américano-zaïroises de 1987¹⁰⁵.

Conclusion

Les États-Unis ont toujours considéré qu'en aidant l'UNITA, il soutenait un mouvement qui avait un réel soutien populaire à la différence du MPLA qui était l'émanation des assimilados de la colonisation portugaise. Comme le déclarait l'ambassadeur Nickel dans un entretien parlant de l'UNITA :

Ce ne sont pas des mercenaires. Je pense qu'il s'agit d'une catégorie tout à fait différente de Renamo, puisque la Renamo était une création en premier lieu des services de renseignement rhodésien, alors que l'UNITA était un véritable mouvement de libération¹⁰⁶.

D'autres pays ont appuyé l'UNITA par des actions clandestines. On peut citer le cas original du Brésil, qui tout en ayant une politique étrangère favorable au MPLA, a engagé des conseillers militaires aux côtés du FNLA. L'aide saoudienne et marocaine au profit de l'UNITA a été relativement importante surtout durant la mise en place de l'amendement Clark. En 1987, Ryad a payé une note de cinquante millions de dollars au gouvernement marocain pour l'entraînement de combattants de l'UNITA¹⁰⁷.

102 BROOKE James, Angola Says U.S. Uses Zaire Bases to Train Rebels, New York Times, May 26, 1988

103 La série d'exercices FLINTLOCK a été lancée en 1968 en Europe. Ces activités se sont déplacées en Afrique avant d'être reprises par le commandement AFRICOM.

104 BRITAIN Victoria, Death of Dignity: Angola's Civil War, Pluto Press, 1997 p.38.

105 MCFAUL Michael, Rethinking the "Reagan Doctrine" in Angola, *International Security*, Vol. 14, No. 3, Winter 1989-1990, p.107.

106 Ambassador Herman W. Nickel Interviewed by Willis Armstrong, Initial interview date: August 31, 1989, The Association for Diplomatic Studies and Training, Foreign Affairs Oral History Project, 1998

107 NEW York times, 11/6/87 et 13/01/89.

Chapitre 2 L'action de Cuba et l'Union soviétique en Afrique australe

Bien que l'Afrique ne fut pas une priorité par rapport au Moyen Orient, l'Union soviétique a été pendant près de quinze ans à l'écoute et en soutien des mouvements de libération africains. A la recherche de prestige et d'un pouvoir global, l'objectif était de réduire l'influence occidentale. L'objectif de l'URSS était surtout d'interdire aux pays occidentaux d'accéder aux richesses stratégiques.

Les acheminements massifs d'armement à destination du MPLA n'ont pas été fait pour affaiblir le capitalisme en Angola ou pour aider la lutte contre la domination capitaliste. Le but était de renforcer l'aile de la résistance angolaise que le Kremlin considérait le plus favorable à ces objectifs de politique étrangère¹⁰⁸. L'opportunisme de Moscou est devenu particulièrement évident au regard des quantités d'armement livrées au début de 1975. Si en 14 années de lutte contre le Portugal, le MPLA avait reçu l'équivalent de 54 millions de dollars d'équipement ; le mouvement en a reçu pour 110 millions en 1975.

Selon le Pentagone, l'aide militaire soviétique à l'Afrique a atteint, de 1971 à 1975, 2 201 millions de dollars, soit le triple de l'aide civile, et trois mille conseillers militaires sont placés auprès des armées de pays comme la Somalie, l'Algérie, la Libye, la Guinée, le Nigéria, l'Ouganda, le Soudan et le Mali. Quant aux étudiants et stagiaires africains, ils étaient cinq mille en U.R.S.S. en 1974, dont mille Algériens et huit cents Nigériens¹⁰⁹.

L'Union soviétique n'a jamais manifesté d'intérêt réel pour les problèmes de développement africain. Son aide en 1974, à l'ensemble des pays en développement (dont moins d'un cinquième sont allés à l'Afrique) s'est élevée à 850 millions de dollars, selon les estimations du Comité d'aide au développement de l'OCDE, soit moins que les apports néerlandais ou 8,5 % des apports américains.

Les militaires soviétiques qui avaient développé une marine de haute-mer¹¹⁰ et des capacités de transport stratégique, recherchaient pour leur part l'accès à des installations navales et aériennes dans le monde et dans l'Atlantique. La fourniture d'armement est devenue aussi une des principales composantes des relations avec l'Afrique durant les années 70¹¹¹.

108 HARSCH Ernest et THOMAS Tony, *Angola: the hidden history of Washington's war*, Pathfinder Press Inc., N.Y., 1976, p.103.

109 GAILLARD Philippe et ROUX Jean-Pierre, *effervescence intérieure et compétitions internationales les nouveaux enjeux africains*, le monde diplomatique, juin 1976, p.2-3.

110 Blue water Navy en anglais

111 Foltz William BIENEN Henry S., *Arms and the African military influences on Africa's international relations*, Yale University press, 1985, p.37.

Nous étudierons aussi l'action des cubains en Afrique australe avec un focus sur l'Angola qui a constitué pour eux une indéniable victoire. Comme l'écrit Antoine Rozès, les objectifs initiaux étaient modestes mais très discrets et efficaces, ils sauvent le MPLA de l'anéantissement puis ils remportent la victoire en lieu et place du MPLA. Le MPLA est une deuxième fois sauvé par les cubains à l'occasion de l'invasion sud-africaine.

Section.1 **Le cas de l'Angola**

L'Angola est le seul pays africain où l'URSS a soutenu un mouvement africain contre deux autres. L'Union soviétique a appuyé de longue date le MPLA mais un niveau très faible au cours des années précédant l'indépendance. Il faut attendre le coup d'état au Portugal pour que la situation évolue de manière spectaculaire. La décision chinoise de fournir une assistance au FNLA sera le déclencheur de l'intervention soviétique. En effet à compter août 1974, 125 instructeurs militaires chinois étaient envoyés au Zaïre dans le camp de Roberto Holden. Le FNLA recevra aussi des armes en provenance de Roumanie¹¹².

Depuis l'indépendance angolaise, le bloc soviétique a livré pour plus de 4 milliards de dollars d'aide militaire, en accompagnement des 1500 à 1700 conseillers et 35000 combattants cubains.

Il est aussi intéressant de comprendre le challenge qu'a représenté pour les États-Unis, la poussée soviétique en territoire africain. Rappelons ici les liens qui se sont tissés entre l'URSS et les différents pays de la zone. Natalia Telepneva, dans sa thèse d'octobre 2014, détaille l'appui des pays prosoviétiques aux mouvements rebelles en Afrique australe.

A Prague, en juillet 1960, les chefs du renseignement soviétiques (KGB) et tchécoslovaques (StB) signent un accord de coopération sur les opérations de renseignement dans toutes les régions du monde. En Afrique, cela concernait particulièrement ; la Guinée, le Mali, le Congo, le Ghana, l'Angola, la Sierra Leone et le Zanzibar.

En janvier 1961, Viriato da Cruz et le secrétaire général adjoint du MPLA, Matias Miguéis se rendent à Prague. Leur but était de discuter d'une demande de bourses d'études, des stages de formation militaire, d'une aide financière et d'armes déjà

112 STEVENS Christopher, The Soviet Union and Angola, *African Affairs* n°75, 299, April 1976, p.141.

exprimée à l'ambassade tchécoslovaque à Conakry¹¹³. Au lendemain des attaques du 04 février 1961 qui marquent officiellement le début de la lutte armée Mario de Andrade signe un article dans la Pravda où il annonce que la liberté viendra en Angola.

Le 18 Avril, le Politburo du parti communiste tchécoslovaque promet de fournir une aide financière mensuelle de trois cents couronnes tchèques au bureau du MPLA installé à cette période à Conakry. Il alloue vingt bourses universitaires, des stages de formation pour 20 militaire en Tchécoslovaquie, un soutien à la cause angolaise aux Nations Unies. Initialement Prague ne fournit pas d'armement, sans en référer aux services soviétiques¹¹⁴.

Le 22 Juillet 1961, Viriato da Cruz et Mário de Andrade arrivent à Moscou pour des entretiens avec des responsables du comité de solidarité soviétique, Petr Yevsyukov du Département international, et le secrétaire du comité Central du PCUS, Nuritdin Mukhitdinov. C'était inhabituel pour un membre de haut rang de recevoir quelqu'un comme Mario de Andrade ou Viriato da Cruz¹¹⁵.

Le parti communiste soviétique approuve une allocation financière de 25 000 dollars pour 1961 et 1962, tandis que le comité de solidarité soviétique commence à fournir une aide matérielle. A cette époque, il n'y a aucune preuve indiquant que les Soviétiques aient promis de l'armement au MPLA.

L'intention de Moscou doit être perçu premièrement comme un acte de soutien à un allié politique par des forces extérieures et pas seulement à cause de sa relation ambiguë avec Pretoria et son investissement modeste dans l'ensemble de la région¹¹⁶.

Il faut néanmoins se rappeler que les dirigeants angolais ont essayé de suivre un chemin qui n'offensait pas profondément l'un des deux puissants et dangereux géants. C'est pour cela que l'inaction a souvent été le mode opératoire des décideurs angolais.

Section.2 Les difficultés de la projection de puissance

113 TELEPNEVA Natalia, *Our Sacred Duty: The Soviet Union, the Liberation Movements in the Portuguese Colonies, and the Cold War, 1961-1975*, these London School of Economics and Political Science, October 2014, p.57.

114 TELEPNEVA Natalia, Op.Cit.,p.68.

115 TELEPNEVA Natalia ,Op.Cit.,p.73.

116 TVEDTEN Inge, U.S. Policy towards Angola since 1975, *the Journal of Modern studies*, vol 30, No1 mars 1992, p.32.

Au moment où la décision d'intervenir en Angola est prise ; les États-Unis tentent d'empêcher l'arrivée de l'aide soviétique. L'URSS et Cubaurent faire face à d'intenses pressions exercées par les États-Unis pour les empêcher de projeter les volontaires cubains vers l'Angola. Cuba a utilisé l'aéroport Bridgetown de la Barbade pour ravitailler ses avions à destination de la Guinée Bissau puis de Luanda. Les premiers jours de décembre 1975, il y eut jusqu'à trois vols par jour. Le 18 décembre, sur fortes pressions américaines, le gouvernement de la Barbade interdit à Cuba de ravitailler ses avions de transport de troupe. Les États-Unis ont ensuite persuadé le gouvernement du Guyana d'imposer la même restriction, de sorte que le pont aérien mis en œuvre par Cuba a effectivement pris fin le 17 décembre.

Pour continuer à acheminer les Cubains en Angola par voie aérienne, les soviétiques mirent à disposition de Cuba des Iliouchine Il-62¹¹⁷ de la compagnie Aeroflot. Durant la période du 7 au 14 janvier 1976, environ 12 vols ont été effectués à destination l'Angola¹¹⁸. Le pont aérien soviétique en fin d'année 1975 et au début de l'année 1976 inclura près de 40 missions d'Iliouchine Il-76¹¹⁹ et d'Antonov 22¹²⁰.

En 1975, la victoire du MPLA largement soutenu par Cuba et l'Union soviétique, laisse imaginer que l'Angola va servir de tremplin à une intervention communiste au Zimbabwe, en Namibie et Afrique du Sud¹²¹. En 1976, l'URSS et l'Angola signent un traité d'amitié et de coopération qui souligne la chaleur des relations bilatérales et l'uniformité de leurs points de vue sur les principaux problèmes internationaux. Ce document prend également en compte l'engagement de M.P.L.A. envers les principes de non-alignement. L'aspect le plus développé de la coopération entre les deux pays sera le volet militaire.

a) La mise en place d'une coopération militaire

117 L'Iliouchine Il-62 est un avion de ligne long courrier soviétique entré en service commercial en 1967 avec la compagnie Aeroflot. Il peut transporter 165 passagers sur une distance pouvant aller jusqu'à 9000 kilomètres.

118 YOUNG JR, Clark Major, USAF *Soviet Strategic Airlift and Power Projection*, Master's thesis presented to the faculty of the US Army and General Staff college in partial fulfillment of the requirement for the degree of Master of Military Science, Fort Leavenworth, Texas 1980, p.60.

119 L'Ilyushin Il-76 (code OTAN: Candid) est un avion quadrimoteurs de transport stratégique. Cet appareil de construction soviétique peut transporter jusqu'à 60 tonnes de matériel pour les dernières versions.

120 L'Antonov An-22 (code OTAN: Antei) est un lourd avion de transport militaire quadri turbopropulseurs entraînant une paire d'hélices contrarotatives. Il peut transporter jusqu'à 80 tonnes de matériel.

121 LARRABEE Stephen, *Moscow, Angola and the Dialectics of Detente*, in *World Today*, London, May 1976, p.174 et 180.

Plusieurs pays ont fourni un appui militaire aux mouvements rebelles. Dès 1962, l'Algérie devenue indépendante appuie les mouvements de libération. L'Union soviétique installe le centre d'entraînement N°165/Utz-165 pour former les combattants étrangers dans le village de Perevalnoye à proximité de Simferopol en Crimée. Il s'agissait d'une école militaire dont le programme avait été établi par le colonel Mikhail Strekozov. L'école formait les guérilleros aux techniques de sabotage, à l'utilisation des armes et explosifs et assurait aussi la préparation politique. Les premiers étudiants arrivèrent en Crimée en 1965. Il s'agissait initialement de guinéens du PAIGC. Dès la seconde session, le centre accueillit des combattants d'Angola et du Mozambique. En 1980, le centre devient l'Institut Militaire de Simferopol (IMS-80). Au cours de 25 années de fonctionnement cette institution a formé plus de 10000 membres des armées de libération nationale¹²².

Plusieurs états comme le Nigeria et la Tanzanie ont appuyé le MPLA. En Février 1976, lors d'un sommet d'urgence de l'O.A.U, le chef de l'état Nigérian, le général Murtala Mohammed a salué « le rôle héroïque que l'Union soviétique et les autres Les pays socialistes ont joué dans la lutte des peuples africains pour leur libération¹²³.

L'engagement militaire soviétique en Angola a été massif en soutien à l'arrivée des soldats cubains. Selon le sous-secrétaire d'État aux affaires africaines Schaufele, les États-Unis ne connaissaient pas les quantités exactes d'armes soviétiques livrés entre août 1974 et janvier 1975, mais ils les estimaient suffisantes pour équiper de 5 000 à 7 000 hommes du MPLA d'ici janvier 1975. Il y avait aussi des milliers d'AK-47 pour les milices populaires dans les ghettos de Luanda. Ces dernières armes ont d'abord été utilisées dans les combats à Luanda en novembre 1974 entre le MPLA et FNLA¹²⁴.

Le nombre de conseillers soviétiques et des pays de l'est était de l'ordre de 500 en 1976 et 1977 et atteignait 1750 dès 1982. Les soviétiques ont investi massivement dans la défense antiaérienne pour protéger le pays des attaques aériennes sud-africaines. Ils ont aussi participé à établir une ligne de défense le long de la voie ferrée la plus au sud¹²⁵ du pays. Considérant la détérioration de la situation militaire un accord entre l'Angola et l'URSS est signé en 1984 pour un montant de deux milliards de dollars.

122 Preparação de quadros para a revolução mundial, Contributo para a História da Lusofonia accédé le 17/01/2016 <https://guine6869.wordpress.com/category/campos-de-treino/>.

123 SOMERVILLE Keith, *The U.S.S.R. and Southern Africa Since 1976*, The Journal of Modern African Studies, 22, (1984), p.73.

124 RAE BUTLER Shannon *Into the storm: American covert involvement in the Angolan civil war, 1974-1975* A Dissertation Submitted to the Faculty of the department of history In Partial Fulfillment of the Requirements For the Degree of doctor of philosophy In the Graduate College the University of Arizona, p.303.

125 NIE 71-11-85, *Soviet military support to Angola, intentions and prospects*, Special National Intelligence Estimate, October 1985.

Les relations entre le MPLA et le gouvernement de Moscou ont été à certaines périodes troubles. L'URSS fut particulièrement ennuyé quand le président Dos Santos engagea des négociations avec les États-Unis sur le retrait de troupes cubaines sans en référer à Moscou. En 1977, Nito Alves qui était le ministre de l'intérieur angolais fut accusé d'une tentative de coup d'état contre le président Neto. Le 21 mai 1977, il est expulsé du MPLA et ses partisans prennent le contrôle de la radio à Luanda dans une tentative de coup d'Etat. Très favorable au renforcement des relations avec l'URSS, ce seront les cubains qui aideront les angolais à rétablir l'ordre. Les pertes humaines se chiffrent en milliers de morts.

Les livraisons d'armement à l'Angola ont augmenté à la fin de 1983 et restèrent élevées en 1984. Tout au long de l'année 1984, les conseillers soviétiques aidèrent les FAPLA à planifier des opérations laissant l'exécution aux officiers cubains et angolais. Les opérations lancées en 1984 ne permettent pas de renverser la situation sur le terrain.

Au début du mois de juin 1986, les Sud-africains attaquèrent des navires de commerce soviétiques et cubains dans le port de Namibe les navires Kapitan Vislobokov et Kapitan Chirkov ont été sérieusement endommagés alors qu'ils déchargeaient des marchandises. Le cargo cubain de 6 000 tonnes Habana a été coulé. Ce navire sous contrat avec le gouvernement angolais pour le commerce côtier, transportait de la nourriture.

Les années 1987 et 1988 sont le sommet de l'engagement des pays du bloc communiste en termes de soutien militaire. La bataille de Cuito Cuanavale fait rage dans le sud du pays et l'Afrique du Sud engage à ce moment des moyens importants. La tension monte alors que les négociations s'engagent. Entre 8000 et 12 000 soldats cubains descendent vers le sud de l'Angola au mois de mai 1988. Selon l'hebdomadaire Expresso plus de 8600 militaires angolais arrivent de Cuba entre avril et mai 1988. Une brigade cubaine équipée de nouveaux chars se déploie au sud du pays. Cuba planifie l'envoi de pilotes d'hélicoptères.

L'idée se fait jour que les cubains veulent se confronter directement aux militaires sud-africains. C'est le cas le 27 juin 1988, lorsque les pilotes cubains rentrent dans l'espace aérien namibien et bombardent le barrage de Calueque tuant 12 soldats de Pretoria. Après cette attaque, les Sud-africains évaluèrent la possibilité de mener des représailles mais devant la perspective d'un règlement politique ; l'idée fut abandonnée¹²⁶. Au total plus de 350 000 cubains ont servi en Angola entre 1975 et 1991. 51 militaires russes ont été tués en Angola et 10 ont été blessés selon les

126 Cuba Annual Report: 1988: Office of Research & Policy Radio Marti Program: Voice of America United States Information Agency, Transaction Publishers ,30 janvier 1991, p.269.

historiens russes. Lors de la bataille de Cuito-Cuanavale, deux officiers russes, le colonel Andrey Gorb et le lieutenant Oleg Snitko ont été tués¹²⁷.

b) L'Angola base d'opération de la marine et de l'armée de l'air soviétique

La marine soviétique est en pleine évolution durant les années 1970 sous la direction de l'amiral Sergueï Gorchkov. Si elle devient une marine de haute mer, elle a un besoin croissant en points d'appui en différents endroits du Monde. Elle trouve un port en Guinée (1970), et une base au Viêt-Nam avec Cam Ranh Bay (1979). Elle perd un accès en Egypte (1976) et en Somalie (1977) en raison d'un retournement d'alliance.

A compter du mois de juin 1975, les premiers conseillers soviétiques arrivent sur le territoire angolais. Ils arrivent de manière plus ou moins clandestine depuis le Congo Brazzaville. Dans le domaine aérien, l'armée de l'air soviétique déploie des avions de reconnaissance et de patrouille maritime du type Tu-95¹²⁸ et Tu-142¹²⁹. Ils utilisèrent des terrains d'aviation situés en Angola pour effectuer des ravitaillements et des déploiements temporaires car en 1977, la Guinée Conakry met un terme au stationnement sur son sol de ces appareils qui patrouillaient dans l'ensemble de l'atlantique.

Le TU-142M effectuait des vols d'une durée de 16 heures au départ de Luanda, couvrant largement l'Atlantique Sud, sans jamais rencontrer d'intercepteurs américains. En 1982, des TU-95 Bear suivirent à partir de l'Angola, la flotte britannique qui se dirigeait vers les Îles Malouines. Ils ne collectèrent pas beaucoup de renseignement exploitable. A cette époque les américains ne disposent plus que 4 à 5 porte-avions déployés en permanence à la mer alors qu'il en avait encore 7 à 10 au début des années 70 depuis la guerre de Corée. Cela permettait le déploiement d'un porte avion dans l'Atlantique Nord, un en Méditerranée, un dans le Golfe arabo-persique et un à deux dans le pacifique¹³⁰.

127 ONSLOW Sue, *Cold war in southern Africa: White power black liberation*, Routledge, 2009, p.168.

128 Le Tupolev Tu-95 (Russe: Ту-95; dénomination OTAN: "Bear") est un bombardement stratégique équipé de quatre turbopropulseurs. Le Tu-95 est entré en service avec l'Union soviétique en 1956 et devrait servir l'armée de l'air russe jusqu'en 2040. Il peut voler jusqu'à 15000 kilomètres sans ravitaillement.

129 Le Tupolev Tu-142 (Russe: Ту-142; dénomination OTAN: Bear F/J) est un avion de reconnaissance maritime et de guerre anti-sous-marine (ASW) dérivé du Tu-95.

130 SWARTZ Peter M. DUGGAN Karin, *the U.S. Navy in the World (1970-1980): Context for U.S. Navy Capstone Strategies and Concepts*, MISC D0026418.A1/Final, Center for Naval Analyses, December 2011, pp.37 en ligne URL : https://www.cna.org/cna_files/pdf/D0026418.A1.pdf accédé le 16 août 2017.

Dans le cadre de la coopération entre pays satellites de Moscou, l'Angola a servi de hub car les militaires cubains ont souvent fait escale à Luanda avant de prendre un Boeing 707 d'Ethiopian Airlines pour rejoindre Addis-Abeba. Cette méthode a simplifié la question du survol aérien qui pouvait être problématique pour l'URSS.

Le péril communiste a régulièrement été évoqué tant par les américains que par les sud-africains. La question de l'affiliation communiste des mouvements de libération est toujours posée.

Il est largement accepté par la communauté internationale que l'étiquette de communisme pour les mouvements de libération ou les états de la ligne de front est fausse ou exagérée et qu'il ne va pas y avoir probablement de changement significatif dans le complexe des 317 lois de l'apartheid en Afrique du Sud. La pauvreté, l'humiliation, la misère et l'oppression des gens noirs de l'Afrique du Sud n'y sont que trop bien connues¹³¹.

L'attaque de Kolwezi a été attribuée par le président Carter aux cubains. L'implication des angolais dans cette opération n'est plus évidente aujourd'hui :

Il semble qu'il y ait eu des dissensions au sein du MPLA au sujet de cette opération. Mais selon l'amiral Rosa Coutinho, l'opération Shaba II aurait été lancée à l'instigation d'un groupe de conseillers cubains. Selon une autre interprétation relevée dans des interviews accordées par d'anciens Tigres, Mbumba aurait court-circuité Neto de peur d'un accord imminent entre Neto et Mobutu, dans lequel la fin du soutien de Mobutu au FNLA et à l'UNITA serait échangée contre l'expulsion des Tigres vers le Zaïre¹³².

Section.3 L'impact politique de l'URSS en Afrique australe

a) Le rôle de l'URSS dans les négociations tenues au Portugal au début des années 90

Moscou est devenu en raison de son investissement financier un des interlocuteurs du conflit en Angola. L'URSS rejeté dès son évocation la théorie américaine du « linkage » et condamné fermement les activités de l'Afrique du Sud et de l'UNITA. En

131 AZIM Husain, The west, South Africa and Israel : a strategic triangle, *Third World Quarterly* , Vol 4.N°1, jan.1982, p.46.

132 KENNES Erik, *Fin du cycle post-colonial au Katanga, RD Congo. Rébellions, sécession et leurs mémoires dans la dynamique des articulations entre l'Etat central et l'autonomie régionale, 1960-2007*, Thèse de doctorat en cotutelle présentée à la Faculté des études supérieures de l'Université Laval, Québec dans le cadre du programme de doctorat en Ethnologie des francophones en Amérique du Nord pour l'obtention du grade de Phllosophlae Doctor (PhD), p.492.

Angola, la chaleur et la proximité des relations entre les deux Gouvernements ont été largement démontrées dès l'indépendance et mises en valeur lors de la visite du Président Dos Santos à Moscou en mai 1983.

Malgré l'évolution de la situation politique à Moscou, pendant toute la durée des négociations, la position russe a été un facteur d'équilibre avec des effets positifs pour les négociations¹³³. Lors de la signature des accords de paix à Lisbonne le 31 mai 1991, les ministres des Affaires étrangères des États-Unis et, James Baker et de l'URSS, Alexander Bessmertnykh, ont déclaré la fin de la guerre froide en Afrique.

b) L'évolution de la politique "africaine" soviétique avec l'arrivée au pouvoir de Michael Gorbatchev

A partir de la fin des années 80, il y a des preuves qu'une nouvelle école de pensée gagne de l'influence en URSS et qui reconnaît que le tiers monde doit passer par une phase de développement capitaliste avant d'arriver au socialisme¹³⁴. Reflétant ce changement de pensée, les idéologues du département international du comité central sont remplacés par des diplomates de carrière plus disposés à trouver des solutions négociées.

c) L'impact sur les autres pays d'Afrique australe

i. Namibie

Tout au long de sa longue lutte contre, la SWAPO a reçu de Moscou, un soutien matériel, politique, militaire et diplomatique. Des armes ont été fournies en quantité considérable à l'Armée Populaire de libération de la Namibie¹³⁵ et ses cadres ont été formés en URSS. La position officielle adoptée par le PCUS sur la question namibienne a été énoncée par Leonid Brezhnev dans son message à l'Afrique lors de la journée de la Libération de l'Afrique en 1981 :

Les membres de la Namibie, sous la direction de leur seul représentant légitime - SWAPO - luttent désintéressément pour devenir les maîtres de leur pays ... Nous devrions continuer à soutenir les personnes de Namibie, dirigées par la SWAPO, Pour la liberté et le règlement de la question de la Namibie sans délai, et en pleine conformité avec les résolutions de l'ONU et les exigences de l'OUA.

133 Regimes e Império: As relações Luso-Americanas no século XX, Portugal, os Estados Unidos e a Guerra Angolana Coordenador : Luís Nuno Rodrigues, MONTEIRO António, Portugal, os Estados Unidos e a Guerra Angolana Uma Parceria para a Paz, pp.258. Lien <http://www.flad.pt/wpcontent/uploads/2014/05/livro22.pdf>, consulté le 09 octobre 2017.

134 O'NEILL Kathryn et MUNSLOW Barry, Ending the cold war in southern Africa, *Third World Quarterly*, vol12, N°3/4, 1990-1991, p.87.

135 PLAN: People Liberation Army of Namibia.

ii. Afrique du Sud

De tous les mouvements de libération africain, l'URSS a toujours eu une grande ambition pour l'ANC qui était un proche allié du parti communiste sud-africain. L'ANC était déjà à cette époque un parti ancien, fondé par une élite noire d'Afrique du Sud qui s'était transformé d'une idéologie modérée vers la lutte armée pour mettre un terme à l'apartheid.

En 1953, Walter Sisulu, secrétaire général de l'ANC, et Duma Nokwe, président de la ligue des jeunes de l'ANC, se rendent en URSS après avoir participé au festival mondial des jeunes et des étudiants à Bucarest. Cette visite ne fut pas bien perçue par de nombreux membres de l'ANC et leurs soutiens. C'est seulement après le massacre de Sharpeville et l'interdiction de l'ANC et du Congrès pan africainiste (PAC), que des relations plus formelles se sont établies entre les mouvements anti-apartheid et les agences officielles soviétiques. Durant les années soixante plusieurs membres de l'ANC et du SACP visitèrent l'URSS.

Lorsque l'URSS ouvrit une ambassade à Dar es-Salaam, en Tanzanie, en 1962, des liens plus directs purent être établis avec l'ANC. Le Comité soviétique de solidarité afro-asiatique, a invité Oliver Tambo en décembre 1962 à visiter l'URSS. Tambo a séjourné dans le pays jusqu'en mars 1963, accompagné de Moses Kotane.

L'URSS approuve à l'été 1963, une demande de formation militaire de l'ANC. Deux groupes de vingt cadres de l'Umkhonto we Sizwe (MK)¹³⁶ intègrent un centre de formation à la guérilla. Après les graves incidents de Soweto et avec l'indépendance de l'Angola, quatre cents jeunes recrues se trouvent dans des camps d'entraînement à Luanda à la fin du mois de juillet 1976. L'ANC envoie en URSS cent quarante nouvelles recrues entre 1976 et 1978. De 1979 à 1991, plus de deux cents conseillers et interprètes soviétiques menèrent des actions de formation en Angola. A partir de 1982, les unités de l'ANC sont devenues efficaces, capable de combat conventionnel et de la guérilla.

Au début de l'année 1984, un groupe de soldat du MK se mutine dans un camp en Angola. Les troupes angolaises rétabliront l'ordre au prix de la mort d'un soldat Angolais et d'un sud-africain. Une autre mutinerie eu lieu le 13 Mai 1984 au camp de Pango à Luanda. Les mutins tuèrent plusieurs membres du MK. Le 18 mai, les membres loyaux de l'ANC reprennent le camp avec d'autres pertes du côté des mutins. Après des investigations et un procès, sept autres mutins furent exécutés¹³⁷.

136 Umkhonto we Sizwe (ou MK), en français « fer de lance de la nation », était la branche militaire du Congrès national africain sud-africain.

137 En ligne URL :

<https://www.nelsonmandela.org/omalley/index.php/site/q/03lv02167/04lv02264/05lv02335/06lv02357/07lv02372/08lv02376.htm> consulté le 26 août 2017.

Une commission d'enquête est venue de Lusaka pour trouver les raisons de l'insurrection. La commission a constaté que les conditions de vie s'étaient fortement détériorées notamment dans le domaine de la santé.

A partir des années 85, les cadres du MK, sont entraînés en URSS, à tenir des positions dans une armée régulière en prévision de la fin de l'apartheid. En 1986 des membres de l'ANC commencent une formation de trois ans pour devenir officier de l'infanterie motorisée à l'école de Perevalnoye, l'année suivante d'autres commencent une formation de cinq ans pour devenir pilote d'hélicoptères, d'avion de chasse, ingénieur et officiers de marine.

En 1988, dans le cadre des accords de New York, l'ANC et MK durent quitter l'Angola pour faciliter l'indépendance namibienne. Les Soviétiques ont apporté leur soutien à l'Opération Vula, que l'ANC a lancé en 1988 pour créer un réseau clandestin armé en Afrique du Sud.

L'Union soviétique a été reconnue comme le plus important appui de l'ANC, fournissant un soutien militaire en matériel, ainsi que la formation de quelque deux mille cadres de la branche armée de l'ANC. La branche militaire de l'ANC ne participera pas directement aux combats de Cuito-Cuanavale mais restera au contact des forces de l'UNITA près de Luanda, Malanje et dans la zone de Quibaxe.

iii. **Mozambique**

Des armes soviétiques sophistiquées ont permis aux rebelles du FRELIMO d'amener les forces portugaises au point de rupture. Il s'agissait en particulier des missiles sol-air Strela qui avait mis fin aux attaques aériennes rhodésiennes. Samora Machel était très satisfait des contacts avec les alliés soviétiques mais leur analyse de la situation différait. Les rebelles voulaient continuer le combat alors que les soviétiques voulaient une transition pacifique avec le Portugal. La volonté du FRELIMO était d'obtenir la complète reddition du Portugal. Cette démarche était soutenue par l'officier portugais Othello de Carvalho. Rapidement le gouvernement portugais de Vasco Goncalves¹³⁸ signe un accord. En août 1974, une équipe de conseiller militaire soviétique arriva au Mozambique. Le 7 septembre 1974, l'accord de paix était signé avec le Portugal.

L'indépendance du pays est fixée le 25 juillet 1975 et l'une des premières actions du gouvernement du président Samora Machel, est d'établir un parti unique fondé sur des principes marxistes. Cuba et l'Union soviétique ont été les premiers pays à étendre leurs relations diplomatiques au nouveau pays, l'aidant aussi avec des forces militaires à assurer l'indépendance et contrer l'opposition.

138 Premier-ministre du Portugal du 18 juillet 1974 au 19 septembre 1975.

Il y a souvent eu de l'incompréhension entre soviétiques et mozambicains. Les moyens de communication n'étaient pas faciles. Il a été souvent affirmé que le matériel que les soviétiques livraient n'était pas adapté à la menace de la rébellion.

L'URSS dès le milieu des années 80 avait conscience de ne pouvoir être décisif dans le développement économique des pays comme le Mozambique. Se rendant compte de l'inefficacité de sa politique, après le refus d'intégration au sein du COMECON, Samora Machel se tourne vers les occidentaux et se rend en visite aux États-Unis en 1983. Il demande l'aide du FMI. Il avait rencontré Jimmy Carter en 1977.

Les difficultés économiques contraignent le Mozambique de se rapprocher de l'Afrique du Sud. Le 16 Mars 1984, la République Populaire du Mozambique et la République d'Afrique du Sud signent l'Accord de Nkomati¹³⁹. Il s'agit d'un pacte de non-agression et de bon voisinage paraphés par le président du Mozambique Samora Machel et le Premier ministre de l'Afrique du Sud P.W. Botha. L'accord prévoit que les Sud-africains cessent de soutenir la RENAMO contre le retrait du soutien mozambicain à l'ANC. Cet accord est controversé car il affecte profondément les relations entre le FRELIMO et des alliés de l'ANC. Cela eu pour effet de renforcer la base interne de l'ANC en Afrique du Sud. Il est à noter qu'aucun pays de l'OTAN ou allié des États-Unis n'a supporté la RENAMO¹⁴⁰.

Les soviétiques n'ont pu que constater la volte-face du Mozambique qui avait signé un pacte de sécurité en 1984 avec l'Afrique du Sud. L'URSS n'était pas prête à prendre d'énormes risques dans ce pays en raison de la proximité et des réactions possibles des militaires sud-africains

Conclusion

Si près de 400 000 cubains ont servi en Angola, on estime que 11 000 militaires soviétiques ont servi en Angola Durant la période 1975 à 1991¹⁴¹.

Le chercheur Leonid Fituni écrivait :

L'Union soviétique n'a pas d'intérêt spécifique en Afrique australe. L'Union soviétique ne favorise pas des aspirations hostiles aux intérêts de l'ouest. Consciente de la participation économique de l'Ouest en Afrique australe et de sa dépendance à l'égard des matières premières de la région, l'URSS n'a

139 Accord de non-agression et de bon voisinage entre le Mozambique et l'Afrique du Sud.

140 Mozambique and United States policy: hearing before the Subcommittee on African Affairs of the Committee on Foreign Relations, United States Senate, One Hundredth Congress, first session, June 24, 1987. U.S. G.P.O., 1987, p.6.

141 <http://www.pravdareport.com/russia/politics/15-02-2011/116909-soviet-union-foreign-wars-0/> accédé le 03 octobre 2017.

*pas l'intention de saper les liens commerciaux historiques des pays industrialisés avec cette partie du monde*¹⁴².

La décision des cubains de forcer l'armée sud-africaine à quitter l'Angola a inquiété le maréchal Sergei Akhromeev, chef de l'état-major général des forces Armées soviétiques.

*L'Afrique du Sud n'abandonnera pas ce territoire sans combat. "Akhromeev a prédit que cela entraînerait des affrontements majeurs entre Cubains et Sud-africains à un moment particulièrement inopportun*¹⁴³.

Après l'indépendance de la Namibie, les soviétiques ont maintenu les contacts avec l'Afrique du Sud. En octobre 1989, les experts de l'institut des études africaines de l'académie des sciences de l'URSS affirmaient que la solution au conflit en Afrique australe nécessitait une solution politique et non militaire.

Enfin et de manière un peu anecdotique, il faut se rappeler que Jonas Savimbi avait effectué un voyage en URSS car il était déçu par le leadership de Holden Roberto et par sa proximité avec les américains.

Jonas Savimbi qui cherchait une voie à la hauteur de son ambition a été approché pour rejoindre le MPLA au poste de chargé des relations internationales. En Avril 1964, il effectue un déplacement à Berlin-Est, Moscou, Prague à la recherche de l'appui des pays socialistes. Savimbi propose une coopération avec le MPLA alors que les soviétiques souhaitent une unification avec le MPLA. Savimbi refusera, Oleg Nazhestkin du KGB se rappellera d'un personnage trop ambitieux.

142 SAUL. S.John, From Thaw to flood: the end of the cold war in southern Africa, Review of African Political Economy, N°50, Africa in a New World Order, Mar 1991, p.147.

143 GLEIJESES, Piero Conflicting Versions: *Cuba, the United States and Angola, Portugal, Os Estados Unidos e a Africa austral*, III°conferência internacional FLAD-IPRI 10 e 11 de Novembro de 2005, Auditório da Fundação Luso-Americana accédé le 27 août 2014, p.119.

Titre 3. L'impact de l'action des États-Unis en Afrique australe

Chapitre 1 Les États-Unis et l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud

Section.1 L'Afrique du Sud et les États-Unis

L'Afrique du sud est devenue un allié secret de l'OTAN au cours des années soixante-dix. Bien qu'il n'existe pas d'accord formel liant les États-Unis et l'Afrique du sud, il y avait une convergence de politique entre les deux pays à cette époque. L'ambassadeur américain aux Nations Unies Moynihan déclarait à peu près cela le 14 décembre 1975 en ajoutant « we are doing the same thing, sort of »

L'accentuation de l'engagement américain avec Pretoria remonte à la fin des années 60 selon Sean Gervasi. Celui-ci énonce que les États-Unis comme la Grande Bretagne n'étaient pas opposés au changement en Afrique du Sud mais ne pouvaient accepter des changements qu'ils n'auraient pu contrôler. Les deux pays ne pouvaient rester inactifs alors que les mouvements de libération voulaient démanteler toute l'organisation industrielle du pouvoir blanc.

La route du Cap demeure stratégique pour les approvisionnements pétroliers car malgré la réouverture du canal de Suez en juin 1975, la majorité des pétroliers ne peuvent y transiter en raison de leur gabarit. Si le trafic reste encore largement dominé par les Britanniques, les navires marchands des pays communistes n'hésitent pas à emprunter ces routes maritimes. En effet, une nouvelle catégorie de navires marchands existe depuis la fin des années 1960. Il s'agit des super tankers ou VLCC¹⁴⁴ pouvant transporter plus de 200 000 tonnes de marchandise. Ces bateaux ne peuvent emprunter le canal de Suez qui est interdit aux navires d'un tonnage supérieur à 150 000 tonnes. Ainsi, plus de la moitié des importations pétrolières européennes s'effectuent par la route du Cap durant les années 1970.

L'Afrique du Sud possède des installations navales importantes pour opérer dans l'océan indien. Il s'agit en premier lieu du port militaire de Simon's Town près du Cap. Celui-ci a été transféré par la Grande Bretagne à l'Afrique du Sud en 1957, et a subi en 1975 un agrandissement important au-delà des stricts besoins de la marine de ce pays. Ce besoin en installation navale a été repris dans l'étude lancée par H. Kissinger sur l'Afrique australe.

144 VLCC : very large crude carriers.

Dans le Livre blanc Défense, publié le 23 Avril 1969, le gouvernement sud-africain insiste sur sa contribution à la protection de la route maritime du Cap en cas de conflit mondial.

*Le vaste port et les installations de réparation à Simonstown et ailleurs dans notre pays, ainsi que les moyens de communication et de contrôle modernes, tous fournis à grands frais sont indispensables aux forces navales alliées dans le sud de l'Atlantique et l'océan Indien*¹⁴⁵.

A cette époque où les liaisons par satellite n'étaient pas pleinement opérationnelles, la marine sud-africaine de par sa position et la nature de ses équipements pouvait contacter à tout moment n'importe quel bateau ou avion de combat entre l'Amérique du Sud et l'Australie.

En 1975, lors d'un voyage privé en Afrique du Sud, l'ancien secrétaire à la Défense Melvyn Laird évoque un possible relâchement des sanctions américaines en raison de la politique dite de détente annoncée par Pretoria. Cette prise de position n'engageait pas officiellement le gouvernement américain mais reflétait le sentiment de certains politiciens du pays¹⁴⁶.

Dans une des auditions devant la Chambre des représentants, on apprend qu'un citoyen américain, John Frost travaillait avec la Thaïlande et Taiwan pour obtenir des armes américaines au profit de l'Afrique du Sud¹⁴⁷. En 1976, Sean Gervasi dévoile au grand public que le gouvernement américain arme secrètement le régime sud-africain.

En raison de la disparition du soutien portugais, l'Afrique se retrouve assiégée face à la peur d'un assaut généralisé le pays met en place sa stratégie totale. La France contribue dans le domaine naval au développement du potentiel de dissuasion de la marine sud-africaine. Il s'agit de constituer une flotte d'une puissance suffisante pour dissuader les Soviétiques de mener une quelconque intervention navale à l'encontre du pays. L'acquisition de trois sous-marins de la classe Daphné en 1970 et 1971 confère une capacité importante à la marine sud-africaine. Le pays fera l'acquisition de six patrouilleurs lance-missile (strike craft) construits avec l'aide d'Israël qui

145 MINTY Abdul, *South Africa Defence strategy*, October 1969, published by The Anti-Apartheid Movement, en ligne URL : <http://pdfproc.lib.msu.edu/?file=/DMC/African%20Journals/pdfs/Utafiti/vol2no2/aejp002002009.pdf> accédé le 24 août 2017.

146 Digital National Security Archive: United States Department, o. S. (1975). Laird press statements on US-south african arms embargo En ligne URL: <http://ezp.biu-montpellier.fr/docview/1679167699?accountid=12542> , accédé le 24 août 2017.

147 Enforcement of the United States arms embargo against South Africa: hearing before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of representatives, 97th Congress, second session March 30, 1982. U.S. G.P.O., 1982, p.22.

permettront de renforcer son potentiel de dissuasion. Ces patrouilleurs étaient équipés du missile scorpion (version locale du missile israélien Gabriel) d'une portée supérieure à 30 kilomètres.

De 1976 à 1978, l'entreprise Space Research corporation of Vermont a vendu illégalement 60.000 munitions de 155mm ainsi que quatre canons de ce calibre dont trois étaient des prototypes de modèles avancés et d'autres équipements militaires. Cette transaction permis à l'Afrique du Sud d'obtenir des munitions à très haute efficacité et lui a fourni une indéniable supériorité technique. Une étude met en cause les mécanismes de supervision mis en place par le gouvernement américain pour mettre en œuvre l'embargo à l'encontre de l'Afrique du Sud.

Le département d'État, bureau en charge du contrôle des munitions autorisa la vente et l'US Army autorisa la fabrication des obus dans des ateliers appartenant au gouvernement américain. L'étude cite la possibilité d'un appui de la CIA à la concrétisation de son contrat.

Personne ne remarqua que huit acheteurs de la firme sud-africaine ARMSCOR¹⁴⁸ étaient venus aux États-Unis et que 16 officiels de SRC s'étaient rendus en Afrique du Sud entre 1977 et 1978. Il y avait évidemment plusieurs intermédiaires dont des britanniques et des israéliens. Les munitions ont été officiellement vendues par une entreprise canadienne à l'armée espagnole. Un premier lot de 35000 obus a été acheminé et même lorsque les premières enquêtes ont commencé, 32000 obus supplémentaires sont parvenus en Afrique du Sud.

a) Le maintien de relations informelles entre militaires et services de renseignement

Le Director of central intelligence Turner¹⁴⁹ rend compte le 29 juin 1977 au Dr Brzezinski du maintien de relations entre la République d'Afrique du Sud et des entités du département de la défense. Il rend compte que le DIA Foreign Liaison Division a des contacts avec l'attaché de défense sud-africain à Washington. Il indique aussi que les attachés de défense américains entretiennent des contacts avec leurs homologues sud-africains à Pretoria et dans de nombreux pays du monde. Des visites d'installations militaires au profit d'officiels sud-africains ont été organisées

148 The Armaments Corporation of South Africa (ARMSCOR) est l'agence d'approvisionnement en équipements de défense du ministère de la défense sud-africain. Elle a été créée en 1968 en réponse à l'embargo mis en place par les Nations Unies.

149 Foreign Relations of the United States 1977-1980, volume XVI, South Africa, Memorandum From Director of Central Intelligence Turner to the President's Assistant for National Security Affairs (Brzezinski), June 29, 1977.

par le département de l'armée de terre. Il s'agissait notamment de contact dans le domaine du génie et des maladies infectieuses.

L'attaché de défense sud-africain à Washington maintient des contacts avec les DIA¹⁵⁰ et les départements de la défense. Au cours de la dernière semaine d'avril 1977 il a visité fort Knox, fort Still, Fort Bliss, Fort Sam Houston et Carswell Air Force base. L'US air Force entretenait un réseau de suivi de tir de missiles balistiques dénommé Air Force Eastern Range. En septembre 1963, la chaîne orientale s'étendait jusqu'à l'Afrique du Sud puis jusqu'à l'île de Mahé dans l'océan Indien. Lors de l'arrivée au pouvoir de l'Administration Carter et dans le cadre de mesures visant à réduire la coopération avec l'Afrique du Sud¹⁵¹, la fermeture de cette station par ailleurs peu utilisée est envisagée.

Il est envisagé de réduire la taille du bureau de l'attaché de défense qui comprenait à cette époque un attaché de chaque armée, deux assistants, 7 militaires du rang¹⁵² et trois personnes civils locaux. L'ambassadeur proposait de réduire la taille de la mission en raison de la coopération militaire limitée entre les deux pays.

Il faut se rappeler que le Conseil de sécurité a voté le 4 novembre 1977 la résolution 418. Celle-ci instaure un embargo obligatoire sur l'armement à destination d'Afrique du Sud, qui oblige également tous les États à s'abstenir «de toute coopération avec l'Afrique du Sud dans la fabrication et le développement d'armes nucléaires »

Avec l'élection de Ronald Reagan, il y a de nouveau un rapprochement entre les militaires des deux pays. Des avions militaires américains de type EC 135 B¹⁵³ ont opéré en Afrique du Sud à partir du Cap et de Johannesburg notamment en juillet 1981. En 1982, les États-Unis annulent l'interdiction de livrer des équipements non létaux pour les forces de police sud-africaines et les forces armées. A partir de cette date, il y a une augmentation du nombre des attachés de défense sud-africain aux États-Unis après avoir vu l'expulsion de plusieurs d'entre eux avant l'arrivée de l'Administration Reagan¹⁵⁴.

150 La Defense Intelligence Agency (DIA) est un service de renseignement du Department of Defense (DoD) qui appartient à la communauté du renseignement américaine.

151 Foreign Relations of the United States 1977-1980, volume XVI, South Africa, Paper prepared in the Department of State, p.880.

152 Enlisted man en anglais

153 Il s'agit de l'EC135 ARIA (Advanced Range Instrumentation Aircraft) dont la mission première était de fournir des informations de suivi et de télémétrie pour soutenir le programme spatial américain à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Cet appareil fournissait des données aux stations terrestres, aux satellites, aux vaisseaux spatiaux et aux bâtiments d'essais et de mesure.

154 Enforcement of the United States arms embargo against South Africa: hearing before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of representatives, 97th Congress, second session March 30, 1982. U.S. G.P.O., 1982, p.20.

Il y eu néanmoins quelques crises entre les deux partenaires, notamment en 1980, lorsque l'Afrique du Sud a expulsé trois attachés militaires américaines qui disposaient d'un avion au niveau de l'ambassade et avait été accusés d'avoir équipé l'avion d'une caméra secrète avec laquelle les fonctionnaires américains auraient pris des photos d'installations sensibles au sol. Les États-Unis réagirent en expulsant trois attachés militaires sud-africains¹⁵⁵.

L'Anti Apartheid Act of 1986 est censé étendre l'embargo vers les services de sécurité et les forces militaires. Cela s'applique aussi aux ordinateurs personnels même si plusieurs envois d'ordinateurs eurent lieu vers l'Afrique australe.

Section.2 Le cas spécifique de l'OTAN

Selon plusieurs ouvrages publiés à la fin des années 70, l'OTAN a mené des travaux de planification concernant la zone de l'Afrique australe. Les britanniques étaient particulièrement inquiets de la défense de cette zone.

Jusqu'au milieu des années soixante, la marine sud-africaine était équipée pour défendre la route stratégique du Cap avec des moyens à hauteur de deux destroyers et trois frégates plus trois frégates en réserve et dix chasseurs de mine.

La sécurité des communications maritimes dans l'océan Indien a été assurée pendant de nombreuses années, mais les développements récents, en particulier le retrait britannique projeté de Singapour ont modifié l'équilibre des forces ... le retrait prévu des forces britanniques de "East of Suez" augmente l'importance de Simonstown¹⁵⁶.

Une résolution aurait été adoptée dans ce sens en novembre 1972, par l'assemblée de l'atlantique Nord à la demande des conservateurs menés par le britannique Patrick Wall. L'objectif était que le commandement allié de l'atlantique (SACLANT) établisse des plans de protection des routes maritimes de l'océan indien et de l'atlantique sud. En juin 1973, le comité des plans de défense de l'OTAN donne à SACLANT l'autorité pour préparer des plans de secours (contingencies plans) à l'extérieur de la zone de l'OTAN sans mentionner explicitement l'Afrique du Sud.

A cette époque certains membres de l'alliance voulaient agrandir la zone de responsabilité définie en 1949. Lors du conseil des ministres de juin 1974 à Ottawa, cette question aurait été évoquée. Aucune trace ne figure dans les comptes rendus officiels disponibles sur le site de l'OTAN.

155 WEINTRAUB Richard M., *Official's Return to South Africa Had Spy Link*, WP, December 21, 1982.

156 The South Africa Institute of International Affairs, NATO and South Africa, Jan Smuts House, Johannesburg, October 1969, pp.11-13, en ligne URL: https://www.africaportal.org/documents/1156/NATO_and_South_Africa.pdf. accédé le 24 août 2017.

Cette manœuvre ne passa pas inaperçue et Enuga Sreenivasulu Reddy, directeur du centre des Nations Unies contre l'apartheid en informa le Special Committee Against Apartheid. Après un échange de lettre, Mr Reddy rencontra le 14 février 1975, le secrétaire général, le hollandais Josef Luns pour obtenir des clarifications sur les relations de l'OTAN et l'Afrique du Sud. Luns assura qu'il n'y avait aucun contact politique, militaire ou technique entre l'OTAN et l'Afrique du Sud.

Michael J Berlin écrivait dans le New York post du 10 mai 1974 :

SACLANT a conclu que l'OTAN n'avait pas en propre les forces suffisantes pour traiter de cette zone. Et le corollaire est qu'un accord de défense impliquant le régime minoritaire blanc d'Afrique du Sud an Afrique australe, en Afrique du Sud en particulier est nécessaire.

SACLANT ne pensait pas seulement à la protection des routes maritimes qui passaient aux alentours du Cap de Bonne Esperance mais aussi à la menace de sous-marins soviétiques qui auraient pu patrouiller dans cette zone. Cependant, l'aspect le plus significatif de cette coopération réside sans doute dans la construction du système militaire de communication Advokaat en partenariat avec les compagnies des pays du bloc occidental au début des années 1970. Ce système de surveillance maritime dont le coût avoisinait les 15 millions de rands comptait parmi les plus modernes de l'époque. Malgré l'embargo mis en place contre le pays par l'Organisation des Nations Unies, de nombreuses entreprises européennes et américaines contribuent à sa réalisation. De même, l'OTAN aurait participé à la mise en place de ce système. Le 14 novembre 1980, une rencontre eu lieu entre le même Secrétaire général de l'organisation et le ministre sud-africain des affaires étrangères.

Conclusion :

En 1962, le Royaume-Uni décida d'adopter un embargo à l'encontre de l'Afrique du Sud suivi en 1963 par les États-Unis. Cet embargo a été globalement respecté mais les compromissions américaines avec les autorités sud-africaines ont été nombreuses comme cela a déjà été évoqué.

Il s'agit notamment de l'amiral Inman ancien directeur adjoint de la CIA qui avait exercé des fonctions importantes au sein du conseil d'administration de la société International Signal and Control (ISC). Cette entreprise fût accusée de grave négligence. De 1984 à 1988, ISC aurait envoyé en Afrique du Sud des équipements militaires pour une valeur supérieure à 30 millions de dollars. Il s'agissait de matériel électronique, dont des antennes de télémétrie pour recueillir les données de missiles

en vol, des gyroscopes. Le directeur d'Armcor et James Guerin, le directeur de ISC furent poursuivis par la justice américaine¹⁵⁷.

La politique des États-Unis à l'égard de l'Afrique du Sud sans les années 1970-1980 est largement caractérisée par son opportunisme... si les changements ont pu faire varier le degré des pressions sur Pretoria ; il n'y eut pratiquement pas de tentative sérieuse d'empêcher l'Afrique du Sud aux armes et équipements stratégiques qu'elle entendait se procurer¹⁵⁸.

157 South Africa's Nuclear Autopsy, The Risk Report Volume 2 Number 1 (January-February 1996) Page 4, 5, 10 , Wisconsin Project on Nuclear Arms Control en ligne URL: <https://web.archive.org/web/20090227104558/http://www.wisconsinproject.org/countries/safrica/autopsy.html>, accédé le 14 septembre 2017.

158 CHOULD Chandré HECKER Marc, *armes chimiques et biologiques : leçons d'Afrique du Sud*, Politiques Étrangères 2005/1, p.119.

Chapitre 2 . Les relations États-Unis-Afrique du Sud et la question nucléaire

Section.1 L’Afrique du Sud et l’arme nucléaire.

L’Afrique du Sud est l’unique pays africain ayant développé et produit des armes nucléaires. Dans le cadre de la guerre froide, l’importance de l’approvisionnement en uranium sud-africain a renforcé la place de Pretoria comme allié stratégique de la Grande Bretagne¹⁵⁹.

En soutien à son interventionnisme militaire, l’Afrique du Sud a développé à compter du début de la guerre des frontières, des forces conventionnelles puissantes. En plus de cela, le pays a souhaité se doter d’armes nucléaires pour supprimer toute résistance interne, pour démoraliser et exercer un chantage sur les pays africains et se faire reconnaître par l’occident comme une puissance régionale. Les Sud-africains visaient particulièrement à dissuader les états dits de la ligne de front.

Pretoria devint l’un des premiers bénéficiaires du programme de coopération nucléaire Atoms for Peace, qui lui permit, entre autres, de se doter d’un premier réacteur et recherche, Safari-I.

Initialement le programme sud-africain visait à utiliser l’atome à des fins pacifiques. En 1948, L’Atomic Energy Board (AEB), a été créé par le parlement pour contrôler toutes les questions nucléaires, relatives en particulier à la production et à la vente d’uranium. L’AEB a ensuite officiellement développé un programme de recherche visant à utiliser l’énergie nucléaire dans les travaux miniers. Avec le concours de la firme AMSCOR, différentes études préfigurent des canons et des munitions nucléaires.

En 1974, le premier ministre Vorster décida d’élargir le champ des recherches. Le 03 avril 1975, les ministres de la défense israéliens et sud-africains signent un accord de coopération dans le domaine du nucléaire militaire. D’autres pays comme l’Allemagne fédérale fournissent une expertise dans le domaine de l’enrichissement de l’uranium¹⁶⁰. Le 6 août 1977, les soviétiques transmettent au président Jimmy Carter un message du président soviétique Leonid Brezhnev. Il révèle qu’un satellite de reconnaissance soviétique a détecté ce qui semblait être la préparation d’un test nucléaire sur un site dans le désert du Kalahari. Un satellite de reconnaissance américain fournit des images qui confirment que de telles activités sont en cours. Les

160 SCHISSEL Howard, *un terrain de coopération avec l’occident, comment l’Afrique du Sud a pu mettre au point “sa” bombe nucléaire*, le Monde diplomatique, septembre 1978.

pays occidentaux corroborèrent ces informations. Le gouvernement sud-africain assura ne pas mener de test ni de développement d'armes nucléaires.

Le chargé d'affaire soviétique a exprimé sa préoccupation pour ces développements et a demandé au gouvernement américain d'utiliser son influence auprès du gouvernement d'Afrique du Sud pour qu'il se refrène de conduire des essais et de poursuivre son programme de développement d'arme nucléaire ... Le gouvernement soviétique croit que la possession de l'arme nucléaire par l'Afrique du Sud aggraverait la situation en Afrique

¹⁶¹.

Cette information sera démentie quelques semaines plus tard par le premier ministre Vorster. En 1977, Washington était préoccupé par la possibilité d'une coopération israélo-sud-africaine en matière d'armes nucléaires. Le premier ministre israélien Menahem Begin avait nié toute coopération de ce type, tout en évitant les questions concernant d'autres formes de coopération nucléaire. Dans le contexte de négociation des accords de désarmement SALT, le président Jimmy Carter décide de ne pas pousser plus loin ses accusations.

En 1979, la responsabilité de la conduite du programme de production des armes nucléaires passe de l'AEB à l'entreprise ARMSCOR. Le programme avança lentement au début des années 80 et la première bombe « qualifié » ne fut pas prête avant 1987.

a) L'aide américaine au programme sud-africain

Le 14 avril 1975, le Washington Post publie un article intitulé « l'Afrique du Sud reçoit une bombe A à l'uranium américain ». Cet article était basé sur les informations produites par le membre du Congrès Lee Aspin (D-Wisc.), qui indiquait que les américains avaient livré l'année précédente 97 livres d'uranium hautement enrichi à l'Afrique du Sud¹⁶². Le gouvernement américain rétorqua que ces livraisons se faisaient en vertu d'un accord de coopération établi depuis 1957 pour une utilisation à des fins civiles.

Il convient de se rappeler que la coopération entre les deux pays a été importante malgré le fait que l'Afrique du Sud n'ait pas signé le traité de non-prolifération de 1968. En vertu de l'Atomic energy Act of 1954, les États-Unis sont autorisés à exporter des matières fissiles à destination de l'Afrique du Sud. Le pays a été autorisé à acquérir un réacteur de recherche nucléaire américain baptisé SAFARI I. Ce projet

161 Foreign Relations, 1977–1980, Volume XVI, 287, South Africa, Telegram from the Department of State to the Embassy in South Africa, August 10, 1977, p.894.

162 MOKOENA Kenneth, *South Africa and the United States: the declassified story*, the new press, New York 1993, p.115.

de réacteur a été lancé en septembre 1960, sa construction a débuté en 1961 et il a été admis au service en mars 1965.

Le 22 mai 1974, les gouvernements des deux pays signent un amendement à l'accord de coopération nucléaire à des fins civiles. Il s'agit d'augmenter les livraisons d'uranium enrichi (U-235) pour alimenter les deux réacteurs sud-africains. En vertu de cet accord la compagnie ESKOM¹⁶³ envoyait de l'uranium pour enrichissement aux États-Unis et recevait un produit utilisable dans ses réacteurs.

En 1975, l'Administration Ford arrêta la livraison du combustible en raison d'un différend sur l'inspection des sites sud-africains. Comme évoqué précédemment, les soviétiques découvrent des installations pour des tests nucléaires dans le désert du Kalahari.

Le gouvernement américain envisagea que le gouvernement sud-africain allait faire fi des pressions internationales. Le 19 juillet, l'ambassadeur Bowdler remet à Pik Botha¹⁶⁴ et Brand Fourie¹⁶⁵ un message pour demander à autoriser la visite du site d'essai du Kalahari par des techniciens américains. Ils proposent aussi une déclaration qui comprendrait officiellement ces trois engagements¹⁶⁶ :

- premièrement, l'Afrique du Sud, n'a pas et ne souhaite pas développer, d'explosifs nucléaires pour aucun usage soit-il pacifique ou autre ;
- deuxièmement, l'installation du Kalahari que nous avons décrit, n'est pas un site d'expérimentation pour des explosifs nucléaires ;
- troisièmement, qu'il n'y a aucun test d'explosif nucléaire d'aucune sorte en Afrique du Sud.

Le département d'État considère aussi que le meilleur moyen pour l'Afrique du Sud de désamorcer cette crise est de déclarer publiquement son intention d'adhérer au TNP. L'Afrique du Sud n'a pas donné suite aux demandes du gouvernement américain et le président Carter ne semblait pas favorable à une inspection du site¹⁶⁷. Pour empêcher une telle inspection et révéler les activités du site, un programme crash pour démonter et retirer les équipements critiques qui ne pouvaient pas être expliqués à des fins militaires. Le site a été défriché en quelques jours et les deux arbres d'essai ont été scellés. Ironiquement, l'inspection n'a pas eu

163 South Africa Electricity Supply commission .

164 Pik Botha était alors ministre des affaires étrangères.

165 Brand Fourie a été le Secrétaire aux affaires étrangères sud-africain durant les années 1970 et au début des années 1980. Il a été nommé ambassadeur sud-africain aux États-Unis du 4 juin 1982 au 23 septembre 1985.

166 Foreign Relations of the United States 1969-1976 Volume XVI, South Africa, Document 297, Telegram From the department of State to multiple Diplomatic Posts, August20,1977, p.918.

167 Foreign Relations, 1977-1980, Volume XVI, 287, South Africa, Document 301, Memorandum From the president's Assistant for national Security Affairs (Brzezinski) to president Carter, p.921.

lieu¹⁶⁸ et le site sera finalement abandonné en 1978. Le gouvernement sud-africain n'acceptera pas les récriminations américaines.

La réponse sud-africaine a été extrêmement vive. Botha a déclaré que le premier ministre Voster avait proposé de sérieuses discussions entre égaux et, qu'au lieu d'accepter l'invitation, les États-Unis ont répondu avec des menaces concernant le Kalahari et les conditions relatives à l'approvisionnement en LEU¹⁶⁹.

En 1978, le Congrès américain passa une législation qui interdisait la vente de combustible nucléaire aux pays qui refusaient les inspections internationales. Il s'agit du Nuclear Non-Proliferation Act of 1978¹⁷⁰ qui enlève à l'Afrique du Sud, la capacité d'alimenter officiellement ses réacteurs civils mais surtout de développer ses programmes militaires. La France remplacera les États-Unis en fournissant de l'uranium dans le cadre d'un vaste contrat avec Framatome d'un montant de 250 millions de dollars avec l'accord tacite des autorités américaines¹⁷¹.

b) Un flash dans l'Atlantique Sud

Le 22 septembre 1979, le satellite américain VELA détecte un double éclair lumineux près de l'île de Prince Edward. Une explosion de 4 kilotonnes¹⁷² est détectée par plusieurs capteurs. La série des satellites Vela avait été conçus pour détecter les essais nucléaires. Ayant déjà dépassé leur temps nominal de fonctionnement, ils avaient déjà repéré 41 essais atmosphériques conduits par des pays comme la France ou la République Populaire de Chine. En raison de la conception de ces satellites et leur orbite éloignée de plus de 70000 milles, la précision de la localisation correspond à un rayon de 3000 milles. Ceci explique l'incertitude sur le positionnement de l'éclair. Le satellite VELA 6911 était dans l'espace depuis dix ans soit deux ans au-delà de son espérance de vie théorique.

Dès le 22 septembre, les rapports officiels américains évoquent un possible essai nucléaire de leur « allié » sud-africain. Une réunion est convoquée le 23 septembre dans le bureau de Mr Moose¹⁷³. La réunion à la Maison-Blanche est prévue à 11h00. L'objectif de cette série de réunion est d'établir une stratégie de communication avec les maigres informations disponibles à ce moment.

168 ALBRIGHT David STRICKER Andrea, *revisiting south Africa's nuclear weapons program its history, dismantlement, and lessons for today*, Institute for Science and International Security, 2016, p.76.

169 LEU: Low-enriched uranium.

170 La loi H.R. 8638 a été adoptée par la 95e session du Congrès des États-Unis et par le président Jimmy Carter le 10 mars 1978.

171 PURKITT Helen E. BURGESS Stephen F, *South Africa's weapons of Mass destruction*, Indiana University Press, 2005, p.49.

172 La puissance de l'arme nucléaire serait de 1.5, 3 ou 4 kilotonnes.

173 A l'époque chef du bureau Afrique au Département d'état.

La peur du gouvernement américain est d'être accusé d'avoir appuyé le processus d'acquisition de cette arme nucléaire. Cet essai est un accroc particulièrement important à la politique de non-prolifération encouragée par les États-Unis. Ils estiment par ailleurs que la France et la Grande Bretagne pour des raisons différentes doivent être consultés ainsi que l'URSS. Ils envisagent aussi d'associer à ces consultations les autres membres du groupe de contact sur la Namibie. Un projet de déclaration est annexé au document du 22 septembre 1979¹⁷⁴.

Le 25 septembre, les américains envisagent de devoir contacter le gouvernement australien pour demander leur appui pour que l'US Air force puisse mener des vérifications depuis le territoire de ce pays.

Nous devrions fournir au gouvernement australien les informations minimales concernant notre détection d'une éventuelle explosion nucléaire. Cette divulgation devrait être limitée à un très petit groupe au sein de ce gouvernement ¹⁷⁵.

Du 22 septembre au 29 octobre, des avions spécialement conçus pour des missions de reconnaissance nucléaire, les WC-135B¹⁷⁶, effectuent 25 sorties pour tenter de déterminer l'origine du flash. Malgré les 230 heures de vol effectuées, aucune certitude n'est obtenue. L'Administration Carter demande au Bureau de la politique scientifique et technologique (OSTP) de convoquer un groupe d'experts afin de réexaminer les données et de tenter de déterminer si le flash détecté par le satellite est réellement un essai nucléaire.

L'amiral Stansfield Turner, directeur de la CIA a briefé les responsables du comité du renseignement le 24 septembre. La peur est grande que les pays africains amènent cette question devant le Conseil de sécurité. Il y a aussi la crainte que les négociations au sujet de la Namibie pâtissent de cet incident¹⁷⁷. Les britanniques s'inquiètent de la conséquence que pourrait avoir cet essai sur les négociations de Lancaster House,

174 Draft letter from Allen.W Locke to Mr Moose, National Security Archive, Georges Washington University, en ligne URL : <http://nsarchive2.gwu.edu/nukevault/ebb570-The-22-September-1979-Vela-Satellite-Incident/> accédé le 18 août 2016.

175 Memorandum for the Record by Allen W Locke, Requesting Australian Assistance in Verifying Possible South African Nuclear Test," 25 September 1979, Secret, National Security Archive, Georges Washington University, en ligne URL : <http://nsarchive2.gwu.edu/nukevault/ebb570-The-22-September-1979-Vela-Satellite-Incident/> accédé le 18 août 2016.

176 Le WC-135 Constant Phoenix est un avion américain qui avait été modifié pour prélever des échantillons d'atmosphère afin d'y détecter des traces de radioactivité. Dix aéronefs ont été initialement convertis à partir d'avions de transport C-135B et mis en service avec le 55e Escadron de reconnaissance météorologique à la base de McClellan. Il s'agissait en particulier de récolter des particules et des effluents gazeux dans l'atmosphère en appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires de 1963.

177 Document sans entête, Actions to be Taken Should we Conclude a Test has Occurred and the Issue has Not yet Become Public Knowledge, September 24, 1979

relatives au Zimbabwe¹⁷⁸. Les jours suivants, aucune information technique ne vient corroborer la détection initiale du satellite.

c) Un doute subsiste après l'ouverture de certaines archives

Les dossiers de l'Ambassadeur Gerard C. Smith¹⁷⁹ qui se trouvent aux archives nationales ont été déclassifiés en 2016. Selon ses dossiers, un panel des scientifiques rassemblé par la Maison-Blanche estima initialement la thèse de l'essai nucléaire peu probable, mais des preuves supplémentaires qui ont été rendues publiques en 1980 ont fait naître de nouvelles interrogations.

Le débat sur « l'événement du 22 septembre » ou le « flash de l'Atlantique Sud » continue à ce jour, y compris si Israël a peut-être organisé un test avec l'assistance sud-africaine. Les informations les plus récentes, incluses dans l'affichage d'aujourd'hui, proviennent de documents récemment déclassés dans les dossiers de l'ambassadeur Gerard C. Smith aux Archives nationales. Les dossiers de Smith éclairent la controverse de Vela et les efforts du gouvernement des États-Unis pour s'y attaquer.

En tant qu'allié des États-Unis, Israël a aidé l'Afrique du Sud en envoyant du matériel et du personnel avec les encouragements secrets des États-Unis pour renforcer les capacités militaires de l'Afrique du Sud¹⁸⁰.

L'attitude sud-africaine était particulièrement ambiguë en laissant planer le doute sur la possession, l'assemblage des ogives ou le fait qu'elles aient été testées. Le test aurait pu concerner une arme beaucoup plus sophistiquée qu'une bombe à fission du type arme à neutron¹⁸¹.

i. Les missiles

Les Sud-Africains ont construit une version domestique du missile JERICHO 2 avec une aide importante des israéliens. Certaines de technologies utilisées avaient été acquises illégalement auprès de l'occident, principalement des américains¹⁸². Plusieurs missiles ont été construits dont le missile de longue portée RSA-4.

178 12-Memorandum-for-the-Record-by-William-G, National Security Archive, Georges Washington University, en ligne URL : <http://nsarchive2.gwu.edu/nukevault/ebb570-The-22-September-1979-Vela-Satellite-Incident/> accédé le 18 août 2016.

179 L'Ambassadeur Gerard C. Smith (1914-1994), a été le représentant spécial des États-Unis pour la non-prolifération et le représentant à l'Agence internationale de l'énergie atomique, du 14 juillet 1977 au 10 décembre 1980.

180 The New York Times, June 1, 1976, et February 10, 1978

181 PURKITT Helen E. BURGESS Stephen F, *South Africa's weapons of Mass destruction*, Indiana University Press, 2005, p.45.

182 PURKITT Helen E. BURGESS Stephen F, Op. Cit., p.135.

En octobre 1989, NBC News a révélé qu'un missile produit par ARMSCOR avait été lancé le 5 juillet 1989 et avait volé sur une distance de 900 miles au sud-est de l'océan Indien. Il a été signalé par la suite que "des responsables américains compétents" avaient confirmé le rapport de la chaîne de télévision NBC selon lequel un missile de portée intermédiaire "avait été construit et piloté par l'Afrique du Sud en utilisant la technologie acquise en provenance d'Israël. Apparemment, ce premier test a été suivi par un second le 19 novembre 1990.

d) La dénucléarisation de l'Afrique

Dans le cadre de son programme de dissuasion nucléaire, la France a effectué des tests atmosphériques nucléaires dans le désert du Sahara en février 1960. Ceci a très fortement inquiété les États africains qui y ont répondu en rompant leur relation diplomatique (Nigeria), en gelant les avoirs français (Ghana) et en sponsorisant une résolution de l'assemblée générale des Nations Unies condamnant les essais français

¹⁸³.

En 1961, de très nombreux pays africains ont soutenu l'adoption de la résolution 1652 (XVI) (1961) de l'Assemblée générale des Nations Unies proposant que l'Afrique soit une zone dénucléarisée, appelant également les membres de l'ONU à s'abstenir de tester, stocker ou transporter des armes nucléaires en Afrique¹⁸⁴. La question du nucléaire a été posée par l'organisation continentale. La position de l'AGNU sur une Afrique dénucléarisée a été approuvée par l'OUA lors de son sommet inaugural en mai 1963. La déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique, a été adoptée par la conférence des chefs d'État et de gouvernement lors de sa première session ordinaire, tenue au Caire du 17 au 21 juillet 1964.

En 1959, le Plan Rapacki devint la première expression du désir de création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans le monde. La guerre froide retarda l'établissement d'autres zones. En 1967 le traité de Tlatelolco, déclara l'Amérique latine zone libre d'armement nucléaire. Dans le cas de l'Afrique, si les règles sont énoncées en 1964, il faudra encore attendre longtemps. Le processus diplomatique s'épuise avec l'entrée en vigueur du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) conclu en 1968 et entré en vigueur le 5 mars 1970.

Cette zone n'a pas été établie en raison de la guerre froide et au statut particulier de l'Afrique du Sud. La détection d'un site souterrain de tests, l'incertitude sur le flash

183 VAN WYK, Jo-Ansie, No nukes in Africa: South Africa, the denuclearisation of Africa and the Pelindaba Treaty, *Journal of the Historical Society of South Africa* 57(2,)November 2012,p.264.

184 W. Epstein, The Making of the Treaty of Tlatelolco, *Journal of the History of International Law*, 3, 2001, p.153–179.

défecté dans l'atlantique sud ont confirmé aux yeux de nombreux pays les intentions de Pretoria de devenir un état nucléaire. L'ONU et l'OAU ont convoqué une réunion à Addis-Abeba en mai 1991 pour préparer la mise en œuvre d'un traité sur cette question.

Les responsables de l'Afrique du Sud craignent tellement une attaque cubaine à la fin des années 1980, au plus fort des tensions avec l'Angola et la Namibie. Avec plus de 50 000 soldats cubains le long de sa frontière, l'Afrique du Sud a fait face à son pire cauchemar : une submersion totale par les forces communistes, que les Force de défense sud-africaine (SADF) ne pourraient pas arrêter¹⁸⁵.

e) L'action d'Israël au profit de l'Afrique du Sud

En tant qu'allié des États-Unis, Israël a œuvré pour aider l'Afrique du Sud.

Nous avons connaissance que depuis un certain temps Israël et l'Afrique du Sud échangent des informations sur les armes et la technologie conventionnels¹⁸⁶.

L'admission de l'existence d'une bombe israélienne et sud-africaine pouvait remettre en cause l'héritage international le plus important du président Carter - le traité de paix qu'il venait de négocier entre l'Égypte et Israël, signé six mois plus tôt à la Maison-Blanche¹⁸⁷.

Section.2 Le développement d'armes biologiques et chimiques

En 1980, L'Afrique du Sud se lança dans un programme limité d'armes chimiques et biologiques. Le programme était placé sous l'autorité du service médical Sud-africain et dissimulé derrière des sociétés écrans sans lien apparent avec les Forces Armées¹⁸⁸. Le nombre total de collaborateurs directement concernés par ces activités n'a pas dépassé 200 personnes. Les deux principales firmes étaient l'entreprise Roodeplat Ressac Laboratories (RRL) et Delta G Scientific (Delta G). Le programme fût approuvé en 1981 par le ministère de la défense et les compagnies commencèrent à opérer en 1983. Elles furent privatisées en 1991 et le programme prit fin officiellement en 1993¹⁸⁹.

185 HORTON Roy E., Out Of (South) Africa: Pretoria's Nuclear Weapons Experience, INSS Occasional Counterproliferation Series, August 1999, Paper 27, en ligne URL : https://archive.org/details/bub_gb_M7wlrYQK6UkC .

186 Foreign Relations of the United States, 1977-1980, volume XVI, Southern Africa, Memorandum from Secretary of State Vance to president Carter, august 17, 1977, p.901.

187 The national Security Archive, *The Vela Incident: South Atlantic Mystery Flash in September 1979 Raised Questions about Nuclear Test*, En ligne URL : http://nsarchive.gwu.edu/nukevault/ebb570-The-22-September-1979-Vela-Satellite-Incident/#_ednref1 accédé le 19 décembre 2016.

188 GOULD Chandré et MARC Hecker. « Armes chimiques et biologiques : leçons d'Afrique du Sud », *Politique Étrangère*, vol. printemps, N°1, 2005, p.112.

189 CHOULD Chandré HECKER Marc, Op.Cit.p.114.

Wouter Basson, cardiologue, médecin personnel du président Pieter Botha fut le chef du programme bactériologique et chimique sud-africain, doté d'un budget annuel de dix millions de dollars. Il se rendit notamment aux États-Unis et au Royaume-Uni pour y recueillir des informations.

A compter de 1981, W. Basson accentua ses contacts internationaux particulièrement lors des conférences sur la guerre biologique et chimique. Des délégations sud-africaines firent des visites aux États-Unis, en Grande Bretagne, à Taïwan, en Israël et en Allemagne.

A compter de cette même date, l'Administration Reagan envoie des signaux au régime du président Botha indiquant que les États-Unis étaient prêts à fermer les yeux sur les agissements des citoyens américains qui aidaient l'Afrique du Sud à développer son industrie de défense.

Le secrétaire d'État William Clark a été au-delà et a accueilli avec bienveillance les officiels du ministère de la défense sud-africain. W.Basson aurait assisté à une conférence sur la guerre biologique à San Antonio, Texas en 1981. Les services de renseignement ne voulaient qu'il puisse entrer sur le territoire américain pour des raisons scientifiques.

En 1984, l'US Centers for Disease Control a envoyé en Afrique du Sud huit souches des virus Ebola, Marburg et Rift Valley. Ces spécimens faisaient partie d'une coopération plus large entre les deux pays dans le domaine des maladies infectieuses. Le directeur de la firme RRL s'est rendu plusieurs fois aux États-Unis, à l'université du Mississippi et dans différents laboratoires où des gaz innervants étaient testés. Il semble que les services secrets américains et britanniques ont pu détecter le programme sud-africain dès le début des années 80. Plusieurs anecdotes indiquent que la CIA avait connaissance du programme de recherche sud-africain.

Ses voyages en Lybie n'échappèrent pas aux services britanniques et américains et suscitèrent même de telles inquiétudes que les gouvernements américains et britanniques demandèrent à leurs ambassadeurs de rencontrer le président F.W.de Klerk¹⁹⁰.

Les productions sud-africaines furent relativement limitées. La société Delta G fabriqua du gaz CR et du MDMA¹⁹¹, la société RRL a fabriqué des produits destinés à des attaques ciblées pour éliminer dans le monde entier des activistes de l'ANC. L'Afrique du Sud produisit aussi de la méthaqualone.

190 CHOULD Chandré HECKER Marc, Op.Cit.p118.

191 MDMA est molécule psychostimulante de la classe des amphétamines.

i. L'utilisation supposée des armes chimiques par Cuba en Angola

En 2002, le sous-comité du Sénat sur les relations internationales dans l'hémisphère occidental et les affaires de narcotiques¹⁹² procède à des auditions relatives à un éventuel programme biologique cubain. Ils réagissaient à certaines déclarations faites par des membres de l'Administration Bush au sujet des capacités des armes biologiques cubaines et sur la vente de technologies à double usage aux États.

Les accusations venaient de John Bolton, sous-secrétaire d'État chargé du contrôle des armements et de la sécurité internationale qui prétendait que Cuba vendait des technologies duales à des états voyous¹⁹³. Dans le cadre de ces auditions, des documents plus anciens sont repris faisant apparaître une possible utilisation des armements chimiques durant les opérations en Angola.

Conclusion

Le journaliste sud-africain Hennie Van Vuuren a publié un livre en mai 2017 *Apartheid Guns and Money* dans lequel il détaille le système d'approvisionnement en arme et en pétrole mis en place pour la survie de l'apartheid.

On se rend compte qu'un système complexe de financement occulte avait été mis en place par Armscor s'appuyant sur des pays comme le Liberia, Panama et la France. De nombreuses banques ont participé à ces opérations. Le gouvernement de Margaret Thatcher était contre les sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud. Singapour fournit un appui et la Suisse était friande de l'or sud-africain. En 1983, la firme chinoise NORINCO a livré de l'armement à l'Afrique du Sud via le Zaïre. Ce réseau a sans doute financé en partie le programme nucléaire et chimique abordé dans cette partie.

Durant les années 80, A.J. Ampie Roux le président de la commission nucléaire sud-africaine avait expressément reconnu l'aide des États-Unis lors d'un séminaire à Johannesburg. En 1977, il reconnaissait déjà que la majorité des équipements nucléaires installés à Pelindaba était d'origine américaine de même que la philosophie nucléaire sud-africaine.

192 intitulé complet : subcommittee on western hemisphere, peace corps and narcotics affairs.

193 Rogue states en anglais

Titre 4. Les États-Unis et le maintien de la paix

Chapitre 1 **Le rôle des États-Unis dans la mise en place des opérations de maintien de la paix en Afrique australe.**

Plusieurs tendances s'opposent dans la définition de la politique étrangère américaine. Le professeur Ernest May spécialiste des relations internationales américaines avait identifié plusieurs tendances concurrentes à long terme chez les Américains concernant les relations extérieures.

Il y a d'un côté ceux représentants John Quincy Adams et de l'autre côté les héritiers de Thomas Jefferson et Woodrow Wilson. John Quincy Adams a posé les principes de la démocratie américaine en insistant notamment sur l'idée de non-colonisation, non-intervention, non-implication dans la politique européenne. Il prônait aussi la liberté des mers et du commerce. Adams réclamait l'engagement des gouvernants pour l'amélioration des conditions internes et conseillait de ne pas s'impliquer dans les conflits étrangers même lorsque l'indépendance d'autres nations était en cause.

Les mêmes contradictions se sont exprimées dès lors que l'ONU a été impliqué dans le règlement des crises en Afrique australe. Ces restrictions ont porté tant sur la participation de troupes américaines aux opérations de maintien de la paix qu'au financement de ces opérations.

Les contributions de Washington aux opérations de paix de l'ONU ont toujours été multidimensionnelles et importantes, en particulier dans les opérations africaines où les États-Unis ont fourni la formation cruciale, de l'équipement, du soutien logistique aussi bien que des financements¹⁹⁴.

Bill Clinton dans son discours inaugural déclara

Quand nos intérêts essentiels sont contestés, ou la volonté de la communauté internationale est défiée, nous agissons... avec la force s'il y a lieu.

194 WILLIAMS Paul D, *Keeping A Piece of Peacekeeping The United States Doubles Down at the United Nations*, Foreign Affairs, October 6, 2015, en ligne URL : <https://www.foreignaffairs.com/articles/2015-10-06/keeping-piece-peacekeeping>, accédé le 08 juillet 2017.

Section.1 Les missions des Nations Unies en Angola (UNAVEM), au Mozambique (ONUMOZ) et en Namibie (UNTAG).

a) Le rôle américain dans la mise en place et le fonctionnement de l'UNAVEM

Les différentes missions de l'ONU en Angola n'ont jamais été dimensionnées à la hauteur de la situation militaire du pays. Les missions UNAVEM 1 à 2 avaient des effectifs drastiquement bas au regard de l'étendue du territoire angolais. Ceci est en partie imputable aux américains qui ont voulu contrôler les coûts des opérations de maintien de la paix.

La mission UNAVEM I qui s'est déroulée du 20 décembre 1988 au 25 mai 1991 comptait soixante-dix observateurs militaires dont l'objectif était de contrôler le retrait effectif des troupes et du matériel cubain. Après le départ effectif des cubains et la conclusion des accords de Bicesse, la deuxième mission de vérification se met en place. Les combats cessèrent le 15 mai 1991 et un cessez-le-feu officiellement signé le 31 mai 1991. Des détachements précurseurs d'observateurs militaires sont déployés dès le 2 juin 1991. Des équipes d'observateurs militaires de l'UNAVEM II ont été déployées sur quarante-six zones de rassemblement où les troupes des deux côtés étaient regroupées pendant le cessez-le-feu, ainsi que sur certains points critiques (certains ports, aéroports et postes frontières).

Au 25 octobre 1991, la mission UNAVEM II comptait 350 observateurs militaires, 89 de police (UNPOL), 14 personnels médicaux militaires, 54 personnels civils internationaux et 41 agents locaux. La mission était également équipée d'une unité aérienne civile, composée d'un avion-cargo et de douze hélicoptères.

Après la signature des accords de Lusaka, l'Administration Clinton a convaincu le Congrès à majorité républicaine de soutenir le déploiement de l'UNAVEM III¹⁹⁵ car cela représentait la dernière étape du règlement régional dans lequel les États-Unis avaient investi tant au niveau diplomatique qu'économique de manière significative¹⁹⁶. Entre 1995 et 1997, les États-Unis fournirent pour la mission en Angola, cent millions de dollars, représentant 30 % des coûts de l'opération.

Les effectifs de la mission UNAVEM III étaient nettement supérieurs à ceux de précédentes missions. Ils n'ont jamais été suffisants pour obtenir une pleine efficacité

195 UNAVEM 3 : mission de vérification des Nations Unies en Angola-7 000 militaires, 350 observateurs militaires et 260 observateurs de police, 420 civils internationaux, 300 civils locaux, 75 volontaires des Nations Unies.

196 WRIGHT George, *The Clinton Administration Policy Toward Angola, Review of African Political Economy*, Vol. 28, No. 90, Patrimonialism & Petro Diamond Capitalism: Peace, Geopolitics & the Economics of War in Angola, Dec, 2001, p.571.

militaire en raison du manque de volonté d'aboutir des parties angolaises au conflit. Les effectifs de ces missions avaient été contraints en raison des pressions financières américaines.

b) Les États-Unis et l'opération des Nations Unies au Mozambique

Le Mozambique s'est trouvé pris entre le Constructive Engagement américain et la Total Strategy de l'Afrique du Sud. Des nombreux conservateurs américains ont ciblé ce pays qu'ils considéraient comme un bastion du communisme ou qui appuyait l'ANC¹⁹⁷. A partir des années 80, le pays est victime des attaques sud-africaines notamment le 31 janvier 1981 contre des installations de l'ANC. Cette attaque des forces spéciales sud-africaines sera conduite avec la coopération de la CIA¹⁹⁸.

En 1985, l'Administration Reagan demanda au Congrès de pouvoir fournir au Mozambique un million de dollars en équipements non létaux et pour 150.000 dollars de formation militaire mais le Congrès a refusé la demande. La même année les présidents Reagan et Machel se rencontrèrent à la Maison-Blanche.

Plusieurs hommes d'affaires américains ont fourni ou tenté d'appuyer les combattants de la RENAMO. Il s'agit du groupe de lobbyiste Free the Eagle qui appuyait le mouvement de rebelles. En août 1986, selon le département d'État, Patrick J. Buchanan qui était le directeur de communication de la Maison-Blanche a rencontré un représentant de la RENAMO, Arturo da Fonseca. En Novembre 1987, un groupe de conservateurs a rencontré Franck Carlucci alors qu'il était National Security Adviser du président Reagan. Parmi eux se trouvait notamment Thomas W. Schaaf Jr., directeur exécutif du Mozambique Research Center et Luis B. Serapiao, porte-parole de la RENAMO aux États-Unis.

Une déclaration de la Maison-Blanche, distribuée aux ambassades des États-Unis dans le monde entier, affirme : « Monsieur Carlucci ne s'est pas rendu compte que la réunion comprendrait un lobbyiste officiel de RENAMO. M. Carlucci et les autres responsables de la Maison-Blanche sont consternés par son inclusion. Nous continuons de ne pas avoir des relations officielles avec la RENAMO en tant qu'organisation. '' Assistance en espèces et en marchandises

Le département d'État a pratiquement éliminé toute possibilité que la RENAMO reçoive une aide du gouvernement américain après la publication d'un rapport affirmant que 100 000 civils avaient été assassinés en raison de la violence et de la

197 LULAT Y.G-M, *United States Relations with South Africa: A Critical Overview from the Colonial Period to the Present*, Peter Lang publishing New York, 2008, p.269.

198 LULAT Y.G-M, Op.cit. p.271.

brutalité généralisée du groupe rebelle. Les victimes ont été battues, mutilées, affamées, abattues, poignardées ou brûlées à mort, selon le rapport¹⁹⁹.

L'opérations des Nations Unies en Mozambique (UNOMOZ) est une mission de paix conduite au Mozambique à partir de décembre 1992 en vertu de la résolution 797 du Conseil de Sécurité. Le mandat devait faciliter la mise en œuvre des accords, surveiller le respect du cessez-le-feu, superviser le retrait des forces armées étrangères, assurer la sécurité dans les corridors de transport, ainsi que superviser et fournir une assistance technique au processus électoral.

La médiation d'un pays tiers a permis de débloquent les négociations qui piétinaient. Il s'agissait de l'Italie qui était le fournisseur principal d'aide et d'investissement dans le pays et de la Communauté Sant'Egidio, fondée en 1968 à Rome. Le pays européen avait déjà à l'époque une présence culturelle et une coopération multiformes. Robert Mugabe au Zimbabwe a progressivement appuyé ces négociations.

L'accord avait été signé par le président mozambicain Joaquim Chissano (FRELIMO) et Afonso Dhlakama de la RENAMO. La force atteignit le 30 novembre 1993 son effectif maximum avec 6.576 militaires de tous rangs et elle prit fin le 13 décembre 1994. Le diplomate italien Aldo Ajello fut le chef de cette mission. Il déclara dans un entretien à la journaliste Colette Braekman.

Le troisième ingrédient, le plus fondamental, était la véritable volonté de paix des acteurs mozambicains, le Frelimo et la Renamo, aidés par une commission de révision et contrôle composée de membres de la communauté internationale, Royaume Uni, Etats-Unis, France, Italie Portugal ainsi que l'Organisation pour l'Unité africaine. J'ai pu présenter aux belligérants une position commune à toute la communauté internationale, ce qui ne leur donnait pas les moyens de reculer.

Les grands pays ont donc parlé d'une seule voie permettant un règlement de la question. Les États-Unis ont été un de plus grands donateurs bilatéraux fournissant plus de quatre cents millions de dollars annuellement.

Herman J. Cohen est devenu un des hommes les mieux informés et un des promoteurs d'une politique d'intervention diplomatique pour pousser le gouvernement mozambicain vers des réformes libérales. Localement l'ambassadeur américain Townsend Friedman et son adjoint Christopher Dell firent un travail en parfaite coordination avec le chef de la mission de l'ONU. Il travailla dans les

199 PEAR Robert avec BROOKE James, Special to the New York Times, *Rightists in U.S. Aid Mozambique Rebels*, New York Times May 22, 1988.

coulisses pour obtenir un consensus et la collaboration des pays européens au règlement du conflit.

Le président Chissano effectua un voyage officiel à Washington pour rencontrer Georges Bush en mars 1990. Herman Cohen insista sur l'action des deux présidents.

La collaboration de deux présidents américains [Reagan et Bush] en aidant Chissano à sortir de l'impasse politique au Mozambique [et] constituait probablement la principale contribution des États-Unis à ce processus de paix en particulier²⁰⁰.

Section.2 L'impact de la Presidential Decision Directive 25

Le 3 mai 1994, le Président Clinton a signé une directive décisionnelle présidentielle établissant la politique des États-Unis dans le domaine des opérations multinationales de maintien de la paix. Cette directive a été adoptée après plus d'un an d'études aux niveaux des différentes agences gouvernementales et de larges consultations avec de dizaines de membres du Congrès des deux principales formations politiques.

Cette directive a été fortement influencée par le décès des soldats américains en Somalie au mois d'octobre 1993. Elle représente le premier cadre global pour la prise de décision des États-Unis sur des questions du maintien de la paix après la fin de la guerre froide. La directive prescrit un certain nombre de mesures précises pour améliorer le management des États-Unis et de l'ONU au niveau des opérations de paix de l'ONU. L'objectif était de s'assurer que de telles opérations soient plus sélectives et plus efficaces.

Elle définit six domaines de réforme et d'amélioration :

- faire des choix disciplinés et logiques au sujet de quelles opérations de paix à soutenir ;
- réduire les coûts des opérations de paix de l'ONU pour les États-Unis ;
- définir clairement les règles concernant le commandement et le contrôle des forces militaires américaines au sein des opérations de paix de l'ONU ;
- reformer et améliorer la capacité de l'ONU à contrôler des opérations de maintien de la paix ;
- améliorer la manière dont le gouvernement des États-Unis contrôle et finance les opérations de paix ;

200 GENTILI Ana Maria, Lessons Learned from the Mozambican Peace Process, Istituto Affari Internazionali, Working Papers 1304, January 2013, en ligne URL: <http://www.iai.it/sites/default/files/iaiw1304.pdf> accédé le 10 octobre 2017.

- créer de meilleures formes de coopération entre l'exécutif, le Congrès et l'opinion publique américain sur les opérations de paix.

Probablement parce que George Bush avait servi d'ambassadeur à l'ONU, la critique de son Administration concernant l'organisation a semblé plus retenue que celles du président Reagan, mais ses porte-paroles insistèrent aussi sur la nécessité de mener des réformes structurelles au niveau du secrétariat et dans les diverses agences.

Durant la guerre froide, il y avait un accord tacite pour que les grandes nations ne participent pas massivement aux opérations de maintien de la paix à l'exception d'un appui logistique ou de quelques observateurs ou officiers d'état-major. Après la fin de la guerre froide, le président Bush engage massivement des troupes américaines dans une opération de maintien de la paix. Celles-ci resteront néanmoins sous commandement américain dans une opération approuvée par les Nations Unies.

Le président Clinton se concentrera sur les affaires intérieures et ne s'intéressera finalement peu à la politique extérieure. Sa priorité en politique étrangère était la réforme du système de santé²⁰¹. Le 27 septembre 1993, il s'exprime à la tribune de l'Assemblée générale où il conseille à l'ONU de dire non, c'est-à-dire d'être plus sélectif, sur l'emploi des forces de maintien de la paix.

Les conséquences sur la doctrine Weinberger

La doctrine de Weinberger n'est apparue qu'à la fin de l'année 1984, lorsque Caspar Weinberger, en tant que secrétaire à la Défense, a contesté la volonté du secrétaire d'État George Schultz de défendre l'utilisation de la force. La genèse de cette doctrine provient de l'échec militaire du Vietnam et de l'attaque terroriste contre les marines américains au Liban en 1983.

Avec l'assistance d'officiers ayant connu la guerre du Viêt-Nam, il a élaboré les lignes directrices suivantes²⁰²:

- ne pas engager de forces de combat à l'étranger, à moins que l'engagement ne soit considéré comme essentiel à nos intérêts nationaux ou à ceux de nos alliés ;
- si les troupes de combat sont engagées, il faut le faire avec l'intention claire de gagner ;
- nous devons avoir des objectifs politiques et militaires clairement définis.

201 DANIEL Donald C.F, *US perspectives on peacekeeping: putting PDD 25 in context*, US naval war college strategic research department center for naval warfare studies, 1994, p.9. en ligne URL: <http://www.dtic.mil/dtic/tr/fulltext/u2/a288845.pdf> accédé le 05 juillet 2017.

202 DANIEL Donald C.F, Op.Cit.,p.6.

- nous devons savoir précisément comment nos forces peuvent accomplir la mission et la relation entre les forces et les objectifs doit être continuellement réévaluée ;
- Il doit y avoir un raisonnable soutien populaire.
- L'engagement des forces de combat à l'étranger ne doit se réaliser qu'en dernier recours.

Ces critères sont rendus publics au moment où l'Administration Reagan semblait désireuse d'utiliser les forces armées comme instrument privilégié de politique internationale. En Afrique, cette doctrine aura été appliquée de manière plus ou moins implicite par l'armée américaine en Afrique.

Conclusion

Si le Conseil de sécurité a autorisé vingt nouvelles opérations entre 1989 et 1994, faisant passer le nombre de casques bleus de 11000 à 75000 ; la contribution américaine est restée marginale. Les États-Unis ont néanmoins encouragé dès le début des années 90, les pays africains à prendre leur part dans ces opérations.

Les États-Unis ont joué un rôle actif sur le terrain dans les missions de maintien de la paix de l'après-guerre froide du début des années 1990, en Haïti, en Bosnie et en Somalie²⁰³. Après l'incident de Black Hawk Down en Somalie en octobre 1993, où 18 soldats américains ont été tués, les décideurs politiques ont décidé de réduire considérablement la participation des troupes américaines au maintien de la paix. La contribution américaine a connu un pic au mois d'octobre 1993 avec la participation de 4114 militaires.

L'application sans succès du droit d'intervention humanitaire, dans Restore Hope, a entraîné l'éloignement prudent des États-Unis des théâtres militaires africains sous le parapluie de l'ONU.

203 Opération Restore Hope ou Unified Task Force (UNITAF).

Chapitre 2 La montée en puissance des forces africaines de maintien de la paix

Section.1 La mise en place de nouveaux outils pour garantir la paix sur le territoire africain.

Les États-Unis ne sont pas intervenus dans les crises qui ont secoué l'Afrique centrale au milieu des années 90. Il s'agit notamment du Rwanda en 1994 et du Burundi dans les années 95-96. Ce non-engagement a des causes multiples que nous ne détaillerons pas ici.

Conséquence directe de ces conflits, l'Administration Clinton souhaite mettre en place un programme concourant à la stabilité de la région. Il s'agit initialement d'une force d'intervention africaine en mesure d'intervenir sur un conflit continental. Baptisée African Crisis Response Force (ACRF), elle avait vocation à être entraînée et équipée par les États-Unis et prête à l'emploi.

Lorsque le secrétaire à la Défense Warren Christopher, se rend en Afrique en octobre 1996 pour présenter l'idée de l'ACRF, le projet reste encore vague. Il n'y a pas eu assez de consultations avec les gouvernements africains et la majorité des dirigeants africains dénoncent l'impérialisme sous-jacent. Ce concept se heurte aussi au développement des organisations régionales africaines qui commencent à devenir des acteurs importants.

Début 1997, un groupe d'étude sous la direction de l'Ambassadeur Marshall McCallie réfléchit en coordination avec l'ONU, au renforcement sur le long terme des capacités des forces de maintien de la paix africaines. Soucieuse de poursuivre ses efforts dans ce domaine, l'Administration Clinton propose alors un programme d'appui aux opérations de soutien de la paix (PSO) baptisé ACRI.

a) The African Crisis Response Initiative (ACRI)

En raison du manque d'engouement pour l'ACRF, le gouvernement américain propose un autre mécanisme moins ambitieux et moins contraignant pour les pays bénéficiaires. Il s'agit d'African Crisis Response Initiative (ACRI) conduit en étroite coopération entre le département d'État et celui de la défense (DoD).

Le programme ACRI consiste à fournir aux troupes des pays partenaires africains des formations aux opérations de maintien de la paix afin qu'ils puissent être employés sans réserve dans des missions au sein de l'organisation des Nations Unies, ou dans des missions régionales et sous-régionales, comme celles de l'Union africaine et des différentes communautés régionales africaines (CEDEAO, CEEAC, SADC).

Le concept de base était de fournir à un bataillon une formation de base puis un accompagnement sur une période de plusieurs années. Les concepteurs du programme ont bien pris garde de se coordonner avec l'OUA et l'ONU, le département des opérations de maintien de la paix²⁰⁴ concernant le programme d'études de formation et la doctrine de maintien de la paix pour s'assurer que les unités qualifiées par ACRI puissent se déployer et s'intégrer facilement dans les missions²⁰⁵.

A la mi-1997, sept pays africains étaient inscrits pour le programme ACRI et huit bataillons devaient être formés. Ce programme américain est étroitement lié au Nation Building promu par Washington. Le début des années 90 a été marqué par la transition de nombreux pays africains vers la démocratie avec l'abandon du parti unique.

Le département d'État comme agence responsable du programme a établi dès sa conception un certain nombre de critères pour la participation à ACRI. Il y a un aspect politique non négligeable. Le DOS a fixé les priorités, a programmé la formation, et les pays étaient évalués pour pouvoir participer.

Les critères étaient les suivants²⁰⁶ :

- acceptation de l'autorité du pouvoir politique sur les forces armées ;
- respect des droits de l'homme ;
- participation à des précédentes opérations de maintien de la paix ou intérêt affirmé pour participer à de telles opérations ;
- et un niveau relativement élevé de formation militaire.

Durant la période de formation échelonnée sur trois années, les États-Unis fournissaient un lot d'équipements non létaux pour l'équipement du bataillon. La fourniture des munitions aussi bien certains équipements comme des uniformes ou des moyens de communication a toujours été très apprécié par les contingents africains.

La formation a été conduite par des équipes se composées de militaires américains ainsi que des entreprises civiles. Il s'agissait initialement du personnel des forces spéciales. Les deux sociétés impliquées dans le programme ACRI étaient Military

204 UNDPKO: United Nations Department of Peacekeeping Operations

205 KARIS Daniel G. A, *Comparative Study of Two Peacekeeping Training Programs: The African Crisis Response Initiative (ACRI) and the African Contingency Operations Training Assistance Program (ACOTA)*, African Contingency Operations Training Assistance Program presented in partial completion of the requirements of The Certificate-of-Training in United Nations Peace Support Operations, 2009 p.15, en ligne URL : <http://cdn.peaceopstraining.org/theses/karis.pdf>, accédé le 20 août 2011.

206 KARIS Daniel G. A, Op.Cit. p.16.

Professional Resources International (MPRI) basée à Alexandria en Virginie et Logicon.

MPRI est une entreprise qui avait recruté des anciens militaires de différents services et armées. Leur mission était centrée sur la formation au travail d'état-major et au commandement. Ces sociétés étaient contractées car il n'y avait pas en permanence d'effectifs militaires en mesure de fournir l'instruction en Afrique.

Logicon était une petite entreprise comptant dans ses effectifs de nombreux membres militaires retraités, principalement d'anciens instructeurs à l'école de guerre de l'armée de terre²⁰⁷ ou au centre de formation au combat²⁰⁸. Son rôle était de conduire des exercices assistés par ordinateur utilisant le simulateur Janus²⁰⁹. Des organisations internationales et des organisations non gouvernementales ont été invités à participer à la formation. Ils fournissent régulièrement des formateurs dans le domaine des droits de l'homme ou du genre.

Les États-Unis, Grande-Bretagne, et la France ont compris qu'il fallait coordonner les efforts de formation aux opérations de maintien de la paix. Cette initiative baptisée P3 permet la coordination des programmes distincts de maintien de la paix. Il s'agit du programme britannique African Peacekeeping Training Support et de l'initiative française baptisée RECAP, alors que les États-Unis lançaient ACRI.

Après quelques années de fonctionnement, il a été constaté que le système manquait de flexibilité et que les bataillons qui venaient suivre la formation étaient souvent des unités composites au niveau assez inégal. Le concept prévoyait la formation de formateurs qualifiés de sorte que les unités aient une capacité organique de formation. Aucun résultat probant n'a été atteint avec le programme ACRI.

b) Organisation du système ACRI

Le concept de formation à l'ACRI reposait sur un système de cours très codifié, amenant les unités au travers de plusieurs composantes partant de la formation initiale (Initial Training) vers de la formation continue (Follow on Training) pour les bataillons et ensuite des unités du niveau de la brigade. Le niveau bataillonnaire est celui que la majorité des armées africaines peuvent atteindre alors que le niveau brigade ne peut être maîtrisé que par les grandes puissances comme le Nigeria, l'Afrique du Sud et l'Angola.

207 U.S. Army Command and General Staff College.

208 Battle Command Training Program.

209 JANUS est un logiciel de simulation de combat interarmes américain.

c) **African Contingency Operations Training Assistance Program (ACOTA)**

La dernière année du programme d'ACRI fut l'exercice budgétaire 2002. L'Administration Bush a changé le nom du programme d'ACRI en ACOTA et en a changé l'approche en le mettant sous la seule autorité du département d'État. ACOTA met désormais l'accent sur la formation des formateurs et sur celle des élites militaires. A ce jour vingt-quatre pays africains participent au programme ACOTA. Il convient de noter que l'Angola ne participe pas à ce programme.

Section.2 **West African Training Cruise**

Les États-Unis ont développé des outils de coopération avec les marines africaines dès la fin des années soixante-dix. West African Training Cruise (WATC) est un exercice régulier, mené depuis 1978, consistant en une série d'interactions bilatérales entre les États-Unis et les différents pays africains. Il s'agissait d'un programme du commandement de la flotte de l'Atlantique (CINCLANTFLT²¹⁰) menée initialement par South Atlantic Fleet (USCOMSOLANT²¹¹).

En 1980, Les frégates Arthur W. Radford (DD968), Pharris (FF1094) et le bâtiment de débarquement USS Fairfax County (LST 1193) prennent part à cette croisière de formation en Afrique de l'Ouest. Ces navires ont visité le Ghana, le Sierra Leone et le Sénégal. Le navire amphibie transportait une unité des marines et des garde-côtes pour effectuer des exercices en commun en mer et à terre. Les unités de construction de la marine Seabees se déployait pour des travaux de construction dans les pays africains. Presque tous les pays africains côtiers du Sénégal à la Namibie ont bénéficié d'une visite du WATC.

Depuis la création d'AFRICOM, le programme Africa Partnership Station (APS) est le programme phare de coopération en matière de sécurité maritime de l'US Naval Forces Africa (NAVAF). L'objectif de l'APS reste de renforcer la sûreté et la sécurité maritimes en augmentant la sensibilisation, les capacités d'intervention et l'infrastructure.

210 Commander in Chief, US Atlantic Fleet

211 Commander South Atlantic Force, US Atlantic Fleet.

Conclusion de la troisième partie

Si l'on revient sur les années 75 à 89, on se rend compte de la très forte pression qu'ont exercé les pays du bloc soviétique sur les pays d'Afrique australe. Cette pression militaire, s'est concrétisée par l'envoi de 11000 conseillers militaires soviétiques et de 425000 militaires cubains. Ceux-ci étaient épaulés par des membres des armées du pacte de Varsovie dont de nombreux allemands de l'est. Le risque était donc réel pour l'Afrique du Sud et la Rhodésie de se voir confrontés à des militaires de ces pays.

Les États-Unis sont intervenus militairement en peu d'occasions sur le territoire africain et souvent dans des missions de soutien aux puissances coloniales. Les États-Unis étaient proche d'une intervention en Angola après l'arrivée massive de troupes cubaines. Passé ce moment de panique, le risque d'une intervention militaire s'est éloigné. En 1978, avec l'attaque sur Kolwezi, la rapide évacuation des citoyens américains a rendu la mobilisation de la 82^{ème} division aéroportée inutile.

La diplomatie américaine a préféré l'utilisation de proxy qui s'est généralisée en Afrique australe. On pourrait ainsi qualifier l'UNITA de proxy de l'Afrique du Sud au même titre que la RENAMO le fut au Mozambique. Cette assertion du prof. Robert Rotberg du Massachusetts Institute of technology résume bien le choix des États Unis dans sa stratégie en Afrique australe.

Les États-Unis se sont beaucoup appuyés sur la Grande Bretagne, la Belgique et la France pour régler les situations conflictuelles. Cette période a d'ailleurs été l'occasion d'un rapprochement militaire entre les États-Unis et la France et de fortes convergences sur les questions africaines.

Le développement des opérations de maintien de la paix au début des années quatre-vingt-dix, va conduire à travailler au développement les capacités des contingents africains. Divers programmes aujourd'hui sous la direction d'AFRICOM se sont mis en place dès la fin des années 70.

Conclusion générale

Le 23 septembre 1974 devant l'Assemblée générale des Nations Unies²¹², le secrétaire d'État assure le monde d'un discours positif :

Les États-Unis notent avec une satisfaction particulière le processus continu du changement de l'Afrique. Nous faisons bon accueil à la démonstration positive de la coopération entre les anciennes puissances et les nouveaux états. Les États-Unis partagent et appuient les actions en faveur des aspirations de tous les africains à participer aux fruits de la liberté et de la dignité humaine.

Ce volontarisme va vite être contrarié par l'activisme de l'URSS. La crainte d'une offensive de grande ampleur en Afrique australe sera constante en occident. Elle explique l'extrême dogmatisme qui a prévalu dans la prise de décision au sein du Conseil de sécurité nationale pendant de longues années. L'Administration Carter avait une réelle peur d'une intervention cubaine en Rhodésie²¹³.

La peur de l'invasion de la Rhodésie par les cubains avait amené l'armée rhodésienne à intervenir profondément à l'intérieur des frontières du Mozambique et en Zambie. Elle avait même planifié la destruction du barrage de Cabora Bassa²¹⁴.

Côté soviétique, Brejnev et d'autres responsables avaient indiqué que la politique de détente avec les États-Unis n'interdisait pas l'appui aux mouvements de libération du tiers monde²¹⁵. Richard Payne dans son livre *opportunities and dangers of soviet Cuban expansion, toward a pragmatic U.S Policy* indique : « le premier objectif de la politique étrangère américaine est la prévention de l'implication des soviéto-cubains dans les conflits du tiers-monde ».

Le 19 mai 1993, les États-Unis renversèrent leurs alliances en cessant de soutenir l'UNITA et en reconnaissant le régime du président Dos Santos²¹⁶. Sans ce soutien, les rebelles de l'UNITA perdirent rapidement leurs gains territoriaux. Le 20 novembre 1994 Jonas Savimbi signa le protocole de Lusaka qui prévoyait un cessez le feu et la

212 Department of State bulletin October, 14 1974, p.498.

213 MITCHELL Nancy, *Jimmy Carter in Africa Race and the cold war*, Woodrow Wilson Center press, Sandford California; Sandford University Press, 2016, p.14.

214 Le barrage de Cahora Bassa est un barrage construit par les portugais en coopération avec l'Afrique du Sud à partir des années soixante. Il se situe au Mozambique sur le fleuve Zambèze. L'ouvrage a été plusieurs fois saboté par les belligérants

215 PAYNE Richard, *opportunities and dangers of soviet Cuban expansion, toward a pragmatic U.S Policy*, state university of New York press, 1988, p.7.

216 LUGAN Bernard, *les guerres d'Afrique, des origines à nos jours*, éditions du rocher, 2013, p.360.

reconnaissance des élections de 1992. Les États-Unis par leur action avaient poussé l'UNITA à déposer temporairement les armes. Leur action ne suffira pas à mettre un terme définitif à la guerre qui repartira en 1998.

Pays observateur au processus de Lusaka, avec le Portugal et la Russie, l'action des États-Unis ne fut finalement pas déterminante en Angola. Ce fut l'embargo de l'ONU qui eut raison de la résistance de Jonas Savimbi. Au mois de juillet 1999, l'organisation lança un mandat d'arrêt contre Jonas Savimbi. Sans aucun soutien, celui-ci fut tué au combat le 22 février 2002 et l'UNITA signa sa reddition le 04 avril 2002.

L'anticommunisme n'est pas une politique, c'est ce qu'écrit le professeur de Science politique Richard Payne²¹⁷. Même les présidents les plus ouverts comme Jimmy Carter au début de son mandat ont fini par se focaliser sur la lutte contre Moscou et ses alliés. Le pragmatisme qui avait prévalu dans la corne de l'Afrique aurait pu servir d'exemple au règlement de la situation en Afrique australe

Aux termes de cette étude, il apparaît que les États-Unis portent une responsabilité importante dans la poursuite de la guerre entre le gouvernement de Luanda et l'UNITA car il faut attendre 1993 pour que le soutien s'interrompe de manière brutale non sans récrimination de certains parlementaires. En Namibie, l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan a retardé de plusieurs années la mise en œuvre de la résolution 435.

Parallèlement à ces tentatives de blocage du processus par les États-Unis, la bataille de Cuito-Cuanavale sonnera la fin de la partie en Afrique australe. Ce n'est pas tant les pertes subies par les forces de défense sud-africaines que l'impact politique de cette défaite en Afrique du Sud qui mettra un terme au système politique de l'apartheid

Aux termes de ces recherches il convient de se poser la question de savoir si l'on peut aller plus loin sur ce sujet. L'ouverture des archives pratiquées par les États-Unis et facilité par la loi sur la liberté de l'information (FOIA) devrait permettre d'obtenir d'ici à quelques années les informations manquantes. Plusieurs volumes de la série Foreign Relations of the United States ont déjà planifiés ou en cours de préparation²¹⁸. Il ne s'agit que d'une partie des documents qui vont être rendus publics au cours des années à venir. Ces nouvelles archives devraient permettre d'obtenir des informations de première main sur l'importance réelle de l'assistance accordée par

217 Professeur de science politique de l'université de l'État de l'Illinois.

218 -1977–1980, Volume IV, National Security Policy, Volume XXVI, Southern Africa, 1985–1988, 1989–1992, Volume XIX, Southern Africa, toute la série sur la National Security Policy.

les États-Unis à l'UNITA à partir de 1986. Il y aura sans doute aussi des données précises sur le déroulement des premières élections angolaises de 1992 et une confirmation des résultats annoncés à l'époque.

Des sujets comme le positionnement américain lors de la reprise des combats par l'UNITA, les relations avec Cuba tout au long de la présidence Reagan pourraient être éclairées par de nouvelles archives. A plus long terme, les conditions sur la mort de Jonas Savimbi en 2002, l'implication éventuelle de puissances étrangères dans sa traque pourraient être éclaircies.

Le mémorial pour la victoire de Cuito-Cuanavale a été inauguré le 19 septembre 2017 par le président José Eduardo Dos Santos quelques jours avant la fin de son mandat. Cette grande bataille constitue pour les angolais la mère de toutes les batailles, c'est elle qui a mis un terme à l'apartheid.

Au mois de mai de cette année, le ministre de la défense João Lourenço qui est devenu depuis le nouveau président angolais se déplaçait à Washington pour signer un accord de coopération dans le domaine de la défense. Que de chemin a été parcouru depuis 1975.

Bibliographie

Table des matières

- Auditions devant les Chambres
- Bulletin du Département d'état
- Bibliothèques présidentielles

- Archives officielles
 - Département d'État
- Ouvrages

- Travaux de recherche
 - Travaux universitaires
 - Travaux de l'enseignement militaire américain

- Articles de revues scientifiques
- Journaux
 - New-York times
 - Le Monde diplomatique
 - Autres titres

- Ressources électroniques

a) **Auditions devant les chambres**

i. *Sénat des États-Unis*

Africa

U.S. policy toward Africa : hearings before the Subcommittee on African Affairs and the Subcommittee on Arms Control, International Organizations and Security Agreements, and the Committee on Foreign Relations, **United States Senate**, 94th Congress, second session on major powers in Southern Africa after Angola, current situation in Southern Africa and the Secretary of State's Lusaka Proposal, U.S.-Nigerian relations, report of Secretary Kissinger on his trip to Africa, proposed nuclear reactor sales to South Africa. U.S. G.P.O., 1976.

Ambassador Young's African trip: Hearing before the Subcommittee on African Affairs of the Committee on Foreign Relations, **United States Senate**, 95th Congress, 1st session to receive a report from Ambassador Andrew Young on his recent trip to Africa and United States policy in the area. June 6, 1977, U.S. G.P.O.,1977, 29 p.

U.S. security issues in Africa: hearing before the Subcommittee on African Affairs of the Committee on Foreign Relations, **United States Senate**, 102nd Congress, second session, May 7, 1992. U.S. G.P.O, 1992, 36 p.

Angola

Angola: hearings before the Subcommittee on African Affairs of the Committee on Foreign Relations, **United States Senate**, 94th Congress, second session, on U.S. involvement in civil war in Angola. U.S. G. P.O, 1976.

Prospects for peace and democracy in Angola: hearing before the Subcommittee on African Affairs of the Committee on Foreign Relations, **United States Senate**, 104th Congress, second session, March 12, 1996. U.S. G.P.O,1996.

Mozambique

Mozambique and United States policy: hearing before the Subcommittee on African Affairs of the Committee on Foreign Relations, **United States Senate**, 100th Congress, first session, June 24, 1987.: U.S. G.P.O. 1987

Namibia

Namibia: hearing before the Subcommittee on African Affairs of the Committee on Foreign Relations, **United States Senate**, 96th Congress, first session on the current situation in Namibia, June 25, 1979. U.S. G.P.O,1979.

Rhodesia

Recent developments in Rhodesia: hearing before the Subcommittee on African Affairs of the Committee on Foreign Relations, **United States Senate**, 96th Congress, first session. July 23, 1979. U.S. G.P.O,1979

Southern Africa

U.S. policy toward Southern Africa: hearings... 94th Congress, 1st Session, on overview of U.S. Relations with Southern Africa, June 11 - July 29, 1975. Washington: U.S. G.P.O, 1975.

U.S. policy toward Southern Africa: hearings before the Subcommittee on African affairs of the Committee on Foreign Relations, United States Senate, 94th Congress, 1st session, Washington, Government printing office, 1976, vol. 1, 527 p.

South Africa

South Africa-U.S. policy and the role of U.S. corporations: hearings before the Subcommittee on African Affairs of the Committee on Foreign Relations, United States Senate, 94th Congress, 2nd session: Sept. 8-30, 1976, U.S. G.P.O 1977, 792 p.

U.S. policy on South Africa: hearing before the Subcommittee on African Affairs of the Committee on Foreign Relations, United States Senate, 98th Congress, second session, September 26, 1984, Washington, U.S. G.P.O., 1985, 46 p.

U.S. policy toward South Africa: hearings before the Committee on Foreign Relations, United States Senate, 99th Congress, first session, April 24, May 2 and 22, 1985. Washington: U.S. G.P.O, 1985.

The Anti-Apartheid Act of 1985: hearings before the Committee on Banking, Housing, and Urban Affairs, United States Senate and the Subcommittee on International Finance and Monetary Policy, 99th Congress, first session on S. 635, to express the opposition of the United States to the system of apartheid in South Africa, and for other purposes, April 16, May 24, and June 13, 1985.

United States policy toward South Africa: hearings before the Subcommittee on African Affairs of the Committee on Foreign Relations, United States Senate, 100th Congress, first session, October 22, 1987 and June 22, 23, and 24, 1988, U.S. G.P.O., 1989, 815 p.

U.S. policy toward South Africa: hearing before the Committee on Foreign Relations, United States Senate, 101st Congress, first session, October 3, 1989. U.S. G.P.O, 1990, 161 p.

ii. *Chambre des représentants*

Africa

Implementation of the U.S. arms embargo (against Portugal and South Africa, and Related Issues): hearings before the subcommittee on Africa of the committee on foreign affairs **House of Representatives** 93th, first session. March 20, 22; April 6, 1973, U.S. G.P.O., 1973,416 p.

Mercenaries in Africa: hearing before the Special Subcommittee on Investigations of the Committee on International Relations, **House of Representatives**, 94th Congress, second session, August 9, 1976.

Peacekeeping and conflict resolution in Africa: hearing before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, **House of Representatives**, 103rd Congress, first session, March 31, 1993. U.S. G.P.O., 1994, 101 p.

Angola

Disaster assistance in Angola: hearings before the Subcommittee on International Resources, Food, and Energy of the Committee on International Relations, **House of Representatives**, 94th Congress, November 5, 1975, February 26, and March 10, 1976. U.S. G.P.O., 1976, 207 p.

United States Angola relations: hearing before the sub-committee on international relations, **House of representatives** 95th, Congress, second session, May 25, 1978. US.G.P.O, 1978.

United States policy toward Angola--update: hearings before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives, 96th Congress, second session, September 17 and 30, 1980, US.G.P.O, 1980, 76 p.

Angola: intervention or negotiation: hearings before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, **House of Representatives**, 99th Congress, first session, October 31, November 12, 1985. United States. Washington: U.S. G.P.O, 1986.

Angola: should the United States support UNITA?: hearing before the Permanent Select Committee on Intelligence, **House of Representatives**, 99th Congress, second session, March 13, 1986. United States. Washington: U.S. G.P.O.,1986.

Potential for U.S. private sector activity in Angola: hearing before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, **House of Representatives**, 102nd Congress, second session, March 3, 1992.United States. Washington: U.S. G.P.O, 1993,110 p.

Angola, the aftermath of elections: hearing before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, **House of Representatives**, 102nd Congress, second session, November 19, 1992. U.S.G.P.O, 1993, 49 p.

The quest for peace in Angola: hearing before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, **House of Representatives**, 103th Congress, first session, November 16, 1993. U.S. G.P.O, 1994, 73 p.

The path toward democracy in Angola: hearing before the Subcommittee on Africa of the Committee on International Relations, **House of Representatives**, 104th Congress, first session, July 13, 1995. U.S. G.P.O, 1995, 45 p.

Mozambique

Political developments and prospects for peace in Mozambique and review of the electoral process in Angola: hearing before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, **House of Representatives**, 102 Congress, second session, October 8, 1992. U.S. G.P.O, 1993, 148 p.

Rhodesia

United States policy toward Rhodesia: hearings before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, **House of Representatives** 96th Congress, first session, 22 27 and March 29; April 2, 1979, U.S. G.P.O, 1979, 245 p.

South Africa

United States policy toward South Africa: hearing before the Subcommittees on Africa and on International Organizations of the Committee on International relations, **House of Representatives**, 95th Congress, second session, January 31, 1978.

Enforcement of the united states arms embargo against South Africa: hearing before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, **House of representatives**, 97th Congress, second session March 30, 1982. U.S. G.P.O., 1982.

Developments in South Africa: United States policy responses: hearing before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, **House of Representatives**, 99th Congress, second session, March 12, 1986. U.S. G.P.O.1986, 126 p.

*U.S. policy toward South Africa on the eve of the election: hearing before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, **House of Representatives**, 103rd Congress, second session, April 20, 1994. U.S. G.P.O., 1995, 122 p.*

Southern Africa

*United States policy toward southern Africa: hearing before the Subcommittee on Africa of the Committee on International Relations, **House of Representatives**, 95th Congress, first session, March 3, 1977. U.S. G.P.O., 1977.*

*United States policy toward Southern Africa: focus on Namibia, Angola, and South Africa: hearing and markup before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, **House of representatives**, 97th Congress, first session on H. Res. 214, H. Con. Res.183, September 16, 1981.*

Zaire

*Zaire, a country in crisis: hearing before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, **House of Representatives**, 103th Congress, first session, October 26, 1993. U.S. G.P.O., 1995.*

b) **Bibliothèques présidentielles**

Elles appartiennent au National Archives and Records Administration

Gerald R. Ford Presidential Library & Museum

<https://www.fordlibrarymuseum.gov/collections-library.aspx>

The Jimmy Carter Presidential Library and Museum

<https://www.jimmycarterlibrary.gov/research/collections>

The Reagan Presidential Library

<https://www.reaganlibrary.gov/archives/document-collections>, accédé le 19 février 2013.

Georges Bush Library

<https://www.georgewbushlibrary.smu.edu/en/Research/Digital-Library>

Memorandum of Conversation, Meeting with President Sam Nujoma of Namibia, June 19,1990, Georges Bush Library, accédé le 3 septembre 2016.

Clinton Presidential Records

National Security Council Press (Philip J. (PJ) Crowley) OA/Box Number: 3106; memorandum for the president, July 1, 1993.

<https://www.clintonfoundation.org/clinton-presidential-center/about/archives>

c) **Archives Officielle**

i. *Department of State Washington*

Foreign Relations of the United States, 1969-1976, Volume XVI, **Soviet Union**, August 1974–December 1976, United States Government Printing Office Washington 2012.

Foreign Relations, of The United States 1977–1980, Volume XVI **South Africa**, United States Government Publishing Office, Washington, 2016.

Foreign Relations of the United States, 1969–1976 Volume E–14 Part 2 **Documents on Arms Control and Non-proliferation**, 1973–1976, United States Government Publishing Office Washington 2015.

Foreign Relations of The United States 1977–1980 Volume XXX **Public Diplomacy**, United States Government Publishing Office Washington 2016.

Foreign Relations of the United States, 1981–1988 Volume III **Soviet Union, January 1981– January 1983**, United States Government Publishing Office Washington 2016.

Foreign Relations of the United States, 1981–1988 Volume VI **Soviet Union October 1986– January 1989**, United States Government Publishing Office Washington 2016.

Foreign Relations of The United States 1977–1980 Volume VI **Soviet Union**, United States Government Printing Office Washington 2013.

Foreign Relations of the United States, 1977–1980, Volume XXVIII, **Organization and Management of Foreign Policy**, United States Government Publishing Office Washington 2016.

Congressional Research Service

RELYEA Harold C, the Executive Office of the President: An Historical Overview, Congressional Research Service, Updated November 26, 2008.

Air Force Historical Research Agency

WARNOCK Timothy A., Air Force Historical Research Agency, Short of War Major USAF Contingency Operations 1947-1997, Air Force History and Museums Program in association with Air University Press, 2000, 305 p.

d) Department of state bulletin documents

MOOSE Richard M., the United States and Angola, Dept. Of State Bulletin, Vol 80, No.2045, Dec 1980, pp.28-31.

CROCKER Chester A., U.S Response to Challenge of Regional Security in Africa, Dept Of State Bulletin, Vol.82, No.2069, Dec 1982, pp.22-25.

CROCKER Chester A., Reagan Administration's Africa Policy: A Progress report, Dept Of State Bulletin, Vol.84, No.2082, Jan 1984, pp.38-44.

CROCKER Chester A., Angola and Namibia Accords, Dept. Of State Bulletin, Vol.89, No. 2143, Feb 1989, pp.10-16.

ROWLAND Nina D., The United States and Angola 1974-1988: A chronology, Dept. Of State Bulletin, Vol.89 No.2143, Feb 1989, pp.16-23.

RESTON James, Secretary Kissinger Interviewed for New-York Times Department of State bulletin, November 11 1974.

YOUNG Andrew, United Nations: Southern Rhodesia, department of state bulletin April 1978, pp.56-58.

e) Ouvrages

AFRICANO Manuel Antonio, l'UNITA et la 2ème guerre civile angolaise, l'harmattan, Paris 1995, 284 p.

AICARDI DE SAINT-PAUL Marc, La politique africaine des États-Unis, mécanismes et conduite, Economica, Paris, 1984, 351 p.

ANSTEE Margaret Joan, Orphan of the Cold War : the inside story of the collapse of the Angolan peace process, 1992-93, Macmillan press, Basingstoke, 1996, 556 p.

ARKHURST Frederick S., US policy toward Africa, Praeger Publishers, New York, 1975, 259 p.

BANGURA Abdul Karim, United States-African relations the Reagan Bush Era, Peter Lang Publishing, New York 2001, 120 p.

BAKER Pauline H., The United States and South Africa: the Reagan years, Foreign Policy Association, coll. « South Africa Update Series », New York, 1989, 158 p.

BEAUDET Pierre, ANGOLA Bilan d'un socialisme de guerre, l'Harmattan, Paris, 1992, 131 p.

BECKER Pauline H., the United States and South Africa the Reagan Years, Ford Foundation Foreign Policy Association, New York, 1989, 158 p.

BENDER Gerald J., Angola under the Portuguese: The Myth and the Reality, University of California Press, Los Angeles, Berkeley, 1978, 326 p.

BENDER Gerald J., COLEMAN James S. et SKLAR Richard (éds.), African Crisis Areas and U.S. Foreign Policy, University of California Press, Los Angeles, Berkeley, 1985, 400 p.

BRECKINRIDGE Scott D., the CIA and the U.S Intelligence System, Westview Press, London, 1986, 364 p.

BLOOMFIELD Richard J., Regional Conflict and U.S. Policy: Angola and Mozambique, a World Peace Foundation Study, Algonac (Mich.), 1989, 210 p.

BRITTAIN Victoria, Death of Dignity: Angola's Civil War, Pluto Press ,London, 1997, 128 p.

BRUYÈRE-OSTELLS Walter, Histoire des mercenaires, Tallandier, Paris, 2015, 270 p.

BUNDY William P., A Tangled Web: The Making of Foreign Policy in the Nixon Presidency, Hill and Wang, New York, 1999, 672 p.

CALHOUN Frederick, S., Power and Principle: armed Intervention in Wilsoman Foreign Policy, Kent State University Press, Kent, 1986, 340 p.

COHEN Barry et SCHISSEL Howard, L'Afrique australe, de Kissinger à Carter, Éditions L'Harmattan, Paris 1993, 192 p.

COHEN Herman J. Intervening in Africa: superpower peacemaking in a troubled continent, St. Martin's Press, New York, 2000, 268 p.

COOPER Tom, African Mig, vol1/ Angola to Ivory Coast, Harpia publishing, Houston, 2010, 256 p.

CLOUGH Michael, Free at last? U.S. policy toward Africa and the end of the Cold War, Council on Foreign Relations Press, New York, 1992, 145 p.

CLOUGH Michael, beyond sanctions: reorienting US policy on Southern Africa, Council on Foreign Relations, New York, 1988, 32 p.

COSTE Françoise, Reagan, Perrin, Paris, 2015, 400 p.

DAVID Basil, In the Eye of the Storm: Angola's People, Penguin, Harmondsworth 1975, 352 p.

DAVID Charles-Philippe, VAÏSSE Justin et BALTHAZAR Louis, La politique étrangère des Etats-Unis : Fondements, acteurs, formulation, Les Presses de Sciences Po, Paris, 2015, 648 p.

DAVID Charles-Philippe, Au sein de la Maison-Blanche: la formulation de la politique étrangère des États-Unis, les Presses de l'Université Laval, Québec, 2004, 738 p.

DAVID Charles-Philippe, l'influence du Conseil de sécurité nationale dans la politique étrangère des États-Unis, Les Presses de Sciences Po, Paris, 2015, 357 p.

DAVIES, J.E Constructive Engagement ? Chester Crocker and American policy in South Africa, Namibia and Angola, 1981-8, University Press, Athens, 2007, 246 p.

DEVLIN Larry, J'étais chef de la CIA au Congo, Ed. Jourdan, Paris Waterloo, 351 p.

DELAPORTE Murielle, La politique étrangère américaine depuis 1945 : l'Amérique à la croisée de l'histoire, Éditions Complexe, Bruxelles, 1996, 279 p.

DIBAS-FRANCK, Éric, Les Nations Unies en Afrique : le cas de l'Angola : pratiques et enseignements, Publisud, Paris, 2000, 111 p.

DICKSON David, United States Foreign Policy towards Sub-Saharan Africa, University of America, Lanham M.D, 1985, 195 p.

DUIGNAN Peter, *l'Afrique et les États-Unis : une histoire*, Economica, Nouveaux Horizons, Paris 1990, 553 p.

DUNER, Bertil, *Bear, the Cubs and the Eagle; Soviet bloc intervention in the third World and the U.S. response*, Gower, Aldershot 1987, 204 p.

EL-KHAWAS, Mohamed, A., *The Kissinger Study of Southern Africa-National Security Study Memorandum 39*, Lawrence Hill, West Port, 1976, 189 p.

EMERSON Steven, *CIA, les guerriers de l'ombre*, Économica, Paris, 1990, 320 p.

FOLTZ William BIENEN Henry S., *Arms and the African military influences on Africa's international relations*, Yale University Press, New Haven, 1985, 193 p.

FRITZ Jean-Claude, *La Namibie indépendante, les coûts d'une décolonisation retardée*, l'Harmattan, Paris, 1991, 288 p.

GEORGES Edward, *The Cuban intervention in Angola, 1965-1991 from Che Guevara to Cuito Cuanavale*, Routledge, Abingdon, 2005, 354 p.

GLEIJESES Piero, *Conflicting missions Havana, Washington, Pretoria*, Galago books, Johannesburg, 2003, 490 p.

GOMES Bernardino et MOREIRA DE SA Tiago, *Carlucci Versus Kissinger: The US and the Portuguese Revolution*, Lexington books, Washington, 2011, 278 p.

GUIMARAES Fernando Andresen *The Origins of the Angolan Civil War: Foreign intervention and Domestic Political Conflict*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2001, 250 p.

HARSCH Ernest et THOMAS Tony, *Angola: the hidden history of Washington's war*, Pathfinder Press, New York, 1976, 102 p.

HANKS Robert, J., *Southern Africa and Western Security: Foreign Policy Report, August 1983*, Institute for Foreign Policy Analysis, Cambridge, 1983, 74 p.

HANSEN, Roger D., *U.S. Foreign Policy and the Third World Agenda 1982*, Prager, New-York, 1982, 249 p.

HASTEDT Glenn, P., *American Foreign Policy: Past, Present, Future*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, Upper Saddle River, 1988, 346 p.

HENRSCH Earnest & THOMAS. Tony, *Angola: The Hidden History of Washington's War*, Pathfinder Press, New-York, 1976, 157 p.

HESSE Brian J, *The United States, South Africa and Africa: of Grand Foreign Policy Aims and Modest Means*, Aldershot, Farnham, 2001, 238 p.

IROGBE Kema, *The Roots of United States Foreign Policy Toward Apartheid South Africa, 1969-1985*, E. Mellen Press, Lewiston 1997, 321 p.

JACKSON Henry F, *From the Congo to Soweto: US Foreign Policy Toward Africa since 1960*, W. Morrow, New York, 1982, 324 p.

JAMES III Martin. W, *A Political History of the Civil War in Angola: 1974-1990*, Transaction Publishers, Piscataway NJ, 2011, 327 p.

KASSEMBE Dia, *ANGOLA 20 ans de guerre civile*, l'Harmattan 1995, 298 p.

KEGLEY, Jr. Charles, *American Foreign Policy Pattern and Process*, St Martin's Press, New York 1982, 661 p.

KELLY, Christopher LAYCOCK Stuart, *All the Countries the Americans Have Ever Invaded: Making Friends and Influencing People?* Amberley Publishing, e Kindle edition, 2015, 368 p.

KELLY Sean, *America's Tyrant: The CIA and Mobutu of Zaire*, University Press of America, Washington, 1993, 273 p.

KHADIAGALA, Gilbert M, *Allies in adversity: the frontline states in southern African security, 1975-1993*, University Press of America, Lanham, 2007, 317 p.

KISSINGER Henry, *Years of Renewal*, Simon & Schuster, New York, 1999, 1151 p.

KISALU KIALA André, *le drame angolais*. L'Harmattan, Paris, 2005, 313 p.

KITCHEN Helen, *US interests in Africa, center for strategic and International* Published with the Center for Strategic and International Studies, Georgetown University, Praege, New York, 1983, 104 p.

KONÉ Amadou, *De la guerre d'indépendance à la guerre civile et internationale en Angola (1961-1991)*, Editions connaissances et savoirs, Saint-Denis, 2013, 249 p.

KONÉ Amadou, *La guerre civile angolaise de 1991 à 2002*, Editions connaissances et savoirs, Saint-Denis, 2013, 596 p.

LULAT G-M, U.S. Relations with South Africa: An Annotated Bibliography, vol 1 et 2, Westview Press, Oxford, 1991, 468 p.

OHAEBULAM F.Ugboaja US policy in postcolonial Africa, Four Cases Studies in Conflict Resolution, Peter Lang, Berne, 2004 , 280 p.

LATRECHE Leila, Cuba et l'URSS, 30 ans d'une relation improbable, L'Harmattan, Paris, 2011, 299 p.

LEGUM Colin, After Angola : The war over Southern Africa: The role of the big powers, Rex Collings, London, 1976, 85 p.

LEMARCHAND René, American policy in southern Africa: the stakes and the stance, University press of America, Washington, 1981, 500 p.

LEOGRANDE William. M. et KORNBLUH Peter, Back channel to Cuba, the hidden history of negotiations between Washington and Havana, the University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2015, 568 p.

LE HUNSEC Mathieu, La Marine nationale en Afrique depuis les indépendances - 50 ans de diplomatie navale dans le golfe de Guinée, Service historique de la Défense, 2011, 325 p.

LIBBY Ronald, Toward an Africanized U.S. policy for Southern Africa: a strategy for increasing political leverage, Berkeley, Institute of International Studies, University of California, 1980, 120 p.

LIND Michael, The American way of strategy, vol. 1, Oxford University Press, 2006, 294 p.

LUGAN Bernard, Les guerres d'Afrique ; des origines à nos jours, Éditions du Rocher, Monaco, 2013, 352 p.

LULAT Y.GM, United States Relations with South Africa, a critical overview from the colonial Period to the present, Peter Lang, New York, 2008, 632 p.

MANN Thomas, A question of balance, the President the Congress and Foreign Policy, Brookings Institution, Washington, 1990, 265 p.

MAXWELL Kenneth, The Legacy of Decolonization, Regional Conflict and US Policy in Angola and Mozambique, A World Peace Foundation study, 1989, 261 p.

MESSIANT Christine et ROLAND Marchal, Les chemins de la guerre et de la paix. Fins de conflits en Afrique orientale et australe, Karthala, Paris, 1997, 264 p.

MIGUEL Junior, General: Popular Armed Forces for the Liberation of Angola: First National Army and the War (1975-1992), AuthorHouse, Bloomington, 2015, 218 p.

MINTER William, Apartheid's Contras: An Inquiry into the Roots of War in Angola and Mozambique, Witwatersrand University press, Johannesburg, 1994, 320 p.

MITCHELL Nancy, Jimmy Carter in Africa Race and the Cold War, Sandford University Press, Palo Alto, 2016, 880 p.

MOKOENA Kenneth, South Africa and the United States the Declassified History / edited by The National Security Archives, New Press New York 1993, 313 p.

NGUYEN Eric, La politique étrangère des États-Unis depuis 1945 : de Yalta à Bagdad, Studyrama, Levallois-Perret, 2004, 110 p.

NOUZILLE Vincent, Les tueurs de la République, Fayard, Paris, 2015, 352 p.

OHAEBULAM Ugboaja, US Policy in Postcolonial Africa, Four Case Studies in Conflict Resolution, E. Mellen Press, New York, 2004, 280 p.

ONSLow Sue, Cold War in Southern Africa: White Power Black Liberation, Routledge, Abingdon, 2009, 253 p.

PAYNE Richard J., The Nonsuperpowers and South Africa: Implications for U.S. policy, Indiana University Press, Bloomington, 1990, 314 p.

PAYNE Richard J., Opportunities and Dangers of Soviet-Cuban expansion, toward a Pragmatic US Policy, State University of New York Press, 1988, 261 p.

POLACK Peter, The Last Hot Battle of the Cold War: South Africa vs. Cuba in the Angolan Civil War, Casemate publisher, Oxford, 2014, pp.186

PRADOS Safe for democracy: the secret wars of the CIA, Ivan R. Dee, Chicago 2006, 696 p.

PURKITT Helen E. BURGESS Stephen F, South Africa's weapons of Mass destruction, Indiana University Press, 336 p.

RAFTOPOULOS Brian et MLAMBO Alois, Becoming Zimbabwe: A History from the Precolonial Period to 2008, Jacana media, Johannesburg, 2009, 296 p.

ROTHSTEIN, Robert L., *The Third World and U.S. Foreign Policy: Co-Operation and Conflict in the 1980s*, Routledge, Abingdon, 1981, 271 p.

RYAN David, *The United States and Decolonization Power and Freedom*, St. Martin's Press, New York, 2000, 247 p.

SCHMIDT Elisabeth, *Decoding Corporate Camouflage: U.S. Business Support for apartheid*, Institute for Policy Studies, Washington, 1980, 127 p.

SCHRAEDER Peter J, *United States Foreign Policy Toward Africa: Incrementalism, Crisis and Change*, Cambridge University Press, Cambridge, 1994, 347 p.

SCOTT, James M, *After the End: Making U.S. Foreign Policy in the Post-Cold War World*, Duke University Press, London, 1998, 427 p.

SKINNER Elliott Percival, *Beyond constructive engagement: United States Foreign Policy toward Africa*, coll. « A Washington Institute book », Paragon House, New York, 1986, 282 p.

SMOCK David. R et CROCKER Chester A., *African Conflict Resolution the US Role in Peacemaking*, United States Institute Peace Press, Washington, 1975, 163 p.

SPIKES Daniel, *Angola and the Politics of Intervention: From Local Bush War to Chronic Crisis in Southern Africa*, McFarland Publishing, Jefferson North Carolina, 378 p.

STANFORD Karin L., *Beyond the Boundaries: Reverend Jesse Jackson in International Affairs*, State University of New York Press, 1997, 236 p.

STEENKAMP Willem, *South Africa's Border war 1966-1989*, Tafelberg, Cape Town, 2016, 336 p.

STOCKWELL John, *In Search of Enemies, a CIA story*, Norton & Company, New York, 1978, 285 pp.

STUDY COMMISSION ON U. S. POLICY TOWARD SOUTHERN AFRICA, *South Africa Time Running Out: The Report of The Study Commission on U.S. Policy toward Southern Africa.*, University of California Press, Berkeley 1981, 517 p.

THOMSON Alex, *Incomplete Engagement: U.S. Foreign Policy Towards the Republic of South Africa, 1981-1988*, coll. « The making of modern Africa », First Edition, Avebury, 1996, 339 p.

TRIPATHY Amulya Kumar, *U.S. Foreign Policy: A Study of CIA and External Intervention in Central Africa*, Discovery Publishing House, Delhi, 1989, 243 p.

VAÏSSE Justin, Zbigniew Brzezinski. *Stratège de l'empire*, Odile Jacob, Paris, 2015, 422 p.

WALTON Hanes Jr, ROSSER James Bernard, STEVENSON Louis, *The African Foreign Policy of Secretary of State Henry Kissinger*, Lexington Books, Lanham, 2010, 298 p.

WEIGERT Stephen, *Angola: a Modern Military History*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2011, 284 p.

WIARDA Howard, SKELLER Esther M., *The crisis of American Foreign Policy: The Effects of a Divided America*, vol. 1, Rowman & Littlefield, Lanham Md, 2006, 329 p.

WITTKOPF Eugene R, MCCORMICK James M, *The domestic Sources of American Foreign Policy: Insights and Evidence*, Rowman & Littlefield, Lanham Md, 2008, 422 p.

WOODWARD, Bob, Veil, *The Secret Wars of the CIA 1981-1987*, Simon & Schuster, London, 1987.

WRIGHT George, *The Destruction of a Nation: United States Policy Towards Angola since 1945*, Pluto Press, London, 1997, 264 p.

ZANIETTA Barbara, *The Transformation of American International Power in the 1970s*, Cambridge University Press, 2014, 329 p.

f) **Travaux de recherche**
i. *Travaux universitaires*

ABDISALAM Jawaharlal, *US policy towards radical regimes in Africa in 1970s: case studies of Angola, Ethiopia and Somalia*, sous la direction du Professeur B. K. Srivastava, for the award of Doctor of Philosophy Degree of Jawaharlal Nehru University, School of International Studies, lien <http://shodhganga.inflibnet.ac.in/handle/10603/24352>, accédé le 06 août 2017.

BANKS chuck, *Covert Action: An Instrument of Foreign Policy*, Air War College, Maxwell Air Force Base, 1994.

BUTLER Shannon Rae, *Into the Storm: American Covert Involvement in The Angolan Civil War, 1974-1975*, sous la direction du Regents Professor of History Michael Schaller, Dissertation submitted to the Faculty of the Department of History in partial fulfilment of the requirements for the Degree of Doctor of Philosophy In the Graduate College, The University Of Arizona.

CHRISTABELLE A. Peters, *Identifying with "Carlota": Myths, Metaphors and Landscapes of Cuban Africanía 1974-1980*, sous la direction de Tony Kapcia etMark Millington, Thesis submitted for the degree of Doctor of Philosophy, University of Nottingham, December 2010.

CHIRUMAMILLA Srinivas, *U.S. intervention in sub-Saharan Africa since the seventies: case studies of Angola and Ethiopia*, sous la direction de Mr Rajen Harshe thesis submitted for the degree of doctor of philosophy, University of Hyderabad, 1999. En ligne URL : <http://hdl.handle.net/10603/1861>.

DAGRA Mamadou, *la politique extérieure du Niger (1974-1987)*, thèse de doctorat d'état sous la direction de Mr le Doyen Ibrahima FALL, Faculté des sciences juridiques et économiques, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, année 1987, 519 p.

FIKREYESUS Daniel, *Oil and U.S. foreign policy toward sub-Saharan Africa*, Dissertation, sous la direction du professeur associé Carrie Manning, Georgia State University, en ligne, URL: http://scholarworks.gsu.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1022&context=political_science_diss accédé le 25/07/2016

HENDRIX Michael Patrick, *The Hammer and the Anvil: The Convergence of United States and South African Foreign Policies during the Reagan and Botha Administrations*, sous la direction du Professeur. Albert Grundlingh, Dissertation presented for the degree of Doctor of Philosophy at Stellenbosch University Department of History December 2012

KENNES Erik, *Fin du cycle postcolonial au Katanga, RD Congo. Rébellions, sécession et leurs mémoires dans la dynamique des articulations entre l'Etat central et l'autonomie régionale, 1960-2007*, Thèse de doctorat en cotutelle présentée à la Faculté des études supérieures de l'Université Laval, Québec et à l'Université Paris I-Panthéon-Sorbonne, pour l'obtention du grade de docteur en science politique 2009.

KONE Amadou, *la guerre civile angolaise de 1991 à 2002*, thèse sous la direction de Luiz Felipe de Alencastro, Université Paris Sorbonne, 2010.

MBAH Jean Martial Arsène : Les rivalités politiques entre le front national de libération de l'Angola (FNLA) et le mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) 1961-1975, Editions universitaires européennes, Saarbrücken, 2011, 504 p.

MIGUEL PONTE VIEIRA LOPES Rui: between Cold War and Colonial Wars: The making of West German Policy towards the Portuguese dictatorship, 1968-1974, A thesis submitted for the degree of Doctor of Philosophy, Department of International History of the London School of Economics, London, October 2011.

MOUKAMBI Victor, relations between South Africa and France with special reference to military matters (1960-1990), sous la direction du Professor A.M Grundlingh et du lieutenant Colonel (Professor) I J van der Waag Dissertation presented for the degree of Doctor of Philosophy in History at Stellenbosch University, December 2008.

NESBITT Francis Njubi, Race for sanctions: the movement against apartheid, 1946-1994, sous la direction du Professor John H. Bracey Jr, submitted to the Graduate School of the University of Massachusetts Amherst in partial fulfillment of the requirements for the degree of doctor of philosophy, February 2002.

SEBASTIÃO André Kizua Monteiro, o processo de paz em angola: A Dimensão Internacional do Conflito Armado de Gbadolite à Luena , sous la direction du Professeur Marco António Martins, Mestrado em Relações Internacionais e Estudos Europeus Universidade de Évora, 2015, p.115.

SINGH, Rana Pratap U.S. diplomacy towards South Africa the Reagan period, thesis Jawaharlal Nehru University, 2014 En ligne URL: <http://shodhganga.inflibnet.ac.in/handle/10603/14930>

TELEPNEVA Natalia, Our Sacred Duty: The Soviet Union, the Liberation Movements in the Portuguese Colonies, and the Cold War, 1961-1975, sous la direction du professeur Odd Arne Westad, A thesis submitted to the Department of International History of the London School of Economics for the degree of Doctor of Philosophy, London, October 2014.

VARIN Caroline, Mercenaries and the State: How the hybridisation of the armed forces is changing the face of national security, sous la direction du Professeur Christopher Coker, A thesis submitted to the Department of International Relations of the London School of Economics for the degree of Doctor of Philosophy, London, September 2012.

ii. Travaux de l'enseignement militaire américain

AMPONIN Kathleen F, Military intervention in sub-Saharan Africa, Naval Postgraduate School Monterey, December, 1997.

BISSONNETTE Brian, The Angolan proxy war: a study of foreign intervention and its impact on war fighting, Faculty of the US Army Command and General Staff College, Fort Leavenworth, 2008.

CLARK Young Jr, Major, USAF Soviet Strategic Airlift and Power Projection, Master's thesis presented to the faculty of the US Army and General Staff college in partial fulfillment of the requirement for the degree of Master of Military Science, Fort Leavenworth, Texas 1980, 86 p.

CRAWFORD Anthony K, The search for stability in sub-Saharan Africa-an American Perspective, School of Advanced Military Studies, United States Army Command and General Staff College, Fort Leavenworth, 1998.

DANIEL Donald C.F, US perspectives on peacekeeping: putting PDD 25 in context, US naval war college strategic research department center for naval warfare studies, 1994 en ligne URL : <http://www.dtic.mil/dtic/tr/fulltext/u2/a288845.pdf> accédé le 05 juillet 2017

ESCANDON Joseph E, Bush War the use of surrogates in Southern Africa (1975-1989), School of Advanced Military Studies, United States Army Command and General Staff College, Fort Leavenworth, 2009.

KESSLER Stephanie, Cuba's involvement in Angola and Ethiopia: a question of autonomy in Cuba's relationship with the Soviet Union, Naval Postgraduate School Monterey, December, 1990.

MALHUM Richard John, Major United States Army, US foreign policy in southern Africa, sous la direction du professeur Jiri Valenta, Master of Arts in National Security Affairs, Naval postgraduate School Monterey California June 1980, 148 p.

MAHLUM Richard John, U.S. Foreign Policy in Southern Africa, Naval Postgraduate School Monterey, 1980.

ODOM Thomas P, Second Shaban war the French and Belgian intervention in Zaire in 1978, Faculty of the US. Army Command and General Staff College, Fort Leavenworth, 1989.

PORTER Murrell D., Colonel USAF, United States foreign policy in south- Africa: a right approach, U.S. Army War College, 1990, 65 p.

REMYNGTON Colonel Jeff, HENDERSON Commander Ron, Sub-Saharan Africa: A Focused Strategy for U.S. Policy, National Defense University National War College, March 1998.

SAUNDERS Gregory Michael, The Foreign Policy of Angola under Agostinho Neto, US Naval Postgraduate School Monterey, 1983.

SMITH Michael Lafmas, American and Soviet Security Assistance in Sub-Saharan Africa: An effectiveness Appraisal, U.S. Army Command and General Staff College, Fort Leavenworth, 1988.

g) **Articles de revue scientifiques**

AZIM Husain, The west, South Africa and Israel: a strategic triangle, Third World Quaterly, Vol4.No1, jan.1982, p. 44-73.

DAVID Charles-Philippe, la politique étrangère du président Bush : un premier bilan du processus décisionnel, Politique étrangère, n°3-1994, p.833-852.

De PALO.Jr William, Cuban Internationalism: The Angola Experience, 1975-1988, Parameters Autumn 1993, p.61-74.

DEIBEL Terry, Bush's Foreign Policy: Mastery and Inaction, Foreign Policy, N°84, p. 3-23.

EPSTEIN W., "The Making of the Treaty of Tlatelolco", Journal of the History of International Law, 3,2001, p.153-179.

FRYE Alton, Congress: The Virtues of its Vices, Foreign Policy No. 3, Summer, 1971, p.108-125.

GLEIJESES Piero, Cuba and the Independence of Namibia, Cold War History Vol. 7, No. 2, May 2007, Taylor et Francis Online, p.285-303.

GLEIJESES Piero, A Test of Wills: Jimmy Carter, South Africa, and the Independence of Namibia, Diplomatic History, Vol. 34, No. 5, November 2010, p.853-891.

GOULD Chandré HECKER Marc, Armes chimiques et biologiques : leçons d'Afrique du Sud, Politique étrangère 2005/1.

GREENSTEIN Fred I., The Qualities of Effective Presidents: An Overview from FDR to Bill Clinton, Presidential Studies Quarterly, Vol. 30, No. 1 Mar 2000, p.178-185.

HERITAGE FOUNDATION, Heritage Foundation Backgrounder, promoting a prosperous and peaceful Angola, September 25,1992.

JOHNSON Robert David, The Unintended Consequences of Congressional Reform: The Clark and Tunney Amendments and U.S. Policy toward Angola, Diplomatic History Volume 27, Issue 2 April 2003, p.215–243.

KLARE Michael T., Carter's Arms Sales Policies: Business as Usual, Social Scientist, Vol 7, n° 4, Nov.1978, p.3-13.

LAIDI Zaki, Contraintes et enjeux de la politique américaine en Afrique, Politique Africaine, décembre 1983.

LESPINASSE Pierre, De la détente à la guerre tiède : les pouvoirs militaires dans la société américaine, revue française d'étude américaine, n°21/22, novembre 1984, p. 375-387.

LEVESQUE Jacques, la guerre d'Angola et rôle de Cuba en Afrique Études internationales, vol. 9, n° 3, 1978, p.429–434.

LINDSAY James M., Congress and Foreign Policy: Why the Hill Matters, Political Science Quarterly, Vol 107, n°4, p.607-628.

LOBBAN Richard, American Mercenaries in Rhodesia, Journal of Southern Africa Affairs, III, p.319-325.

MC FAUL Michael, Rethinking the "Reagan Doctrine" in Angola, International Security, Vol. 14, No. 3, Winter,1989-1990, p. 95-135.

MILLER Linda B, The Clinton Years: Reinventing US Foreign Policy? International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-), Vol. 70, n° 4 , 1994, p.621-634.

MINTER William, The US and the war in Angola, Review of African political economy n°50, p.135-144.

NZONGOLA Ntalaja, Imperialism and the Liberation Struggle in Southern Africa, Issue: A Journal of Opinion, Vol. 9, No. 1/2 Spring - Summer, 1979, p.14-16.

NZUWAH M, KING W, Afros Americans and US Policy Toward Africa: An Overview, Journal of Southern Africa Affairs, April 1977.

O'NEILL Kathryn et MUNSLOW Barry, Ending the Cold War in Southern Africa, Third World Quarterly, Vol 12, N°3/4 (1990-1991), p.81-96.

PERETZ Pauline, Un tournant humanitaire de la politique étrangère américaine ? Carter et l'émigration des Juifs d'Union soviétique, Revue d'histoire moderne et contemporaine 2007/3 (n° 54-3), p.138-158.

PETERSON Paul E., The President's Dominance in Foreign Policy Making, Political Science Quarterly, Vol. 109, No. 2, Summer, 1994, p.215-234.

PRICE Robert M., Africa in U.S. and Soviet Policy; Change and Opportunity, Issue: A Journal of Opinion, Vol.17, No. 1, Winter, 1988, p.7-11.

RASCOFF Samuel J., Presidential intelligence, Harvard Law Review, January 2016, Vol 129, Number 3, p.634-717.

REDDEN JR Thomas J, The US Comprehensive Anti-apartheid Act of 1986: Anti-apartheid or Anti-African National Congress, African Affairs, Vol. 87, No. 349, Oct 1988, pp. 599.

ROTCHILD Donald, Gorbachev's New thinking and the options for President Bush on Africa, Issue: A Journal of Opinion 18. N°1, Winter.1989, p.10-16.

ROZES Antoine, les cubains en Angola : de la victoire à l'impasse politique (1975–1988), Guerres mondiales et conflits contemporains, No. 192, PUF, Décembre 1998.

ROZES Antoine Un pays en déshérence et au bord de la guerre totale : l'Angola, 1994-1998, Centre d'étude d'Afrique noire, 1999.

SAUL John S., From Thaw to Flood: The End of the Cold War in Southern Africa, n°50, Review of African Political Economy, Mar 1991, p.145-158.

SCHRAEDER Peter J., Continuity and Change in U.S. Foreign Policy Toward Southern Africa: Assessing the Clinton Administration, Nordic Journal of African Studies 10/2001, p.131-147.

SMITH Wayne S, A Trap in Angola, Foreign Policy, No. 62, Spring, 1986, p.61-74.

SOMMERVILLE Keith, The U.S.S.R. and Southern Africa Since, *The Journal of Modern African Studies* 22, n° 1, 1984, p.73-108.

STEVENS Christopher, The Soviet Union and Angola, *African Affairs*, Volume 75, Issue 299, 1 April 1976, p.137-151.

TOINET M.F, La grand-mère patrie : La communauté noire et la politique africaine des États-Unis, la politique africaine des États-Unis, *Politique africaine*, n°12 décembre 1983, p.10-24.

TVEDTEN Inge, U.S. Policy Toward Angola since 1975, *the Journal of Modern African Studies*, Vol 30, n°1, March 1992, p. 31-52.

VAN WYK Jo-Ansie, No nukes in Africa: South Africa, the denuclearization of Africa and the Pelindaba Treaty, *Historia* 57. 2. November 2012, p.263-297.

VINES Alex, la troisième guerre angolaise, *Politique africaine*, n° 57 Mars 1995, p.27-39.

VINES Alex, Au-delà du pétro-militarisme, La stratégie extérieure angolaise d'après-guerre, *Politique africaine* 2008/2, n° 110, p.102-121.

WALTERS Ronald, La diaspora africaine et la politique américaine en Afrique australe, *Politique étrangère* N°3 - 1988 - 53e année, p.707-718.

WILEY David S., The United States Congress and Africanist Scholars, Issue: A *Journal of Opinion*, Vol. 19, n°. 2, Summer 1991, p.4-13.

WILEY David S., Academic Analysis and U.S. Policy-Making on Africa: Reflections and Conclusions, *A Journal of Opinions*, vol 19. n°2, summer 1991, p.38-48.

WOLPE Harold, Seizing Southern African Opportunities, *Foreign Policy*, n°73 Winter 1988-89.

WOOD Brian, Preventing the Vacuum: Determinants of the Namibia Settlement, *Journal of Southern African Studies*, Vol. 17, n°. 4, Dec., 1991, p.742-769.

WRIGHT George V., US Foreign Policy and Destabilisation in Southern Africa, *Review of African Political Economy*, No. 45/46, Militarism, Warlords & the Problems of Democracy, 1989.

WRIGHT George, The Clinton Administration's Policy toward Angola: An Assessment, Review of African Political Economy, Vol. 28, n°. 90, Patrimonialism & Petro Diamond Capitalism: Peace, Geopolitics & the Economics of War in Angola, Dec., 2001, p.563-576.

h) **Journaux**

i. New-York times

BROOKE James, Angola Says U.S. Uses Zaire Bases to Train Rebels, New York Times, May 26, 1988.

En ligne URL : <http://www.nytimes.com/1988/05/26/world/angola-says-us-uses-zaire-bases-to-train-rebels.html?pagewanted=all>

GWERTZMAN Bernard, Angolan Rebel sees Top U.S. officials, Special to the New York Times, January 30, 1986.

En ligne URL : <http://www.nytimes.com/1986/01/30/world/angolan-rebel-sees-top-us-officials.html>

HOWEJUNE Marvine, lawyer arrives for Angola trial, New-York times, June 7, 1976.

En ligne URL: <http://www.nytimes.com/1976/06/07/archives/lawyer-arrives-for-angola-trial-american-in-luanda-to-aid-2-accused.html>

JOHNSON Thomas A., Key U.S. Appointment Angers Africans, New York Times, June 15, 1975.

En ligne URL : <http://www.nytimes.com/1975/06/15/archives/key-us-appointment-angers-africans.html>

OLMSTEAD Larry, Mandela to Hold Off Calling for an End to Sanctions, New York times, July 2, 1993.

En ligne URL : <http://www.nytimes.com/1993/07/02/world/mandela-to-hold-off-calling-for-an-end-to-sanctions.html>

PEAR Robert avec BROOKE James, Special to the New York Times, Rightists in U.S. Aid Mozambique Rebels, New York Times May 22, 1988.

En ligne URL : <http://www.nytimes.com/1988/05/22/world/rightists-in-us-aid-mozambique-rebels.html?pagewanted=all>

RAMPE David, Bush Pledges Angola Rebel Aid, New York Times January 12, 1989.

En ligne URL : <http://www.nytimes.com/1989/01/12/world/bush-pledges-angola-rebel-aid.html>

SCIOLINO Elaine, Angolan Rebel Chief Meets Reagan, New York Times, July 1, 1988.

En ligne URL : <http://www.nytimes.com/1988/07/01/world/angolan-rebel-chief-meets-reagan.html>

WINES Michael, House Openly Debates C.I.A. Aid in Angola, New York Times, October 18, 1990.

En ligne URL : <http://www.nytimes.com/1990/10/18/world/house-openly-debates-cia-aid-in-angola.html>

WREN Christopher S., Pretoria Warns U.N. about Namibia, New York times, April 5, 1989.

En ligne URL : <http://www.nytimes.com/1989/04/05/world/pretoria-warns-un-about-namibia.html>

WREN Christopher S., Pretoria Softens Stance on Namibia New York Times, April 6, 1989.

En ligne URL : <http://www.nytimes.com/1989/04/06/world/pretoria-softens-stance-on-namibia.html>

WREN Christopher S., In Namibia, South African Is Center of Attention, New York Times, March 23, 1990.

En ligne URL : <http://www.nytimes.com/1990/03/23/world/in-namibia-south-african-is-center-of-attention.html>

WREN Christopher S., Pretoria Spent \$35 Million To Influence Namibian Vote, New York Times, July 26, 1991.

En ligne URL : <http://www.nytimes.com/1991/07/26/world/pretoria-spent-35-million-to-influence-namibian-vote.html>

WREN Christopher S. South African Whites Ratify De Klerk's Move to Negotiate with Blacks on a New Order, New York times, March 19, 1992.

En ligne URL : <http://www.nytimes.com/1992/03/19/world/south-african-whites-ratify-de-klerk-s-move-negotiate-with-blacks-new-order.html?pagewanted=all>

WREN Christopher S., A Proposal to Integrate South Africa Cabinet, New York times, March 7, 1992.

En ligne URL : <http://www.nytimes.com/1992/03/07/world/a-proposal-to-integrate-south-africa-cabinet.html>

New-York times, Needless Stalling on Namibia, April 1, 1989.

En ligne URL : <http://www.nytimes.com/1989/04/01/opinion/needless-stalling-on-namibia.html>

New York Times, Namibia Guerrilla Spokesman Denies Infiltration, April 3, 1989.
En ligne URL : <http://www.nytimes.com/1989/04/03/world/namibia-guerrilla-spokesman-denies-infiltration.html>

ii. Le Monde diplomatique

AGUIRRE Mariano, construire la paix civile de l'Angola au Cambodge, *Le Monde diplomatique*, mai 1993, p 21.

BEAUDET Pierre, A quatre mois des élections législatives Longue et dangereuse attente en Afrique du Sud, *Le Monde diplomatique*, Janvier 1994, p 6.

BEAUDET Pierre et MARAIS Hein, hypothétique démocratisation en Afrique du Sud, l'ANC dans l'engrenage des concessions face au pouvoir blanc, *Le Monde diplomatique* septembre 1993, p 20-21.

BROUILLET Alain, Le rôle actif du Congrès aux États-Unis, *Le Monde diplomatique* mai 1979, p 16.

CHAMORAND Elisabeth, Rôle croissant des capitaux américains et persistance du régime d'apartheid : Les atouts de Pretoria face aux pressions internationales, *Le Monde diplomatique* Février 1981, p 14-15.

COT Jean-Pierre, La politique trilatérale de M. Zbigniew Brzezinski, Un grand dessein conservateur pour l'Amérique, *Le Monde diplomatique*, septembre 1977, p 2-3.

COHEN Barry, L'Occident et les difficultés de la stabilisation en Afrique australe, *Le Monde diplomatique*, décembre 1978, p 2-3.

COHEN Barry, Complot contre le M.P.L.A. et escalade de la guerre civile angolaise, Le premier témoignage sur les activités de la C.I.A en Afrique, *Le Monde diplomatique*, Septembre 1978, p 15.

CRONJE Suzanne, Pragmatisme économique et lutte contre l'apartheid, Le Nigeria « clé du problème africain », *Le Monde diplomatique*, Décembre 1977, p 2-3.

CRONJE Suzanne, relations avec l'occident et solidarités continentales, La situation en Afrique australe, préoccupation majeure des nouveaux dirigeants, *Le Monde diplomatique*, novembre 1980, p 24-25.

FRASER Donald M, Diplomatie et droits de l'homme, *Le Monde diplomatique*, mars 1977, p 1 et p 6.

GAILLARD Philippe et ROUX Jean-Pierre, Effervescence intérieure et compétitions internationales, les nouveaux enjeux africains, le Monde diplomatique, juin 1976, p 2-3.

GRESH Alain, Indignation en Namibie, le Monde diplomatique mai 1989, p 24.

KOLKO Joyce, Une contradiction interne de la diplomatie américaine, Intérêts économiques disparates contre stratégie globale, Le Monde diplomatique, novembre 1976, p 15-17.

LEYMARIE Philippe, Contre l'état et son armée, La nouvelle vogue des mercenaires, le Monde diplomatique, Janvier 1982, p 18.

LEMAYRIE Philippe, De "Tempête du désert" à "Rendre l'espoir", Anciennes et nouvelles convoitises américaines, Le Monde diplomatique, Juillet 1993, p 17.

SCHISSEL Howard, Un terrain de coopération avec l'occident comment l'Afrique du Sud a pu mettre au point "sa" bombe nucléaire, le Monde diplomatique, septembre 1978, p 14.

iii. Divers

DASH Leon, blood and fire Savimbi's war against his UNITA rivals, Washington Post September 30, 1990

En ligne URL: https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/1990/09/30/blood-and-fire-savimbis-war-against-his-unita-rivals/1e1c6ab2-e72f-45d9-aeff-2dbbd7540830/?utm_term=.1d0310823f3f

Le Monde, 28 août 1981, Le conflit namibien, Pretoria reconnaît qu'il a lancé une " opération de poursuite " dans le Sud angolais.

Le Monde, 3 septembre 1981, Angola : Pretoria fournit les noms de militaires soviétiques tués ou prisonniers.

Le Monde, le 4 septembre 1981, Luanda menace de faire appel à ses alliés.

Le Monde, 31 août 2013, Interventions militaires : le Congrès américain rarement sollicité.

MARDER Murrey, U.S. Role in Zaire Grows with Gabon, Senegal Airlift, The Washington Post June 7, 1978.

En ligne URL: https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1978/06/07/us-role-in-zaire-grows-with-gabon-senegal-airlift/c93dafdf-ded9-484b-848f-6f94f965e229/?utm_term=.6e563f78cdc5

MINTER William, it's Time, The United States stopped fomenting war in Angola, Chicago Tribune, September 12, 1990
En ligne URL : http://articles.chicagotribune.com/1990-09-12/news/9003160653_1_unita-attack-dos-santos-government-angolan-government-and-unita

PICKERING Thomas R. et PERKINS Edward J., The Foreign Service is too white. We'd know — we're top diplomats. Washington Post, May 18, 2015
En ligne URL: https://www.washingtonpost.com/posteverything/wp/2015/05/18/the-foreign-service-is-too-white-wed-know-were-top-diplomats/?utm_term=.54b0b778df0a

GOSHKO John M., Baker Urged to Aid ANC in S. Africa; American Group Cites U.S. Funding for Solidarity as Precedent, The Washington Post, March 13, 1990.
En ligne URL: <https://www.highbeam.com/doc/1P2-1115329.html>

The Los Angeles Times, March 27, 1976 Mercenaries return to action.
En ligne URL; <https://www.newspapers.com/newspage/166380328/>

WEINTRAUB Richard M., Official's Return to South Africa Had Spy Link, Washington Post December 21, 1982
En ligne URL: https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1982/12/21/officials-return-to-south-africa-had-spy-link/3de6d8b5-6c5c-4ecd-9bb7-cdf2ab786916/?utm_term=.3f79e9b861ce

i) **Ressources électroniques**

American presidency project, consultable en ligne : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=17233> accédé le 04 septembre 2016.

Anti-Apartheid Movement

MINTY Abdul, South Africa Defence strategy, October 1969, published by The Anti-Apartheid Movement, en ligne URL: <http://pdfproc.lib.msu.edu/?file=/DMC/African%20Journals/pdfs/Utafiti/vol2no2/aejp002002009.pdf> , Accédé le 24 août 2017

An Anti-apartheid publication on Rhodesia, fire force exposed; the Rhodesian security forces and their role in defending white supremacy, pp31 disponible à

l'adresse

https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0ahUK Ewjs8onDz_rVAhWBDMAKHVKxBT0QFggmMAA&url=http%3A%2F%2Fwww.aamarchives.org%2Fbrowse-thearchive%2Fpamphlets.html%3Fdownload%3D4223%3Azim25-fire-forceexposed&usg=AFQjCNGekJYYyFrczIBfWPAHaNjsGRLWEw

AFRICAN LIBERATION SUPPORT COMMITTEE

<http://africanactivist.msu.edu/organization.php?name=African+Liberation+Support+Committee> accédé le 10.05.2017

BLOG-THE DC WORLD AFFAIRS BLOG

A Brief History of the American Security Council, posted on February 14, 2007, en ligne URL: <https://diplomadc.wordpress.com/2007/02/14/a-brief-history-of-the-american-security-council/> accédé le 10 avril 2017.

CADOUX Charles, vers la création prochaine d'un état de Namibie ? analyse des « accords de 1988, annuaire français de droit international XXXIV - éditions du CNRS, Paris, 1988. En ligne, URL : http://www.persee.fr/doc/afdi_0066-3085_1988_num_34_1_2826 consulté le 05 juin 2016.

CENTER FOR NAVAL ANALYSIS

SWARTZ Peter M. DUGGAN Karin, the U.S. Navy in the World (1970-1980): Context for U.S. Navy Capstone Strategies and Concepts, MISC D0026418.A1/Final, Center for Naval Analyses, December 2011, pp37 en ligne URL: https://www.cna.org/cna_files/pdf/D0026418.A1.pdf accédé le 16 août 2017.

CIA

CIA Electronic Reading Room.

Recherche Jonas Savimbi

<https://www.cia.gov/library/readingroom/search/site/savimbi> accédé le 20 février 2018.

Soviet Naval Activities outside Home Waters During 1982, en ligne URL: https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/DOC_0005173426.pdf accédé le 27 juillet 2017.

COLLECTION DNSA

Accessible par site de l'université ou via un compte ProQuest

Human Rights Collections

[South Africa: The Making of U.S. Policy, 1962-1989](#)

Intelligence collections

CIA Covert Operations: From Carter to Obama, 1977-2010

The National Security Agency: Organization and Operations, 1945-2009

Presidential library collection

The Kissinger Telephone Conversations: A Verbatim Record of U.S. Diplomacy, 1969-1977

Collection DNSA: South Africa United States Department, o. S. (1985). Repeal of the Clark amendment en ligne URL:

<http://ezp.biumontpellier.fr/docview/1679054096?accountid=12542>

Collection DNSA: South Africa, Clark Amendment [Update on Legislative Status for the Clark Amendment], United States. Department of State., Memorandum. September 3, 1981: 2 pp

Congress Research Service - CRS

Africa Backgrounder: History, U.S. Policy, Principal Congressional Actions, Updated January 5, 2001, disponible https://www.everycrsreport.com/files/20010105_RL30029_bfe21c1bd551946efbeb448d21c927fc1c293cab.pdf , accédé le 06 mars 2017.

DE HOOP SCHEFFER Alexandra, "Les Etats-Unis, une puissance en crise d'adaptation", Ceriscope en ligne, URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/puissance/content/part3/les-etats-unis-une-puissance-en-crise-d-adaptation-?page=show>, consulté le 31 août 2017.

DREA Edward J., COLE Ronald H., POOLE Walter S., SCHNABEL James F., WATSON Robert J., WEBB Willard J., History of the Unified Command Plan 1946–2012, en ligne URL : http://www.jcs.mil/Portals/36/Documents/History/Institutional/Command_Plan.pdf, accédé le 03 septembre 2017.

FEDERATION OF AMERICAN SCIENTISTS

Presidential Directives and Executive Orders.

En ligne URL : <https://fas.org/irp/offdocs/direct.htm>

FOREIGN AFFAIRS

WILLIAMS Paul D., Keeping a Piece of Peacekeeping The United States Doubles Down at the United Nations, en ligne URL: <https://www.foreignaffairs.com/articles/2015-10-06/keeping-piecepeacekeeping> accédé le 08 juillet 2017.

INSTITUTE FOR SCIENCE AND INTERNATIONAL SECURITY

ALBRIGHT David STRICKER Andrea, revisiting south Africa's nuclear weapons program its history, dismantlement, and lessons for today, Institute for Science and International Security, 2016, 314p, en ligne URL: <http://isis-online.org/uploads/isis-reports/documents/RevisitingSouthAfricasNuclearWeaponsProgram.pdf>, accédé le 20 février 2018.

JOINT CHIEF OF STAFF OFFICE

POOLE Walter S., The Joint Chiefs of Staff and National Policy 1973–1976, Office of Joint History Office of the Chairman of the Joint Chiefs of Staff Washington, 2015, en ligne http://www.jcs.mil/Portals/36/Documents/History/Policy/Policy_V011.pdf, accédé le 04 juillet 2017.

HOOVER Mike J., The Laws of War and the Angolan Trial of Mercenaries: Death to the Dogs of War, en ligne URL:

<http://scholarlycommons.law.case.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=2197&context=jil>, accédé le 10 août 2017.

HUMAN RIGHT WATCH,

Angola unravels The Rise and Fall of the Lusaka Peace Process, September 1999, pp.13. en ligne URL : <https://www.hrw.org/reports/1999/angola/> , accédé le 1^{er} septembre 2017.

INSTITUTO PORTUGUÊS DE RELAÇÕES INTERNACIONAIS, Regimes e Império: As relações Luso-Americanas no século XX, Portugal, os Estados Unidos e a Guerra Angolana Coordenador : Luís Nuno Rodrigues, MONTEIRO António, Portugal, os Estados Unidos e a Guerra Angolana Uma Parceria para a Paz, pp. 293. Lien <http://www.flad.pt/wpcontent/uploads/2014/05/livro22.pdf>, accédé le 27 août 2014.

MASTERS, Jonathan the U.S vice president and foreign Policy, Council on Foreign Relations, Updated: September 22, 2016, en ligne URL : <https://www.cfr.org/backgrounders/us-vice-president-and-foreign-policy>, Accédé le 28 janvier 2017.

NDIAYE Maximilien Macodou, le premier Congrès panafricain, Le Centre d'études stratégiques du bassin du Congo, en ligne URL : http://www.cesbc.org/societe/congres_panafricains.pdf, le 03 septembre 2017.

SPIRTAS Michael, DURELL YOUNG Thomas, ZIMMERMAN S. Rebecca, What it Takes: Air Force Command of Joint Operations, Rand Project Air Force, 2009, en ligne URL :

http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2009/RAND_MG777.pdf
accédé le 29 juin 2017.

SOUTH AFRICA INSTITUTE OF INTERNATIONAL AFFAIRS

The South Africa Institute of International Affairs, NATO and South Africa, Jan Smuts House, Johannesburg, October 1969, pp11-13, en ligne URL: [https://www.africaportal.org/documents/1156/NATO and South Africa.pdf](https://www.africaportal.org/documents/1156/NATO%20and%20South%20Africa.pdf). accédé le 24 août 2017.

THATCHER Margaret, The Downing Street years, Harper Collins, 1993, 914 pp. cité dans le blog accessible à <http://theconversation.com/revealed-margaret-thatchers-marshall-plan-for-southern-africa-70541> , accédé le 06 janvier 2017.

THOMSON Alex, US foreign policy towards apartheid South Africa, 1948-1994: conflict of interests, Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2008. En ligne URL : [http://www.sahistory.org.za/sites/default/files/file%20uploads%20/alex thomson u.s . foreign policy towards aparthebookos.org .pdf](http://www.sahistory.org.za/sites/default/files/file%20uploads%20/alex%20thomson%20u.s.%20foreign%20policy%20towards%20aparthebookos.org.pdf) accédé le 18 septembre 2017.

USAF INSTITUTE FOR NATIONAL SECURITY STUDIES

HORTON III, Roy E., out of (South) Africa: Pretoria's nuclear weapons experience, INSS Occasional Paper 27 Counterproliferation Series August 1999, USAF Institute for National Security Studies USAF Academy, Colorado, en ligne URL: <https://www.hsdl.org/?view&did=1141>, accédé le 03 septembre 2017.

VERGNIOLE DE CHANTAL François, Le Congrès des États-Unis : une assemblée incontrôlable ? Les Etudes du CERI - n° 200, décembre 2013, 42 pp. en ligne URL : http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/Etude_200.pdf accédé le 02 septembre 2017.

WERNER Michael, The Creation of the Central Intelligence Group, en ligne URL: <https://www.cia.gov/library/center-for-the-study-of-intelligence/kent-csi/vol39no5/pdf/v39i5a13p.pdf>, accédé le 25 mars 2017.

Personnalités ayant joué un rôle dans la relations États-Unis-Afrique australe

David Laurence Aaron	Diplomate américain, expert international et écrivain qui servi au sein de l'Administration de Jimmy Carter. <i>Deputy National Security Advisor</i> de 1977 à 1981.
Martti Ahtisaari	Commissaire des Nations Unies pour la Namibie. Président de la République de Finlande de 1994 à 2000.
Kaúlza Oliveira de Arriaga	Général portugais, écrivain, professeur et homme politique. Soutien de Oliveira Salazar et de Marcelo Caetano.
Eeben Barlow	Lieutenant-colonel des forces spéciales sud-africaines, ancien directeur Europe du bureau de la coopération civile sud-africain(CCB). Il fut le fondateur et dirigeant de la société militaire privée Executive Outcomes.
Chester Bowles	Diplomate, sous-secrétaire d'État du 25 janvier au 3 décembre 1961. Ambassadeur en Inde en 1951-1953 et 1963-1969. Représentant spécial du Président et conseiller pour les affaires Africaines, Asiatiques, et d'Amérique Latine.
Everett Ellis Briggs	Diplomate, a servi en Angola. Ambassadeur au Portugal de 1990 à 1993.
Wilfred Graham Burchett	Journaliste australien.
Werner Michael Blumenthal	Homme d'affaire, économiste.
Pieter Willem (P.W.) Botha	Premier ministre sud-africain à compter du 8 octobre 1978 au 3 septembre 1984. Président de la République d'Afrique du Sud du 3 septembre 1984 au 15 août 1989
Roelof Frederik (Pik) Botha	Représentant permanent de l'Afrique du Sud aux Nations Unies jusqu'en 1977 et ambassadeur d'Afrique du Sud de Juillet 1975 à mai 1977. Ministre sud-africain des affaires étrangères à compter d'avril 1977.
Zbigniew K. Brzezinski	Conseiller à la sécurité nationale.
Robert Byrd	Sénateur démocrate de Virginie pendant près de 50 ans. Doyen du sénat
General Antonio Silva Cardoso	Gouverneur Général portugais en Angola

	de janvier à août 1975.
Frank Charles Carlucci	Ambassadeur américain au Portugal de décembre 1974 à février 1978. Directeur adjoint de la CIA du 5 février 1978 au 4 février 1981.
Dewan Prem Chand	Général de corps d'armée indien. Commandant de la Force des Nations Unies en Namibie d'avril 1989 à la fin de cette mission.
Jeremias Kalandula Chitunda	Vice-Président de l'UNITA tué lors des massacres de la Toussaint 1992.
Mark Chona	Conseiller du président zambien Kenneth Kaunda.
William Patrick Clark Jr	Juge et homme politique américain, secrétaire d'État adjoint (1981-1982) et conseiller à la sécurité nationale (1982-1983).
Herman Jay "Hank" Cohen	Secrétaire d'État assistant pour les affaires africaines du 12 mai 1989 au 26 février 1993.
Hendrik Jacobus (Kobie) Coetsee	Juriste, homme politique sud-africain, vice-ministre de la défense (1978-1980), ministre de la défense (1993-1994).
Fernando dos Santos Costa	Général portugais. Membre du gouvernement durant 22 ans. Lien prépondérant entre Salazar et les forces armées.
António Alva Rosa Coutinho	Amiral, Haut-commissaire en Angola d'octobre 1974 jusqu'à la signature des accords d'Alvor (janvier 1975).
Warren M. Christopher	Secrétaire d'État adjoint de 1977 à 1981 puis secrétaire d'État de 1993 à 1997.
Chester Arthur Crocker	Professeur de l'université de Georgetown, vice-secrétaire d'État aux Affaires africaines de 1981 à 1989.
Oliver S. Crosby	Directeur du bureau d'Afrique australe, Bureau des affaires africaines, Département d'État.
Nathaniel Davis	Directeur Général du Foreign Service de novembre 1973 jusqu'à Mars 1975. Secrétaire d'État assistant pour les affaires

	africaines d'avril à décembre 1975.
George C. Denney	Directeur adjoint, Bureau du renseignement et de la recherche département d'État.
Robert Dellums	Homme politique américain, représentant Cofondateur du Black-Caucus, engagé dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud.
José Eduardo Dos Santos	Président de la République Populaire puis République d'Angola à partir de Septembre 1979.
Charles C. Diggs Jr	Représentant démocrate du Michigan ; Président du sous-comité sur l'Afrique du Comité des affaires étrangères de la Chambre ; Président du Congrès Black Caucus de 1969 à 1971.
Anatoly Fyodorovich Dobrynin	Ambassadeur soviétique aux États-Unis de 4 janvier 1962 au 19 mai 1986.
Donald B. Easum	Secrétaire d'État assistant pour les affaires africaines du 18 mars 1974 au 26 mars 1975. Ambassadeur américain au Nigeria du 22 mai 1975 au 15 octobre 1979.
William B. Edmondson	Adjoint du secrétaire d'État assistant pour les affaires pour les affaires africaines de 1976 à 1978. Ambassadeur américain en Afrique du Sud de juin 1978 à juillet 1981.
Luis Ranque Franque	Premier président du FLEC (Front pour la Libération de l'enclave de Cabinda en Angola).
Bernadus Gerhardus Fourie	Secrétaire des affaires étrangères de l'Afrique du Sud durant les années 1970 et jusqu'au début des années 80. Ambassadeur sud-africain aux États-Unis du 4 juin 1982 au 23 septembre 1985.
John Gavin Hurd	Homme d'affaire texan. Ambassadeur en Afrique du Sud de 1970 à 1975.
Donald Phinney Gregg	Fonctionnaire de la CIA. National Security advisor de 1979 à 1982.
Andreï Gromyko	Andrei Andreyevich Gromyko est un politique soviétique, représentant

	permanent de l'URSS aux Nations Unies de 1946 à 1948. Il fut ministre des affaires étrangères (1957-1985) et Président du Présidium du Soviet suprême (1985-1988).
Jesse Alexander Helms Jr.	Sénateur américain (Républicain-Caroline du Nord), président de la commission des affaires étrangères du Sénat des États-Unis, à partir de 1995.
Melville Jean Herskovits	Anthropologue américain qui a établi les bases des études afro-américaines universitaires.
Deane Roesch Hinton	Diplomate, ambassadeur au Zaïre du 21 août 1974 au 21 juin 1975.
Sir Seretse Khama	Président de la République du Botswana du 30 septembre 1966 au 13 juillet 1980.
Kenneth Kaunda	Président de la République de Zambie du 24 octobre 1964 au 2 novembre 1991.
George Frost Kennan	Diplomate, politologue et historien américain.
Alan Keyes	Secrétaire d'État assistant pour les affaires concernant les organisations internationales du 6 novembre 1985 au 17 novembre 1987.
Henry A. Kissinger	Conseiller à la sécurité nationale du 20 janvier 1969, au 3 novembre 1975. Secrétaire d'État du 21 septembre 1973 au 20 janvier 1977.
William Anthony Kirsopp Lake	Directeur de la planification au département d'État. Conseiller à la sécurité nationale du 20 janvier 1993 au 14 mars 1997.
Bobby Ray Inman	Amiral de la marine américaine, Directeur du renseignement naval de septembre 1974 à juillet 1976, Directeur de la National Security Agency de juillet 1977 à février 1981. Directeur adjoint de la Central Intelligence Agency de février 1981 à juin 1982.
Clare Boothe Luce	Femme politique américaine, première ambassadrice, membre du President's Foreign Intelligence Advisory Board

	(PFIAB).
Samora Moisés Machel	Président de la République populaire du Mozambique du 25 juin 1975 au 19 octobre 1986.
Donald McHenry	Représentant permanent adjoint américain auprès des Nations Unies à compter de mars 1977. Ambassadeur et représentant Permanent auprès des Nations Unies de septembre 1979 à janvier 1981.
Joseph Palmer II	Diplomate américain, secrétaire d'État assistant pour les affaires africaines de 1966 à 1969. Ambassadeur en Libye.
Mangus A.Malan	Chef d'état-major des forces de défense sud-africaine de 1976 à 1980.
Joseph-Désiré Mobutu (Mobutu Sesé Seko)	Président de la République Démocratique du Congo (Zaire).
Walter F. Mondale	Vice-Président des États-Unis du 20 janvier 1977 au 20 janvier 1981.
Richard M. Moose	Vice-secrétaire d'état adjoint pour le Management du 18 mars 1977 au 15 août 1977. Vice-secrétaire d'état pour les affaires africaines du 6 juillet 1977 au 16 janvier 1981.
Robert Mugabe	Premier ministre du Zimbabwe du 18 avril 1980 au 31 décembre 1987. Président de la République du Zimbabwe depuis le 31 décembre 1987.
Abel Muzorewa	Evêque, chef du conseil national unifié (United African National Council) du Zimbabwe.
Edmund S. Muskie	Sénateur (D-Maine) du 3 janvier 1959 au 7 mai 1980. Secrétaire d'État du 8 mai 1980 au 20 janvier 1981.
Oleg Nazhestkin	Officier du KGB en charge de l'Angola. N'avait pas de bonnes relations avec Agostinho Neto. Sa préférence allait vers Nito Alves.
António Agostinho Neto	Président de la République Populaire d'Angola du 11 novembre 1975 au 10 septembre 1979.
David D.Newsom	Assistant du secrétaire d'État pour les

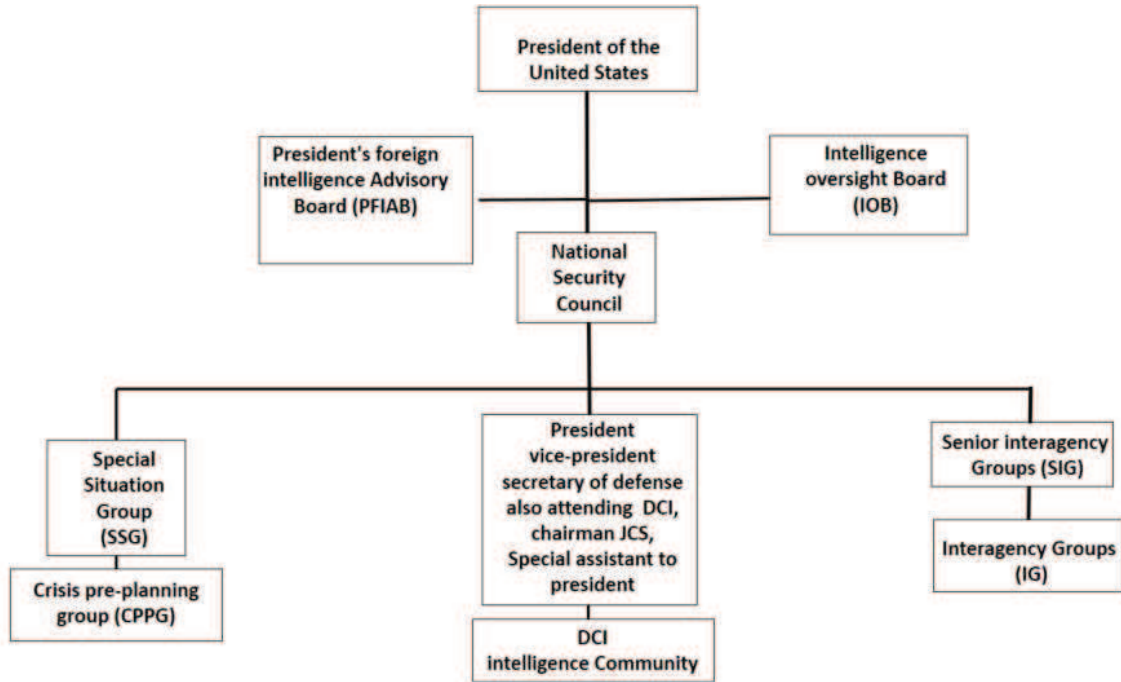
	affaires politiques du 19 avril 1978 au 27 février 1981.
Paul Henry Nitze	Banquier, homme politique américain ? Négociateur pour le désarmement de R.Reagan. Fondateur du think-thank Team B.
Joshua Nkomo	Responsable du Zimbabwe African People's Union.
Grover Norquist	Homme politique conservateur américain, membre du Council on Foreign Relations
Julius K. Nyerere	Premier ministre de la Tanzanie de 1960 à 1961, puis président de la République unie de Tanzanie du 29 octobre 1964 au 5 novembre 1985.
Samuel D Nujoma	Président de la SWAPO, 1 ^{er} président de la République de Namibie du 21 mars 1990 au 21 mars 2005.
Olusegun Obasanjo	General président du Nigeria du 13 Février 1976 au 30 Septembre 1979.
William E. Odom	Général de corps d'armée américain Assistant militaire du conseiller à la sécurité nationale 1977-1981. Directeur de la National Security Agency de mai 1985 à août 1988.
André du Pisani	Professeur de l'université de Namibie.
William Pierce Rogers	Juriste, diplomate, secrétaire d'État de 1969 à 1973.
Holden A. Roberto	Nationaliste angolais. Chef du gouvernement angolais en exil. Président du FNLA (Front National de Libération de l'Angola).
A.J. (Ampie) Roux	Président de la commission sud-africaine de l'énergie atomique.
Mário Alberto Nobre Lopes Soares	Ministre des Affaires étrangères du 17 mai 1974 au 26 mars 1975. Premier ministre de Portugal du 9 juin 1983 au 6 novembre 1985. Président de la République portugaise du 9 mars 1986 au 9 mars 1996.
Albert William Sherer Jr	Diplomate américain. Il fut ambassadeur au Togo de 1967 à 1970. En 1968 et 1969, il

	<p>fut aussi accrédité ambassadeur en Guinée Equatoriale. Il devint Ambassadeur en Guinée de 1970 à 1972.</p> <p>De 1975 à 1977, il fut représentant adjoint des États-Unis au Conseil de sécurité des Nations Unies.</p>
Stephen Joshua Solarz	<p>Représentant démocrate de l'état de New York. 3 janvier 1975 au 3 janvier 1993. Opposant à la politique extérieure de Ronald Reagan.</p>
Jonas Malheiro Savimbi	<p>Nationaliste angolais FNLA 1964–66 Président de l'UNITA 1966–2002.</p>
Stuart Nash Scott	<p>Ambassadeur des États-Unis au Portugal de 1973 à 1975.</p>
William E. Schaufele Jr	<p>Assistant du secrétaire d'État pour les affaires africaines du 19 décembre 1975 au 17 juillet 1977.</p>
Eduard A. Shevardnadze	<p>Ministre des affaires étrangères de l'URSS de 1985 à 1990.</p>
George P. Shultz	<p>Secrétaire d'État du 16 juillet 1982 au 20 janvier 1989.</p>
Brent Scowcroft	<p>Général de corps aérien (US Air Force) Conseiller à la sécurité nationale de Gerald Ford du 3 Novembre 1975 au 20 janvier 1977 et de Georges W Bush du 20 janvier 1989 au 20 janvier 1993.</p>
Talcott W Seelye	<p>Adjoint du secrétaire d'État assistant pour les affaires africaines de 1976 à 1977.</p>
Oliver Reginald Kaizana Tambo	<p>Homme politique sud-africain Président du Congrès national africain (ANC) de 1967 à 1991.</p>
John Varick Tunney	<p>Sénateur, influent dans le domaine des affaires étrangères.</p>
Stansfield Turner	<p>Amiral, Directeur de la CIA du 9 mars 1977 jusqu'au 20 janvier 1981.</p>
Cyrus Vance	<p>Secrétaire d'état du 23 janvier 1977 au 28 avril 1980.</p>
Balthazar Johannes (B.J.) Vorster	<p>Premier ministre sud-africain du 13 septembre 1966 au 2 octobre 1978. Président de la République d'Afrique du</p>

	Sud du 10 octobre 1978 au 4 juin 1979.
Kurt Waldheim	Secrétaire-Général des Nations Unies du 1er janvier 1972 au 31 décembre 1981.
Vernon A. Walters	Général de corps d'armée, Ambassadeur américain aux Nations Unies 1985-1989 Directeur adjoint de la CIA du 2 mai 1972 au 2 juillet 1976.
Paul Culliton Warnke	Diplomate, chef négociateur de Jimmy Carter pour les discussions SALT.
Caspar W. "Cap" Weinberger	Secrétaire à la Défense du 21 janvier 1981 au 23 novembre 1987.
John C. Whitehead	Secrétaire d'état adjoint du 09 juillet 1985 au 20 janvier 1989.
Odd Arne Westad	Universitaire norvégien spécialiste de la guerre froide.
Andrew J Young Jr	Membre de la Chambre des Représentants (D-Georgie) jusqu'au 29 janvier 1977. Représentant permanent des États-Unis aux Nations Unies du 30 janvier 1977 au 23 septembre 1979.

Annexes

Annexe 1 : Organisation du NSC



Annexe 2 : documents du Conseil de sécurité nationale ayant pour objet l'Afrique australe

Africa			
NSSM 201	24 avril 1974 et sa réponse en date du 8 octobre 8, 1974	Assistance militaire et de la politique de vente d'armes à destination de l'Afrique noire.	
Portugal			
NSSM 208	12 août 1974	Négociations de l'accord sur la base des Açores	
NSSM 221	08 avril 1975	Intérêt de sécurité américain aux Açores	
Angola			
Response to NSSM 224	26 mai 1975 et sa réponse du 13 juin 1975	Politique des États-Unis envers l'Angola	Déclassifié 08/13/97
NSSM 234	13 décembre 1975	Politique des États-Unis envers l'Angola	
National Security Decision 212	February 10, 1986	US policy toward Angola	Déclassifié 05/07/91
Presidential review memorandum/NSC 36	May 23, 1978	Soviet/Cuban presence in Africa	Déclassifié 12/19/1990
National Security Decision Directive Number 274	May 7, 1987	United State policy toward Angola	Déclassifié 12/20/91
Southern Africa			
Study in response National Security Study Memorandum 39	April 10, 1969	Southern Africa	Déclassifié 11/15/1977
National Security Study Memorandum 236	January 16, 1976	United States Policy on Export-Import Bank Loans for South Africa	Déclassifié 02/04/98

National Security Study Memorandum 241	April 21, 1976	Southern Africa	Déclassifié 02/04/98
PRM/NSC-4	January 21, 1977	South Africa, and Rhodesia negotiations	Déclassifié 07/5/94
Presidential directive/NSC-5	March 9, 1977	Southern Africa	Déclassifié 07/05/1994
NSC Study directive number N°. 3/87	January 22, 1987	Southern Africa	Déclassifié partiellement 10/09/1990
National Security Decision directive N° 272	May 7, 1987	U.S. objectives in Southern Africa	Déclassifié 17/05/91
National Security Study Directive N°. 9/87	May 18, 1987	Southern Africa U.S. Policy Toward the Front Line States	Déclassifié 01/06/1997
South-Africa			
NSSM 236	du 16 janvier 1976	Politique des États-Unis sur les crédits export-import pour l'Afrique du Sud	
National Security Decision Memorandum N°330	May 6, 1976	United States Policy on Export Import Bank Loans for South Africa	Déclassifié 02/03/98
National Security Decision directive N°187	September 7, 1985	United States Policy toward South-Africa	Déclassifié 05/07/91
National Security Decision directive N° 273	May 7, 1987	U.S. Policy Toward South Africa	Déclassifié 17/05/91
NSR-15	April 10, 1989	South Africa	
Cuban/soviet presence Southern Africa			
Presidential review memorandum NSC 36	May 23, 1978	Soviet/Cuban presence in Africa	

Annexe 3 : Les membres clés du NSC

Executive secretaries, NSC

Sidney W. Souers 1947–1950
James S. Lay, Jr. 1950–1961
Bromley K. Smith 1961–1969
Robert M. Kimmitt 1983–1985
William F. Martin 1985–1986
Rodney B. McDaniel 1986–1987
Grant S. Green, Jr. 1987
Paul Schott Stevens 1987–1989
William Sittmann 1989–1993
William H. Itoh 1993–present

Special assistants to the president for national security affairs

Robert Cutler 1953–1955
Dillon Anderson 1955–1956
William A. Jackson (Acting) 1956
Robert Cutler 1957–1958
Gordon Gray 1958–1961
McGeorge Bundy 1961–1966
Walt W. Rostow 1966–1969

Assistants to the president for national security affairs

Henry A. Kissinger 1969–1975
Brent Scowcroft 1975–1977
Zbigniew Brzezinski 1977–1981
Richard V. Allen 1981–1982
William P. Clark 1982–1983
Robert C. McFarlane 1983–1985
John M. Poindexter 1985–1986
Frank Carlucci 1987
Colin Powell 1987–1989
Brent Scowcroft 1989–1993
Anthony Lake 1993–1997

Annexe 4 : les déplacements des secrétaires d'état en Afrique

Voici la liste des déplacements des différents chefs du département d'État en Afrique. S'ils se sont rendus en 40 occasions à Paris, l'intérêt limité pour l'Afrique transparaît dans le nombre restreint de visites et le nombre relativement limité de pays visité.

Travels of Secretary of State Henry Kissinger

Kenya	Nairobi	Met with President Kenyatta and Foreign Affairs Minister Waiyaki.	April 24-25, 1976
Tanzania	Dar Es Salaam	Met with President Nyerere and Foreign Minister Kaduma.	April 25-26, 1976
Zambia	Lusaka	Met with President Kaunda and Foreign Minister Banda.	April 26, 1976
Zaire	Kinshasa	Met with President Mobutu and Commissioner Nguza.	April 27-29, 1976
Liberia	Monrovia	Met with President Tolbert.	April 30-May 1, 1976
Senegal	Dakar	Met with President Senghor and Foreign Affairs Minister Seck.	May 2, 1976
Kenya	Nairobi	Attended an UNCTAD Conference.	May 3-6, 1976
Tanzania	Dar Es Salaam	Discussed Rhodesia and Namibia with President Nyerere.	September 14-15, 1976
Zambia	Lusaka	Discussed Rhodesia and Namibia with President Kaunda.	September 15-17, 1976
South Africa	Pretoria	Discussed Rhodesia and Namibia with Prime Minister Vorster. Met with a Rhodesian delegation.	September 17-20, 1976
Tanzania	Dar Es Salaam	Briefed President Nyerere on meetings with Rhodesian leaders.	September 21, 1976
Zaire	Kinshasa	Discussed regional and bilateral issues with President Mobutu.	September 21-22, 1976
Kenya	Nairobi	Discussed Rhodesia and Namibia with President Kenyatta and Acting Foreign Minister Osogo.	September 22-23, 1976

Travels of Secretary of State Cyrus Roberts Vance

Nigeria	Lagos	Accompanied President Carter on a State visit.	March 31-April 3, 1978
Liberia	Monrovia	Accompanied President Carter.	April 3, 1978
Sudan	Khartoum	Met with Foreign Minister al-Tahir.	April 13, 1978
Tanzania	Dar Es Salaam	Discussed the Rhodesian question with British Foreign Secretary Owen and leaders of Zimbabwe's Patriotic Front.	April 13-16, 1978
South Africa	Pretoria	Discussed Rhodesia and Namibia with Foreign Minister Botha and British	April 16-17, 1978

		Foreign Secretary Owen.	
Southern Rhodesia (Zimbabwe)	Salisbury	Discussed the Rhodesian question with members of the Transitional Government and British Foreign Secretary Owen.	April 17, 1978

Travels of Secretary of State Edmund Sixtus Muskie: nil

Travels of Secretary of State Alexander Meigs Haig: nil

Travels of Secretary of State George Pratt Shultz: nil

Senegal	Dakar	Met with President Diouf.	January 8-9, 1987
Cameroon	Douala	Met with President Biya.	January 9, 1987
Kenya	Nairobi	Met with President Moi.	January 9-12, 1987
Nigeria	Lagos	Met with President Babangida.	January 12, 1987
Cote d'Ivoire	Abidjan	Met with President Houphouet-Boigny.	January 12-14, 1987
Liberia	Monrovia	Met with President Doe.	January 14, 1987

Travels of Secretary of State James Baker

Namibia	Windhoek	Attended Namibian independence ceremonies. Met with Soviet Foreign Minister Shevardnadze.	March 19-22, 1990
South Africa	Cape Town, Johannesburg, Soweto	Met with President De Klerk, South African officials, and leaders of the African National Congress (ANC).	March 22-23, 1990
Zaire	Kinshasa	Met with President Mobutu and with UNITA leader Savimbi.	March 23-24, 1990

Travels of Secretary of State Warren Christopher

Mali	Bamako	Met with President Konare and Foreign Minister Traore.	October 7-9, 1996
Ethiopia	Addis Ababa	Met with Prime Minister Zenawi and discussed plans for an African crisis-response force with OAU officials.	October 9-11, 1996
Tanzania	Arusha	Discussed the Burundi crisis with the Presidents of Tanzania, Kenya, and Uganda. Also met with the Chief Prosecutor of the International War Crimes Tribunal.	October 11-12, 1996
South Africa	Capetown, Johannesburg, Pretoria	Met with President Mandela and delivered an address at the University of the Witwatersrand.	October 12-14, 1996
Angola	Luanda	Met with President dos Santos and visited	October 14,

		UN military observers.	1996
--	--	------------------------	------

**Annexe 5 : Audition des responsables du département d'État devant le Sénat et la
Chambre des représentants**

Hearings			
June 11,13,16 July 9,10,14,23,24,28 and 29, 1975	Hearings	Before the Subcommittee on African Affairs of the Committee on Foreign Relations, United States Senate	U.S. policy toward southern Africa
January 29 February 3,4,6, 1976	Hearings Statement by Ellsworth Robert, deputy secretary of Defense; John A reed director of African Region, Office of Secretary of Defense International Security Affairs	before the Subcommittee on African Affairs of the Committee on Foreign Relations, United States Senate	U.S. involvement in civil war in Angola
January 26, 1976	Witnesses Edward.W. Mulcahy deputy Assistant secretary for African Affairs William E Schaufele Assistant secretary for African Affairs	Committee on international relations House of representatives	United States policy on Angola
September 8,9,16,17,22,23,29 and 30, 1976	Hearings by Dr Pauline Baker Birrell Georges Mobil Oil Corp, Chettle John South Africa Foundation Cunningham A, South Africa Foundation; Davis Jennifer Africa Fund American committee on Africa	Before the Subcommittee on African Affairs of the Committee on Foreign Relations, United States Senate	South Africa-U.S. policy and the role of U.S. corporations
June 6, 1977	Hearing	Before the Subcommittee on African Affairs of the Committee on Foreign Relations, United States Senate	To receive a report from Ambassador Andrew Young's on his recent trip to Africa and United state policy in the area
February 9 and 10, 1977		Before the Subcommittee on African Affairs of the Committee on Foreign Relations, United States Senate	On S174 a bill to amend the United Nations participation act of 1945 to halt the importation of Rhodesian chrome
February 3, 1978	Hearing by	before the	Human rights

	Donald Wood	Subcommittee on African Affairs of the Committee on Foreign Relations, United States Senate	conditions in South Africa
May 12, 1978	Statement by Secretary Vance US ambassador Andrew Young and Assistant Secretary Dick Moose	Before the Subcommittee on African Affairs of the Committee on Foreign Relations, United States Senate	Administration officials review of US policy toward Africa with particular reference to Southern Africa
June 25, 1979	Hearing Statement of Donald Mc Henry deputy representative of the united states on the UN security Council	Subcommittee on African Affairs of the Committee on Foreign Relations, United States Senate	on the current situation in Namibia
July 23, 1979	Statement of Richard Moose Assistant Secretary, bureau of African Affairs, DoS	Subcommittee on African Affairs of the Committee on Foreign Relations, United States Senate	The administration current Rhodesia policy
May 7, 1979	Hearing Donald Mc Henry Deputy US Ambassador to the United Nations	before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives,	The current situation in Namibia
September 6, 1979	Hearing Rev Jesse Jackson national president of operation PUSH	Before the Subcommittee on Africa: Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives	Current situation in South Africa
September 17 and 30, 1980.	Hearings	before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives,	United States policy toward Angola--update
June 17, 1981	Hearing witnesses Chester Crocker Assistant Secretary, bureau of African Affairs. Donald McHenry	before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives,	U.S. policy toward Namibia: spring 1981
September 16, 1981	Hearing and markup Chester Crocker Assistant Secretary, bureau of African Affairs, DoS	before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign	United States policy toward Southern Africa: focus on Namibia, Angola, and

		Affairs, House of representatives, on H. Res. 214, H. Con. Res. 183,	South Africa
March 2, 1982	Secretary of State Haig	House foreign affairs committee	Prospects for a Namibian settlement
March 30, 1982	Hearing William B Robinson Director office of munitions control, bureau of Politico-Military Affairs, department of State	before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives	Enforcement of the United States arms embargo against South Africa
February 15, 1983	Hearing Representative William Gray Chester Crocker	before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives	Namibia and regional destabilization in Southern Africa
September 14, 1983	Hearing Franck Wisner, deputy assistant secretary for Africa Affairs: Pr Thomas Karis University of New-York; Stanley Greenberg Yale University	before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs	Internal political situation in South Africa
September 26, 1984	Testimony by the Assistant Secretary of State for African Affairs	Senate foreign relations committer	Unites States policy toward south Africa
December 4, 1984	Hearing Witnesses Bishop Desmond Tutu	before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives	The current crisis in South Africa
January 31, 1985	Hearing	before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives	Economic sanctions and their potential impact on U.S. corporate involvement in South Africa
February 21, 1985	Hearing Chester Crocker assistant secretary of State for African Affairs department of State	before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives	Namibia: internal repression and United States diplomacy
October 31, November 12, 1985	Hearings	Before the subcommittee on Africa committee on foreign affairs	Angola: intervention or negotiation

February 18, 1986	Hearing Statement of Chester A Crocker, assistant secretary for African Affairs Richard M Moose Shearon/Lehman bros Thomas Henriksen the Hoover institution	before the Committee on Foreign Relations, United States Senate,	Angola: options for American foreign policy
October 29, 1985	Hearing Chester Crocker Secretary of State Bureau of African Affairs.	before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives, on H.R. 2589,	Namibia: the exploitation of natural resources and U.S. policy
March 15 and 16, 1988	Hearings Charles Freeman Deputy Assistant Secretary of State for African affairs	before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives	Media restrictions in South Africa
April 12, 1989	Hearing Witnesses John Marcum; Constantine Menges Arieh Neier Gibson Lanpher acting deputy assistant secretary bureau of African Affairs	before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives	New reports of human rights violations in the Angolan civil war
July 20, 1989	Hearing Herman Cohen Assistant secretary of state, Bureau of African Affairs	before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives	Namibian independence: review of the process and progress
September 27, 1989	Hearing Warren Clark Jr deputy assistant secretary bureau of African Affairs Representative Paul Henry; Pr Gerald Bender	before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives	A review of United States policy toward political negotiations in Angola
March 31, 1992	Hearing Herman J Cohen assistant secretary of state for African Affairs	before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives	South Africa: assessment of the recent white referendum
March 3, 1992	Hearing Witnesses Jeffrey Davidow acting assistant secretary of State	before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign	Potential for U.S. private sector activity in Angola

	bureau of African affairs Donald McHenry school of Foreign Service; Gerald bender university of Southern California	Affairs, House of Representatives	
July 23, 1992	hearing and markup Herman J Cohen Assistant Secretary of State Bureau of African Affairs.	before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives on H. Res. 497 relating to ongoing violence connected with apartheid in South Africa	Violence in South Africa and its effect on the convention for democratic South Africa (CODESA)
October 8, 1992	Hearing witnesses Herman J Cohen assistant secretary of state bureau of African Affairs .	before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives	Political developments and prospects for peace in Mozambique and review of the electoral process in Angola
November 19, 1992	Hearing Witnesses Jeffrey Davidow Senior deputy assistant secretary of state bureau of African Affairs	before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives	Angola, the aftermath of elections
March 31, 1993	Testimony by the assistant secretary of state for African affairs Herman J Cohen	House Foreign affairs Africa subcommittee	Peacekeeping and conflict resolution in Africa
September 30, 1993	Georges Moose assistant secretary of State bureau of African affairs; John Hicks Agency for international development	Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives	United State's policy toward the transition in South Africa
November 16, 1993	Hearing Georges Moose assistant secretary of State bureau of African affairs; James Wood deputy assistant secretary of defense for African affairs; Pr Chester Crocker ; Pr Gerald J Bender	before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives, One Hundred Third Congress, first session,	The quest for peace in Angola
April 20, 1994	Georges Moose assistant secretary of State bureau	Subcommittee on Africa of the	US policy toward South Africa on the

	of African affairs; John Hicks Agency for international development; Dr Pauline Baker	Committee on Foreign Affairs, House of Representatives	eve of the election
October 4, 1994	Hearing Georges Moose Assistant secretary for African Affairs; Dr Pauline Baker	before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives	South Africa: since the historic elections:

Annexe 6 : navires soviétiques ayant opéré dans le golfe de Guinée et en Angola

Croiseur Admiral Makarov Classe Kresta II	Du 7.11.1975 au 5.7.1976 : opérations dans l'Atlantique central et sud avec base temporaire à Luanda. Le navire a assuré le soutien des navires cubains transportant les volontaires vers l'Angola.
Destroyer Bravyy Classe Kotlin	Luanda, Angola du 9.11 au 12.11.1976
Destroyer Nastoychivyy Classe Kotlin	Du 6.12.1977 à mars 1978 : opérations dans l'Atlantique au large de Angola
Destroyer Speshny Classe Kotlin	Du 3.10.1978 au 8.2.1979 : opérations dans le Golfe de Guinée avec une base temporaire à Luanda.
Destroyer Blagorodnyy Classe Kotlin	Mi-1978 : opérations dans l'atlantique ouest, visite de Guinée-Conakry (8.78), Contonou (8.78) et Luanda (8.78).
Destroyer Admiral Nakhimov Classe Kresta II	Du 23.7 au 10.10.1979 : visite de Guinée Conakry et Luanda, Angola.
Destroyer Gremyashchiy Classe Kanin	15.6.1981 au 6.3.1982 opérations dans l'Atlantique et le long des côtes ouest-africaines, Guinée-Bissau, Luanda, Port Mossamedes (Namibe), Lomé et Accra.
Destroyer Zhguchiy Classe Kanin	Du 5.1980 au 1.1981 : opération dans l'Atlantique et le long des côtes ouest-africaines, visite à Luanda, Angola, Guinée Conakry et Porto Novo (Benin).
Destroyer Soobrazitelnyy Classe Kashin	Angola du 10.12.1987 au 20.2.1988 et du 9.3 au 12.5.1988.
Porte hélicoptères Moskva	Angola du 12.6 au 18.6.1982 et du 4.7 au 13.11.83.
Croiseur lance-missiles Vasiliy Chapayev Classe Kresta II	De 8.1977 au 1.1978 : navigation de Kronstadt à Vladivostok avec des opérations dans l'atlantique sud-ouest (conjointement avec amiral Oktyabrskiy), visite à la Havane et Cienfuegos, Luanda, Maputo, Mozambique, Aden.
Croiseur lance-missiles Maréchal Timoshenko	1.7 au 27.12.82 : opérations dans l'Atlantique Sud-ouest. Visite de Guinée Conakry, Pointe-Noire, Congo (du 7.9 au 11.9.82), São Tomé,

	Luanda et Mocamedes Angola.
Croiseur lance-missiles Amiral Yumashev Classe Kresta II	Du 3.5 au 30.12.84 : opérations dans l'Atlantique sud, base temporaire à Luanda Angola (du 3.6 au 11.6.84, 22.6 au 3.7.84, 29.7 au 29.8.84, 17.9 au 3.11.84 et du 12.11 au 5.12.84).
Frégate Silnyy Classe Krivak I	Du 4.5 au 4.11.88 : opérations dans le sud-est de l'Atlantique avec base temporaire à Luanda, Angola.
Frégate Bodryy Classe Krivak I	Du 7.1 au 18.5.87 : opérations dans l'Atlantique Central et Sud et Est, base temporaire à Luanda. Du 15.11.90 au 16.5.91 : opérations dans la même zone, base temporaire à Angola.
Frégate Bditelnyy Classe Krivak I	Du 5.1 au 15.7.90 opérations dans l'Atlantique centrale et Sud et Est, base temporaire à Luanda.
Frégate Doblestnyy Classe Krivak I	Du 22.8.89 au 1.2.90 opérations dans l'atlantique sud-Est.
Frégate Poryvistyy Classe Krivak I	Luanda, Angola du 12.11 au 20.11.83, Maputo du 1.12 au 9.12.83.
Destroyer Prozorlivyy Classe Kotlin	Basé à Luanda du 1.11 au 31.12.79
Destroyer Osmotritelnyy Classe Sovremennyy	En visite à Luanda avec le destroyer Frunze (classe Krivak II)
Porte avions Kiev Classe Minsk	Angola (4.79)
Porteavions Novorossiysk Classe Kiev	Visite à Luanda du 12.11 au 20.11.83 Visite par le commandant de la marine angolaise le 16.11.83 Visite par le président Dos Santos le 19.11.83
Destroyer anti sous-marin Amiral Zakharov (Classe Udaloy)	Passage à Luanda pour rejoindre Vladivostok
Destroyer anti sous-marin Admiral Spiridonov (Classe Udaloy)	Passage à Luanda pour rejoindre Vladivostok
Destroyer anti sous-marin Shaposhnikov (Classe Udaloy)	Passage à Luanda pour rejoindre Vladivostok